

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE
publiée sous la direction de Alfred Bonnet

THÉORIE POSITIVE

DU

CAPITAL

PAR

Eugen von Böhm-Bawerk

Professeur à l'Université de Vienne

PREMIÈRE PARTIE

Traduit sur la troisième édition

PAR

Camille POLACK

Agrégé de l'Université

PARIS (5^e)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1929

PRÉFACE

DE LA TROISIÈME ÉDITION (1)

Il y a juste vingt ans que j'ai exposé pour la première fois ma « Théorie positive du capital ». Lorsque plus tard le besoin d'une nouvelle édition de mon ouvrage se fit sentir, j'étais tellement absorbé par les obligations d'une laborieuse fonction que je dus renoncer à toute tentative en vue d'amender mon ouvrage, et je dus livrer à la publicité une deuxième édition absolument conforme à la première. Cette troisième édition me fournit enfin, pour la première fois après vingt longues années, l'occasion de soumettre la construction générale de ma doctrine à l'épreuve du contrôle, et me permet de me rendre compte et de rendre compte également au public de la manière dont elle se comporte dans le torrent qui entraîne la science au cours de son évolution.

Tous ceux qui sont au courant de notre science savent combien ces vingt dernières années l'ont enrichie. L'intérêt réveillé pour les recherches théoriques a mis à leur service un peu partout une foule

(1) La *Théorie positive du Capital* forme la 2^e Partie de l'ouvrage « Capital et intérêt du Capital », dont la 1^{re} partie a paru en français en 1902, sous le titre : *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*. Nous publions aujourd'hui le Premier Fascicule de cette dernière Partie (Note de l'éditeur).

d'esprits de valeur et d'énergie. Mais les questions, qui ont toujours éveillé la plus grande attention, ce sont les deux problèmes qui ont donné naissance à la jeune école théorique réformatrice et qui ont fourni à mon ouvrage presque tout son contenu : les deux problèmes de la *valeur* et du *capital*. Un énorme flot de livres, d'articles et de brochures, écrits dans toutes les langues possibles et imaginables, s'est répandu sur ce terrain que mes efforts avaient aussi fécondé et un nombre assez considérable de ces publications se rattachent à mes travaux, tantôt pour soumettre mes conceptions à une critique hostile, tantôt pour leur apporter le soutien de leur adhésion, tantôt enfin pour les développer en les amendant.

Je me suis efforcé, autant qu'il m'était possible, de prendre connaissance de tout, de tout examiner et de laisser réagir sur mon esprit avec la plus grande impartialité tout ce qui pouvait avoir quelque consistance dans les milliers de notions, d'idées constructives et critiques contenues dans cette immense quantité de publications. Je m'efforçais en outre d'être mon propre critique. Je cherchais — et cela me fut facilité en une certaine mesure par le long intervalle de temps pendant lequel mes fonctions prirent une tout autre direction — à me placer en étranger en face de mes propres théories et à les soumettre avec une froide méfiance à un minutieux examen.

Après un travail ardu de cinq années de réflexion que j'ai consacrées d'une manière exclusive à ce nouvel examen critique de tout mon sujet, en soumettant particulièrement ma propre pensée à ma propre critique, et pendant lequel je ne crois pas

avoir laissé un seul recoin de ma doctrine non contrôlé, je la présente au public pour la troisième fois, et, cette fois encore, sans modification de nature profonde ou essentielle. L'état actuel de la question m'a semblé exiger beaucoup d'éclaircissements de mon ancienne théorie, bien des développements complémentaires, bien des améliorations dans l'expression de mes idées, mais relativement peu de modifications proprement dites.

Surtout point de variation dans les idées fondamentales qui m'ont guidé jusqu'au bout. Si je ne m'abuse pas complètement, je ne trouvais dans la marche des choses aucune raison pour les abandonner. Il me semble, tout au contraire, qu'elles ont déjà commencé à exercer une sérieuse influence sur le développement de cette branche de la théorie, et je considère comme peu probable qu'on arrive à l'éliminer entièrement à l'avenir.

Si dans les détails je suis resté assez conservateur, contrairement à l'attente de quelques-uns, ce n'est certainement pas parce que je suis enclin à l'obstination. Personne ne sait mieux que moi combien il serait invraisemblable que j'eusse trouvé du premier coup la plus heureuse expression possible pour une idée fondamentale que j'ose peut-être espérer être inattaquable, ni la plus heureuse symétrie imaginable dans le groupement de faits appartenant à tant de branches diverses et d'un genre souvent tout nouveau. Je me rends parfaitement compte que beaucoup de choses devront être exprimées plus exactement, beaucoup d'autres plus clairement, et beaucoup surtout dans une généralisation plus heureuse que je ne l'ai fait, et c'est avec empressement que

j'accueillerai toutes les améliorations qui se présenteront.

Mais toute modification provoquée n'est pas forcément une amélioration ; moins nous voulons nous sentir définitivement satisfaits des résultats déjà obtenus, plus il serait fâcheux et troublant si, en adoptant avec précipitation une proposition exposée avec plus de chaleur que patiemment réfléchie, nous sacrifions de nouveau même ce qui a de la solidité, et que nous nous laissions conduire d'une conception peut-être imparfaite, mais susceptible d'amendement, à une conception peu solide et entachée d'erreur. Donc, autant j'ai dû me mettre en garde contre un trop grand entêtement, autant j'avais tous les motifs de me garder du contraire, qui n'aurait pas moins nui à la découverte de la vérité, et qui en outre n'aurait pas manqué d'un certain comique, puisque sans nécessité je me serais laissé détourner de vues consistantes que j'avais moi-même exprimées pour adopter des propositions nouvelles, peut-être moins bien fondées que les premières.

Un examen répondant à ce point de vue, appliqué rigoureusement à l'une et à l'autre face de la question, me conseille une prudente réserve en présence du nombre excessif d'innovations qui ont surgi. Il y a forte houle, forte fermentation dans le district de la théorie. Relativement il n'y a que bien peu de temps que nous méditons systématiquement sur les relations actuelles si diverses et si embrouillées de l'ensemble de nos besoins et de nos biens. A ce stade, il est tout naturel, que le zèle des rivaux à innover par toutes sortes d'idées promptes et spirituelles — d'un caractère constructif ou critique — gagne du terrain

et qu'une élaboration et une vérification patientes n'avancent que lentement et en boitant. Aussi ce qui dès à présent est définitivement admis, et peut s'ajouter à l'ancien ou le remplacer, est relativement peu de chose. Pour le reste, espérons que le temps y apportera de la lumière, mais faisons en attendant tout ce qui peut aider à l'éclaircir. Ce qui me parut le plus important à cet effet était de multiplier abondamment les explications qui, écartant les malentendus encore beaucoup trop nombreux, permettraient d'exposer avec plus de clarté le sens et la portée des propositions que tous nous nous efforçons d'enseigner ou de réfuter. Et ainsi il est arrivé que, dans cette édition, j'ai eu à exposer beaucoup d'éclaircissements et relativement très peu de modifications de ma théorie.

Quelques dispositions formelles et surtout ma façon de me servir des documents livresques exigent un commentaire particulier. D'un côté je reconnais que c'était naturellement mon devoir de faire la part la plus large possible à l'examen réel de toute la littérature relative à mon sujet, malgré les proportions gigantesques qu'elle a prises, et tout particulièrement de celle du camp adverse : et j'entends par là, en prendre connaissance, l'examiner consciencieusement et en accepter sans parti pris l'influence sur la formation de mes convictions définitives. Mais d'un autre côté, je ne tardais pas à m'apercevoir qu'il était tout à fait impraticable de donner dans mon écrit l'analyse de tous ces livres à examiner, même en n'en envisageant qu'approximativement le nombre. Toute tentative de ce genre aurait dépassé le cadre de mon ouvrage. J'aurais eu

à m'expliquer sur peut-être cent citations dont bon nombre réclamaient une ample réponse. Comme exemple, je nommerai un seul auteur, Stolzmann, qui me fait l'honneur dans son ouvrage, *Zweck in der Volkswirtschaft*, de remplir 250 pages avec ses critiques de détail de mes idées !

J'ai donc dû me résoudre à une autre manière de procéder. J'ai renoncé de prime abord à refuter les opinions contraires d'une manière complète et surtout d'une manière égale. J'ai été forcé d'en laisser le plus grand nombre sans mention individuelle et sans réplique. J'en ai examiné quelques-unes dans le cadre étroit que comporte ce livre ; un tout petit nombre enfin ont été l'objet d'une étude poursuivant le point de controverse jusque dans ses dernières racines et épuisant complètement le sujet : dans ce cas, je n'ai pas hésité quand il était nécessaire à donner à cette étude un développement considérable et à en faire presque une monographie.

J'ai procédé ainsi pour deux raisons : d'une part, en choisissant convenablement la question litigieuse à traiter, la polémique pouvait être utile à la connaissance positive. Des points de la théorie du capital particulièrement difficiles ou particulièrement instructifs ont pu de cette façon être approfondis d'une manière satisfaisante et, d'autre part, bien des éclaircissements que je désirais ajouter à ma propre théorie dans le sens indiqué plus haut, ont pu être développés de la manière la plus efficace et la plus naturelle en réponse aux idées de l'adversaire. J'ai visé d'ailleurs encore un but plus large, concernant la méthodologie de la théorie du capital.

Je crois en effet remarquer qu'une grande partie

des erreurs et des confusions, qu'on peut signaler encore si nombreuses dans ce domaine de la science, doivent leur origine au peu de cas qu'on fait d'une certaine sorte de difficultés qui s'y rencontrent fréquemment, et au peu d'attention qu'on leur accorde par suite de cette fausse estimation. Il n'est pas possible de venir à bout des problèmes du capital, — et quiconque a essayé de les résoudre s'en est rendu compte immédiatement — sans l'intervention d'un grand nombre de raisonnements déductifs, sans opérer avec des faits bien établis. Et puisque, à la vérité, tant de choses s'entremêlent ici, les chaînons du raisonnement déductif prennent nécessairement un développement inquiétant, sur les dangers duquel Marshall déjà — bien qu'en partie pour une autre raison — a excellemment attiré l'attention.

Et dans ce long enchaînement de pensées, c'est le *mot* que je considère comme notre plus dangereux ennemi. Le mot doit être un vêtement, une enveloppe d'images vivantes *qu'il se borne à éveiller*. Mais le degré de puissance plastique avec lequel nous obéissons à cette excitation en chaque circonstance, le degré de vivacité et de fidélité avec lequel nous évoquons une image des objets adéquats au mot, c'est une chose à part, et si nous sommes quelque peu négligents dans ce travail de formation plastique, si, comme cela arrive très facilement, nous nous appuyons avec une candide sécurité sur le mot qu'on nous livre, plutôt que de nous pénétrer de son objet par un travail de l'esprit, alors le mot ne devient que trop facilement dans un sens fâcheux une « enveloppe » qui nous cache les contours nets

et vifs du véritable centre de l'image auquel nous n'atteindrons plus, quand nous sommes satisfaits de l'esquisse approchée de la copie verbale. Et quand ces mots enveloppés passent dans ces longs enchaînements de pensées, il n'y a plus de garantie que les centres des idées enveloppées avec leurs angles et leurs coins inflexibles cadrent entre elles ; on arrive à des conclusions, tirées de mots dialectiques rangés les uns à côté des autres, et avec ces mots à de fatales aberrations qui, dans ces déductions prolongées à l'infini, ne se présentent nulle part aussi fréquemment que dans celles faites à la légère dans la théorie du capital.

Je crains que beaucoup de spécialistes qui s'exercent dans notre domaine ne se mettent pas suffisamment en garde contre ces dangers. Ils ne sont pas assez circonspects pour comprendre que l'esprit et la sagacité seuls sont impuissants à les éviter, mais qu'à cet effet il vaut mieux posséder certaines qualités secondaires, peut-être même très peu estimées : une préoccupation des détails touchant au pédantisme, et une patience infinie de contrôle. Des conseils abstraits ont, comme on le sait, généralement peu d'effet : c'est pourquoi je me propose de montrer cela également par des expériences. C'est à quoi devaient et pouvaient me servir ces exemples concrets triés pour être très soigneusement étudiés. J'avais à faire ressortir, comme dans une sorte de leçon de choses, tout ce que le raisonnement employé dans ces cas offrait de dangers et de difficultés, dangers et difficultés dont la gravité échappe d'habitude ; j'avais à montrer que dans ces cas chaque phrase, même la plus simple, donnait beaucoup à

réfléchir et à creuser, et combien ici étaient fallacieuses et insuffisantes ces considérations à courte haleine, brusquement tranchées par impatience ou par une aveugle confiance, qu'il s'agisse de construction ou de critique.

Je sais très bien que, ce faisant, je me suis chargé d'une tâche tout à fait ingrate. L'écrivain ne récolte certainement pas de lauriers dans ces recherches pénibles, subtiles, où l'on s'attache aux plus minces détails. Celui qui se plaindra de leur prolixité et de leur boursoufflure, je lui donne raison d'avance. De mon propre avis aussi, elles contiennent toutes sortes de choses dont, à la vérité, l'auteur a dû se pénétrer, avant de mettre la plume à la main, mais qu'il aurait mieux fait de laisser de côté, quand il rédige dans des circonstances normales. C'est bien ainsi que j'ai procédé dans l'exposition primitive de ma théorie, et c'est seulement parce que j'ai reconnu qu'un choix plus succinct ne pouvait suffisamment garantir contre des erreurs et aussi pour les buts méthodiques indiqués précédemment que je me crois justifié d'oser donner à présent quelques exemples chargés de tous les matériaux bruts qui se sont présentés à ma pensée. Pour une grande partie des lecteurs, ils seront certes une nourriture indigeste. Malgré cela je crois, dans l'état actuel des choses, mieux servir de cette façon les intérêts de la théorie, que si j'avais conduit la discussion, partout dans mon livre, dans la forme d'ailleurs traditionnelle de notes et de réfutations succinctement indiquées — réfutations qui ne sont suffisamment convaincantes que pour ceux qui sont déjà convaincus, mais qui n'ont rien de décisif pour l'adversaire.

J'ai cru toutefois devoir faire une concession aux exigences de nature littéraire. Pour que tout mon ouvrage ne souffre pas de l'ingrate surcharge des annotations, j'ai résolu de détacher du texte de mon livre les analyses trop étendues et de les donner à la suite dans une série d'appendices indépendants. Le texte offrira donc, comme auparavant, au lecteur une exposition bien distincte de ma théorie du capital et une partie des lecteurs s'en contentera peut-être. Mais les appendices apporteront aux recherches des spécialistes qui s'intéressent aux problèmes du capital, les considérations et les explications plus approfondies dont le besoin ne s'est fait sentir que par la nature concrète de la littérature contemporaine et en une certaine mesure aussi par la fermentation que ma théorie a provoquée dans les opinions. Ces considérations et ces explications sont, sans aucun doute, nécessaires aujourd'hui, mais leur motif est toutefois tellement fortuit et éphémère, qu'on n'aperçoit pas encore clairement si certaines et combien d'elles, tout en ne dépendant pas de circonstances momentanées, s'incorporeront définitivement dans la théorie. Selon mes intentions, ces Appendices doivent incidemment rendre le même service que peut rendre en tel cas la discussion des publications spéciales de la période correspondante, seulement je m'attache, pour moi et pour mes lecteurs, à leur mettre dans les mains les matériaux nécessaires rassemblés et coordonnés.

A cette manière de procéder, j'ai dû faire une exception qui m'a été tout à fait pénible. Déjà dans sa disposition primitive le texte avait compris un chapitre dont le sujet était éminemment discutabile,

celui qui était consacré au concept même du capital. J'ai dû naturellement fondre avec le texte primitif les controverses qui s'y rapportaient, même quand elles étaient étendues et d'un caractère subtil. Je l'ai fait bien à regret, parce que cette controverse sur le concept du capital, qui maintenant occupe relativement une large place dans mon texte ne me paraît pas vraiment importante ni particulièrement intéressante. Malheureusement elle est encore nécessaire pour le moment. C'est un sacrifice pénible auquel nous astreint le décousu fantaisiste des opinions.

D'après ce qui vient d'être dit, on comprend bien que je me permets de prier mes lecteurs de ne pas interpréter dans un esprit étranger à mon commentaire le fait d'avoir laissé sans mention particulière tant d'auteurs et leurs objections. Je prierai particulièrement le lecteur : *premièrement*, de ne pas conclure de mon silence que ce qui n'a pas été expressément mis en relief m'a échappé, ou n'a pas été objectivement apprécié ; *deuxièmement*, de se garder encore plus d'attribuer une moindre valeur à ce qui a été passé sous silence : car, je répète avec insistance qu'il m'aurait été absolument impossible de mentionner expressément tout ce qui méritait d'être mentionné, et que dans le choix restreint des sujets que j'ai soumis à une explication détaillée, ce qui m'a décidé c'est bien moins et certainement pas exclusivement l'ordre dans lequel je les appréciais que leur faculté de prêter à des éclaircissements et à des démonstrations fécondes dans le sens du commentaire exposé plus haut. Et enfin, *troisièmement*, je le prierai de ne pas juger mes exclusions d'après la maxime : « qui tacet consentire videtur ».

Malgré le caractère conservateur de cette troisième édition, j'espère qu'elle apportera plusieurs corrections importantes à ma théorie. J'y ai été conduit par de nombreux spécialistes qui se proposent le même but et auxquels je suis très reconnaissant. Je suis tout particulièrement convaincu que je dois beaucoup au professeur Wicksell pour la construction de ma théorie et que je suis redevable au professeur Edgeworth de différentes rectifications que j'y ai apportées. Les travaux substantiels du professeur I. Fisher m'ont tout particulièrement frappé ; bien souvent cependant ils n'ont eu d'autre effet que de me donner l'occasion d'approfondir les problèmes intéressants qu'ils posaient, sans arriver finalement à me mettre du côté de Fisher ; et c'est d'une manière analogue qu'agirent sur moi les ouvrages pleins de vie et d'esprit de Landry, de Cassel, de Carver et d'autres.

Par suite des nombreuses additions récemment faites, la nouvelle édition a été considérablement augmentée. C'est pourquoi, et aussi pour ne pas retarder la publication des parties déjà achevées -- j'ai résolu de répartir la matière en deux fascicules : dans le premier (1) qui parviendra au lecteur avec cette introduction j'ai ajouté à la première moitié, la plus petite, du texte de ma *Théorie positive* les appendices particulièrement développés dont l'objet se rapporte à cette première moitié, bien que dans ma pensée, ils devaient faire partie d'un supplément indépendant de tout l'ouvrage. A cet effet, des dispositions typo-

(1) C'est ce premier fascicule que nous publions aujourd'hui (Note de l'éditeur français).

graphiques seront prises, pour, qu'après la publication du second fascicule, les deux parties du texte d'une part et tous les appendices d'autre part puissent être respectivement réunis en un volume.

A cette occasion, j'aurais volontiers élargi le sujet de ma *Théorie positive*, en y admettant quelques problèmes récents qui n'y ont pas encore été traités. En particulier, j'aurais été bien aise de combler une lacune que j'avais constatée depuis bien des années, en la déplorant, dans l'ancien ouvrage de Stolzmann sur la *Soziale Kategorie in der Volkswirtschaftslehre*. Pour l'exprimer en termes frappants en usage dans ce cas, bien qu'ils ne me semblent pas heureusement choisis : il s'agit de rechercher la signification et l'action des influences de la dite « Kategorie Soziale », l'état de force et de puissance provenant des institutions sociales vis à vis de ce qu'il appelle la « Catégorie purement économique ». Ce grand problème qui n'est pas encore résolu d'une manière satisfaisante, écrivais-je alors (1), consiste à exposer le genre et la mesure de l'influence provenant de chacun des deux côtés ; à exposer ce que l'une peut à côté de l'autre, et éventuellement contre l'autre. Ce chapitre de l'économie sociale n'a pas encore été écrit d'une manière satisfaisante non plus dans la « Théorie de la valeur limite ».

C'est une lacune que j'aurais volontiers comblée. Mais en regardant de plus près, ce sujet me semblait par son caractère de généralité dépasser par trop le cadre d'une « théorie du capital » : et en tout cas,

(1) *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung*, Bd. VII (1898), p. 425 s.

pour l'y insérer il m'eût fallu une dépense considérable de temps qui aurait encore retardé la révision d'ailleurs déjà tellement différée de l'ancien état de ma théorie. Je me réserve donc de traiter ce problème plus tard, dans un ouvrage spécial pour lequel j'espère encore trouver le temps et la force nécessaires. Pour le moment, je me contente de dire que mes idées à ce sujet diffèrent beaucoup de celles qu'expose Stolzmann dans les deux volumineux travaux consacrés au même sujet en son propre nom : la « Soziale Kategorie » et « Zweck in der Volkswirtschaft », et qu'elles ne diffèrent pas beaucoup moins de celles qu'il me suppose dans le dernier ouvrage cité plus haut en s'appuyant sur toutes sortes de présomptions artificiellement combinées.

Pour l'orientation des lecteurs qui connaissent déjà mon ouvrage par les précédentes éditions, j'ajouterai que ce premier fascicule présente, en outre des appendices, en deux endroits des modifications essentielles : le troisième chapitre du 1^{er} livre, traitant la « polémique sur le concept du capital » a plus que doublé de longueur par l'examen étendu de tout ce qui a été récemment publié ; et dans la deuxième section du livre II on a inséré un tout nouveau chapitre intitulé : « Un important phénomène de parallélisme des détours de production capitaliste ». Les autres modifications du texte, pour ce qui a été imprimé dans ce premier fascicule, sont relativement de peu d'importance.

Badgastein, juillet 1909.

E. BÖHM-BAWERK.

Extrait de la préface de la première édition.

Plus tard que je ne le pensais, je publie enfin ma *Théorie positive du capital*, après ma *Geschichte und Kritik der Kapitalzinstheorien*. Le point essentiel de cette théorie réside dans la théorie de l'intérêt du capital. Tandis que pour les autres parties de cet ouvrage, je pouvais, du moins pour l'ensemble, suivre les traces de la théorie dominante jusqu'à présent, j'ai à exposer sur le phénomène de l'intérêt du capital une théorie qui suit des voies tout à fait nouvelles.

Je puis bien le dire : des voies tout à fait nouvelles. Il est vrai que quelques pensées importantes, sur lesquelles je m'appuie dans mon explication de l'intérêt du capital, ont été déjà exprimées avant moi par Jevons. Mais Jevons n'avait pas réussi à leur donner cette forme définitive qui, combinée avec quelques autres raisonnements, aurait permis de les utiliser dans l'explication de l'intérêt du capital ; et ainsi il se fait que Jevons en dépit de ces notions nouvelles, qu'il exposait à une autre occasion et qu'il appliquait à un autre but, restait encore dans sa théorie de l'intérêt engagé, dans les voies de l'ancienne école. Comme d'ailleurs je n'ai pas emprunté à Jevons ce que nos raisonnements ont de commun, et que je l'ai personnellement trouvé avant d'avoir pris connaissance des travaux de Jevons, je me déclare, quel que soit l'arrêt du destin, qu'il me favorise ou me condamne, entièrement responsable de la théorie de l'intérêt que j'expose.

Sur ma façon de traiter le sujet, je me permets ici de faire deux remarques.

On trouvera que j'emploie dans ce livre un mode d'exposition que — souvent non sans un assaisonnement de blâme — l'on qualifie volontiers d'« abstrait ». Et pourtant, je le soutiens, ma théorie ne contient pas un seul trait qui ne soit fondé sur l'*empirisme*. On peut, en effet, faire de l'empirisme de différentes manières. Les faits de l'expérience sur lesquels on s'appuie peuvent ou bien être puisés dans l'histoire économique, ou bien être empruntés à la statistique, ou bien être saisis directement par une simple observation et sans apprêts de la vie quotidienne telle qu'elle s'offre à chacun de nous. Aucune de ces trois manières ne constitue un monopole : chacune au contraire agit dans un cercle particulier qui lui est propre. Il est naturel que les recherches historiques et statistiques nous ouvrent des champs d'observation d'un bien grand style et très vastes ; mais en revanche elles ne peuvent saisir partout que les faits les plus grossiers, les plus apparents ; c'est comme si elles faisaient passer les événements économiques par un tamis grossier qui laisse échapper quantité de traits délicats à peine perceptibles mais très importants de la vie économique. Si l'on veut donc aussi s'approprier ces traits — et dans beaucoup de questions scientifiques, la connaissance en est indispensable — il ne nous reste qu'à recourir à l'observation personnelle de la vie, relativement plus étroite, mais plus pénétrante.

Or, j'ai cherché à utiliser les trois sources d'informations. Tout ce que l'histoire économique et la statistique ont pu m'offrir pour ma thèse, je l'ai

accepté avec reconnaissance et j'en ai consciencieusement tiré parti, même quand je n'ai pas expressément donné le document original dans mon exposé. Mais les documents ainsi obtenus étaient bien loin de suffire à ma tâche. La théorie du capital précisément doit tenir compte de quantité de faits que l'histoire et la statistique n'ont pas notés, soit parce que de leur nature elles ne le peuvent pas, soit parce que jusqu'ici elles n'ont pas dirigé leur attention sur l'importance de ces faits. Que peuvent dire l'histoire et la statistique, par exemple, sur la question si importante pour l'explication de l'intérêt du capital, celle de savoir si aux biens d'usage s'attache un profit durable indépendant? Ou peuvent-elles amplement nous renseigner sur les raisons qui conduisent à une appréciation subjective diverse des biens actuels et des biens futurs? Ou nous apprendront-elles — jusqu'à présent du moins — quelle est la relation réelle entre la grandeur du « fonds de subsistance national » et la durée moyenne de la période de production d'un pays? Pour tout cela j'ai dû bon gré, mal gré, m'adresser à d'autres sources d'informations et suivre d'autres voies que l'histoire et la statistique.

Et en agissant ainsi, j'ai bien fait et je ne *pouvais pas* procéder autrement. Pour le prouver je puis invoquer des témoins qui, précisément pour cette question, sont classiques : ce sont en effet les chefs et les sectateurs de l'« école historique » elle-même. La tendance historico-statistique domine dans l'économie politique allemande depuis plus de trente ans. Et dans ce long espace de temps on n'a pas essayé une seule fois de résoudre à l'aide de la méthode histo-

rique le grand problème de l'intérêt du capital, bien qu'il ait toujours été au premier plan de la discussion. C'est Rodbertus qui peut-être se rapprocha le plus de la méthode historique dans sa grande confrontation historique des différentes formes sous lesquelles les classes économiquement dominantes ont attiré à elles aux diverses époques la plus grande partie du produit du travail national. Mais si l'on y regarde de près, Rodbertus aussi, dans ces échappées historiques, ne fait que préparer les esprits à sa « théorie de l'exploitation », qui n'est véritablement établie qu'au moyen de la déduction abstraite de l'école classique et de la théorie de Ricardo de la valeur-travail. Et pour ce qui concerne surtout les chefs reconnus de la tendance historique : Roscher a composé sa théorie de l'intérêt d'éléments tirés en partie de J. B. Say, en partie de Senior — donc absolument de la théorie « préhistorique » —, tandis que Knies s'appuyant sur Hermann a imaginé une théorie de l'« utilisation des biens », qui non seulement n'a pas le moindre point commun avec l'histoire et la statistique, mais même, à ce que je crois, est dépourvue en général de toute base inductive et n'est que le fruit d'une pure spéculation, vraiment peu heureuse d'ailleurs. Si donc, en présence des problèmes du capital, les adeptes mêmes de l'école historique n'ont pas eu confiance en leurs propres méthodes, et ont adopté un mode de recherche qui leur est d'ailleurs étranger, on ne pourra pas me reprocher d'avoir procédé comme eux. Je suis dégagé, ou du moins je m'efforce de l'être, de toute partialité en fait de méthode. Il n'y a pas, c'est ma conviction, de méthode qui soit capable à elle seule de nous conduire

à la vérité, mais au contraire toute méthode est bonne, si dans un cas donné elle nous mène au but de la science, et suivant la nature si variée des problèmes particuliers qui se présentent, il faut choisir tantôt l'une, tantôt l'autre. Je crois donc avoir employé le mode d'investigation le plus approprié à la nature particulière des problèmes théoriques du capital : abstrait dans la forme, mais empirique au fond, et même, à ce qu'il me semble, empirique dans un sens plus exact que les recherches de l'école historique tendant au même but peuvent prétendre l'être.

Et maintenant encore une observation.

Les pensées fondamentales de ma théorie de l'intérêt sont, à mon avis, simples et naturelles. Si je m'étais contenté de les exposer laconiquement, les unes à la suite des autres, en évitant toute explication sur les cas d'espèce, j'aurais présenté une théorie qui dans sa brièveté aurait donné l'impression d'une grande simplicité frisant l'évidence d'un axiome. Et cela aurait certainement été favorable à sa force persuasive. Ce n'est pas sans regret que, après mûre réflexion, j'ai renoncé à cet avantage. Précisément dans la théorie du capital, dans laquelle tant d'opinions ont déjà été exposées présentant une grande apparence de vérité, mais qui cependant ont été reconnues fausses, je dois m'attendre à trouver un public très disposé à la critique, et je puis prévoir que ceux qui me critiqueront le plus, ce seront les meilleurs et les plus scrupuleux de mes lecteurs. Dans ces circonstances, il m'a semblé d'une extrême importance d'élever mon édifice sur une base assurée plutôt que de lui donner une agréable légèreté. Et c'est ainsi que je me suis décidé plutôt à alourdir mes

développements de nombreuses preuves détaillées, d'une quantité de précisions quasi numériques, etc., que de laisser place au doute et aux malentendus en certains points épineux. Dans cette voie, une circonstance surtout m'a donné de la tablature. Dans toute théorie d'une certaine étendue et d'une certaine difficulté il y a des points qui, par suite de quelques cas d'espèce, ne sont pas encore suffisamment éclairés, même quand on connaît déjà le principe général qui conduit à leur solution, et qui sont comme autant de vivantes objections à leur exactitude. De tels points se trouvent accidentellement aussi en assez grand nombre dans les théories si connexes de la *valeur* et du *capital*. Or, c'est précisément dans la théorie de la valeur que j'ai constaté que de telles questions non élucidées peuvent empêcher d'admettre une théorie générale des mieux fondées. Car, selon ma conviction, l'accès aux idées exactes sur l'essence et les lois de la valeur des biens ne nous a été si longtemps interdit que parce qu'on se heurtait à quelques faits saillants qui, à un examens uperficiel, paraissaient contredire ces idées, tandis qu'en réalité elles n'y étaient qu'embrouillées à force de spécifications. Pour ne pas exposer aux mêmes hasards ma théorie du capital, j'ai donc cherché à aller au devant d'objections de cette nature dans des appendices particuliers. Il va de soi que je ne l'ai pas fait pour toutes les objections imaginables, mais pour celles que je supposais devoir être soulevées par des lecteurs à l'esprit critique et qui me semblaient en même temps assez sérieuses pour réclamer une réfutation particulière. Toutefois j'ai été entraîné à des digressions sur des détails

plus souvent que je ne l'aurais souhaité pour l'exposé limpide de ma théorie.

Grâce à tout cela je suis arrivé avec ma théorie à un résultat qui est aussi naturel en réalité qu'il est paradoxal en apparence. C'est la peine même que j'ai prise pour écarter les difficultés qui donne à ma théorie un aspect difficile. Plus d'un de mes lecteurs aurait certainement passé sans méfiance et par suite sans peine devant maints écueils dangereux, mais en indiquant moi-même ces écueils et en cherchant à les tourner par une voie sûre, mais aussi pénible, tout mon itinéraire vers la science est devenu indéniablement plus long, plus compliqué et plus pénible. Certes, j'espère qu'on m'en aura quelque obligation, car finalement personne sans doute ne s'attend à trouver la solution d'un problème reconnu tellement difficile, si ce n'est par un travail sérieux et rigoureux. A cette occasion je voudrais toutefois adresser une prière à mes lecteurs ; je voudrais leur demander ceci : une fois qu'ils auront lu ma théorie avec tous les raisonnements détaillés sur les cas d'espèce, qu'ils la revoient une seconde fois sans ces appendices. Quand alors, les pensées directrices, débarrassées de tout élément secondaire de nature à troubler, seront directement rapprochées les unes des autres, j'espère que renaîtra cette impression de simplicité et de naturel que doit évoquer ma théorie par la simplicité des pensées sur lesquelles elle est édifiée : impression dont j'ai sacrifié l'éveil immédiat, par une critique prudente peut-être exagérée, mais qu'on considérera difficilement comme tout à fait inopportune.

Insrück, novembre 1888.

THÉORIE POSITIVE DU CAPITAL

INTRODUCTION

Dans les systèmes d'économie politique, le nom et la théorie du capital se rencontrent régulièrement à deux moments très différents. La première fois dans la théorie de la production, la seconde fois, dans la théorie de la répartition des biens. La première fois le capital nous est représenté comme un facteur, un instrument de la production, comme un levier dont les hommes se servent pour arracher à la nature avec d'autant plus de succès des biens de toute espèce. La seconde fois il apparaît comme une source de revenu, comme un fonds de rente; on nous montre alors, comment il agit sur la production collectivement obtenue à l'instar d'un aimant qui attire une partie du produit national à lui et la livre comme une rente à son propriétaire; en un mot il apparaît comme la source de l'intérêt du capital.

Quand on entend dire que le capital contribue à la production des biens et ensuite qu'il aide à procurer des biens à son propriétaire, on est aussitôt porté à croire que les deux phénomènes ont entre eux un rapport intime et que l'un est la conséquence directe

de l'autre : le capital peut procurer des biens à son propriétaire parce qu'il contribue à en produire. En vérité la science n'a mis que trop d'empressement à accepter cette liaison. Captivée par la fascination de cette symétrie qui existe entre les trois grands facteurs de la production : la nature, le travail et le capital, et les trois grandes catégories de revenu : la rente foncière, le salaire et l'intérêt du capital, elle a enseigné depuis Say jusqu'à nos jours, que ces trois formes de revenu ne sont rien autre que la rémunération des trois facteurs de la production et que l'intérêt du capital en particulier n'est que la compensation attribuée aux services productifs du capital dans la répartition sociale des produits. Exposée avec des variantes dans les différentes théories de l'intérêt, cette pensée a trouvé son expression la plus concise en même temps que la plus naïve dans les « théories de la productivité », qui déclarent tout bonnement que l'intérêt du capital est le fruit naturel d'une force productive particulière inhérente au capital (1).

Comme je me dispose à développer la théorie du capital, je ne saurais dire ni trop tôt, ni trop énergiquement, que cette idée, quelque simple et naturelle qu'elle puisse paraître, renferme en elle un préjugé qui empêchera quiconque ne s'en affranchira pas d'approfondir avec impartialité le problème du capital. Il y aurait déjà des raisons de douter dans ce fait que le mot capital n'est pas même employé exactement dans le même sens dans les deux cas.

(1) Cf. ma *Geschichte und Kritik der Kapitalzinstheorien*, 2^e éd. Innsbruck 1900, p. 128 s.

Certes tout « capital » qui sert d'instrument de production est aussi capable de porter des intérêts, mais la réciproque n'est pas vraie. Une maison de rapport, un cheval de louage, un cabinet de lecture, rapportent des intérêts à leur propriétaire, sans qu'il puisse être question de la production de nouveaux biens. Si donc, le concept du capital dans la théorie du revenu comprend des objets qui ne sont pas dû tout du capital dans la production, cela seul montre déjà que le fait de porter des intérêts ne peut pas être absolument une manifestation de la force productive du capital. Nous ne sommes donc pas en présence, dans les deux cas, d'une force d'impulsion unique qui projette simplement ses effets de divers côtés; il ne s'agit même pas de deux groupes de phénomènes si intimement liés, que l'explication des uns se trouverait pleine et entière dans l'explication des autres. Nous sommes, au contraire, en présence de deux groupes distincts de phénomènes, au centre desquels se trouvent des objets sensiblement différents, qui offrent matière à des problèmes scientifiques tout aussi distincts, et dont les solutions doivent être cherchées par des voies également distinctes. Mais ces problèmes réellement différents se rattachent par un pur hasard au même nom, à celui du capital. Peut-être aussi qu'en plus de l'identité du nom, les deux séries de phénomènes et les deux problèmes présentent encore maintes relations intimes; c'est ce qui résultera de notre étude. Mais il faut que ces relations soient d'abord *découvertes* et non *supposées*; et si nous ne voulons pas renoncer d'avance à une recherche impartiale, il faut que nous entreprenions notre étude, affranchi de l'idée pré-

conçue qu'une identité ou même un exact parallélisme devrait exister entre l'efficacité productive du capital d'une part et sa vertu de porter des intérêts d'autre part.

Nous consacrerons un volume à chacun de ces problèmes. Le premier livre du présent ouvrage exposera la théorie du capital considéré comme *instrument de production* ; un autre, la théorie de l'*intérêt du capital*. Mais auparavant nous chercherons — également dans une partie indépendante — à voir clair dans le concept et dans l'essence de cette entité qu'on a coutume de désigner sous le nom aux sens si multiples de capital et qui par suite de l'abondance excessive d'explications et d'interprétations dont plusieurs générations de savants l'ont enveloppée, semble aujourd'hui plutôt obscurcie qu'éclairée.

LIVRE I

Concept et essence du Capital

CHAPITRE I

L'HOMME ET LA NATURE. LES FONDEMENTS DE LA PRODUCTION DES BIENS MATÉRIELS.

On trouverait difficilement un système ou un traité d'économie politique qui ne s'occupe de science naturelle dans une quelconque de ses parties. C'est d'ordinaire au chapitre de la production que ces exposés trouvent leur place. Nous y apprenons que créer de nouveaux biens n'est pas créer de nouvelles matières, puisque la matière est donnée et ne peut être augmentée ; nous y apprenons quelles matières et quelles forces la nature fournit à l'œuvre de la production, l'action des forces mécaniques, chimiques et organiques de la nature, de quelle importance sont le climat, la chaleur, l'humidité, dans le développement de la production, sur quels principes physiques et techniques repose l'action des machines, et beaucoup d'autres choses analogues.

Aucun homme intelligent ne blâmera le principe de cet usage. C'est la forme sous laquelle consciemment ou inconsciemment on rend hommage à l'un

des plus importants principes de notre connaissance : le principe de l'unité de toutes les sciences. Comme nous le savons depuis Bacon, il n'y a pas une seule discipline particulière qui explique complètement les faits dont elle s'occupe ; chacune au contraire s'interrompt au milieu de ses explications, pour en laisser la suite à une science sœur, si bien que l'explication totale n'est obtenue que par l'ensemble de toutes les sciences. Donc, si l'on ne veut pas offrir au lecteur simplement des fragments stériles, il faut au moins ajouter à l'exposé proprement dit de la science spéciale des éclaircissements qui empiètent sur le domaine des sciences complémentaires, et qui montrent la voie qui conduira à des explications plus complètes.

Ce serait cependant un orgueil mal placé, si, en introduisant ces vérités frontières — comme on pourrait assez bien les nommer — nous autres théoriciens nous pensions simplement compléter l'exposé et être utile au lecteur : cette habitude est encore bien plus utile à nos propres recherches ; elle peut et elle doit en effet servir à nous contrôler nous-mêmes efficacement, pour que tout ou une partie de l'édifice de notre science ne soit pas érigé sur du sable mouvant, pour que, sans le vouloir, nous ne soutenions pas au nom de l'économie politique des propositions que les sciences naturelles ou la psychologie tiennent pour absurdes dans leurs postulats ou dans leurs conséquences. Qu'on me comprenne bien : je ne suis pas du tout d'avis que l'économie politique change son caractère et se transforme en science naturelle ou en psychologie, mais elle ne doit jamais être en contradiction avec ces

sciences. Car ce qui est faux pour les sciences naturelles ou pour la psychologie est faux en général, étant donnée l'unité de la connaissance. Et d'ailleurs, pour ne pas pécher implicitement et à notre insu contre certaines vérités fondamentales, rien n'est plus utile que de les avoir explicitement sous les yeux.

La question étudiée dans cet ouvrage est de telle nature qu'elle a besoin au plus haut degré de s'appuyer sur des fondements naturels solides ; en le méconnaissant je pourrais commettre bien des erreurs. C'est pour moi une raison nouvelle pour suivre l'ancienne tradition et faire précéder ma théorie de l'exposé de quelques vérités essentielles empruntées au domaine voisin des sciences naturelles. Qu'on se rassure ; je n'abuserai pas de cette occasion pour accumuler ici des détails savants sur les sciences naturelles. Les quelques vérités que je me propose d'énoncer sont, même si une classification routinière les attribuait aux sciences naturelles, d'une telle généralité, que dans la pratique elles ont rompu les barrières de leur spécialité pour devenir un bien commun de toutes les sciences. Tout le monde les connaît et les admet, et sous des formes diverses, elles ont depuis longtemps droit de cité en économie politique. Mon exposé ne se distinguera qu'en ce que je dirai les choses de telle sorte qu'on les trouve non seulement dans les paragraphes que j'y consacre mais aussi dans l'esprit de ma théorie. D'habitude, ces notions de science naturelle sont dans les traités d'économie politique plutôt une parure qu'un élément fécondant. Dans un chapitre on en fait étalage, dans le suivant on les

oublie ou l'on y contredit. Je veux simplement tenter de ne pas les oublier, mais au contraire de les tenir solidement dans la main sans qu'elles deviennent importunes partout où il importe, et il en est précisément très souvent ainsi dans la question du capital. Ma théorie n'aura pour cela pas le caractère d'une théorie de science naturelle, mais simplement celui d'une théorie économique qui ne sera pas en contradiction avec la nature.

Les hommes aspirent au bonheur. C'est là l'expression la plus générale, et certes la plus vague aussi, de quantité d'efforts qui tous tendent à produire des événements et des états aussi agréables que possible pour leurs sensations ou leurs sentiments, à écarter au contraire ceux qui leur sont désagréables. Veut-on employer d'autres expressions, on peut remplacer « aspirations au bonheur » par « effort vers la conservation ou l'épanouissement de l'individu », ou par « effort vers une existence aussi progressive que possible » ou finalement encore tout aussi bien par « effort vers une satisfaction aussi complète que possible des besoins », car les termes de besoins et de satisfaction des besoins si usités dans la terminologie économique ne signifient en dernière analyse pas autre chose que, d'une part, le désir non encore satisfait d'un état désirable ou plus désirable, d'autre part l'heureuse réalisation de ce désir.

L'ensemble du monde matériel est soumis à la loi de causalité. Celle-ci exige qu'aucun effet ne se produise sans une cause suffisante. L'homme aussi et ses différents états y est assujéti. Aucun de ces

bienfaisants changement d'état, que nous nommons satisfactions de besoins, ne peut se produire sans une cause modificatrice suffisante ; toute satisfaction réclame l'action d'un moyen de satisfaction approprié. Les moyens convenables de satisfaction des besoins de l'homme, ou ce qui est la même chose, les causes de changements bienfaisants dans l'état de l'homme, voilà ce que nous appelons des *biens* (1).

L'homme qui en a besoin trouve des biens dans diverses sphères du monde où il vit : aussi bien dans le monde des personnes que dans le monde des choses. Pour des raisons faciles à comprendre, et qu'on n'a pas à discuter ici, nous appliquons le nom de bien d'une manière quelque peu différente aux moyens de bien-être provenant de ces deux sphères. Tandis que d'une part nous désignons comme biens non les personnes mêmes qui nous servent, mais les services par lesquels elles exercent sur nous une action utile, nous donnons d'autre part ce nom de biens aux formes matérielles non-personnelles elles-mêmes, nous les nommons, par opposition aux moyens de bien-être personnels, *biens matériels*. C'est de ces derniers seulement que nous nous occupons dans ce qui suit, en laissant de côté les biens personnels.

Les biens matériels sont des parties du monde extérieur ; ce sont des choses de la nature. Comme tels ils sont, du commencement à la fin, dans leur essence et dans leur action, placés sur le terrain et soumis aux lois de la nature. Le fait que

(1) Cf. MENER, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Vienne, 1871, p. 1 s.

les biens de l'homme sont des moyens servant aux fins personnelles du « maître de la création » ne peut nullement les affranchir d'un complet assujettissement à l'ordre naturel, pas plus que l'homme lui-même n'est en état de soustraire le côté matériel de sa nature à cette même domination. Les biens matériels se produisent donc seulement quand les lois de la nature permettent et exigent qu'une matière se façonne précisément ainsi et non autrement ; ils périssent quand une nouvelle combinaison de forces naturelles agissantes a, par les lois de la nature, comme conséquence forcée la dissolution de la forme matérielle antérieure. Ils ne peuvent pas exercer la moindre action utile, nuisible ou indifférente à l'homme, si dans l'ensemble donné des matières et de forces ce n'était précisément cette forme d'action qui devait se produire naturellement. Ce sont là, à vrai dire, des propositions banales, assez banales pour ne pas exiger de démonstration en forme et aussi pour n'être sérieusement mises en doute par personne. Mais cependant pas assez banales, pour qu'elles n'aient pas été perdues de vue dans certaines circonstances pouvant induire en erreur, pour qu'elles n'aient pas mis en circulation des théories qui se trouvaient implicitement en contradiction avec ces simples vérités fondamentales, qu'à la vérité personne n'osait nier explicitement. Le théoricien a donc de bonnes raisons pour les faire ressortir énergiquement et aussi pour en montrer jusqu'à un certain point les conséquences dans les domaines où elles sont particulièrement appelées à former les bases de la théorie de l'économie politique. Ce

sont les domaines de l'action des biens et de leur création, la théorie de l'*Utilisation des biens* d'une part, celle de la *Production des biens* d'autre part.

Quant à la théorie de l'utilisation des biens, je l'ai déjà développée dans une autre partie de mon œuvre (1). J'ai montré alors que les biens matériels ne sont rien autre que ces formations supérieures de la matière qui permettent de tourner au profit de l'homme les forces naturelles résidant en elles, que l'utilité qui en provient est obtenue par la mise en œuvre concrète des forces naturelles dirigeables qu'elles contiennent, donc par de véritables productions de forces, que l'usage ou l'utilisation de ces biens ne peut se faire que si l'homme isole au moment opportun les énergies utilisables de ces biens, et les combine convenablement avec l'objet sur lequel l'effet utile doit se produire. C'est sur ces considérations que j'ai établi le concept de « l'effet utile matériel » qui seul répond à la nature des choses, et que par contre j'ai écarté certaines idées mystiques que la théorie s'est plu jusqu'à ce jour à rattacher à l'« utilisation des biens » Il me reste maintenant à exposer d'une façon analogue quelques idées fondamentales sur la *formation* des biens matériels.

Nous avons déjà dit que cette formation est absolument sous la dépendance des lois naturelles. Aucun bien matériel ne peut se former, à moins qu'un ensemble de matières et de forces en pré-

(1) *Geschichte und Kritik* 2^e éd. p. 209 s. cf. aussi mon travail plus ancien : *Rechte und Verhältnisse vom Standpunkte der volkswirtschaftlichen Güterlehre*, Innsbruck, 1881, p. 51 s.

sence ne rende nécessaire conformément aux lois naturelles précisément cette constitution matérielle. Du point de vue de la nature, chaque formation d'un bien est purement un processus naturel. Il n'en est pas de même du point de vue humain. L'homme a des raisons pour donner de l'importance à une distinction qui disparaît du point de vue exclusivement naturel. Une partie des formes matérielles utiles se produisent en effet sans aucune immixtion de l'homme ; elles sont — du point de vue téléologique de l'homme — le produit fortuit de rencontres favorables des matières et des forces de la nature. Il en est ainsi des îles fertiles qui se forment dans le cours des fleuves, de l'herbe qui pousse dans les prairies naturelles, des fruits et des arbres des forêts, des gisements naturels des minéraux utiles. Mais bien que le hasard fasse ainsi beaucoup pour l'homme, il s'en faut énormément qu'il fasse assez. Dans la nature abandonnée à elle-même il se passe en grand ce qui arriverait en petit, si quelqu'un désirant obtenir une figure bien déterminée avec de petites pierres coloriées les jetait, au lieu de composer sa figure de propos délibéré, dans un kaléidoscope et attendait que les petites pierres agitées ensemble pêle-mêle donnent une fois par hasard la figure attendue. Etant donnée l'immense variété des combinaisons que peuvent fournir les matières et les forces agissantes, les formations possibles sont dans les deux cas innombrables, les formations favorables peu nombreuses ; et ce petit nombre se présente trop rarement dans le libre cours des choses, pour que l'homme que ses besoins intéressent à cette production puisse s'en

contenter. Ses propres efforts réfléchis interviennent donc comme facteur dans le processus naturel — et il se met à *produire* les biens dont il a besoin.

Produire ! qu'est-ce que cela veut dire ? Créer des biens, ce n'est pas produire des matières qui n'existaient pas auparavant, ce n'est pas créer dans le vrai sens du mot, c'est et ce ne peut être que transformer la matière impérissable en des formes plus avantageuses ; tout cela a été exprimé déjà si souvent, qu'il est tout-à-fait superflu d'y revenir ici. Plus justifiée, tout en étant exposée à être mal interprétée, est cette autre phrase si souvent entendue : L'homme dans la production « maîtrise » les forces de la nature et les « dirige » à son avantage. Si l'on voulait faire signifier à cette phrase, que l'homme puisse en quoi que ce soit substituer sa volonté souveraine aux lois naturelles d'ailleurs dominantes, et les astreindre par son caprice à quelque exception, on serait complètement dans l'erreur. Que le maître de la création le veuille ou non, à aucun moment un atome de matière ne s'écartera de l'épaisseur d'un cheveu de ce qu'exigent de lui les lois invariables de la nature. Le rôle qui incombe à l'homme dans la production est bien plus modeste. Il se borne à combiner les forces naturelles dont lui, qui est lui-même un élément de la nature, dispose, avec les forces impersonnelles de la nature et à les combiner de telle sorte que du concours des forces combinées résulte nécessairement, conformément aux lois naturelles, la forme matérielle déterminée qui était désirée. La production des biens reste ainsi, en dépit de l'homme, un processus naturel. Celui-ci n'est point troublé, mais complété par l'homme qui,

en introduisant habilement ses propres forces naturelles, sait combler les lacunes que présentaient les conditions naturelles de la production d'un bien matériel.

Si nous regardons encore de plus près de quelle façon l'homme seconde les procédés de la nature, nous trouverons qu'il ne dispose que d'un moyen unique mais tout-à-fait suffisant, celui de déplacer les objets dans l'espace. *Les déplacements de la matière dans l'espace*, voilà la clef de tout ce que peut l'homme dans la production, de tout son empire sur la nature et ses lois (1). Et cela se fait simplement ainsi : les forces sont inhérentes à la matière et l'homme pouvant, grâce à ses forces physiques, exercer une influence sur l'endroit où se trouve la matière, il dispose ainsi en maître du lieu où une force naturelle doit agir ; et plus généralement du mode et du moment de son action ; il dispose du mode d'action des forces naturelles. Certes, un poids d'une livre n'agit pas d'une autre manière, qu'il se trouve comme presse-papier sur un bureau ou comme poids sur le fléau d'une balance ou comme soupape d'une machine à vapeur ; il déploie en effet invariablement la force de gravitation impliquée dans sa masse. Mais précisément parce que la manifestation d'une même force naturelle reste toujours la même, on peut, en la faisant agir dans des combinaisons diverses, obtenir des effets extraordinairement différents, de même qu'en additionnant des quantités inégales à une même quan-

(1) Cf. déjà MILL, *Grundsätze der politischen Ökonomie*, traduction allemande de Soetbeer (1869) vol. I, I. §2

tité on obtient autant de sommes différentes, et c'est ainsi que notre poids d'une livre, dans son action toujours la même, nous aide tantôt à fixer sur une table un tas de papier, tantôt à connaître le poids d'un autre objet, tantôt à régulariser la tension de la vapeur d'une machine.

L'homme, avons-nous dit ensuite, dispose aussi du *moment* où la force naturelle doit entrer en action. Il ne faut pas non plus, à la vérité prendre cette proposition trop à la lettre. Il ne faut pas se figurer que les forces naturelles agissent en quelque sorte d'une façon intermittente, et que sous l'influence de l'homme elles peuvent être tantôt complètement paralysées, tantôt être remises en action à un autre moment. Les forces naturelles tout au contraire agissent toujours : une force naturelle qui n'agirait pas serait une *contradictio in adjecto*. Mais il est possible par la combinaison de plusieurs forces de neutraliser momentanément leurs effets, d'obtenir soit le repos ou, sinon le repos complet, quelque mouvement indifférent au but de l'homme ; tandis que pour produire un effet qui intéresse l'homme, il faut au préalable faire intervenir une autre combinaison déterminée de matières et de forces. Cela montre comment l'homme peut saisir le moment de son intervention pour obtenir un effet déterminé. Il suffit pour cela, en se servant habilement de son pouvoir de déplacer les matières, de réunir préliminairement toutes les causes de l'effet attendu moins *une* ; tant que celle-ci manque, les conditions de cet effet sont incomplètes, et provisoirement il ne se produira pas. Au moment favorable l'homme ajoutera enfin la dernière cause

partielle : par là le mouvement différé se produira tout-à-coup et l'effet désiré sera obtenu au moment propice. C'est ainsi que le chasseur par prévoyance met de la poudre et du plomb dans le canon du fusil ; il prépare d'avance la capsule ou la cheminée ; il tend le chien du fusil. Chacun de ces objets possède et manifeste depuis longtemps ses forces particulières : dans la poudre il y a depuis longtemps les forces moléculaires dont l'énergie lancera plus tard la balle hors du canon ; celui-ci exerce aussi bien maintenant qu'alors sa force de cohésion et de résistance ; le ressort qui abaissera le chien presse et pousse dès à présent. Seulement la disposition des forces réunies est telle que la résultante de leurs actions mutuelles est le repos. Mais il suffit d'une faible pression sur la détente, d'un léger déplacement dans l'ensemble des forces, pour que la balle sorte avec fracas du fusil au moment où le chasseur voit devant le canon le gibier qui fuit (1).

(1) Si l'on veut faire faire un pas de plus à l'analyse de l'action de l'homme dans la production, il convient de distinguer trois formés fondamentales sous lesquelles l'homme opère des déplacements dans l'espace. La première forme fondamentale est celle qu'à défaut d'une meilleure expression, j'appellerai volontiers de *simples déplacements dans l'espace*. Ils consistent en ce que l'homme transporte d'un lieu à un autre des objets dans leur totalité. Ainsi le mineur transporte à la lumière du jour le minerai enfoui dans la profondeur des gisements ; ainsi le marchand transporte sa marchandise d'un pays dans un autre, du lieu où elle est produite au lieu où elle est réclamée et consommée. La seconde forme fondamentale embrasse les déplacements dans l'espace, les dérangements et la division des parties d'un seul et même objet qui entraînent un *changement de forme* de cet objet. C'est le cas qui se présente quand on fait des clous avec du fer, des statues avec du marbre, des pipes avec de l'argile, des cadrans avec de l'ivoire, des peignes avec du caoutchouc, des bouteilles avec du verre, des us-

Les mêmes considérations qui nous renseignent sur le genre de domination qui a été accordé à l'homme sur la nature, nous renseignent en même temps sur la mesure de cette domination et sur ses étroites limites. L'homme a bien, ainsi que nous l'avons vu, une certaine puissance pour mettre en jeu la force naturelle où, quand et comme il le veut ;

tensiles avec du bois. Enfin la troisième forme fondamentale, la plus fréquemment usitée, consiste à rassembler dans l'espace des objets divers — ce sont des *combinaisons de matières*. Celles-ci peuvent à leur tour être ou passagères, ou stables. Le premier cas se présente quand on amène le marteau d'estampage sur la monnaie, le ciseau sur le marbre, la plane sur le bois, le minerai dans le haut-fourneau, le fil sur le métier à tisser, le papier sous la presse, l'étoffe sous les ciseaux, la charrue sur la motte de terre ; le dernier cas se présente quand, avec du bois et de la pierre, de la chaux, de la terre et du fer nous bâtissons une maison ; quand avec de petites roues, des ressorts, des pendules, des poids et des ancrés d'échappement et beaucoup d'autres choses nous fabriquons une montre ou une pendule, ou encore dans la fabrication des machines, des meubles, des vêtements, etc. Je fais la remarque expresse que cette distinction des trois formes fondamentales n'a pas et ne veut pas avoir le caractère d'une classification scientifique rigoureuse. Les formes mentionnées se confondent plutôt fréquemment. Les combinaisons passagères, par exemple, conduisent très souvent à des changements de forme, et ce que j'ai appelé simple déplacement dans l'espace est, à certains égards, toujours en même temps une combinaison de matières, une réunion de la chose déplacée avec l'objet personnel ou impersonnel de son emploi. En revanche cette distinction facilitera l'orientation extérieure, et si besoin en est, sera la preuve de l'exactitude de la caractéristique générale des procédés de production indiquée dans le texte. En effet, si l'on peut facilement se convaincre que toute activité productive imaginable se range dans une des trois formes fondamentales spécialement distinguées ci-dessus, il est prouvé en même temps, qu'elle doit d'autant plus entrer aussi dans la formule générale développée dans le texte, dans laquelle nous avons désigné comme essence et comme moyen de la production des biens matériels, la domination des forces naturelles par le déplacement de la matière dans l'espace.

mais il n'a cette puissance qu'en tant qu'il peut se rendre maître de la matière dans laquelle ces forces sont incorporées. Or, les masses matérielles, et par suite les masses de résistance inerte dont il faut triompher pour les utiliser, sont souvent immenses, tandis que la force physique dont nous disposons est très modeste, comparativement très faible. Inversement, la matière est souvent si ténue que notre main grossière ne peut la saisir. Que de fois notre utilité exige des déplacements infiniment délicats de particules infiniment petites, et notre lourde main est bien inhabile à manier les molécules et les atomes. La main de l'homme n'est-elle pas complètement impuissante à reproduire un seul de ces tissus cellulaires si prodigieusement délicats que la nature fait, comme par enchantement, naître chaque jour par milliers dans les feuilles des plantes. Il y a donc insuffisance des deux côtés : notre force est trop petite vis-à-vis de la masse, trop brutale vis-à-vis de la structure délicate de la matière qu'elle doit maîtriser. Et dans ces conditions notre pouvoir productif serait en mauvaise posture, si derrière cette puissance doublement insuffisante, il n'y avait point d'actifs associés. L'intelligence humaine est une de ces associées. En sachant découvrir les relations causales des choses, elle arrive à la connaissance des conditions naturelles dans lesquelles les biens désirés peuvent se produire, elle en déduit les cas où il y aura utilité à engager la force de l'homme et les cas où il n'y en aura pas, et elle nous enseigne par là à éviter les efforts stériles et à choisir les plus féconds. La force humaine guidée par l'intelligence ressemble donc à

une armée petite, mais bien dirigée, qui supplée à ce qui lui manque de forces par la rapidité de ses mouvements, par une prudente cohésion et par une énergique utilisation de l'occasion. Mais un autre puissant allié dans la lutte contre la nature, c'est la nature elle-même. Ce que nous pouvons dans la production serait enfermé dans un cercle étroit et mesquin, si nous n'arrivions à trouver de l'aide dans le camp même des forces naturelles, et à tourner ensuite ces auxiliaires contre celles dont il faut triompher. Mais ici je touche à un point qui en lui-même est d'une très grande portée et trop important surtout pour notre étude, pour que je puisse me contenter de le mentionner brièvement.

CHAPITRE II

ESSENCE DU CAPITAL

Le but final de toute production est la formation d'objets qui peuvent satisfaire nos besoins, c'est-à-dire de biens de jouissance ou « biens de premier ordre » comme nous les avons appelés ailleurs (1). La voie qui conduit à leur production nous est déjà connue d'une façon générale. Nous combinons nos propres forces naturelles aux forces naturelles du monde extérieur de telle façon qu'en vertu des lois naturelles le bien matériel désiré doit se produire. Mais, dans cette manière de procéder très générale se manifeste une diversité importante dont nous n'avons pas encore tenu compte. Elle se rapporte à l'intervalle qui existe entre l'intervention du travail humain et la production du bien matériel désiré. En effet, ou bien, nous intervenons par notre travail tout près du but, de sorte que par l'adjonction de ce travail le cercle des conditions de la production du bien désiré est immédiatement complété, et que par suite la production du bien se rattache

(1) *Rechte und Verhältnisse vom Standpunkte der volkswirtschaftlichen Güterlehre*, p. 101, d'après les *Grundsätze* de MENGER, p. 8 s.

directement à cette dépense de travail. Ou bien nous prenons intentionnellement un détour, de manière à combiner notre travail à des causes plus éloignées de la production du bien et à obtenir de cette combinaison non immédiatement le bien désiré, mais seulement une cause plus immédiate de sa production, qui, à son tour, doit être unie à d'autres matières et forces convenables jusqu'à ce qu'enfin — peut-être après plusieurs ou beaucoup d'opérations intermédiaires — le moyen de satisfaction se trouve achevé.

Pour bien rendre sensibles la nature et la portée de cette distinction, donnons quelques exemples. Dans leur exposition je peux et je dois me permettre quelque prolixité, car ils sont appelés à servir pour une bonne part de démonstration à l'une des propositions fondamentales de ma théorie. Un campagnard a besoin d'eau potable et en désire. La source jaillit à une certaine distance de sa maison. Pour se procurer l'eau dont il a besoin il peut employer différents moyens. Ou bien il ira lui-même chaque fois à la source et il boira dans le creux de sa main. C'est le moyen le plus direct. La jouissance est obtenue immédiatement après la dépense de la peine. Mais il est incommode, car notre homme doit journellement faire le chemin jusqu'à la source, autant de fois qu'il aura soif ; il est en outre insuffisant, car de cette façon on ne peut jamais recueillir et conserver la quantité d'eau assez grande dont on a besoin pour toutes sortes d'usages. Ou bien — et c'est le second moyen, — le laboureur creuse dans un bloc de bois un seau dans lequel il portera en une fois de la source à la maison l'eau nécessaire pour

la journée. L'avantage est évident ; mais pour l'obtenir il a fallu se servir d'un moyen détourné qui a son importance. L'homme a peut-être dû passer toute une journée pour tailler le seau, et pour pouvoir le tailler, il a dû auparavant abattre un arbre dans la forêt ; pour pouvoir faire cela, il lui a fallu d'abord fabriquer une cognée, et ainsi de suite. Mais notre campagnard a encore un troisième moyen à sa disposition ; au lieu d'abattre un arbre, il en abat une quantité, il les creuse tous au milieu et en fait un canal par lequel il amène devant sa maison un filet abondant de l'eau de la source. Il est clair qu'ici le détour qui va de la dépense de travail à l'acquisition de l'eau est encore bien plus considérable, mais en revanche il a conduit à un meilleur résultat : notre homme n'a plus du tout besoin maintenant de faire péniblement le chemin qui sépare sa maison de la source et il a cependant à chaque moment chez lui une quantité abondante d'eau très fraîche.

Un autre exemple : j'ai besoin de pierres à bâtir pour me faire une habitation. Une roche voisine en contient d'excellente qualité. Mais comment les obtenir ? Premier moyen : je me trémousse, et de mes mains désarmées j'en détache ce qui peut se détacher. C'est le moyen le plus direct, mais aussi le moins fécond. Deuxième moyen : je me procure du fer, j'en forme un ciseau et un marteau et avec ces outils je m'attaque à la roche dure : moyen détourné qui, tout le monde le sait, conduit à un résultat infiniment meilleur. Troisième moyen : je me procure du fer, un ciseau et un marteau mais je ne les emploie que pour faire des trous de mine dans la

roche, ensuite je m'applique à me procurer d'abord du charbon, du soufre et du salpêtre, puis à les mélanger en poudre, puis je remplis les trous de mine de poudre et je fais sauter la pierre par l'explosion qui suivra : c'est là un moyen encore plus détourné mais qui — l'expérience le montre — dépasse le second moyen au moins autant en productivité, que le second dépassait le premier. Et pour finir un troisième exemple. Je suis myope et je désire porter des lunettes. Pour cela, il me faut des verres polis et une monture en acier. Mais la terre ne nous offre que de la silice et du minerai de fer. Comment transformer ceux-ci en ceux-là ? J'aurais beau m'évertuer à tirer directement de la silice des verres de lunettes, je n'y réussirais pas plus que si je voulais tirer directement la monture d'acier du minerai de fer. Le moyen direct, immédiat de la production est dans ce cas impraticable. Il ne reste plus qu'à prendre un détour, et à la vérité un grand détour qui comporte plusieurs étapes. Il faut que je me procure de la silice et du combustible, que je construis des verreries pour y préparer le verre avec de la silice ; qu'au moyen, d'une série d'appareils je purifie, je modèle et refroidisse soigneusement le verre ; — à cet effet, j'ai dû encore prédisposer très soigneusement d'ingénieux instruments — et je pourrai enfin polir le verre refroidi en forme de lentille propre à l'œil atteint de myopie. Il faudra de même fondre le minerai dans un haut-fourneau, transformer le fer brut en acier pour en faire la monture, opérations qui ne pourront pas se faire sans l'aide d'une longue série d'outils et de bâtisses qui, de leur côté, réclament une grande quantité de travail prépara-

toire. Ainsi je finirai par un long détour à arriver au but désiré.

L'enseignement que ces exemples s'accordent à nous fournir est clairement celui-ci. On réussit mieux en produisant les biens d'usage par des moyens détournés qu'en les produisant directement. Et à la vérité cette plus grande réussite peut se montrer sous deux formes différentes : quand on peut produire un bien d'usage aussi bien directement que par voie indirecte, on constate que par la voie indirecte on obtient plus de produit avec la même quantité de travail ou le même produit avec moins de travail, mais cette supériorité se manifeste aussi sous cette forme que certains biens d'usage ne peuvent être produits que par un moyen indirect qui est tellement supérieur, que souvent lui seul mène au but.

Appliquer à la production des moyens détournés, c'est lui assurer de meilleurs résultats, voilà un des principes les plus importants, les plus fondamentaux de toute la théorie de la production. Mais il faut dire bien expressément qu'il s'appuie sur l'expérience pratique de la vie et n'a point d'autre appui. La théorie économique ne démontre pas et ne peut pas démontrer qu'il doit en être ainsi, mais l'unanime expérience de toute technique de production nous apprend qu'il en est ainsi. Et cela suffit d'autant plus, que les faits d'expérience qui s'y rapportent sont généralement connus et sont familiers à chacun de nous (1).

(1) Je croyais que les faits invoqués parlaient suffisamment d'eux-mêmes ; ma confiance n'a pas été complètement justifiée. Depuis que

Mais pourquoi en est-il ainsi ? L'économiste pourrait, s'il le voulait, refuser de répondre à cette question. Car le fait d'obtenir un plus grand produit, par des méthodes de production perfectionnées est, à vrai dire, un pur fait de technique, et l'économiste n'a pas à élucider les questions de technique. Si les zones tropicales sont plus fertiles que les zones polaires, si l'alliage employé pour les monnaies est plus résistant que le métal pur, si une voie ferrée rend plus de services qu'une route ordinaire, ce sont des faits techniques dont l'économiste tient compte, mais qu'il n'est pas tenu d'expliquer dans sa science. Mais précisément ici, il se présente un de ces cas où l'empiètement sur ce qui dépasse le domaine spécial de l'économie politique est d'un intérêt puissant pour le contrôle de l'économie politique elle-même. Quand la vérité positive des sciences naturelles apparaît clairement en un point, l'économie politique n'y peut plus rien imaginer de faux — et c'est précisément dans ces questions que ni la tentation ni l'envie ne lui en ont jamais manqué. C'est pourquoi je tiens tout particulièrement à exposer encore la cause de ce principe empirique vérifié à satiété, et cet exposé ne saurait être difficile après tout ce qui a déjà été dit sur l'essence de la production.

J'ai écrit les mots ci-dessus dans ma première édition, il m'est venu toutes sortes de doutes et de scrupules, précisément sur ce point. Ce sont ces doutes qui m'ont amené, il y a déjà quelques années, à en faire un examen plus approfondi consigné dans la première de mes trois dissertations : *Einige strittige Fragen der Kapitalstheorie* (Vienne, 1900). Pour la même raison je reviendrai aussi dans cet ouvrage sur ce sujet pour l'étudier de plus près au moment opportun.

Toute notre tâche dans la production consiste en dernier ressort en des déplacements et en des combinaisons de matières : il faut que nous sachions réunir au moment opportun les matières convenables, afin que l'effet attendu de la production puisse se réaliser. Mais — nous le savons déjà — la matière dans la nature est très souvent trop pesante, très souvent trop ténue pour se laisser manier par la main de l'homme à la fois faible et rude. Nous sommes tout aussi incapables de triompher de la force de cohésion de la roche à qui nous demandons notre pierre de taille que nous le sommes de composer un seul grain de blé avec du carbone, de l'azote, de l'hydrogène, de l'oxygène, du phosphore, de la chaux etc. Mais ce qui est interdit à nos forces, d'autres forces le peuvent très bien, et ce sont les forces naturelles elles-mêmes. Il y a des forces naturelles dont l'effet dépasse de beaucoup en grandeur tout ce que peut l'homme — et il y en a d'autres capables de produire les combinaisons les plus délicates dans le monde des infiniment petits. Si nous réussissions à nous faire de ces puissantes forces des alliées pour l'œuvre de notre production, cela étendrait extraordinairement les limites de notre pouvoir. **Et nous y réussissons.**

Nous y réussissons à la condition préalable que nous puissions nous rendre plus facilement maîtres de la matière à laquelle la force auxiliaire est inhérente, que de la matière même qui doit être transformée en bien matériel. **Et cette condition est heureusement très souvent remplie.** Notre main tendre et molle ne peut pas venir à bout de la cohésion de la roche, mais le coin en fer dur et pointu le peut, et

nous sommes heureusement capables de le manier avec peu de peine, ainsi que le marteau qui doit l'enfoncer. Nous sommes incapables de recueillir dans le sol des atomes de phosphore et de chaux, dans l'air atmosphérique des atomes de carbone et d'azote pour en former en les combinant un grain de blé : mais les forces chimico-organiques de la graine peuvent provoquer cette opération magique et nous, à notre tour, nous pouvons en nous jouant enfoncer cette graine dans le sein de la terre, lieu de sa mystérieuse action. Il est vrai que souvent nous ne sommes pas même en état de manier directement la matière à laquelle adhère la force auxiliaire : mais de la même manière qu'elle doit nous venir en aide, nous nous aidons contre elle : nous cherchons à gagner une autre force naturelle auxiliaire qui mette en notre pouvoir la matière qui incorpore la première. Nous voulons conduire à la maison l'eau de la source. Des tuyaux en bois la contraindraient à souhait à suivre la voie prescrite. Mais notre main n'est pas assez puissante pour transformer l'arbre de la forêt en canal. Le moyen détourné est bien vite trouvé. Nous cherchons une seconde force auxiliaire dans la cognée et la tarière, leur aide nous procure d'abord les canaux et ceux-ci doivent ensuite nous aider à nous procurer l'eau. Et ce qui se déroule dans cet exemple au moyen de deux ou trois intermédiaires, pourra se dérouler avec un succès égal ou même plus grand au moyen de cinq, dix ou vingt intermédiaires. De même que nous maîtrisons la matière immédiate du bien par une force auxiliaire, et celle-ci par une seconde, de même nous pouvons nous procurer la deuxième force auxiliaire par une

troisième, la troisième par une quatrième, celle-ci par une cinquième, et ainsi de suite, en nous élevant toujours vers des causes plus lointaines du résultat définitif, jusqu'à ce que nous trouvions enfin dans la série une cause dont nous puissions facilement disposer avec nos propres moyens naturels. C'est là la véritable signification de ce qu'on appelle suivre des détours (*Umweg*) dans la production, et c'est la raison des succès qui s'y rattachent ; chaque détour revient à l'acquisition d'une force auxiliaire plus forte ou plus habile que la main de l'homme : chaque allongement du détour est une multiplication des forces auxiliaires qui se mettent au service de l'homme et enlèvent au travail humain, parcimonieux et coûteux, une partie du fardeau de la production pour en charger les forces de la nature si prodigieusement offertes.

Et maintenant il est à propos d'exprimer nettement une pensée qui se faisait attendre et que le lecteur lui-même a certainement déjà pressentie : la production qui prend d'habiles détours n'est rien autre que ce que les économistes appellent la *production capitalistique* (1), comme la production qui avec la main nue va droit au but, représente la production *sans capital*. *Mais le capital n'est rien autre que l'ensemble des produits intermédiaires qui sont créés à chacune des étapes du long détour.*

(1) L'expression *production capitalistique* est employée dans un double sens. On désigne par là aussi bien une production qui se sert du secours d'objets capitalistiques (matières premières, outils, machines etc) qu'une production qui se fait au compte et sous la direction d'entrepreneurs privés capitalistes. Les deux sens ne sont nullement identiques. J'emploie toujours cette expression dans le *premier* sens.

Par là nous avons donné sa signification au concept fondamental le plus important de la théorie du capital. Je voudrais, je pourrais m'en tenir à cela. Malheureusement je ne le dois pas. Comme beaucoup d'autres points de la théorie du capital, le concept même du capital est devenu une pomme de discorde parmi les théoriciens, et cela à un degré tout à fait extraordinaire. On pourrait dire qu'un nombre surprenant de sens différents se disputent ici le terrain et embarrassent les abords de la théorie du capital d'une des controverses les plus désagréables dans lesquelles notre science puisse être impliquée. Désagréable en elle-même, cette incertitude au sujet du concept du capital devient d'autant plus fâcheuse que le « capital » est devenu dans la science moderne l'objet de plus de méditations et de plus de discours. En effet, quelle pénible, je dirais volontiers quelle inconcevable déconvenue pour une science qui s'est mise avec fougue à la solution des grands problèmes qui agitent le monde, que tout le monde connaît, médite et discute, et qu'on connaît et discute à la vérité sous le nom de capital, de se trouver engagée comme si elle était victime d'une nouvelle confusion des langues, dans une controverse sans fin sur ce qu'on pourrait bien entendre par ce nom de capital ! Une telle controverse sur un tel sujet, c'est plus qu'un simple embarras, c'est une calamité. C'est bien l'idée qu'on s'en fait dans notre science. Presque chaque année apparaissent de nouveaux essais pour fixer définitivement le concept controversé. Jusqu'ici malheureusement ils n'ont pas été couronnés d'un plein succès. Plusieurs d'entre eux n'ont servi au contraire qu'à amener plus de combattants dans la

lice et à apporter de nouveaux éléments de discord (1).

J'avoue sincèrement que la solution des problèmes objectifs qui sont en connexion avec le nom du capital me semble avoir infiniment plus d'importance et surtout plus d'attrait que de mener à bonne fin des discussions engagées sur le juste emploi de ce nom. Seulement, comme les choses sont telles que la confusion sur le nom a jeté une grande confusion dans la question, et que — non sans raison — l'on reprocherait à l'auteur d'un assez long ouvrage sur le capital de ne pas élucider la controverse sur le capital qui, sans être la plus importante, est certes la plus bruyante, je dois donc aussi, bon gré mal gré, m'engager sur ce terrain brûlant. Je lui consacrerai le chapitre suivant. Il prendra, étant donné l'état actuel des choses, un très grand développement, beaucoup trop grand à mon gré. Puisse bientôt arriver le moment, où l'on pourra simplement le passer comme superflu ; pour cela il faudrait, à ce que je crois, non pas de grands progrès de la science elle-même, mais seulement une discipline terminologique plus grande que celle qui a été observée jusqu'aujourd'hui.

(1) Cette caractéristique de l'état de l'opinion sur le concept du capital écrite en 1888 convient malheureusement encore aujourd'hui (1909) mot pour mot.

CHAPITRE III

POLÉMIQUES AU SUJET DU CONCEPT DU CAPITAL

I. — *Aperçu historique*

C'est par un aperçu historique de l'évolution du concept du capital que j'aborderai le plus utilement l'analyse indispensable de cette polémique (1).

Primitivement le mot capital (*capitale*, de *caput*) était employé pour désigner le principal du prêt d'argent (*capitalis pars debiti*) en opposition avec les intérêts. Cet emploi qui a déjà eu un précédent

(1) Cf. à ce sujet KNIES, *Das Geld*, Berlin 1873, p. 6 (dans la 3^e éd., p. 24 s.); RICCA-SALERNO, *Sulla teoria del capitale*, 1877, chap. II et l'article « *Kapital* » dans le *Handbuch* de Schönberg : ensuite parmi les publications les plus récentes, notamment les études de IRVING FISHER s'appuyant sur des matériaux excessivement nombreux et intéressants (entre autres l'examen approfondi de 72 dictionnaires) publiés dans ses articles *What is capital ?*, dans *Economic Journal*, 9 décembre 1896), *Precedents for defining capital*, dans « *Quarterly journal of Economies* » mai 1904), et dans son ouvrage, plus important : *The nature of capital and income*, New York 1906, chap. iv, de même que l'exposition de Spiethoff sur le concept du capital dans sa *Lehre vom Kapital*, dans le recueil *Die Entwicklung der deutschen Volkswirtschaftslehre im 19 Jahrhundert*, 1908. Nommons pour finir encore une monographie de Jacoby portant le titre de ce chapitre *Der Streit um den Kapitalbegriff*, Iéna 1908) qui ne me semble absolument pas à la hauteur de sa tâche.

dans la formation du mot grec s'est fortement acclimaté dans le latin médiéval et paraît pendant très longtemps même encore dans les temps modernes, être resté seul prédominant. D'après cela le capital était synonyme de « somme d'argent portant intérêt » (1).

Insensiblement cependant la signification de ce mot prit une grande extension et même à ce qu'il paraît par son emploi général dans le langage populaire. En effet les capitaux ne furent pas seulement prêtés, mais aussi « placés » soit par les emprunteurs après le prêt, soit sans emprunt, directement par leurs possesseurs dans toutes sortes d'établissements productifs : dans le commerce ou dans les industries, dans des fabriques, dans des navires, dans l'agriculture ou dans des maisons de rapport, etc. Il était désormais tout aussi indiqué qu'utile pour certains buts pratiques, pour le calcul de ce que rapportait le placement, par exemple, de se représenter le capital même après sa transformation comme de l'argent existant et agissant et de considérer ce qu'il rapportait comme l'intérêt du capital placé. Un nouveau pas en avant conduisit à appliquer cette

(1) Dans une phase encore antérieure de l'évolution, le nom de capital remonte aux « têtes de bétail » (*capita pecorum*, en anglais *cattle*), c'est ce que Hainisch (en opposition avec Knies, *op. cit.* p. 7) a su récemment rendre très vraisemblable (*Die Entstehung des Kapitalzins*) dans « Festgabe für Adolf Wagner » (1905). Je crois cependant que l'importance de cette circonstance historiquement certes très intéressante se borne absolument à cet intérêt historique et qu'on ne peut pas en tirer profit ni pour la solution des problèmes modernes pratiques du capital, ni pour le problème terminologique, qui recherche à quel concept il est aujourd'hui le plus utile de rattacher le nom de capital.

conception non seulement à ces portions de patrimoine qui rapportaient et qui provenaient textuellement d'une transformation d'un capital en argent mais aussi aux cas où la transformation ne se faisait pour ainsi dire qu'en pensée, en évaluant la valeur de l'objet en argent; dans les deux cas l'objet productif pouvait être considéré comme représentant un capital d'une grandeur déterminée et ce qu'il rapportait, comme l'intérêt de ce capital. Grâce à une telle association d'idées, on est arrivé peu à peu à concevoir généralement comme des capitaux non seulement les sommes d'argent portant intérêt, mais aussi toutes sortes d'autres objets du patrimoine, pourvu qu'on pût se figurer incorporée en eux une somme d'argent productive ou « de l'argent qui travaille ».

Cette importante extension du concept du capital semble s'être frayé sa voie relativement de bonne heure dans le langage populaire. Déjà dans un dictionnaire qui remonte à 1678, on enregistre comme un sens plus large du mot capital — à côté de la signification de somme d'argent — *capitale dicitur bonum omne quod possidetur* (1). Certes on peut difficilement considérer comme des définitions exactes des explications de ce genre. L'idée que les biens étaient le véritable capital se distinguait dès lors difficilement de l'idée primitive que « l'argent incorporé dans les biens » était le capital; la con-

(1) *Glossarium* de DUFRESNE DU CANGE, cité par UMPFENBACH, *Das Kapital in seiner Kulturbildung*, Wurzburg 1879 p. 32. Comme document encore plus ancien FISHER (*Precedents, op. cit.* p. 394) cite, d'après le *Dictionary* de Murray, une définition de Cotgrave datée de 1611 « *Capital, wealth, worth.* »

ception populaire semble plutôt avoir longtemps flotté dans la période de transition entre la première et la seconde pensée, si toutefois elle en est jamais sortie de son propre mouvement, sans l'aide que la science apporta plus tard à la formation des concepts. C'est ce que semble indiquer cette circonstance que même longtemps après, beaucoup de sources lexicographiques définissent encore uniquement le capital par « *sommes d'argent* placées dans les affaires ». D'autant moins doit-on chercher dans ces anciennes explications lexicographiques des définitions déjà parfaitement exactes, précisant soigneusement même l'étendue du nouveau concept de capital en voie de formation. Notre glossateur, par exemple, dans son explication visiblement très sommaire, n'a sans doute pas su tenir compte de certaines nuances délicates qui avaient leur origine dans la signification primitive de « *somme d'argent portant intérêt* » et que le génie de la langue avait certainement encore conservée dans cette période de transition, puisqu'on peut la retrouver encore caractérisée dans le langage usuel d'aujourd'hui, à savoir que les biens qui veulent passer pour du capital doivent aussi être des *sources de revenu*, et que ces biens et ce qu'ils rapportent doivent être *évaluables en argent* (1).

(1) De ces nuances Menger a de nos jours suivi la trace avec une grande sagacité et souvent avec bonheur dans son remarquable article *Zur Theorie des Kapitalen*, dans le « *Jarhb. für Nat. Oek* » n^{lle} s. vol. 17, p. 1 ss ; voir encore plus bas. Fisher conteste absolument la première limitation — aux *sommes de biens productifs* — aussi bien dans la langue populaire antérieure à Adam Smith que dans celle d'aujourd'hui. Il oublie cette thèse, que déjà avant Adam Smith, on employait

En tout cas, le langage populaire s'était ainsi orienté vers une signification plus étendue du concept « capital », et le langage scientifique s'engagea bientôt dans la même voie avec une netteté cons-

unanimement les deux concepts *capital* et *fonds* comme synonymes dans la pratique et que le nom de capital était étendu, suivant les cas, à toutes sortes de biens sans distinction, même à ceux qui n'étaient pas productifs et que la langue actuelle du peuple et des affaires est restée fidèle à cet usage antérieur à Smith (*Precedents*, p. 391 ss). Quant à ce qui concerne le temps actuel je peux me contenter de renvoyer à C. Menger, *op. cit.* Quant au passé, Fisher me semble cependant traiter trop à la légère toute une série de sources lexicographiques qu'il a citées lui-même et dont les unes indiquent d'une façon bien reconnaissable, dont les autres expriment très clairement, la restriction qu'il conteste. Dans la première catégorie me semblent se ranger les nombreuses définitions qui font du capital une somme d'argent placée dans le commerce ou les affaires (p. ex. *Vocabolario degli Accademici della Crusca*, 1612 : « *Capitale.....* quella quantità di danari, che pongono i mercatanti in sui traffichi »). Je vois dans ces définitions un terme intermédiaire caractéristique de l'évolution décrite dans le texte. Elles étendent d'abord le concept du capital : « somme d'argent prêtée à intérêts » à d'autres sommes d'argent placées dans l'industrie, qui dans ce placement doivent naturellement se transformer en biens d'autres sortes, en marchandises, navires, etc. Si ces définitions font ressortir les placements dans les affaires, cela ne me semble pas un effet du hasard, mais cela caractérise au contraire la persistance avec laquelle on maintient que ce que rapporte un capital doit être considéré comme l'intérêt d'une somme d'argent, — c'est en quoi réside précisément l'origine du concept du capital —. Cette manière de voir se trouve expressément confirmée par des définitions comme celle de KRÜNITZ (*Enzyklopädie* 1776) citée par Umpfenbach et Fisher (*op. cit.*, p. 391, note) : « On appelle capital une somme d'argent, en tant qu'elle est destinée à donner un profit, par opposition avec ce profit ». Cette définition étant de la même année que la publication en Angleterre du livre de Smith a pu être influencée par ce dernier, ce que Fisher n'admet pas même. Mais quand il (*ibid.*) veut affaiblir l'importance de cette définition pour la thèse en discussion par cette remarque que Krünitz a opposé le capital uniquement au profit et non à quelque autre partie du fonds patrimonial existant (« he contrasts capital with « *Gewinn* », a flow and not a part of stock ») je lui répliquerai que la seconde

ciente. On peut bien dire que pour la science, le concept de capital ne devint en général intéressant et important que par cette extension de sens.

Pour l'adopter, la science était vivement sollicitée de deux côtés. D'une part, elle y était poussée par la célèbre controverse (1) plusieurs fois séculaire sur la justice ou l'injustice du prêt à intérêt. On avait acquis de plus en plus la certitude qu'une relation pouvait s'établir entre l'intérêt pour prêts de capitaux en argent et ce que rapportent les biens matériels pour la production desquels le débiteur avait employé ce capital, ou aurait pu l'employer aussi bien que le créancier lui-même. On trouva que ces deux manières de se procurer des revenus avaient à vrai dire une seule et même origine économique. On trouva en outre que le taux même des intérêts dépendait à la longue bien plus de la quantité de ces autres biens existant dans le pays que de la masse d'argent qui s'y trouve. On fut donc amené dans la question de l'intérêt à comprendre « l'argent » et le « bien » dans une catégorie économique commune. Cela pouvait se faire le plus facilement en partant de l'extension que le concept du capital avait déjà commencé à prendre dans le langage populaire et en

opposition me semble être une conséquence logique toute naturelle de la première : des *provisions de biens*, sans aucune relation avec du profit sont exclues d'elles-mêmes (quand même Krünitz ne l'aurait pas dit expressément) d'une définition qui est fondée sur une relation d'opposition avec un profit à réaliser. Tout comme le concept « parents » qui est établi sur sa relation avec les enfants, exclut non seulement les enfants, mais encore toutes les tierces personnes qui n'ont jamais eu d'enfants !

(1) Voir ma *Geschichte und Kritik der Kapitalzinstheorien*, chap. II et III.

appliquant même dans la terminologie scientifique les noms de capital et d'intérêts du capital à des provisions de biens et à ce qu'ils rapportaient, alors qu'ils n'avaient pas précisément la forme de l'argent.

Mais la nécessité ou du moins l'occasion d'étendre ainsi le concept du capital se présenta encore dans un second domaine des recherches scientifiques. En effet, on ne pouvait pas ne pas remarquer combien la disposition de riches ressources influait sur le progrès et les résultats féconds de la *production*. Or, comme ces ressources arrivaient d'habitude aux producteurs tout d'abord sous la forme de capitaux en argent, et qu'en général c'était dans l'esprit des idées mercantilistes alors dominantes de voir dans l'argent la source de toute réussite économique, cette notion s'établit d'abord sous cette forme que les capitaux (dans le vieux sens étroit de sommes d'argent) fécondaient la production. Ensuite vint la réaction scientifique contre le mercantilisme et entre autres choses on établit aussi que ce n'était pas la richesse en argent, mais la richesse en toutes sortes de biens et de matières utiles qui fécondait la production. Or cette rectification aurait pu s'exprimer sous une double forme en présence du principe invétéré que « les capitaux fécondent la production ». Ou bien on pouvait démentir formellement ce principe, en maintenant son sens littéral primitif : il est faux d'attribuer l'action fécondante aux capitaux (= sommes d'argent) ; en réalité on en est redevable à de tout autres facteurs ; ou bien on pouvait confirmer le principe en en modifiant convenablement la signification : il est bien vrai que la production est fécondée par les capitaux, mais il

faut entendre par capitaux non seulement les sommes d'argent comptant, mais aussi, sous un point de vue plus large, toutes sortes d'autres provisions de biens. En fait, on choisit cette dernière forme de confirmation par une nouvelle interprétation à laquelle, ainsi qu'on vient de l'exposer, on était invité de différents côtés, et qui permettait en même temps de ne pas sacrifier un certain grain de vérité que contenait ce principe, même dans son ancienne formule. Nous verrons que cette relation entre le concept de capital et la production dans l'économie nationale jouera encore un grand rôle plus tard.

Dans la littérature scientifique nous trouvons parfaitement préparée cette transformation du concept de capital ; à vrai dire, nous la trouvons déjà matériellement accomplie dans Hume, quand il dit que le taux de l'intérêt du capital ne dépend absolument pas de la masse des sommes d'argent existantes, mais bien plus de la masse des provisions de biens (*riches, stocks*) (1) ; il lui manquait seulement de désigner formellement ces « riches » ou « stocks » comme les « vrais capitaux ». Cette transformation de sens formelle se fit enfin par Turgot. « Quiconque, enseigne-t-il dans ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (§ 59), reçoit chaque année plus de valeurs qu'il n'a besoin d'en dépenser, peut mettre en réserve le supplément et l'accumuler. Ces *valeurs accumulées* sont ce qu'on appelle *capital*. Il est absolument indifférent que cette somme de valeurs ou ce capital consiste en une masse de métal ou en autres objets, puisque l'argent représente

(1) *Of Interest*, passim.

chaque espèce de valeurs, et qu'inversement toutes les autres sortes de valeurs représentent de l'argent » (1). C'est ainsi que Turgot donna un nouveau sens au concept de capital, le deuxième dans l'ordre chronologique.

(1) J'ai traduit par « Güter » l'expression « valeurs » employée par Turgot. Je crois que Turgot entendait par « valeurs » simplement les « biens de valeur » ou « biens économiques » et les expressions « produits » et « richesses mobilières » que Turgot emploie à tour de rôle dans plusieurs passages connexes également en rapport avec son explication de la formation du capital (§ 59, au commencement, puis §§ 51 et 52) me semblent le confirmer, mais je ne crois pas qu'il ait eu l'intention de professer l'opinion de Mac Leod et d'autres que le capital consisterait non en biens concrets, mais en une somme de valeurs abstraite. KOMORZYNSKI (*Die nationalökonomische Lehre vom Kredit*, 1903, p. 46) cite à tort (peut-être par suite d'une faute d'impression) « valeur » au singulier où Turgot employait le pluriel « valeurs », auquel pluriel est attaché principalement le sens accessoire de « biens de valeur » (comme à notre pluriel « Werte »). Et pourtant lui non plus ne cite pas Turgot mais seulement Say comme le premier représentant certain de l'idée « que le capital consiste non dans les biens eux-mêmes, mais dans leur contenu en valeur » (*op. cit.*, p. 104). CASSEL (*The nature and necessity of interest*, p. 21) cite à la vérité exactement le pluriel français « valeurs », mais le traduit par le singulier anglais « value », ce qui probablement dans la langue anglaise modifie aussi sensiblement le sens. MARSHALL du moins (*Principles of Economics*, 5^e éd., p. 787) traduit « valeurs accumulées » — tout-à-fait dans mon sens — par « accumulated wealth ». — La rédaction superficielle par laquelle Turgot a défini le capital a fait naître encore d'autres incertitudes dans l'interprétation. I. FISHER (*Precedents for defining capital*, dans « *Quart. Journal of Ec.* », mai 1904, p. 396) et aussi TUTTLE (*The fundamental notion of capital*), *ibid.*, novembre, 1904, p. 91, comparer à p. 105) admettent que Turgot voulait aussi comprendre le sol dans sa notion de capital. Mais c'est précisément ce qui m'en semble exclu par des explications relativement claires et explicites de Turgot. A plusieurs reprises (p. ex. §§ 61, 79, rubrique du § 99) il explique le terme « capital » comme synonyme de « valeurs mobilières accumulées »; il explique la création des capitaux sans exception de telle façon qu'on ne saurait les comprendre autrement que comme une accumulation

Il fut bientôt après remplacé par un *troisième*. Turgot en désignant comme capital tous les biens accumulés sans distinction, parut avoir dépassé le but dans l'extension qu'il donna au concept. A la vérité, en introduisant dans la définition les biens au lieu des sommes d'argent, il ne fit que se conformer à la manière de voir plus approfondie du moment. Mais en reconnaissant comme capitaux les provisions de biens sans aucune autre distinction, il renonça aussi sans nécessité à la seconde caractéristique de l'ancien concept du capital, à sa relation avec un intérêt qui en dépend, avec une acquisition de biens. Dans cette mesure, sa conception du capital désignait en partie seulement un perfectionnement opportun, mais pour le reste elle constituait une complète rénovation du concept de capital ; une rénovation à laquelle on pouvait en même temps reprocher de négliger sans nécessité une diversité de très grande portée qui se montre dans les biens accumulés. Et

de produits (p. ex., §§ 99 : « les capitaux... ne sont que l'accumulation de la partie des valeurs *produites*, etc »), et il oppose souvent et régulièrement les « terres » ou « bienfonds » aux capitaux (p. ex. §§ 59, 88, 90, 99). Cela aurait d'ailleurs été bien étrange, cela aurait été tout à fait contre nature qu'un physiocrate eût voulu faire disparaître ce que le sol offre de particulier. Dans le seul passage que Fisher — sans accorder d'attention aux passages expressément contraires — puisse citer en faveur de ce qu'il avance, Turgot appelle à la vérité le propriétaire foncier un « capitaliste » : « tout propriétaire est capitaliste » (§ 93). Mais il déduit cette proposition, au moyen du mot « ainsi » qui la précède, d'une autre proposition dans laquelle, il ne déclare nullement les pièces de terre une sorte de capital, comme cela paraissait tout indiqué, mais dans laquelle il dit seulement : « tout fonds de terre *équivaut* à un capital » avec une tournure de phrase qui au contraire, fait ressortir une espèce de différence entre les biens-fonds et les capitaux.

ce n'est pas un homme de médiocre valeur, mais Adam Smith lui-même qui entre ici dans la lice contre la définition du capital de Turgot pour la rectifier en la modifiant. Parmi les provisions de biens accumulés, expose-t-il, on doit distinguer deux parts. Une part est destinée à la consommation immédiate et ne fournit aucune sorte de revenus (fonds de consommation immédiate), une autre part au contraire est destinée à procurer des revenus à son propriétaire, et à cette part seulement convient le nom de capital (1).

(1) *Wealth of nations*, II, I. Irving Fisher qui est d'avis que le langage usuel du peuple avait déjà complètement identifié les concepts : « capital » et « fonds » regarde conséquemment Turgot comme le strict conservateur de la vieille tradition et Smith comme le novateur qui rompt avec elle (*Precedents*, *op. cit.*, p. 397). Pour des raisons déjà mentionnées auparavant (p. 34 note 1) je ne peux pas partager cette manière de voir. Je crois aussi volontiers que la forme imprimée par Smith au concept du capital n'aurait pas été adoptée si rapidement par tant d'économistes, si elle était apparue comme une innovation imprévue, heurtant de front le langage depuis longtemps usuel, et non comme une interprétation d'un terme usuel connu et employé, qui fut mise en évidence dans les sphères scientifiques. Une innovation réelle — mais qui pouvait également se tirer logiquement du vieux langage usuel, qu'elle enrichit seulement comme par un nouvel emploi — me paraît avoir été l'exposé du concept « économique » du capital qui va être immédiatement discuté dans le texte. Il faut encore remarquer que Smith tout comme Turgot a par principe exclu le sol du capital, sans le commenter en particulier. Evidemment il ne s'est pas même demandé si le sol pouvait être compris dans l'idée d'une provision de biens « accumulés » (« accumulated », « stored up ») par lesquels il explique le mot « stock » fonds. Il exprime indirectement, mais très clairement cette exclusion, quand dans l'énumération *taxative* des parties constituantes du capital il compte à la vérité les « improvements of land » mais non la terre elle-même et quand dans la trinité de la terre, du travail et du capital ou *stock*, il oppose souvent le capital à la terre. Je ne doute pas que ce trait n'indique non plus aucune innovation dans la langue usuelle populaire d'alors. Cette der-

A cette distinction Smith rattache cependant encore une autre considération, qui devait avoir des conséquences extraordinairement graves pour l'évolution du concept de capital. Il remarqua en effet que l'on pouvait appliquer son concept de capital aussi bien à la situation des individus pris isolément, qu'à celle de toute une économie nationale, mais qu'avec cette extension de point de vue, le cercle des objets compris dans le concept du capital s'étendait aussi un peu. En effet, tandis que des particuliers peuvent tirer profit non seulement de la production de nouveaux biens, mais aussi en cédant à d'autres particuliers contre compensation des biens qui en soi étaient destinés à une jouissance immédiate, comme p. ex. des maisons d'habitation, des costumes, des meubles, la société économique dans son ensemble ne peut s'enrichir que par la production de nouveaux biens ; pour elle le concept de moyens d'acquisition se confond donc avec le concept — d'ailleurs plus restreint — de moyens de production et conformément à cela, le concept du capital doit pour elle aussi se restreindre et ne comprendre que les moyens de production. Il vaut la peine d'examiner maintenant de plus près la portée de cette remarque peu ostensible, qui d'ailleurs se présente dans Smith d'une façon encore moins ostensible et qui y est bien moins nettement formulée que dans l'extrait conforme pour le sens que j'en ai donné.

nière n'avait pas quant au sol, et à ce que je crois, n'a pas encore aujourd'hui dépassé cette pensée intermédiaire que le sol peut « représenter » un capital (argent) enfermé en lui, mais parler du sol comme de véritable capital, du capital proprement dit, cela ne s'est jamais fait dans le langage usuel du peuple.

C'est tout d'abord le point de départ de la division du concept du capital en deux concepts indépendants que plus tard l'on maintint séparés sous les noms de capital d'économie nationale et capital d'économie privée. Ou, pour désigner encore plus exactement la relation, le concept primitif de capital, celui d'une provision de biens donnant des revenus, persista invariable dans le concept de capital d'économie privée, mais dans le concept de capital d'économie nationale, il s'est produit une bouture qui a rapidement pris une signification indépendante et qui a bientôt dominé le concept primitif lui-même. On reconnut en effet aussitôt qu'à ce groupe de biens qu'on venait de décorer du nom de capital, était attribuée une très grande importance dans la production, et on fut amené à faire de ce nouveau concept un usage excessivement fréquent et heureux dans la théorie de la production ; c'est ainsi que nous le trouvons au bout de très peu de temps dans le rôle d'un des plus importants concepts fondamentaux de cette théorie, impliqué dans les problèmes les plus graves, qui désormais sont traités sous son nom : dans la trinité « land, labour and capital », le capital de l'économie nationale donne son nom à l'une des trois grandes sources de biens (*sources of wealth*) ou comme l'on a dit plus tard, à l'un des trois facteurs de la production. Comme en même temps le mot « capital », suivant l'ancien concept primitif — le capital nommé plus tard capital d'économie privée — fut influencé par le phénomène qui entraît dans la théorie du revenu, le phénomène producteur d'intérêts, il arriva qu'à partir de ce moment il se manifesta un phénomène singulier, qui devait être

la source de tant d'erreurs et de confusions : deux séries de phénomènes et de problèmes foncièrement différents furent traités sous le même nom. Dans sa nuance de capital de l'économie nationale le « capital » devint le héros et le pilier des problèmes les plus importants de la production, dans la nuance de capital de l'économie privée, il devint le héros et le pilier des problèmes foncièrement différents de l'intérêt du capital.

Il est donc important de bien faire comprendre que les deux nuances que Smith a déterminées dans le concept du capital sont à proprement parler deux concepts absolument indépendants, qui reposent quant à leur contenu sur des bases tout à fait différentes et qui ne se rattachent qu'extérieurement par un lien lâche ; mais par un effet du hasard, ce fut précisément cette relation extérieure accessoire qui fit donner au concept le plus récent le nom qui désignait le premier concept et qui devient le nom commun aux deux. Le centre de gravité du concept du capital de l'économie privée, en effet, comme on vient de l'indiquer, se rapporte à l'acquisition d'intérêts et consiste dans sa propriété d'être une « source de revenu » ; le centre de gravité du concept de capital de l'économie nationale au contraire repose sur la production et consiste dans sa propriété d'être un « instrument de production » ; et le lien lâche qui les relie réside dans cette circonstance fortuite, que les provisions de biens que les hommes utilisent pour la production sont les mêmes qui, pour un peuple considéré comme un tout, sont une source de gain et d'intérêts, par conséquent un capital dans le premier sens du mot. C'est donc ce

dernier trait qui donna au concept du capital de l'économie nationale son nom, mais absolument pas son vivifiant contenu. Celui-ci se trouva si exclusivement dans la notion de la production, qu'après peu de temps ce ne fut plus que sur celle-ci que s'appuya même la définition formelle du capital, qui devint un ensemble de « moyens de production produits » etc., et finalement on ne se laissa même plus troubler par le fait que révéla un examen plus sérieux, qu'en réalité le cercle des moyens de production produits n'était pas même véritablement identique avec les provisions de biens qui sont pour un peuple le capital qui donne un revenu. Car il n'y a pas de doute qu'une économie nationale tire aussi des revenus des *biens de jouissance* qui sont prêtés à l'étranger contre intérêts. Tandis qu'on signalait expressément cette incongruence, en continuant toutefois à définir le capital de l'économie nationale : un ensemble de *moyens de production*, on montrait d'une manière frappante qu'on ne s'intéressait plus à celui-ci qu'à cause de sa relation avec la production et plus du tout à cause de cette autre propriété qu'il avait également, par pur hasard, celle d'être une source d'intérêts pour l'économie nationale. En résumé, dans le « capital de l'économie nationale » la propriété d'être une source d'intérêts pour cette économie ne fut au premier plan que pendant un moment, mais précisément assez longtemps, pour lui attribuer le nom de « capital ». A peine cela s'était-il produit, que le centre de gravité porta sur son rapport avec la production et depuis lors il faut le considérer comme un concept indépendant, dans le fait tout-à-fait

étranger à son homonyme, le capital d'économie privée.

Mais alors et même longtemps après on ne sut pas aussi bien débrouiller cette complication que le fait aujourd'hui l'historien des doctrines économiques. Dans A. Smith même, tout est encore, dirais-je volontiers, dans une confusion embryonnaire. Ses concepts manquent tellement de solidité, qu'à l'occasion il put encore y faire des déformations tout à fait singulières et qui ne conviennent nullement à la conception fondamentale. C'est le cas, p. ex., quand il étend le concept de capital de l'économie nationale à toutes sortes de qualités *personnelles*, aux talents, habiletés, etc., qui font assez singulière figure comme éléments d'un fonds (*stock*) et qui, à l'instar de spectres imprudemment évoqués, devaient pour longtemps encore embrouiller la théorie du capital. Mais cela n'est qu'un épisode accessoire. Le point capital est, que les successeurs d'Adam Smith non seulement ne purent pas sortir du vague dans lequel celui-ci avait laissé le concept du capital, mais qu'au contraire, ils imprimèrent positivement leur sceau à l'une des pires méprises. En effet, ils ne remarquèrent pas que ce qu'Adam Smith et eux-mêmes appelaient « capital » renfermait deux idées foncièrement différentes et ils considéraient le capital dont ils parlaient dans la théorie de la production comme identique avec le capital qui porte des intérêts. Certes, nous le savons, Adam Smith avait déjà remarqué, qu'il y avait une certaine distinction dans le sens du mot capital, et que p. ex., des maisons d'habitation, des meubles, ou des costumes loués font, dans un certain sens, partie du capital,

et n'en font pas partie dans un autre sens. On ne laissa pas non plus de transmettre fidèlement cette remarque. Mais il est évident qu'on n'y attachait pas d'importance — Pourquoi aussi ferait-on tant de cas d'une distinction qui ne concernait que des costumes loués et autres choses analogues — et l'on persista à prendre le capital facteur de la production aussi pour le support du capital à intérêts. Et désormais une méprise amena l'autre. On avait confondu les concepts, on confondait désormais les phénomènes et les problèmes. Le capital produit et porte des intérêts. Quoi de plus naturel alors que de dire simplement : il porte intérêts parce qu'il produit ? Et c'est ainsi, qu'à la suite d'une confusion dans le concept du capital, est devenue possible et a été introduite cette théorie, naïve et pleine d'idées préconçues, de la productivité du capital, qui a maintenu la science dans une voie désastreuse depuis Say jusqu'à nos jours et dont malheureusement on n'est pas encore complètement sorti aujourd'hui. Ce ne sont que les écrivains socialistes de nos jours ou ceux qui ont été effleurés par le socialisme qui ont réussi à dissiper cette confusion du concept en distinguant le capital « catégorie purement économique » du capital, « catégorie juridico-historique » (1). A la vérité, cette distinction, ainsi que nous le verrons encore, ne résout pas la difficulté ; c'était toutefois une distinction qui, comme le besoin s'en faisait sentir, sépara enfin la base du problème de la production de celle du problème des intérêts et par suite prépara la voie au

(1) ROBERTUS, *passim* ; WAGNER, *Grundlegung*, 2^e édit., p. 39.

progrès dans la manière de traiter des problèmes si désespérément entremêlés — Mais je viens d'anticiper largement sur la marche de l'évolution. Reprenant l'exposé historique méthodique, je suis obligé de remonter de nouveau jusqu'à Adam Smith, à qui se rattache toute l'évolution ultérieure.

On peut dire que la conception fondamentale de Smith n'a plus jamais été complètement abandonnée : les notions de profit et de production avec l'acquisition que Smith, en opposition avec Turgot, avait rétablies dans le concept de capital ont été conservées sous une forme quelconque par tous les économistes ultérieurs (1). En revanche, on s'aperçut bientôt que cette conception fondamentale laissait encore un vaste champ ouvert à des formations de concepts divergents, et l'exploration de cet espace libre fut fortuitement favorisée par quelques circonstances. Tout d'abord, on hérita avec la conception fondamentale aussi le germe d'ambiguïté que Smith y avait déposé.

Ce germe allait bientôt prendre son entier développement. Presque tous, plongés dans l'erreur qu'on vient de décrire, se croyaient tenus de définir le « capital » comme un concept unitaire. Mais, ce faisant, les uns — et à vrai dire le plus grand

(1) On en trouve peut-être même des traces dans la conception du capital d'Irving Fisher, si vivement dirigée contre Smith. Quand en effet Fisher associe le concept de capital à celui de revenu, son opposé, et quand il considère — d'une façon assez contestable ! — toute livraison de services déjà comme un acte « productif » (*Nature of capital*, p. 58), il n'abandonne pas non plus les caractéristiques exigées par Smith, seulement il leur donne une signification tellement large qu'elles s'appliquent à tous les biens et ne peuvent plus fonder une division des biens en deux catégories.

nombre — pensaient plutôt au « capital » moyen de production, les autres plutôt au « capital » source de revenu, et affublaient ainsi leur concept du capital alternativement des caractéristiques de deux concepts différents. Cela devint une source abondante de définitions divergentes. Mais encore plus abondante fut une autre source : qu'en principe, on n'admit dans le concept du capital que les moyens de production, ou en l'étendant un peu, encore d'autres moyens d'acquisition, il y eut en tous cas, quantité de sortes différentes des uns et des autres. Donc suivant qu'on découvrait entre les différents groupes de biens servant à la production ou au gain, plus d'analogie ou plus de contraste, on jugea à propos de comprendre dans le concept désigné par le nom de capital, tantôt tous les moyens de gain ou de production, sans exception, tantôt seulement un certain groupe de ces moyens ; et ce groupe pouvait à son tour, selon le bon plaisir de chacun, tantôt se rétrécir, tantôt s'élargir, tantôt devenir médiocre et tantôt encore se réduire considérablement. Et l'on peut dire que de toutes les combinaisons et permutations qu'on peut imaginer logiquement et mathématiquement, il n'y en a presque pas une seule qui ne se soit rencontrée dans l'économie politique. Je renonce à être complet et je ne conserverai pas l'ordre chronologique ; sous ces réserves, je vais résumer brièvement les principales d'entre elles dans ce qui suit.

Très nombreux sont les écrivains qui définissent le capital : un ensemble de « produits servant à la production » ou un ensemble de « moyens de production produits ». Cette conception qui s'appuie

expressément sur le rapport du capital à la production, exclut du concept de capital d'une part les biens-fonds (non produits), d'autre part tous les biens servant directement à la satisfaction des besoins. Moi aussi je m'y suis rallié quand plus haut j'ai défini le capital un ensemble de « produits intermédiaires ». En tant que cette conception présente moins une variante, qu'une formule plus précise du concept de capital de Smith (le concept d'économie nationale), je ne la compte pas comme une variante indépendante.

A cette conception, Hermann en a opposé une toute différente. Il fait de nouveau du capital, *source de revenu*, l'objet de sa définition et y comprend « toute base durable d'un revenu ayant une valeur d'échange » (1). Cette définition embrasse dans le concept capital, en opposition avec les précédentes, tous les biens-fonds et en outre les biens de jouissance durables, meubles, maisons de rapport, même s'ils servent à l'usage personnel de leurs propriétaires.

Menger, dans ses plus anciens travaux théoriques (2) définit capitaux ces « ensembles de biens économiques d'ordre supérieur » (biens d'ordre supérieur — biens productifs) « dont nous disposons dans le présent pour des temps à venir » (3). D'un côté, cette définition est plus étroite que celle de Hermann, d'un autre côté elle est plus large. Elle exclut en

(1) *Staatwirthschaftliche Untersuchungen*, Munich, 1832, p. 59 (tout à fait semblable dans la 2^e éd., 1874, p. 111). A la page 56, il définit expressément le capital : « patrimoine, qui donne un revenu ».

(2) Sur sa définition plus récente, voir encore plus loin.

(3) *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, 1871, p. 130 s.

effet du concept de capital les biens de jouissance durables (« biens de premier ordre »), mais en revanche elle y fait place aux prestations productives de travail (1), que Hermann n'avait pas comprises dans le capital.

C'est une formule d'une étroitesse surprenante que Kleinwächter a proposée pour le concept de capital. Il trouve un signe caractéristique du capital en ce qu'il doit *alléger* la peine du gain, respectivement du travail productif. Cette caractéristique lui semble ne pas se trouver dans tous les moyens de production, mais seulement dans une catégorie de ceux-ci, dans les instruments de production, tandis que les matières de la production se comportent tout à fait passivement pendant tout le processus de la production; elles sont travaillées et transformées, mais elles ne nous aident pas à travailler. Il faut « conséquemment et logiquement » restreindre le concept de capital aux *instruments de production* (2).

Jevons rétrécit le concept de capital dans un autre sens. La signification qu'il lui donne est, à la vérité, en partie parallèle à la précédente. Pour Jevons aussi, c'est une chose bien entendue que sous le nom de capital il faut comprendre un ensemble de biens « qui sont employés à faciliter la production » (3). Seulement il croit trouver ce caractère en un tout autre groupe de biens concrets que

(1) Cf. aussi MATAJA, *Der Unternehmergewinn*, 1884, p. 130 s.

(2) *Grundlagen und Ziele des sog. wissenschaftlichen Sozialismus*, 1885 p. 184 s.

(3) *Theory of Pol. Ec.*, 2^e éd., Londres 1879, p. 242.

Kleinwächter. En voyant en effet la véritable utilité du capital uniquement et simplement en ce qu'il met l'ouvrier en état d'attendre le résultat d'un travail de longue durée, les *moyens d'entretien des ouvriers* seuls sont à ses yeux les vrais capitaux (1).

Marx s'est forgé un concept particulier du capital adapté d'avance au contenu matériel de ses théories. On sait que Marx considère l'intérêt du capital comme un butin que le capitaliste s'attribue aux dépens de l'ouvrier salarié. Or, ce facteur de l'exploitation lui apparaît comme tellement important, qu'il l'introduit dans le concept du capital comme son caractère constitutif ; il comprend dans le capital seulement les moyens de production qui, dans les mains des capitalistes, servent à exploiter et à dominer les travailleurs. En revanche les mêmes objets possédés par les travailleurs ne sont point du capital (2).

Nous devons une variante importante, et qui a exercé une grande influence, à Karl Knies, le critique plein de mérite de la théorie du capital. Elle émane de la tentative bien intentionnée de mettre à la satisfaction de tous un terme à cette controverse si fatalement embrouillée. A cette fin, Knies se propose de formuler un concept du capital assez large, pour que les plus importantes des interprétations en discussion puissent y trouver place les

(1) *Op. cit.*, p. 242 s. ; très énergiquement p. 264 : *The capital is not the railway, but the food of those who made the railway* ».

(2) MARX, *Das Kapital*, I, 2^e éd., p. 796 (1^{re} éd., p. 747). Cf. KNIES, *Das Geld*, 1^{re} éd., p. 53

unes à côté des autres. Il croit avoir trouvé ce trait d'union en mettant les biens du capital au service de l'*avenir*. Il définit donc le capital « l'effectif existant de biens dans une économie (biens de consommation, de gains, de production) qui est applicable à la satisfaction des besoins dans l'*avenir* » (1). Dans le fait, cette définition fait une place aussi bien « aux provisions de valeurs accumulées » de Turgot, qu'aux « moyens de production productifs » dans le sens de Smith, de même qu'à tous les biens introduits par Hermann, qui sont la base d'un revenu durable, par conséquent se projetant dans l'*avenir* (2).

Quelques auteurs mettent dans la *durée* des biens le signe caractéristique qui distingue le capital de ce qui n'est pas capital. Mais — et c'est là, parmi toutes les fortes preuves du désordre qui

(1) *Das Geld*, 1^{re} éd., p. 47. Dans la deuxième édition il a conservé en somme la même manière de voir, mais en plusieurs points elle est moins nettement formulée. Mes citations se rapportent donc, à moins que je ne dise expressément le contraire, à la première édition.

(2) Une conception, qui pour l'essentiel concorde avec celle de Knies est représentée avec beaucoup de chaleur par Tuttle, qui considère comme criterium décisif du concept de capital la « prospectiveness » et nommément la « surplusness » « la qualité d'excédent » comme il l'appelle d'un nom particulier, frappé à son coin (*The real capital concept*, dans « Quarterly Journal of Econ. » vol. XVIII, p. 54 s., et *The fundamental notion of capital*, ibid., vol. XIX, p. 81 s., surtout 87 et s.). Il veut ainsi faire ressortir, comme, à son avis, Turgot avait déjà l'intention de le faire, avec son expression « valeurs accumulées », que le capital comprend les provisions de biens, qui ne sont pas réclamées pour les dépenses courantes du moment, mais seulement celles qui sont réservées pour le service de l'*avenir*, par quoi il arrive matériellement au même résultat que Knies. Celui-ci a encore trouvé un ardent défenseur en EINARSEN (*Der Kapitalbegriff in der Nationalökonomie*, Christiania, 1895, en norvégien), qui va encore plus loin que Knies, en tant qu'il compte aussi les capacités humaines parmi le capital.

règne dans la terminologie, peut-être l'une des plus fortes — ils déduisent de la justesse de cette caractéristique des conséquences terminologiques exactement opposées.

Walras divise tous les biens économiques en « capital » et « revenu ». Il appelle capital — sans distinction de leur destination — toutes les sortes de biens qui peuvent être employés plus d'une fois, donc tous les biens *durables*, et par contre-revenu tous les biens qui se consomment. En particulier, il énumère comme capitaux les biens-fonds (capitaux fonciers), les personnes (capitaux personnels) et les biens mobiliers durables (capitaux proprement dits ou capitaux mobiliers), tandis qu'il range dans le revenu, les aliments, les matières premières de la production industrielle, les combustibles, etc (1).

Wicksell représente exactement la contre-partie de Walras. Il désigne à l'inverse, précisément par biens capitaux ou capitaux dans le sens étroit du mot, les biens de production ou de consommation qui *peuvent être employés* ou sont rapidement usés, tant qu'ils ne sont pas encore dans les mains du consommateur, tandis qu'il désigne comme « biens de rentes » les biens éminemment durables. Ce n'est que dans un sens plus large qu'il veut réunir les deux groupes sous le nom de capital, sous lequel il comprend alors tous les biens matériels portant intérêts, qu'ils soient mobiliers ou immobiliers, des produits ou des dons de la nature(2)

(1) *Eléments d'économie politique pure*, Lausanne 1874, p. 213 s. A Walras se rattache étroitement Launhardt, *Mathematische Begründung der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, 1885, § 2.

(2) *Ueber Wert-Kapital und Rente*, Iéna 1893, p. 79 s.

Landry, à son tour, se tient sur le même terrain que Wicksell en tant que lui aussi — en stricte opposition avec Walras — restreint le concept de capital aux biens qui « peuvent être consommés en une fois » (1), donc aux biens d'usage. Mais par une nuance qui lui est particulière, il se sépare — et à la vérité fortement — aussi bien de Wicksell, que de tout autre écrivain. En comprenant en effet sous le nom de capital les biens (consommables) à la jouissance immédiate desquels le capitaliste renonce, par un acte de renoncement se rattachant à la « capitalisation », il arrive à admettre dans le concept du capital à côté des biens réellement existants dont on s'abstient de faire usage, aussi une somme de travail, dont on dispose en faveur d'une utilité future, et nommément encore des *biens n'existant pas du tout*, des biens qui, précisément parce qu'on a renoncé à les créer, ne sont jamais arrivés à exister (2). Je remarque encore que Landry compte aussi dans le capital les *idées* (3) et les *services* (4) qu'on en peut obtenir en les appliquant temporairement à des biens durables.

Si toutes les interprétations dont il a été ques-

(1) « qui sont susceptibles d'être consommés d'un coup » : *L'Intérêt du capital*, Paris, 1904, p. 22, 23.

(2) *Op. cit.*, p. 12 : « Tantôt on nomme capital soit une certaine somme de travail — ce qui a quelque chose de choquant — soit un bien irréel, ce bien qu'on a renoncé à se procurer pour travailler à une production capitalistique et qui n'a point existé ».

(3) P. 17 et 22.

(4) « utilités qui se détachent des biens durables » p. 18 et 22. En admettant dans le concept de capital des utilités *personnelles et matérielles*, Landry se met strictement en opposition avec la définition d'Irving Fisher dont il sera question plus loin.

tion jusqu'ici sont en désaccord sur le groupe de biens à désigner comme capital, il y règne du moins une parfaite unanimité sur ce point qu'il y a un groupe de *biens* méritant ce nom. Une autre interprétation met en doute ce dernier point lui-même et compose la substance du capital, non plus d'une masse de biens matériels, mais de quelque abstraction. Ainsi Mc. Leod tantôt se rattachant à une image déjà familière à quelques-uns de ses prédécesseurs, fait du capital une « provision de travail accumulé », tantôt poussant l'abstraction encore plus loin, il en fait un « pouvoir d'achat » ou un « pouvoir de circulation ». Il nous fait savoir de la manière la plus décisive que ces explications ne doivent pas être prises au figuré, mais tout à fait à la lettre en déclarant en un endroit que c'est par pure métaphore qu'on peut appliquer le nom de capital aux biens, et en disant expressément dans un autre que le capital ne représente d'aucune façon des biens (1). Nous rencontrons quelques dizaines d'années plus tard, une conception d'une analogie frappante dans Kühnast, un excellent juriste. Lui aussi nous explique, en y insistant, que le capital est de nature *immatérielle* et ne se compose nullement d'objets matériels, des biens eux-mêmes, mais seulement de leur *valeur*. « Le capital est la *valeur* de la force productive contenue dans les biens matériels... ou un composé de valeurs matérielles productives » (2).

(1) « It does not represent commodities in any way what ever, but only the power its owner has of purchasing what he wants ». *Elements of Pol. Ec.*, Londres, 1858, p. 66. Cf. aussi, p. 69.

(2) KUHNAST, *Ueber den rechtlichen Begriff des Kapitals*, dans les

Komorzynski aussi peut être mis dans cette même catégorie. Cet auteur, également influencé par sa manière de penser en juriste, repousse à la vérité expressément comme erronée l'opinion des derniers auteurs cités, à savoir que le capital consiste dans la valeur des différents biens, mais il admet avec eux la proposition négative que le capital ne se compose pas non plus de biens : pour lui le capital est bien plutôt un *rappor*t de puissance « Machtverhältniss » sur les biens, qu'une *force de disposition* « Verfügungsgewalt » de ces biens (1).

Enfin l'on trouve encore une certaine parenté dans les idées d'un des théoriciens contemporains les plus éminents de l'Amérique. J. B. Clark attache la plus grande importance à la nécessité de distinguer le « vrai capital » (*true capital*) des biens matériels (*capital goods*) qui le « composent » sans aucun doute. Le vrai capital est d'après lui un fonds durable, permanent, de « *productive wealth* » ou un « *fund of value* » qui, par contraste avec les biens *capitalistiques* concrets qui composent le capital et qui doivent continuellement être détruits et disparaître, a une existence permanente, pouvant se continuer. C'est par cette manière d'être différente, que se manifeste la non-identité des deux notions qui, par suite, ne doivent pas non plus être traitées identiquement dans la science. Comme « vrai capital » dont les problèmes du capital ont à s'occuper, il

Beiträge zur Erläuterung des deutschen Rechts, XXVIII, 1884, p. 356 et s., surtout pp. 385-387.

(1) *Die nationalökonomische Lehre vom Kredit*, Innsbruck 1903, p. 135 s., 163 s.

ne faut pas considérer les biens capitaux mais le « permanent fund » et une théorie qui considère les biens concrets comme les pivots du concept du capital, conduirait le char des recherches scientifiques dans une fausse ornière (1).

Quelle que grand que soit le nombre des définitions divergentes du concept du capital, dont nous avons

(1) *Genesis of capital*, dans « Yale Review », novembre 1893, *passim*, surtout pp. 302-308 ; *Distribution of Wealth*, 1899, p. 116 s. Dans les extraits ci-dessus je ne me suis servi que des termes que Clark a maintenus ou confirmés dans ses écrits postérieurs. Dans ses premiers écrits il donne à cette même pensée une forme qui me semble plus radicale, mais aussi plus claire. Le « permanent fonds », comme concept *abstrait* du capital est opposé aux biens concrets et l'explication est complétée par lui par ces mots qu'il (le capital abstrait) s'incorpore (*resides*) dans bien des choses de diverses sortes, mais qu'il consiste (*consists*) dans une essence (*entity*) unique commune à toutes ces choses : à savoir ; dans l'utilité sociale effective » (*Capital and its earnings*, 188, p. 11). De cette rédaction on pourrait conclure bien plus nettement que Clark, tout comme Mc. Leod et Kühnast, comprenait sous le nom de capital une somme de valeurs abstraites. Ses écrits postérieurs affaiblissent cette pensée, peut-être sous l'influence des critiques dont il a été l'objet. Dans la *Distribution of wealth*, 1899, le capital ne consiste plus dans l'abstraction « utilité sociale) mais dans les biens capitaux concrets (p. 116) : on lui attribue un caractère « matériel » et « concret » (p. 116 note marginale) ; le nom de capital « abstrait » ou « pur » est abandonné en faveur du nom de « vrai capital » (p. 120, 137) ; dans un article paru récemment, article de polémique, le capital est enfin désigné comme « une *masse d'objets* tels que des machines, des outils, des bâtiments, etc. » (*Das Wesen des Kapitals*, dans *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung*, v. XVI, p. 428) et l'auteur admet que « pour un instant mathématique » il n'y a pas de différence entre le capital et les biens capitaux (*ibid.*, p. 428). Malgré cela il maintient aussi énergiquement qu'auparavant la distinction fondamentale entre le « capital » et les « biens capitaux » et que le premier désigne toujours encore une « valeur résidant » dans les biens-capitaux (*op. cit.*, p. 439). J'avoue que ces commentaires plus récents me paraissent d'autant moins clairs et d'autant moins faciles à saisir, qu'ils s'efforcent de s'écarter davantage de l'ancienne rédaction, plus radicale. V. encore plus loin.

parlé jusqu'à présent, les dissidences d'opinions sont loin d'être épuisées. Tandis qu'en effet les interprétations considérées jusqu'ici diffèrent déjà extérieurement dans la définition, il arrive aussi que tout en étant d'accord sur la formule apparente de la définition, on ne l'est pas sur la chose. C'est ce qui a pu arriver en attribuant un sens différent à un mot, uniformément employé comme caractéristique de la définition. En négligeant de moins importants, il y a deux termes caractéristiques de la définition, à l'interprétation différente desquels se rattachent effectivement des significations divergentes du concept du capital. Le premier est le mot « bien ». Parmi les nombreux auteurs qui unanimement expliquaient le capital comme une provision ou un ensemble de biens, l'un prenant le mot dans son sens restreint, n'avait en vue que des *biens matériels*, l'autre qui en étendait le sens à des choses *immatérielles* avait en vue des objets tels que l'Etat, la paix, le droit, la science politique, la vertu (1), tandis qu'un troisième comprenait aussi sous le nom de capital les qualités et les forces personnelles utiles (2) considérées comme des biens, et un quatrième, les hommes eux-mêmes (3). C'est

(1) Cf. KNIES, *Das Geld*, p. 17 s. (2^e éd., p. 38).

(2) Il en est ainsi occasionnellement de Smith lui-même, de J.-B. Say et de beaucoup d'autres, parmi lesquels récemment aussi Marshall et Einarsen.

(3) Déjà Canard (« Le patrimoine fondamental de celui qui s'entend à exercer un art ou un métier, est sa *propre personne* »), plus tard Mc. Culloch, *Principles of Political Economy*, 1825, p. 319 : « A labourer is himself a part of the national capital ». Ibid., il explique le salaire comme l'intérêt du capital de la « machine nommée homme ». De même tout récemment Walras et Fisher.

avec la même ambiguïté qu'on s'est servi du second terme caractéristique de la définition « moyens de production », parfois « production ». En effet, tandis qu'une partie des savants — et même la grande partie — entendait par production simplement la création de moyens de satisfaction des besoins de l'homme, une autre partie y adjoignait la production de « biens intérieurs », la création d'états satisfaisants de la personne humaine et dans la personne, ce qui eut pour conséquence, de faire perdre au terme caractéristique de la définition « moyen de production » tout le sens restrictif qu'il pouvait contenir, et que même tous les biens de jouissance immédiate en tant qu'ils aident à produire les « biens intérieurs » de la satiété, de la santé, de la culture, etc., participaient au concept de capital. On peut nommer Roscher comme le représentant le plus éminent de cette nuance : il commence par définir le capital « tout produit qui est réservé pour une production ultérieure », mais il établit ensuite dans le concept général de capital les subdivisions de « capital de production » et de « capital d'usage » suivant que les biens-capitaux interviennent dans la production de biens *matériels* ou « dans la production de biens personnels ou de rapports utiles (1). Dans la pratique son concept du capital se rapproche par là passablement de celui de Turgot, malgré la divergence de la définition.

A la fin de cet aperçu, je placerais encore trois essais de définition provenant de trois contemporains éminents et qui ne sauraient être rangés unique-

(1) *Grundlagen der Nationalökonomie*, § 42 s.

ment dans aucun des groupes de définitions mentionnés jusqu'ici, mais qui doivent être particulièrement signalés, déjà pour cette raison qu'ils sont le fruit de longues années d'études de spécialistes distingués, très au courant de leur sujet, et parce que ces savants les ont entrepris en pleine connaissance de la défectuosité des définitions qui leur avaient été transmises et ens'efforçant de présenter enfin un point d'entente acceptable à une terminologie arbitrairement multipliée à l'infini. Malheureusement ce point d'entente est de nouveau cherché par chacun dans une direction différente.

La proposition de C. Menger qui résulte d'études historiques et critiques très étendues recommande le retour au concept matériel populaire du capital. C'est à tort que la science aurait cru devoir former un concept du capital différent de la conception populaire ; cela ne l'aurait conduite qu'à des écarts et à des inconséquences ; ce qui répondait le mieux à ses propres fins, c'était de suivre la langue populaire si finement nuancée qui entend par capital « des sommes d'argent qui rapportent » ou des portions de patrimoine présentées en comptabilité comme argent portant intérêt. « Le concept réel de capital embrasse le patrimoine de l'économie d'acquisition de quelque nature qu'il puisse être en soi au point de vue technique, en tant que sa valeur en argent est l'objet de notre calcul économique, c'est-à-dire que ce patrimoine se présente à nous dans la comptabilité comme une somme d'argent rapportant des intérêts (1). »

(1) MENERG, *Zur Theorie des Kapitals*, dans les *Jahrbücher für Nat. u.*

Irving Fisher veut voir la cause de l'insuccès des définitions antérieures du capital dans la fausse conception du problème qu'il s'agissait de résoudre. Depuis Adam Smith en effet, tous ceux qui ont tenté de déterminer le concept du capital, auraient pensé qu'il s'agissait d'un *Problème de classification*, qu'il fallait subdiviser en deux catégories, le concept de « wealth » au sens prétendu large, dont l'une comprendrait le capital, et l'autre, les éléments quelconques des « wealth » ne faisant pas partie du capital. Cette conception serait cependant fautive. Le capital comprendrait toutes les provisions de biens, tout le « wealth » sans exception. Il aurait cependant un contraire. Seulement ce contraire ne se trouverait pas dans quelque partie des provisions de biens qui ne seraient pas du capital, mais dans le concept de revenu. Les masses de biens (1) peuvent en effet, mises en rapport avec le facteur du *temps*, être considérées en général sous un double point de vue : on peut avoir égard ou à un seul *moment*, ou à un *espace* de temps. Au premier point de vue correspondrait le concept du capital, au second celui du revenu. Le capital serait un *fonds*, le revenu un *courant* (2). Mais en cela ne réside pas

Stat. N. s., vol. 17, p. 40. Cf. aussi ci-dessus, p. 34. Richard Hildebrandt avait aussi déjà recommandé un concept du capital en quelque sorte analogue, dans son livre : *Theorie des Geldes*, 1883, p. 76.

(1) Fisher dit « wealth » ; l'allemand n'a pas de mot parfaitement congruent, comme inversement l'anglais n'a pas de mot qui corresponde exactement à l'allemand « Vermögen » (patrimoine).

(2) *What is capital ?*, dans « *Economic Journal* », décembre 1896, p. 513 : *The nature of capital and income*, New-York, 1906, p. 51 s. Par le premier article cité I. Fisher commença de son temps une série de trois articles sur le capital, débordants d'esprit et de sagacité ; les deux

tout le contraste entre les deux. Le capital serait en effet un fonds de *biens* (wealth), tandis que le revenu serait un courant de *services*. Fisher arrive ainsi aux définitions antithétiques de capital : « stock of *wealth* existing at an *instance* of time » et de revenu : « *flow* of services through a *period* of time » (1)

Cette définition du capital, la plus large de toutes, admet les biens de tout genre, biens de production et biens de jouissance, biens mobiliers et biens fonds, biens durables et biens de consommation, et aussi les personnes elles-mêmes, que Fisher comprend expressément dans le concept de *wealth* et qu'il n'exclut pas du concept du capital (2) Et quelque

autres articles qui suivirent traitaient les *Senses of capital* (Juin 1897) et *The Role of capital in Economic theory* (décembre 1897). Leur contenu fut toutefois recueilli, non sans quelques modifications importantes dans l'ouvrage paru environ dix ans après sur *The Nature of Capital and Income*.

(1) *Nature of capital*, p. 52. Ici on peut signaler dans les vues de Fisher un changement non sans importance qui atteint certes non directement mais bien indirectement sa définition du capital, dans ce qui la sépare du concept de revenu avec lequel elle doit être en opposition. Dans l'article *What is capital?* Fisher avait en effet fondé la différence entre le capital et le revenu sur cette *seule* opposition que le premier était un « stock » et le second un « flow », mais il avait en même temps très fortement accentué que les deux se composaient d'objets semblables. Tout le capital d'une société à chaque moment particulier se compose de tous les biens (*commodities*) de toute sorte et de toute nature, que cette société possède en ce moment et est en opposition avec les courants de la production, de la consommation et de l'échange *de ces mêmes biens* » (*op. cit.*, p. 514). Sur l'histoire de ce changement d'opinion, v. l'article aussi sagace que nourri de Fetter : *The nature of capital and income*, dans le « Journal of Political Economy » mars 1907, p. 131, 132, 137 et la réplique de Fisher, *ibid.*, juillet 1907, p. 421 s.

(2) *Nature of capital*, p. 5-7 ; cf. aussi l'examen que Seager fait de l'ouvrage de Fisher dans : *Annals of Pol. Ec.*, juillet 1907, p. 421 s.

extension qu'ait prise cette définition, elle en reçoit une plus grande encore par ce fait que Fisher reconnaît plusieurs « sens » (*senses*) au mot capital, et que dans un de ces sens, et à la vérité celui pour lequel, faute d'un autre commentaire, il déclare vouloir employer lui-même régulièrement le terme capital, il désigne comme capital non les biens qui composent le *stock of wealth*, mais leur valeur comme capital, se mettant ainsi d'accord avec Clark, comme il l'explique lui-même (1).

A. Marshall enfin, qui a consacré plusieurs années de méditation à ce sujet, et qui, à l'occasion des diverses éditions de son principal ouvrage, l'a soumis à un examen approfondi et répété, est arrivé à un point de vue que nous pourrions bien appeler celui de la résignation. Sa conviction dit-il, s'est de plus en plus affermie que toute distinction bien tranchée entre le « capital » et les autres formes de biens (*forms of wealth*) a quelque chose d'artificiel. Quelle que soit la ligne de séparation qu'on tire, d'une part les attributs qu'on reconnaîtra au capital n'existent pas au même degré dans toutes les parties du capital, d'autre part ces attributs se trouvent dans d'autres formes de biens. On se voit donc forcé, dans toute classification de ce genre, de se décider d'après de simples différences de degré (*emphasize differences of degree*). Cela s'applique aussi en particulier à toute tentative de baser la division sur les attributs les plus caractéristiques du capital, ceux de *productiveness* et de *prospectiveness*. Même la langue usuelle employée dans les affaires ne donne

(1) *Op. cit.*, p. 67. Cf. aussi à ce sujet FETTER, *op. cit.*, p. 135 et s.

pas d'indication sérieuse et ne peut pas par suite rigoureusement enchaîner la science. La situation se présente donc à lui comme suit : il y a une série de classifications ou de distinctions différentes, d'après lesquelles on a établi des définitions plus ou moins précises du capital, dont chacune est utile à certains buts spéciaux ; et pour chacune d'elles il serait désirable d'avoir un nom particulier. *Mais il n'y a pas une définition rigoureuse unique, qui serait d'un emploi général ; bien plus il reste toujours quelque point à préciser par le contexte* (1).

En se mouvant dans ce programme, qui dispense pour ainsi dire par lui-même d'établir un concept du capital unitaire et parfaitement conséquent, Marshall lui-même se résout à faire du nom de capital l'usage qui suit : il trouve que de même qu'on souligne la différence de degré qui est inévitable dans toute définition du capital, on peut la souligner d'une façon analogue dans un second concept, celui du revenu, et qu'en même temps c'est la notion d'un revenu à obtenir qui est le trait proprement carac-

(1) *Principles of Political Economy*, 3^e éd., p. VI s., 141 s., 152. Je cite d'après la troisième édition, et non d'après la dernière (cinquième) parce que celle-là contient certains jugements très caractéristiques et qui ne se trouvent plus dans les dernières éditions (dans celles, p. ex., où toute la préface de la troisième n'a pas été réimprimée). Je crois être autorisé à admettre que cette omission ne doit pas signifier le désaveu de ces jugements. Car dans tout ce qu'il y a de positif, p. ex., dans la définition du « trade capital » d'une part et du « social capital » d'autre part, les dernières éditions concordent essentiellement et le plus souvent même textuellement avec la troisième, et cela me permet bien d'admettre, qu'il n'y a pas eu non plus de changement essentiel dans les motifs qui ont conduit l'auteur dans les différentes éditions à des résultats aussi concordants.

téristique par lequel la langue usuelle se laisse guider dans l'emploi du nom de capital. On entend en effet par capital toujours cette portion du patrimoine d'un sujet dont celui-ci compte tirer un revenu. Mais suivant qu'on donne à ce dernier concept un sens plus étroit ou plus large, on arrive à tout autant d'interprétations étroites ou larges correspondantes du concept de capital : les deux concepts corrélatifs varient toujours en commun dans leur étendue. Or, Marshall, en tenant compte de plusieurs interprétations, les plus importantes en pratique, du « revenu » arrive à établir un certain nombre de concepts différents du capital. Dans un sens très étroit de la langue usuelle on ne compte comme revenu que des rentrées sous forme d'argent. A ce sens correspond le concept du capital dans le monde des affaires où l'on désigne comme capital d'une personne, la partie de son patrimoine qu'elle consacre à l'obtention d'un revenu en argent. Marshall définit ce « trade capital » plus exactement par l'ensemble « des biens extérieurs qu'une personne emploie dans ses affaires, soit pour les vendre contre de l'argent, soit pour les appliquer à la production de choses qui seront vendues pour de l'argent » et il déclare qu'il ne faut pas perdre de vue ce concept du capital partout où il traite du capital du point de vue de l'individu (1).

Par « social capital » il définit au contraire toutes les sortes de biens (exception faite du sol et des autres dons naturels libres) qui procurent un revenu dans le sens vulgaire où ce nom est employé

(1) *Op. cit.*, p. 143, 144, 152 : la définition proprement dite, textuellement dans la 5^e éd., p. 72.

dans la pratique journalière de la vie, celle-ci trouvant à son tour son expression la plus juste dans la pratique des commissaires de l'impôt sur le revenu. Le « social capital » embrasse donc « tous les objets qui servent à des buts d'affaires, qu'ils soient des machines, des matières brutes ou des biens fabriqués, des théâtres et des hôtels, des fermes et des maisons de rapport, mais non les meubles ou les vêtements qui sont à l'usage particulier de leurs propriétaires ». Car, bien qu'il soit possible et imaginable de compter également comme revenu les avantages qu'on retire de l'utilisation de tels objets d'usage et bien que l'application des mathématiques au problème de la répartition conduise même à cette manière de voir, elle n'est cependant pas usuelle dans la vie journalière, et spécialement dans la taxation de l'impôt sur le revenu : on prend à la vérité en considération quelques objets d'usage particulièrement importants et en même temps faciles à taxer, tels par exemple les maisons d'habitation dont le propriétaire lui-même fait usage (que Marshall pour cette raison range aussi dans le concept du capital social) mais non pas les meubles et les vêtements (1).

Dans un troisième sens encore plus large Marshall compte enfin comme capital non simplement les « biens extérieurs » mais aussi le « personal wealth » c'est-à-dire les forces, les capacités et les qualités personnelles des gens qui favorisent leur activité industrielle et professionnelle. Elles constituent le

(1) 3^e éd., p. 152 s. ; essentiellement et littéralement concordant dans l'énumération des parties constitutives du capital social avec la 5^e éd., p. 78.

« personal capital », qu'à la vérité Marshall déclare ne pas vouloir comprendre dans le mot « capital » employé par lui sans addition, mais qui peut cependant être compris « irréciproquement » dans un sens plus large du mot et qu'il y range effectivement dans plusieurs circonstances (1).

II. — *Mon projet de formule*

A la vérité nos savants ne nous ont pas par ailleurs non plus gâtés par la concordance de leurs définitions : mais quand les opinions divergent ainsi à l'infini, l'objet de la discussion doit offrir quelque chose de tout à fait particulier. Je crois que Knies a très bien jugé cette particularité quand il dit : « qu'ici c'est tout autre chose que ce qu'ailleurs dans la science on appelle une polémique au sujet d'une *définition* réussie ou manquée, exacte ou fausse (2) ». Ce n'est pas la définition qui est en discussion, mais la chose même, ou, dirais-je encore plus volontiers, la terminologie. Les définitions sont tellement différentes, non tant parce que la chose unique à définir apparaît à chacun sous un autre jour, que parce que chacun définit une tout autre chose, et qu'ainsi les définitions étrangères à la chose envahissent le terrain, uniquement parce que chacun se réclame

(1) 3^e édit., p. 154 s., 745 s. Dans la 5^e édit., le passage ci-dessus qui introduit expressément le concept de « personal capital », ne se trouve pas à la vérité et ce concept a aussi disparu de l'index, mais Marshall continue à s'en servir dans le contexte de son ouvrage, V. p. ex., 5^e éd., p. 660.

(2) *Das Geld*, p. 5.

du mot capital pour en faire l'étiquette de l'objet qu'il a défini.

Il saute aux yeux que cette circonstance est tout aussi propre à expliquer cette prodigieuse diversité d'opinions qu'à compliquer, hélas ! la solution du problème. Car, dans les questions de nomenclature il n'y a, à la rigueur, ni tort ni raison, par suite non plus de preuve véritablement convaincante ; on s'en rapporte seulement à la plus ou moins grande convenance, sur laquelle on peut toujours, jusqu'à un certain point, différer d'opinion. Il est clair toutefois que notre controverse doit aboutir à quelque chose. Il est impossible que la science laisse à tout jamais à ses adeptes la liberté de désigner par le même nom dix ou douze objets absolument différents ; il lui faut des pensées claires, et pour cela il lui faut tout d'abord des concepts clairs et un langage clair.

Il faut donc se mettre d'accord. Et on le fera tout aussi bien qu'on s'est mis d'accord et qu'on se met continuellement d'accord sur les innombrables points litigieux que soulève incessamment la nomenclature des sciences naturelles descriptives, de la zoologie, de la botanique, de la minéralogie, de la géologie. La majorité se met d'accord, et au sujet des récalcitrants on passe lentement mais sûrement à l'ordre du jour.

Sur laquelle des nombreuses interprétations de notre concept de capital peut-on espérer réunir les hommes sans parti pris ? A mon avis, ce ne sera pas — une fois qu'on aura bien compris que la controverse est surtout de nature terminologique — aussi difficile qu'on pourrait le croire à en juger par le degré de confusion qui subsiste jusqu'à présent.

Heureusement, en effet, aucun doute ne peut régner sur certains principes directeurs qu'on doit observer dans les questions de terminologie. Et si l'on manie impartialement ces principes généralement admis, une immense majorité des définitions du capital qui sont en concurrence seront résolument écartées et il en restera tout au plus deux ou trois entre lesquelles le choix assez réduit pourra balancer ; et même dans ce cercle plus étroit les raisons de convenance qui doivent servir de règle pèsent si inégalement qu'on peut espérer avec une grande probabilité, qu'un peu plus tôt ou un peu plus tard, un concept déterminé à la vérité ne s'imposera pas forcément, puisqu'il n'y a en somme que des raisons de convenance, mais sera adopté librement par une majorité décisive.

Ces principes directeurs me semblent être les suivants. Avant toutes choses il faut naturellement que la définition qui doit être adoptée n'ait rien de choquant logiquement ; c'est-à-dire, qu'elle ne doit pas se contredire elle-même, mais doit s'identifier avec l'objet que l'auteur veut définir. Ensuite il ne faut pas faire de gaspillage terminologique : c'est-à-dire, on ne doit pas donner le nom de capital comme synonyme à un concept déjà nommé, tant que d'autres concepts féconds, auxquels le nom de capital d'après sa nature conviendrait également, restent encore tout à fait innommés. Il faut, *troisièmement*, que le concept à adopter soit scientifiquement important et fécond. Et enfin *quatrièmement* — last not least — le nom de capital sera laissé, à moins que d'autres raisons logiques opportunes ne réclament impérieusement un changement, au concept qui était déjà

désigné par ce nom dans la langue par l'usage le plus ancien et le plus général. Ou, pour parler sans détours, tout le monde traite aujourd'hui les problèmes théoriques et sociaux les plus importants sous le nom vulgarisé de capital, et c'est pourquoi l'on doit, autant que possible, disposer du nom de capital de manière à épargner au monde dans toutes les controverses contemporaines un changement de nom toujours fâcheux et toujours dangereux par la confusion qui en résulterait.

En ne perdant pas de vue ces règles, je proposerais la solution suivante des controverses comme la plus appropriée au but :

Nous nommons en général capital un ensemble de produits servant de moyens d'acquisition des biens. De ce concept général du capital se dégage le concept plus étroit du *capital social*. Nous nommons capital social un ensemble de produits servant de moyens pour acquérir des biens ayant une valeur au point de vue de l'économie sociale, ou bien, comme l'acquisition de ces biens n'a lieu que par la production, un ensemble de produits destinés à servir à une production ultérieure ; ou enfin en peu de mots un *ensemble de produits intermédiaires*. Comme désignation synonyme du plus large des deux concepts on peut aussi employer — très convenablement — le nom de « *capital lucratif* » (*Erwerbskapital*) ou — moins convenablement, mais en revanche plus conformément à la langue usuelle — le nom de *capital privé*. Le capital social au contraire peut aussi s'appeler simplement *capital productif* (*Produktivkapital*). Les raisons suivantes militent en faveur de cette solution.

Le capital, tant dans son sens le plus large que dans son sens plus étroit, désigne une catégorie de biens de la plus haute importance au point de vue de la science. Les « produits servant à des buts lucratifs » ont une importance capitale dans la théorie du revenu comme source d'« intérêt du capital », tandis que les « produits intermédiaires » ont une importance au moins aussi grande dans la théorie de la production. La différence entre la production directe, au jour le jour, et la production usant de détours fructueux est tellement fondamentale, qu'il serait on ne peut plus désirable d'établir aussi un concept particulier pour cette dernière, ce qui se fait de la manière, non la seule possible, — nous le verrons plus loin — mais d'une manière convenable, en comprenant dans le concept du capital les « produits intermédiaires » qu'on obtient par les détours de la production.

Ensuite la solution proposée est la plus conservatrice. Je ne veux pas attacher trop d'importance à ce fait, que déjà l'histoire de l'origine du nom de « capital » indique une notion d'acquisition ou de gain, auquel notre définition est restée fidèle. En tous cas la double notion de l'acquisition d'intérêts d'une part et de la production d'autre part a été introduite par Smith dans le concept de capital et y a été maintenue depuis sans interruption dans la langue scientifique. On n'a donc pas besoin — et c'est là un avantage très sensible — de commencer par créer une majorité en sa faveur par une révolution terminologique, car cette majorité — du moins relative — existe déjà aujourd'hui et pourrait plus facilement que toute autre opinion opposée devenir

l'unanimité grâce à l'adjonction de nouveaux éléments sans parti pris (1).

A cela se rattache cet autre avantage d'éviter un changement de nom toujours troublant pour les

(1) Pour rendre hommage à la vérité, je dois remarquer que cette majorité était bien plus nettement dessinée alors que parut la 1^{re} éd. de cet ouvrage (1889) qu'elle ne l'est aujourd'hui et qu'en particulier, d'après l'état actuel de la littérature, je ne pourrais plus maintenir dans toute son étendue une proposition que je pouvais énoncer alors, à savoir : que précisément les écrivains qui se sont occupés *ex professo* et de la manière la plus approfondie de l'étude du concept et des problèmes du capital étaient arrivés, presque sans exception, à établir exactement un même concept ou du moins approximativement le même. Alors je pouvais en effet m'en référer aux vœux exprimés dans les plus récents travaux de la littérature spéciale par L. Cossa, Ricca-Salerno, Supino, Rodbertus, Wagner, Sax, Pierson, Gide et aux études essentiellement concordantes avec ces vœux de la littérature anglaise, avec lesquels un nombre très minime des spécialistes d'alors étaient en opposition dans ce domaine des recherches sur le capital. Pour bien montrer l'état de « l'opinion publique » quant à notre question j'ai pu citer cette phrase de Kleinwächter (dans la 2^e éd. du *Handbuch* de Schönberg, p. 210) : « L'usage qui domine aujourd'hui dans la langue scientifique considère comme un caractère essentiel du capital d'être un *moyen de production matériel* », on ne diffère que dans la question s'il faut ou non compter les biens-fonds parmi le capital. L'activité extraordinaire qui s'est manifestée dans les vingt dernières années dans l'étude littéraire de toutes les questions se rattachant au capital, s'est aussi exercée sur le domaine de la définition du capital, et ici, comme il arrive d'habitude là où les opinions sont encore en fermentation, elle a produit même parmi les spécialistes, de nombreuses opinions divergentes. Mais comme ceux-ci ne diffèrent pas seulement de l'ancienne majorité, mais diffèrent tout autant entre eux — C. Menger, Marshall, Wicksell, Clark, I. Fisher et Landry, par exemple ont chacun une autre définition du capital —, leur apparition n'a conduit qu'à la formation d'un certain nombre de petites minorités dispersées, dont chacune peut encore bien moins prétendre à devenir le centre de cristallisation d'une unanimité future des opinions, surtout que chacune, comme j'aurai encore à l'exposer, peut être l'objet d'objections critiques qui, à mes yeux, sont de bien plus grands obstacles à un acquiescement unanime que les imperfections indéniables qui sont inhérentes à la conception traditionnelle du capital. Mais

deux séries de problèmes qui sont traités aujourd'hui sous le nom de capital. Le nom populaire de capital est conservé aussi bien au « facteur de la production » qu'à la « source de rentes » et enfin il me semble que c'est aussi un avantage non méprisable que de n'avoir pas besoin avec notre définition, en dépit de la différence matérielle qui existe entre le capital facteur de production et le capital source de rentes, d'établir deux concepts du capital absolument étrangers entre eux, qui n'auraient rien de plus de commun que « *Bauer* » paysan n'a de commun avec « *Vogelbauer* » cage d'oiseau. Mais nos deux concepts du capital ont juste assez de rapport, pour qu'on puisse les comprendre formellement dans une même définition et les opposer ensuite l'un à l'autre comme concept de capital plus large ou plus restreint. Bien intime, leur rapport ne l'est pas, et ne saurait l'être d'après ce qui a déjà été dit : il repose en effet uniquement sur cette circonstance fortuite que pour la société dans son ensemble, pour laquelle il n'y a pas d'autre gain que par la production, le cercle des *moyens d'acquisition* produits (capital dans le sens étendu) coïncide avec le cercle des *moyens de production* produits, qui forment ainsi le « *capital social* ». Je dis « *capital social* » et non *capital national* ou

celle-ci a aussi reçu dans ce dernier laps de temps l'adhésion de voix tellement nombreuses et si autorisées qu'elle continue à « dominer » dans l'opinion publique. C'est ainsi que Philippovich écrit dans la 6^e éd. de son Manuel si répandu (1906) que « les concepts du capital expliqués ici peuvent être considérés pour le moment comme *dominant* dans la littérature de l'économie politique et Lexis s'exprime de même dans l'article « *Kapital* » du *Wörterbuch der Volkswirtschaft* (1898) : « c'est, dit-il, certes la conception scientifique *la plus répandue* aujourd'hui ».

capital d'*économie nationale* comme on le dit habituellement. Car pour une économie nationale délimitée, ce ne sont pas seulement les biens productifs, mais aussi les biens de jouissance prêtés à l'étranger qui servent à produire un gain. Celui qui veut donc établir un concept du capital d'économie nationale doit ou bien y comprendre outre les biens productifs, encore les biens de jouissance qu'on vient de nommer, ce qui constituerait un concept bien peu intéressant ; ou bien s'il ne veut y comprendre que les biens productifs, il devra établir ce concept sur une base tout à fait indépendante, en rompant toute relation logique avec l'autre concept du capital — chose également fâcheuse — notre « capital social » évite ces deux difficultés.

III. — *Critique des propositions opposées*

Et maintenant passons en revue les autres concepts du capital qui ont été proposés et examinons si l'un quelconque d'entre eux satisfait mieux aux exigences de la science.

S'il en est un qui puisse avoir des chances de succès c'est celui que je puis le plus simplement désigner par « fonds national de subsistances » et qui, entre parenthèses, concorde avec les « provisions de bien accumulées » de Turgot. Ce concept comprend tous les biens matériels à l'exception de la terre. Dans le cours de notre exposition théorique, il nous faudra plus tard en prendre une connaissance très exacte ; c'est pourquoi, afin d'éviter les répétitions, je me dispenserai ici de toute expli-

cation plus précise. Disons seulement que le concept du fonds national de subsistances est également un concept d'une grande fécondité scientifique, et précisément pour les problèmes qui se rattachent au nom du capital. Et c'est justement au phénomène de la production « capitaliste » exécutée par des moyens détournés, qu'il se rattache encore plus heureusement que le concept des « produits intermédiaires », auquel nous avons donné la préférence. Car ce dernier embrasse certes tous les biens qui s'obtiennent une fois *qu'on est engagé dans la voie des détours* de la production et qui aident à la poursuivre et à l'achever, mais il ne comprend pas le fonds du début, ces biens d'usage dont on a besoin pour pouvoir en général s'engager dans la voie de la production. Il exclut donc précisément le premier et si important maillon de la chaîne, tandis que le concept de fonds de subsistances, tel que je le comprends, embrasse tout l'ensemble des biens à l'aide desquels la production capitaliste est *mise en train et poursuivie jusqu'au bout*. Si malgré cela, je n'ai donné à ce concept si important pour la théorie du capital que le second rang, c'est pour les raisons suivantes : *Premièrement*, à cause de la difficulté de distinguer nettement les provisions de subsistances qui servent à l'acquisition et à la production de celles qui n'ont aucun rapport avec l'acquisition et qui par conséquent n'ont rien de commun avec les problèmes scientifiques du « capital » (1).

(1) Je ne voudrais pas m'étendre ici inutilement sur des choses qui plus tard s'éclairciront d'elles mêmes. Je ne ferai qu'une seule remarque. Pour des raisons que ROBERTUS (*Das Kapital*, p. 301 s.) avait déjà

Deuxièmement, le concept de « produits intermédiaires » reste toujours d'une si grande importance, qu'en soi il est à peine moins digne que celui de fonds national de subsistances d'être mis en relief et d'être distingué par le nom de capital : et dans cette concurrence les produits intermédiaires me semblent *troisièmement* avoir pour eux la prépondérance catégorique et décisive que donne une longue naturalisation dans la langue usuelle. Il ne faut pas de nouveau priver de nom le capital facteur de la production, et c'est pourquoi il faut que le « fonds national de subsistances » cède le pas (1).

assez bien démêlées et qui seront mises en pleine lumière plus loin (livre IV) il n'importe nullement de faire ressortir uniquement et de compter dans le capital les réserves de subsistances des ouvriers productifs. Ou bien on restreint le dernier concept aux biens qui servent *directement* à la production, par conséquent aux biens productifs proprement dits, alors les moyens de subsistance en général et par suite aussi les moyens de subsistances des ouvriers n'en font pas partie. Ou bien on admet dans le concept du capital outre les « produits intermédiaires » encore ces produits de jouissance achevés dont la présence sert *indirectement* à la production : alors il faudra aussi admettre, comme on le montrera en temps opportun, encore certaines avances de subsistances qui sont données aux propriétaires fonciers et aux capitalistes. Mais alors on se trouve immédiatement en présence de la difficulté mentionnée dans le texte de fixer nettement dans quels cas les avances de subsistances données à des gens qui ne produisent pas eux-mêmes favoriseront encore indirectement la production et, quand elles n'ont plus aucun rapport avec elle.

(1) Dans cet état de choses on ne doit naturellement pas me croire infidèle à ma définition du capital quand, dans ma description du processus de la production et dans mon explication de l'intérêt du capital je serai fréquemment amené à employer avantageusement aussi le concept de « fonds national de subsistances ». Si, en effet, plusieurs concepts sont en même temps de grande importance dans une explication scientifique, la science doit aussi les utiliser tous, bien que naturellement elle ne soit pas en état de leur donner à tous le même nom.

Continuons. De « l'accumulation de biens » de Turgot, c'est le concept du capital de Roscher qui se rapproche le plus. Je dois le considérer comme rien moins qu'heureux. Dans la forme qu'il donne à sa définition, Roscher se rattache visiblement à la conception qui sert également de base à notre définition du capital, puisqu'il comprend sous la désignation de capital « tout produit qui est conservé pour une production ultérieure » (1). Seulement dès les lignes suivantes, dans son énumération des éléments constitutifs du capital national, il incline vers la conception de Turgot, puisqu'il comprend dans le capital les *habitations*, « les ustensiles pour des services personnels », bref des biens d'usage immédiat. S'il se rapproche ainsi de Turgot, c'est grâce à la signification très large qu'il donne aux concepts de « production » et de « moyens de production ».

De même Fisher me semble rattacher une interprétation erronée à une observation très juste en soi, quand il prétend que mon « intérêt du capital » n'a pas de filiation sérieuse avec mon « capital » et que je ne suis arrivé à une juste théorie de l'intérêt qu'en m'écartant de la définition du capital que j'avais si soigneusement élaborée, puisque le phénomène de l'intérêt capitalistique primitif se manifeste également en d'autres objets que les « produits intermédiaires » (*The role of capital, Ec. Journal*, déc. 1897, p. 523). Il est parfaitement juste que le phénomène de l'intérêt du capital n'est en réalité pas uniquement en relation avec le groupe assez étroit des « produits intermédiaires ». Mais Fisher oublie que dans le sens que je lui donne le concept des « produits intermédiaires » n'est pas du tout destiné à être en relation avec le phénomène de l'intérêt du capital : « Les produits intermédiaires représentent en effet, d'après ma conception, uniquement le capital facteur de production, tandis que la source de rente qui doit être bien distinguée de ce capital est représentée par mon concept du capital d'acquisition ou capital privé qui comprend outre les « produits intermédiaires » encore des biens d'autre genre.

(1) *Grundlagen der Nationalökonomie*, § 42.

Il considère en effet toute satisfaction d'un vrai besoin comme la production d'un « bien personnel (1) » et cela lui permet de reconnaître comme moyen de production toute chose qui sert à la satisfaction d'un besoin, par suite absolument tous les biens. Il est évident pour tout homme impartial que cette pratique n'est pas opportune. Elle fait disparaître inutilement l'opposition très sensible qu'il y a cependant entre la production des moyens de satisfaction et leur consommation. Elle marque, par exemple, le paresseux oisif du sceau d'un producteur zélé qui s'applique constamment à produire les biens personnels de la satiété, du confortable, du plaisir, etc., et elle conduit en outre à une confusion terminologique regrettable. En effet, en transformant le concept de « moyens de production » en un synonyme du concept « biens » il ne reste plus de nom pour les vrais moyens de production. Mais puisqu'il faut les distinguer et les distraire, comme catégorie économique très importante, des biens d'usage, on tombe d'un embarras, d'une ambiguïté terminologique dans une autre. Cela apparaît de prime abord très nettement dans le concept de capital de Roscher lui-même. Il sent en effet le besoin très compréhensible de séparer dans son concept du capital les biens qui servent à la production des « biens matériels » des autres biens qui servent à la production des « biens personnels ». Il le fait en désignant ceux-là par le mot de « capitaux productifs » et ceux-ci par le mot de « capitaux d'usage ». Manière de s'exprimer doublement fâcheuse ! D'abord, en opposant les

(1) Cf. *Grundlagen*, § 211.

« capitaux d'usage » aux capitaux productifs, on leur refuse implicitement la qualité de moyens de production, tandis que c'est précisément en se basant sur cette qualité qu'ils peuvent être admis dans le concept de capital : « des produits conservés pour une *productin* ultérieure ». Deuxièmement, le même mot « productif » doit servir à la fois à désigner un caractère qui *relie* tous les capitaux et un autre caractère qui sépare une moitié des capitaux des autres. Peut-on user plus fâcheusement de la terminologie ? (1)

Mais la définition du capital de Roscher n'est pas seulement impropre, elle est en outre, à ce que je crois, logiquement critiquable, parce qu'elle ne coïncide pas avec le cercle des objets que Roscher lui-même voulait définir. Après qu'il eut marqué tous les biens de l'estampille de moyens de production, on pourrait croire qu'il range dans le capital tous les biens à l'exception du sol. A tous, en effet, semble convenir la définition qu'ils sont des produits conservés pour une production ultérieure, ne fût-ce que de biens personnels. Cependant ce n'est pas ce que pense Roscher. Mais au contraire, ainsi qu'il ressort de son énumération des éléments constitutifs du capital national, et aussi d'une remarque faite dans le § 43 où il établit une opposition entre le capital d'usage et les « objets de consommation non capitalistiques », il veut au domaine des biens de jouissance immédiate ne compter dans le capital que les biens *durables*, tels que les habitations, les ustensiles, etc., mais non pas les *biens de consommation* (à l'exception des subsistances des ouvriers producteurs). Il jus-

(1) Cf. aussi la sagace critique de KNIES, *Das Geld*, p. 46.

tifie cette distinction dans les termes suivants : « Par contre, la limite rigoureusement tracée entre le capital d'usage et les objets de consommation non capitalistiques repose, en parfaite conformité avec notre définition du capital, sur ceci : ces derniers sont soumis à une consommation qui n'est pas seulement prompte, mais encore constamment intentionnelle, tandis que pour le premier la consommation n'est que le mauvais côté non voulu de l'usage ». Ces mots semblent bien exprimer que dans les biens de jouissance d'usage il n'y a pas cette consommation rapide et voulue, précisément le contraire de la « conservation », par suite, il leur manque un caractère exigé dans la définition du capital de Roscher. Je l'accorde. Mais cette même absence de ce caractère ne se retrouve-t-elle pas également dans les matières de transformation et dans les matières auxiliaires de consommation comme dans les subsistances des ouvriers productifs que Roscher a comptées nommément parmi les éléments constitutifs du capital national ? N'est-ce pas aussi rapidement et intentionnellement que se consomment « le charbon dans la forge », « la poudre à la chasse et dans la mine », le pain de l'ouvrier ? De deux choses l'une : ou bien la consommation prompte et voulue est l'opposé de la « conservation » et un obstacle à la qualité de capital, — alors Roscher devait aussi exclure les moyens auxiliaires consommables de la production matérielle et les subsistances des producteurs ; ou bien la rapide consommation n'est pas un motif d'exclusion, — alors il fallait admettre aussi les moyens consommables de la « production des biens personnels ». La définition de Roscher con-

vient donc à un cercle de choses ou plus étendu ou plus étroit, mais jamais précisément au cercle qu'il voulait définir comme capital (1). La conception du capital la plus rapprochée de celle de Roscher, — en tant qu'elle compte également dans le capital à côté des moyens d'acquisition aussi les biens de jouissance — est celle qui est due à Knies. Elle repose sur une idée fondamentale aussi intéressante qu'importante théoriquement. Je crois cependant qu'après un examen approfondi, on ne pourrait lui décerner la palme de la victoire. Voyons ce qui en est.

Knies désigne comme capital « l'ensemble de biens existant dans une économie applicables à la satisfaction du besoin dans l'*avenir* ». Cette définition concorde, comme on peut facilement le voir, à part un seul mot, avec la définition d'un autre concept fondamental de la plus grande importance. Si en effet, on y enlève « dans l'*avenir* », on obtient l'ensemble de tous les biens d'une économie disponibles pour la satisfaction des besoins ; c'est une quantité que la plupart des écrivains ont l'habitude de désigner sous le nom de « patrimoine. » Si on attache de l'importance, comme le fait Knies, (2) à ce que le patrimoine ne contienne que

(1) Dans les plus récentes éditions, Roscher — probablement sous l'impression des explications de Knies qui s'y rapportent — a formellement un peu élargi sa définition du capital par une addition. Elle s'énonce maintenant : « nous appelons capital tout produit qui est conservé pour une production économique ultérieure (*aussi pour un usage ultérieur méthodique*) ». Cependant cette addition n'amène pas une extension matérielle, parce que, sans cela déjà Roscher comprend *tout usage*, par suite aussi tout usage ultérieur méthodique, dans la *production* (de biens matériels ou personnels).

(2) *Das Geld*, p. 83, ensuite p. 92 s.

le montant net des biens après déduction des dettes, on pourrait désigner cette quantité comme « possession de biens » (1). En tous cas nous avons affaire ici à une grandeur indépendante, et d'un nom indépendant, avec laquelle le capital ne se confond pas et ne doit pas se confondre.

C'est de cette grandeur que Knies veut distinguer son concept du capital par ces quelques mots : « applicables dans l'*avenir* ». Ces mots contiennent-ils réellement une distinction ? — Je ne le crois pas, pour le moins quand on leur laisse le sens absolument rigoureux qu'ils ont naturellement. C'est en effet un attribut de tout le patrimoine sans exception d'être employé dans l'*avenir* à la satisfaction des besoins. Toute accumulation de patrimoine repose sur une *prévoyance* de besoins futurs. Tout ce qui, en cet instant, se trouve dans mon avoir a été acquis en un moment passé, pour n'être employé que dans un moment futur, en partie à la vérité dans un moment peu éloigné, peut-être demain ou dans une heure, mais cependant dans un moment qui appartient encore à l'*avenir*. Donc, si l'on prend le mot *avenir* dans son sens rigoureux, Knies, dans sa formule, a défini non seulement le capital, mais en même temps le patrimoine ; son concept du capital se confond avec celui du patrimoine.

Si Knies avait réellement eu cette intention, son concept du capital serait déjà condamné et cela à cause d'un gaspillage terminologique. Car ce serait

(1) Pour la société dans son ensemble qui n'a naturellement ni créances, ni dettes, la possession et le patrimoine se confondent parfaitement, même d'après la définition de Knies.

évidemment un gaspillage absolument inutile de vouloir donner au concept bien connu qui a déjà le nom de patrimoine encore celui de capital comme synonyme, tandis que d'autres concepts importants, par exemple, certaines combinaisons de moyens d'acquisition n'ont pas encore de nom (1).

Seulement cette identification n'était pas voulue. Il exprime au contraire explicitement et à plusieurs reprises que son capital n'embrasse qu'une partie de tout l'avoir, et il lui oppose comme deuxième partie l'ensemble des biens qui servent à la satisfaction « des besoins courants du moment » (2). Cette division suppose évidemment qu'on ne prend pas trop à la lettre le mot « du moment ». Car si l'on voulait entendre par « du moment » (présent) rigoureusement l'*instant* qui sépare le passé de l'avenir, les biens employés dans ce temps représenteraient naturellement une quantité si minime qu'il ne vaudrait réellement pas la peine d'en parler, à plus forte raison d'en faire la base d'une division scientifique, et de fonder un concept sur leur frêle existence. Pour que la seconde partie de la division de Knies prenne en somme corps, il faut que le présent qui est un instant s'étende à un espace de temps. Cette extension ne peut naturellement se faire qu'aux dépens de l'avenir. Il faudra entendre par présent, un espace de temps qui, outre le moment infinitésimal du présent absolu, contiendra encore une partie

(1) Knies a lui-même exprimé cette opinion quand il dit dans un certain endroit que personne ne prétendra « que le capital est identique avec les biens économiques » (*Das Geld*, p. 22.).

(2) *Op. cit.*, p. 48, 49 et passim.

plus ou moins grande de l'avenir immédiat ou le plus immédiat.

Eh bien, je ne veux pas être assez pédant pour ne pas admettre une telle déviation du sens rigoureux du mot, seulement il me semble cependant malencontreux, qu'un concept scientifique ne puisse conserver de consistance que si l'on se permet d'employer dans un sens imprécis le terme le plus important, bien plus l'unique terme qui le caractérise, et d'autant plus malencontreux que Knies pour éviter la confusion de son concept du capital avec celui du patrimoine a dû subtilement *opposer* le présent au futur. On peut dire que son concept du capital n'existe que par cette opposition et cette opposition même doit perdre ce qu'elle a de tranchant, en tant que des biens qui servent à un avenir proche, mais tout de même à l'avenir, reçoivent leur place non du côté du capital consacré à l'avenir, mais du côté opposé.

Mais allons plus au fond. Si nous attribuons déjà au présent une portion de l'avenir, jusqu'où ira cette annexion ? Attribuerons-nous au présent l'heure la plus proche ou le jour le plus proche, ou encore quelque période plus longue ? serait-ce tout le mois courant ou toute l'année économique ? Knies lui-même ne s'est pas prononcé sur cette détermination assez importante à mon avis. Si nous considérons à sa place les diverses possibilités, nous voyons facilement que l'annexion d'une courte période de temps, d'une heure ou d'un jour n'atteint pas le but visé. Ce qu'un peuple consomme de biens en un jour n'est que le $1/365$ de son revenu et une fraction encore bien moindre de son patrimoine. Or,

personne ne trouvera à propos de séparer un millième de l'ensemble des biens qui constituent le patrimoine total, pour réunir les autres 999/1000 de nouveau dans un concept indépendant — surtout si le millième séparé de la masse principale, ne l'est pas par le gouffre d'une opposition tranchée, mais simplement par l'interprétation à la fois conventionnelle et fictive du mot « présent ». En un mot, un concept du capital qui embrasse au moins 999/1000 du concept du patrimoine, se rapproche trop de ce dernier pour être fécond.

Mais si nous étendons l'annexion à un plus long espace de temps, si l'on veut à un mois, de nouvelles difficultés surgissent. Dans le sens de cette conception modifiée, nous devons excepter du capital tous les biens qui sont destinés à la consommation de jouissance dans le courant du mois. Bien ! Mais il est possible que je fasse encore auparavant fructifier précisément ces biens, sans préjudice de la prochaine consommation à laquelle ils sont consacrés. Une somme que j'ai l'intention de dépenser le 15 du mois courant, je puis par exemple la mettre dans une banque du 1^{er} au 15 en dépôt à courte échéance portant intérêts ou la laisser en compte-courant chez mon banquier. Et alors ? Cette somme qui porte intérêts fait-elle partie du capital ou non ? De quelque façon que nous répondions, nous tomberons dans de graves embarras. Si nous répondons par l'affirmative, nous nous exposons au reproche de l'inconséquence, car d'après ce que nous admettons, tout le courant du mois doit passer pour une extension du présent. Mais si nous répondons négativement, nous nous mettons en premier lieu

en contradiction flagrante avec un usage bien invétéré dans la langue ; nous arrivons en second lieu à cette absurdité qu'un objet qui indubitablement porte un « intérêt capitaliste » ne sera pas un capital ; et en troisième lieu nous finissons par renoncer à la plus forte recommandation dont puisse se prévaloir la conception du capital de Knies, à sa mission conciliatrice. Knies a en effet construit son concept du capital dans le dessein bien exprimé, de réunir en lui dans une unité plus large et plus élevée tous les concepts antérieurs du capital en conflit. Dans ce concept devaient trouver place dans tout leur contenu et les accumulations de biens de Turgot, et l'ensemble des moyens d'acquisition de Smith, et les biens d'usage de Hermann. Mais ce but conciliateur, et avec lui la raison d'être de la théorie de Knies, est réduit à néant du moment qu'une fraction quelconque des moyens d'acquisition — surtout de sommes d'argent portant intérêts, cette souche du concept du capital — n'est plus reconnue comme capital (1).

Donc, de quelque façon que nous tournions la chose, la conception du capital de Knies ne conduit pas à une pure satisfaction (2). Mais pour être juste,

(1) Il est clair que les créances d'argent à courte échéance donnent l'exemple le plus immédiat, mais nullement le seul qui puisse être cité à l'appui de l'objection faite dans le texte.

(2) Celle-ci ne peut pas non plus être obtenue par le point de vue de Tuttle, qui laisse ouverte sciemment et de parti pris la question de la limite entre le présent et l'avenir, sur laquelle Knies ne s'est pas prononcé ; suivant le cas il la résout en déclarant impossible de tracer une limite « absolue » évaluée en heures, jours, semaines ou mois ; cette limite devant bien plutôt être tracée par chaque individu en particulier, subjectivement, par chacun, selon sa situation économique et

il faut que je reconnaisse expressément qu'il y a au fond de cette conception une pensée profonde et très importante au point de vue théorique et que si elle échoue, cela ne tient qu'à des obstacles extérieurs, je dirais volontiers des obstacles de la technique des concepts. La destination au service de l'avenir est en réalité un caractère très important des biens capitalistiques ; il est même appelé à nous fournir la clef des plus importants problèmes qui se rattachent au nom du capital. Seulement ce n'est pas précisément le caractère *limitatif* ; au contraire les biens capitalistiques l'ont en commun avec quelques autres biens qui, pour de bonnes raisons, ne pourraient pas être comptés dans le capital et c'est pourquoi — et seulement pour cela — qu'il n'est pas propre à être employé comme fondement constitutif de la définition du capital (1).

personnelle particulière, en quoi surtout les proportions dans lesquelles le revenu arrive à chaque individu, jouent un rôle important (*The fundamental notion of capital*, dans « *Quart. Journal of Ec.* », nov. 1904, p. 85 s.). Il me semble que par là il nous faut pourtant encore renoncer à l'avantage de la précision dans la définition, sans qu'on échappe à une critique quelconque inhérente à cette conception et en particulier aux difficultés que nous avons soulevées dans le texte. Cf. contre Tuttle, encore FISHER, *Precedents for defining capital*, dans *Quart. Journal*, mai 1904, p. 403, 404 et surtout *Prof. Tuttle's capital concept*, *ibidem*, février 1905, p. 309 s.

(1) Contre la conception de Knies se sont prononcés entre autres : RICCA-SALERNO (*Sulla teoria del capitale*, Milan, 1877, p. 58 s.), FISHER (*Nature of capital*, p. 57 s.), MARSHALL (*Principles*, 5^e éd., p. 787) et SAX (*Grundlegung der theoretischen Staatswirtschaft*, p. 310 s.), qui expose les côtés faibles de la définition de Knies avec autant de netteté que de justesse pour l'essentiel, mais qui, en somme, arrive à un jugement par trop radical, parce qu'il ne reconnaît nullement ce qu'elle renferme de solide au fond. Mon appréciation favorable de la pensée fondamentale de la définition du capital de Knies, telle que je l'ai

Fisher que je puis le plus convenablement ranger ici, fait encore un pas de plus que Knies : il déclare comme nous, et pour des raisons analogues, que la limite tracée par Knies (et par Tuttle) entre le présent et l'avenir n'est pas applicable (1), mais il en tire expressément et sciemment une conséquence que Knies a rejetée tout aussi expressément, tout aussi sciemment : il étend en effet le concept du capital à tous les biens économiques existant à un moment donné ou étant à la disposition d'un sujet sans aucune autre distinction, et il l'identifie ainsi complètement avec le concept de « stock of wealth » ou de « Vermögen » (patrimoine). L'antithèse qu'il y a entre le concept du « capital » et celui du « revenu » semble encore particulièrement le pousser à donner cette extension à son concept. D'après lui, en effet, tout revenu consiste en services (services of wealth) et tous les biens sans distinction fournissent des services; pour cette raison aucun concept qui n'embrasserait pas tous les biens, ne pourrait être antithétique avec le concept de revenu (2).

Bien que Fisher ait dépensé beaucoup d'intelligence et de sagacité à élucider notre question — je le compte parmi les écrivains qui y ont apporté les meilleures observations générales et les plus perspicaces — je considère sa proposition positive comme absolument inadmissible. Tout d'abord pour cette raison déjà

exprimée ci-dessus a fait écrire à Tuttle (*op. cit.*, p. 108 s.) que cela pourrait bien être par Knies que j'ai été amené à ma propre théorie de l'intérêt. Il n'en est rien.

(1) *Nature of capital*, p. 57, 58.

(2) *Op. cit.*, p. 58.

qu'il viole deux des principes de définition les plus importants que nous ayons établis : 1^o il fait un gaspillage terminologique évident. Car l'ensemble de tous les biens, sans distinction d'espèces, que possède à un moment donné un individu ou une société a déjà dans l'expression « patrimoine » un nom bien approprié à la chose et même bien plus caractéristique. Dans la langue anglaise qui n'a pas l'équivalent exact de l'allemand « Vermögen » (patrimoine), ce gaspillage terminologique pourra surprendre un peu moins ; toutefois, même en anglais on voit difficilement la nécessité d'avoir, à côté des expressions « wealth », « property » et « stock », encore une autre désignation pour l'ensemble des biens possédés par une personne ou une société (1). Et deuxièmement cet usage étendu du nom de capital se met en flagrante contradiction non seulement pour des nuances délicates mais pour des choses essentielles avec l'usage invétéré dans la langue scientifique et populaire qui, à bon droit, sert de rempart aux innovations terminologiques arbitraires, comme Fisher lui-même l'a reconnu

(1) Dans les propositions terminologiques qui concernent une expression faisant partie de la terminologie internationale, comme le nom du capital, on est, à mon avis, généralement tenu d'étendre un peu son examen ; on ne peut le borner à la langue usuelle du pays. Cependant Fisher semble ne pas s'être préoccupé des terminologies étrangères, et chose singulière, pas même lorsqu'il intervient dans la controverse terminologique engagée entre Knies et moi sur le domaine de la langue allemande. Il prend en effet la défense de Knies à qui je reproche d'avoir un concept de capital identique à celui du patrimoine (Vermögen) avec des considérations qui sont déduites de la multiplicité des sens du mot anglais « wealth » mais qui ne conviennent absolument pas au mot allemand « Vermögen » dont il s'agit dans cette controverse (*What is capital ?*, p. 532).

en termes aussi beaux que justes (1). La langue usuelle oppose en effet, et même à ce que je crois, tous les idiomes sans exception, clairement aux capitalistes les propriétaires fonciers et sûrement les ouvriers, et elle n'identifie absolument pas l'intérêt du capital avec n'importe quel avantage tiré du patrimoine et encore moins avec tout revenu en général : et enfin elle s'est habituée — grâce à une évolution historique purement forcée — comme on peut l'admettre et qui se serait peut-être produite autrement sans l'intervention d'Adam Smith — à établir entre le capital et la production une relation qu'il ne serait plus guère possible de bannir de la langue usuelle, ce qui d'ailleurs ne serait non plus guère désirable (2).

Fisher lui même a certes une tout autre opinion quant à ce qui concerne l'usage invétéré de la langue. Il a bien conscience de son profond désaccord avec les termes scientifiques que Smith a fait adopter dans la langue usuelle, mais il croit être en revanche un gardien, un conservateur d'autant plus fidèle de la langue populaire dominante (3). Je crois que ce n'est toutefois qu'en s'appuyant sur un examen ni assez rigoureux ni assez impartial de cette langue. L'usage de la langue n'est en effet rien moins que rigoureusement discipliné ; il n'est tenu ni à l'exactitude, ni à la conséquence, et il est en particulier très enclin à admettre à l'occasion des exten-

(1) *What is capital?* p. 510.

(2) Pour Fisher à la vérité, ce serait désirable pour une série de raisons qu'il réunit soigneusement dans une note de la p. 531, sur lesquelles j'aurai encore ultérieurement l'occasion de revenir.

(3) *Nature of capital*, p. 61-64.

sions élastiques qui, sur une simple analogie, prennent un sens « métaphorique » ou « figuré » que logiquement on ne saurait accepter sans plus. Celui qui se contente de ce qu'en général une locution usuelle quelconque peut recevoir un nom qui convient affirmativement à une définition proposée, celui-là pourra bien trouver dans la langue usuelle ce signe de confirmation pour les définitions du capital les plus diverses et les plus contradictoires entre elles. Mais je crois qu'il faut être plus exigeant. Il faut en quelque sorte soumettre l'usage de la langue à un interrogatoire contradictoire ; il faut regarder avec quelles significations il sera à la prochaine occasion sans hésitation en contradiction et lesquelles il est enclin, il est disposé à maintenir au milieu de toutes, ou du moins de la plupart des plus essentielles vicissitudes. Et alors on verra nettement, p. ex., que la langue est certainement prête à désigner, occasionnellement dans certaines locutions, la personne même de l'ouvrier comme son « capital » mais qu'il lui répugne résolument de tirer les conséquences terminologiques de cette désignation, et de concevoir par ex. l'ouvrier comme « capitaliste » et le salaire comme « intérêt de capital » — c'est là un symptôme évident que l'esprit de la langue ne consent à donner le nom de capital « au sens propre » ou comme désignation technique, qu'à un certain groupe plus étroit de biens.

Cette considération ne concerne d'ailleurs pas simplement le cas de Fisher, mais elle aide en général à expliquer pour une bonne part ce phénomène d'ailleurs si étrange, que dans notre controverse tant de rivaux se réclament en même temps de leur

concordance avec l'usage de la langue précisément pour leur conception spéciale. Je ne voudrais cependant pas imputer ce phénomène uniquement à ce fait, que dans la critique réciproque des propositions en compétition, chacun est plus disposé à apercevoir la paille dans l'œil du prochain que la poutre dans son propre œil, penchant auquel certes on cède aussi dans une très large mesure dans notre controverse et qui me semble avoir été exploité à l'excès.

Les raisons de convenance terminologique qui viennent d'être exposées me semblent si concluantes, qu'à mon avis elles devraient conduire au rejet de la proposition de Fisher, même dans le cas où celle-ci aurait d'ailleurs comme états des raisons intrinsèques fortes et logiques. Mais je crois en outre pouvoir montrer que les considérations qui ont conduit Fisher à ses inadmissibles résultats, ne sont en elles-mêmes nullement à l'abri d'objections, nullement concluantes, et qu'en particulier de l'existence d'une « antithèse » entre les deux concepts du capital et du revenu il a tiré beaucoup plus de conséquences, qu'on aurait pu le faire sans parti pris.

Avant tout, en quel sens subsiste donc réellement et sans conteste cette antithèse invoquée ? Sûrement dans le sens unique que Fisher indique tout aussi souvent qu'expressément, à savoir, que le capital est un « fonds » (stock) et le revenu un « courant » (strom). Mais cette opposition s'applique évidemment à tout « fonds » de quelque étendue qu'il soit, et par suite l'admission de cette antithèse ne permet encore aucune conclusion en

faveur d'une limitation déterminée du « fonds » qui doit être désigné comme capital, et en particulier on ne pourra pas en conclure que le nom de capital doit être réservé précisément à l'ensemble le plus étendu possible de tous les biens sans distinction d'espèce qui existent en un moment donné. Autrement dit : de cette première proposition admise sans contestation que tout capital est un « fonds » (stock) il ne résulte pas du tout inversement que tout « fonds » quel qu'il soit, doive aussi être du « capital ».

Fisher paraît ensuite supposer encore, comme une chose bien établie, l'existence d'une seconde antithèse plus spéciale ou qualifiée entre les concepts de capital et de revenu. Il semble considérer comme établi que ces deux concepts doivent se correspondre dans leur étendue, qu'ils sont en quelque sorte en contact tout le long de leur frontière, de sorte que, aussi loin que s'étend le concept de capital, un revenu doit lui faire face antithétiquement, et *vice versa*. Or, je crois que l'existence d'une telle antithèse propre à servir de point de départ, pour en déduire l'étendue à donner au concept du capital, n'est pas solidement établie, mais qu'elle est plutôt l'objet même de notre problème. Ce qui est incontestablement établi en ce domaine n'est à son tour qu'une majeure, dont l'inverse ne peut être admise sans plus. Sans conteste il est établi — du moins dans le cercle des écrivains qu'on peut en général considérer comme susceptibles d'admettre cet argument — que tout ce qui est capital, doit être destiné à rapporter un revenu. Mais de là ne résulte nullement l'inverse, qu'à son tour tout ce

qui donne un revenu soit nécessairement un capital. On peut logiquement et terminologiquement imaginer un troisième cas : à savoir que si à la vérité d'une part tout capital donne un revenu, il est d'autres sources de revenu qui ne sont pas du capital. Et c'était là précisément l'opinion d'Adam Smith, à l'expression bien connue duquel se ramène sans doute en général l'origine de cette antithèse tant discutée (1). C'est du moins en partie l'opinion de Marshall, que Fisher cite (2) avant tous les autres, pour l'emphase avec laquelle il fait ressortir expressément cette antithèse, qui cependant exclut expressément la terre et d'autres libres dons de la nature du concept de capital social (3), et c'est aussi certainement (comme j'ai cherché à l'exposer plus haut) ce que laisse entendre le langage usuel examiné dans ses relations intimes. Le fait seul qu'on a l'habitude, et cela dans toutes les langues, d'opposer le revenu ou la rente du capital au revenu du travail et au revenu de la terre, me semble être une preuve évidente que la langue usuelle ne connaît pas seulement l'opposition unique entre le capital et le revenu, mais encore une seconde opposition entre le capital et les autres sources de revenu qui ne sont pas du capital (4).

(1) « That part (of his whole stock) which he expects is to afford him a revenue is called his capital ». Il faut remarquer à ce sujet que l'expression « stock » (fonds) dans la bouche de Smith et surtout dans ce contexte ne comprend pas « land » et « labour ».

(2) *What is capital?* p. 522.

(3) *Principles*, 5^e éd., p. 78 : v. encore plus bas.

(4) Je crois que la force convaincante de l'argument antithétique de Fisher décroît au même degré que croît la clarté avec laquelle on se

Par l'antithèse qu'il établit entre le concept du capital et celui du revenu, Fisher ne pourrait quand

représente les phases successives de la pensée qui conduisent du point de départ de l'argument à sa conclusion. Fisher se contente (p. ex. *What is capital ?* p. 516, 517) d'invoquer son argument pour ainsi dire en bloc ; il en résulte que les deux sens bien distincts de l'antithèse se fondent facilement l'un dans l'autre même dans l'idée du lecteur, et involontairement la disposition avec laquelle on accepte la prémisse de Fisher dans son sens le plus faible, nous conduit aussi à ne pas rejeter non plus les parties problématiques incomplètement développées de son raisonnement. Quand Fisher (*op. cit.*, p. 516) exprime l'opinion que l'usage du verbe « capitaliser » est « incompatible » avec toute autre définition du capital que celle qu'il recommande, il serait facile de lui objecter dix autres locutions usuelles qui, à leur tour, sont incompatibles avec sa définition. Encore ici il néglige cet « interrogatoire contradictoire » si nécessaire aux arguments tirés de la langue usuelle. Je crois d'ailleurs que cet interrogatoire à l'égard de l'expression « capitaliser » le mettrait dans l'embarras. Rien ne nous oblige à voir dans le mot « capitaliser » quelque chose de plus qu'une méthode de calcul par laquelle s'obtient la grandeur d'un capital en argent, qui rapporterait un revenu également grand et auquel par suite peut être égalée en valeur la source de ce qui a été capitalisé. Mais on doit tout aussi peu imputer à la langue usuelle de vouloir par là reconnaître cette source même comme un véritable capital, que la locution employée « calcul des intérêts composés » doit toujours signifier que toutes les quantités auxquelles nous l'appliquons doivent être effectivement des intérêts et des intérêts composés. Mais on peut même « capitaliser » des pertes de revenu, circonstance où le dommage qui les occasionne n'est certainement pas un « capital véritable », et on peut aussi obtenir par la méthode de la capitalisation la valeur du droit d'usage de biens dont on ne peut jouir que plus tard, dans lequel cas, remarquons-le bien, l'équivalent du capital en argent ne saurait être le bien qui donnera un revenu, mais précisément rien autre que ce revenu futur de l'ayant droit, donc un objet qui d'après Fisher ne peut jamais être un capital, mais forme l'opposé et même le seul opposé du capital. Mais si le droit à certains services ou même le droit à un seul service qui, d'après la définition de Fisher, est toujours « income » devait être désigné par lui comme « capital-property » ou même, d'après un passage de *The nature of capital*, p. 67, comme « capital-good », ce que je ne considère pas du tout comme interdit, il ne ferait que transporter l'inconséquence à un autre endroit où elle ne paraîtrait pas moins choquante.

même pas ranger du côté du capital tous les fonds (« stock ») et chacun en particulier, et surtout pas ce qu'on appelle le « patrimoine de jouissance », s'il ne donnait pas en outre au concept du revenu un sens bien plus étendu que celui qui est admis par la plupart des autres auteurs. Il conçoit donc comme revenus tous les *services* découlant des biens (1). Il ne saurait me convenir, quand l'analyse du concept du capital a d'ailleurs déjà pris des proportions tout à fait inattendues, de m'étendre encore sur le concept du revenu, qui est en lui-même l'objet d'une controverse littéraire presque aussi développée, aussi incohérente et aussi difficile à résoudre.

Je me contente ici, sans en préciser davantage les raisons, d'exprimer cette opinion que l'identification du revenu avec les services des biens ne me semble pas constituer une solution heureuse, ni même admissible de cette controverse. Ces deux catégories ne coïncident qu'en partie, mais pas du tout aussi parfaitement qu'il serait nécessaire pour que l'un des concepts pût s'expliquer par l'autre. Je crois — et ceci était auparavant la propre opinion de Fisher, celle qu'il défendait même très énergiquement — que des biens aussi peuvent être des parties constitutives du revenu, et je crois d'autre part, que des services de biens même peuvent dans certaines circonstances être conçus comme éléments d'un capital, pour le moins d'un capital d'économie privée. Je serais bien étonné si, p. ex., dans le cas

(1) « Capital is wealth, and income is the service of wealth », *Nature of capital*, p. 52.

d'un entrepreneur de voyages pour sociétés, qui n'est pas propriétaire de son vapeur de plaisance, qui l'a simplement affrété pour la durée de la saison des voyages, les spécialistes pratiques dont Fisher se plaît tant à citer la manière de voir comme concluante (1), ne compteraient pas aussi dans le capital d'affaires de cet entrepreneur les services temporaires acquis par ces contrats (2).

La manière dont Fisher a traité notre sujet, provoque encore une dernière réflexion que je ne voudrais pas passer sous silence. Elle me paraît en effet inspirée surtout par une pensée, qui d'ailleurs n'a pas été sans effet dans notre controverse, mais que Fisher plus que tout autre a représentée sciemment et a poursuivie audacieusement jusque dans ses extrêmes conséquences. Voici cette pensée : les concepts les plus vastes sont aussi les plus féconds, et si l'on ne veut pas séparer artificiellement les choses annexes, on sera poussé comme on glisse sur un plan incliné, à étendre le plus possible ses concepts en leur donnant une interprétation de plus en plus large, jusqu'à ce qu'enfin ils embrassent

(1) P. ex., *Nature of capital*, p. 64.

(2) Une critique rigoureuse du concept du revenu de Fisher, qui se fera inévitablement, tant à cause de l'importance du sujet qu'à cause de l'autorité de l'auteur, mettra en pleine lumière — c'est à prévoir — une quantité prodigieuse de difficultés et d'inexactitudes. On l'a déjà commencée. A plusieurs remarques critiques disséminées, produites par divers auteurs notamment dans les journaux spéciaux de l'Amérique, a succédé dans les derniers jours de 1907 au meeting annuel de l'American Economic Association une discussion critique du problème « Are savings income ? » : v. les publications de cette association, n° d'avril 1908, p. 21-58 Mes propres critiques sur bien des points vont encore plus loin. Peut-être trouverai-je ailleurs l'occasion de les exposer avec plus de précision.

le plus vaste ensemble. « Le tout est plus simple que ses parties » (1).

Ce qui en cela est certainement exact, c'est qu'on ne doit pas se dispenser de former les concepts les plus étendus ; et l'on peut accorder également qu'un groupement fait dans un tout plus vaste — précisément parce qu'il ne s'agit que de groupes dans une collectivité encore plus grande — devra en quelque sorte séparer ce qui a de l'affinité, ce qui est de même nature. Il y a certainement entre les moyens de production produits auxquels je propose de réserver le nom de capital et le facteur naturel de production qu'est le sol une concordance d'une étendue très importante, et dans une mesure analogue, il y a concordance entre les revenus qu'on tire des uns et de l'autre. Un certain degré — quoique moindre sûrement — d'affinité les reliera aussi au facteur personnel de production qu'est le travail et au revenu qui en découle ; et finalement l'espèce d'utilité qu'apportent les genres de biens servant à l'acquisition de biens aura aussi en une certaine étendue quelque affinité avec l'espèce d'utilité qu'apportent à leur propriétaire dans son économie les genres de biens servant à la satisfaction immédiate des besoins. Tout cela exige certainement que les affinités plus lointaines et les plus lointaines soient reconnues et le soient aussi dans les larges formations de concepts qui y correspondent. On peut seulement se demander si les concepts plus larges doivent être formés *au lieu* ou *à côté* des concepts plus étroits ?

(1) *Nature of capital*, p. 57 et 65. Note 2.

Mais cette question n'est pas du tout controversée. Car Fisher lui-même ne veut nullement tirer la première conséquence. Lui non plus ne se refuse pas à reconnaître que les groupes plus étroits se distinguent les uns des autres par quelques particularités propres à chacun d'eux, et il est tout à fait disposé à former ces divisions plus étroites sous des noms particuliers (1).

Considérée froidement, cette question qui, dans cet état des choses, peut en général encore donner lieu à des différences, se réduit donc à quelque chose de bien moins important, à une discussion purement terminologique : à déterminer sous quel *nom* seraient formés les concepts plus étendus à côté des plus étroits. On peut à ce sujet se demander d'une façon toute concrète, si ces considérations ont ou peuvent avoir une telle portée que des *noms* d'un usage plus ou moins solidement établi auparavant et faisant partie d'un groupe étroit doivent être soumis à un procédé d'amplification constamment poursuivi et doivent finalement s'adapter à un ensemble embrassant tout, ou si l'on doit pourvoir d'autre façon à la dénomination de ce dernier en choisissant dans la terminologie dont on dispose ?

Dès qu'on a reconnu que c'est là la véritable nature de ce point encore en litige, il devient immédiatement clair à ce que je crois, que ces considérations n'ont aucune force et aucune importance

(1) « It is not, of course, denied, that « stock » falls into several more or less distinct groups » (p. 65, note 2). Et Fisher trace lui-même une division particulière intéressante de ce genre, dont il sera prochainement encore question, à la page 5 de son livre.

quant à ce point en litige. Car les intérêts scientifiques matériels qui poussent à la formation des concepts les plus étendus, recevront satisfaction précisément par la *formation* de ces concepts très étendus et point par le *nom* déterminé qu'ils auront. Et inversement la distinction de phénomènes connexes, inséparable de toute formation de concepts plus étroits, ne sera pas non plus évitée en enlevant un nom déterminé à un concept plus étroit pour lui en substituer un autre. La question purement terminologique de savoir par quel nom il faut désigner en particulier chacun des concepts étroits ou plus étendus qui en tous cas doivent être formés et dénommés, doit être résolue bien plutôt en ayant égard à la convenance terminologique et surtout à l'économie terminologique (1). Mais les considérations qui font partie de ce domaine me semblent, comme j'ai déjà essayé de le montrer, se tourner absolument contre Fisher. Car la situation est telle, que ces cercles très étendus d'objets et de phénomènes, auxquels Fisher voudrait aussi appliquer les noms de capital et de revenu, ont sans cela déjà des dénominations convenables dans les expressions de « patrimoine » d'une part et de services d'autre part, si bien que lors même que la proposition de Fisher n'impliquerait aucun autre mal, aucun autre danger, on se trouverait pour le moins en présence d'un gaspillage

(1) Ces raisons de convenance n'excluent pas, mais impliquent au contraire la réflexion sur les raisons concluantes de logique ou de fécondité scientifique qui peuvent se présenter ; c'est ce que je n'ai pas besoin de souligner de nouveau après mon exposition de la page 71. Mais les raisons concluantes de l'expansion du nom de capital ne me semblent pas du tout contenues dans le raisonnement discuté ici.

de dénominations synonymes, tandis que notre dotation de noms de groupes plus étroits nous mettrait en même temps dans l'embarras par son indigence. C'est fortuitement que Fisher lui-même nous a fourni de ces embarras une preuve qui ne pouvait guère être plus forte. En effet, après que Fisher a réservé le nom de capital à l'ensemble de tous les biens existants, il faut qu'il cherche des expressions techniques convenables pour les groupes particuliers de biens qu'il faut distinguer dans cet ensemble ; et alors il se voit obligé d'employer le nom de *bien* (commodity) comme désignation spéciale d'un de ces groupes de biens, et même de celui précisément qui, dans une étendue exactement ou du moins approximativement la même, est désigné habituellement par d'autres sous le nom de capital. Le résultat terminologique final des propositions de Fisher serait que, pour pouvoir nommer capital tous les biens, il faudrait cesser de désigner à l'avenir une partie des biens sous le nom de biens (1) !

(1) *Nature of Capital*, p. 5. Fisher établit ici dans l'ensemble du « wealth » sa division en trois : en « land » (en y comprenant les « land improvements dans les « real estates »), en « human beings » et en « commodities », ce dernier terme devant être restreint à « all wealth which is movable, except man himself ». Ce que cette restriction du nom de biens a d'impropre peut moins frapper en anglais, où en dehors du mot « commodity » on dispose encore de celui de « wealth », qu'en allemand, langue où une imitation de la terminologie de Fisher serait absolument impossible. Je crois toutefois que cette dernière, même dans le domaine de la langue anglaise, indique une restriction tout-à-fait forcée du sens usuel du mot « commodity », qu'en tous cas Fisher lui-même auparavant employait d'habitude dans un sens comprenant tous les biens sans exception. (v. p. ex. *What is capital?* p. 514) et que Clark aussi a récemment employé dans un sens aussi étendu (*Essentials of Ec. Theory*, p. 316). — Il n'y a pas à s'étonner si, de son point de

Je vais plus loin.

Les conceptions du capital dont il a été question jusqu'ici s'étaient, dans leur ensemble distinguées de la nôtre, parce qu'en dehors des moyens d'acquisition elles admettaient aussi des biens de jouissance dans le concept du capital. J'arrive maintenant à quelques autres conceptions d'accord avec nous pour réserver le nom de capital à un complexe quelconque de *moyens d'acquisition*, mais qui ont des solutions divergentes entre elles et différentes de la nôtre quant à l'extension de ce complexe. L'opinion la plus large veut tout bonnement que

départ qui ne s'accorde ni avec l'état des choses ni avec la langue usuelle, Fisher est poussé parfois à des conséquences dont la plupart des lecteurs ressentent directement l'inadmissibilité. Cannan — dont les vues d'ailleurs se rapprochent beaucoup de celles de Fisher (*What is capital?*, dans *Economic Journal*, juin 1897, p. 278 s.) — avait montré clairement l'ambiguïté de l'expression « wealth » et la distinction du capital et de l'intérêt par la comparaison de deux personnes dont l'une « Smith a un grand patrimoine et un petit revenu, et l'autre Brown au contraire un grand revenu, mais un petit patrimoine ». Partant du point de vue que le concept du capital est corrélatif du revenu *total*, Fisher arrive à cette conséquence qu'un tel cas ne saurait se présenter « Capital value, being simply capitalised income, Smith must have a large income if he has a large property and Brown vice versa » (*The role of capital*, p. 534 note 2). Il faudrait en effet chez la personne en apparence moins fortunée, qui tire un grand revenu de son activité personnelle, compter aussi comme capital, la personne elle-même, « the human being », qui déploie cette activité. Mais si l'on fait abstraction de cette construction à laquelle Fisher ralliera difficilement beaucoup de ses lecteurs, le manque de proportion entre la propriété et le revenu peut avoir sa raison en ce que quelqu'un peut avoir une possession de biens, à la vérité assez grands, mais ne donnant pas de revenu, par ex. des terrains à bâtir ou des bijoux de famille dont on a hérité. Faut-il dans ce cas également qu'à la « large property » réponde un « large income » ? ou si le revenu est petit la propriété devra-t-elle aussi être petite ?

tous les moyens d'acquisition soient compris dans le concept du capital ; non seulement les moyens matériels mais aussi les moyens personnels : pour elle le *travail* aussi est un capital. Sous un titre un peu différent quelques-uns comprennent dans le capital les *prestations* des ouvriers, d'autres la *force de travail* (1), d'autres encore toute la *personne de l'ouvrier* (2). En soi, rien ne s'oppose naturellement à ce que tous les objets qui servent à l'homme à acquérir soient réunis dans un concept unifié et désigné par un nom commun. A vrai dire l'un et l'autre sont déjà réalisés par le concept et le nom de « moyens d'acquisition » ou de « biens productifs » ou « de biens d'ordre supérieur » (Menger). Mais c'est une toute autre question de savoir s'il est plus convenable de recourir au nom de capital pour désigner ce concept. A cette question il faut, à mon avis, répondre négativement avec la plus grande énergie. Premièrement, on ne pourrait donner le nom de capital à l'ensemble de tous les moyens d'acquisition qu'en le déniait à un groupe plus étroit de moyens d'acquisition qui y prétend également. Or ce premier concept est sans cela déjà suffisamment dénommé par le terme mentionné plus haut, tandis que le concept plus étroit en concurrence avec lui est excessivement important et d'ailleurs sans nom. Donc même si la question était

(1) P. ex., ADAM SMITH, II, I ; UMPFENBACH, *Das Kapital in seiner Kulturbedeutung*, 1879, p. 19 s. ; SAY, *Cours complet*, 1^{re} part., chap. x ; plus récemment p. ex., MARSHALL et EINARSEN.

(2) Egalement SAY, *Cours complet*, 1^{re} part., chap. XIII ; MC. CULLOCH *Principles*, 1^{re} éd., p. 319, 5^e éd., p. 294 s. ; WALRAS, *Eléments d'Ec. Pol.* p. 217, J. FISHER.

d'autre part encore complètement à résoudre, elle devrait pour des raisons d'économie terminologique être résolue contre l'ensemble de tous les moyens d'acquisition, mais la question n'est plus du tout une question qui se pose, elle a déjà été résolue par la langue scientifique d'accord avec la langue populaire. La science et le peuple se sont habitués depuis longtemps à traiter certains grands problèmes sociaux sous le nom bien connu de capital, et en le faisant ils ont eu en vue non un concept comprenant le travail, mais au contraire son opposé. Capital et travail, capitalisme et socialisme, intérêt du capital et salaire de l'ouvrier, ne sont véritablement pas d'inoffensifs synonymes mais au contraire les termes caractéristiques des plus violents contrastes sociaux et économiques.

A quoi cela conduira-t-il, si l'on se met tout à coup à appeler aussi le travail du capital ? Dans le cas le plus favorable, à une innovation terminologique inopportune : ce cas favorable se présenterait, si tout le monde s'accommodait unanimement de l'innovation, et à la vérité avec le sentiment qu'il ne s'agit là que d'une innovation terminologique et de rien de plus. Dans ce cas, il resterait parfaitement clair qu'en réunissant sous un nom commun les oppositions réelles qui séparent le travail de ce qu'on appelle aujourd'hui le capital, on ne les aurait nullement fait disparaître, mais qu'il faudrait, après comme avant, en faire grand cas et étudier sans prévention les problèmes sociaux qu'elles provoquent. Il n'en résulterait donc point de dommage matériel pour la théorie, si ce n'est l'incommodité de ne plus avoir de nom pour l'objet principal de ces

recherches ; car du moment que l'on compte le travail dans le capital, on devrait naturellement cesser de lui opposer sa contre-partie sociale sous le nom de capital.

Voilà quel serait le cas le plus favorable, mais malheureusement aussi le plus invraisemblable. Il est bien plus vraisemblable que la confusion des noms apporterait aussi du trouble dans la chose. Ne nous laissons pas aller à une orgueilleuse illusion : les noms et les mots à effet exercent toujours même parmi nous une puissante action. Même parmi nous, on se plaît beaucoup à calfeutrer les oppositions incommodes, à masquer les problèmes épineux. Comment laisserait-on échapper la précieuse occasion de le faire qu'offre le nouveau sens du mot capital ? Entre le capital et le travail, à ce qu'on dit jusqu'à présent, il y a désaccord, contraste et conflit. Rien de tout cela ! Un seul mot bien choisi efface tous les contrastes : ce que l'on prétend opposé est en effet de même nature, le travail est lui-même du capital, le salaire du travail et l'intérêt du capital sont au fond une même chose !

Qu'on ne croie pas que je plaisante en prêtant de telles opinions à des savants sérieux. L'histoire de la littérature nous les montre malheureusement et précisément chez les écrivains qui ont eu la malencontreuse idée de dénommer le travail du capital. Il y a d'abord Mc. Culloch. Il se représente l'ouvrier comme une portion de capital fixe, comme une sorte de machine. Quand il a ainsi abattu le mur de séparation entre le capital et le travail, il en tire aussitôt la conséquence et ne fait non plus aucune distinction entre l'intérêt du capital et le salaire

de l'ouvrier ; pour lui, ces deux choses sont de même nature. Seulement il ne sait pas bien — ce qui est aussi caractéristique que plaisant — s'il explique l'intérêt du capital par le salaire du travail ou inversement le salaire du travail par l'intérêt du capital. Il se tire d'affaire en expliquant chacun d'eux par l'autre. Il développe d'abord copieusement comment l'intérêt du capital n'est proprement rien autre que le salaire d'un « travail antérieur accumulé », et ailleurs pour rapprocher l'essence du salaire du travail de cette manière de voir, il le considère comme le profit d'un capital avec un supplément pour l'usure de la « machine appelée-homme » (1). A vrai dire, il n'a avec ces tergiversations expliqué ni l'un ni l'autre de ces phénomènes ; et c'est ce dont il ne s'est pas douté.

Les théories absurdes de Mc. Culloch sont en train de tomber dans l'oubli qu'elles méritent. Seulement, si je ne me trompe, nous sommes menacés de les voir renaître sous une autre forme. Dans ces derniers temps précisément (2) des opinions analogues ont surgi en effet avec cette soudaineté et cette dangereuse fréquence qui toujours sont un indice qu'une idée est pour ainsi dire dans l'air et qu'elle promet de devenir une idée à la mode. C'est presque simultanément et presque avec les mêmes tournures de phrases que nous apprenons et de Weiss et de Dargun et d'Ofner que tout ouvrier représente un capital égal aux frais de son éducation,

(1) Cf. ma *Geschichte und Kritik*, p. 115 s.

(2) écrit en 1888.

environ 1000 thalers pour un ouvrier ordinaire, 3000 thalers pour un ouvrier qualifié ; ou encore d'après une autre méthode d'estimation un capital égal au produit net de son travail annuel capitalisé. D'après cela son salaire est à proprement parler une sorte de loyer du capital et doit comme tout autre loyer du capital contenir les trois éléments suivants : 1^o la compensation des frais d'entretien de la machine qu'est l'homme, avec le minimum de l'existence ; 2^o une part d'amortissement sous forme de prime d'assurances contre la vieillesse et en plus 3^o un intérêt net qui doit être calculé aux taux d'intérêt ordinaire sur la valeur en capital de la machine homme (1).

Rendons hommage aux mobiles dont cette théorie est issue. Elle a été imaginée pour venir en aide aux misérables et pour réconcilier tout le monde. Entre la loi d'airain du salaire qui ne reconnaît à l'ouvrier désespérément que le plus strict nécessaire, et la théorie socialiste qui attribue tout aux ouvriers et rien aux classes possédantes, elle intervient conciliatrice : elle laisse aux possesseurs du capital matériel leur rente si rudement contestée ; ils doivent seulement la partager avec les possesseurs du capital personnel. Cette qualité de capitaliste conférée à l'ouvrier devient dans cette théorie la formule

(1) FR. ALBERT MARIA WEISS, *Die Gesetze der Berechnung von Kapitalzins und Arbeitslohn*, Fribourg 1887. Analysé par SCHÄFFLE dans *Tübinger Zeitschrift* vol. 41 p. 225 s. ; DARGUN, *Arbeitskapital und Normalerwerb*, dans *Tübinger Zeitschr.* vol. 40 p. 514 s., surtout 530-535 ; OFNER, *Ueber das Rechtsprinzip des Arbeitslohnes nach herrschendem System*, dans *Juristische Blätter*. 1884 n^o 3 et 4 ; ENGEL, *Der Wert des Menschen*. 1883.

magique qui produira les fruits d'or de la réconciliation et de l'humanité. Quel dommage que ce ne soit précisément qu'une pure formule, qu'une phrase pompeuse sans vérité intrinsèque ! Certes, personne ne niera qu'il y a sur certains points effectivement une analogie entre un ouvrier élevé et instruit pour la production grâce à des avances de frais, et une portion de capital. Mais jusqu'où vont ces analogies ? elles vont assez loin, pour les faire valoir à l'occasion comme d'instructives comparaisons, ou bien encore pour, dans les occasions où il ne s'agit pas d'une exacte rigueur scientifique, se permettre par ci par là d'appeler par une fleur de rhétorique l'ouvrier un « capital », de même qu'au figuré on désigne parfois le capital par « travail antérieur » ou « travail accumulé ». Mais l'analogie ne va pas jusqu'au fond de la chose, surtout pas entre le salaire du travail et l'intérêt du capital. Le gain que donne le capital repose sur un principe tout particulier qui ne s'applique que très exceptionnellement au travail ; c'est ce qui, j'espère, ressortira très clairement de notre théorie de l'intérêt du capital. Mais dès à présent je puis dire que c'est un singulier renversement de point de vue que de vouloir rendre plus claire l'essence du salaire du travail en l'appuyant sur le phénomène de l'intérêt du capital. Des deux phénomènes en effet, celui du salaire du travail est de beaucoup le plus simple et le plus clair. L'un donne le bien précieux appelé travail et l'autre lui donne en échange un prix. Il n'est pas facile d'imaginer quelque chose de plus simple. Le fait que le capital porte un intérêt est bien plus compliqué : témoin les nombreuses théories

dont nous avons dû nous occuper dans la première section de cet ouvrage et qui en dépit de leur nombre n'ont pas encore pu exposer avec une clarté satisfaisante la nature de ce phénomène. Vouloir expliquer les circonstances si simples du salaire du travail en les rattachant aux complications du processus plus embrouillé, plus obscur de l'intérêt du capital, c'est vraiment absurde. Ce que valent ces subtilités est admirablement montré par ce fait que, ainsi que nous le savons, de nombreux écrivains se sont efforcés en même temps de rendre inversement plus intelligible l'essence de l'intérêt du capital en l'expliquant comme une espèce particulière du salaire du travail : ainsi donc ceux-ci voient la solution là où ceux-là aperçoivent l'énigme, et ceux-ci aperçoivent l'énigme là où ceux-là cherchent la solution. Quel degré de confusion dans les problèmes à résoudre ne se révèle pas involontairement dans ce tâtonnement alternatif (1).

Résumons. Faire entrer le travail dans le concept du capital, c'est, dans le cas le plus favorable, un usage inopportun et dans le cas le plus défavorable qui malheureusement est devenu une réalité, c'est un usage funeste propre à éterniser la confusion terminologique, à ouvrir les portes toutes grandes à

(1) Il est très significatif qu'aucun des auteurs qui expliquent le salaire du travail par l'intérêt du capital, n'essaye aussi d'expliquer l'intérêt du capital lui-même. Ils l'acceptent simplement comme un fait établi, à l'exception de Mc. Culloch qui de nouveau l'explique par le salaire du travail, en reprenant le tour de force à rebours avec une déconcertante naïveté. Il m'est très agréable de voir que Schaffle aussi se récusé quant aux théories critiquées ici, bien que leur tendance sociale doive certainement concorder avec sa manière de voir (*Tübingen Zeitschrift*: vol. 41, p. 225 s.).

de fausses analogies et à troubler la pensée précisément dans les questions de la science sociale qui sont à la fois les plus difficiles et les plus importantes. Nous nous prononçons donc très énergiquement, et je l'espère avec l'adhésion générale, pour exclure les moyens d'acquisition personnels du concept du capital (1).

L'étape suivante de la controverse nous conduit à cette question : Est-ce seulement les produits du travail servant à l'acquisition, le « travail antérieur accumulé » ou bien aussi le sol qui doivent être attribués au capital ? Les deux opinions se réclament du nom de capital comme d'un concept important et fécond. Le sol a vis-à-vis du travail, en tous cas, tant de points communs avec les moyens d'acquisition produits de nature matérielle que leur réunion dans un même concept est bien légitime. De même le revenu qui découle des deux sortes de moyens d'ac-

(1) Cf. les analyses de Schmoller concordantes quant au résultat : *Lehre vom Einkommen in ihrem Zusammenhang mit den Grundprincipien der Steuerlehre* dans *Tübinger Ztsch.* 1863 p. 24 s., KRIES, *das Geld*, p. 15-22, RICCA-SALERNO *op. cit.* p. 28 s. et COSSA, *La nazione del Capitale* (*Saggi di Ec. Pol.* 1878. p. 163 s.). Contre cette manie d'élargir démesurément le concept du capital, c'est particulièrement Cossa qui a écrit des paroles vraiment d'or. Il souligne qu'on a souvent besoin d'opérer avec une expression qui désigne sans ambiguïté précisément les produits servant directement à la production, et il poursuit : « Se il concetto del capitale si allarga di troppo, comprendendovi altri prodotti, o altri fattori della produzione, esso o sfuma del tutto o non ha più la sua ragione di essere. Si costruisce, per dir la cosa in altro modo, uno strumento od imperfetto o superfluo, il quale o non serve punto, o non serve bene. E tali categorie debbonsi senz'altro espellere, e non già moltiplicare nelle investigazioni economiche, se non vogliamo che la scienza si isterilisca in polemiche oziose e puramente nominali. » *op. cit.* p. 168.

quisition est de même nature en beaucoup de points essentiels, ce qui rend également désirable de le voir réuni dans un concept. D'autre part cependant le sol et le capital s'écartent l'un de l'autre dans un très grand nombre de points essentiels. Celui-là est immobile, celui-ci est pour la plus grande partie mobile ; celui-là est un don de la nature, celui-ci un produit du travail ; celui-là ne peut augmenter, celui-ci est susceptible d'augmentation ; le propriétaire foncier a une situation sociale et économique essentiellement différente de celle du « capitaliste » ; la propriété foncière est légitimée pour des raisons essentiellement autres que la propriété mobilière, le sol est la base spéciale de la production agricole qui se distingue par beaucoup de propriétés particulières ; le revenu du sol, tout en ayant beaucoup de points communs avec le revenu du capital, est cependant soumis à bien des lois différentes ; la rente foncière par exemple monte quand le développement économique s'accroît, la rente du capital baisse. Toutes ces considérations — qu'on pourrait facilement étendre encore (1) — feront ressortir à leur tour particulièrement les autres biens productifs en comparaison du sol.

Ainsi les deux concepts en compétition se balancent à peu près quant à l'importance et à la fécondité, et si ces seuls éléments devaient décider de notre controverse, la décision pourrait être prise à volonté. Toutefois si l'on poursuit l'examen comparatif en

(1) Cf. KNIES, *Das Geld*, p. 33 s. ; SCHÖNBERG dans son *Handbuch* 2^e éd., p. 210 ; ROSCHER, *Grundlagen* § 42 note 1 et tout récemment PHILIPPOWICH, *Grundriss*, 1^{er} vol. 6^e éd., p. 145.

ayant égard aux autres règles congruentes de la terminologie, à celles que nous avons exposées ci-dessus comme péremptoires, on rencontre quelques points sur lesquels l'ensemble des moyens d'acquisition produits a un avantage signalé sur son concurrent. Cela s'applique tout d'abord à l'économie terminologique. Si nous donnons en effet le nom de capital à tous les moyens d'acquisition matériels, le plus étroit des concepts en concurrence et en même temps la branche du revenu qui lui correspond resteront sans nom malgré leur importance. Si nous avons disposé ailleurs des noms de capital et de rente du capital, nous n'aurons plus de désignation simple et convenable ni pour l'ensemble des moyens d'acquisition produits, ni pour le revenu qui en dérive. Nous évitons au contraire cet inconvénient terminologique si nous attribuons le nom de capital aux moyens d'acquisition produits ; l'ensemble de tous les moyens matériels d'acquisition peut alors bien et simplement être désigné par le terme de « patrimoine d'acquisition », et tout le revenu qui en dérive pourra, comme l'a proposé Rodbertus, s'appeler « rente », laquelle rente sera convenablement divisée en « rente foncière » et en « rente du capital ».

Les moyens d'acquisition produits jouissent d'un second avantage, celui d'avoir droit de cité dans la langue usuelle. La langue populaire aussi bien que la langue scientifique fait reconnaître par des signes caractéristiques que le sol ne prend pas place dans le capital, mais qu'il lui est opposé. Le génie de la langue sépare nettement les propriétaires fonciers des capitalistes. Personne ne dira d'un peuple qu'il est « riche en capitaux » pour la seule raison qu'il a

des biens-fonds en abondance. Le mot intérêt du capital, le peuple ne l'appliquera jamais au revenu du sol ; dans la littérature savante une faible minorité l'emploie dans ce sens ; et c'est surtout dans les grands problèmes sociaux que la propriété foncière et la propriété capitaliste sont attaquées et défendues par des tactiques nettement différentes. — Si l'on rapproche tout ce qui a été dit, il en résulte, — bien que pour des raisons indiquées à plusieurs reprises, il ne puisse être question d'une démonstration qui force la conviction — que la balance penche sensiblement du côté des « moyens d'acquisition produits » et que le sol ne doit pas être admis dans le concept du capital (1).

(1) Dans ses articles pleins de sagacité *Zur Theorie des Kapitals*, C. Menger élève contre les idées exposées dans le texte l'objection qu'elles reposent sur une inconséquence. D'après ma conception en effet, les terrains, quels que soient le capital et le travail qu'on y ait dépensés, sont toujours considérés comme « facteurs naturels » et seule l'amélioration produite par ces dépenses est considérée comme capital, tandis que les autres choses naturelles, comme par ex. les troncs d'arbre, les fruits poussés sans culture, les pierres précieuses trouvées sont considérés à partir du moment où en général ils ont été l'objet de travail ou de frais, comme des « produits » et sont comptés comme du « capital » non seulement pour la plus value que leur donne la dépense, mais dans leur totalité (*op. cit.* p. 161.) L'inconséquence qu'on nous reproche existe en effet, mais je la tiens pour une de ces inconséquences à la fois inévitables et saines, grâce auxquelles on sacrifie dans le détail quelque chose d'une logique raffinée pour pouvoir, en grand, tenir compte de points de vue importants. Ce ne serait pas une heureuse idée de vouloir renoncer complètement à la distinction entre le « facteur naturel » et les moyens artificiels de la production, parce qu'en raisonnant très rigoureusement, il n'y a aujourd'hui en général presque plus de facteur naturel pur, puisque des influences naturelles aussi prononcées que le climat indiquent déjà quelque addition artificielle due à l'action modificative de l'homme. Menger lui-même ne pourrait guère maintenir la distinction si importante et

Quelques opinions enfin qui veulent rétrécir encore plus le concept du capital sont faciles à réfuter et doivent l'être résolument. Parmi celles-ci l'opinion de Kleinwächter, qui fait une distinction entre les matières et les instruments de la production et ne veut considérer comme capital que les derniers : et cela parce qu'on peut prétendre que les instruments seuls interviennent activement dans la production, et que l'on ne pourrait en dire autant des matières de la production — purement passives (1) —. Seulement c'est précisément cette hypothèse qui n'est pas exacte. Les matières de la production ne fonctionnent pas du tout simplement comme « masses inertes et plastiques », mais elles développent grâce aux forces naturelles qui résident en elles une participation en réalité tout aussi active à l'œuvre de la

devenue si célèbre entre les biens de « premier » ordre et d'ordre « supérieur » ou du moins il ne pourrait pas la maintenir dans le sens usuel et pratiquement considérable si, en tirant sa ligne de délimitation, il ne se permettait pas de petites inconséquences, certaines négligences de détails insignifiantes ; car à l'extrême rigueur, le rôti cuit à point qui fume sur mon assiette ne serait pas même un bien de premier ordre parce que, avant d'être découpé en morceaux prêts à être avalés, il n'est pas encore approprié à l'usage immédiat ! Et c'est ainsi que je considère comme une inconséquence saine et permise notre répugnance à concevoir la terre notre mère comme notre « produit », même quand nous y avons dépensé beaucoup de travail des siècles durant ! Quand WICKSELL (*Wert, Kapital, Rente*, p. 79 s.) allant plus loin dans l'autre sens veut soustraire du capital tous les « biens éminemment durables », seraient-ils même des « produits » proprement dits, et veut les placer à côté du sol sous le titre de « biens rentables », il me semble tracer la ligne de démarcation à un endroit où certes elle *peut* sûrement et logiquement être tirée, mais où, d'après mon sentiment, ne se trouve pas le fossé naturel de séparation le plus profond et le plus important.

(1) *Die Grundlagen und Ziele des sog. wissenschaftlichen Sozialismus*, Innsbruck 1885, p. 185 s.

production, bien qu'à la vérité moins apparente. L'opinion de Kleinwächter est, comme il le reconnaît lui-même une fois (1), inexacte au point de vue physique et cela la rend aussi inexacte au point de vue de l'économie politique, puisqu'il s'agit d'une question de technique de la production, dans laquelle l'économie politique doit s'appuyer sur la science de la nature.

Marx à son tour ne veut désigner comme capital que les moyens de production qui se trouvent dans les mains d'autres personnes que les ouvriers et qui sont employés par celles-ci à l'exploitation de l'ouvrier. Pour lui, le mot capital est donc synonyme de « moyens d'exploitation » ; cette distinction aurait certainement une grande portée, si la théorie de l'exploitation était elle-même juste. Mais comme elle ne l'est pas, ainsi que nous l'avons montré dans la première partie de cet ouvrage (2), la distinction qui repose sur elle n'est pas non plus justifiée.

Jevons désigne comme véritable capital l'ensemble des moyens d'entretien des ouvriers ; leurs salaires, soit sous la forme passagère de numéraire, soit sous leur véritable forme de vivres ou d'autres choses indispensables à la vie (3). Si cela était exact, chaque pays serait d'autant plus riche en capital, que le salaire de l'ouvrier y serait plus élevé et que le prix des moyens d'existence y serait moindre. Une peuplade des tropiques, sans aucune industrie, sans ma-

(1) « Physiquement cela n'est sans doute pas rigoureusement exact » (*op. cit.* p. 192).

(2) *Geschichte und Kritik* 2^e éd, p. 495 s.

(3) *Theory of Pol. Ec.*, II^e édit, p. 242, 263.

chine, sans fabrique, sans chemin de fer, mais à qui le climat tropical fournit surabondamment aux besoins indispensables à l'existence, marquerait l'apogée de la richesse capitaliste ! Evidemment Jevons avait dans l'esprit une idée juste, mais il lui a donné une forme malheureuse. Il a confondu une condition de la formation du capital avec le capital lui-même. On ne saurait prendre de voie détournée pour la production capitalistique qui exige du temps si l'on n'est pas pourvu de moyens de subsistance jusqu'au moment où le résultat de la production est définitivement obtenu. Mais ce ne sont pas les moyens de subsistance et particulièrement ce ne sont pas les moyens de subsistance *seuls* qui constituent déjà le capital, mais celui-ci ne prend naissance que lorsqu'on prend réellement la voie détournée de la production, voie féconde devenue possible par la fabrication de machines, d'instruments, par la construction de chemins de fer et de fabriques, par la production de matières premières, etc. Si au contraire les ouvriers ne vivaient qu'en consommant au jour le jour leurs vivres, quelque abondants qu'ils fussent, l'économie resterait évidemment sans capital (1).

(1) Marshall croit qu'au fond de ma critique de la définition ci-dessus du capital de Jevons il y a une « méprise » sur la véritable opinion de Jevons (*Principles* 5^e édit. p. 788 note). Il n'en est rien. Je sais très bien que Jevons ne pense pas réellement qu'un pays est d'autant plus riche en capital que les salaires y sont plus élevés et que les moyens d'existence y sont plus abondants et moins chers. Mais précisément parce qu'il ne voulait ni ne pouvait avoir une semblable opinion, il n'aurait pas dû définir le capital comme salaire du travail. Ce que je reproche à Jevons, c'est d'avoir négligé le premier des quatre principes de la définition développés p. 70 ; les termes de sa définition ne conviennent pas à l'objet qu'il avait évidemment en vue. — L'échec de la défini-

Je ne vois vraiment pas grand chose à approuver dans la proposition de Landry. La restriction du concept du capital au groupe des biens consommables donne l'impression de l'arbitraire ; l'exclusion expresse des moyens auxiliaires de la production (1) est en opposition avec la langue traditionnelle en ce qu'elle a d'essentiel pour ainsi dire ; et ce qui est plus malheureux que tout cela, me semble être cette nuance grâce à laquelle le concept de capital arrive à comprendre de ces biens qui, parce qu'on renonce à les obtenir, n'ont en général absolument pas réussi à parvenir à exister ! L'introduction de biens imaginaires, inexistantes, donne à tout le concept du capital quelque chose de vague, de nébuleux, qui le rend peu propre à devenir l'instrument d'une pensée claire, d'idées fécondes, empruntées à la réalité de la vie. Bon nombre des faiblesses qui entachent l'ouvrage de Landry d'ailleurs si méritoire et si sagace, me semblent provenir de cette source.

La proposition de Menger mérite d'être examinée

tion du capital de Jevons a du reste sa racine dans une erreur de principe, que dans l'intervalle Irving Fisher a mise en lumière avec la clarté et la sagacité qui lui sont propres : (*What is capital ? Ec. Journal*, Décembre 1896, p. 518 s., 523 s.). Le capital est, en effet, un concept qui se rapporte à une masse de biens existant à un moment donné ; les salaires du travail, considérés comme une branche du revenu, sont au contraire non un fonds (« stock ») mais un flux (flow), un concept qui n'a rien à faire avec un moment, mais avec une durée. Des concepts aussi disparates ne peuvent pas en général être mis en relation, chose que Jevons a faite à tort dans sa définition du capital et dans une autre application de plus grande portée encore, dans la théorie du fonds des salaires, si célèbre de son temps.

(1) « Nous refuserons ce nom (de capitaux) aux moyens de production en question » (usines, machines ou matières premières) : *L'intérêt du capital*, p. 16.

avec soin. Ce serait effectivement une solution d'une simplicité surprenante, qui aurait en même temps les avantages les plus séduisants, si l'on pouvait montrer que la conception du capital qui vit dans la bouche du peuple est en même temps réellement celle qui peut le mieux ou du moins utilement servir aux fins de la science. Malheureusement un examen réitéré avec soin n'a pu me conduire à ce résultat.

Je commence par dire qu'en effet Menger me paraît avoir choisi avec un coup d'œil exercé le facteur auquel se rattache le nom du capital dans l'usage populaire de la langue et — avec quelques exceptions qui sont encore à discuter — l'avoir désigné quant à l'essentiel de façon convenable.

La langue populaire rattache en effet — en réservant les exceptions qui viennent d'être énoncées — le nom de capital à des objets de rapport consistant en argent ou pouvant être représentés en argent. Mais cette représentation en argent est quelque chose de purement subjectif, qui dépend d'impressions ou de suggestions subjectives et fortuites. Des objets du patrimoine objectivement d'une parfaite ressemblance et qu'on utilise d'une manière parfaitement semblable peuvent sous ce rapport être estimés subjectivement de façon très différente. Un bien rural, par exemple, propriété d'une société par actions et porté dans le livre du bilan pour un montant déterminé est certainement représenté en argent et est compté dans le « capital » de la société. Si un particulier a récemment acquis ce bien, le souvenir du capital en argent qui y a été consacré provoquera très probablement la même manière de représentation. Si c'est au contraire un bien hérité, appar-

tenant depuis longtemps et sans interruption à la famille, sans qu'il y fût question de vente ou d'achat, on ne se le représentera probablement pas comme un capital en argent ; celui qui le possède par héritage aura le sentiment d'être non un « capitaliste » mais un « propriétaire foncier ». A moins, ce qui peut arriver, qu'un autre mobile ne favorise le mode de représentation opposé ; quand, par exemple, en vue d'un partage de succession, le bien doit être estimé en argent, ou quand le propriétaire a reçu récemment une offre d'argent pour son bien, et que ces occurrences — ce qui de nouveau pourra se passer très différemment suivant le sujet — auront par hasard laissé dans le souvenir et dans les idées du propriétaire foncier une impression telle qu'il associe régulièrement à l'idée de son bien celle de sa valeur en argent, et qu'il se représente le taux de sa rente foncière comme un pourcentage de la valeur du bien, etc. Bref, la conception populaire et la langue usuelle reflètent des subjectivités. Celle-ci n'applique pas constamment le nom de capital à une certaine catégorie réelle de biens, désignée par des caractères objectifs particuliers, mais elle entremêle les catégories réelles, pour fonder le groupement sur un motif purement intérieur qui souvent ne se manifeste pas du tout extérieurement, qui d'habitude n'est d'aucun effet pratique, et qui dans sa propre manifestation peut être aussi instable, aussi variable que le sont en général les manifestations de la puissance représentative et de l'imagination de l'homme (1).

(1) Menger aussi accorde que la conception populaire ne dispose pas du nom de capital avec une logique rigoureuse, et qu'elle laisse

Or, on peut se demander de quel intérêt sera pour la théorie économique un concept établi sur des bases aussi peu solides ? Je crois qu'il ne sera d'aucun intérêt. Pour les problèmes à éclaircir dans les domaines de la production et de la répartition, la théorie a certes toujours des raisons pour réunir et pour séparer les différents groupes de biens d'après d'autres critères que le fait de savoir si le pro-

une large place aux impressions subjectives indécises, quand p. ex. il fait ressortir expressément (*op. cit.* p. 41 s.) que bien des agriculteurs « ne considèrent au point de vue de l'évaluation économique en monnaie » qu'une partie de leur patrimoine d'acquisition, leur patrimoine d'*exploitation* agricole p. ex., tandis que leur propriété immobilière (peut-être héritée) est à leurs yeux certes un patrimoine productif, mais non du capital, tandis que chez d'autres agriculteurs qui voient aussi dans leurs immeubles un placement de capital, cette opposition n'existe pas. Si Menger à ce sujet attache de l'importance à ce que cette indécision dans cette conception n'est propre qu'à un stade transitoire, à l'époque où l'on passe de l'exploitation économique naturelle à celle de l'économie monétaire on peut l'accorder sans plus ; il y a toutefois une double remarque à ajouter : 1^o nous nous trouvons précisément à présent dans ce stade transitoire, et par suite si l'on se demande si la science doit fonder son propre groupement en catégories sur l'usage populaire de la langue, il n'y a à considérer précisément que la langue entachée de ces incertitudes qu'on emploie à notre époque ; et 2^o après qu'on aura triomphé de cette époque de transition et quand on aura universellement adopté l'évaluation en monnaie, cette incertitude disparaîtra certes, mais en revanche ce caractère du concept, dont la mise en relief sert de base à tout ce que le concept populaire du capital a de particulier, sera dépouillé de toute sa force distinctive, et ce concept lui-même tombera au rang de simple synonyme d'un autre concept, amenant une confusion contre laquelle personne ne s'est élevé plus énergiquement que Menger lui-même (*op. cit.* p. 5 s.). Cet autre concept est celui de « patrimoine d'acquisition ». Car lorsqu'il n'y aura plus de patrimoine d'acquisition *non* évalué en argent, le concept de patrimoine d'acquisition évalué en argent (le domaine réservé du concept populaire actuel du capital) s'identifiera tout bonnement avec celui de patrimoine d'acquisition.

priétaire actuel les égale à une somme d'argent dans son esprit ou même dans sa comptabilité. Le problème du revenu déduit du « capital » ne se délimite certainement pas en particulier par le patrimoine d'acquisition représenté en argent ; une fabrique ou un bien rural, dont le propriétaire se représente la valeur en argent ne donnera certainement pas de rente pour un autre motif ni dans une autre mesure, si cette représentation en argent est étrangère au propriétaire. De même quand il s'agit de rechercher quelle est la fonction du capital dans la production économique nationale, il est certain que personne ne soutiendra que l'agencement d'un atelier ou l'établissement d'une exploitation agricole évalués en monnaie ont sur la production une action essentiellement autre que lorsque leur valeur ne se traduit pas sous forme d'argent dans l'esprit du propriétaire. Bien plus, tous les principes qu'on peut établir relativement aux relations du « capital » d'une économie et sa production vont visiblement aussi au-delà de la frontière du patrimoine d'acquisition représenté en argent, et ce qui me semble très digne de remarque, dans le cas actuel l'usage de la langue devenu populaire dépasse aussi déjà nettement cette frontière. Une idée qui aujourd'hui n'est étrangère presque à personne, même en dehors du cercle des spécialistes, est que la possession d'un riche capital favorise ou féconde la production de l'économie nationale. Et quand on recherche ce que les gens dans cette combinaison d'idées se représentent sous le nom de capital, on trouvera peut-être encore chez un certain nombre d'entre eux la grossière idée mercantiliste d'une somme d'argent comptant, mais chez

tous ceux qui se sont élevés au-dessus de cette conception, il y a l'idée d'une catégorie réelle de biens, et certainement sans qu'on distingue si ces biens sont évalués en argent ou non. Quand un profane parle de l'augmentation du capital d'un peuple, il ne pense certainement pas à une simple expansion du calcul en argent, bien qu'elle aurait, prise à la lettre, comme conséquence une « augmentation des parties du patrimoine d'acquisition évaluées en argent », mais il ne pensera assurément qu'à l'augmentation réelle du patrimoine d'acquisition ou de certaines catégories de celui-ci, et ce faisant, il ne trouvera pas moins sûrement réalisé le critérium de l'augmentation du capital, si les éléments des catégories de biens dont il s'agit et qui ont augmenté, ont été ou non soumis au calcul en argent par leurs propriétaires.

Il me semble donc que la conception vulgaire du capital, que Menger désire conserver comme conception scientifique, ne représente qu'un degré transitoire, qu'aujourd'hui l'idée et la langue usuelle de la vie journalière ont déjà dépassé même en des relations importantes, pour se rapprocher de la conception devenue usuelle dans la science depuis Smith, qui attribue le concept et le nom de capital à une certaine catégorie de biens, déterminée par des caractères objectifs. Or, comme il me semble qu'on ne saurait effectivement faire face aux exigences de la science que par une distinction de ce dernier genre, je puis d'autant moins croire que la science puisse se contenter de la régression proposée vers une phase du langage usuel qui n'est plus tout à fait actuelle (1).

(1) La proposition analogue de van der Borghst de restreindre le con-

Les propositions de Marshall, en tant qu'elles se rapportent au concept du « capital individuel » ou « trade capital », tiennent en quelque sorte le milieu entre la conception de Fisher et celle de Menger. Marshall est d'accord avec Fisher pour appuyer le concept du capital sur celui du revenu ; il est d'accord avec Menger pour le rattacher à la langue usuelle de la vie journalière teintée de mercantilisme. En me référant à ce que j'ai déjà dit au sujet des deux derniers auteurs nommés, je me contenterai d'exprimer mon opinion ainsi : le groupe de biens dont quelqu'un attend un revenu en numéraire, peut difficilement circonscrire une catégorie assez intéressante et d'une cohésion suffisamment intime pour mériter en général d'être souligné par une dénomination particulière dans la terminologie scientifique, à plus forte raison pour être considéré de préférence sous le nom si recherché de capital.

Mais même en ayant égard à cet autre groupe de biens que Marshall désigne sous le nom de « social capital », je ne crois pas qu'il y ait le moins du monde un motif suffisant pour une telle préférence. Parce que Marshall compte dans le revenu non seulement les biens nouvellement acquis, mais aussi en principe les services qu'on tire de l'usage personnel des biens d'usage durables, il est amené, en tenant

cept de capital au « capital monétaire » (« Ein Vorschlag zur Lehre von den Produktionsfaktoren Natur und Kapital », dans *Jahrb. für Nat. Ök. u. Statistik*, 3^e série, vol. 26 (1903), p. 596 s.) est rendue encore plus inadmissible par certaines circonstances accessoires qui se rapportent à la délimitation proposée vis-à-vis de l'un des facteurs de la production, la nature. Cf. à ce sujet les explications de Jacoby (*Streit um den Kapitalbegriff* p. 104 s.) essentiellement concluantes sur ce point.

compte du parallélisme entre le revenu et le capital qu'il accentue, à comprendre par principe dans son capital social outre les biens productifs, les biens d'usage durables qui sont utilisés par leurs propriétaires. Mais il n'applique pas logiquement ce principe ; il se décide au contraire à tirer une ligne de démarcation entre les maisons d'habitation que le propriétaire réserve à son usage personnel, qu'il comprend dans le concept du capital, et les ustensiles de ménage, les meubles et les vêtements qu'il en exclut, parce que cela répond le mieux à ce que la pratique et surtout les commissaires de l'impôt considèrent comme objets « donnant un revenu ». Nous accordons volontiers ce dernier point. Du point de vue des lois fiscales et des inspecteurs du fisc, il est certainement légitime pour des raisons pratiques de tirer une ligne de démarcation entre les objets dont l'usage propre, *même si on les considère isolément*, est d'une valeur considérable et en outre facile à estimer, et les autres biens d'usage qui ne sont pas dans ce cas. Mais il est évident que ce point de vue n'est plus pertinent quand il ne s'agit, comme c'est le cas précisément dans le concept du capital *social*, ni de personnes ni d'objets isolés, mais au contraire d'ensembles de sujets et d'objets : qu'on néglige les grandes masses pour cette raison qu'elles se composent de parties isolées de peu d'importance, cela pourrait encore se justifier, s'il s'agissait du concept du capital individuel, mais cela n'est certainement pas de mise lorsqu'il s'agit du capital social qui doit pourtant s'appuyer sur une considération d'ensemble ; à ce sujet je crois à peine nécessaire de mentionner que, dans leur totalité les meubles et

les vêtements existant dans une économie rationnelle et servant à l'usage personnel de leurs propriétaires forment en quantité et en valeur une part infiniment plus considérable du patrimoine national que les maisons d'habitation servant à l'usage personnel (1).

En tout cas, moyennant ce petit élargissement de la frontière entrepris en faveur des maisons d'habitation à l'usage de leurs propriétaires, Marshall arrive à un concept du capital dont la ligne frontière est tracée encore bien plus artificiellement, bien plus arbitrairement que celle de la plupart des concepts rivaux, et qui est en même temps d'une bien moindre fécondité scientifique. Il n'est certes nullement fécond pour la théorie de la production, et même dans la théorie de la répartition, il me semble qu'on peut établir des propositions générales soit pour un cercle de biens diminué du groupe qu'on sait, soit pour un cercle de biens encore augmenté des autres biens de jouissance durables d'usage personnel, mais je ne crois pas qu'il y ait une connaissance scientifique quelconque qui soit enfermée exactement dans la ligne frontière jalonnée par Marshall. Justement si l'on se met avec Marshall dans un certain état d'esprit de résignation, si l'on reconnaît qu'avec aucun des groupements possibles des biens on ne pourra satisfaire à tous les desiderata, et qu'en particulier on ne pourra jamais s'en tenir à une logique rigoureuse, ni rester parfaitement fidèle à l'usage

(1) Cela pourrait même être le cas dans l'économie nationale de l'Angleterre, où il est relativement fréquent d'habiter sa propre maison ; cela se rencontre certainement à un plus haut degré dans l'économie nationale de la plupart des autres pays.

populaire de la langue, et si, de telles considérations, on a déduit pour soi-même une certaine liberté pour donner le nom de capital d'après de simples considérations d'opportunité (1), justement alors me semble-t-il, le choix aurait dû tomber sur un groupe de biens qui répondit mieux aux principes d'une terminologie scientifique appropriée et en particulier au postulat de la fécondité scientifique (2).

Je ne puis enfin m'empêcher de remarquer que Marshall me semble employer d'une façon peu heureuse ou peu caractéristique les deux termes « individuel » et « social » pour désigner les deux variantes du concept du capital qu'il a lui-même distinguées. En vérité son « capital social » est aussi le fruit d'une conception d'une économie purement individuelle : on y arrive, d'après la propre explication très nette de Marshall, en calculant tous les biens dont un individu tire un revenu dans le sens où l'en-

(1) « Economists remain therefore free to choose their standard definition of capital with a view to their own convenience » MARSHALL, *Principles*, 3^e éd. p. VII.

(2) C'est un phénomène presque tragi-comique que les champions des diverses définitions du capital se font réciproquement le même reproche d'insignifiance du concept proposé. Tandis que je me vois moi-même forcé de faire ce reproche à Marshall, il porte le même jugement sur ma délimitation du concept de capital (3^e éd. p. 151 s., 5^e éd. p. 790, note 1). Je vois en cela d'une part un signe de la grande difficulté inhérente au sujet, qui en général ne permet pas d'établir une délimitation répondant parfaitement à tous les desiderata, d'un autre côté j'y vois une conséquence de cette circonstance, qu'il s'agit ici surtout de considérations d'opportunité dont l'appréciation laisse bien plus libre carrière au jugement subjectif, que lorsqu'il s'agit de décider ce qu'il y a de vrai ou de faux dans une question. J'examinerai d'ailleurs plus tard de plus près les raisons sur lesquelles Marshall s'appuie pour me retourner mon reproche.

tend le commissaire du fisc pour imposer les individus ; et la raison pour laquelle Marshall en exclut les vêtements et les meubles n'est certainement pas, comme nous l'avons vu, telle qu'elle ait pu être dictée par la considération du point de vue de l'ensemble, ou même qu'elle soit conciliable avec ce point de vue. Dans le fait le « capital social » de Marshall se rapproche beaucoup du concept que la plupart des autres écrivains désignent volontiers sous les noms de « capital individuel » ou « capital privé », c'est-à-dire du capital considéré comme facteur de la répartition, qui en attribuant des parcelles du produit national à des individus déterminés, joue son rôle de source de revenu individuel (1), tandis que d'habitude, comme on le sait, on désigne comme capital social le concept du capital qui ressort de la théorie de la production et comme capital individuel celui au contraire qui ressort de la théorie de la répartition. Dans la division établie par Marshall, c'est précisément le véritable concept du capital d'économie sociale, celui qui a en vue le problème de la production qui, en général, n'est pas représenté.

Il reste enfin encore ces conceptions du capital qui ne veulent pas du tout voir dans le capital un composé de biens, mais une grandeur abstraite planant au-dessus des biens : Kühnast par exemple, en fait une somme de valeurs, Mc. Leod, une puissance de circulation. J'ai, comme je l'ai déjà exposé ailleurs (2),

(1) Ce qui est caractéristique, c'est que Marshall désigne lui-même son « capital social » comme le concept de capital avec lequel on a aussi généralement à opérer dans les problèmes scientifiques de la répartition : p. ex., 3^e éd. p. 152, 153, avant-propos p. 7.

(2) *Geschichte und Kritik*. 2^e éd. p. 596 s.

en général une piètre opinion, de semblables idéalizations des concepts économiques fondamentaux. Ce sont d'habitude de faciles expédients pour tourner les difficultés insurmontables d'une explication. Si un concept ardu, d'une réalité vivante ne peut pas s'adapter à une pénible explication, il y a des théories aussitôt disposées à le dématérialiser ; par là il perdra à la vérité ses arêtes et ses coins rebelles, mais il perdra en même temps toute sa force et sa vérité. Il devient un mot et conduit à des mots. C'est ce qu'on voit bien aussi ici. Si l'on voulait prendre au mot les porte-paroles des définitions du capital données ci-dessus, et si on leur demandait si sérieusement une somme de valeurs ou une puissance de circulation immatérielle pourrait moudre du blé, ou filer du chanvre ou labourer le sol, ou transporter des charges, ou si toutes ces belles choses ne se font pas par le moyen de biens matériels ordinaires, du moulin, du rouet, de la charue, de la locomotive, on les mettrait probablement dans un cruel embarras. Car, en toute conscience, ils auraient de la peine à nier que sous le nom de capital ils se figuraient cependant ce quelque chose qui aide les hommes dans le travail de la production et dont la grossière matérialité s'adapte mal à cette définition de « somme de valeurs » ou de « puissance de circulation » distinguée dans son abstraction. Ce qui est caractéristique pour ce genre de définitions du capital, c'est que l'origine en peut être ramenée à une locution triviale d'un écrivain peu ponctuel dans la formation des concepts. Cet écrivain est J. B. Say. Il nomme d'abord *capital* — ce qui est très juste — certains *produits du travail* qui servent d'instru-

ments pour une production ultérieure, tels que les semailles, les matières colorantes, le coton, les outils, les machines, les bâtiments, les animaux, etc., et il appelle leur valeur totale, *valeur de capital*. Plus tard il fait la remarque qu'une valeur de capital peut affecter des formes très différentes, par exemple du numéraire, des maisons, des ustensiles, des marchandises, etc., et ceci l'amène à appeler *capital* « cette valeur, dès qu'elle est contenue en des objets qui sont employés à une activité productive, quels que soient les objets qui la renferment » (1). Négligence pleine de contradictions dans l'expression, d'où ses imitateurs ont tiré la matière d'une théorie sérieuse (2).

Les erreurs auxquelles conduit le concept de Clark du « true capital » me semblent d'une trame plus fine et plus attrayante, et par là même plus dangereuse. Dans l'édifice d'idées scientifiques que ce chercheur brillant et original a érigé, son concept du « true capital » a plus de signification que n'en a d'habitude tout autre concept accessoire parti-

(1) *Cours complet* 1^{re} part. chap. VIII. Remarquons en outre que Say dans ce passage et dans quelques autres déjà cités n'a pas formulé moins de quatre opinions contradictoires sur le concept de capital. Une fois (chap. VIII) il reconnaît comme capital les *produits du travail* servant à la production, ensuite (également chap. VIII) leur *valeur* ; une autre fois encore les *talents et l'habileté des ouvriers* (chap. X ; voir ci-dessus p. 104) et une fois même *la personne* des ouvriers (ch. XIII)

(2) Si des théories d'une valeur aussi incertaine sont reconnues par des juristes aussi capables que Kühnast, cela s'explique peut-être par ce fait que les juristes qui, dans leur discipline s'occupent principalement d'idées abstraites, sont généralement très enclins à faire des hypostases de concepts abstraits : exercice qui peut être très approprié à leurs études spéciales, mais qui est certainement d'un fâcheux emploi dans l'économie politique.

culier ; il est tout simplement une sorte de colonne d'appui de l'ensemble à laquelle s'encochent de toutes parts, pour la soutenir et pour en être soutenues, de nombreuses idées élémentaires. Une critique, pour tenir compte du travail soigneusement ordonné de la pensée de l'auteur, devrait la suivre dans toutes ses ramifications. Cela ne peut pas se faire dans un espace chichement mesuré. C'est à cause de la haute, et comme je l'ai franchement avoué plus haut, de la dangereuse importance que cette manière de concevoir si brillamment exposée me semblait avoir pour le sain développement d'une théorie du capital, que j'ai essayé de le faire méticuleusement en d'autres endroits (1). Ici je dois me contenter de réunir succinctement mes principales objections : sont-elles fondées ? Le lecteur s'intéressant à la question pourra en juger par la discussion engagée en un autre lieu, surtout qu'en ce dernier mon honorable adversaire a pu aussi à plusieurs reprises soutenir à fond son opinion.

(1) Et, à la vérité, en suivant les deux principales étapes de l'évolution des théories de Clark, en deux occasions séparées par une douzaine d'années ; la première fois dès 1895, année où le prof. Clark et moi, nous échangeâmes chacun deux articles consacrés à cette analyse dans les colonnes du *Quarterly Journal of Economics* (voir les N^{os} de janvier et de juillet contenant mes articles, ceux d'avril et d'octobre 1895 contenant ceux du prof. Clark), la 2^e fois tout récemment en 1906 et 1907 : voir mes articles *Zur neuesten Literatur über Kapital und Kapitalzins* dans le vol. 15 de la *Zeitsch. für Volksw., Sozialpolitik und Verwaltung* p. 443 s., et vol. 16 p. 1 s., ensuite pour ce qui concerne la riposte du prof. Clark, *Das Wesen des Kapitals*, *ibid*, p. 426 s. et ma réplique s'y rattachant immédiatement p. 441 s. Ces mêmes articles ont paru en anglais (avec quelques réductions sans importance) dans le *Quarterly Journal*, novembre 1906, février, mai et novembre 1907.

Voici donc les critiques que je soulève contre la conception de Clark. Avant tout, je regrette de ne pas trouver une explication précise et incontestable, en dépit des nombreuses paraphrases consacrées au sujet, de ce que le capital doit être en vérité si, d'une part, il ne doit pas être une simple abstraction, mais quelque chose qui a une existence réelle et matérielle, et si d'autre part il doit cependant être autre chose que les biens qui le « composent ». Parmi les paraphrases difficilement conciliables entre elles, les unes me semblent viser les biens composant le capital, les autres de simples abstractions 1) — mais d'après l'explication décisive de Clark, son capital doit en tous cas être ni ceci ni cela — et rien ne me semble indiquer une troisième conception réelle. Je ne saurais en effet trouver cette troisième chose dans le monde de la réalité et je crois que Clark a été entraîné à adopter son opinion uniquement par une dialectique illusoire, par une sorte d'incarnation oratoire de simples formes de sa pensée. La rédaction primitive de la théorie de Clark, qui en plusieurs points rendait encore plus visible le caractère abstrait de son « capital » (2), semble aussi me rappeler cette origine.

Je crois en outre que toute tentative d'expliquer des faits réels qu'on admet être produits par le « capital » autrement que par l'action des biens concrets du capital s'écarte des voies de la science exacte pour conduire dans le domaine des spéculations mystiques auxquelles on ne saurait rattacher

(1) Voir plus haut p. 58 note 1.

(2) Voir également plus haut p. 58 note 1.

les sciences sœurs qui continuent l'œuvre d'éclaircissement de la science économique.

Et je crois enfin pouvoir signaler nettement différents points importants de la théorie du capital, au sujet desquels Clark, quelque haute estime que j'aie de son sens scientifique et de son don de pénétration, a succombé à des tentations qu'il s'est créées lui-même par son concept de capital détourné de la froide réalité. Il me semble donner à des questions importantes de fausses explications, pour lesquelles il ne peut pas trouver d'appui dans l'action des biens du capital, et qui sont plutôt uniquement soutenues par son mystérieux « true capital » et dont la résolution formelle ne pouvait être établie sans toutes sortes d'erreurs de dialectique qui ne pouvaient manquer de se produire par suite de l'ambiguïté du « true capital » vis-à-vis des biens capitalistiques dont il doit quand même se « composer », malgré la diversité de nature qu'on soutient exister entre eux (1).

Ces dernières divergences d'opinions qui concernent la théorie proprement dite devront en tous cas être exposées séparément au forum de la science contemporaine. Sans empiéter sur celle-ci, je ne voudrais rappeler ici qu'un seul souvenir qui se tient rigoureusement dans l'intérieur du cadre où nous nous mouvons à présent, et qui est provoqué en moi par une singularité d'attitude de nombreux écrivains contemporains, qui semblent se familiariser avec le concept de capital de Clark. Ce

(1) Voir mon article cité plus haut : « Zur neuesten Literatur », etc., en particulier les articles 2, 3 et 4 de la 2^e partie (*Zeitschr. für Volksw.* etc. vol. 16, p. 3 s.).

dernier a en effet — à mon étonnement, je le dis ouvertement — dans ces derniers temps joui d'une vogue non médiocre et toujours grandissante d'abord parmi les savants de l'Amérique et ensuite aussi ailleurs. Mais ce qui est surprenant, c'est, qu'à ma connaissance, aucun des savants qui se sont déclarés partisans de ce concept ou qui l'ont vanté comme une heureuse conquête de la science, n'a éprouvé le besoin d'établir clairement, sans ambiguïté, dans quelle intention à vrai dire ils veulent s'y rallier. Ceux qui adoptent le « value concept of capital » — selon le terme technique qui a déjà été imprimé à la conception de Clark (1) — désirent-ils par là avouer leur conviction que le capital est littéralement une somme de valeurs, par opposition à une somme de biens — « value, not things » — par quoi ils se mettraient à un point de vue essentiellement peu différent du point de vue caractérisé plus haut comme celui d'un Hermann, d'un Say, d'un Mc. Leod ou d'un Kühnast ? ou bien, si telle n'est pas leur manière de voir, désirent-ils éviter cette conséquence extrême, exactement par la même voie par laquelle Clark lui-même s'en est écarté ? Sont-ils disposés à s'approprier sans scrupule cette nuance dans le raisonnement au moyen de laquelle Clark a trouvé la possibilité d'expliquer son capital aussi bien comme « a mass of things » que comme « value embodied in things », comme quelque chose d'autre que les biens concrets du capital, et cependant comme « a very literal and material thing » ? Et ceux qui croyaient pouvoir se reconnaître dans ce

(1) Voir p. ex. FETTER, *Journal of Pol. Ec.* mars 1907 p. 129.

cours d'idées n'ont-ils éprouvé aucun besoin de faire quelque chose à cette occasion pour fortifier leur manière de voir, pour porter un peu de lumière dans ce mélange d'idées et d'expressions qui n'avait certainement pas encore la clarté du cristal ?

Je déplorerais surtout vivement que I. Fisher lui-même, qui y était autorisé plus que tout autre, n'ait pas paru éprouver un semblable besoin. Il est vrai qu'il n'est pas absolument d'accord avec Clark, mais les monographies, nombreuses et étendues qu'il consacre au concept et aux différents « sens » du mot capital et dans lesquelles il parle si souvent et si expressément aussi du « concept de valeur » du capital et des vues de Clark lui auraient fourni des occasions nombreuses d'éclaircir ces points. Le moins qu'on puisse dire c'est que malheureusement il ne les a pas mises à profit. Je crains au contraire que plus d'une de ses remarques, pas toujours très claires, souvent discordantes entre elles, n'aient eu plutôt pour effet d'augmenter encore l'obscurité et les malentendus qui dominent en cette matière. D'ailleurs, pour être de quelque utilité dans la discussion indispensable pour pouvoir débrouiller ce chaos, discussion à laquelle nos confrères américains si actifs ne voudront pas se soustraire, je dois moi-même donner plus de précision à ces indications critiques.

Fisher prend pour point de départ que le capital dans *un* des sens qu'il lui reconnaît (= quantity of wealth existing at an instant of time) représente une quantité de *biens* d'espèces les plus variées. Mais une telle « collection » de choses hétérogènes ne peut comme telle être additionnée, ni totalisée

en une somme. Pour que cela devienne possible, il faut qu'on réduise en une masse homogène ces éléments particuliers, ce qui se fait en ne considérant ni leurs qualités ni leurs quantités, mais leur valeur, « et cette valeur d'une provision de biens s'appelle également capital ». Mais l'explication qui se rattache immédiatement à cette proposition ne conduit cependant tout d'abord Fisher qu'à cette formule nullement identique, que l'on nomme valeur capital (*capital-value*) la valeur d'une provision d'instruments existants de richesse ou de « capital-instruments » dans le cas où ils sont évalués en une même unité. Et le pont qui doit réunir ces deux propositions non identiques n'est constitué que par cette remarque qui s'y rattache plus loin, qu'il y a une antithèse entre les « biens capital » (*capital-goods*) évalués d'après des unités spécifiques différentes, et la « valeur du capital » (*capital-value*) évaluée d'après une même unité, en dollars par exemple, et que le simple terme « capital » n'est employé que comme abréviation tantôt de l'un, tantôt de l'autre des termes composés « capital-goods » et « capital-value ». Finalement Fisher explique qu'il emploie le terme de « capital », quand il ne spécifie rien d'autre, dans le sens de « capital-value » et il croit par là se mettre d'accord tant avec la langue courante des hommes d'affaires, qu'avec les professeurs Clark, Fetter, Tuttle, etc. (1).

(1) *Nature of capital*, p. 66 s. Je veux mettre les passages décisifs devant les yeux du lecteur dans le texte anglais, qui a ici de l'importance, et je soulignerai les plus marquants « ... And this *value* of any stock of wealth is also called « *capital* ». To distinguish these two senses of *capital*, we call a stock, store, or accumulation of existing ins-

Quelle opinion Fisher veut-il à vrai dire adopter ici ? L'expérience montre qu'il peut y avoir des malentendus à ce sujet, et l'on ne peut pas non plus nier que Fisher a mis lui-même dans ses remarques le germe de ces malentendus. Si la véritable opinion de Fisher coïncide constamment avec la formule littérale de la proposition qu'il faut nommer « valeur-capital » la valeur d'une provision de biens capitaux (*Kapitalgüter*), Fisher se borne à émettre une proposition absolument inoffensive et inattaquable, que moi-même je suis prêt à tout instant à contresigner, mais qui me semble n'avoir rien du tout à faire avec la conception du capital de Clark. Fisher nomme ensuite simplement valeur quelque chose qui est une valeur. Quiconque identifie comme moi le capital avec les biens capitaux peut répéter cela après lui, et quiconque, encore comme moi, est attaqué par Clark à cause de cette identification.

truments of wealth, each instrument being measured in its own unit, capital-instruments, or capital-wealth, and we call the *value* of this stock, when all articles are measured in a common unit, *capital-value*. Similarly, a quantum of property rights existing at any instant is called capital-property, and its value, capital-value... We have, then, a definite antithesis between capital-goods and capital-value, capital-goods being measured in various units appropriate to the various goods, as, for instance, in bushels of wheat, gallons of oil, acres of land, shares of stock, and capital-value being measured in a single uniform manner, as in dollars or other convenient units of value. Then a definite antithesis between capital-goods and capital-value. *The simple term « capital » is only employed as an abbreviation of either of the compound terms « capital-goods » and « capital-value ».* The business man ordinarily uses the term « capital » in the sense of capital-value, and hereafter, unless it is otherwise specified, the term « capital » will be understood in this sense. In adopting this nomenclature we find ourselves in harmony with Professors Clark, Fetter, Tuttle, and others referred to in the preceding chapter. »

Il s'agit ici des biens capitaux ; ceux-ci ont une valeur, et c'est cette valeur qui s'appelle « valeur-capital ». C'est dans ce sens qu'une fabrique, une maison en location, une créance en rentes a une valeur de capital tout comme tout bien économique a une « valeur-biens ». Nous nous trouvons jusqu'ici sur un domaine parfaitement simple, et tout à fait en deça de la bifurcation qui mène vers la conception spécifique de Clark.

Mais Fisher dit plus loin que la valeur des biens capitaux elle-même s'appelle aussi capital. Veut-il par là dépasser sa première proposition, et jusqu'à quel point ? Si Fisher se faisait rigoureusement et d'une manière durable prendre au mot, quand il ajoutait cette remarque que l'expression capital n'est qu'une abréviation de l'expression « valeur-capital », le terme propre et convenable, il ne serait pas plus avancé qu'avec sa première proposition. Si littéralement il ne doit s'agir de rien d'autre que d'un nom abrégé, elliptique, le contenu de l'idée ne variera pas par une modification de ce genre, qui n'est en quelque sorte que verbale. Pour saisir le contenu de l'idée, il faudra dans un tel cas restituer chaque fois le nom complet, le nom qui correspond à la chose, au lieu du nom abrégé qui ne doit représenter le premier que dans l'esprit de l'auteur — et alors de nouveau nous n'arrivons plus au-delà de cette proposition indiscutable que la valeur des biens capitaux est une valeur, qui est mieux déterminée ou qualifiée par l'épithète de « valeur-capital ». Le nom de « capital » est-il réellement employé dans ce sens abrégatif dans le monde des affaires ? cela me paraît tout ce qu'il y

a de plus douteux, et il est bien certain que Clark a voulu faire de son « true-capital » quelque chose de plus qu'une simple abréviation qui doit être remplacée par un autre nom quand on veut être tout à fait précis. On n'aurait vraiment pas eu besoin de toute une série d'articles de polémique simplement pour exposer au monde cette vérité de la Palisse que les biens capitaux ont en réalité aussi une valeur qui correctement devrait s'appeler « valeur-capital », mais que Clark voulait se permettre de désigner moins exactement par le simple mot de « capital ». Les conséquences très importantes, réformant toute la théorie du capital, que Clark était décidé à déduire de sa conception du capital, doivent pourtant s'appuyer dans l'esprit de l'auteur sur quelque chose de plus qu'une simple formule abrégée, que l'auteur lui-même se refuse à employer, du moment où il veut donner une entière précision à ses expressions.

Quand Fisher, en même temps qu'il donnait les explications ci-dessus mentionnées de sa terminologie, déclarait que dans l'usage qu'il en faisait il était d'accord avec Clark, Tuttle et Fetter, il allait complètement embrouiller les choses. Vraisemblablement que dans les circonstances particulières de notre cas, il n'aurait pas fallu plus que cette déclaration expresse pour jeter la semence de prochains malentendus. Dans une atmosphère littéraire toute remplie des idées et des formules de Clark, employer simplement une terminologie concordant en apparence avec celle de Clark, sans rejeter expressément le sens de Clark, aurait eu pour effet de porter beaucoup de lecteurs de Fisher dans le courant d'idées

de Clark qui leur est si familier. A cela s'ajoutent quelques autres parallélismes à l'appui. Clark avait déclaré que son concept du capital était celui du monde des affaires ; Fisher explique le sien par la même assimilation. Tous deux donnent au concept de capital, qui forme le pendant des biens capitaux, une préférence tout analogue, pour cette raison que manquant d'une désignation opposée (« unless it is otherwise *specified* » dit Fisher) ils déclarent vouloir y rapporter toujours le simple nom de capital. Mais en cela Fisher dans la pratique se contente régulièrement de s'en remettre tacitement pour cette « spécification » au contexte. Il emploie aussi très fréquemment le simple mot « capital » sans commentaire explicite dans un sens où il doit désigner quelque chose de plus substantiel que la simple valeur des biens capitaux ; et cette habitude rend aisé aux lecteurs imbus des idées de Clark, même quand ils lisent Fisher, de rattacher au simple mot capital non commenté ce sens plus substantiel que Clark revendique, comme on sait, pour son capital ; ils peuvent, sans aucun trouble de nature à les surprendre, lire le texte de Fisher comme s'il était de Clark. Et pour finir, Fisher a donné, comme je vais le montrer dans un instant, à l'antithèse existant entre les biens capitaux et la valeur du capital, une signification louche et malheureuse qui empêche les lecteurs de se faire une idée juste de l'état des choses et qui accentue directement tout ce que la conception de Clark a de vague.

Fisher en ayant tant de points d'attache externes et internes avec Clark aurait dû, pour se garantir contre la supposition qu'il s'était simplement ap-

proprié le concept du capital de Clark, faire quelque chose de plus et repousser expressément, avec motifs à l'appui, cette supposition.

Non seulement il ne l'a pas fait, mais il a au contraire fait ressortir l'accord de sa terminologie avec celle de Clark ; dès lors il était inévitable qu'il fût considéré comme partisan et comme vulgarisateur de la conception du capital de Clark. Et c'est aussi ainsi que son attitude a été effectivement comprise par les théoriciens qui se rapprochent de lui. Fetter prise dans le nouvel ouvrage de Fisher le puissant appui qu'il a apporté au « nouveau concept du capital ». Il loue le changement qui de Fisher, autrefois le critique du « value concept of capital » de Clark en a fait un partisan, et il prouve le changement qui s'est produit spécialement par ce fait que Fisher auparavant avait tenu la « réunion d'objets concrets faisant la base d'un inventaire ou d'une description d'après leurs qualités physiques, non seulement pour une somme de capital en général, mais même pour la somme de capital primaire et essentielle », tandis que maintenant, s'il continue à donner le nom de capital à une somme de biens ainsi constituée, c'est une pure formalité, et parce que son attention se porte presque exclusivement sur le concept de la « valeur du capital » (1).

Fisher a — je le constate avec plaisir — senti le besoin, dans une occasion ultérieure, de s'élever, du moins dans une certaine mesure, contre cette conception (2), et dans une déclaration encore plus ré-

(1) *Journal of Pol. Ec.*, mars 1907 p. 129 et 135.

(2) *Professor Fetter on capital and income*, dans *Journal of Pol. Ec.*, vol. XV, n° 7 (juillet 1907) p. 423.

cente, il a répété (1) sous une forme particulièrement expressive des déclarations qui concordent avec la conception que je considère comme la vraie ; mais tout cela, sans se dégager clairement de la conception de Clark et en particulier sans retirer un seul mot des déclarations qui confirment expressément son accord au moins partiel avec Clark, et sans expliquer d'une manière quelconque la mesure de cet accord partiel qu'il a exprimé. Aussi Fisher ne nous tire pas de cette désespérante obscurité qui m'a arraché plus haut une plainte sur le médiocre besoin de clarté des écrivains qui ont de la répension pour les idées de Clark.

Je crois qu'il serait essentiellement utile à l'inévitable discussion ultérieure du sujet, que les auteurs intéressés, au moyen d'une sorte d'examen de conscience, cherchent avant tout à se faire une idée parfaitement claire sur une question fondamentale, en se tenant ensuite ferme sans aucune hésitation à ce qu'ils auront décidé, jusque dans les conséquences les plus éloignées ; la question est celle-ci : le « facteur capital de production » par l'action réelle duquel nous expliquons tant de procédés effectifs de la production et de la répartition, *a-t-il* ou *est-il* une *valeur*, d'après leur opinion ?

Cette décision sera peut-être facilitée par une dernière remarque à laquelle m'invite l'état des choses singulièrement compliqué dans la littérature du sujet. Fisher parle en effet dans le passage cité plus haut

(1) « Are savings income ? » dans *American Economic association Quarterly*, third series, vol. IX, n° 1 (avril 1908) p. 21-22 : « The phrase capital-goods is used in the sense of any stock of wealth or property existing at an instance of time. The *value* of such a stock is called *capital-value*. The term « capital » is used as *an abbreviation of capital-value* ».

d'une antithèse prononcée entre les biens capitaux et la valeur capital, antithèse qui repose sur ce fait que les biens capitaux sont évalués en des unités diverses répondant à leur nature particulière : blé, par exemple en boisseaux (bushel), la bière en gallons, la terre en journaux, mais que la valeur capital est évaluée d'après une seule manière uniforme, en dollars par exemple, ou en d'autres unités de valeur convenables. Eh bien, je crois que cette antithèse est mal établie. Par un trait à peine sensible dans la phrase adoptée, elle entremêle confusément les termes qui devraient être réunis. Dans le premier membre, où la mesure s'applique à diverses propriétés physiques des biens, à leur volume, à leur surface, à leur poids, etc., Fisher parle d'une mesure des biens, et dans le second membre où la mesure s'applique à la valeur des biens, il ne parle pas d'une mesure des biens, mais seulement d'une mesure de la *valeur*. Par symétrie Fisher aurait dû opposer à la mesure des biens capitaux d'après leur volume, leur poids, leur surface etc., dans le premier membre, la mesure des biens capitaux d'après leur valeur dans le second membre, ou bien encore si — ce qui d'ailleurs ne me paraît pas vraisemblable — par suite d'un scrupule de la dernière subtilité, il était d'avis que dans le second membre ce n'étaient pas les biens, mais leur valeur qui était l'objet de la mesure, il aurait dû en vertu de ce même raffinement de scrupule, dans le premier membre aussi établir comme l'objet de la mesure non pas les biens, mais leur longueur, leur largeur, leur volume, leur poids etc. (1).

(1) Je crois d'ailleurs que de tels scrupules seraient tout à fait su-

L'application à notre question est certes facile à comprendre. Fisher a parfaitement raison quand il dit que les biens concrets du capital ne peuvent pas être totalisés, tant qu'on les évalue en des unités spécifiques différentes, et que pour en faire la somme il faut les « réduire à une masse homogène » en employant une même unité de mesure. Mais cela se fait simplement en mesurant *ces mêmes biens capitaux concrets* d'après leur valeur, commé je l'ai déjà souligné en parlant de Clark (1). Il n'y a pas la moindre raison pour qu'à l'occasion d'un changement de l'unité de mesure, l'objet mesurable lui-même, les biens capitaux concrets doivent disparaître comme submergés. Il n'est pas juste d'appeler « capital-goods » uniquement les biens capitaux mesurés en volume, en poids, etc. : les biens capitaux mesurés d'après leur valeur restent aussi des « capital-goods » véritables, matériels et concrets. Si l'on considère les choses scientifiquement, il n'y a pas simplement les biens capitaux évalués en poids, en volume, etc.,

perflus. On mesure les biens exactement dans le même sens d'après leur valeur que d'après leur poids. On frappe de droits de douane, p. ex : non la valeur ou le poids des biens, mais les biens eux-mêmes que l'on a évalués à cet effet ou d'après leur valeur ou d'après leur poids, suivant que le tarif prescrit un droit ad valorem, ou un droit portant sur le poids, etc.

(1) « D'après ma conception le capital est certainement aussi un « fund » ou un « quantum of matter » ; pour moi aussi il va de-soi que si l'on veut se faire une idée de la grandeur de ce fonds, ou le mesurer, on ne doit pas additionner le nombre des pièces ou le volume ou le poids de chacun des biens productifs contenus dans le fonds, mais entreprendre la mesure « in terms of value », c'est-à-dire aujourd'hui en argent. (*Zur neuesten Literatur über Kapital und Kapitalzins*, dans la *Zeitschr. für Volkswirtschaft, Sozialpol. u. Verwaltung*, vol. 15, 1906, p 447).

ou leur valeur — deux quantités que Fisher et Fetter croient devoir mettre en antithèse — mais il y en a encore une troisième, à savoir : les biens capitaux concrets mesurés d'après leur valeur ; et il me semble bien plus probable que lorsqu'on attribue dans la langue usuelle la simple expression de capital à quelque autre chose qu'aux biens capitaux évalués en volume, en poids, etc., on pense plutôt aux biens capitaux mesurés d'après leur valeur, qu'on ne fait de cette expression une simple abréviation de la valeur elle-même.

Je serais bien heureux, s'il devenait manifeste, que ce que je viens de dire, ou quelque chose d'analogue, s'était présenté à l'esprit de ces auteurs comme leur propre opinion ou même comme une chose toute naturelle — ils n'y ont d'ailleurs, autant que je puis voir, nulle part expressément contredit — mais alors ils auraient dû plutôt renier le cercle d'idées de Clark que d'y adhérer (1).

(1) L'espace relativement étendu que j'ai consacré dans ce chapitre à l'analyse des opinions des spécialistes américains mes contemporains, ne devra pas malgré tout être considéré comme mal employé. Car la littérature américaine représente en ce moment une si grande partie des intérêts et des talents qui en général sont mis au service des recherches théoriques de notre science, qu'on ne saurait faire trop d'efforts pour empêcher qu'il ne s'élève entre nous et elle des malentendus qui nous sépareraient comme un mur dressé entre nous.

D'ailleurs, dans la littérature américaine elle-même, il s'est formé une vive et importante opposition contre les idées que j'ai combattues si instamment ; je mentionnerai seulement à titre d'exemple l'excellent exposé de Taussig : « Capital, Interest and diminishing returns », dans le *Quarterly journal of Economics*, vol. XXII, mai 1908, p. 336 s., et la phrase de Carver qui dans un laconisme classique atteint le point en litige : « A quantum of value is no more capital than a quantum of weight is pig iron » (dans un compte rendu de l'*Economic Bulletin* de l'*American Econ. Association*, juin 1908, p. 116).

IV. — *Résumé*

Après cette longue revue critique je reviens à son point de départ. Elle avait pour but d'éprouver si quelque autre des nombreux concepts du capital pouvait mieux satisfaire aux exigences scientifiques qu'on est en général autorisé à attendre d'un concept du capital, que celui qui comprend sous le nom de capital l'ensemble des produits qui sont destinés à servir non à un usage de jouissance immédiate, mais à acquérir un profit. Je crois que la critique s'est prononcée contre les autres définitions examinées. Tandis que toutes celles-ci sont en contradiction pour le moins avec quelques-unes, et un grand nombre d'entre elles avec beaucoup des exigences décisives, je crois pouvoir soutenir que le concept du capital que je recommande en me rattachant à la tradition de Smith, est conforme à toutes nos règles logiques et terminologiques, du moins quant à l'essentiel. Il est inattaquable logiquement ; il est fécond, tellement fécond que, sous ce rapport, il surpasse la plupart de ses concurrents et n'est dépassé par aucun ; en le revêtant du nom de capital, on répond le mieux à l'économie terminologique et on le met en harmonie avec l'usage de la langue qui s'est implanté le plus généralement et le plus solidement dans la science et dans le peuple ; et c'est ce concept enfin qui coïncide le plus exactement avec l'objet des grands problèmes sociaux que notre époque se plaît à traiter sous l'étiquette du capital ; dans sa nuance de « capital social » il désigne à côté de la nature et du

travail le troisième instrument de la production économique, et dans sa nuance de « capital privé » il désigne à côté de la rente foncière et du salaire la troisième source d'acquisition des biens de l'économie individuelle. Parmi tous les concepts du capital, c'est bien celui-ci qui mérite de réussir et qui, je l'espère réussira effectivement après toutes les vicissitudes habituelles, à obtenir la préférence et à se maintenir dans le vocabulaire officiel de la science.

Il est vrai que ce sont précisément quelques critiques des plus récents et des plus réputés pour leurs connaissances spéciales qui ont soulevé des objections contre lui. Mais je crois qu'en le faisant, ils ont outré leurs exigences, et que par des désirs bien intentionnés, qu'en général aucun concept du capital, peut-être même aucune classification, ne peut satisfaire, ils ont à tort élevé une objection contre un concept déterminé du capital. Marshall et Fisher sont en effet d'accord pour objecter qu'en général on ne peut pas tracer une limite bien tranchée entre les biens d'acquisition et les biens de production d'une part, et les biens d'usage de jouissance immédiate d'autre part, et que c'est sur cette distinction qu'est établi essentiellement le concept ci-dessus du capital. Fisher entasse une bonne douzaine d'exemples, qui doivent les uns montrer que le même bien peut être à la fois moyen d'acquisition et moyen de jouissance — la voiture du médecin par exemple, qui lui sert aussi bien pour ses promenades que pour ses visites de médecin, ou le yacht de plaisance qui transporte en même temps des marchandises — et dont les autres sont destinés à prouver pour le moins combien la transition d'une catégorie à l'autre est insaisissable

et combien des biens qui doivent être séparés par cette distinction sont de nature semblable, tels, par exemple, le four d'une boulangerie et le foyer de la cuisine ou le poêle d'une maison privée, les ciseaux d'un potier d'étain et ceux d'une ménagère, etc., (1). Marshall à son tour attire pour la même raison l'attention sur des biens qui ont le caractère bien prononcé d'instruments, mais qui cependant ne servent pas à proprement parler à la production de biens matériels, mais à la satisfaction immédiate de besoins personnels, par exemple, les hôtels, les tramways, les paquebots, les trains de voyageurs, les usines d'éclairage électrique pour les maisons privées etc. Il trouve que leur admission donne beaucoup de « vague » au concept, et que leur exclusion conduit à un concept à la vérité « un peu plus déterminé » mais qui en revanche met une distinction artificielle là où la nature n'en a pas fait, et qui par conséquent est impropre aux buts scientifiques (2).

Le fait sur lequel s'appuient ces objections est parfaitement exact. Aux limites, les deux catégories se confondent effectivement sans qu'on s'en aperçoive. Mais ce serait une grande erreur d'admettre qu'à cause de cela, la distinction en question doit être inopportune ou sans fécondité au point de vue de la science. « *Natura non facit saltum* ». Cette sentence que Marshall précisément a mise comme épigraphe à son principal ouvrage, ne s'applique pas moins aux choses économiques qu'aux autres domaines des faits naturels. Et c'est pourquoi, c'est

(1) *What is capital?* p. 513.

(2) *Principles*, 3^e éd., p. 151 s. ; surtout p. 151 note 2.

ici comme là-bas, non pas une exception qui doive surprendre, mais simplement une règle pour ainsi dire naturelle, que les distinctions même les mieux marquées qu'on est amené à faire pour donner un aperçu synoptique des phénomènes, ou pour délimiter le domaine d'application de lois scientifiques se confondent à leurs limites. Je ne parlerai pas du tout des classifications des sciences descriptives. Dans l'état actuel des connaissances sur l'évolution des espèces, on comprend qu'ici il ne peut y avoir que des limites vagues, et cependant la zoologie ne peut et ne voudra certainement pas renoncer à distinguer à l'avenir les mammifères des poissons, ceux-ci des reptiles et ainsi de suite à travers tous les degrés d'une série évolutive ininterrompue. Bien plus, même la ligne frontière de la distinction encore plus fondamentale entre l'animal et la plante, n'est rien moins, comme on le sait, que nettement dessinée : est-ce une raison pour que la science renonce à tracer cette limite ? ou bien est-ce que la distinction des physiologistes entre le sexe masculin et le sexe féminin, parce qu'il y a des hermaphrodites, la distinction en science politique entre les nationaux et les étrangers, parce qu'il y a des « sujets mixtes » cessent pour cela d'être fécondes et indispensables ? Et les trois états d'agrégation que distingue le physicien, l'état solide, l'état liquide et l'état gazeux, ne se confondent-ils pas en des nuances tout à fait imperceptibles et le physicien n'est-il pas forcé malgré cela et non seulement de faire ces distinctions afin de pouvoir décrire les corps, mais encore d'établir certaines lois particulières essentiellement divergentes qui s'appliquent seulement aux corps

solides, ou seulement aux corps liquides ou seulement aux gaz et dont les domaines respectifs se séparent précisément vers ces lignes frontières indécises ?

Or, il en est tout à fait de même dans le domaine des phénomènes économiques. Ce que sont les hermaphrodites pour les classifications des physiologistes et les « sujets mixtes » pour les classifications politiques, les yachts de plaisance transportant des marchandises, etc., de Fisher, le sont pour notre question de classification économique, et rien de plus. En dépit de leur existence, il n'y a pas facilement dans notre accumulation de biens une distinction plus importante, plus indispensable, plus féconde pour la science que celle faite entre les moyens d'acquisition et les moyens de jouissance. Je ne puis pas m'imaginer une science économique qui ne fasse pas de distinction entre produire et consommer, entre acquérir et dépenser, et pourtant même ces concepts se confondent à leurs limites, comme Sulzer l'a une fois montré aussi énergiquement que pertinemment. Jusqu'où, par exemple, dans la satisfaction de notre besoin de nourriture doit aller notre activité productive, et où commencera la consommation ? est-ce à la cuisson des aliments, est-ce au moment où on les servira, où on les portera à la bouche ? ou bien au moment où on les mâchera et les avalera ? (1). C'est précisément sur cette même ligne de partage vague qu'est fondée aussi la célèbre distinction de Menger entre les biens de premier ordre et les biens d'ordre supérieur, distinction qui a tant contribué à

(1) *Die wirtschaftlichen Grundgesetze in der Gegenwartsphase ihrer Entwicklung*, Zürich, 1895, p. 7 s.

mettre de l'ordre dans nos idées sur les rapports de la production et de la formation de la valeur et dont aucun théoricien de l'avenir ne se passera volontiers : et quel grand rôle méritoire ne joue pas dans notre science et précisément chez Marshall, son interprète si autorisé, la distinction entre « short period-prices » et « long period-prices » entre les prix momentanés du marché et les prix normaux durables ; et pourtant cette distinction qui ne groupe pas simplement en vue de la description, mais qui sépare les domaines de contenus divers où s'appliquent les lois sur les prix, repose aussi sur une ligne de partage entre de « courtes » et de « longues » périodes plus vague, plus artificielle, plus incertaine que tout ce que l'on peut imaginer.

En un mot, on ne doit pas oublier que le but et la portée des lignes frontières n'est pas de bien séparer les villages frontières, mais bien les empires. Si les deux choses peuvent se faire à la fois également bien, tant mieux. Mais si la nature des territoires limitrophes n'admet pas une ligne frontière naturellement bien caractérisée, bien tranchée, on ne renoncera pas pour cela à séparer les territoires, mais on tirera une ligne frontière plus ou moins artificielle à l'endroit où elle conviendra le mieux pour la chose principale, et où elle contrariera le moins les intérêts locaux. De telles lignes frontières, bonnes quant à l'essentiel, plus ou moins artificielles par rapport aux objets limités, mais surtout absolument indispensables aux buts scientifiques, sont les distinctions entre produire et consommer, entre les moyens d'acquisition et les moyens de jouissance, entre les biens de premier ordre et d'ordre

supérieur, entre short period- et long period-prices et encore beaucoup d'autres distinctions. Il faut qu'elles soient tracées, et elles le sont par chacun. Et par ces adversaires eux-mêmes qui ont combattu si vivement le concept du capital fondé sur cette distinction-là. Marshall, p. ex., avoue franchement qu'il y a de bonnes raisons pour donner un nom particulier au groupe des « biens instrumentaux » qui ne rendent pas directement service à l'homme, mais ne le font que par l'entremise d'autres biens, et il se demande seulement si le nom de « capital » est celui qui convient et si ce groupe est « compact » (1).

Mais avec cette concession, à ce que je crois, la question en litige se trouve déjà résolue contre mes adversaires. Car — et c'est ce dont ceux-ci me semblent ne pas s'être clairement rendu compte — si cet argument d'une ligne frontière vague devait avoir quelque force — qu'à mon avis elle n'a justement pas — sa portée se manifesterait dans un tout autre sens que ne le veulent Marshall et Fisher. Si les frontières indécises devaient réellement rendre inutilisable une distinction, la conséquence qu'on pourrait tirer de cet argument serait uniquement qu'il faudrait renoncer à faire la distinction en question, sous quelque nom que ce fût. Mais c'est ce que mes adversaires ne veulent ni ne peuvent. Si au contraire la distinction effective a déjà acquis droit de cité dans la science elle-même, cet argument ne saurait avoir la moindre force pour dénier précisément le nom de capital à cette distinction : car cet argument par sa nature même s'élève contre la

(1) *Principles*, 3^e édit., p. 151.

chose et non pas contre le nom de la chose. S'il n'est pas assez fort pour empêcher la chose, on ne pourra certainement pas s'y appuyer pour empêcher qu'on applique le nom de capital à une chose admissible en soi.

Diverses autres objections soulevées par ces mêmes auteurs me semblent encore bien moins graves (1). Tout bien considéré, je ne crois donc pas que le concept du capital que je propose promet

(1) Au concept du capital que je recommande, et aussi à la création d'un concept de capital national appuyé sur son rapport avec la production, Fisher oppose encore les trois objections suivantes : 1^o le danger de voir naître des confusions de la double forme du concept du capital ; 2^o le fait, que le capital dans son sens de « stock » est également important dans les problèmes de la production ; et 3^o l'apparente impossibilité d'amener les économistes à se mettre d'accord sur une classification des biens, déterminée uniquement du point de vue de leur rapport avec la production (*What is capital?* p. 531, note). Mais l'accord unanime des économistes sur quelque autre concept unique du capital est en tous cas encore bien moins vraisemblable : en outre, la circonstance, que plusieurs concepts ont de l'importance pour un seul et même problème, oblige quant aux noms à faire précisément entre eux un choix, qui pour des raisons déjà exposées ne porterait probablement pas sur le concept « stock » ; et l'usage du même nom dans un double sens, p. ex. dans un sens restreint et dans un sens plus étendu est, surtout quand les deux sens sont maintenus distincts par quelque addition, ou non, comme capital social et capital individuel, est, dis-je, généralement admis dans la science et ne présente pas le moindre inconvénient : Marshall, p. ex., veut distinguer non seulement le capital individuel et le capital social, mais encore en outre un sens plus restreint qui n'embrasserait que les biens extérieurs et un sens plus large comprenant aussi les biens personnels (voir ci-dessus, p. 66) ; et Fisher lui-même distingue pourtant aussi plusieurs et même de plus nombreux « senses of capital », dont il ne se borne pas à constater l'existence dans la langue d'autres économistes, mais qu'il incorpore aussi dans son propre langage! (P. ex. *Nature of capital*, p. 66 s. et encore plus explicitement dans l'article : *Senses of capital*, dans *Economic journal*, juin 1897 p. 199 s.).

tout d'une pièce ce qui pourrait former l'objet d'une *exigence* légitime. Il laisse certes à *désirer* en bien des points ; autrement, cet accord, dont on déplore jusqu'ici l'absence, serait fait depuis longtemps. Il serait certainement très désirable, p. ex. que la ligne frontière pût être tracée de façon à ne séparer en aucun point ce qui a de la connexité ; il serait certainement encore plus désirable que le concept scientifique du capital concordât si parfaitement avec la langue usuelle du peuple, qu'aucune différence ne pût subsister, et par là aucun danger d'équivoque dans l'emploi de ce nom, et pour finir il serait certes infiniment désirable que les limites du concept du capital pussent être jalonnées de telle façon, que non seulement par rapport à l'un ou l'autre problème qui sont traités sous le nom de capital, mais par rapport à tous ces problèmes, elles coïncident exactement avec leur objet, non occasionnellement, mais constamment ; seulement la réalisation complète de tout ce que l'on peut plutôt désirer qu'exiger du concept du capital est tout simplement impossible, en partie à cause de la nature des choses, en partie à cause de l'ambiguïté anti-scientifique du langage usuel (1) ; et ce qui

(1) Le même concept du capital ne peut évidemment pas en même temps s'accorder avec la « rente du capital » prise dans le sens étroit, qui en fait une branche de l'acquisition des biens proprement dite, une recette en argent ou en biens, et avec cette rente dans le sens plus étendu où l'on y comprendrait aussi l'utilité d'usage consistant dans la satisfaction immédiate d'un besoin, qu'on tirerait d'une maison qu'on habite soi-même, des meubles, des vêtements, etc. Ou bien, dans la théorie de la production, aucun concept du capital ne peut s'identifier à la fois avec l'ensemble des « produits intermédiaires » et avec le « fonds de subsistances » de la nation.

est péremptoire pour moi, c'est que tout autre concept du capital répondra en tous cas à un degré encore bien moindre à tous ces desiderata. Voici donc où j'en suis : je crois recommander un concept du capital qui n'est entaché d'aucun vice rédhibitoire et qui a sur les concepts en concurrence au moins l'avantage de n'offrir que le moindre inconvénient.

Il me semble d'ailleurs que la controverse sur le concept qui s'est tellement étendue dans notre littérature et malheureusement aussi dans ce chapitre de mon livre, a atteint son but le plus essentiel déjà par le fait de son existence et indépendamment de l'issue qu'elle pourra avoir. Je suis en effet parfaitement d'accord avec Fisher sur ce point que l'on ne peut jamais espérer résoudre au moyen de simples classifications, même les problèmes positifs et qu'au fond il est tout à fait indifférent que les économistes conservent le *mot* « capital » pour un concept quelconque (1). Les concepts et les noms sont de simples outils de la recherche, et celle-ci peut au besoin se tenir déjà pour satisfaite, si ces outils sont de telle nature qu'ils ne puissent pas entraver la marche vers le but de la recherche. Ce qui arrivait, aussi longtemps que le nom de capital employé sans

(1) « The rôle of capital in Economic Theory », dans *Economic Journal*, décembre 1897, p. 537. Je ne peux en général souligner assez vivement combien je suis d'accord et combien je sympathise avec la plupart des idées générales que Fisher utilise comme prémisses quand il traite ce sujet controversé. Je comparerais très volontiers son attitude dans notre question à celle d'un général qui aurait écrit un excellent ouvrage sur la stratégie, mais qui échoue dans une campagne particulière, précisément parce que dans l'application il n'a pas suffisamment suivi les conseils généraux qu'il a lui-même donnés.

critique dans des sens très différents pouvait conduire à des confusions et des erreurs sur les choses elles-mêmes et y a effectivement conduit à différentes reprises. Mais si la controverse n'a pas eu d'autre résultat, elle a du moins réussi malgré ce qu'elle a d'indécis, à exciter la vigilance critique de tous les intéressés ; et aujourd'hui tout auteur qui médite et écrit sur les problèmes du capital, se sent obligé de bien comprendre pour le moins *son* concept du capital et de s'y tenir logiquement dans tout le cours de son argumentation positive. Grâce à cela, la source des erreurs les plus dangereuses que le manque de discipline dans l'emploi du mot de capital a apportées dans la théorie du capital est, comme nous pouvons l'espérer, tarie à tout jamais (1).

(1) L'accord sur un concept déterminé du capital, dont on est encore très éloigné aujourd'hui, sera sans doute essentiellement facilité à partir du moment où l'on aura réussi à se mettre d'accord sur les problèmes positifs du capital aujourd'hui encore discutés sur tant de points. Le fait que j'ai signalé ci-dessus (p. 73) que dans les vingt dernières années l'accord sur un concept déterminé du capital a plutôt reculé qu'avancé, me semble surtout tenir à la circonstance suivante : dans cette période la discussion des problèmes positifs du capital controversés a été très ardemment menée, et malheureusement beaucoup qui avaient ou prétendaient avoir quelque chose d'original à dire sur les problèmes positifs du capital, sentaient aussi le besoin d'apporter un concept du capital original et adapté à leur théorie du capital. Je crois sans contredit que des idées nouvelles peuvent bien souvent être exposées sans révolution dans l'ancienne nomenclature, et je puis peut-être prétendre avoir essayé de le faire, car j'ai renoncé à établir un nouveau concept du capital, et je me suis contenté de recommander celui que j'ai trouvé le plus accrédité dans la langue scientifique, bien que pour moi précisément, la tentation ait été forte de donner la préférence à l'un des autres concepts du capital, qui comme le concept du « fonds de subsistances » ou le concept des « biens servant dans l'avenir » se rapproche beaucoup plus des idées essentielles de ma théorie du

capital. Divers critiques m'ont aussi reproché cette « inconséquence » ; je serais plutôt disposé à m'en faire un mérite. car dans l'intérêt de la science, il me semble plus utile dans les questions de terminologie de faire prévaloir les simples considérations de la science terminologique que de la bouleverser constamment, fût-ce même par des combinaisons ingénieuses. En tous cas il sera bien plus facile aux spécialistes de se contenter de ces sobres considérations lorsqu'un jour, après que les problèmes positifs du capital auront été définitivement résolus, il n'y aura plus la tentation d'imprimer au concept du capital autant de nouvelles variantes, qu'il en surgira de nouvelles dans la théorie du capital.

CHAPITRE IV

CAPITAL SOCIAL ET CAPITAL PRIVÉ

Il nous reste encore à faire quelques remarques sur le rapport qui existe entre les deux nuances de notre concept du capital, entre le capital social (ou productif) et le capital privé (ou lucratif) (1). J'ai déjà exprimé mes idées à ce sujet au cours de mon exposition historique des doctrines et je ne ferai que les résumer ici. Ce qu'on appelle aujourd'hui le capital privé, c'est le concept primitif. Ce n'est pas tant une division ou un sous-genre du concept général du capital, que le capital lui-même (2).

(1) Comme j'en ai déjà fait la remarque p. 72, je considère à vrai dire comme le plus convenable les noms de capital productif et de capital lucratif mis ici entre parenthèses. Mais comme depuis Rodbertus et Wagner les noms de capital national et de capital privé ont été presque généralement employés, et que pour débrouiller définitivement le désordre terminologique, je tenais pour avantageux de ne pas ébranler, sans des raisons absolument majeures, des dénominations solidement accréditées, je me contente du changement qui me semble sans contredit indispensable du nom de capital « national » en « capital social ».

(2) Il est difficile de comprendre, et peut-être aussi difficile d'excuser que Jakoby (*Der Streit um den Kapitalbegriff* p. 70 s.) ait assez mal compris ce texte clair pour y voir que d'après mon opinion le capital lucratif était un sous-concept d'un concept du capital encore plus général, et qu'à cette méprise il rattache toutes sortes de gloses hors de

C'est de lui que s'est détaché au cours de l'évolution des doctrines comme un concept plus étroit ce qu'on nomme le capital économique national ou plus exactement le capital social. Celui-ci est matériellement un concept absolument indépendant. Dans tous les points essentiels (base de définition, application et portée scientifiques) il repose sur un fondement absolument indépendant et ne se rattache d'une manière générale au concept du capital privé que par cette relation extérieure et accessoire que fortuitement le cercle des « produits intermédiaires » coïncide avec celui des produits qui sont pour la société d'une manière générale des sources de revenu ou du capital au sens le plus ancien du mot.

Mais par suite d'une contingence historique, c'est précisément cette relation accessoire qui a eu de l'influence sur la dénomination du nouveau concept, et c'est ainsi qu'il porte aujourd'hui et probablement pour toujours aussi le nom de capital — circonstance qui, tant qu'on n'a pas tiré au clair toute cette relation, a conduit à ce déplorable imbroglio, dont il a été question à plusieurs reprises, par lequel ont été entremêlés et confondus non seulement les concepts qui portaient le même nom, mais encore les problèmes foncièrement différents qui s'y rattachent.

Cette malheureuse confusion des problèmes a

propos. D'autant plus que toute une série d'autres passages du texte non moins clairs, non moins formels s'opposent à l'interprétation de Jakoby, celui p. ex., qu'il cite textuellement p. 54 s. (dans la 2^e édition p. 38 s.)

été combattue à ma connaissance avec une très grande clarté d'abord par Rodbertus et ensuite par Adolphe Wagner qui partage ses idées, et à cette occasion la distinction entre le capital national et le capital privé a reçu une nouvelle signification, qui est extrêmement intéressante en soi et qui en même temps s'est imposée si promptement dans des cercles si étendus qu'en aucun cas je ne puis me dispenser de prendre position vis-à-vis d'elle. Wagner distingue en effet comme Rodbertus l'avait fait avant lui (1), le capital, « catégorie purement économique » du capital « dans le sens juridico-historique » ou de la *possession du capital*. Le capital considéré comme catégorie purement économique, indépendamment de la législation en vigueur quant à la possession du capital est une provision de biens économiques — de « biens naturels » — qui peuvent servir de moyens techniques à une économie pour la production de nouveaux biens : c'est une provision de moyens de production ou un « capital national » ou des parcelles de ce capital. Le capital dans le sens historico-juridique ou la possession du capital est la partie du patrimoine possédé par une personne, qui peut lui servir de moyen d'acquisition pour en tirer un revenu (rente, intérêts) et qu'elle possède à cet effet : un « fonds de rente », un « capital privé » (2). Par là la distinction entre le capital national et le

(1) V. en particulier l'écrit : *Zur Erklärung und Abhilfe der heutigen Kreditnot des Grundbesitzes*, 11^e édit., I, 90, II, 286 s., où l'on oppose nettement le capital réel, se composant des objets naturels du capital à la *possession* du capital (propriété du capital, patrimoine en capital). De même, *Das Kapital*, p. 304, 313 s. et passim.

(2) WAGNER, *Grundlegung*, II^e éd., p. 39.

capital privé s'aiguise en une opposition entre des *quantités de biens naturels* d'une part et un *rapport juridique de droit privé* se rapportant à des quantités de biens (1).

(1) Le choix que ces auteurs ont fait pour désigner cette distinction des expressions « catégorie purement économique » et « catégorie juridico-historique » est-il bien convenable, bien heureux ? Il est permis d'en douter. En tous cas ces dénominations ne comportent pas d'interprétation outrancière : car lequel des phénomènes actuels, auxquels la distinction doit aussi, doit surtout être appliquée, est littéralement d'un caractère tout « purement économique » et n'est nullement conditionné par quelques développements ou quelques particularités historiques ? Mais en particulier, on ne doit pas, comme le fait p. ex. Jakobý (*Der Streit um den Kapitalbegriff*, Iéna, 1908, p. 59 s.) soumettre à l'épreuve chaque espèce prise dans la masse des biens qui représente à une époque donnée la provision naturelle des biens du capital, pour reconnaître si elle aurait pu être une espèce déterminée à toutes les époques et dans toutes les organisations juridiques. Les formes concrètes des biens sont naturellement toujours conditionnées historiquement et sont le fruit de leur temps : « les machines d'une filature d'aujourd'hui » dont Rodbertus (*Kapital*, p. 239) parle expressément comme d'une partie constitutive de la catégorie économique du capital n'ont pas pu apparaître avant le XVIII^e siècle ; les presses, pas avant l'invention de l'imprimerie et les dynamos que vers la fin du XIX^e siècle ; les machines en général, seulement dans la supposition historique d'une division du travail développée, ce qui ne les empêche pas tous d'être mis dans la classification de Rodbertus et de Wagner du côté de la « masse des biens naturels » alias de la « catégorie purement économique » ou de « l'éternel concept économique » (RODBERTUS, *Das Kapital*, p. 314). Ou bien Jacobý avait-il quelque répugnance à compter dans la catégorie économique des moyens naturels de production les matériaux et les échafaudages d'un édifice pour le Parlement, ou bien encore la composition de l'édition d'un nouveau code civil, parce que ces biens productifs ainsi spécialisés supposent l'existence d'une constitution parlementaire et d'une organisation bourgeoise ? Ce n'est pas l'espèce, mais le genre qui doit pouvoir exister indépendamment de toute organisation juridique historique concrète. Le concept de capital social, comme Jakobý lui-même le dit beaucoup plus justement en un autre passage (p. 60), doit être indépendant de toute organisation juridique ; et cela s'applique sans aucun doute aussi au concept d'une provision natu-

Je suis bien éloigné de vouloir contester la fécondité et la haute importance de cette dernière distinction. L'établir était un acte de critique de premier ordre, qui a rendu les services les plus utiles, les plus dignes de reconnaissance à l'éclaircissement des problèmes foncièrement différents qui étaient traités sous l'étiquette du capital. Sans elle il est certain que toute la portée de la distinction entre le capital social et le capital privé n'aurait jamais pu être mise en pleine lumière. Il n'y a qu'une chose que je ne puis reconnaître : elle n'épuise pas cette dernière distinction et par suite elle n'est pas non plus propre à la représenter simplement. Les deux distinctions de capital social et de capital privé d'une part et de biens naturels du capital et de possession du capital d'autre part ne coïncident pas tellement ni quant à leur étendue ni quant à leur contenu, qu'on puisse simplement expliquer ou remplacer la première par la seconde ; ce sont bien plutôt *deux distinctions indépendantes* : chacune d'elles repose sur un autre motif de distinction. Le capital social et le capital privé ne se distinguent pas seulement comme une quantité naturelle de biens se distingue de sa possession, mais ils représentent

relle de produits intermédiaires ! En tous cas n'ai-je pas le moins du monde l'intention d'employer en mon propre nom dans un sens exagéré ces désignations marquées au sceau de Rodbertus et de Wagner. Je m'en sers pour ainsi dire en les citant comme d'un nom de baptême alternatif devenu usuel d'une chose qui doit sans contredit être distinguée et à laquelle seulement j'attache de l'importance : c'est d'une part une certaine provision naturelle de biens, d'autre part les rapports juridiques de droit privé qui s'y rattachent : de même que divers auteurs modernes de l'Amérique, Fisher, p. ex., distinguent suivant l'espèce le « capital goods » et le « capital property ».

deux quantités naturelles de biens différentes. Le capital social n'embrasse que les moyens de production; le capital privé comprend aussi une somme de moyens de jouissance; ces quantités diverses de biens naturels exercent en outre une fonction économique différente et quand à cela vient encore s'ajouter cette différence, que le capital social est une catégorie « purement économique » indépendante de toute règle juridique positive, tandis que tout capital considéré comme source de revenus suppose un propriétaire, par conséquent un droit de propriété fondé « historico-juridiquement », cela est précisément une seule et même des multiples distinctions, et certes pas la distinction constitutive. Car si l'on négligeait les deux premières distinctions et qu'on n'établît de distinction que d'après l'absence ou la présence de droits de propriété historico-juridiques, on aurait une classification avec des articles essentiellement modifiés. Dans le premier article se trouverait à la vérité, après comme avant, le capital social, mais dans le second article il n'y aurait que les *mêmes moyens de production* considérés comme possession privée et source de rente, et non plus les biens de jouissance servant comme source de rente, tels que les maisons d'habitation, les cabinets de lecture, etc. Pour englober aussi ceux-ci et pouvoir ainsi compléter l'étendue du capital privé en l'évaluant à sa vraie mesure, il faut précisément opposer aux moyens de production naturels non seulement les droits privés historico-juridiques mais encore une autre quantité plus large de biens naturels (1).

(1) C'est ce qu'ont fait effectivement aussi bien Rodbertus (*Kre-*

Je ne peux pas prouver d'une manière plus frappante ce qu'il y a à proprement dire d'inexact dans cette confusion des deux distinctions, qu'en exposant un exemple tout à fait analogue. Si l'on im-

ditnot, II, 296) que Wagner (*op. cit.*, p. 42) et c'est pourquoi Spiethoff a tout à fait raison quand après avoir élucidé à tête reposée cette même question, il arrive à cette conclusion « que le groupe Rau, Rodbertus, Wagner et les Autrichiens arrivent sur les points essentiels aux mêmes résultats (*Die Lehre vom Kapital*, p. 21, dans le recueil *Entwicklung der deutschen Volkswirtschaftslehre im 19 Jahrhundert*, vol. I). Sans doute qu'en cela il paraît, peut-être pas tout à fait sans qu'il y ait de ma faute, avoir mal compris le sens de ma polémique. Car dans toute cette controverse je ne me souciais pas précisément des « résultats » c'est-à-dire de l'étendue pratique incontestée — du moins en principe — des deux concepts du capital national et du capital privé : ce qui m'importait surtout c'était selon mon expression ci-dessus p. 159, la « signification », l'interprétation de la distinction établie d'une façon assez concordante dans l'étendue des deux conceptions, interprétation qui reçoit son expression dans les caractères de la définition qui ont été choisis. Je ne cherche donc pas à prouver, comme Spiethoff (*op. cit.*, p. 13 et 21) semble l'admettre, que Rodbertus et Wagner en s'appuyant sur leur conception ont attribué effectivement une égale étendue à ces deux concepts, mais qu'ils auraient dû aboutir à une mesure identique si l'absence ou la présence de certaines règles juridiques, ce dont ils font si emphatiquement la base de leur définition, était réellement l'unique caractère distinctif du capital national et du capital privé. Et c'est dans ce sens que je crois pouvoir interpréter cette circonstance qu'eux-mêmes à leur tour finissent par laisser le capital privé se composer d'autres quantités de biens naturels et d'autres objets du capital simplement comme une confirmation de mon argumentation. Car si, comme on en convient, il y a de part et d'autre des quantités de biens naturels différentes, c'est la meilleure preuve que toute la diversité ne peut pas résider seulement dans l'adjonction ou l'abstraction des règles juridiques ; et si du côté du capital privé, il y a aussi des quantités de biens naturels et des objets du capital, on ne devrait certainement pas, comme l'ont fait Rodbertus et Wagner, attribuer si emphatiquement au seul capital national comme caractère prétendu distinctif de définition la propriété d'être constitué de « quantités de biens naturels » et d'« objets du capital ». Rodbertus et Wagner ont certai-

sait à quelqu'un la tâche de caractériser la différence qui existe entre les concepts « produire » et « échanger » et si la réponse était que produire est une catégorie purement économique, et que échanger au contraire est un phénomène historico-juridique, puisque l'échange suppose déjà l'existence de la propriété privée, on admettrait difficilement cette réponse comme une solution irrécusable du problème. Il est certain que chacun aurait le sentiment qu'on lui a fait connaître une distinction, mais non celle qu'il y a entre produire et échanger. Car la nature de l'échange ne se réduit évidemment pas à être « une catégorie historico-juridique », mais il est aussi une très importante catégorie économique, et certainement différente de la production. Et c'est cette diversité dans leur nature *économique* qui doit être indiquée avant tout et en première ligne par celui qui explique les deux concepts. Et c'est précisément en opposant ainsi la catégorie « purement économique » à la catégorie « historico-juridique » qu'on mettra à la vérité une distinction à découvert, et même une distinction très importante, mais cependant pas la distinction décisive entre le capital privé et le capital social. — Je souligne encore une fois que je considère la distinction de Rodbertus et de Wagner entre les biens naturels du capital et la possession du capital comme une distinction d'une extrême importance, qui en tous cas doit aussi

nement eu très justement dans l'esprit les deux distinctions qui s'entrecroisent, mais ils les ont laissées se confondre et c'est pourquoi ils n'ont pas pu arriver dans leur définition à faire ressortir clairement et nettement les oppositions

être faite ; seulement on ne doit pas l'entremêler avec la distinction entre le capital social et le capital privé, qui repose sur un tout autre principe de classification, et l'on ne doit pas appuyer la définition de ce dernier couple de concepts sur des caractères empruntés à une autre distinction de nature différente. Il ne s'agit pas ici d'une simple question de forme ; la meilleure preuve en est donnée par un exemple de Rodbertus lui-même. Sa conception unilatérale l'a conduit tout droit à une fausse théorie de l'intérêt. En effet, du moment que pour lui le capital privé n'existe qu'en s'appuyant sur certains rapports juridiques de puissance, il devait logiquement aboutir à expliquer aussi l'intérêt du capital que donne le capital privé, uniquement par l'existence de cette puissance : l'intérêt devient pour lui un butin que les propriétaires du capital extorquent aux ouvriers simplement en vertu de la force brutale de leur droit de propriété exclusif sur les moyens de production (1). Si, au contraire, il avait aussi examiné le côté proprement économique de la question, il lui aurait été facile de reconnaître que l'essentiel du phénomène de l'intérêt se ramène à certaines causes générales, que par conséquent le phénomène de l'intérêt, du moins dans son principe, est une formation *économique* primitive dont l'apparition est jusqu'à un certain point (2) indépendante de la

(1) Voir la critique de cette théorie dans ma *Gesch. u. Kritik*, 2^e éd., p. 455 s. Une explication de ma critique provoquée par une polémique de R. MEYER (*Das Wesen des Einkommens*, Berlin 1887, p. 270-298) dans une des notes supplémentaires de l'Appendice VI.

(2) Je voudrais rappeler ici une remarque que j'ai déjà faite, à savoir que l'opposition des catégories « purement économique »

forme de l'organisation juridico-historique. Cela ressortira j'espère assez clairement de nos considérations ultérieures sur l'origine de l'intérêt du capital.

Pour terminer, il faut que je soulève encore une question : de quels groupes de biens concrets se compose le capital social, et de quels se compose le capital privé ? A proprement dire, la réponse à cette question devrait déjà résulter de la définition des deux concepts. Mais des circonstances particulières ont conduit à discuter non seulement l'exactitude de la définition mais encore, après que la définition est établie, l'étendue qu'on doit donner aux concepts conformément à la définition.

Le capital social, considéré comme ensemble des produits qui sont destinés à servir à une production ultérieure, comprend :

1^o Les améliorations et tous les amendements apportés au sol en tant qu'ils conservent un caractère indépendant, comme par exemple les digues, le drainage, les clôtures. En tant, au contraire, que les amendements productifs s'assimilent parfaitement au sol, on les éliminera du capital social pour les mêmes raisons qui nous ont amené à en éliminer le sol lui-même (1).

et « historico-juridique », du moins en donnant à ces expressions leur sens extrême, n'est rien moins qu'une opposition absolue, qui épuise complètement les possibilités du phénomène. Le fait économique même le plus général montrera certaines formes concrètes de phénomènes qui revêtent un caractère historico-juridique. Comme expressions techniques ces désignations sont très inexactes et ouvrent un champ presque infini à des disputes de mots fondées sur des malentendus, surtout si l'on s'en tient à une mesquine interprétation littérale.

(1) Celui qui voudrait m'accuser d'inconséquence à cause de cette

2° Les constructions de tout genre servant à la production : ateliers, fabriques, granges, étables, magasins, routes, chemins de fer, etc. Les maisons d'habitation, au contraire, ainsi que les autres constructions qui servent à quelque but de jouissance ou d'éducation, tels que les écoles, les églises, les tribunaux, ne sont pas rangées dans le capital social.

3° Les outils, les machines et autres instruments de la production.

4° Les bêtes de somme et les bêtes de rapport employées dans la production.

5° Les matières à transformer et les matières auxiliaires de la production.

6° Les biens de jouissance accumulés en dépôts chez les producteurs et les négociants, et :

7° Le numéraire.

Les deux dernières catégories peuvent de prime abord éveiller des doutes. Les moyens de jouissance qui se trouvent dans les magasins ne sont plus, à ce qu'il semble, des produits intermédiaires, mais des « moyens de jouissance achevés » et le numéraire n'est pas un instrument de production, mais d'échange. Cependant je crois que c'est à juste titre que les deux catégories sont comptées dans le capital. Elles servent en effet cependant toutes deux à compléter un des détours de la production. Ce n'est rien

décision, puisque de tels amendements sont quand même des produits servant à une production ultérieure et rentrant par conséquent dans notre définition du capital, aura raison quant à la lettre, mais il aura tort quant au fond. Une branche greffée sur un arbre n'est certainement pas l'arbre lui-même, mais un corps étranger. Mais l'appellera-t-on encore un corps étranger, quand après des années elle ne pourra plus être distinguée de l'arbre sur lequel elle se sera développée ?

autre qu'une sorte particulière de détour de la production, quand on produit ou qu'on fait produire un bien, pour pouvoir le faire dans des circonstances plus favorables, en un autre endroit que là où en existe le besoin. Et cela a pour conséquence — et c'est précisément en quoi consiste le détour, qui doit ici être simplement pris à la lettre — qu'après que le produit est techniquement achevé, il faut encore le transporter au lieu du besoin. On procède ainsi très fréquemment dans le cadre étroit d'une économie particulière. Le paysan doit transporter du champ le blé moissonné, de la forêt le bois abattu. Mais le même procédé s'applique encore sur une bien plus grande échelle dans le cadre élargi de la production dans une société où existe la division du travail. Comme le paysan cultive son blé à un quart d'heure de sa maison, plante son bois à une heure, parce qu'ainsi il tire le meilleur parti des conditions de la production, de même dans l'économie nationale organisée d'après la division du travail, on fait pour de bonnes raisons produire en général les objets des besoins particuliers dans des ateliers étrangers, souvent même dans d'autres endroits, dans d'autres pays, dans d'autres parties du monde, et il reste naturellement encore à s'occuper de leur transport. Ce transport forme ici comme là le dernier acte de la production, avant l'accomplissement duquel on ne peut pas encore être autorisé à parler d'un produit « mûr pour la jouissance » ; et pour les mêmes raisons pour lesquelles chacun compte parmi les moyens de production et dans le capital les voitures et les chevaux à l'aide desquels le paysan rentre le blé et le bois, il

faut logiquement aussi compter dans le capital les objets et les appareils de « transport au pays » plus considérables dans l'économie nationale, les produits à transporter eux-mêmes, les routes, les chemins de fer, les navires et l'instrument du commerce, le numéraire (1). Remarquons en outre, que ces détours commerciaux particuliers qui découlent de

(1) Une distinction très subtile pourrait peut-être, dans le sens même de ces explications, ne pas admettre que le numéraire fût compté d'une façon absolue dans le capital social, mais seulement en tant qu'il sert à liquider des affaires en rapport avec la production, tandis que dans les autres fonctions le numéraire, objet, p. ex., d'une avance pour la consommation, devrait être compté dans le capital privé. Je ne crois pas toutefois que ces subtilités aient quelque conséquence de portée scientifique. Consulter au sujet des opinions différentes qui ne sont manifestées dans ce sens ou dans un sens analogue, ЯКОВУ, *Streit um den Kapitalbegriff*, p. 90 s., 115 s. D'un autre point de vue Jakoby trouve (*ibid.*, p. 59 s.) « illogique » que je compte dans le capital social le numéraire et les réserves de marchandises des producteurs et des commerçants et que malgré cela je considère ce capital social comme une catégorie purement économique indépendante de toutes règles de droit positif : car, les « marchandises » et le « numéraire » ne sont propres qu'à une économie nationale commerçante. Cette objection qui s'attaque plus à un nom — ne portant d'ailleurs pas mon estampille — qu'à la chose, est réfutée par la note ci-dessus p. 161. Du reste, même dans une économie nationale collective reposant sur une division du travail ayant atteint un certain développement, le produit provenant du lieu de la production devrait aussi être distribué et rester un certain temps en dépôt dans les magasins, etc. Si donc, comme j'ai de bonnes raisons de le faire, on ne regarde le processus de la production des biens comme terminé qu'au moment où le produit mûr pour la jouissance arrive aux mains du consommateur, on trouverait matériellement même dans une économie nationale collective la même espèce de capital social, à savoir des provisions de produits achevés quant à la production technique mais qui ne sont pas encore transportés chez le consommateur. De même une économie nationale collective compliquée pourra difficilement se passer de mandats généraux quelconques, de la nature du numéraire, pour les produits à répartir !

l'organisation de la division du travail sont aussi, pour l'avantage plus ou moins grand qu'ils procurent, tout à fait de la même nature que les autres détours techniques de la production. Ils rapportent autant sinon plus qu'une quelconque des méthodes capitalistes de production auxquelles ont conduit les inventions techniques les plus célèbres.

Ces sept catégories épuisent, à mon avis, le cercle des choses qui constituent le capital social. Il va de soi que les écrivains qui comprennent autrement le concept du capital, y comptent encore d'autres catégories, par exemple les terrains, les biens de jouissance durables, les personnes des ouvriers, etc., et cela n'a pas besoin d'être discuté ici. Ce qui est plus surprenant, c'est que des auteurs qui entendent le concept du capital exactement comme nous, sachent encore y ajouter quelques catégories.

Mais le plus surprenant sous ce rapport, c'est l'unanimité avec laquelle depuis les anciens auteurs anglais jusqu'à A. Wagner (1) on a compté dans le capital national les *moyens d'entretien des ouvriers productifs*. Il est certain que les salaires réels des ouvriers, les vivres, les vêtements, les articles de chauffage et d'éclairage, etc., que les ouvriers consomment, font partie du point de vue de l'entrepreneur qui les leur avance de son capital *privé*. Mais il me semble tout aussi clair que, du point de vue de toute la nation, ces objets ne doivent pas être comptés dans le capital, dans le cas où on le définit un composé de moyens de production. En effet, le concept de moyens de production doit et veut dans cette

(1) *Grundlegung*, II^e éd., p. 39, 43.

définition former une opposition au concept de moyens de jouissance. Il ne saurait y avoir le moindre doute sur le sens de cette opposition, tout aussi peu que sur ce point, que les moyens d'entretien des ouvriers leur servent directement à la satisfaction de leurs besoins, et que les ouvriers sont des hommes et des membres de la nation : mais par là il me semble aussi absolument établi que les moyens d'entretien des ouvriers doivent trouver leur place dans le patrimoine de jouissance destiné à la satisfaction immédiate des besoins du peuple, et non dans l'ensemble des moyens de production, c'est à dire du capital. On ne pourrait en juger autrement que si l'on voulait ne pas accueillir les ouvriers comme membres de la société bourgeoise en faveur de laquelle se développe l'économie nationale et si on ne les considérait que comme des machines à travail : dans ce cas, mais dans ce cas seulement, l'entretien de l'ouvrier se confondrait dans une même catégorie avec le fourrage des animaux de rapport, avec le chauffage des machines ; il serait un moyen de production, du capital. En attendant il n'y a pas lieu de réfuter cette manière de voir.

Seulement, on peut certes encore montrer que les ouvriers productifs ne sont pas seulement des sujets qui consomment, mais aussi des moyens d'activité dans l'économie nationale : et que par suite tout ce qui sert directement à l'entretien et au développement de leur vie, sert aussi *indirectement* à une production ultérieure de biens. Seulement cette relation simplement indirecte à la production est insuffisante ici. Car on peut voir facilement que la distinction entre les moyens de production et les

moyens de jouissance n'a en somme de sens que lorsqu'on a égard à leur destination *immédiate*. Si l'on voulait considérer leur destination indirecte, il faudrait tirer tous les biens sans exception du côté des moyens de jouissance, puisque indirectement les moyens de production mêmes servent à la satisfaction des besoins ! A cela se rattache encore un autre embarras : La division des biens en biens de jouissance et en biens productifs, doit être une division qui sépare, qui repose sur une opposition. Or, on ne peut absolument pas nier que la nourriture que l'ouvrier consomme sert à l'immédiate satisfaction des besoins d'un membre de la nation, que par suite elle répond parfaitement à la définition d'un bien de jouissance. Mais comment ranger une chose qui a parfaitement les propriétés d'une catégorie, justement dans la catégorie opposée ? Ainsi, comme il arrive souvent, c'est une interprétation forcée qui jette dans un tissu d'embarras, et ce qu'il y a de plus simple, est ce qu'il y a de plus vrai. Les biens dont se nourrissent, se chauffent, se vêtent les membres de la nation qui travaillent sont des biens appliqués à la jouissance immédiate, et non des moyens de production.

Qu'en présence de raisons aussi lumineuses on ait cependant pu s'en tenir aussi généralement et aussi opiniâtrement à la théorie opposée, c'est là un phénomène qui, au premier abord, vous semble à peine compréhensible, mais qui s'explique très bien, si l'on examine de plus près les circonstances. Deux facteurs très influents interviennent ici, à ce que je crois. Un de ces facteurs est la tradition historique précisément dans ce cas très forte et très en-

racinée. On ne doit pas oublier, que les moyens d'entretien des ouvriers ont été admis dans le concept du capital en un temps où le concept du capital n'était pas encore bien fixé et où en particulier le capital privé, dont font partie sans contredit les moyens d'entretien, n'était pas encore nettement séparé du capital social. A cela vint s'ajouter cette idée particulière qui domina un certain temps sur la fonction du capital, qu'il devait « mettre le travail en mouvement » (put into motion) — fonction qu'exerçaient au plus haut degré précisément les moyens d'entretien des ouvriers. A cela s'ajouta en outre la célèbre « théorie du fonds des salaires », d'après laquelle le taux des salaires devait principalement dépendre du rapport entre le nombre des ouvriers et l'importance du « fonds des salaires », c'est-à-dire de la quantité de capital destinée à l'entretien et au paiement des ouvriers — idée qui a aussi contribué à rattacher plus solidement les moyens d'entretien au concept du capital. Et enfin, c'est dans le même sens qu'a pu agir cette tendance de l'école anglaise, souvent justement critiquée, à considérer (1) les ouvriers comme des machines de production et leur salaire uniquement comme un élément des frais de la production, comme une somme à déduire du revenu national et non comme une partie de ce revenu.

Reposant sur des appuis aussi multiples, la proposition que les moyens d'entretien des ouvriers productifs forment une partie constituante du capital national, s'ancre peu à peu si solidement dans les convictions scientifiques qu'elle était considérée

(1) Cf. SCHMOLLER, *Tübinger Zeitschrift*, vol. 19 (1863) p. 10 s., 25.

par un grand nombre comme un axiome au-dessus de toute discussion et que finalement elle a pu se maintenir en vertu de son propre prestige, même après qu'elle fut arrachée de ses fondements par la découverte de la distinction entre le capital privé et le capital social et par la définition de ce dernier qui en fait l'ensemble des *moyens de production*.

Mais plus agissant que la force des traditions historiques était et est peut-être encore un second facteur qui a si bien contribué dans le passé à créer ces traditions, qu'il continue encore aujourd'hui à exercer une influence très vivace, et ce facteur, si je ne me trompe pas trop, c'est le penchant conscient ou inconscient pour une autre conception du capital que celle qui est reconnue dans la définition officielle. On flottait et l'on flotte encore entre les deux concepts qui ont les rapports les plus nombreux et les plus féconds avec les problèmes du capital : entre le concept des moyens de production produits et le concept du fonds de subsistances national (1). On finit à la vérité par donner la préférence au premier dans la définition officielle ; mais dans le sentiment très juste en soi que le fonds de subsistances national a aussi quelques rapports avec la théorie du capital, on ne voulait pas non plus renoncer à ce second concept. Et ainsi s'est formé un concept hybride en ajoutant aux moyens de production proprement dits, sur lesquels était établie la définition officielle, encore une partie du fonds de subsistances, les moyens d'entretien des ouvriers productifs. Cette solution, qui n'est que le résultat d'un compromis

(1) V. ci-dessus, p. 75. s.

indécis, ne peut naturellement pas être satisfaisante. La théorie doit choisir résolument entre les deux conceptions en concurrence, et quel que soit le choix, la délimitation du concept du capital sera autrement tracée qu'elle ne l'est par les écrivains avec lesquels je suis ici en discussion. En effet, ou bien l'on se décidera à concevoir le capital comme un ensemble de produits intermédiaires — et c'est le choix que je considère comme le plus heureux pour les raisons d'opportunité terminologique exposées plus haut — alors les moyens d'entretien des ouvriers restent en dehors du concept du capital. Ou bien on nommera capital le fonds de subsistances qui rend possible la production par voie détournée, alors il faudra, comme cela apparaîtra plus tard (1), compter dans le capital les moyens d'entretien non seulement des ouvriers productifs, mais aussi ceux des capitalistes et des propriétaires fonciers, puisque ceux-ci se trouvent exactement dans le même rapport indirect avec la trame des méthodes de production « capitaliste ». Mais si cet état de choses ne peut pas servir à justifier, il peut du moins servir à expliquer ce phénomène d'ailleurs presque incompréhensible, qu'en contradiction ouverte avec la définition officielle du capital, on continue toujours à y compter les moyens d'entretien des ouvriers ; et peut-être n'est-ce pas se tromper que d'espérer qu'en jetant de la lumière sur l'origine de cette singulière pratique, on contribuera à en préparer la fin depuis longtemps désirée (2).

(1) Dans le livre IV : cf. aussi ci-dessus p. 76 note 1.

(2) Il en est tout à fait de même dans la fameuse théorie du fonds des

Une autre catégorie qui me semble à tort continuer à figurer parmi les parties constituantes du capital national, ce sont les « capitaux immatériels », tels que les créances et autres droits hypothécaires. Ces choses ne font pas partie du capital, parce qu'en général ce ne sont pas de vrais biens, ce ne sont, comme je l'ai copieusement démontré à un autre endroit (1) que des représentations verbales ou des noms collectifs d'une somme d'autres biens véritables. Or ces biens véritables peuvent être ou ne pas être des capitaux. S'ils sont des capitaux, ils sont déjà compris dans les catégories de biens que nous avons énumérées ; s'ils n'en sont pas, on n'a naturellement pas besoin d'ouvrir pour eux une

salaires. Je vois également en elle le fruit mal venu d'une pensée fondamentale juste en soi. C'est une tentative piteusement manquée d'exprimer certains rapports existant effectivement entre le fonds de subsistances national d'une part et le taux du salaire de l'ouvrier et de l'intérêt du capital d'autre part. Voir plus loin liv. IV.

Contre l'insertion des moyens d'entretien des ouvriers dans le capital national se sont déclarés d'une façon tout à fait nette Rodbertus (*Das Kapital*, p. 294 s.) ; auparavant déjà dans son article *Zur Erkenntniss unserer staatsw. Zustände*, 1^{er} théorème ; avec clarté et concision Gide, *Principes d'Economie politique*, Paris 1884, p. 150 s. ; en outre Sax, *Grundlegung*, p. 324, note. A. Wagner lui-même s'en tient à cette insertion, du moins quant à cette partie des moyens d'entretien qui doit être employée « nécessairement » à l'entretien des ouvriers pendant la production, même dans la manière de voir la plus récente : *Theoretische Sozialökonomik*, (*Grundriss*), 1907, 1^{re} partie p. 138).

(1) *Rechte und Verhältnisse vom Standpunkte der volksw. Güterlehre* 1881, passim. Cf. depuis encore H. DIETZEL (*Der Ausgangspunkt der Sozialwirtschaftslehre und ihr Grundbegriff* dans la *Tübinger Zeitschrift*, 1883, p. 78 ss.) et Sax (*Grundlegung*, p. 39, ensuite p. 199 s.), qui à la vérité dépasse le but en excluant du concept de bien les services personnels ; voir encore l'art. *Gut*, de WIESER dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*.

catégorie particulière de capitaux ; cette dernière est donc superflue en tous les cas.

Enfin le capital privé se compose :

1^o De tous les biens qui forment le capital social ; et

2^o des *biens de jouissance* dont le propriétaire ne fait pas usage lui-même, mais qu'il emploie à acquérir d'autres biens par l'échange (vente, location, prêt) ; par exemple : maisons de rapport, cabinets de lecture, moyens d'entretien que les entrepreneurs avancent à leurs ouvriers et autres choses analogues (1). Beaucoup d'auteurs énumèrent encore ici certains « rapports », les brevets (2), les clientèles (3), les créances (4).

Il faut naturellement que je les rejette comme catégorie indépendante du capital pour les mêmes raisons de principe que ci-dessus.

Et maintenant je puis, après un retard dont la longueur ne peut être excusée que par l'état tout particulièrement embrouillé de notre théorie, laisser

(1) Jakoby (*op. cit.*, p. 19) veut en s'élevant contre un exposé analogue de Adam Smith, voir une contradiction dans ce fait de ne pas compter dans le capital social les maisons d'habitation, les vêtements etc. dans les mains de ceux qui les mettent en location, alors qu'on y compte les biens de jouissance dans les mains des vendeurs. Le point saillant de la question lui échappe : les provisions de marchandises des producteurs et des commerçants ne sont pas encore en général arrivées aux consommateurs, elles n'ont donc pas encore parcouru complètement un stade nécessaire de la production des biens : mais les maisons et les vêtements en location servent déjà à la consommation, ils sont aussi, si l'on fait abstraction des intervalles de non-location, déjà effectivement aux mains des consommateurs, bien qu'ils soient la propriété des bailleurs.

(2) WAGNER (*Grundlegung*, 2^e éd., p. 42).

(3) ROSCHER (*Grundlagen*, 18^e éd., § 42).

(4) HERMANN (*Staatsw. Untersuchungen*, 2^e éd., p. 122 s.).

enfin les concepts pour m'occuper des problèmes qui se meuvent autour de ces concepts. Et à la vérité dans le livre II qui va suivre sera développée la théorie de ce concept du capital dont nous nous sommes déjà efforcé de pénétrer jusqu'à un certain point l'essence dans les deux premiers chapitres de ce livre : je veux parler de la théorie du capital considéré comme instrument de la production, ou du capital social (1).

(1) Le lecteur attentif aura sans doute déjà reconnu que l'exposé de l'essence du capital donné dans le deuxième chapitre se rapporte uniquement au capital de l'*économie sociale*. Pour des raisons faciles à comprendre, je ne voulais pas entremêler l'explication dogmatique avec l'explication terminologique et critique si largement développée ici ; pour des raisons tout aussi évidentes je ne voulais pas commencer par la dernière avant d'avoir mis sous les yeux du lecteur, au moins en partie, le sujet dont il s'agit, et je l'ai fait en me servant provisoirement du nom de capital sans clauses ni additions, qui m'auraient immédiatement entraîné à de longues explications terminologiques que je voulais alors éviter. Les explications plus précises ajoutées feront disparaître toutes les méprises qui auraient pu résulter de cette manière de procéder.

LIVRE II

Le capital considéré comme instrument de production

La théorie du capital considéré comme instrument de production se propose de décrire et d'expliquer l'apparition du capital dans la production des biens économiques, ainsi que les effets de cette apparition. Ce qu'il y a à dire sur cette matière, se groupe autour de deux questions principales : *Comment le capital prend-il naissance ? et de quelle nature est son action productive ?* La première question est l'objet de la théorie de la formation du capital, la seconde, de la théorie de la fonction productive du capital.

Le lecteur qui a approfondi avec nous des douzaines de théories de l'intérêt du capital et des douzaines de définitions du capital ne s'étonnera pas beaucoup de rencontrer un décousu analogue dans les opinions sur les questions que nous avons maintenant à traiter. Certes, il n'y a aucun doute sur ce point que le capital est éminemment utile à la production. Mais je crains bien, que ce soit aussi la seule proposition sur laquelle nos économistes soient unanimement d'accord. Dès que l'on demande ensuite en quoi consiste cette utilité, ou quel caractère a en

soi la coopération du capital, c'en est fait de l'accord. L'un voit l'utilité du capital dans « l'activité qu'il imprime au travail » (1), un autre, en ce qu'il « épargne ou remplace du travail » (2), un autre encore, en ce qu'il fait « lui-même du travail » (3), un quatrième dit que c'est grâce à lui qu'on arrive à maîtriser les forces de la nature (4), un cinquième, qu'il aide à franchir l'intervalle de temps qui sépare le commencement d'un travail de son achèvement (5). Quelques-uns le considèrent, à côté de la nature et du travail, comme un facteur *originnaire* indépendant (6) ; d'autres, comme un facteur indépendant, mais qui n'est cependant que « en sous-ordre » (7), d'autres enfin comme une « simple condition » (8), et d'autres encore seulement comme un « instrument » ou

(1) « Put into motion » : ADAM SMITH, liv. II, chap. v.

(2) « *Supplanting a portion of labour* » : LAUDERDALE, *Inquiry into the nature and origin of public wealth*, Edimbourg 1894, p. 161 et passim.

(3) Egalement LAUDERDALE, *op. cit.* : « or from its performing a portion of labour... » De même J. B. SAY : « Il faut, pour ainsi dire, que les capitaux travaillent de concert avec l'industrie ». *Traité*, liv. I, chap. III à la fin.

(4) Par ex. STRASBURGER, *Hildebrand'sche Jahrbücher*, vol. 17 (1871) p. 325 ; Carey : « Le capital est l'instrument au moyen duquel l'homme est mis en état de plier les forces naturelles à son service ».

(5) « The single and all-important function of capital is to enable the labourer to await the result of any long lasting work, to put an interval, between the beginning and the end of an enterprise ». JEVONS, *Theory of Pol. Ec.*, II^e éd., 1879, p. 243.

(6) Tout d'abord Lauderdale qui *op. cit.*, p. 121 et passim désigne expressément « land, labour and capital » comme les trois « original sources of wealth ». Beaucoup d'autres d'après lui.

(7) P. ex., GIDE, *Principes d'Econ. Pol.*, 1884, p. 101 et 145.

(8) P. ex. Kleinwächter dans le *Handbuch*, de Schönberg, II^e édit., où l'on n'énumère parmi les « facteurs élémentaires de la production » que la nature et le travail et où le capital ne figure que parmi « les conditions » de ces facteurs.

« outil » de la production (1). Bien plus, nos théoriciens n'arrivent pas même à s'entendre sur la manière dont cet utile auxiliaire de la production prend naissance. A la vérité, si l'on demande d'une façon concrète, comment se produit un rabot, ou une charrue, ou une machine à vapeur, ils sauront probablement donner avec une parfaite assurance des explications même minutieuses sur la genèse de ces éléments du capital. Mais dès qu'il s'agit de généraliser ces observations, ils se divisent en camps ennemis : les capitaux naissent de l'épargne, disent les uns ; non, disent les autres, ils doivent au contraire être *produits* ; pas du tout, professe un troisième groupe, ils résultent des deux facteurs réunis de l'épargne et de la production.

Si l'on n'est pas arrivé à se mettre d'accord sur ces questions et des questions analogues, c'est infiniment plus surprenant que d'être en désaccord sur les théories de l'intérêt. Car le problème à résoudre ici est tout autre et essentiellement plus facile. Tandis que dans les théories de l'intérêt il s'agit de donner une *explication* exacte de faits réellement compliqués, il n'y a ici presque rien d'autre à faire que de bien *décrire* des faits, bien plus, de décrire des faits qui sont familiers à tout le monde. Personne, comme nous l'avons dit, n'ignore comment se forme un rabot ou une machine à vapeur, et tout le monde a aussi une idée assez exacte de l'action et de la manière d'agir d'un rabot, d'une machine, d'une charrue ou d'une matière première dans la production. En laissant de côté ce que ces cas ont de particulier et

(1) P. ex. CAREY.

en décrivant avec des termes appropriés ce qu'ils ont de typique, on aurait eu presque toute faite une théorie de la formation du capital et de sa fonction.

Si ce problème si simple n'a pas été bien résolu, cela tient probablement à ce qu'on n'a pas laissé impartialement les faits parler. Au lieu de décrire les faits simplement tels qu'ils sont, on a cherché des subtilités autour d'eux et en eux. Tel trait a été mis au premier plan, tel autre a été relégué en arrière, un troisième a été complètement négligé, et on y a introduit en revanche, grâce à l'interprétation, un quatrième qui ne se trouvait pas du tout dans les faits. Chacun ayant ainsi mis bien au fond des faits sa propre manière de voir subjective, il n'était certes pas étonnant que chacun y découvrit autre chose.

Je considère que le théoricien en ce domaine n'a pas de tâche plus importante que d'éviter la faute que nous venons de relever. Pour être sûr de ne pas y tomber, je vais séparer nettement l'exposition des faits de leur interprétation. Je décrirai donc d'abord dans un chapitre indépendant le processus de la production capitaliste. L'interprétation de la construction suivra quand j'aurai établi les faits sur un terrain solide ; un chapitre suivant développera la fonction productive du capital, et un autre la formation du capital (1).

(1) Dans la littérature antérieure c'est, à mon avis, dans Rodbertus, Jevons et C. Menger que se trouvent les idées les plus claires sur l'essence de la production capitaliste. Les développements du premier notamment, sont d'une réalité et d'une transparence absolument classiques, là où ils ne sont pas dénaturés par les influences de son point de vue unilatéralement socialiste. Malheureusement certains de ces traits ainsi dénaturés troublent très sensiblement son exposé. Cela s'applique

en particulier à ce fait qu'il néglige la part que prennent à l'œuvre de la production les *forces naturelles* si précieuses et l'influence du *temps* : deux facteurs qui évidemment ne s'adaptent pas bien au cadre de la théorie de l'exploitation » que Rodbertus a soutenue si vigoureusement et qui par suite furent supprimés. Voir plus bas pour plus de précision. — C. Menger, en établissant ses « ordres de biens » (*Gundsätze der V. W. L.*, p. 7 s.) et les lois qui relient entre eux ces ordres divers de biens, a notamment fourni d'une part une preuve éclatante de la clarté de ses idées sur les phénomènes compliqués de la production, d'autre part il a mis aux mains des savants de l'avenir un outil extrêmement précieux.

CHAPITRE I

PROCESSUS DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

Nous avons déjà, dans une occasion antérieure, tracé dans ses plus grandes généralités l'ébauche du processus de la production capitaliste (1). Quelques traits de ce processus doivent être maintenant exposés avec plus de précision. Je vais résumer brièvement ce qui est déjà connu, en y insérant chaque fois à la place qui lui convient ce que j'apporte de nouveau.

Toute production de l'homme se propose d'obtenir des biens de jouissance. La production de ceux-ci est liée à des conditions soumises aux lois de la nature. Pour les remplir nous devons chercher à faire naître d'une manière connue des combinaisons opportunes des forces agissantes telles que la forme que nous voulons donner à la matière en résulte comme un produit des lois naturelles. Regardons maintenant de plus près ce matériel de forces que l'homme peut appliquer à ces combinaisons productives. Il se compose de deux parties très différentes quant à la grandeur : *premièrement*, de l'énorme

(1) Liv. I, chap. II.

quantité de travail dynamique que la nature accomplit par son libre jeu d'un bout de l'année à l'autre ; et *deuxièmement* de l'effet dynamique beaucoup plus minime des forces naturelles qui sont dans l'organisme humain lui-même. Le monde de la nature, au milieu duquel l'homme vit, est doué d'une immense quantité de forces qui ne sont inactives à aucun moment. La force de la pesanteur maintient la cohésion du globe terrestre, et retient toutes les choses à sa surface ; elle fait tomber la pluie, elle entraîne vers l'océan les torrents et les fleuves, met en mouvement le flux et le reflux, elle agit sans relâche sur chaque point de l'écorce terrestre, comme pression, comme charge, comme compression. Le soleil envoie à notre globe la lumière et la chaleur et développe par là une quantité innombrable d'effets mécaniques et chimiques, parmi lesquels les phases de la végétation attirent particulièrement notre attention autant par leur charme mystérieux que par leur énorme importance pour la race humaine. Innombrables et au-dessus de toute évaluation sont les actions et les réactions moléculaires, électriques et chimiques que chaque molécule de la matière exerce sans relâche sur les autres molécules. L'abondance de toutes ces énergies que la nature sans aucune participation de l'homme met en mouvement en un flot ininterrompu, nous pouvons la considérer comme une branche extrêmement précieuse de la dotation des forces productives dévolue à la race humaine : appelons-la : *dotation naturelle*. Elle constitue un trésor incommensurable, où l'homme producteur puisera autant qu'il voudra et qu'il pourra. A la vérité il n'y a encore qu'une minime partie de ce

trésor qui soit exploitée. Il y a infiniment plus de forces naturelles qui se perdent dans des combinaisons qui, de notre point de vue téléologique, nous paraissent inutiles ou même dangereuses. Les puissantes forces motrices des marées, des torrents et des chutes d'eau, des mouvements de l'atmosphère, les gigantesques forces électriques, magnétiques et de gravitation qui sommeillent dans notre globe terrestre n'ont encore été utilisées qu'en minime partie. D'autres forces, telles que les forces végétatives du sol, le sont en une plus large mesure, mais pas encore complètement. Les progrès annuels de l'agronomie ne nous apprennent pas seulement à arracher au sol des utilités de plus en plus considérables, mais ils nous laissent aussi pressentir qu'il reste encore un large espace ouvert à de tels progrès.

L'extraction de ces forces naturelles se fait donc, comme on sait, en empruntant à notre seconde branche principale de dotation de forces productives, à nos forces personnelles, du travail mécanique et en le combinant habilement avec les processus naturels. Tout ce que nous obtenons dans la production est donc le résultat de deux — et seulement de deux — forces productives élémentaires : de la *nature* et du *travail*. C'est là une des idées les plus certaines de la théorie de la production. La race humaine trouve devant elle une quantité abondante de procédés naturels et y mêle l'action de ses propres forces. Ce que la nature fait d'elle-même et ce que l'homme y ajoute, voilà la double source d'où découlent et doivent découler tous nos biens ; à côté de cela, il n'a y pas place pour une troisième source élémentaire.

En revanche, dans chacun de ces deux éléments, qui *techniquement* fournissent tout à l'œuvre de la production, il y a à faire, du point de vue de l'*économie*, encore une autre distinction très importante. Dans le large courant de faits naturels qui fournit en général à l'homme la base de ses combinaisons productives, il y a en effet une partie qui intéresse particulièrement l'économie, c'est celle qui est constituée de ces dons utilisables de la nature qu'elle ne nous offre qu'en quantité restreinte, chichement. En soi il n'y a certes pénurie ni de matière, ni de forces. Le carbone et l'azote, l'oxygène et l'hydrogène, en général la plupart des « éléments » ne sont pas en soi plus insuffisants que ne le sont en soi la gravitation, les forces électrique, magnétique ou chimique. Mais il peut se faire que certaines combinaisons spontanées de ces éléments qui répondent particulièrement bien aux besoins de l'homme, soient relativement rares, c'est le cas, par exemple, des plantes utiles, des cours d'eau à force motrice, du sol fertile, des minéraux utilisables. Ces dons et ces services rares de la nature prennent pour nous une importance *économique* proprement dite. Il faut, à moins d'être insensés, que nous les traitions suivant le principe économique. Les éléments techniques de la production qui existent surabondamment, comme l'air atmosphérique, l'eau ou la lumière solaire, nous pouvons en user et même les gaspiller comme nous voulons sans en souffrir dans les résultats de la production. Mais pour ce qui est des éléments techniques rares, il faut que nous les ménagions, que nous les épargnions, que nous en tirions tout le parti possible ; ils forment en un mot, dans la dotation

naturelle technique plus étendue, spécialement la *dotation naturelle économique* de l'homme. Comme les dons et les services rares de la nature se rattachent tous ou presque tous au sol, nous pouvons sans erreur notable nommer laconiquement comme représentants de la dotation naturelle économique, les prestations du sol ou, pour me servir de l'expression usuelle, les *utilités* du sol (1).

Ce que fournit le travail de l'homme forme le pendant des utilités du sol. Ce résultat a presque toujours un caractère économique : en partie parce qu'en comparaison des vastes exigences des besoins de l'homme, il est si minime, que, même par une exploitation infatigable de notre force de travail, nous ne pourrions pas satisfaire pleinement nos désirs de biens, à plus forte raison ne pas en créer surabondamment, en partie parce que la tension de nos forces — au moins à partir d'un certain point (2) — ne va pas sans une sensation de fatigue et de souffrance qui réclame déjà que nous en usions avec ménagement.

Le travail et la nature sont ainsi les éléments techniques de la production, les utilités du sol et le travail en sont les éléments économiques. Ces der-

(1) Quand la population est peu dense, il est naturellement possible que même les produits du sol, ou du moins certains produits, le bois p. ex., soient des biens libres existant en surabondance, mais dans nos économies nationales modernes, sur la situation desquelles portent naturellement mes observations, les utilités du sol sont (à l'exception des déserts) toujours et partout des biens *économiques*.

(2) Sur ce fait d'expérience, qu'avec une durée croissante du travail, l'impression pénible qui en est inséparable, augmente progressivement, voir déjà GOSSEN, *Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs*, 1854, puis JEVONS, *Theory of Pol. Ec.*, II^e éd., p. 185 s.

niers sont les avantages que l'homme producteur fait valoir sur le vaste sol nourricier des forces naturelles libres qui s'offrent à lui, illimitées. Eux seuls ont une importance économique dans la production, puisque la coopération techniquement aussi nécessaire des forces naturelles libres est hors de question et nous est assurée gratuitement. Quiconque dispose des utilités du sol et du travail de l'homme nécessaires, obtient le produit économique désiré ; celui qui en est privé, doit aussi se passer du produit ; celui qui les a au double ou à moitié — celui-là aura — la technique de la production restant la même — aussi le double ou la moitié du produit. Ce sont donc eux seuls dont l'économie a à se préoccuper dans la production, les seuls dont elle a à tenir compte : bref, *les utilités du sol et le travail sont les forces productives économiques élémentaires* (1).

Or, de quelle façon l'homme emploie-t-il ces forces productives originelles ? En répondant à cette question nous faisons quelques pas de plus dans des chemins battus.

(1) C'est un état de choses qui, à mon avis est imprimé dans les faits avec une clarté extraordinaire, et que Rodbertus a profondément méconnu, quand il soutient énergiquement et à plusieurs reprises, que le travail est la seule force originelle dont use l'économie humaine, et qu'il en tire cette conclusion, qu'on doit économiquement concevoir tous les biens uniquement comme produits par le travail seul. (*Zur Erkenntniss unserer staatsw. Zustände*, I. theorem ; *Zur Erklärung und A bhilfe der heutigen Kreditnot des Grundbesitzes*, II^e édit., II, p. 160). *Zur Beleuchtung der Sozialen Frage*, p. 69). Si actuellement nous laissons un champ fertile en jachère, ou si nous n'exploitons pas une mine ou une chute d'eau, bref, si nous négligeons les choses précieuses que nous fournit le sol, nous agissons tout aussi contrairement à notre bien-être économique, que si nous gaspillons du travail sans but économique.

Pour tirer de ces éléments productifs des biens de jouissance, l'homme peut s'y prendre de deux manières. Ou bien il combine ces forces productives économiques entre elles ou avec l'action des forces naturelles libres, de telle sorte que le bien de jouissance désiré soit le fruit direct de la combinaison. Il ramasse, par exemple, avec la main les animaux que la mer jette sur le rivage. Ou bien, il prend une voie détournée, produit avec ces éléments d'abord un autre bien, et avec l'aide de celui-ci, ce ne sera que plus tard qu'il se procurera le bien de jouissance qu'il désire. Il fabrique, par exemple, un bateau et des filets, et avec l'aide de ces appareils il entreprendra ensuite la pêche proprement dite. Nous savons déjà que la production directe est identique à la production sans capital, la production indirecte à la production capitaliste, et que les produits intermédiaires qui prennent naissance dans les détours des méthodes de production indirecte représentent le capital d'économie sociale.

A l'emploi de la méthode de production capitaliste se rattachent deux conséquences aussi caractéristiques qu'importantes.

L'une d'elles agit comme un avantage, l'autre comme un désavantage. L'avantage nous est déjà connu. Il consiste en ce que cette méthode est d'une productivité technique plus grande. Avec la même dépense de forces productives originelles (1) (travail et précieuses forces naturelles) on peut par un détour

(1) C'est ainsi que nous dirons maintenant pour être plus exact, au lieu de nommer le « travail » seul, comme je l'ai fait chap. II, liv. I, pour éviter de prolixes explications.

capitaliste bien choisi produire plus ou de meilleurs biens qu'on n'en aurait pu produire par la production directe sans capital. Cette proposition dont la parfaite certitude est confirmée (1) par l'expérience journalière, nous l'avons illustrée dans le 11^e chapitre du 1^{er} livre par une série d'exemples et nous avons aussi cherché à l'expliquer. Nous avons trouvé que, par un habile choix de moyens détournés, on peut tirer du trésor gigantesque des forces naturelles de nouvelles forces auxiliaires dont l'action profite à l'œuvre de la production. C'est ce fait bien connu que l'on désigne d'habitude sous le nom de « productivité du capital ». Cette dénomination toutefois implique déjà une interprétation des faits, dont nous n'examinerons la justification que dans le chapitre suivant.

L'inconvénient qui est lié à la méthode de production capitaliste, c'est qu'il faut y *sacrifier du temps*. Les processus capitalistes sont féconds, mais ils prennent du temps ; ils fournissent des biens de jouissance meilleurs, ou en plus grande quantité, mais ils ne les fournissent qu'à un moment éloigné. Cette proposition ne fait pas moins partie que la précédente des bases de toute la théorie du capital. Même la fonction du capital d'être un moyen d'appropriation, une source de rentes, s'appuie en grande partie sur elle, comme nous le verrons en son lieu. Il m'incombe donc de la mettre soigneusement à

(1) Je ne crois pas qu'aucun spécialiste se soit encore élevé contre cette proposition. Les critiques qui se sont produites depuis la publication de la première édition se dirigent bien plus contre la relation dont il va être immédiatement question dans le texte, entre l'augmentation du rendement et la *durée* du processus de la production.

l'abri des différentes objections et des méprises dont elle peut être l'objet et dont elle a effectivement été l'objet depuis l'apparition de la première édition de cet ouvrage. Je ne désire cependant pas interrompre par une plus longue intercalation le résumé que je fais en ce moment des faits du processus de la production capitaliste ; aussi n'anticiperai-je ici sur ces éclaircissements qu'autant qu'il me semble indispensable de le faire pour l'intelligence de la suite de cette exposition des faits.

Il peut en effet arriver exceptionnellement qu'une méthode de production indirecte conduise au but non seulement *mieux* mais aussi plus *rapidement*. Celui qui, par exemple, veut dépouiller de ses fruits un arbre élevé, en viendra, selon toute vraisemblance, plus facilement à bout, s'il commence par couper une perche d'un autre arbre avec laquelle il abattra les fruits, que s'il grimpe sur l'arbre et essaie de cueillir avec la main les fruits l'un après l'autre. Mais ceci n'est pas la règle : dans la grande majorité des cas il faut que nous prenions les voies détournées de la production dans de telles conditions techniques, que nous devons attendre un certain temps et souvent même assez longtemps avant d'obtenir les produits finalement prêts à être consommés. Au lieu de donner des exemples, qui s'imposent d'eux-mêmes à tout lecteur, je préfère attirer l'attention sur ce point, que c'est dans cette perte de temps, qui en général est inséparable des voies détournées de la production capitaliste, que se trouve la seule raison de cette dépendance tant discutée et tant déplorée de l'ouvrier vis-à-vis du capitaliste, — il en est autrement vis-à-vis du propriétaire foncier. — Si

les détours féconds de la production capitaliste conduisaient aussi rapidement au jour le jour, que la production directe toute simple, rien n'empêcherait les ouvriers de suivre à leur propre compte cette voie détournée d'un bout à l'autre : ils resteraient sans doute encore dans la dépendance du propriétaire foncier qui pourrait leur rendre inaccessibles les utilités du sol dont ils ont besoin pour commencer, mais ils deviendraient tout à fait indépendants des capitalistes. Ce n'est que parce que les ouvriers ne peuvent pas attendre jusqu'à ce que la voie détournée, pour laquelle ils ont à se procurer d'abord de la matière première et à se forger des outils, leur fournisse ses fruits mûrs pour la jouissance, qu'ils tombent dans la dépendance économique des « capitalistes », de ceux qui possèdent déjà tout achevés les produits intermédiaires dont nous venons de parler (1).

Il va de soi qu'à notre proposition relative à la

(1) Il est très caractéristique que Rodbertus en décrivant les causes économiques de l'emploi des voies détournées de la production, choisit précisément son exemple parmi ce petit nombre de cas où la voie détournée « conduit aussi » plus *rapidement* au but » (*Das Kapital*, p. 236). En effet ici et ailleurs il laisse logiquement dans l'ombre tous les facteurs économiques qui aident à fonder le phénomène de l'intérêt du capital et parmi ceux-ci prend place en première ligne la perte de temps qui se rattache à la mise en pratique des fécondes voies détournées de la production pour imputer unilatéralement la naissance de la rente à notre organisation juridique de droit privé actuelle (p. ex., *op. cit.*, p. 310 s.). Mais la propriété privée des biens capitaux considérée en soi et uniquement ne générerait en rien les ouvriers, et ils tourneraient bien facilement les « barrières » élevées par les capitalistes, si le fatal intervalle de temps entre le commencement et la fin du détour de la production capitaliste ne leur rendait pas impossible de s'engager dans ce détour à leur propre compte.

dépense de temps de la production capitaliste, on ne doit pas non plus opposer ce fait : que l'on obtient plus rapidement un produit déterminé avec des objets *déjà achevés* provenant du capital que sans l'aide du capital : que, par exemple, un ouvrier tailleur aura besoin de trois jours s'il n'a pas de machine à coudre pour faire un vêtement qu'il fera en un jour avec une machine. Car il est clair que coudre à la machine ne constitue qu'une portion, et même la portion la plus courte du détour capitaliste, dont la portion principale est constituée par la fabrication de la machine à coudre, et que le parcours de tout ce détour durerait considérablement plus de trois jours.

Nous avons jusqu'à présent opposé la production capitaliste comme une masse indistincte à la production complètement privée de capital. Toutefois en agissant ainsi on ne tient compte des faits que partiellement. Car dans la production capitaliste il y a aussi des gradations, des degrés, et si l'on veut être très précis, d'innombrables degrés du « capitalisme ». On peut, en effet, obtenir un bien de jouissance par des détours de durées très différentes. On peut créer des produits intermédiaires dont on obtient le bien de jouissance définitif après un mois, mais quelquefois aussi seulement au bout d'un an, de dix ans, de cent ans. On peut donc se demander si ces différences de degrés ont quelque influence sur le résultat de la production et quelle est cette influence.

En somme, on peut remarquer que ce ne sont pas simplement les premiers pas, mais aussi les prolongements suivants des voies détournées de la produc-

tion qui comportent une progression toujours croissante des résultats techniques ; mais que si le détour continue à s'allonger, la quantité du produit n'augmente plus que dans une proportion de plus en plus faible.

Cette proposition aussi repose sur l'expérience, uniquement sur elle. Il faut en accepter le contenu simplement, comme un fait de la technique de la production. Le lecteur pourra d'ailleurs facilement en contrôler la justesse, s'il suit, en pensée, le processus de la production d'un bien de jouissance quelconque. Le bois de chauffage, par exemple, peut s'obtenir directement si l'on se borne à ramasser les branches sèches ou à couper de faibles rameaux. Un court détour dans la production conduit à la fabrication et à l'emploi d'une cognée de pierre. Par un détour plus long on tire du minerai de fer de la terre, on se procure le combustible et les ustensiles nécessaires à la fusion de ce minerai, on prépare ensuite avec cette fonte du fer, on convertit par un nouveau travail celui-ci en acier et on fait enfin de cet acier une cognée bien aiguisée. En remontant encore plus haut il faudra construire des machines et des voies spéciales pour le transport du minerai, des hauts-fourneaux bien agencés pour le fondre, et des machines particulières pour donner à la cognée sa forme et son tranchant ; en remontant encore plus haut, il faudra créer des fabriques et des machines, dans lesquelles on produira les machines du premier genre, etc. On mettra difficilement en doute, que chacun des détours capitalistes qu'on vient de décrire augmente la fécondité de tout le processus de la production, c'est-à-dire a pour résultat d'obtenir

l'unité de mesure, le mètre cube de bois de chauffage avec une moindre dépense totale de travail (direct ou indirect) ; mais on aura tout aussi sûrement l'impression que les deux premiers détours de la production, l'emploi d'abord de la hache de pierre et ensuite de la hache d'acier ont dû amener un bien plus grand changement quant à l'abondance du bois produit, que les perfectionnements ultérieurs, bien que d'une façon absolue ceux-ci ne fussent nullement insignifiants. S'il est nécessaire, on peut d'ailleurs facilement renforcer cette dernière impression et en faire par un petit calcul une vérité évidente. Admettons, par exemple, qu'un ouvrier puisse produire par jour deux mètres cubes de bois avec la simple main et dix mètres cubes avec une cognée en pierre dont la fabrication lui coûte trois journées ; par conséquent le premier détour qui dure trois jours vaut un excédent de rendement de huit mètres cubes par journée de travail. Or, il se peut que, en doublant le détour de la production — qui au lieu de trois jours sera de six jours — peut-être en s'appliquant à perfectionner la hache de pierre, on double encore l'excédent de rendement en le portant de huit à seize mètres ; mais il est déjà peu probable qu'en triplant la durée du détour, on puisse aussi tripler l'excédent du rendement, et il est bien certain que si l'on rendait la durée du détour mille fois plus longue, — en commençant, par exemple à creuser des puits dont on ne pourra tirer que dans des années le minerai nécessaire à une hache d'acier — on ne serait plus en état d'avoir un excédent de rendement mille fois plus grand, ce qui ferait supposer, chose presque inimaginable, qu'un ouvrier

pourrait faire en un jour 8.000 mètres cubes de bois ; mais, au contraire, à partir d'un certain point — probablement peu éloigné — l'excédent du rendement continue à la vérité à augmenter en général mais plus lentement que la période de production.

On ne saurait à la vérité donner de nombre fixe ni pour le point à partir duquel la productivité d'un plus grand prolongement des détours de la production commence à décroître, ni en général pour la grandeur de l'excédent de résultat que comporte une longueur déterminée du détour. Ces données varient chacune avec la technique qui régit chaque branche de la production et avec chaque stade de l'art de la production. Chaque invention nouvelle les modifie. L'invention de la poudre à canon, par exemple, a fait naître subitement la possibilité qui n'existait pas un instant auparavant, d'augmenter peut-être du double la productivité de la chasse, et peut-être du centuple l'obtention de la pierre (1).

Quoi qu'il en soit, ce que l'on peut affirmer avec une

(1) L'essentiel de ce qu'on appelle des inventions est en général la découverte d'un nouveau moyen de production plus fécond. Fréquemment — probablement *le plus souvent* — la nouvelle voie est plus longue que celle qui a été suivie jusqu'alors : l'exploitation de l'invention exige ensuite la fabrication de produits intermédiaires particulièrement nombreux, ou comme l'on dit, un grand placement de capitaux : p. ex., dans le machinisme, dans la construction des chemins de fer, etc. Mais fréquemment aussi une heureuse invention peut découvrir un moyen de production meilleur et en même temps *plus court* : on peut citer ici comme exemple la préparation chimique de certaines matières colorantes remplaçant celles qu'on tire des végétaux. Quelque compliqué que puisse être le procédé chimique, il est pourtant certainement bien plus direct et plus court que la production par le procédé végétal bien plus long. Les appendices I et II à la fin du volume contiennent sur ce sujet des données plus précises.

certitude satisfaisante, c'est la proposition que nous venons de formuler, qu'en général, par un allongement bien choisi du processus de la production, on peut toujours obtenir un résultat plus grand. On peut soutenir avec toute assurance, qu'il n'y a pas une seule branche de la production dont le résultat ne puisse de cette façon être considérablement augmenté comparativement à la méthode de production actuellement en usage ; sans aucune nouvelle invention, simplement par l'intercalation d'intermédiaires capitalistes connus depuis longtemps : ici par l'intercalation d'un moteur à vapeur, là par une habile transmission de mouvement, ailleurs par un ingénieux rouage, par un soufflet, un levier, un régulateur, etc. Combien le plus grand nombre de nos exploitations agricoles et industrielles ne sont-elles pas en retard quant à leur outillage capitaliste sur les exploitations modèles les plus avancées ; et celles-ci mêmes sont certainement encore bien éloignées d'un idéal d'une véritable perfection (1).

Le fait que l'allongement des voies détournées de la production conduit à un plus grand résultat, et

(1). On demandera peut-être ici sur le ton de l'objection pourquoi on n'exploite pas pleinement le champ offert à l'accroissement du résultat technique, par notre savoir technique actuel ? L'explication vulgaire est le manque de capital. Avec la quantité restreinte de capital dont nous disposons, nous ne pouvons en effet exploiter, parmi la quantité infinie d'entreprises qui en vaudraient la peine, que les plus productives, et une quantité d'entreprises moins productives, bien que productives encore, doivent être abandonnées. Cette explication n'est pas tout à fait exacte, mais pour l'essentiel du moins elle est juste. Nous pouvons donc nous en contenter jusqu'au moment où dans un autre enchaînement d'idées nous arriverons à la connaissance tout à fait exacte de cette question.

aussi le fait que cette augmentation du résultat commence d'habitude à décroître à partir d'un certain moment, ont été depuis longtemps remarqués et reconnus dans notre science : le plus souvent, à la vérité, sous d'autres expressions empruntées au jargon de la « théorie de la productivité ». C'est Thünen qui a le plus impartialement noté ces faits en enseignant que lorsque le capital continue à augmenter, le capital nouvellement apporté contribue certes encore en général à un accroissement du produit du travail, mais à un degré de plus en plus petit (1). Lui-même, en s'appuyant sur ces faits a édifié la célèbre théorie que le taux de l'intérêt du capital se réglait d'après la productivité de ce dernier considéré là où son emploi est le moins productif ; et à la remorque de cette théorie, la reconnaissance de ces faits mêmes s'est répandue dans les cercles les plus étendus (2). Seulement, conformément à la mode d'alors on s'est efforcé de la rattacher aux idées et aux formules de la théorie de la productivité, ce qui a entraîné les plus fâcheuses méprises et confusions (3). Il entre dans le problème traité

(1) *Der isolierte Staat*, 3^e éd., deuxième partie, chap. I, p. 97 s., voir en particulier le tableau p. 101.

(2) P. ex. dans ROSCHER, *Grundlagen* § 183, MANGOLDT, *Volkswirtschaftslehre*, 1868, p. 432 s., MITHOFF dans le *Handbuch* de Schönberg, II^e édit., p. 663 et dans beaucoup d'autres. Jevons arriva de lui-même à des vues tout à fait analogues : *Theory of Pol. Ec.*, II^e édit., p. 277.

(3) En particulier on a confondu par suite de préjugés la « productivité physique ou technique » fondée sur les faits, c'est-à-dire cette circonstance qu'avec l'aide du capital on peut créer plus de produits que sans capital, avec une « productivité de valeur » du capital, autrement dit, avec une prétendue vertu du capital de produire plus de valeur qu'il n'en a lui-même. Cf. ma *Gesch. u. Kritik*, 2^e édit., p. 130 s., 156 s.

en ce chapitre de rétablir les faits dans toute leur simplicité ; c'est ce que je vais m'efforcer de faire.

Au fond il va de soi que la production capitaliste de biens de jouissance, même si elle s'accomplit par voie détournée et en plusieurs étapes, ne cesse pas pour cela de représenter une œuvre de production d'une unité, d'une cohésion intrinsèque. Aussi bien le travail qui crée les produits intermédiaires (appelons-le avec Rodbertus (1) le travail *indirect*) que le travail qui, avec les produits intermédiaires et par leur moyen, crée le bien de jouissance désiré (*travail direct*), forme une partie de la production du bien de jouissance. La production du bois ne comprend pas seulement l'abattage des arbres dans la forêt, mais aussi le travail du forgeron qui fabrique la cognée, du charpentier qui en taille le manche, du mineur qui retire le minerai dont l'acier de la cognée sera préparé, du métallurgiste qui fait l'opération qu'on vient d'indiquer, etc. Notre moderne spécialisation brise à la vérité en apparence l'unité de l'œuvre de la production en un nombre de pièces en apparence indépendantes, mais le théoricien qui veut comprendre la marche de la production économique dans la réalité de ses rapports, ne doit naturellement pas se laisser tromper par les apparences et doit rétablir dans son esprit l'unité de l'œuvre de la production, obscurcie par la division professionnelle. C'est un des plus grands mérites de Rodbertus, d'avoir fait cela de la manière magistrale qui lui appartient (2).

(1) *Das Kapital*, p. 236 s.

(2) Récemment, c'est surtout J. B. Clark qui, avec un mouvement,

C'est précisément cette manière de voir véritablement économique qui nous conduit cependant à un doute qui doit être dissipé sans ambiguïté. Conformément à ce qui a été dit ci-dessus, la période de production des biens de jouissance doit être comptée, rigoureusement parlant, depuis le moment où la première main est mise en mouvement à l'effet de créer le premier produit intermédiaire qui a été utilisé pour la production du bien de jouissance, jusqu'à l'achèvement de ce dernier. De notre temps, où la production sans capital a presque complètement disparu, et où une génération continue à opérer sur les produits intermédiaires dus aux générations antérieures, la période de production de chaque bien de jouissance pourrait, d'après ce calcul rigoureux, ne commencer que dans un passé reculé de plusieurs siècles. Le petit garçon qui coupe aujourd'hui une baguette de saule avec son couteau

une plasticité difficiles à surpasser, a décrit les rapports intimes du processus de la production fractionnée dans l'économie par la division du travail ; cf. sa *Distribution of wealth*, 1899, passim. C'est avec plaisir que je profite de cette occasion pour exprimer ma haute approbation et mon admiration pour l'action scientifique de ce remarquable écrivain, bien qu'il me faille combattre énergiquement quelques-unes des opinions qu'il professe. Par contre je dois signaler comme un regrettable pas en arrière de l'analyse ce qui s'est produit quand dernièrement Cassel a remis sciemment et intentionnellement au premier plan de l'observation scientifique les parties fractionnées. Pour lui tout stade que forme la division du travail dans le processus de la production est considéré comme un « processus » indépendant et la durée de chacune de ces parties fractionnées est la « période de production » du processus de production dont il s'agit. Un examen synthétique lui paraît superflu au moins pour le problème de l'intérêt du capital, puisque sa manière de considérer les choses est la seule qui soit de « quelque portée pour le problème de l'intérêt » (*Nature and necessity of interest*, p. 123 s.).

de poche n'est, à la rigueur, que celui qui continue l'ouvrage du mineur qui, il y a des siècles, a donné le premier coup de pioche pour creuser la mine d'où a été retiré le minerai devant servir à fabriquer la lame de ce couteau. Certes, de ce premier travail remontant à des siècles, il n'y a qu'une fraction infiniment petite, tout aussi négligeable qu'inappréciable, qui profite à l'œuvre de production achevée aujourd'hui ; et, par suite, on aurait une image bien fautive du degré de capitalisme employé à cette baguette de saule coupée, si on l'appréciait d'après l'intervalle absolu écoulé entre la dépense du premier *atome* de travail et l'achèvement de l'ouvrage.

Il est plus important et plus juste de regarder l'espace de temps qui s'écoule *en moyenne* entre la dépense des forces productives originelles du travail et des utilités du sol employées successivement pour un ouvrage et l'achèvement des biens de jouissance définitifs. La méthode de production est plus fortement capitaliste si, en moyenne, elle paye plus tard la dépense de forces productives originelles qu'elle a faite. Si, par exemple, la production d'un bien de jouissance coûte en tout 100 journées de travail — pour simplifier je ferai abstraction des utilités du sol qui y coopèrent — et si une de ces journées a été employée il y a dix ans, une autre il y a, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, et 1 an et que les 90 autres journées ont été employées immédiatement avant l'achèvement de l'ouvrage, la première journée de travail est payée après dix ans, la seconde après 9 ans, la troisième après 7 ans et ainsi de suite, tandis que les 90 dernières sont payées immédia-

tement ; et *en moyenne* les 100 journées de travail se payent après.

$$\frac{10 + 9 + 8 + 7 + 6 + 5 + 4 + 3 + 2 + 1}{100} = \frac{55}{100}$$

c'est-à-dire déjà après 6 *mois environ*. Si la production d'un autre bien demandait également un total de 100 journées de travail, qui doivent également être fournies dans le cours d'une période de dix ans, mais de telle façon qu'il en soit fourni 20 dans la 1^{re} des dix années, 20 encore dans la deuxième et 5 chaque année depuis la troisième à la dixième, et les 20 dernières journées de travail immédiatement avant l'achèvement de l'ouvrage, la moyenne deviendrait tout autre et serait bien plus forte, elle s'élèverait à

$$\frac{200 + 180 + 40 + 35 + 30 + 25 + 20 + 15 + 10 + 5}{100} = \frac{560}{100}$$

par conséquent *plus de 5 ans et demi*. Il est d'ailleurs très probable que dans les deux exemples donnés quelque fraction de journée ait déjà été employée il y a des siècles ; mais à cause de sa petitesse elle n'a que très peu d'influence sur la moyenne et peut par conséquent être négligée dans la plupart des cas (1).

(1) Le premier schème établi dans le texte correspond au cas d'une production pour laquelle on se sert d'un outil unique dont la phase de production remonte à dix ans, p. ex., une hache en acier Bessemer. Le second schème correspond au contraire à une production pour laquelle on a employé outre cette hache encore une série d'autres outils, de dispositifs, de matières auxiliaires relevant du capital et dont la production ne remonte également pas plus haut que dix ans. Cette comparaison montre clairement comment sans allonger la longueur absolue de la

En parlant plus haut de l'allongement du détour de la production et de degré de capitalisme, je voudrais être compris dans le sens que je viens de développer. La grandeur ou la petitesse, l'allongement ou le raccourcissement du détour ne doit pas être mesuré par la durée absolue de la production depuis le premier atome de travail employé jusqu'au dernier — autrement, casser une noix avec un marteau dont le fer pourrait provenir d'une mine déjà exploitée par les Romains, serait peut-être le mode de production le plus capitaliste — ; il ne doit non plus être mesuré par le nombre des termes intermédiaires séparément nommés qui sont compris dans le processus de la production — autrement la capture d'un oiseau par un enfant qui, au moyen des trois produits intermédiaires, baguette, glu, pipeaux, prend et mange ses oiseaux le même jour où il a commencé à fabriquer ces biens capitalistes, serait plus capitaliste que le travail de longue date du mineur qui consacre des années au déblaiement d'un puits — ; mais on doit le mesurer par la durée moyenne du processus qui

période de production, on peut cependant considérablement augmenter le degré de capitalisme. Il suffit simplement de changer le rapport numérique entre les ouvriers ayant fait les travaux préliminaires et ceux qui achèvent l'ouvrage. Que pour chaque dizaine d'ouvriers employés pour l'achèvement de l'ouvrage, il n'y ait qu'un ouvrier occupé aux travaux préliminaires de dix ans, ou qu'inversement pour un ouvrier qui achève le travail, 10 autres s'occupent pendant dix ans aux travaux préparatoires, tout le processus de la production s'étendra dans l'un et l'autre cas sur un espace de dix ans. Mais dans le premier cas les ouvriers qui achèvent le travail seront pourvus très parcimonieusement d'outils, de matériaux, etc., et dans le second cas, ils le seront très abondamment : le second procédé est bien plus capitaliste.

s'étend entre la dépense successive de travail et des utilités du sol et l'obtention du bien de jouissance. Ce n'est que dans les méthodes de production dans lesquelles la dépense en forces productives originelles se répartit uniformément sur toute la période de la production, que la longueur absolue de cette période donne en même temps une mesure convenable du degré du capitalisme (1).

Donc, partout dans mon livre où j'aurai à montrer le degré du capitalisme par une longueur différente de la période de production, j'admettrai constamment, pour servir de base à mon exemple, que les périodes de production sont également remplies et je les appellerai, faute d'expression meilleure pour les distinguer, des périodes de production absolues et aussi pour abrégé « périodes moyennes de production ».

Le concept de « temps d'attente moyen » que j'emploie aussi souvent n'est pas — je tiens à le faire remarquer avant toutes choses afin d'éviter un malentendu presque inévitable — identique avec le concept de la « période moyenne de production » uniformément remplie, mais il y a certes entre les deux un rapport aussi déterminé que simple ; c'est pourquoi ces deux grandeurs peuvent également bien servir d'unité de mesure pour la longueur du détour de la production. En effet, comme on pourra le voir facilement, et comme à une occasion ultérieure ce sera encore plus expressément exposé, le temps d'attente moyen égale toujours exac-

(1) Cf. l'intéressant calcul et la représentation graphique du montant du capital placé dans JEVONS, *Theory of Pol. Ec.*, 2^e édit., p. 249 s.

tement la moitié de la période de production uniformément remplie : si un ouvrier travaille cinq ans durant uniformément à la fabrication d'un produit qui sera achevé à la fin de la cinquième année, il doit évidemment attendre cinq ans pour jouir du résultat de sa première journée de travail, et il n'attendra que quelques heures le résultat de la dernière journée, l'attente moyenne de toutes ses journées de travail sera donc 2 ans et demi (1).

Transportons maintenant ce qui a été dit du petit au grand, d'actes de production singuliers à toute une économie nationale. Chaque année met à la disposition de chaque peuple une certaine quantité de nouvelles forces productives originelles en fait de travail et d'utilités du sol. Plus sa production se rapproche de la production sans capital — il n'y a pas de production absolument privée de capital — et plus grande sera la partie des forces productives devenues disponibles dans une année qui pourront la même année être transformées en biens de jouissance ; plus la production est capitaliste et moindre sera la quotité des forces pro-

(1) Knut Wicksell, qui d'ailleurs a une idée parfaitement exacte du rapport réciproque des concepts et des grandeurs considérés ici, préférerait laisser tomber entièrement l'expression « période de production » et se servir simplement du concept « *Investierungszeit* » (introduit par Jevons et se confondant avec mon concept de « temps d'attente moyen ») (*Finanztheoretische Untersuchungen*, Iena, 1896, p. 30). Sans attacher une très grande importance à la chose, puisqu'à cause de « l'étroite relation des deux concepts soulignés même par Wicksell, ils peuvent facilement se substituer l'un à l'autre, je croirais cependant volontiers, que pour beaucoup d'observations qui sont à faire dans la théorie du capital, le concept de « période de production » est en même temps le plus significatif et le plus fécond des deux.

ductives de l'année qui seront consommées dans l'année même, et une quantité d'autant plus grande sera consacrée aux produits intermédiaires qui ne donneront des biens de jouissance que dans des périodes ultérieures, et dans des périodes d'autant plus éloignées, que le degré du capitalisme sera plus grand. Un peuple qui produit presque sans capital consomme ainsi chaque année les fruits des forces productives de cette même année, un peuple produisant avec du capital consomme une petite partie des fruits de l'année, une grande partie de ceux dus aux forces productives des années antérieures, tout en créant des produits intermédiaires à l'usage des années suivantes. Et il consomme en moyenne des fruits provenant des forces productives d'années d'autant plus reculées, et fait des préparatifs pour un avenir d'autant plus éloigné, que le degré du capitalisme est plus élevé. Et maintenant j'ose espérer être compris sans laisser place à de fausses interprétations quand, pour conclure, je résumerai comme suit l'ensemble du processus de la production capitaliste.

Tous les biens de jouissance que l'homme produit, résultent de la coopération de la force humaine et des forces naturelles, qui sont les unes économiques, les autres des forces libres de la nature. Avec ces forces productives élémentaires, l'homme peut produire les biens de jouissance désirés ou directement ou indirectement par l'entremise de produits intermédiaires qui s'appellent biens capitaux. Cette dernière méthode réclame un sacrifice de temps, mais apporte à la masse du produit un avantage qui, bien que d'une façon décroissante, se rattache aussi d'habitude à

des allongements successifs des détours de la production (1).

(1) J'ai déjà signalé à plusieurs reprises que les théories exposées dans ce chapitre ont été, depuis la publication de la première édition de cet ouvrage, l'objet de plusieurs malentendus et de doutes. J'attache le plus grand prix à les en débarrasser complètement. A cet effet il faut tenir compte du contenu des objections soulevées. Mais comme l'exposé de ma réfutation se ramifie sur plusieurs points et que sur son chemin il se heurte à des questions de détail de nature très variée et particulièrement à des questions théoriques, à l'éclaircissement desquelles nous ne sommes pas encore suffisamment préparé à cet endroit de mon livre, je me suis résolu à retirer complètement du texte les explications nécessaires pour les reporter à la fin de mon livre dans une série d'appendices indépendants. Voir les Appendices I à V. Je prie le lecteur de les considérer, en dépit de la place que je leur donne, comme une partie intégrante de ma théorie, surtout qu'en grande partie ils ne servent pas uniquement à des buts de polémique, mais qu'au contraire ils complètent et approfondissent en des points essentiels ce qui a été exposé dans le texte.

CHAPITRE II

PHÉNOMÈNE DE PARALLÉLISME IMPORTANT DES DÉTOURS DE LA PRODUCTION CAPITALISTE.

D'habitude les détours de la production capitaliste en s'allongeant paient par un plus grand résultat les forces productives originelles employées de la façon qu'on vient de décrire. Mais il y a encore un second fait d'expérience technique qui, sans se laisser ranger directement ni par son énoncé ni par son essence, dans les « détours de la production capitaliste », conduit cependant à un résultat très analogue. Ce fait est que très souvent par une production plus solide, plus résistante de biens de jouissance durables, la faculté de durer et, par suite, la somme totale d'utilité qu'on peut tirer des biens en question peut être augmentée dans une plus grande proportion que la dépense de la production.

A la vérité, tous les genres de biens d'usage durables admettent diverses variantes dans leur production : soit qu'on varie les matériaux qu'on y emploie, soit qu'on soigne diversement le travail par lequel on forme ces matériaux, on les unit ou on les combine. On peut faire des chaussures de coutil ou de drap ou de cuir, avec des semelles de feutre,

de ficelle ou de cuir, avec des semelles minces ou épaisses ; on peut en réunir les différentes parties avec de la colle, avec des coutures ou avec des clous. On peut faire des chemises de coton ou de toile, des redingotes de drap, avec du coton ou de la laine, des chaises cannées ou recouvertes de cuir, des ponts de bois ou de pierre ou de fer ; on peut faire des maisons avec des roseaux et de la terre glaise, avec du bois, avec des moellons superposés, avec des briques d'argile, avec des pierres de taille de différentes sortes, avec des constructions intermédiaires de planches, de poutres massives, de piliers de fer plus ou moins forts, avec du mortier ordinaire ou des ciments particulièrement cohésifs. Régulièrement chacune de ces variantes sera d'un coût différent et donnera au produit un autre degré de solidité. Il arrive en outre souvent que même l'utilité en est modifiée, puisque le produit étant plus durable satisfait le besoin non seulement plus longtemps, mais aussi mieux : l'habitation, par exemple, est certainement plus confortable dans une maison de pierre que dans une chaumière. Mais pour le moment laissons encore de côté ce dernier facteur pour nous occuper d'abord uniquement des relations entre la grandeur de la dépense de la production et son degré de solidité, en admettant que les effets utiles sont également bons.

Admettons qu'en employant un genre déterminé de construction, une maison d'habitation exige le travail d'une année de trente ouvriers, assurant à la maison une durée de trente ans. Ici la dépense consistant dans le coût de trente années de travail conduit à un résultat total de trente années d'usage de la maison, et la dépense de chaque année de

travail est compensée par l'usage d'une année. Qu'un autre genre de construction donne à la maison — l'utilité qu'on en tire restant la même — une durée de soixante ans, qu'un troisième genre de construction lui donne cent vingt ans de durée. La dépense de la construction augmentera-t-elle forcément dans la même proportion que la durée de la maison ? ainsi quand la durée en passant de 30 à 60 années est doublée, cela ne pourra-t-il s'obtenir qu'en doublant la dépense de la construction, en passant de 30 années de travail à 60, et si au lieu de 60 années, elle doit durer le double ou 120 années, ne pourra-t-on l'obtenir qu'en doublant de nouveau la dépense, c'est-à-dire en y mettant 120 années de travail au lieu de 60 ? Dans ce cas il n'y aurait aucun avantage technique à employer les types de construction assurant la plus longue durée — dans les trois modes de construction la dépense de chaque année de travail serait également compensée par une année de jouissance de la maison. Mais si au contraire — ce qui est extrêmement vraisemblable — on peut faire une construction deux fois plus durable avec une dépense inférieure au double, alors le mode de construction qui donne plus de durée est déjà techniquement plus avantageux (1). Si, par exemple, le deuxième mode de construction n'exige qu'une dépense de 50 années de travail, et le troisième une dépense de 80 années de travail, l'année de travail sera compensée pour le 2^e mode par 1,2 et pour le 3^e mode par 1,5 année

(1) Cela ne prouve nullement que ce soit aussi économiquement plus avantageux, « plus rentable » ; c'est une chose qui dépend du taux plus ou moins élevé de l'intérêt, et qui ne sera élucidée que plus tard.

de jouissance, tandis que pour le premier mode de construction une année de travail était compensée par une année de jouissance.

Ce rapport ou un rapport analogue entre l'augmentation de résistance d'objets d'usage et l'augmentation du coût par laquelle ce degré plus élevé de résistance peut leur être donné, se rencontre sans aucun doute effectivement dans d'innombrables cas. Certes, cela ne saurait se formuler en une « loi ». Il ne doit pas en être ainsi dans chaque cas, et effectivement il en est autrement dans beaucoup de cas particuliers : mais malgré tout il reste un nombre très considérable de cas où les choses sont telles que la durée d'utilisation des biens d'usage peut être relativement très prolongée par un surcroît relativement petit du coût de leur production. Sur ce point tout le monde a, à ce que je crois, directement de nombreuses données expérimentales. Ce sont celles qui ont donné naissance à cette plaisanterie paradoxale qui ne manque pas d'un fond de justesse : « Je ne suis pas assez riche pour pouvoir acheter des objets bon marché » ; elle est fortement confirmée par le nombre infini d'articles, dont en général on fabrique des modèles plus solides afin de leur assurer une plus grande durée (1), et il y a aussi toutes sortes

(1) Leur production effective est en effet constamment une preuve vivante, qu'une solidité plus grande est en général non seulement en connexité avec l'avantage technique signalé dans le texte, mais que cet avantage technique atteint en outre une proportion qui dépasse ou pour le moins égale le taux courant de l'intérêt. Car les types plus solides économiquement profitables, et par suite choisis pour être effectivement exécutés, ne constituent toujours qu'un choix des plus avantageux techniquement, parmi le nombre bien plus considérable des types solides techniquement avantageux, un choix qui est toujours en

d'arguments scientifiques ou technologiques qui font paraître explicables et vraisemblables ces avantages, du moins pour certains groupes de cas (1). On peut donc — tout comme pour l'augmentation de productivité des voies détournées de la production capitaliste — ici aussi établir une règle d'expérience qui n'est pas absolument sans exception, mais qui s'applique dans une très large mesure et qui peut se formuler ainsi : Le choix de types de produits durables peut fournir la possibilité d'obtenir un plus grand résultat productif de façon que l'unité

un rapport de causalité avec le taux courant de l'intérêt, point qui sera encore plus élucidé dans le cours de cet ouvrage. L'existence de ce rapport est d'ailleurs un fait bien connu dans le calcul relatif aux affaires. Cassel (*Nature and necessity of interest*, p. 111 s.) donne l'exemple instructif de la construction d'un pont, qui exécuté à bas prix promet de durer 15 ans, mais qui en coûtant deux fois plus cher pourra durer 60 ans et il calcule que rationnellement on devra choisir la construction à bon marché si le taux de l'intérêt est supérieur à $4 \frac{1}{8} 0/0$ et qu'au contraire il faudra choisir le mode de construction plus solide et plus cher si le taux de l'intérêt est au-dessous de $4 \frac{1}{8} 0/0$. Naturellement le dernier mode a toujours été le plus avantageux *techniquement*, c'est-à-dire compensant l'unité de forces productives par un résultat utile plus élevé, même quand on ne pouvait pas le choisir pour l'exécution à cause du taux trop élevé de l'intérêt.

(1) Comme exemple je rappellerai que les influences détériorantes agissent le plus souvent sur les parties superficielles et que celles-ci, constituent une fraction d'autant plus minime de l'ensemble que la construction est plus massive — cas le plus avantageux — (Ex. l'usure disproportionnément hâtive des pièces de monnaie trop minces). Ou : tous les corps composés ont certes quelque « point très faible » qui résiste le moins longtemps et qui entraîne l'inutilité de l'ensemble, alors que d'autres parties auraient pu tenir encore plus longtemps. Dans ces cas, pour prolonger l'usage de l'ensemble, il ne sera nullement nécessaire de renforcer également toutes les parties et par suite d'augmenter uniformément le coût de l'ensemble, mais on peut se contenter d'une augmentation de coût tout à fait partielle appliquée uniquement au « point le plus faible ».

des forces productives employées procure une plus grande quantité d'utilité

En quoi consiste donc l'essentiel de la parenté des deux règles d'expérience ? Tout d'abord évidemment en ce que dans les deux cas des méthodes particulières de production ou suivant les cas des variantes de méthodes de production conduisent à un résultat technique plus grand : là-bas, avec les détours de la production capitaliste, à plus de produits ; ici avec les types de production plus durables, à plus de services. Mais en tant que la plus grande quantité de biens ne nous sert mieux qu'à cause de la plus grande somme de services qu'ils procurent, on peut facilement faire rentrer les deux sortes d'excédents de productivité dans une conception commune (1).

Mais — et c'est ainsi que se complète l'analogie par un trait particulièrement intéressant — l'utilité plus grande s'obtient aussi ici au prix d'un allongement du temps d'attente moyen. Quand on construit une maison de trente années de durée, toute la compensation de la dépense de la construction consistant dans la jouissance des services de la maison s'effectuera dans l'intervalle de trente ans et par

(1) CASSEL, *Nature and necessity of interest*, p. 86 veut donner à cette pensée parfaitement juste que dans les produits nous n'avons jamais en vue que les services, la forme suivante : les services sont à proprement parler un « produit » (« the services are in reality the product ».) Je considère cela comme une confusion terminologique inutile et quelque peu dangereuse, qui mélange toutes sortes de choses qui doivent cependant rester distinctes. Cassel lui-même est entraîné par là à un concept excessivement vague de la « production », auquel il se voit contraint d'opposer dès la page suivante (p. 87) un autre concept plus étroit que celui de la « production in the proper technical meaning of the word ».

conséquent en moyenne déjà 15 ans après l'achèvement de la maison ; si la maison dure soixante ans, l'attente relative d'une portion de la jouissance s'étend à 60 ans et la moyenne de l'attente à trente ans, et avec le type de maison d'une durée de 120 ans, cette moyenne devient 60 ans après l'achèvement de la maison.

Pour rapprocher aussi avec toute la clarté possible les analogies et les différences relatives à ce temps d'attente, les détours de la production capitaliste établissent ou prolongent un temps d'attente qui s'écoule en général depuis la mise en jeu des forces productives originelles jusqu'à l'obtention de leurs produits mûrs pour la jouissance ; et la production de types durables ou plus durables établit ou prolonge un second temps d'attente qui se rattache au premier, mais qui s'écoule en moyenne entre l'obtention des produits mûrs pour la jouissance jusqu'à la jouissance effective de leur utilité. Dans le cas de biens de jouissance, de consommation dont la jouissance se concentre sur un seul moment, — et dans la règle du moins — peut à volonté être entièrement goûtée au moment de l'achèvement du bien, il n'y a en général que le premier temps d'attente. Dans le cas des biens de jouissance durables, où, pour des raisons techniques, les actes d'utilisation doivent s'échelonner sur toute la durée du bien, il se forme aussi pour la jouissance un temps moyen, qui doit nécessairement être à une certaine distance du moment de l'achèvement du bien, et à la vérité à une distance d'autant plus grande que le bien de jouissance est plus durable. Pour ceux-ci il y aura les deux temps d'attente. Et dans ce cas il y a de nou-

veau un point de vue qui permet de les comprendre sans effort tous deux dans une conception commune. Ils se totalisent en effet dans cette quantité : « temps d'attente moyen entre la mise en œuvre des forces productives originelles et la récolte des fruits de jouissance consistant dans les services dus aux produits qu'elles ont créés ».

Si d'après cela il y a effectivement d'importantes analogies qui, dans une rédaction plus générale des concepts du « temps d'attente » et de « l'augmentation de productivité », permettront de retrouver ces caractères dans les deux séries de phénomènes comparées, on ne doit cependant pas non plus complètement effacer les différences qui persistent dans ces généralisations plus vastes. Il faut le dire expressément : les deux composantes qui ont pour résultante ce temps d'attente commun, ont chacune leur existence bien indépendante et se distinguent tout autant par leur caractère que par la cause qui les produit. Ce serait tout à fait erroné d'admettre que les types de production d'une durée de jouissance plus longue doivent aussi exiger un plus long processus de production et inversement. Les 80 années de travail que coûte dans notre exemple la construction de la maison d'habitation de 120 ans de durée n'ont nullement besoin de remplir une « période de production » plus longue, que les 30 années de travail que coûterait la construction d'une durée de 30 ans. Pour obtenir les briques d'argile nécessaires à une solide construction en briques, on peut en somme dépenser beaucoup plus de travail que pour faire pousser et préparer le bois de construction nécessaire à une maison de bois de courte durée ;

mais cette fabrication des briques — du moins avec une certaine technique rudimentaire — n'a pas besoin d'être entreprise aussi longtemps avant la construction effective de la maison et peut par suite conduire à une période de production moyenne même plus courte, comme nous la comprenons : la période de production et la durée de l'usage ne sont d'aucune façon en un rapport nécessaire de réciprocité.

Il y a en outre cette différence très importante, que le temps d'attente qu'impose la durée de la production précède le commencement de toute jouissance de biens, s'écoule donc sans aucune jouissance, tandis que l'autre temps d'attente procédant de la résistance du produit s'accompagne déjà de l'entière et régulière jouissance de ce produit. La raison du premier temps d'attente est la longue durée (toujours redoutée) de la production ; la raison du second est la longue durée (toujours désirée) de la jouissance. Et finalement il ne faut pas oublier qu'aussi l'espèce d'avantage technique, que comporte généralement un allongement de chacune des deux composantes, n'est pas tout à fait la même et que l'explication elle-même de ces augmentations de résultats techniques a, certes, quelques points communs, mais n'est nullement la même sur tous les points (1).

C'est conformément à cet état de choses que je me contente de parler d'un important phénomène parallèle aux détours de la production capitaliste

(1) Cf. p. ex., d'une part les explications p. 24 et s. et d'autre part p. 215 note 1. Dans un certain groupe de cas dont il va être question immédiatement, les deux explications sont à la vérité partiellement identiques.

mais que je renonce à confondre complètement les deux phénomènes. Dans le fait, il y a devant nous deux règles techniques expérimentales différentes, indépendantes l'une de l'autre et qu'il faudra toujours tenir séparées. On pourrait certes finalement très bien se figurer *a priori* que, par exemple, l'allongement du processus de la production serait techniquement plus fécond, que la production de types plus durables au contraire réclamerait toujours une augmentation parfaitement proportionnelle de dépense de matériaux et de travail. Sans doute, les effets des deux phénomènes distincts se confondent en certains points. Mais ce qu'ils ont de commun nous occupera surtout dans un autre domaine, quand nous éluciderons la question de l'intérêt du capital. Ici où nous traitons du capital considéré comme instrument de production, ce qui les sépare passe plutôt au premier plan. Tellement qu'à vrai dire tout ce que je mentionne ici du parallélisme des phénomènes est une digression de mon sujet : car la production de types de biens de jouissance plus durables n'a rien à voir avec la production capitaliste comme je la comprends et la traite dans cette partie de mon livre. Mais cette digression m'a paru être justifiée par une raison d'économie dans l'exposition. Les similitudes des deux séries de phénomènes, sur lesquelles je devais, en tous cas, attirer l'attention dans le cours de tout mon exposé, pouvaient être développées ici le plus naturellement pour ainsi dire dans le cercle même d'idées avec lesquelles le lecteur vient de se familiariser, tandis que plus tard, où je n'aurai besoin que des résultats des exposés que je viens de faire, si j'avais dû revenir

longuement sur les faits élémentaires de nature technique, j'aurais causé à moi et au lecteur un retard fâcheux.

On sera peut-être surpris de ce que mes explications ci-dessus ne s'appliquent qu'à la production plus durable de *biens de jouissance* résistants. Car tout cela ne s'applique-t-il pas aussi exactement à la production plus durable de *biens productifs* résistants, par exemple de bâtiments, de fabriques, d'outils, de machines, de chaudières à vapeur, etc. ? Certainement ! Mais pour ceux-ci toute l'évolution, toute l'action, toute la fin n'est qu'un épisode dans un processus véritable de production, dans le cours de formation des biens de jouissance qui sont produits au moyen de ces biens productifs résistants. Leurs services aboutissent à la création de produits. Une voie qui augmente le nombre de leurs services, n'est par suite qu'une partie d'une voie qui conduit à l'obtention de plus de produits. Et l'attente des séries ultérieures de leurs services productifs est une attente véritable et littérale de la création de produits, avec toutes les propriétés de cette sorte d'attente. En un mot, en tant que les avantages techniques directs se rattachent à la production de types plus durables de biens productifs ou de produits intermédiaires, ce procédé ne *ressemble* pas à un allongement des féconds détours de la production, mais il *est* un tel allongement. Il représente une des nombreuses formes spéciales sous lesquelles, pour obtenir des biens de jouissance, on applique le travail à des détours de telle nature qu'avec l'unité des forces productives originelles on obtient plus de biens de jouissance, mais à un

moment en moyenne plus éloigné de la mise en œuvre de ces forces productives, et en ayant dans l'intervalle incorporé plus de travail dans des produits intermédiaires. Comme un véritable cas de détour fécond de production capitaliste, ce procédé était déjà donné par les explications du chapitre précédent, et n'avait pas besoin, bien plus, ne devait pas être placé à côté de ces détours comme « phénomène parallèle » (1).

Pour terminer, encore quelques mots sur le cas réservé auparavant, à savoir, que par la production de types plus durables de biens de jouissance on peut non seulement arriver à une plus grande quantité de services, mais aussi à des services d'un autre genre, d'une autre qualité. Le cas le plus extrême qui puisse être envisagé de ce point de vue est celui d'une espèce de biens qui, en général, ne peut être produit qu'en types durables, comme par exemple

(1) C'est ainsi comme forme spéciale des détours allongés de production capitaliste que j'ai déjà indiqué l'établissement de types plus durables de mécanismes de production dans mes *Strittige Fragen*, p. 24 s. Voir maintenant, aussi plus bas l'appendice I. Sa proche parenté technique avec la production de biens de jouissance durables a déterminé Cassel à réunir les deux, en rejetant mon groupement, en un groupe unique sous le titre « waiting for consumption of durable goods » et de l'opposer à « waiting for production » (*Nature and necessity of interest*, p. 96 s. et 123 s.), ce que je crois, sans aucun profit pour la question. Il obscurcit au contraire l'unité foncière des processus de productions s'étendant sur plusieurs stades de division du travail, il favorise un sens vague, imparfaitement logique de concepts importants (comme p. ex. ceux de la production et de la consommation) et finalement il a donné lieu encore à des innovations terminologiques inutiles et confuses (p. ex., relativement aux expressions « processus de la production » et « période de production » ; voir encore plus bas, appendice II).

une parure de pierres précieuses. A celui-ci viennent se joindre les cas très nombreux que l'expérience nous fait connaître dans lesquels pour arriver à obtenir des services de qualité supérieure, il faut doter les biens de jouissance en question, de façon à leur garantir en même temps une plus longue durée. Des ponts d'une solidité grande et assurée, des navires capables de prendre la mer, des maisons d'habitation confortables, protégeant sûrement contre toutes les intempéries, des montres marchant avec précision etc., pourront difficilement être obtenus autrement qu'en leur donnant une construction qui assure en même temps leur résistance. Le choix d'un type plus durable est alors comme la *conditio sine qua non* de l'obtention des bonnes qualités désirées ; celui qui les recherche devra choisir le mode de production durable, même s'il attachait peu ou point d'importance à l'effet accessoire d'une plus longue durée.

Des cas de cette nature peuvent également être mis en parallèle avec un certain groupe de « détours de production capitalistes » à savoir : les cas dans lesquels, comme je l'ai déjà exposé ci-dessus, le chemin détourné de la production est à tel point le meilleur, qu'il est simplement l'unique chemin conduisant au but, certains biens d'usage ne pouvant être produits que par des détours capitalistes (1). De même qu'ici avant d'obtenir le bien d'usage désiré, les lunettes par exemple, il y a nécessité d'accepter le délai inséparable d'un détour de production à nombreuses sections, là-bas pour obtenir des maisons d'habitation *confortables*, des navires *sûrs*, des

(1) Voir ci-dessus p. 24.

montres de *précision*, il est nécessaire d'accepter cette autre sorte de délai qui, dans la production de types durables, doit se produire inévitablement, non pas certes jusqu'à ce qu'on commence à en jouir, mais bien jusqu'au point milieu de cette jouissance. Nous reviendrons aussi sur ce parallélisme quand en son temps nous expliquerons le phénomène de l'intérêt (1).

(1) Ce n'est qu'à une date assez récente que les faits dont il est question dans ce chapitre ont été introduits dans la théorie du capital. A la vérité John Rae y a fait allusion dès 1834 de la façon la plus originale, on pourrait presque dire de façon bizarre ; mais cette indication fut oubliée pendant plusieurs générations comme tout l'ouvrage qui la contenait. Ma dissertation dans les *Strittige Fragen* n'embrassait qu'une partie des faits en question, et ce ne fut qu'occasionnellement, bien que pertinemment, à ce que je crois. Depuis, la thèse a probablement sous l'influence de la réapparition de l'ouvrage de Rae, été traitée à plusieurs reprises, mais non d'une façon définitive ; elle l'a été particulièrement par Cassel et Landry. Un jugement plus précis ne trouvera place que plus tard, lorsque nous pourrons embrasser d'un coup d'œil l'utilité de l'application des idées exposées ici à l'explication de l'intérêt du capital. En souvenir de Rae, j'ai basé la démonstration qu'on a pu lire plus haut sur son exemple devenu classique de la maison d'habitation de 30-60-120 années de durée.

CHAPITRE III

FONCTION DU CAPITAL DANS LA PRODUCTION

Après ce qui a été dit dans les chapitres précédents, il ne nous sera pas difficile de bien préciser le rôle qui revient au capital dans la production économique.

Le capital a *premièrement* une signification symptomatique. Sa présence est toujours le symptôme que la production est engagée dans une voie détournée avantageuse. Je dis de propos délibéré un « symptôme » et non pas par exemple la « cause » ou la « condition » de méthodes de production avantageuses : car sa présence est, dans le fait, bien plutôt la conséquence que la cause de ces dernières. Si aujourd'hui les hommes prennent le poisson avec des bateaux et des filets, au lieu de les ramasser à la main dans les flaques d'eau du rivage, on ne peut pas dire qu'ils ont adopté cette méthode plus avantageuse parce qu'ils ont des bateaux et des filets, mais il est évident qu'ils ont inversement des bateaux et des filets, parce qu'ils se sont avisés d'employer cette méthode. Il faut qu'on soit déjà engagé dans les détours de la production pour qu'en géné-

ral les biens capitalistes arrivent à être produits (1). Toutefois ce n'est pas là toute l'importance du capital. Il est *deuxièmement* — et c'est le principal de son efficacité productive — aussi une cause intermédiaire efficace de l'achèvement du détour avantageux de la production qu'on a adopté. Tout élément capitaliste est en quelque mesure un réservoir de forces naturelles utilisables qui aident à compléter fructueusement le détour de la production au cours duquel cet élément a pris naissance. Je dis *cause intermédiaire* et, je le répète, non *cause*. Le capital ne donne pas spontanément d'impulsion ; il ne fait que transmettre l'impulsion donnée par les forces productives originelles, comme une balle qui a reçu un choc transmet le mouvement à une autre. — On a aussi désigné la fonction du capital comme une « capture de forces naturelles ». Désignation très juste et très heureuse. Seulement on ne doit jamais oublier que cet attribut convient à *tout* le processus de la production capitaliste, non seulement à la branche descendante qui conduit à partir de l'achèvement de l'élément capitaliste et avec son aide active à la conquête du produit final mûr pour la jouissance, mais aussi à la branche ascendante où le capital lui-même est d'abord formé. On ne commence pas par capter les forces

(1) Le jugement se formulerait un peu différemment, si l'on concevait autrement le concept du capital, et si l'on y comprenait non uniquement les produits intermédiaires, mais tout le fonds de subsistances national, par conséquent aussi les moyens d'entretien. Alors, mais seulement alors, on pourrait aussi reconnaître le capital comme cause de l'engagement dans les détours avantageux de la production. Cf. aussi plus bas le 3^e point.

naturelles avec le capital, mais sa propre création est le fruit d'une « capture » précédente de forces naturelles maniables par les forces productives originelles dont l'homme dispose.

Tout bien considéré, c'est entre les nombreux attributs que les économistes ont donnés au capital, celui d'*instrument de production* qui correspond le mieux à cet état des choses.

Mais le capital devient aussi *troisièmement* une cause indirecte de l'engagement dans d'autres détours avantageux de la production, dans d'autres que ceux au cours desquels il a été produit lui-même. Si un peuple possède beaucoup de capital il peut, et pour cette raison même, non seulement modifier heureusement les détours de production au cours desquels se sont constitués les éléments de capital aujourd'hui existants, mais il peut aussi s'engager dans des détours nouveaux de production. Car le stock existant de capital, qui au fond n'est rien autre que la substance des biens de jouissance en voie de formation (1), sépare chaque année une certaine quantité de ses éléments constitutifs qui sont au terme de leur processus de formation sous forme de moyens de jouissance et les met à la disposition de la période économique en cours à fin de consommation. Plus le stock du capital est grand, plus les forces productives des périodes écoulées contribueront à l'approvisionnement du présent en

(1) Schäffle explique très bien le capital comme le « patrimoine de jouissance aussi longtemps pour ainsi dire qu'il s'élève en épis, aussi longtemps qu'il est en formation, comme un bourgeon qui gonfle, un fruit qui mûrit » ; voir le *Håndbuch* de Schönberg, II^e éd., p. 208.

moyens de jouissance, et moins on aura besoin, à cette dernière fin, de recourir aux forces productives nouvellement acquises dans la période courante ; par suite, une plus forte quote-part de ces dernières restera libre pour le service de l'avenir, pour trouver leur placement dans des détours de production plus ou moins éloignés.

Quand un peuple a si peu de capital que les moyens de jouissance issus dans une année, mettons en 1909, complètement mûrs des produits capitalistes intermédiaires, couvrent à peine $\frac{1}{20}$ des besoins courants de l'année, les autres $\frac{19}{20}$ devront être tirés des utilités du travail et du sol de l'année courante 1909, et il ne restera qu'une minime fraction des forces productives de 1909 à engager dans des détours de production ne conduisant que dans les années suivantes à la production de moyens de jouissance. Si, au contraire, le passé a accumulé un trésor si considérable de produits intermédiaires, de matières premières, d'outils, de machines, de fabriques, de bâtiments, etc., que par leur successive transformation en biens de jouissance mûrs, le besoin des moyens de jouissance de 1909 paraisse couvert pour les $\frac{5}{10}$, celui de 1910 pour $\frac{4}{10}$, celui de 1911 pour $\frac{3}{10}$ etc., alors on ne recourra qu'à la moitié des forces productives de 1909 pour compléter le besoin de l'année courante, tandis que toute l'autre moitié pourra être employée sans hésitation à la création de produits intermédiaires qui ne donneront des utilités de jouissance que dans les années ultérieures, et à la vérité dans des années d'autant plus éloignées qu'une plus forte partie des besoins des années

suivantes est déjà couverte par l'accumulation de capital du passé.

Dans ce sens, mais seulement dans ce sens, il est exact de dire qu'il *faut déjà avoir* du capital pour s'engager dans des détours de production ; que le manque de capital empêche d'utiliser des méthodes de production larges et profitables, pour la construction de chemins de fer, de canaux, pour l'exécution de travaux hydrauliques, etc. On serait complètement dans l'erreur si l'on entendait par là qu'un peuple doit déjà avoir tout prêts cette sorte d'éléments capitalistes avec lesquels on applique les méthodes de production en question, ou même seulement ces éléments du capital (matières premières, outils, etc.), avec lesquels on crée les formes du capital directement nécessaires ; seulement, ce qu'il faut, c'est qu'on ait assez de capital, sous quelque forme que ce soit, pour qu'en le transformant successivement en biens de jouissance, le besoin des moyens de jouissance du présent et de l'avenir prochain soit couvert en assez grande partie pour laisser disponibles des forces productives qu'on emploiera à des produits intermédiaires de l'espèce dont on a besoin. Il serait encore plus exact de dire : pour pouvoir s'engager dans les détours de la production on a besoin de *moyens de jouissance*, soit sous la forme de provisions de moyens de jouissance achevés, soit sous la forme de produits intermédiaires quand ils sont en voie d'achèvement.

Enfin on peut répondre facilement et avec certitude à la question tant discutée si le capital renferme une *force productive indépendante*, ou, comme on a encore l'habitude de formuler la question, si le

capital est, à côté du travail et de la nature un troisième *facteur indépendant de la production* ? Il faut répondre très énergiquement : non. Je crois que chacun arrivera à le reconnaître, s'il se fait une idée claire du sens dans lequel cette question est et doit être posée, pour qu'en somme cela vaille la peine de la poser. Ce sens est en effet très important. Une analogie le montrera très clairement : Un homme jette une pierre sur un autre homme et le tue. Est-ce la pierre qui a tué l'homme ? Si l'on pose cette question, sans y appuyer particulièrement, on pourra sans hésitation y répondre par l'affirmative. Mais qu'arriverait-il si le meurtrier rendu responsable soutenait pour sa justification que ce n'est pas lui, mais la pierre qui a tué l'autre ? Est-ce que dans ce sens on affirmera encore que la pierre a été la meurtrière et acquittera-t-on le véritable meurtrier ?

Or, c'est dans un sens tout aussi important que les économistes enquêtent sur la productivité spontanée du capital. Ils posent cette question quand ils recherchent de quels éléments proviennent nos biens matériels. Le même intérêt que les chimistes ont en vue, quand ils analysent les corps composés de la nature, amène aussi les économistes à analyser le processus très compliqué de la formation des biens matériels, à remonter jusqu'à l'origine de leur création, et à démêler parmi les milliers de moyens de production et d'auxiliaires de la production auxquels ils doivent directement ou indirectement l'existence, les simples forces fondamentales dont la coopération a tout produit. C'est dans cet enchaînement d'idées qu'ils arrivent à douter si le capital est ou non une force productive indépendante. L'esprit de la re-

cherche n'admet qu'un seul sens, le plus fort. On ne s'enquiert pas des causes intermédiaires dépendantes mais des derniers éléments indépendants. On ne demande pas, lorsqu'un résultat productif a été obtenu, si le capital y a en général joué un rôle — comme par exemple la pierre lancée dans la mort de l'homme tué — mais on demande si dans ce résultat productif il y a quelque chose de tellement propre au capital, que décidément il ne puisse être attribué aux deux autres facteurs élémentaires reconnus, la nature et le travail. Or, cela peut-il être affirmé ?

Absolument pas. Le capital est un produit intermédiaire de la nature et du travail, rien de plus. Sa propre création, son existence, son action ultérieure ne sont que des étapes dans l'action ininterrompue des vrais éléments : la nature et le travail. Eux, et eux seuls fournissent tout, du commencement à la fin, à la production des biens de jouissance. La seule différence est que parfois aussi ils fournissent ce tout d'un jet, et parfois en plusieurs périodes ; dans ce dernier cas la fin de chaque période est marquée extérieurement par la formation d'un produit préparatoire ou d'un produit intermédiaire : il se forme du « capital ». Mais, demanderai-je, une œuvre doit-elle être moins complètement attribuée à ses auteurs, parce qu'ils ne l'ont pas produite d'un jet, mais par reprises ? Si aujourd'hui, en combinant mon travail avec les forces naturelles, je fais des briques avec de l'argile, si demain de nouveau, en combinant mon travail avec des dons de la nature, j'obtiens de la chaux, et qu'après demain j'élève un mur avec mes briques et le mortier que j'ai fait moi-même, pourra-t-on dire d'une partie quelconque du mur

qu'il n'a *pas* été fait par moi et les forces naturelles ? Ou bien : avant qu'un ouvrage compliqué, la construction d'une maison par exemple, soit entièrement achevé, il faut naturellement qu'auparavant il ait été fait au quart, puis à moitié, puis aux trois quarts. Que dirait-on, si quelqu'un voulait faire de ces inévitables étapes de l'ouvrage qui avance des nécessités indépendantes de la construction d'une maison et soutenait que pour construire une maison il fallait, en outre des matériaux et du travail des ouvriers du bâtiment, encore une « maison achevée au quart », « une maison achevée à moitié » et une « maison achevée aux trois quarts » ? En réalité, ce n'est que dans la forme que cela surprend moins, mais ce n'est pas plus juste au fond, quand on veut élever les degrés intermédiaires de l'œuvre en formation, qui se présentent sous les apparences de biens capitalistes, au rang d'agents indépendants de la production, à côté de la nature et du travail !

Tout cela n'aurait probablement jamais pu être mis en doute, si l'œuvre unitaire de la production des biens de jouissance n'avait pas été morcelée en une quantité d'œuvres de production en apparence indépendantes, par la spécialisation professionnelle et la division du travail. Par cela on a désappris à considérer le tout, et avec une singulière modestie on s'en est laissé imposer par les créations intermédiaires dépendant de l'activité humaine antérieure comme par une puissance spontanée et indépendante. Mais même ainsi, des théoriciens sagaces n'auraient pas pu se tromper si une autre circonstance n'avait contribué à les induire en erreur. C'était le parallélisme qu'on a cru remarquer entre les facteurs de

la production et les branches du revenu, et l'embaras dans lequel, précisément à cause de cela, on craignait de se trouver pour expliquer et justifier l'intérêt du capital, dans le cas où l'on se refuserait à le reconnaître comme un facteur indépendant de la production. Tout revenu primordial, enseignait-on, se fonde sur une participation à la production des biens. Les diverses branches du revenu ne sont autre chose que les formes sous lesquelles les diverses contributions à la production sont rétribuées. La rente foncière est la rétribution du facteur de production nature, le salaire est la rétribution du facteur de production travail, et l'intérêt du capital, eh bien, l'intérêt du capital paraissait suspendu en l'air, si on ne pouvait l'interpréter de même façon comme la rétribution d'un troisième facteur de production indépendant. Il ne paraissait pas explicable théoriquement, ni — ce qui pouvait être encore plus fatal aux théoriciens intéressés — justifiable en pratique. Ainsi acculé, plus d'un penseur préféra fermer les yeux à la clarté des faits plutôt que de sacrifier avec la productivité indépendante du capital une base commune de la théorie banale de l'intérêt du capital.

Les faits, certes, parlaient très clairement. Que le capital n'est pas un élément dans le sens propre du mot, puisqu'il ne procède lui-même que de la coopération de la nature et du travail, c'est non seulement absolument indéniable, mais cela a été, par une singulière ironie du sort, expressément démontré par les théoriciens mêmes qui soutenaient sa productivité indépendante ; en cela ils imitaient l'exemple donné par Adam Smith. En effet, comme

dans leur théorie des prix, ils avaient à montrer que tous les prix se résolvait finalement en rente foncière, en salaire et en intérêt du capital, ils ont été obligés d'exposer minutieusement que ce qui constitue le capital n'était pas un élément ; que, par exemple, le cuivre et l'acier qui servent comme capital dans la fabrication des montres n'ont été produits que par la coopération des dons naturels de la mine, de l'activité des mineurs et de capitaux plus anciens qui à leur tour avaient été produits de la même manière, etc. (1). Pour pouvoir soutenir, malgré cela, la productivité indépendante du capital qu'on venait de démontrer être un produit intermédiaire dépendant, il fallait de bien singuliers traits d'union. Le trait d'union préféré était l'obscurité et le laconisme. Au lieu de chercher sérieusement à concilier la contradiction flagrante, on ne suscitait pas le moindre doute, ou bien si le doute s'était déjà fait jour, on se contentait pour le dissiper de quelque phrase laconique. Une longue série d'écrivains ne se font aucun scrupule de faire tout d'une haleine du capital un facteur de production « tiré » de la nature et du travail et de le regarder aussi comme un troisième facteur de production indépendant à côté de la nature et du travail (2).

(1) P. ex., SAY, *Traité*, 7^e édit., liv. II, chap. v, p. 344.

(2) Parmi les anciens, p. ex., FULDA, *Grundsätze der ök. pol. oder Kameralwissenschaften*, 2^e édit., 1820, p. 135 ; SCHÖN, *Neue Untersuchung der Nationalökonomie*, 1835, p. 47 : parmi les modernes mêmes le très distingué COSSA, *Elementi*, 8^e édit., p. 34 et GIDE dans la 1^{re} éd., de ses *Principes d'Ec. Pol.*, 1884, p. 101 et 145 ; dans les éditions ultérieures, dans la 9^e p. ex., 1905, p. 37 s., Gide s'exprime déjà avec beaucoup plus de prudence et de rectitude.

Mill a si bien cédé à la pression des faits qu'il avoue que « le capital est lui-même le produit du travail ; son *efficacité dans la production est donc à vrai dire celle du travail sous une forme indirecte* (1) ». Mais par une rapide conversion il sauve quand même son indépendance. « Malgré cela » — continue-t-il en effet — « il réclame une position particulière. Une *dépense antérieure de travail* pour produire le capital nécessaire à la consommation pendant le travail n'est pas moins essentielle que la *dépense du travail même*. » Donc, parce que dans deux stades différents de la production il faut deux fois employer du *travail*, il faut qu'on admette outre le travail encore autre chose comme condition indépendante de la production.

Quelques écrivains sans doute examinent la question plus sérieusement. Ils n'éludent pas la difficulté ; ils cherchent réellement à la résoudre. Ils ne peuvent pas méconnaître que le capital ne se forme que de la réunion de facteurs plus simples ; ils renoncent donc très correctement à réclamer pour le capital lui-même la propriété d'un élément. D'autre part, il leur faut cependant un support indépendant pour l'intérêt du capital. Ils se tirent d'embarras en trouvant dans la décomposition du capital en ses éléments, en outre de la nature et du travail encore un troisième élément indépendant : Senior, l'abstinence, Hermann, les services du capital. Ces essais de solution n'étaient certes pas heureux : nous nous en sommes fait une opinion approfondie dans la pre-

(1) *Grundsätze der pol. Ök.*, traduction de Soetbeer, liv. I, chap. VII, § 1.

mière partie de cet ouvrage (1), et surtout l'essai de solution de Hermann souffre de cette singulière mauvaise fortune, qu'il se voit obligé de considérer le service fourni par le capital comme plus élémentaire que le capital lui-même ; tout comme si l'œuf pondu par la poule était plus primitif que la poule. Ces théories sont malgré cela instructives pour la question que nous traitons maintenant. Car elles démontrent que quelques-uns de nos penseurs les plus sagaces ont préféré recourir aux constructions les plus hasardeuses et les plus artificielles plutôt que d'adopter la théorie en vogue que le capital est à la vérité produit lui-même par la nature et le travail, mais qu'il est cependant à côté d'eux un facteur de production « indépendant ».

Nous pouvons donc hardiment rayer le capital de la liste des forces productives indépendantes, comme l'a fait depuis longtemps une partie de l'école anglaise et comme l'ont fait plus tard les socialistes, certainement sous une forme qui n'est pas tout à fait concluante. Ils ne voient dans l'action du capital que l'action du *travail* employé à sa production : ils appellent le capital : « du travail antérieur accumulé ». C'est faux. Le capital est — pour conserver la même forme de langage — seulement en partie du travail accumulé ; en partie, il est aussi de la précieuse force naturelle accumulée. C'est l'intermédiaire à travers lequel les *deux* forces productives originelles déploient leur activité. A l'efficacité de l'or qui est employé comme capital pour dorer le paratonnerre, n'a pas seulement part le travail du

(1) Voir ma *Geschichte und Kritik* chap. VIII et IX.

mineur qui extrait et purifie le minerai d'or, mais aussi la nature qui a offert le précieux filon d'or.

Si l'action productive du capital est ramenée à la nature et au travail, n'est-il donc lui-même nullement productif ? Si, il l'est et dans plus d'un sens de ce mot qui a tant de sens différents (1). Il est déjà productif pour cette raison qu'il trouve en général sa destination dans la production des biens ; il est en outre productif, parce qu'en qualité d'instrument efficace, il favorise l'achèvement des détours de production féconds : il est enfin indirectement productif, parce qu'il rend possible de recourir à de nouveaux détours féconds de production. Mais il n'est pas *spontanément productif* dans le sens qui est précisément l'objet de la plus vive controverse. Comme le dit déjà d'une façon très brève le vieux maître Lotz : « avec son travail indépendant il n'est absolument rien » (2).

(1) Cf. *Geschichte und Kritik*, 2^e éd., p. 132.

(2) *Handbuch der Staatswissenschaftslehre*, Erlangen, 1821, I, 66 note.

CHAPITRE IV

THÉORIE DE LA FORMATION DU CAPITAL

Dans notre science trois opinions ont cours sur la formation du capital. Une le fait naître de l'épargne, l'autre de la production et la troisième des deux facteurs réunis. De ces trois opinions c'est certes la dernière qui est la plus répandue. Elle est aussi la plus juste. Seulement il faudra la formuler plus clairement et plus substantiellement qu'on ne le fait d'habitude (1).

(1) La discussion sur la part qu'a l'épargne dans la formation du capital est presque aussi ancienne que l'économie scientifique. C'est tout d'abord que s'est formée la théorie de l'épargne. Les physiocrates y faisaient déjà allusion et Smith l'a énergiquement formulée dans la proposition souvent citée « Parsimony and not industry is the immediate cause of the increase of capital » (*Wealth of nations* vol. II, chap. 3). Soutenue par l'autorité de Smith, elle a régné seule pendant un certain temps, et bien que plus tard elle ait été fortement ébranlée elle a trouvé encore jusque dans ces derniers temps de notables partisans : ainsi entre autres, Mill : « Le capital est le résultat de l'épargne » (*Grundsätze*, vol. I, chap v, § 4) ; Roscher : « Les capitaux naissent principalement de l'épargne » (*Grundlagen* § 45) ; Francis Walker : « It arises solely out of saving. It stands always for selfdenial and abstinence » (*Political Economy* II^e édit. New York 1887, p. 66). Mais la théorie de l'épargne a été aussi de très bonne heure l'objet d'une très vive opposition, tout d'abord de la part de Lauderdale, *Inquiry* (1801) chap. iv ; ensuite, après un assez long intervalle, de

Représentons-nous, pour exposer d'abord la chose dans le cas le plus simple qu'on puisse imaginer, celui d'un solitaire absolument sans capital, une espèce de Robinson qui a été jeté dépouillé de toutes ressources sur un rivage isolé. Comme il est sans capital, il faut tout d'abord qu'il se procure sa subsistance de la manière la plus primitive, en recueillant, par exemple, des fruits sauvages. Que doit-il alors se passer pour qu'il arrive à la possession

la part des théoriciens socialistes (RODBERTUS, *Das Kapital*, p. 64 s. 267 s. : « Comme le capital d'une économie privée, le capital national se forme et augmente par le travail seulement et non par l'épargne » : LASSALLE, *Kapital und Arbeit*, p. 64 s. ; MARX, *Das Kapital* I, 2^e édit, p. 619 s.) auxquels se sont rattachés encore tout récemment plus ou moins résolument de nombreux écrivains d'autres tendances ; ainsi d'une façon très nettement tranchée, GIDE (*Principes*, 1^{re} édit., p. 167 s. et encore de même dans la 9^e édit. 1905, p. 132 s.) tout comme BOSTEDO, *The function of saving* dans les *Annals of Amer. Acad.* XVIII, (1901) p. 95 s. ; moins catégoriquement Kleinwächter dans le *Handbuch* de Schönberg II^e édit. p. 213 s.) et R. MEYER (*Das Wesen des Einkommens* 1887, p. 213 s.) ; plus conciliant Wagner (*Grundlegung* II^e édit, § 290 s. et plus récemment dans le *Grundriss der theoretischen Sozialökonomie* 1907, § 39) et, avec un peu d'obscurité et de vague, Cohn (*Grundlegung der Nationalökonomie* 1885, § 257 s.). Toujours est-il vrai que l'opinion qui attribue à l'épargne une part dans la formation du capital a incontestablement conservé la suprématie. Seulement les représentants modernes de cette manière de voir soulignent expressément cette juste restriction que l'épargne seule ne suffit pas mais qu'il faut encore que le « travail » ou « consécration productrice » etc. vienne s'y joindre, ce qui a bien pu être la vraie opinion de plusieurs des anciens partisans de la théorie de l'épargne, qui ont simplement négligé d'exprimer ce supplément qu'ils prétendaient admis naturellement, cf. p. ex. RAU, *Volkswirtschaftslehre* VIII^e édit. I, § 133, RICCA SALERNO, *Sulla Teoria del capitale*, chap. IV, p. 18, (« Il capitale deve la sua origine all'industria e al risparmio »), COSSA, *Elementi*, 8^e édit, p. 39, et beaucoup d'autres. Sur toute cette question en discussion cf. encore l'exposé lumineux de Spiethoff dans sa *Lehre vom Kapitale*, p. 32-41.

d'un premier capital, d'un arc et de flèches si vous voulez ?

Faisons d'abord l'épreuve de la première théorie ! Suffit-il de la seule épargne pour faire naître le capital ? Certainement non. Notre Robinson aura beau économiser et lésiner avec ses fruits sauvages, la seule chose qu'il possède, il arrivera à la vérité à avoir une richesse de moyens de jouissance accumulés, mais il n'aura certainement pas une seule arme de chasse. Celle-ci doit, comme on le voit, absolument être produite.

Suffit-il donc pour créer du capital qu'il soit *produit*, et par suite est-ce la seconde théorie qui est la bonne ? Tout aussi peu. Certainement, quand on en est déjà à mettre en œuvre la production des biens capitalistes, la formation du capital est pour ainsi dire déjà un fait accompli. Mais avant d'en arriver là, il y a encore quelque chose d'autre à faire, qui ne va nullement de soi : c'est de mettre des forces productives en liberté pour la formation de capital qu'on a en vue, et cela ne se fait que par l'épargne. Examinons un peu !

La somme des forces productives originelles, dont notre Robinson dispose journellement, comporte — abstraction faite des dons de la nature — une journée de travail, admettons dix heures de travail. Supposons maintenant que les fruits sauvages soient si clairsemés dans les environs de son séjour que dix heures de travail continu par jour soient nécessaires pour trouver la quantité de fruits absolument indispensable à sa subsistance ; alors il est évident que toute formation de capital devient impossible. Rien ne sert de lui conseiller : « produis donc un arc et

des flèches ! ». Car pour produire il faut du temps et de la force, et tout ce que notre Robinson a de temps et de force est entièrement réclamé par le service de sa subsistance du moment. Alors la « production » deviendra bien problématique, si quelque autre chose ne vient s'ajouter, et ce qu'est cette autre chose se verra aussitôt si nous faisons varier un peu les faits supposés dans notre exemple.

Admettons que la récolte de fruits est tellement abondante que le produit d'une cueillette de neuf heures suffit au strict besoin de l'existence, tandis que le produit de dix heures de travail assure une nourriture suffisante à l'entretien de la force et de la santé. Evidemment notre Robinson a maintenant à choisir entre deux lignes de conduite. Ou bien il profitera de l'occasion qui lui est offerte de parfaire sa nourriture et il consommera journallement les fruits d'une journée complète de dix heures de travail ; dans ce cas il est clair comme le jour qu'il n'aura encore ni temps ni force de reste pour fabriquer un arc et des flèches. Ou bien, il se contentera, bien que les forces productives dont il dispose lui rendent possible d'avoir une nourriture « suffisante », cependant de la subsistance « strictement indispensable » à laquelle il peut faire face avec un travail quotidien de neuf heures ; alors, et seulement alors, il lui restera une dixième heure, pendant laquelle il pourra fabriquer des engins de chasse pour un avantage ultérieur. Cela signifie en d'autres termes : il faut avant que le capital puisse être effectivement formé que les forces productives nécessaires à sa formation, soient d'abord *économisées* en les prenant sur les jouissances immédiates de la vie.

Pour éviter à temps une méprise dans laquelle il est facile de tomber, je remarque expressément que ce qu'on doit retrancher des jouissances immédiates de la vie ne conduit pas toujours nécessairement à une privation formelle. Si le travail devenait plus fécond, le choix de notre Robinson ne serait pas, comme dans l'exemple ci-dessus, entre une subsistance « suffisante » ou « strictement indispensable » mais peut-être entre une subsistance « suffisante » ou « abondante ». Ce qui importe, ce n'est pas l'exiguïté absolue des exigences en fait de jouissances immédiates de la vie, mais leur rapport à cette quantité que je pourrais le plus brièvement et le plus compréhensiblement pour tous désigner par l'expression « revenu » qui, malheureusement, n'a pas encore dans la science un sens assez rigoureusement déterminé (1). L'essentiel est que la jouissance de la période courante n'exige pas complètement la dotation courante des forces productives, et qu'une partie puisse en être réservée pour une période ultérieure, c'est ce que sans aucune hésitation il faudra appeler une véritable épargne de forces productives.

(1) Sur les nombreuses conceptions divergentes et contradictoires du concept du revenu cf. R. MEYER, *Das Wesen des Einkommens* 1887, surtout p. 1-27. C'est avec intention que j'évite de m'engager dans la controverse sur le concept du revenu, qui ne me semble pas le moins du monde définitivement fixé, en dépit des nombreux mérites du travail de Meyer. Là où dans la suite, j'emploie le mot de revenu, je ne l'entends pas dans le sens de Meyer, mais je lui donne à peu près la signification qu'il a dans le langage populaire usuel. Je fais encore plus de réserves sur la manière dont Fisher a traité le concept du revenu dans sa grande monographie récente *The nature of capital and income* 1906. J'y ai déjà fait allusion plus haut p. 97.

Une épargne de *forces productives* : car les forces productives, et non les biens capitalistes eux-mêmes, sont l'objet immédiat de l'épargne. C'est là un point important sur lequel il convient, en présence de l'opinion courante qui ne s'y est point assez arrêtée, d'insister fortement. On *économise* les moyens de jouissance, par là on *épargne* des forces productives, avec lesquelles on peut enfin *produire* des biens capitalistes (1). Ce n'est qu'exceptionnellement que les biens capitalistes sont eux-mêmes l'objet direct de l'épargne. Cela peut avoir lieu pour ces biens qui, d'après leur nature, peuvent être employés aussi bien comme moyens de jouissance que comme biens productifs, du froment pour semailles, par exemple. Quand on renonce à faire de ces biens des biens de jouissance, on a par l'épargne obtenu directement une base pour la formation du capital. Mais pour qu'elle se complète il faut à la vérité qu'au facteur négatif de l'épargne vienne se joindre une affectation positive sous forme de produit intermédiaire.

Aux mêmes conditions que se rattache la première formation du capital se rattache aussi, comme il est facile de le montrer, l'augmentation subséquente du stock de capital existant. Supposons que notre Robinson n'ait durant un mois consommé chaque jour que les fruits qu'il a pu recueillir dans neuf heures, et qu'il ait consacré la dixième heure à la fabrication

(1) La fameuse proposition de Smith : « Parsimony and not industry is the immediate cause of the increase of capital » doit donc, pour être juste, être précisément renversée. La cause *directe* de la création des biens capitalistes est la production ; la cause *indirecte*, une épargne précédant la production

d'armes de chasse. Comme fruit de cette activité — de trente heures au total — il a maintenant un arc et des flèches et avec eux la possibilité de se procurer sa subsistance bien plus facilement et plus abondamment qu'auparavant. Mais naturellement ses désirs vont plus loin. Il veut avoir un vêtement commode, une maison et toutes sortes d'ustensiles faisant partie du confortable. A cet effet il a besoin tout d'abord de produits intermédiaires appropriés, d'outils, d'une hache, de clous, de crochets, etc. Demandons encore une fois quelles conditions doivent être remplies pour que notre Robinson puisse arriver à posséder ces nouveaux capitaux ?

Rien n'est plus facile que de répondre à cette question. Si toute l'amélioration de situation que Robinson doit à la possession de l'arc et des flèches ne lui profite que pour mieux jouir immédiatement de l'existence, c'est-à-dire, s'il passe tout le temps dont il dispose pour le travail au service du moment, à chasser, à ramasser des fruits et à se reposer oisivement, non seulement il ne pourra pas gagner un nouveau capital, mais il perdra forcément l'ancien. Car ses engins de chasse ne dureront pas toujours. Après un mois, par exemple, ses flèches seront épuisées et son arc sera usé. Si donc son capital doit seulement rester permanent, il doit évidemment consacrer chaque jour au moins une de ses dix heures de travail à renouveler ses armes de chasse, et il doit tout au plus donner neuf heures à la chasse et à la cueillette des fruits. Pour m'exprimer sous une forme généralement admise : pour assurer au capital un état de permanence, il faut assigner au service de l'avenir au moins autant des forces produc-

tives de la période courante que l'on a consommé dans cette période de produits provenant de forces productives antérieures (1), ou encore : *on doit consommer dans la période courante au plus le produit d'autant de forces productives — actuelles et passées comptées ensemble — qu'il en naît de nouvelles dans la période courante.*

Si enfin il doit devenir possible d'augmenter le capital, il faut évidemment qu'une part encore plus grande des forces productives courantes soit soustraite au service de la jouissance du moment pour être assignée à l'avenir : notre Robinson doit consacrer *une* de ses dix heures de travail quotidien à renouveler ses armes pour la chasse et doit travailler *moins de neuf heures* pour recueillir ses fruits et pour tuer du gibier, s'il veut trouver du temps libre sur ses heures de travail pour produire les objets du capital qu'il désire maintenant. Pour parler d'une manière générale : *il doit diminuer la consommation de jouissance de la période en cours, de façon à user moins de forces productives (antérieures et actuelles) qu'il n'en naît de nouvelles dans la période courante : en un mot, il doit épargner des forces productives.*

(1) Ce n'est que dans le cas où dans l'intervalle la technique de production des éléments du capital en question a fait des progrès qu'il suffit de réserver une moindre quantité de forces productives. Si notre Robinson, p. ex., a appris à fabriquer en 15 heures les mêmes armes qui lui coûtaient auparavant 30 heures de travail, il suffira naturellement pour conserver le capital dans un état permanent que désormais il ne travaille qu'une 1/2 heure par jour pour renouveler ses armes de chasse, tandis que 9 heures et demie pourront être consacrées à se procurer directement un entretien plus riche sans que sa situation économique empire.

Tout cela est certes clair et simple ; bien plus, c'est même trop simple pour nos fins. Les robinsonnades et les descriptions d'états primitifs sont excellentes pour mettre en pleine lumière les traits

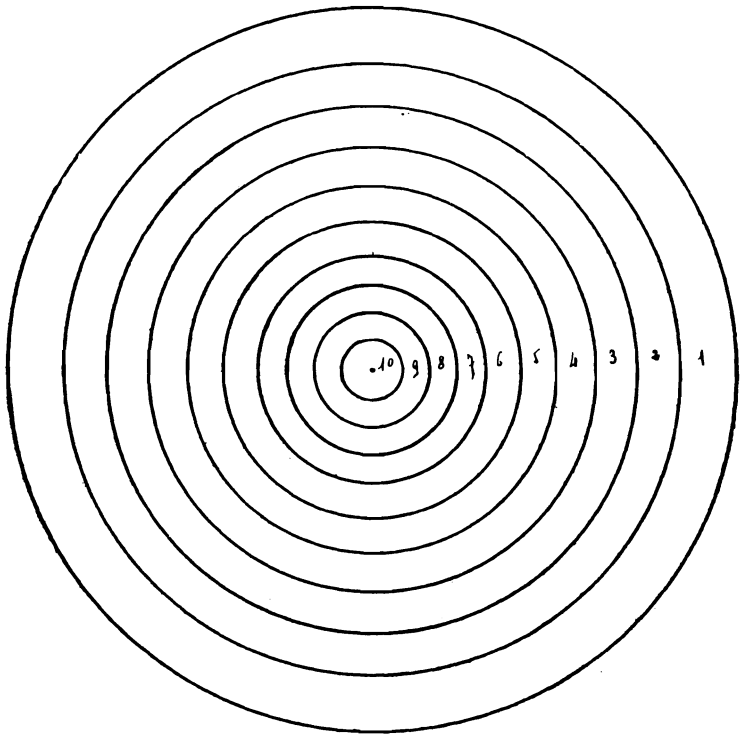


Fig. 1.

fondamentaux typiques les plus simples, le squelette en quelque sorte des procédés économiques, et dans cette mesure j'espère que notre robinsonnade aussi a bien rempli son office, mais elles ne peuvent naturellement pas nous procurer une image concluante

des formes particulières et achevées que prennent ces lignes de squelette dans la vivante réalité d'une économie nationale moderne. C'est précisément ici qu'il m'importe fort de compléter la formule abstraite par des images plastiques et vivantes. Il faut que nous transportions la scène du rivage soli-

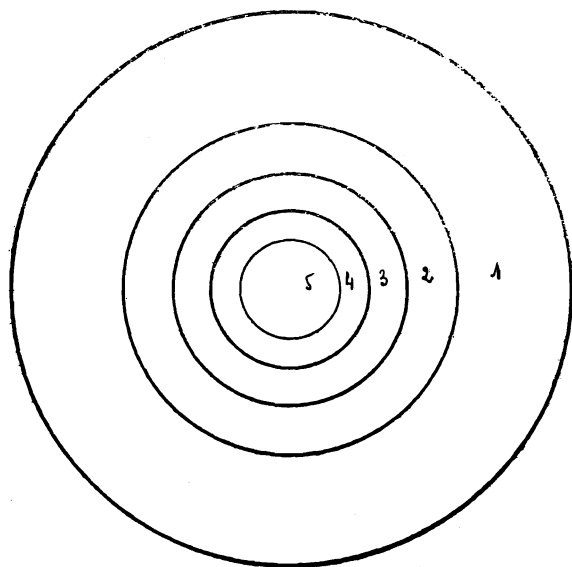


Fig. 2.

taire de notre Robinson au centre de l'exploitation économique d'une grande nation composée de nombreux millions d'hommes.

Représentons-nous un corps social renfermant dix millions de personnes capables de travailler. Sa dotation annuelle de forces productives originelles s'élève en conséquence, en dehors des utilités cou-

rantes du sol dont je fais abstraction pour ne pas trop étendre mon exposé, à dix millions d'années de travail. Supposons que le stock de capital accumulé jusqu'en ce jour représente le fruit de trente millions d'années de travail et d'une quantité correspondante d'utilités du sol, qui ont été converties en produits intermédiaires dans les années économiques antérieures. Regardons de plus près la structure de ce stock de capital. Tout capital, d'après son essence, se compose d'une masse de produits intermédiaires dont le but commun est d'amener à maturité des biens de jouissance. Ils atteignent ce but par la continuation des processus de production au cours duquel ils ont été produits eux-mêmes. Ils sont tous comme en route pour le but de la maturité de jouissance. Mais le chemin qu'ils ont à parcourir pour y arriver est différent. En partie parce qu'à des branches diverses de production correspondent en général des détours de production de diverses longueurs : pour l'exploitation des mines ou la construction des chemins de fer, par exemple, les détours sont bien plus longs que pour la sculpture en bois. Mais en partie aussi, parce que les biens qui constituent à chaque instant le capital national se trouvent sur des points très différents des processus de production qui s'y rapportent. Avec maint produit intermédiaire on en est à un détour à destination bien lointaine, par exemple, avec une machine à percer qui est destinée à ouvrir une galerie de mine ; d'autres se trouvent au milieu du chemin à parcourir, d'autres encore, les étoffes pour vêtements par exemple, dont on fera prochainement des robes et des manteaux, se trouvent tout près du terme du processus de la pro-

duction. Or, l'inventaire du capital fait en quelque sorte une coupe transversale des processus de production inégalement longs et remontant à des moments différents, et les croise naturellement à des stades divers — tout comme un recensement de la population fait une coupe transversale à travers les chemins de la vie et rencontre et fixe les individus aux âges les plus différents.

Par rapport à la distance variée de la maturité de jouissance, toute la masse du capital se divise en un nombre de classes de maturité ou classes par années qui peuvent se représenter très justement par des circonférences concentriques. La circonférence la plus grande (Fig. 1) comprend les portions du capital qui, dans le cours de l'année prochaine, passeront à l'état de biens de jouissance achevés, la circonférence voisine plus petite, les capitaux qui dans la seconde année arriveront à maturité pour la jouissance, la troisième circonférence, ceux qui arriveront à maturité pendant la troisième année et ainsi de suite. Chez un peuple dont la production est encore faiblement capitaliste, les circonférences intérieures se rapetissent rapidement (Fig. 2) parce que, dans ce cas, des détours de production éloignés qui ne portent leurs fruits de jouissance qu'après beaucoup d'années, sont des cas rares, faute de ressources. Dans les économies nationales riches et bien développées, on pourra au contraire distinguer un nombre important de circonférences assez grandes, parmi lesquelles les intérieures ont aussi une contenance relativement plus petite, mais absolument assez importante.

Cette représentation matérielle des classes de

maturité au moyen de circonférences concentriques est surtout exacte, parce que cette image figure encore avantageusement les rapports de grandeur de ces classes. En effet, tout comme le cercle extérieur des cercles concentriques a la plus grande surface, et que les cercles intérieurs en ont une de plus en plus décroissante, la première classe de maturité, celle qui est le plus rapprochée de l'achèvement de la production, comprend naturellement en tout temps la plus forte partie de la masse du capital, tandis qu'aux classes de maturité plus éloignées revient une part de plus en plus faible. Pour deux raisons : d'abord, parce que les diverses branches de production ont, selon l'état de leur technique, des détours de différentes longueurs. Certaines accomplissent toute l'œuvre de la production, depuis les premiers travaux préliminaires jusqu'à la création du produit final mûr pour la jouissance, dans une seule année, d'autres dans deux, trois, cinq années, et une partie seulement a une période de production de dix, vingt, trente années. Cela a pour conséquence que les classes de maturité les plus élevées (les plus éloignées de la maturité de jouissance) ne sont occupées que par une partie des branches de production, puisque par exemple des produits intermédiaires dans le stade de la dixième classe de maturité ne peuvent en général provenir que des branches de production, qui ont au moins une période de production de dix années. Les classes de maturité inférieures sont remplies aussi bien des branches de production qu'on vient de nommer — dont les produits intermédiaires doivent en effet aussi rentrer dans ceux des classes plus rapprochées

de la maturité de jouissance — que des branches de production exigeant de plus courtes périodes. C'est ainsi que s'enfle la masse des produits intermédiaires jusqu'à la première classe de maturité, dans laquelle chaque branche de production sans exception envoie ses représentants.

Mais dans le même sens agit encore une autre circonstance. Pour achever la transformation des produits intermédiaires en biens de jouissance, il faut encore l'addition continue de forces productives en cours. A chaque stade du processus de la production un travail nouveau est ajouté aux produits intermédiaires provenant du stade précédent, pour les livrer dans un état plus avancé au stade suivant. Le produit intermédiaire, la laine, est transformé en un stade par une addition de travail dans le produit intermédiaire, le fil, et encore par le travail dans le stade suivant dans le produit intermédiaire, le drap, et ainsi de suite. D'où la conséquence naturelle que dans chaque branche de production, la quantité de capital qui y est incorporée croît avec chaque progrès du stade de la production, ou, ce qui revient au même, avec chaque pas en avant vers une classe de maturité inférieure. Donc les classes de maturité inférieures ne sont pas seulement alimentées par plus de branches de production, comme on l'a exposé plus haut, mais en outre par des sommes de capitaux relativement plus grandes, ce qui sert de fondement à une double prépondérance numérique des classes inférieures de maturité sur la première (1).

(1) Des biens productifs durables qui donnent leur utilité successive-

Représentons conformément à ces relations notre exemple sous une forme numérique. Pour plus de facilité, j'admettrai que le montant du capital de notre économie nationale ne se compose que des dix circonférences données. Si dans tout le montant du capital une quantité de 30 millions d'années de travail se trouve incorporée (je fais encore abstraction pour plus de facilité des utilités du sol qui y ont été ajoutées) nous pouvons admettre la division suivante des classes de maturité :

Dans la 1^{re} classe de maturité se trouvent les produits intermédiaires de :

		6 mill. d'ann. de travail	
— 2 ^e	—	5	—
— 3 ^e	—	4	—
— 4 ^e	—	3,5	—
— 5 ^e	—	3	—
— 6 ^e	—	2,5	—
— 7 ^e	—	2	—
— 8 ^e	—	1,7	—
— 9 ^e	—	1,3	—
— 10 ^e	—	1	—

Dans le cours normal, la circonférence extrême est chaque année entièrement séparée du montant du capital et est convertie en moyens de jouissance qui servent à la consommation de la nation, mais les circonférences suivantes avancent chacune d'une classe, étant par l'addition de travail nouveau en même temps portées à un stade de production plus avancé et gonflées dans leur masse. Ainsi la première classe est convertie en moyens de jouissance,

ment dans le cours de plusieurs années font naturellement partie en même temps de diverses classes de maturité avec les parties diverses d'utilité qu'ils contiennent ou respectivement avec les circonférences des diverses années de leurs utilités.

la deuxième classe devient la première, la troisième devient la deuxième et ainsi de suite. Ici se pose une question importante pour notre problème : quel usage l'économie nationale doit-elle faire des forces productives originelles qui lui arrivent dans le courant de l'année, c'est-à-dire — si, comme plus haut pour simplifier nous négligeons les utilités du sol — des 10 millions d'années de travail qui viennent s'ajouter pour maintenir le montant du capital dans un état de permanence, et comment doit-elle se comporter pour que le capital puisse augmenter ?

Il est facile de répondre aux deux questions. Pour maintenir le capital dans un état de permanence, l'économie nationale ne doit pas appliquer plus de *quatre* millions d'années de travail à la *production du présent* : pour abrégér, je comprends sous ce nom tous les actes de production qui ont cela de commun que les forces productives originelles qui y sont appliquées donneront toute leur utilité de jouissance dans la même période économique. Cela se rencontre dans deux sortes de productions : en partie et principalement dans les derniers travaux que réclame la transformation de la première circonférence du capital en biens de jouissance (par exemple travail de l'exploitation agricole, travail du meunier, du boulanger, du cordonnier, du tailleur, etc.), mais en partie aussi dans les travaux par lesquels un procédé de production d'une marche rapide est mis en train et mené à bonne fin d'un bout à l'autre dans une seule période économique. Avec les six millions d'années de travail qui restent, le stock du capital amoindri par l'enlèvement de la première

circonférence de la figure 1 doit être ramené en qualité et en quantité à ce qu'il était auparavant. Cela exige que les neuf autres circonférences se rapprochent chacune d'une rang de la maturité de jouissance par l'addition correspondante de travail et que la dixième classe qui manque désormais complètement soit reformée. La quantité nécessaire de travail additionnel peut se déterminer exactement. Ce qui était la deuxième classe et qui n'avait incorporé que 5 millions d'années de travail a besoin, pour devenir tout à fait équivalent à ce qu'était la première classe avec ses 6 millions d'années de travail, d'une addition de 1 million d'années de travail,

La 3^e classe pour atteindre la 2^e d'autrefois, d'une addition de 1 mill. d'ann.

4 ^e	—	3 ^e	0,5	—
5 ^e	—	4 ^e	0,5	—
6 ^e	—	5 ^e	0,5	—
7 ^e	—	6 ^e	0,5	—
8 ^e	—	7 ^e	0,3	—
9 ^e	—	8 ^e	0,4	—
10 ^e	—	9 ^e	0,3	—

La nouvelle formation complète de la dixième classe, 1 —

Total: les 6 mill d'ann.
de travail signalées plus haut.

Il faut expressément faire ressortir qu'il n'est pas du tout indifférent d'appliquer les 6 millions d'années de travail n'importe à quelle place, à quelle classe de maturité. Si l'on voulait, par exemple, employer 6 millions d'années de travail en général à créer des produits intermédiaires, non suivant la répartition ci-dessus, mais surtout des produits intermédiaires de première classe qui, dès l'année suivante, arriveront à la maturité de jouissance, cela aurait

un double inconvénient. Premièrement, les processus de production qui ne seraient encore que des intermédiaires des classes de maturité supérieures, seraient arrêtés dans leur marche et deuxièmement les détours de production les plus courts sont, comme nous le savons, moins féconds. Avec 6 millions d'années de travail qui seraient employées dans un détour de production d'une année seulement, le présent fournirait à l'avenir à la vérité le même nombre de forces productives, mais à cause de leur emploi moins avantageux seulement une moindre quantité de *produits* — et c'est ce qui importe en fin de compte — qu'il n'en a reçu en jouissance du passé ; la production annuelle de l'avenir serait donc forcément diminuée, et l'état de permanence réduit.

Si le capital existant doit être augmenté, il est évidemment nécessaire que l'économie nationale renonce à une partie des jouissances qu'elle pourrait se permettre en maintenant l'état de permanence, qu'elle dégage du service du moment une partie des forces productives disponibles, qu'elle *épargne* et l'emploie à une production additionnelle pour l'avenir. Cette épargne de forces productives peut se faire de différentes manières. Ou bien en appliquant à la production immédiate du présent une moindre part des forces productives courantes, par exemple au lieu de quatre, trois millions seulement de journées de travail, sans rien changer aux autres dispositions. Ou bien en prenant d'avance des dispositions d'épargne grâce auxquelles la constitution du capital sera telle que la circonférence qui entre cette année dans la maturité de jouissance renferme une moindre quantité de capitaux, par exemple de

cing au lieu de six millions d'années de travail. Et comme alors, pour compléter le capital, il ne faut que cinq au lieu de six millions d'années de travail, il restera, si comme d'habitude on emploie pour la production du moment quatre millions d'années de travail de la dotation productive moyenne en cours, encore un million pour une nouvelle formation de capital. On peut enfin encore imaginer d'ajourner les dispositions au dernier moment de telle façon qu'il entre dans le stade de la maturité de jouissance moins de capital qu'il n'avait été projeté auparavant. Beaucoup de biens en effet se prêtent comme on sait à des modes d'emploi divers, ce qui donne souvent la possibilité de reculer de plusieurs degrés de maturité des biens qui avaient déjà atteint leur pleine maturité ou qui en étaient très près. On peut, par exemple au lieu de moudre le froment à fin d'alimentation, l'employer en semailles ou dans la distillerie ; le bois peut servir à chauffer des hauts-fourneaux, au lieu de chauffer des cuisines d'hôtels ; avec le fer on peut construire des machines au lieu d'en faire des grilles pour parcs. Si l'on réussit par de tels changements de dispositions à réduire la quantité du capital à maturité de jouissance de six à cinq millions d'années de travail, on aura de nouveau, après avoir appliqué quatre millions d'années de travail à la production du présent, un million d'années de travail disponibles pour la nouvelle formation de capital. En tous cas, ces trois moyens, dont le deuxième est certes le plus puissant dans la vie pratique, et dont le premier est le moins employé, concordent en un point essentiel : à savoir que dans l'année courante on

consomme les produits de jouissance de neuf millions seulement d'années de travail, tandis que dans la même période il revient de nouveau dix millions d'années de travail, qu'en d'autres termes, sur la dotation productive courante il y a une épargne d'un million d'années de travail (1).

Jusqu'à présent nous avons parlé de la formation du capital d'une nation, comme si cette nation n'avait qu'une économie dirigée par une seule et unique volonté. Tout le monde sait toutefois que tel n'est pas le cas. Il nous reste donc à montrer, comment dans cette économie nationale à mille têtes se réalisent les dispositions qui conduisent à la formation du capital et à démontrer qu'elles supposent des « épargnes » comme nous l'avons soutenu. Comme on demande

(1) Si dans l'année courante il s'était produit un perfectionnement de la technique de production qui permet de compenser complètement par cinq millions d'années de travail la perte du capital de six millions d'années de travail, les *chiffres* de notre exemple seraient quelque peu modifiés, mais le *principe* resterait le même. Dans ce cas en effet, il deviendrait possible de maintenir l'état de permanence en appliquant cinq millions d'années de travail à la production du présent et en consommant les moyens de jouissance provenant de 11 millions d'années de travail (voir ci-dessus p. 245, note 1). Mais une nouvelle formation de capital exigerait en tous cas que l'on renonçât à une partie de la jouissance qui serait possible avec la conservation de l'état de permanence, ou, en d'autres termes, que l'on économisât au lieu de le consommer une partie du « revenu » que l'on *pourrait* consommer si le fonds du patrimoine n'était pas amoindri. En outre, s'il ne se fait pas de nouveaux progrès techniques, après quelques années, lorsque le capital créé par l'ancienne méthode de production sera complètement dépensé, l'ancien rapport numérique se rétablira, d'après lequel l'état de permanence se produit, quand dans une période on consomme les produits de jouissance d'autant de forces productrices qu'il en est venu de nouvelles dans la même période

— non à tort — que les vérités les plus générales soient corroborées non seulement par les organisations sociales ayant existé historiquement, mais par toute organisation sociale, je veux prendre en considération dans mon étude, les organisations de fait surtout individualistes, mais aussi l'économie socialiste qu'il est possible d'imaginer. Je commence par cette dernière qui représente la forme la plus simple pour notre problème.

Dans un Etat socialiste, dans lequel le capital privé et l'entreprise privée seraient supprimés et où toute la production nationale serait organisée par l'Etat, la formation du capital et l'indispensable épargne antérieure de forces productives seraient commandées par l'autorité. Simplement sous une forme telle que les ouvriers nationaux recevraient la commande de productions de longue haleine et créatrices de capital dans de plus fortes proportions que ne viennent à échéance actuellement pour le présent les fruits mûrs pour la jouissance provenant précisément de productions analogues du passé. Tout simplement un nombre relativement considérable d'ouvriers seront employés aux travaux des mines, à la construction des chemins de fer, à la régularisation des cours d'eau, à la fabrication des machines, etc., et un nombre relativement petit, à la viticulture, à la sériculture, à la fabrication des dentelles, à la brasserie, à la fabrication du drap, etc. Le peuple est ainsi tenu à l'épargne comme par une contrainte venant de haut, puisque la production nationale dirigée par l'Etat met annuellement à sa disposition relativement peu de moyens de jouissance, moins qu'on

pourrait en produire et consommer annuellement en conservant au capital son état de permanence. Les forces productives réservées ainsi sont employées dans des détours de production capitaliste.

Dans l'organisation sociale individualiste, telle qu'elle est caractérisée dans notre situation de fait, le procédé est un peu plus compliqué, mais en principe il est encore facile à démêler. Ici ce sont en première ligne les entrepreneurs de la production qui décident de l'emploi des forces productives qui viennent s'ajouter chaque année, et par conséquent de la direction de la production nationale. Mais ils ne décident pas de leur propre gré, ils suivent les impulsions données par les prix des produits. Partout où une demande active offre des prix avantageux, ils étendent la production ; et ils restreignent celle des biens dont une demande insuffisante ne peut pas faire équilibre à l'offre et dont les prix ne peuvent plus se maintenir à une hauteur rémunératrice. L'extension et la restriction de l'offre persistent jusqu'à ce que la production se soit équilibrée avec la demande des différentes sortes de marchandises. En fin de compte ce ne sont donc pas les entrepreneurs qui décident de la direction de la production nationale, mais les consommateurs, le « public ». Tout dépend du désir d'achat que leur revenu leur permet de satisfaire.

Le revenu d'un peuple est à la longue identique avec ce que rapporte sa production. Une circonférence (fig. 1) de son revenu coïncide approximativement (1) avec ce que rapporte la circonférence de

(1) Je n'ai ici ni le temps ni l'envie d'entrer dans de subtiles distinctions pour lesquelles il y a ample matière. D'intéressantes explications

la même année de ses forces productives. Si chaque individu de la nation consommait sous la forme de moyens de jouissance très exactement son revenu annuel, il se développerait une demande de moyens de jouissance qui engagerait les entrepreneurs de production, par le jeu des prix, à diriger la production de telle façon que chaque année ce que produit toute une circonférence de forces productives prenne la forme de moyens de jouissance. Si dix millions d'années de travail et les utilités correspondantes du sol forment la dotation annuelle d'un peuple, et si celui-ci veut consommer et consomme tout son revenu annuel en moyens de jouissance, il sera aussi nécessaire que le produit de 10 millions d'années entières de travail en même temps que les utilités correspondantes du sol reçoivent chaque année la forme de moyens de jouissance ; alors il ne restera aucune force productive disponible pour augmenter le capital qui atteindra seulement l'état de permanence.

Si au contraire chaque individu ne consomme en moyenne que les trois quarts de son revenu et épargne le dernier quart, alors évidemment le désir d'acheter, la demande des moyens de jouissance baissera. Les trois quarts seulement des moyens de jous-

sur la relation entre le produit national et le revenu national — je ne puis en aucune façon les approuver absolument — se trouvent dans R. MEYER, *op. cit.*, p. 5 s. 84 s. Cf. aussi la dissertation de Lexis, *Über gewisse Wertgesamtheiten und deren Beziehungen zum Geldwert* (*Tübinger Zeitsch.*, année 44, fasc. 2. p. 221 s.) où également la « somme de consommation » annuelle, la « somme de production » et la « somme de revenus primaires » sont traitées comme des grandeurs quantitativement à peu près équivalentes.

sance trouveront des amateurs et se vendront. Si les entrepreneurs maintenaient cependant pendant un certain temps l'ancienne disposition de production et apportaient sur le marché les moyens de jouissance de 10 millions d'années de travail complètes, la suroffre ne tarderait pas à peser sur les prix, qui cesseraient d'être rémunérateurs, et sous la pression du déficit, les entrepreneurs seraient amenés à conformer leur production à l'état modifié de la demande. Dès lors, ils auraient soin de ne transformer annuellement en moyens de jouissance que le produit de 7,5 millions de journées de travail (soit en épuisant la première classe de maturité, soit par une production additionnelle du présent) (1) et les 2,5 millions de journées de travail qui resteraient de la dotation annuelle courante pourraient être appliquées et le seraient à l'augmentation du capital. Ils y seront appliqués : car un peuple économiquement avancé ne thésaurise plus, mais place ses économies ; il achète des valeurs, place son argent à la banque, à la caisse d'épargne, prend part aux emprunts. De cette manière l'épargne va au crédit productif, augmente la puissance d'achat des producteurs en vue de la production, et devient ainsi cause d'une surdemande de moyens de production ou de produits intermédiaires, ce qui en dernier lieu amène les dirigeants des entreprises à transformer les forces productives disponibles en produits intermédiaires demandés.

(1) Le changement de disposition est, comme nous le savons déjà, essentiellement facilité par la possibilité d'employer de diverses façons beaucoup de biens du capital. Voir ci-dessus p. 256.

Nous voyons donc comment en fait se réalise une exacte corrélation entre l'épargne et la formation du capital. Si aucun particulier n'épargne, la nation dans son ensemble ne pourra pas former de capital, parce que la forte consommation de moyens de jouissance force les producteurs, sous l'impulsion des prix, à employer les forces productives de telle façon qu'annuellement le produit de toute la dotation annuelle en forces productives soit offert et consommé sous forme de moyens de jouissance, ce qui ne laissera aucune force productive disponible pour augmenter le capital. Mais si les particuliers épargnent, la demande modifiée forcera, encore sous l'impulsion des prix, les entrepreneurs à disposer autrement des forces productives ; une moindre quantité de ces forces seront mises dans le courant de l'année au service de la jouissance du présent, en revanche on augmentera la quantité de ces forces dont les produits se trouvent dans l'état flottant de produits intermédiaires ; en d'autres termes, le capital de l'économie nationale est augmenté en faveur d'une jouissance de biens plus grande dans l'avenir (1).

Maintenant reste encore la possibilité d'un troisième cas. Les particuliers peuvent encore consommer en moyenne plus que leur revenu : ils peuvent, au lieu d'épargner, dissiper leur patrimoine (capital). D'après notre théorie cela conduirait forcément à

(1) Bien peu justes sont les observations qu'a développées sur ce sujet M. Bostedo dans son article : *The junction of saving* dans *Annals of the Amer. Academy* vol. XVII (1901) p. 95 s. : cf. ma réplique *ibid.* p. 454 s.

une diminution du capital national, et il en est ainsi effectivement. Voici à travers quelles phases. Quand la dissipation prédomine, la demande de biens de jouissance à consommer dépasse le revenu annuel de la nation et par conséquent ce que produit la circonférence annuelle de forces productives. La production, sous l'impulsion des prix, cède à la demande. Si, par exemple jusqu'alors les dispositions prises étaient telles que la première classe de maturité du stock du capital devait être amenée à point dans le courant de l'année avec 6 millions d'années de travail de la dotation annuelle, 4 millions devaient être consacrés à la production pour le présent et les 6 autres millions au remplacement de ce qui a été consommé de capital, mais que maintenant, par suite de l'esprit de dissipation des habitants, la demande annuelle des moyens de jouissance s'élève au produit de douze millions d'années de travail, les entrepreneurs de production procéderont à peu près de la manière suivante : Peut-être appliqueront-ils non 4, mais 5 millions d'années de travail à la « production pour le présent » et réduiront-ils en conséquence de 6 à 5 millions d'années de travail le complément du capital. Ainsi on couvrirait un million de l'augmentation de la demande. En même temps, en modifiant la disposition des biens capitalistes qui peuvent être employés de plusieurs façons, ils pourront peut-être encore diriger le produit d'un autre million de journées de travail des classes plus élevées dans la première classe de maturité et les consacrer ainsi à la jouissance de l'année courante, ce qui couvrira le second million d'augmentation de la demande : l'économie nationale reçoit maintenant

effectivement pour sa jouissance les produits demandés de 12 millions d'années de travail (1), mais aux dépens du montant du capital qui, est diminué de deux millions d'années de travail par suite d'insuffisantes compensations (2).

Peut-être en ai-je déjà trop dit pour démontrer une vérité qui est tellement claire, qu'elle n'aurait certainement jamais été mise en doute dans la pensée simple des hommes illettrés. Le premier enfant venu sait qu'un élément du capital, un marteau, par exemple, doit être produit pour exister. Et qu'on ne puisse pas former un stock de capital ni l'augmenter, si l'on consomme continuellement en jouissance tout le revenu dont on dispose, si, en d'autres termes, l'on ne fait pas d'épargne, cela est également évident pour tout homme de bon sens. Il était réservé aux arguties de savants théoriciens d'élever un doute à cet égard. On y serait d'ailleurs difficilement arrivé, si au lieu d'essayer d'établir des formules dogmatiques pour la formation des capitaux, on avait cherché à montrer d'une manière plastique le processus de la formation du capital. C'est là toute la difficulté, mais aussi presque la seule difficulté de cette doctrine économique et de beaucoup d'autres ; et c'est là aussi, ajouterais-je volontiers,

(1) 6 millions provenant du montant primitif de la première classe de maturité, 1 million dont elle a été augmentée par les changements de dispositions et 5 millions provenant de la dotation courante du travail.

(2) Il comprenait primitivement le produit de 30 millions d'années de travail, il met au service de la jouissance de l'année courante sept millions et n'en reçoit comme compensation que *cinq*, d'où il est réduit de 30 à 28 millions d'années de travail.

la cause du discrédit et de l'insuccès de tant de déductions abstraites. Ce n'est pas la méthode qui inspire de la méfiance, mais les personnes qui l'emploient défectueusement. Et leur erreur le plus souvent — puisque des penseurs sérieux ne se trompent que tout-à-fait exceptionnellement dans le raisonnement — est de ne pouvoir se représenter avec clarté et vigueur les états et les procédés qu'ils introduisent comme hypothèses dans leurs raisonnements déductifs, ou du moins de ne pas pouvoir maintenir assez énergiquement cette image dans tout le cours de la déduction. Au lieu de l'image qui s'est évaporée en nuage ou qui a disparu, ils s'en tiennent volontiers au cadre qui seul reste encore, aux *mots*. Et au lieu de tirer des déductions de l'essence des choses, ils tombent sans s'en apercevoir dans la méthode la plus dangereuse et la plus erronée. Ils font de la dialectique avec des mots vides de sens. C'est ce que je veux éviter à tout prix. Et dussé-je ne pas réussir à piloter mon petit navire impeccablement à travers tous les écueils de l'exposition, je préfère encore avoir çà et là à supporter deux fois le reproche d'une trop large objectivité qu'une fois celui de faire des phrases de dialectique.

Complétons enfin nos explications positives par une courte considération critique des objections les plus importantes de mes adversaires. Deux seulement me paraissent particulièrement dignes d'attention. La première avance que, d'après leur nature, la plupart des biens capitalistes sont tout à fait impropres à la jouissance immédiate. Cela ne coûte donc pas le moindre sacrifice de les soustraire à une jouissance à laquelle ils ne conviennent pas d'ailleurs,

et par suite il est ridicule de parler de la « non consommation » des machines à vapeur et des amendements du sol, de tuiles, de lingots de minerais, comme d'un acte d'épargne ou d'abstinence (1).

Cela me semble être un argument quelque peu facile, mais bon vis-à-vis des gens qui formulent mal ou superficiellement la théorie de l'épargne : seulement il ne démontre rien contre l'essence de cette théorie.

Celui en effet qui comprendrait la théorie de l'épargne assez grossièrement pour y voir que les biens capitalistes achevés, dans la forme où ils sont là devant vous, devraient être « économisés », celui-là doit sans doute se laisser objecter qu'on ne peut pourtant pas manger des machines en fer (2). Mais telle n'est pas la manière de voir des partisans réfléchis de cette théorie. Ce qu'ils soutiennent, c'est seulement que, sans épargne, le capital ne peut être ni formé ni augmenté, que l'épargne est une condition tout aussi essentielle de la formation du capital que le travail. Et c'est littéralement exact. Sans doute qu'on n'a pas économisé les machines elles-mêmes, mais on les a construites. Et pour pouvoir les construire, il a fallu auparavant que les forces productives nécessaires à cet effet aient été sous-

(1) Exposée avec une vigueur particulière par les écrivains de l'école socialiste, p. ex. LASSALLE. *Kapital und Arbeit*, p. 69 s. ; ROBERTUS, *Das Kapital*, p. 271. Sous une forme un peu affaiblie, WAGNER représente aussi cette théorie, *Grundlegung* 2^e édit, p. 600 ; il fait une distinction entre les biens auxquels la propriété du capital est inhérente et ceux auxquels elle n'est pas inhérente. Les premiers ne seraient point du moins « directement » objet de l'épargne. De même KLEINWÄCHTER, dans le *Handbuch* de Schönberg, 1^{re} édit. p. 178.

(2) LASSALLE, *op. cit.*

traites à la jouissance du présent et par conséquent aient été épargnées dans le sens propre du mot (1).

Peut-être la remarque suivante pourra-t-elle servir de base d'entente dans cette controverse : Il n'est pas absolument nécessaire que le concept de l'épargne comporte une renonciation douloureuse et moralement méritoire (2). L'épargne *peut* être méritoire et faite de sacrifices, mais il ne faut pas absolument qu'elle le soit. Celui qui a un petit revenu, ne pourra sans doute réserver une part de son faible avoir qu'au

(1) Dans la deuxième éd. du *Handbuch* de Schönberg p. 124, Kleinwächter aussi fait un grand pas vers notre conception, l'approuvant au moins pour un groupe principal des biens capitalistes, pour les instruments de production. Il admet que la fabrication des instruments de production implique chaque fois jusqu'à un certain degré un renoncement à une jouissance immédiate, puisque les matières qui ont été utilisées pour la fabrication des instruments de production auraient pu être employées à la fabrication de quelques biens de jouissances, et il n'y a rien à objecter, si la renonciation à une telle jouissance est désignée comme une épargne. Mais il en est autrement des matières de la production. Celles-ci, p. ex., la laine brute, les pierres et la chaux, on ne saurait d'aucune façon en jouir directement, et par suite on ne peut les épargner, il faut donc les considérer économiquement seulement comme un produit du travail et non comme résultat de l'épargne. Ici Kleinwächter manque de logique. Quand il s'agit des instruments de production, il considère à juste titre, non pas que l'on puisse jouir des instruments achevés eux-mêmes, mais qu'avec les moyens qui servent à fabriquer ces instruments, on aurait pu se procurer une jouissance ; et parce qu'il en est ainsi, il affirme qu'il y a épargne. Si relativement aux matières de la production, il était resté fidèle à cette manière de raisonner, il aurait dû voir qu'avec les mêmes forces productives avec lesquelles on casse les pierres nécessaires à la construction d'une maison, ou l'on se procure la chaux pour le mortier, on aurait aussi pu se procurer des jouissances immédiates, p. ex., prendre du gibier à la chasse ou du poisson à la pêche, et qu'ici, pour les mêmes raisons et de la même façon que dans le cas des instruments de travail, l'épargne entre en jeu.

(2) Cf. ci-dessus p. 241.

prix de privations sensibles et d'une forte maîtrise de soi-même ; celui, au contraire, qui jouit d'un revenu annuel d'un million de florins et qui se contente de n'en dépenser que la moitié et de capitaliser l'autre moitié n'aura pas du tout besoin d'être un héros du renoncement. Pour la formation du capital, ce qui est indispensable, c'est simplement le *fait* de l'épargne ; qu'elle soit ou non accompagnée de mérite et de sacrifices, cela est indifférent pour le résultat. Et en connexité avec cela, il ne faut pas que cette vérité théorique que l'« épargne » est nécessaire à la formation du capital puisse et doive être exploitée pour justifier au point de vue de la morale et de la politique sociale tout intérêt porté par le capital. Ici se présente de nouveau un cas dans lequel la confusion du problème de l'intérêt au point de vue théorique et au point de vue de la politique sociale, confusion que j'ai critiquée ailleurs (1), a causé beaucoup de mal. Un parti confondait à tort cette connaissance théorique que la formation du capital devait être précédée d'une épargne avec cette opinion morale que l'intérêt du capital était justifié par le mérite du renoncement ; et l'autre parti, qui reconnaissait très justement que cette justification ne saurait avoir une telle généralité, fut amené par cette même confusion des problèmes à rejeter la prémisse vraie en théorie avec la conséquence fautive en politique sociale. En faisant la distinction qui convient, on rendra justice à chacun des partis. Nous accorderons sans plus à Rodbertus et à Lassalle que l'épargne n'a pas besoin d'être un

(1) *Gesch. und Kritik*, Einleitung, p. 21.

acte moral héroïque, et que par suite elle n'est pas, au point de vue de la politique sociale, une raison suffisante pour justifier l'intérêt du capital, mais nous demandons en revanche qu'on reconnaisse qu'une épargne objective est absolument nécessaire à la formation du capital.

Une autre objection insiste sur ce point que, pour amasser un capital il faut *acquérir plus* qu'on n'a besoin, et veut en conclure qu'à vrai dire c'est à la productivité du travail et à l'*activité* qu'est dû le capital, et non à l'épargne. Ainsi Rodbertus développe cette idée que si au début de l'évolution économique « un homme isolé n'a pas le temps de se fabriquer un outil, parce qu'il faut qu'il vive constamment au jour le jour », la faute en est simplement à une trop minime productivité du travail. Si cette productivité augmente plus tard assez, pour que huit heures de travail soient suffisantes pour lui procurer sa subsistance quotidienne, il lui restera pour un autre travail une partie du temps que jusqu'alors il devait entièrement consacrer à se procurer l'indispensable, et c'est ce *temps qui lui reste* qu'il pourra maintenant employer à se fabriquer un outil. Et de cette observation — très juste — Rodbertus conclut que c'est seulement l'augmentation de la productivité du travail, *et non l'épargne* qui rend possible la formation d'un premier capital (1). Et Kleinwächter exprime cette même pensée fondamentale encore plus brièvement et plus énergiquement quand il dit : Celui qui porte à la caisse d'épargne une partie, soit la moitié des revenus qu'il a acquis,

(1) *Das Kapital*, p. 242 s.

est *simplement laborieux*. Il pourrait, par exemple, gagner sa misérable vie par un travail quotidien de cinq heures et consacrer chaque après-midi soit à se délasser, soit à s'amuser ; au lieu de cela, il travaille dix heures par jour et porte régulièrement à la caisse d'épargne ce qu'il gagne l'après-midi (1).

Je crois très facile d'infirmer cette objection. Ce n'est en effet pas tout à fait exact que cet homme soit « simplement laborieux ». Il est laborieux et économe. S'il était simplement laborieux, il dépenserait tous les jours le produit de son travail de l'après-midi en même temps que le produit du travail de la matinée pour les jouissances immédiates de la vie. S'il ne le fait pas, c'est parce qu'il est économe. On accordera très volontiers qu'une assez grande activité, dont le produit dépasse de beaucoup le strict nécessaire, et qu'une productivité du travail tout aussi grande facilite beaucoup l'épargne, comme aussi que sans acquisition l'épargne aussi bien que la formation du capital sont absolument impossibles ; seulement, en revanche, nous insisterons tout autant pour faire reconnaître que même la plus grande acquisition ne peut conduire à une formation de capital, si une partie de cette acquisition n'est pas soustraite à la jouissance du présent, n'est pas épargnée. La production et l'épargne forment deux conditions également indispensables à la formation du capital, et ce n'est que par une dialectique unilatérale qui, malheureusement, n'a joué qu'un trop grand rôle

(1) KLEINWÄCHTER, dans la 2^e éd. du *Handbuch* de Schönberg, p. 215.

précisément dans la théorie du capital, que la coopération de l'une d'elles a pu être niée (1).

(1) On peut trouver une preuve frappante de ces mots dans les explications de Rodbertus citées plus haut. Encore à la page 242 il se contente de tirer du fait qu'avec une faible productivité du travail on ne peut ni épargner, ni former de capital, la conclusion tout à fait exacte que « nécessairement encore un autre facteur que l'épargne doit intervenir », ce qui situe bien l'épargne comme un facteur insuffisant en soi seule, mais tout de même comme un facteur de la formation du capital. Ce n'est qu'à la page 243 que la nécessité d'un certain degré de productivité du travail est exagérée dialectiquement sous cette forme que c'est l'augmentation de la productivité *seulement et pas du tout* l'épargne qui rend possible la formation du capital. — En dépit de ces développements déjà exposés dans la première édition, Kleinwächter s'en tient encore dans ce qu'il a écrit plus récemment sur la question (p. ex. *Lehrbuch der Nationalökonomie* 1902 p. 136 s.) essentiellement au point de vue critiqué ici, et se contente de quelques atténuations, à mon avis insuffisantes, dans l'expression textuelle. Le tour de dialectique dont Gide s'est accommodé me paraît tout aussi peu satisfaisant. Il part de là, que toute formation de capital suppose un excédent des biens produits sur les biens consommés. Mais que cet excédent peut se produire de deux manières, ou bien par une « production qui surpasse les besoins, ou par une consommation ramenée péniblement au-dessous des besoins. » Au second cas seulement conviendrait le nom « d'épargne », mais heureusement c'est le premier qui est de beaucoup le plus fréquent et historiquement même le seul qui ait jamais conduit à la formation du capital (*Principes*, 2^e éd. p. 134). Je crois qu'ici Gide a pris trop à la lettre une locution vulgaire... On se sert en effet volontiers de cette phrase « la production surpasse les besoins » mais jamais dans le sens rigoureusement littéral que ces mots sont pris. Que la production des biens économiques atteigne une abondance qui surpasse littéralement les besoins des hommes engagés dans l'économie, qui couvre pleinement tous les besoins en laissant encore un superflu, c'est un cas qui pratiquement ne se présente pas ; les biens qui existeraient en une telle abondance cesseraient d'être des biens *économiques* et on cesserait de les produire. Même avec une production très abondante, les gens qui économisent des capitaux ne peuvent pas satisfaire leurs besoins jusqu'à l'extrême limite, et toute épargne se fait aux dépens de quelque série — peu importante si vous voulez — de besoins qui doivent à cause de cette épargne rester insatisfaits. Toute formation effective de capital résulte donc — en stricte oppo-

Mais cette solution ne me met-elle pas en contradiction avec la proposition si énergiquement soutenue dans le dernier chapitre, à savoir : que tous les biens et par suite aussi les biens capitalistes ne procèdent que de deux éléments, parmi lesquels *ne se trouve pas* l'épargne, je veux dire de la nature et du travail (1). Certainement non. Il ne vient pas à l'idée de constituer, comme l'a fait jadis Senior (2), l'épargne en troisième facteur de production à côté de la nature et du travail. Elle n'est pas à côté de ces facteurs, mais au fond, derrière eux. Elle ne participe pas avec eux à l'œuvre de la production de telle façon qu'elle puisse accomplir par elle-même une partie quelconque de cette œuvre, mais elle a seulement pour effet de diriger précisément vers le but de production et non vers un autre, vers la production de biens capitalistes et non de biens de jouissance, les forces productives : la nature et le travail qui, en tous cas, doivent suffire seuls à toute l'œuvre de la production. En un mot, elle a sa place non parmi les *moyens de production*, mais parmi les *mobiles* qui décident de

sition avec l'opinion de Gide — d'après la seconde alternative, de « l'abaissement de la consommation au-dessous des besoins » avec de simples différences dans le degré d'importance de ces besoins, qui réprimés cessent momentanément d'être satisfaits. Mais le « péniblement », l'existence ou la grandeur du sacrifice n'a en général rien à voir avec le fait objectif de l'épargne, nous l'avons déjà signalé à plusieurs reprises, l'épargne est bien plus souvent le résultat d'un sage calcul d'utilité économique, que d'une tendance au sacrifice : et il en est ainsi non seulement chez les riches, mais même chez les pauvres qui épargnent.

(1) Le vieux Lauderdale a déjà soulevé une objection analogue contre la théorie de l'épargne. *Inquiry*, p. 207 s. 272.

(2) *Political Economy*, 3^e édit. p. 57 s., où l'on distingue trois grands « agents » ou « instruments of production » : « Labour », « natural agents » et « abstinence »

la *direction* de la production, et c'est pourquoi la proposition que la nature et le travail sont les seules véritables forces productives peut se maintenir tout en soutenant que pour que du capital se produise, il faut qu'auparavant subsistent certaines dispositions psychiques par lesquelles on renonce à une partie des jouissances de la vie à notre portée, et qu'ainsi on se résout à une « épargne ».

L'épargne, pourra-t-on encore objecter, est une « non-consommation », ainsi donc quelque chose de purement négatif : or une pure négation ne peut rien produire (1).

Je crois que dans cet argument il y a plus de sophisme que de vérité. Est-ce donc en général bien exact que l'épargne soit quelque chose de purement négatif ? Comment se fait-il donc, bien que rien ne soit plus facile que de « purement s'abstenir », que l'épargne devienne pour beaucoup de gens si extraordinairement difficile et pénible ? En réalité, l'é-

(1) MARX, *Das Kapital*, I, 2^e édit. p. 619, note : « L'économiste vulgaire n'a jamais fait cette simple réflexion, que toute action humaine peut être conçue comme « abstention » de son contraire. Manger est l'abstention de jeûner, marcher est l'abstention de rester en place, travailler, l'abstention de fainéanter, fainéanter, l'abstention de travailler, etc, ces messieurs feraient bien de réfléchir une fois sur le « *terminatio est negatio* » de Spinoza. Gide, *Principes d'Econ. Pol.* p. 168 : « Un acte purement négatif, une abstention ne saurait produire quoi que ce soit. Sans doute on peut dire que si ces richesses avaient été consommées au fur et à mesure qu'elles ont pris naissance, elles n'existeraient pas à cette heure et qu'en conséquence l'épargne les a fait naître une seconde fois. Mais à ce compte, il faudrait dire qu'on produit une chose toutes les fois qu'on s'abstient d'y toucher et la non destruction devrait être classée parmi les causes de la production, ce qui serait une singulière logique. »

l'épargne est une action psychique et même souvent — pas toujours — une action psychique bien pénible qui procède de longues réflexions et de longues luttes entre des mobiles contradictoires. A la vérité, il n'en résulte pas un acte de production, et en cette mesure les partisans de l'argument dialectique ci-dessus ont finalement bien raison de l'opposer aux théoriciens qui veulent absolument imprimer à l'épargne le caractère d'un troisième facteur de la production. Mais une action purement psychologique de ce genre suffira sans doute pour remplir efficacement le rôle que nous avons assigné à l'épargne dans la formation du capital, qui est celui d'exercer une influence sur la direction de la production.

Qu'il en soit d'ailleurs de la « pure négation » ce qu'on voudra ; nous ne devons en aucun cas permettre à des scrupules de dialectique de nous empêcher d'établir d'importants faits scientifiques. Et un fait important de ce genre, qui doit être souligné d'autant plus énergiquement qu'il a été contesté, c'est que le progrès de la formation du capital est en relation causale avec l'extension des jouissances que les particuliers et les peuples entiers réclament du moment présent. Quiconque — qu'il s'agisse d'un individu ou d'un peuple — étend tellement les exigences de jouissances du moment, qu'il épuise effectivement dans la période courante toutes les jouissances de la vie que son revenu de la période courante lui permet de se donner, ne pourra ni former à nouveau du capital, ni augmenter celui qui existe : ce fait trouve son expression grammaticalement exacte, et naturelle pour quiconque n'y veut pas chercher des subtilités artificielles, dans la

proposition que l'épargne est une condition indispensable de la formation du capital (1).

Cette solution si péniblement obtenue, que le capital prend naissance par l'épargne et par un emploi productif de ce qui a été épargné, n'est cependant qu'une solution incomplète du problème de la formation du capital. Car il faut immédiatement se demander encore : de quoi dépend-il donc que les gens puissent économiser et créer des produits intermédiaires, qu'ils veuillent en créer et qu'ils en créent effectivement ? A bien considérer, c'est cette seconde question qui est la plus importante : elle vise les forces stimulantes, agissantes, tandis que la précédente n'a exposé que les formes extérieures du procédé de la formation du capital.

La réponse la plus générale, mais à la vérité encore insuffisante dans cette généralité, est celle-ci : Les gens agissent dirigés par la *valeur des biens*. Je touche ici à un sujet trop difficile et trop important pour être traité en passant. En outre, la théorie de la valeur des biens est appelée à fournir le fondement de la solution du principal problème de cet ouvrage, de l'explication de l'intérêt du capital. J'en finis donc ici avec la théorie de la formation du capital, pour y revenir encore brièvement en un endroit opportun du IV^e livre et lui donner la conclusion profonde qui lui manque encore.

(1) Je ne veux pas contester à priori qu'on ne puisse arriver à imaginer quelques exemples subtils dans lesquels le capital (entre autres le capital social) prend naissance sans « épargne » proprement dite : mais je maintiens d'autant plus énergiquement que « l'épargne » participe de la façon que j'ai caractérisée à la formation de la majeure partie du capital de l'économie nationale.

APPENDICE I

Éclaircissements plus détaillés et preuves au sujet de la règle de l'augmentation de rendement des détours de la production capitalistique.

(Voir liv. I, chap. 1 de la *Théorie positive*)

L'état de choses sur lequel se base la règle énoncée dans le titre et que j'ai déjà exposé presque dans les mêmes termes dans la 1^{re} édition de cet ouvrage (1), est devenu dans l'intervalle l'objet de doutes et d'attaques multiples. Les faits que j'ai affirmés ont été remis en question. Les preuves à l'appui que j'ai produites ont été déclarées insuffisantes ; on a fait allusion à certains autres faits qu'on s'est cru autorisé à interpréter comme des arguments ou des preuves contre ce que j'ai soutenu.

Il m'est on ne peut plus agréable que ces objections se soient produites. Si ma thèse du plus de rendement des détours de la production capitalistique est en général juste, elle proclame un fait d'une importance fondamentale pour notre science ; un fait qui, pour la formation et l'explication des phé-

(1) Je n'ai changé qu'un très petit nombre de mots afin d'apporter plus de soin et de prudence à ma formulation ; mais rien n'a été changé quant au fond.

nomènes économiques a peut-être une importance analogue à celle de la fameuse « loi du rendement décroissant du sol ». Des questions de fait de telle nature ne tolèrent pas de longues incertitudes. S'il est possible d'émettre des doutes à leur égard — et la plus récente expérience montre précisément cette possibilité — ils doivent être dissipés le plus tôt possible. J'avoue d'ailleurs franchement que je n'ai pas été peu surpris de les voir surgir. Lorsque j'ai établi la thèse actuellement mise en doute, je ne pensais pas le moins du monde proclamer quelque connaissance nouvelle ou difficile à découvrir : je croyais bien plutôt revêtir simplement d'expressions plus justes et moins hypothétiques que l'ancienne formule de la « productivité du capital » une expérience incontestable et également familière au praticien et à la science. Mais maintenant, puisque ces doutes se sont produits, ils m'imposent l'agréable obligation d'approfondir encore mes recherches, ce qui ne pourra que profiter à la clarté aussi bien qu'à la certitude de ma thèse, dont j'ai à tirer tant et de si importantes conséquences (1).

Mes critiques ont demandé sur quelles preuves je pouvais appuyer ma thèse. Mais avant de demander comment je la prouverai, il est juste qu'on

(1) J'ai déjà fait un premier essai dans ce sens en dehors de cet ouvrage dans mes trois dissertations : *Einige strittige Fragen der Kapitaltheorie* (parues en 1899 dans la *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung* et en 1900 en volume), notamment dans la première de ces dissertations et dans une partie de la deuxième. Ce que j'expose ici contient une partie de mes explications d'alors, les unes textuelles, les autres corrigées ; mais je développe en outre quelques points de vue nouveaux auxquels j'ai été amené par la marche qu'a suivie depuis la discussion littéraire.

demande d'abord quelle elle est. Une explication plus précise de l'objet et de la portée de ma thèse, ne préparera pas seulement la question des preuves en l'éclaircissant, mais elle fournira en même temps l'occasion désirée d'écarter en passant toute une série de prétendues contre-preuves qui ne sont pas dirigées précisément contre le véritable objet de ma thèse, mais contre ce qui a été par méprise considéré comme tel. Il semble en effet que de toutes les fausses interprétations qui dans l'état des choses pouvaient être imaginées, aucune n'a été épargnée à ma thèse : jusqu'à quel point, y a-t-il ou non de ma faute ? Le lecteur va avoir l'occasion d'en juger bientôt.

A. — EXPLICATION

La thèse que j'établis est celle-ci ; en choisissant prudemment (1), ou en allongeant dans le temps, les détours de la production, on arrive généralement (2) à une augmentation technique du rendement, c'est-à-dire qu'on obtient plus et de meilleurs produits avec la même dépense de forces productives (3) originaires. Je ferai précéder utilement de quelques constatations négatives l'exposé plus précis du contenu positif inclus dans ce texte.

En effet, avant toutes choses ma thèse ne dit pas que *tout* allongement de tout détour de production conduit littéralement et sans exception à une aug-

(1) V. ci-dessus *Théorie positive*, p. 28, 192-193, 199 (dans la 1^{re} éd., p. 21, 86, 91).

(2) P. 199, 196-197 (dans la 1^{re} éd., p. 89).

(3) P. 192-193 (1^{re} éd., p. 86).

mentation de rendement ; qu'une voie de production doit nécessairement être plus avantageuse pour la seule raison qu'elle est plus longue, même si elle avait été choisie aveuglément ou même inopportunément. Ma thèse restreint bien plutôt cette efficacité expressément aux allongements « prudemment choisis » et laisse en outre la porte ouverte à des exceptions en ne soutenant sa justesse que « généralement » ou comme je m'exprimais dans la première édition, que « grosso modo ». Pour parler par antithèse : tout allongement du processus n'est pas meilleur ; mais parmi les chemins plus longs il y en a qui généralement sont aussi meilleurs : ce qui conduit à cet effet pratique, que celui qui veut et peut allonger ses voies de production, ne sera jamais embarrassé pour les améliorer en même temps (1).

Si par suite on a prétendu que, pour appuyer ma thèse, j'aurais dû démontrer que tout processus de production plus long — alors même qu'il serait maladroitement choisi — augmentait le rendement ; ou si l'on apportait quelques exemples ou si l'on en imaginait, où un allongement déterminé (précisément choisi inopportunément) ne rendait pas plus fécond un processus particulier de production, et si l'on considérait l'invention ou l'existence de tels cas comme une preuve contre ma thèse (2), il n'y

(1) Cet effet positif sera expliqué plus tard avec une parfaite précision.

(2) Landry, p. ex., (*L'intérêt du capital*, p. 286) m'oppose ce doute : tout perfectionnement ou toute multiplication des instruments de production compensera-t-elle ses frais ? et il croit pouvoir démontrer cette objection et mon erreur par l'exemple suivant : « J'ai fait défoncer une terre à une certaine profondeur, j'ai mis dans cette terre un certain nombre de tuyaux de drainage d'une certaine qualité : croira-t-on que

avait au fond de cela qu'une fausse interprétation de celle-ci (1).

En outre ma thèse ne dit absolument pas qu'une augmentation de rendement peut être obtenue seulement par un allongement des détours de la production, ou qu'un progrès technique n'est possi-

doublant, quadruplant, décuplant, centuplant ma dépense pour avoir un défoncement plus profond, des tuyaux plus nombreux ou d'une qualité supérieure, je dois augmenter mon produit de ce que j'aurai dépensé en plus ? » Effertz aussi défigure ma thèse quand il la reproduit en ces termes : M. de Böhm-Bawerk prétend que l'augmentation de la durée de la production augmente toujours la productivité » (*Antagonismes économiques*, Paris 1906, p. 106).

(1) Dans la première édition de mon ouvrage, je n'ai peut-être pas fait tout ce qu'il aurait fallu pour me préserver expressément de cette fausse interprétation. A la vérité je n'ai pas manqué dans quelques occasions de faire ressortir que ma thèse se restreignait « aux détours sagement choisis » et qu'elle n'était valable que « grosso modo », mais je n'ai pas répété expressément cette restriction à toutes les occasions, et particulièrement je ne l'ai pas fait chaque fois que j'ai mentionné ou formulé ma thèse dans de brefs résumés (comme par exemple 1^{re} éd., p. 97, 274) et c'est ainsi qu'un lecteur peu attentif qui n'avait en vue que le texte d'un seul passage, en négligeant tout le contexte, a pu arriver à cette interprétation erronée. C'était à la vérité m'attribuer une opinion si évidemment fausse, presque insensée, que l'excès même de la prétendue erreur aurait pu éveiller l'attention et provoquer un nouvel examen plus sérieux. Mais ce que vraiment l'on ne comprend que difficilement, c'est que cette fausse interprétation ait pu reparaitre et se maintenir après les explications très expresses de mes dissertations: *Einige strittige Fragen der Kapitalstheorie* ; cela montre seulement le peu de valeur qu'attachent certains critiques à l'exacte reproduction des opinions qu'ils combattent, et il est pourtant clair, que la première condition fondamentale d'une analyse scientifiquement féconde des opinions est leur exacte reproduction, et qu'autrement la critique ne dégénère que trop facilement en de vaines querelles. L'influence de ces mots « prudemment choisis » ajoutés à détours, sur le caractère de ma règle, sera encore étudiée particulièrement plus bas à l'occasion d'une interprétation de Fisher, spirituelle, mais déconcertante : voir l'*Appendice IV*.

ble qu'en comportant un tel allongement. J'ai au contraire expressément fait ressortir que fréquemment une heureuse invention peut aussi découvrir un moyen de production meilleur et en même temps plus expéditif (1). Ma thèse ne prétend pas que l'allongement du processus de la production est l'*unique* chemin conduisant à un plus grand rendement, mais seulement qu'un tel prolongement est *un* chemin qui normalement assure un plus grand rendement. Cela a donc encore été une fausse interprétation de ma thèse que de m'opposer, comme une contre-preuve de ce que je soutiens, l'existence de cas isolés ou même de beaucoup de cas, où l'on peut arriver à un produit plus grand par un processus plus court (2).

C'est une méprise encore plus grossière et qui dévie

(1) V. *Th. pos.*, p. 199, note 1, 1^{re} édit., p. 91.

(2) C'est ce qu'a fait sous une forme très prudente et très réservée Bleicher par exemple, quand, en discutant mon ouvrage, il a écrit : « Il semblerait presque, à en croire v. Böhm, que tout progrès technique a pour condition une plus grande dépense de temps et de capital, et qu'il a opposé à « mon opinion apparente » qu'il n'est pas absolument nécessaire que « la durée du processus de la production s'allonge pour que celui-ci puisse devenir plus productif (*Gegenwart und Zukunft in der Wirtschaft*, in *Jahrb. f. Nat. Ok. u. Statistik*, nouv. série, vol. 20, 1890, p. 346). D'autres critiques moins attentifs ont élevé la même objection sous une forme moins réservée : Schade, par exemple dans sa critique — à la vérité très peu scrupuleuse en général — de ma théorie dans *Annalen des deutschen Reiches*, 39^e année, 1906, p. 269 : « Et certes, la masse du produit croît, soutient Böhm-Bawerk, avec la longueur de la période de production. Ce dont il n'a pas su nous convaincre même dans sa récente dissertation. Car la science de la nature en progressant rend possible une exploitation plus rationnelle des forces naturelles et montre assez souvent la voie pour produire en un temps plus court une masse égale ou plus grande de biens de même qualité ». De même EFFERTZ, *Antagonismes Économiques*, p. 410. Sur LEXIS, v. plus bas.

tout à fait du sujet, quand on me présente comme contre-preuve des cas où il s'agit d'une abréviation du *temps de travail* nécessaire à la création d'un produit, par conséquent *recte* d'une diminution de la *quantité de travail* évaluée en temps : cela n'a pas du tout besoin d'être expliqué. Et pourtant dans l'ardeur de la polémique quelques écrivains et même des plus considérés ont fait cette confusion (1).

Après ces constatations négatives relatives à ce que ma thèse ne dit pas, je vais maintenant chercher à exposer aussi clairement que possible ce qu'elle dit positivement et quelle portée il convient de donner à son contenu positif.

Toutes les méthodes de production aujourd'hui

(1) Le germe de cette obscurité a déjà été déposé par RODBERTUS, quand dans une description d'ailleurs parfaitement pertinente de l'essence des détours de la production capitaliste il insère cette expression équivoque, qu'un tel détour conduit « plus rapidement » au but (*Der Kapital*, p. 236). L'explication qui accompagne cette expression ne la justifie naturellement que dans ce sens, que, par le détour, le temps de travail nécessaire est abrégé (« il faut évidemment que le travail indirect... et le travail direct... réunis produisent une plus grande somme d'utilités que si le travail indirect avait été également du travail direct. ») Seulement l'expression « plus rapidement » qui n'est pas expressément élucidée, invite cependant fortement aux confusions par suite de son ambiguïté, et plus d'un des écrivains postérieurs n'y a pas échappé. En particulier Stolzmann, par exemple, quand il paraphrase l'expression de Rodbertus qu'on veut de citer ainsi qu'il suit : un détour raisonnable, tout bien considéré, conduit toujours « plus vite au but », et que de cette proposition, exacte quand elle s'appliquait à l'abréviation du temps de travail, il veut se servir comme d'une prétendue preuve contre l'allongement de la période de production. (*Soziale Kategorie*, Berlin, 1896, p. 325 s.). Aussi Lexis : voir son examen si éminemment instructif pour notre question du livre de Wicksell : *Wert, Kapital und Rente*, dans *Schmoller's Jahrbuch*, vol. XIX, p. 332 s., et ma réplique détaillée dans *Einige strittige Fragen der Kapitalstheorie*, p. 19 s. et encore plus loin l'*Appendice II*.

en usage, ou celles qui luttent avec les méthodes en usage afin d'être introduites, durent à un moment donné être imaginées ou inventées ; elles reposent donc toutes sur d'anciennes ou de nouvelles « inventions ». Certes toutes sont en outre — peut-être à l'exception de la cueillette des baies sauvages et du ramassage du bois dans la forêt — rattachées à quelque détour dans le sens que j'ai décrit, lequel est tantôt court — comme la fabrication d'hameçons pour la pêche — tantôt d'une longueur considérable — comme la construction d'un chemin de fer pour le transport des marchandises ou l'établissement de câbles sous-marins pour l'échange de dépêches commerciales.

Les méthodes de production imaginées plus tard réclameront-elles un détour plus court ou plus long que celles qui ont été en usage auparavant, et qu'elles font disparaître, ou en d'autres termes les nouvelles inventions se rattachent-elles à une abréviation ou à un allongement de la période de production qui prédominait jusqu'alors dans cette branche de la production ? Cela dépend évidemment en une certaine mesure du hasard. En tous les cas, cela ne saurait être l'objet d'une loi fixe. Les résultats du génie inventeur ne se laissent pas assujettir d'avance à des règles fixes ni pour l'essentiel — le degré d'accroissement de la productivité de la nouvelle méthode — ni pour l'accessoire — la longueur par exemple des détours conditionnée par la nouvelle méthode. Dans la pratique se présentent certainement des cas nombreux de l'un et de l'autre genre. Il y a eu et il y a beaucoup d'inventions nouvelles qui, relativement au mode de production usité

jusqu' alors, comportent un allongement de la période de production — ce sont celles, comme nous le verrons plus tard en l'appuyant de preuves, dont l'exploitation se combine avec un besoin de capital plus grand qu' antérieurement — et il y a aussi beaucoup d' inventions qui, comparativement à la méthode employée auparavant, se distinguent à la fois par le double avantage de donner plus de produit déjà après un temps d' attente plus court que le temps d' attente moyen d' auparavant.

Sur le rapport de la fréquence des deux genres d' inventions, on ne peut non plus faire une déclaration exacte qui puisse prétendre à la certitude. Ce n' est que d' une façon très générale, à ce que je crois, qu' on peut soutenir avec assurance — sans que cependant rien d' essentiel dans ma thèse dépende de cette affirmation — que les inventions avantageuses qui comportent un allongement de la période de production sont les plus nombreuses et même sensiblement les plus nombreuses. J' en suis persuadé pour différentes raisons. D' une part on reconnaît à première vue que beaucoup d' inventions importantes et de grande portée réclament le placement pour une longue durée de capitaux fixes considérables, ce qui est le type principal du « travail antérieur » de longue date, préparatoire du résultat définitif de la production. D' un autre côté, tout en ne pouvant pas déterminer mathématiquement quelle peut être la réussite du génie inventeur dans un cas particulier, il y a un fait simple qui, à la longue et d' après la loi des grands nombres, ne peut pas rester sans influence, c' est qu' il est beaucoup plus facile et par suite cela peut réussir plus facilement et plus

fréquemment, qu'un procédé nouvellement imaginé satisfasse à une seule exigence, à donner un plus grand produit, qu'à deux exigences à la fois, à savoir à donner un plus grand produit, et en plus par un processus plus court. Tout comme il est beaucoup plus facile de construire des locomotives et des machines à vapeur marines plus fortes si ces machines plus fortes peuvent avoir en même temps un poids propre plus considérable que de résoudre le problème de la construction de machines plus fortes avec un poids moindre. C'est en effet la difficulté de ce dernier problème qui a fait échouer si longtemps les efforts faits en vue de la navigation aérienne 'dirigeable ! (1)

Toutefois, ainsi que je l'ai dit, rien dans ma thèse ne dépend de la preuve d'un rapport de fréquence déterminé entre les inventions « allongeant » ou « raccourcissant » les détours. Il me suffit d'établir ce qui saute aux yeux et qu'à ma connaissance personnelle n'a encore mis en doute, qu'en général il y a des inventions, et en grand nombre, dont l'explo-

(1) Un troisième argument, et à la vérité un argument qui ne s'appuie pas simplement sur des estimations à vue d'œil ou sur des considérations générales de probabilité, mais sur des faits constatés par la statistique, résulte du rapport qu'on montrera plus tard comme exi tant entre la période moyenne de production et la quantité de capital qui se trouve dans une économie nationale. La croissance du capital par tête de la population dans toute économie prospérant par la technique de la production est un fait concluant d'un allongement croissant de la période moyenne de production. Il est certain qu'il y a des affirmations exactement contraires sur tout le sujet chez Horace White et chez Lexis, par exemple. Regarder au fond les confusions et les fausses interprétations auxquelles ces affirmations doivent leur existence, est au dernier point instructif ; mais pour ne pas entremêler plusieurs recherches, je réserve cela pour un *Appendice* particulier (II).

tation comporte un allongement du processus de production auparavant en usage.

Et maintenant je vais par anticipation avancer une idée qui ne doit trouver sa principale application que dans d'autres parties de la théorie du capital. L'exploitation de toutes les inventions techniquement avantageuses qui comportent en général quelque détour demandant du temps, réclame aussi une condition préalable matérielle. Quiconque veut engager ses forces productives courantes (travail et utilisations du sol) dans des processus de production qui ne peuvent donner des fruits mûrs qu'après un intervalle de temps plus ou moins long, doit déjà être pourvu d'une autre source des biens nécessaires pour cet intervalle de temps. En d'autres termes il faut sous une forme quelconque des provisions de subsistances pour l'intervalle de temps pendant lequel les fruits du processus de production à longue durée se font attendre. Et il faut naturellement des provisions d'autant plus grandes que les détours de production dans lesquels on s'engage sont plus longs. Dans le monde des affaires on a l'habitude de formuler ce fait banal comme suit : l'exploitation de certaines inventions comportant de longs travaux préliminaires exige beaucoup de « capital », manière de s'exprimer qui n'est ni tout à fait exacte, ni tout à fait inexacte, mais dont nous avons déjà donné dans un autre passage (1) une explication plus précise.

Or, relativement à cette condition matérielle préliminaire, il se manifeste une différence profonde et riche en conséquences entre les inventions qui

(1) V. ci-dessus, liv. II, chap. III, p. 227 s.

abrègent les détours et celles qui les allongent. Pour les premières, cette condition préliminaire est toujours remplie d'avance ; son absence ne peut ni empêcher ni même sensiblement retarder l'exploitation. Car si auparavant déjà une production était effectivement en train qui représentait un détour encore plus long, il fallait que l'économie privée ou nationale en question eût les provisions de subsistances nécessaires même pour un plus long détour de production, et *a fortiori* pour le détour plus court exigé par la nouvelle invention. Son exploitation ne rencontrera donc aucun empêchement de ce côté. Elle peut d'un autre côté subir un certain retard modéré par suite de certaines difficultés qui accompagnent toujours l'introduction d'un nouveau procédé, par l'ignorance ou l'indolence des entrepreneurs, par la considération qu'on peut encore utiliser un certain temps l'ancien matériel roulant en bon état de conservation, etc., etc. (1). Mais après une

(1) Le dernier facteur nommé jouera particulièrement un rôle, quand le nouveau détour, plus court à la vérité que l'ancien, s'engage dans une tout autre direction, de sorte que l'ancien matériel n'est pas du tout utilisable dans le nouveau procédé. Si l'on devait subitement et sur toute la ligne remplacer tout d'un coup l'ancien procédé par le nouveau, il faudrait dans le premier moment y consacrer plus de ressources, en dépit de l'abréviation de détour parce que les ressources déjà employées sont investies dans l'ancien matériel, et que pour se procurer un nouveau matériel d'un autre genre, il faudrait immobiliser un supplément de ressources. Mais si le vieux matériel est mis hors d'usage successivement, les ressources qui autrement auraient été employées à remplacer les pièces usées de l'ancien matériel, pourront être appliquées au nouveau procédé, pour lequel elles seront plus que suffisantes, dans la supposition que nous avons faite que ce procédé représente un détour plus court que l'ancien. J'ai donné sur ce thème des explications encore plus précises dans mes *Strittige Fragen*, p. 31 s.

période transitoire relativement courte, qui suffit à triompher de ces « résistances de frottement », la nouvelle invention est implantée sur toute la ligne et fait disparaître complètement l'ancien procédé qui lui est inférieur en produit et en rapidité. L'obstacle provenant d'un « manque de capital » qu'on ne surmonterait que plus lentement et plus difficilement ne jouera en revanche et ne peut jouer aucun rôle ici, pourvu qu'on ait une fois reconnu et admis la portée de l'invention et son double avantage de donner un plus fort rendement avec une moindre exigence de capital (1).

A cela se rattache enfin une autre conséquence qui est de la plus haute importance pour notre sujet. Une économie nationale n'emmagasine jamais des inventions avantageuses abrégant les détours. Qu'elles soient en petit nombre ou nombreuses, elles ne s'entassent pas. Dès qu'elles surgissent, elles sont exploitées aussitôt et leur exploitation est même poussée à l'extrême. Lorsqu'est écoulé le temps relativement court de la transition, temps qui suffit à

auxquelles je renvoie le lecteur désireux d'éclaircissements plus approfondis.

(1) Un « manque de capital » *individuel* peut jouer un rôle tant que l'inventeur d'une part ne veut pas se déssaisir de son invention et d'autre part tant qu'il n'est pas en état d'inspirer une entière confiance dans la rentabilité de son invention. Dans ce cas sans doute, s'il n'est pas lui-même capitaliste, il pourra avoir bien des difficultés pour se procurer les capitaux nécessaires à l'exploitation de l'invention : c'est là, comme on le sait, fréquemment le sort des inventeurs ! Mais ce sont cependant, pour les désigner plus exactement, des difficultés de *crédit* individuelles, qui n'ont rien à voir avec la question, si dans *l'intérieur d'une économie nationale*, il y a ou il n'y a pas le capital nécessaire à l'exploitation d'une méthode reconnue avantageuse et mise à la libre disposition des entrepreneurs de production.

trionpher des « résistances de frottement » ci-dessus mentionnées, elles remplacent les anciennes méthodes de production si exclusivement et si généralement, que celles-ci ne conservent aucune chance d'être de nouveau réintroduites. Leur exploitation appartenant déjà à l'état de persistance, ce n'est plus du progrès. Si cette source doit devenir de nouveau l'occasion d'un progrès, il faut qu'il se fasse de nouvelles inventions, et s'il ne s'en produit pas pendant un certain temps dans un état « stationnaire » de la connaissance technique de la production, alors l'occasion tarit complètement dans l'économie nationale en question, d'augmenter le rendement du procédé de production en usage jusqu'alors par l'application d'une invention qui abrège les processus. L'emploi des méthodes abrégeant les processus afin d'atteindre à de plus grands résultats dans la production est, pour me servir de termes en vogue, dans l'économie nationale un phénomène « dynamique », non pas un phénomène « statique ». Et l'excédent de rendement qui en découle, je voudrais le remarquer accessoirement et par anticipation, se rapporte bien plus à des gains personnels d'entrepreneurs et à des profits occasionnels qu'à une quote-part normale de l'intérêt proprement dit du capital.

Il en est tout autrement des inventions avantageuses qui comportent un allongement de la période de production en usage jusqu'alors. Pour les exploiter, il ne suffit pas que leur connaissance soit devenue un bien commun et que toute indolence et toute paresse qui s'oppose à leur application soit surmontée ; il faut en outre que la provision de subsistances de l'économie nationale en question ait subi

un accroissement assez grand, pour qu'elle puisse suffire au temps d'attente prolongé. Or, la provision de subsistances d'une économie nationale n'augmente, comme nous l'avons montré en temps opportun, que par la voie lente et graduelle de l'épargne ; mais le nombre des méthodes imaginées depuis un temps plus ou moins long, qui comportent un allongement du processus de production en usage auparavant et qui, par conséquent, pour pouvoir parvenir à la réalisation, recourent à l'envi au fonds de subsistances, est légion : et ainsi il arrive que les inventions allongeant les processus ne conquièrent pas d'emblée tout le domaine naturel de leur application, mais elles ne peuvent parvenir à être exploitées pratiquement que dans la mesure où, dans leur concurrence avec les autres inventions exigeant un allongement de la période de production, elles peuvent conquérir une part de la provision de capital existant en général dans l'économie nationale.

Naturellement ce qui décide dans ce concours, ce n'est pas l'antériorité de l'invention, mais la supériorité du rendement. On applique les capitaux existants avant tout aux emplois les plus lucratifs, sans s'inquiéter s'ils appartiennent à une invention faite il y a cent ans ou dix ans ou tout récemment, et on n'alloue des capitaux aux applications moins lucratives — du moins intentionnellement — que lorsque et dans la mesure où toutes les séries d'applications plus rentables ont déjà reçu une part satisfaisante de la provision de capital disponible. En outre il arrive régulièrement que les occasions d'appliquer une même invention diffèrent beaucoup entre elles quant à leur résultat. Le même

principe de drainage par exemple, dans un terrain particulièrement propre à son emploi, pourra doubler le produit d'une journée de travail, l'augmenter ainsi de 100 %, tandis que dans un autre terrain l'augmentation pourra n'être que de 50 % et dans un troisième de 20 % et ainsi de suite, et dans un dernier terrain, pour lequel son emploi ne comportera plus qu'un avantage minime, cette augmentation ne sera peut-être plus que de 1/2 %. De même, il y a des chemins de fer, des fabriques, des transmissions de force, des canalisations achevés ou projetés avec tous les degrés de rentabilité de 50 à 1 %.

Ainsi il arrive qu'à un moment donné, non seulement de nouvelles inventions de date récente, mais des inventions de tout âge, d'âge souvent fort respectable, que la génération actuelle a cessé depuis longtemps de regarder comme des « inventions », attendent encore la mise en application en raison du faible rendement des couches de leur domaine exploitable. Les plus brillantes applications des plus brillantes inventions conquerront toujours assez rapidement leur part de la provision du capital, même si celle-ci était très modique, mais un nombre infini d'inventions faisant moins fortement progresser le rendement et encore une plus grande quantité d'occasions d'emploi moins lucratives même d'idées efficaces d'inventions s'accumuleront. Sur les restes inexploités d'anciennes et de très anciennes années d'inventions, s'entassent les séries d'inventions des années récentes et des plus récentes qui attendent l'exploitation, et tout cela fait définitivement une telle masse que les ressources mêmes des plus riches

nations sont de beaucoup insuffisantes pour réaliser effectivement tous les allongements de production avantageux qu'offre l'état des connaissances techniques.

Il ne faut pas se laisser induire en erreur sur cet état de choses par ce fait que les capitalistes sont souvent embarrassés pour placer leurs capitaux croissants au *taux jusqu'alors en usage*, ou que beaucoup de ces placements paraissent économiquement non rentables, parce que l'avantage de production qu'ils comportent ne compense pas l'intérêt au taux usuel. Dans ces cas il n'y a en fait ni surabondance de capital, ni manque d'occasions d'emplois rémunératrices, mais en réalité l'état des choses est celui-ci : le capital existant est insuffisant à l'exploitation de tous les détours de production avantageux et par suite ce sont toujours les occasions d'emploi les plus avantageuses qui sont choisies, parmi les nombreux emplois avantageux, et c'est le degré d'avantage, qui peut être obtenu par ce choix et par l'exploitation avec le capital disponible, qui détermine à chaque moment le taux de l'intérêt résultant de l'insuffisance du capital.

De même que sur les échelles de nos cours d'eau on ne prend pas pour zéro le point où le cours d'eau est complètement à sec, — qui indiquerait le zéro absolu — mais qu'on adopte d'habitude un certain point plus élevé et qui correspond à peu près à l'état normal de l'eau, il faut aussi distinguer un double point zéro dans la question de rendement des détours de production. Premièrement, un zéro relatif qui implique en soi le taux d'intérêt en usage, de sorte qu'une application qui rapporte juste l'intérêt

usuel mais rien de plus désigne le zéro, mais que des applications qui, tout en rapportant quelque chose, rapportent moins que le taux usuel, sont déjà considérées comme au-dessous de zéro et passent pour non « profitables ». Mais à côté de cela, il y a aussi un zéro absolu qui se trouve là où l'allongement du détour de production ne rapporte en réalité rien du tout, c'est-à-dire où sur le chemin de production plus long avec chaque unité de moyen productif (par exemple chaque journée de travail), on n'obtient pas plus de produit que sur le chemin plus court. Or, entre les deux zéros il y a une zone excessivement large où un allongement du processus de la production donne à la vérité un accroissement de produit, qui reste toutefois au-dessous du taux usuel de l'intérêt. Pour la question du plus grand rendement technique, qui est seule en discussion ici, il va de soi que toute cette large zone doit encore être comptée parmi les « détours de production avantageux ». Seulement ils ne sont pas aussi avantageux que ceux que le capital peu abondant a choisis avant eux pour l'exploitation : c'est pourquoi ils sont provisoirement encore laissés de côté, parce que pour recueillir le médiocre avantage qu'ils donnent, il faudrait enlever un capital à un emploi encore préférable. Seulement ils attendent l'exploitation, et comme le montre l'expérience, ils arrivent peu à peu dans la mesure où le stock social du capital augmente et — d'après la belle et frappante comparaison de Turgot — que la baisse du taux de l'intérêt, qui est à la fois « l'effet et l'indice de l'abondance des capitaux », les fait surgir de la mer de la non-rentabilité relative.

On peut difficilement se faire une idée exagérée de la quantité énorme d'allongements de production avantageux connus à un moment donné et qui ne restent inexécutés que par manque de « capital » (1). Il faut seulement pour en avoir un aperçu, ne pas uniquement penser aux « inventions » proprement dites qui frappent les yeux et qui n'ont pas encore trouvé leur pleine exploitation — bien que ce seul groupe représente déjà une masse considérable qui a notamment son importance par la quantité des capitaux qu'il réclame —. Qu'on songe à la colossale demande de fonds à placer qu'ont provoquée une demi-douzaine seulement d'inventions des cent ou cent cinquante dernières années et qu'elles continuent à susciter : l'invention des machines à vapeur, des chemins de fer, des télégraphes avec les câbles sous-marins, du téléphone, de la transmission électrique de la force, etc. Mais à côté des innombrables inventions nouvelles qui exigent une plus forte avance de travail antérieur, il y a encore une quantité plus considérable d'avantages de production vulgarisés depuis longtemps, ne comptant plus depuis longtemps comme « inventions », qui également sont loin d'avoir épuisé le domaine d'application qui peut leur être assigné. Beaucoup d'entre eux sont d'une nature si spéciale, qu'ils ne peuvent trouver d'application que dans des branches déterminées de production, comme par exemple l'emploi des engrais artificiels et le drainage dans l'agriculture. Mais beaucoup d'autres sont d'une nature plus générale et peuvent utilement s'appliquer aux branches les plus diverses

(1) V. la remarque ci-dessus page 287 de cet *Appendice*.

de la production, en tout cas en les y adaptant convenablement — circonstance dont j'aurai plus tard à faire une application particulière à notre sujet. De ces types plus généraux fait partie par exemple le principe de la transmission, qui trouve les applications les plus variées sous les formes particulières de conduite d'eau potable, conduite de gaz, distribution des forces hydrauliques, rigoles des salines, fils télégraphiques et téléphoniques, transmission de force, etc : le type de la préservation représenté par les clôtures, les haies, les palissades des champs, par les murs, les grilles etc., des fabriques et des ateliers, par les serrures de sûreté, les coffres-forts, etc., par les digues, les paratonnerres, les appareils pour extinction des incendies, les sémaphores, etc. destinés à nous défendre contre les éléments ; il y a encore le type des locaux et des réservoirs destinés à la conservation, comprenant les granges, les remises et les greniers des agriculteurs, les magasins, les caves, les entrepôts de l'industrie et du commerce en gros, les armoires, les tiroirs, les caisses, les bouteilles, les locaux etc. du débitant et du pharmacien, tous susceptibles de dispositions si variées ; les nombreux types des machines et des appareils les plus simples : leviers, cylindres, vis, cabestans, chaînes de transmission, soufflets, ventilateurs, etc.

Il serait facile d'allonger la liste à l'infini ; je veux cependant mentionner encore un type seulement, qui est susceptible de l'emploi le plus général, qui a le rapport le plus clair et le plus immédiat avec l'allongement de la période de production et qui possède en soi en même temps le minimum possible du caractère d'une invention : c'est simplement

l'établissement plus solide de tous les appareils de production de quelque nature qu'ils soient, bâtiments, machines, outils, rails, barrages, etc. Sans doute que tous les travaux préliminaires de la production sans exception se font avec un degré différent de résistance, qui dépend ou bien du choix des matériaux diversement résistants (bois tendre, bois dur, brique, pierre de taille, fonte, fer forgé, acier, acier Bessemer !) ou bien du plus ou moins de soin dans l'exécution. L'établissement plus résistant entraîne en général une plus grande dépense d'unités de moyens de production, de journées de travail, par exemple. Il renferme en soi un avantage technique de production dans notre sens, tant que (1) l'accroissement de durée l'emporte sur l'accroissement nécessaire des moyens de production qu'il faut sacrifier à cette fin. Quand par exemple, une machine de construction moins solide coûte 100 journées de travail et dure cinq ans, et que construite plus solidement elle coûte 150 journées de travail et dure dix ans, cela signifie évidemment que la construction la plus solide est une méthode de production techniquement plus

(1) « Tant que », comme je m'exprime dans le texte et me suis exprimé identiquement dans mes *Strittige Fragen*, p. 244, ne veut naturellement pas du tout dire « toujours » : aussi peu qu'à mon avis tout allongement d'un processus de production *doit* augmenter son rendement, tout aussi peu c'est et c'était mon opinion, que toute production plus solide d'un instrument doit toujours et nécessairement comporter un avantage technique de production. Cependant plus d'une fois on m'a attribué à tort cette opinion : ainsi Landry (*Intérêt du capital*, p. 283 « ... cette construction plus soignée *ne peut pas manquer* d'accroître le produit » ; et une seconde fois p. 286). Cf. maintenant mes explications expresses dans le 2^e chap. du II^e liv. nouvellement intercalé (p. 211 s.).

avantageuse, puisque dans le premier cas la journée de travail est compensée par $\frac{5 \times 365}{100} = 18,25$ journées de service de la machine et dans le 2^e cas par $\frac{10 \times 365}{150} = 24,33$ journées de service. Il est tout aussi clair que la construction plus solide indique un allongement du processus de production. Car si la machine dure cinq ans, les unités de travail employées à sa construction réalisent leurs services productifs en moyenne déjà deux ans et demi après l'achèvement de la machine, et seulement cinq ans après ce moment, si la machine dure dix ans. Contre cette large estimation que j'ai faite de l'espace qui reste en tout temps ouvert aux allongements avantageux de la production, même sans qu'il y ait de nouvelles inventions, le professeur Taussig dont j'ai le plaisir de partager les vues sur bien des points, a soulevé l'objection suivante qu'il a motivée de façon intéressante : si l'on suppose un état stationnaire des connaissances techniques (« condition in which the arts are stationary »), on ne doit pas non plus logiquement supposer qu'un accroissement de capital puisse se manifester par un accroissement d'autres instruments meilleurs que ceux que l'on a employés jusqu'alors, car le passage à d'autres instruments meilleurs est déjà un fait du progrès et de l'invention (improvement and invention) : on ne doit bien plutôt compter comme augmentation de produits que les occasions qui résultent d'une multiplication ou d'une augmentation des instruments exactement identiques à ceux qui ont existé jusqu'alors. Mais le cercle dans lequel on pourrait par un simple entassement d'instruments d'« anciens modèles » (old fashioned tools)

encore tirer quelque accroissement de produits, Taussig croit devoir l'estimer très médiocre, si médiocre que, d'après son opinion, dans le cas où de nouvelles inventions ne fourniraient pas de nouvelles occasions d'emploi, un accroissement relativement minime du capital existant dans l'économie nationale épuiserait complètement ce cercle et ferait tarir les occasions qui s'offrent d'allonger avantageusement la production (1).

Je voudrais tout d'abord faire remarquer, que la différence d'opinion entre le professeur Taussig et moi me semble être simplement quantitative et non essentielle. Car pour les autres conséquences, que je compte déduire des thèses que j'ai développées ci-dessus, rien d'essentiel ne dépend de la largeur ou de l'étroitesse de la zone des occasions restées libres, non mises à profit par l'état antérieur du capital de l'économie nationale : il suffit en général qu'elle existe : et son existence n'est pas non plus contestée par Taussig (2). Autant que je vois, il n'a lui-même déduit de cette différence d'opinion purement quantitative, aucune autre conséquence dirigée contre le fondement de ma théorie. Malgré cela je me crois obligé par égard pour la vérité objective, de compléter mes explications antérieures en faisant ressortir spécialement les raisons qui me semblent opposées à la conception de Taussig.

(1) TAUSSIG, *Capital, Interest and, diminishing returns*, dans *Quarterly Journal of Economics*. Vol. XXII, mai 1908, p. 333 s., surtout 355-360.

(2) Il admet en effet seulement (*op. cit.*, p. 355) que l'emploi de l'accroissement du capital à la simple multiplication des outils « démodés » conduirait « bien vite » à un état où il n'y aurait plus de nouvel accroissement de productivité.

Taussig, à ce que je crois, néglige entièrement une partie de la zone existante et évalue beaucoup trop bas les dimensions de l'autre partie. Il admet trop promptement qu'un état stationnaire des connaissances techniques de la production ne permettrait qu'une copie tout à fait servile des instruments déjà existants. Il n'en est pas ainsi. Car constamment on a déjà connaissance de toutes sortes de choses qu'on n'a pas pu jusqu'alors réaliser, seulement parce que le calcul économique l'interdisait. Les techniciens ont constamment connaissance de certains instruments ou d'instruments de qualités techniquement supérieures dont la production effective et l'exploitation sont empêchées en ce moment par le « manque de capital » ou pour exprimer la chose dans la tournure de phrase qui trouve accès dans les motifs des praticiens, par leur rendement encore trop minime en comparaison du taux courant de l'intérêt. Il n'y a point d'entrepreneur possédant une expérience technique et commerciale qui ne voie clairement qu'une fabrique modèle doit rationnellement être organisée autrement et disposer de plus grands capitaux si le taux de l'intérêt est à 1%, que si le taux est de 5%, et aucun ne sera embarrassé s'il est obligé de s'occuper d'une telle transformation avec le trésor de connaissances disponibles jusqu'alors et sans nouvelles inventions, et même de l'exécuter dans le cas où le taux de l'intérêt tomberait à 1%. Il y a beaucoup de perfectionnements techniques, qu'on connaît déjà aujourd'hui, et que l'entrepreneur, après un calcul attentif, ne veut pas encore introduire dans la pratique parce qu'ils ne rapporteraient que 2 ou 3%, tandis que le taux dominant est encore

4 ou 5 %. Et pour ne choisir en guise d'exemples que quelques-unes des possibilités les plus évidentes et les plus générales, il y aura toujours quelque occasion de recueillir un avantage technique aux dépens de la quantité du capital engagé et de la durée de son placement, en assurant à une installation industrielle plus de solidité et plus de durée, en choisissant un plus long temps d'exploitation des forêts dont on tire le bois de construction, etc., avantage qui auparavant, avec un taux d'intérêt plus élevé, n'aurait été précisément que technique et non économique. Bref, même dans l'absence de nouvelles inventions, il y a encore place, non seulement pour la copie servile de ce qui est ancien, mais aussi pour la production d'instruments et de qualités qu'on n'a pas effectivement produits jusqu'alors.

Or, cette différence de qualité de l'outillage qu'ont aujourd'hui en réalité les industries les plus parfaitement outillées, en comparaison de celui qu'on pourrait leur donner déjà aujourd'hui rationnellement sans de nouvelles inventions et qu'on leur donnerait si seulement disparaissait la pénurie actuelle du capital et le taux d'intérêt qui lui correspond, voilà ce qu'on peut se représenter facilement et dont Taussig me semble n'avoir tenu aucun compte.

Pour ce qui concerne la mesure dans laquelle même une imitation exactement servile et la multiplication d'instruments déjà existants pourrait conduire à une augmentation technique de produit (1)

(1) Je ne puis souligner assez fortement que pour la question exposée ici, ce qui importe c'est simplement l'augmentation technique de produit par unité de moyen de production, par journée de travail par

je recommanderai de juxtaposer les simples considérations qui suivent : Combien peu d'exploitations sont, même dans le pays le plus riche, à l'apogée de l'outillage le plus parfait auquel puisse atteindre la technique actuelle, et quelle immense masse de capital trouverait encore son emploi même dans les pays les plus riches pour assimiler l'outillage de tout le travail national, jusque dans les exploitations les plus arriérées, à celui des exploitations modèles les plus avancées ! Et en outre quelle grande différence n'y a-t-il pas dans l'outillage moyen de ces nations les plus riches d'une part et des nations de fortune médiocre et surtout des économies nationales les plus arriérées d'autre part ! Quelqu'un pourra-t-il croire, par exemple, qu'un accroissement du capital russe d'une simple fraction de son montant actuel pourrait suffire pour élever au niveau des exploitations modèles les plus perfectionnées de l'Angleterre ou de la Belgique tout l'outillage de l'économie nationale russe dans toutes les branches de la production et de la circulation ? N'est-il pas de la dernière évidence qu'il faudrait plutôt un multiple du capital existant ? Donnons au moins un chiffre concret qui puisse rendre sensible les quantités qui sont en question ici : à la fin de 1905 on évaluait le capital engagé dans les chemins de fer construits jusqu'alors à environ 182.275 millions de marks. C'est précisément cette invention déjà vieille de près d'un siècle et techniquement excessivement efficace dont l'exploitation est relativement très avancée ; malgré cela

exemple et non la productivité économique qui suppose déjà le taux courant de l'intérêt, v. ci-dessus p. 295 de cet *Appendice*.

quelqu'un oserait-il soutenir qu'on a déjà construit le quart ou même la dixième partie des chemins de fer qui devraient raisonnablement être construits dans l'économie mondiale et seront construits effectivement dans la mesure où le permettra l'accroissement du capital et la baisse du taux de l'intérêt (1) ?

*
* * *

Résumons les points principaux de notre sujet.

Les méthodes imaginées au cours du développement de l'esprit humain pour perfectionner techniquement la production des biens, comportent du moins en grande partie (2) un allongement des détours de production usités jusqu'alors. En tant que ce cas

(1) Il se peut que dans l'intervalle une autre invention plus efficace vienne remplacer les chemins de fer et ralentisse ou arrête leur développement ultérieur : mais alors l'exploitation de cette nouvelle invention exigera également un investissement de capitaux, et il serait difficile d'établir s'ils pourraient être moins considérables. Je sais d'ailleurs très bien que pour la thèse que je soutiens contre Taussig je ne dois pas faire entrer en ligne de compte le besoin de nouvelles inventions ; mais naturellement il ne faut pas non plus tenir compte de l'obstacle que de nouvelles inventions pourraient créer pour empêcher les anciennes méthodes de se maintenir jusqu'au bout. Je serais d'ailleurs presque tenté de présumer, en voyant l'estimation si étonnamment basse de Taussig, qu'involontairement et inconsciemment il avait déjà, chose inadmissible dans cet enchaînement d'idées, mis en jeu ces obstacles puissants. Déjà l'expression « old fashioned tools » nous donne comme malgré nous l'idée d'une moindre utilité, d'un moindre usage, idée dont il est aussi nécessaire que difficile de nous défaire complètement dans notre question.

(-) Comme on l'a remarqué ci-dessus, je pourrais sans scrupule dire « pour la plus grande partie ». Je me contente de la rédaction du texte, parce que dans cette étendue seulement mon opinion a de l'importance pour mon sujet.

se présente, sa réalisation effective est, même quand on a triomphé de toutes les autres difficultés qui barrent le chemin à l'innovation, encore constamment liée à cette autre hypothèse, que la provision de subsistances disponibles est suffisante pour le temps d'attente allongé. Conformément à l'expérience le montant effectif de la provision de subsistances accumulées même chez les nations les plus riches, et à plus forte raison chez celles qui sont moins bien pourvues, est bien au-dessous de celui qui serait nécessaire pour exploiter jusqu'à épuisement tous les allongements de production techniquement avantageux qu'on connaît à un moment donné. Aussi de tout temps il n'a été effectivement exploité et l'on n'exploite effectivement qu'une partie, et à la vérité par voie de sélection la partie la plus lucrative des allongements de production possibles d'après l'état des connaissances techniques, tandis que le reste encore avantageux, mais à un degré moindre comparativement aux allongements préférés, devra attendre jusqu'à ce que — si cela peut arriver jamais — un accroissement du capital accumulé en permette aussi l'exécution. Pour cette raison, il y a actuellement et, aussi loin que portent les expériences faites jusqu'à ce jour, en tout temps pour quiconque peut satisfaire à la condition matérielle d'une voie de production allongée, c'est-à-dire, peut se procurer un capital suffisant pour la parcourir, une occasion à sa portée pour obtenir une augmentation technique de rendement par l'allongement du procédé de production en usage jusqu'alors. Ces occasions sont à la portée de tout le monde. On n'a pas besoin ni d'être soi-même inventeur de détours de produc-

tion « sagement choisis » ni d'attendre une semblable invention. On a déjà de ces inventions en réserve, elles sont accessibles à quiconque sait s'orienter dans les méthodes de production de sa spécialité, comme il convient à un entrepreneur de production, et elles attendent en masse celui qui rendra leur réalisation possible en disposant d'un complément de capital.

Ces occasions sont en outre pour le plus grand nombre répandues sur tout le vaste domaine de la production. A la vérité il n'est pas strictement nécessaire qu'à chaque instant chaque branche de production et chaque stade d'une de ces branches offre toute prête une telle occasion, mais il est extrêmement probable qu'il en est bien ainsi, en tous les cas, c'est bien plus probable que le contraire. Car, d'un côté, nous savons que les anciennes inventions et les anciens avantages de production s'emmagasinent aussi d'habitude avec leurs occasions d'emploi moins lucratives ; ce serait par suite un pur hasard si une branche déterminée de production n'avait été ni autrefois ni récemment l'objet de quelque invention comportant un allongement du processus de la production, ou si, ce qui serait également contre toute vraisemblance, des inventions de ce genre s'étaient rencontrées et avaient déjà auparavant été exploitées toutes ensemble jusqu'au zéro de leur rentabilité technique, bien que dans l'intervalle la pénurie du capital n'ait sûrement jamais complètement disparu dans l'économie nationale en question. D'un autre côté, comme nous l'avons également déjà remarqué, certaines inventions et notamment certains avantages de production vulgarisés peuvent s'adapter à presque toutes les branches de production

et s'employer d'une façon si générale, que de nouveau ce serait, je ne dirai pas inimaginable *a priori*, mais le plus singulier des hasards, si une branche déterminée de production n'avait rien de commun avec aucun de ces types généraux. Je crois en effet, et c'est la plus fine pierre de touche de ce qui a été dit, qu'il n'y a pas un seul entrepreneur compétent d'une branche quelconque de production qui serait embarrassé pour améliorer (1) son exploitation industrielle dans le cas où il disposerait de capital à son gré.

De cette façon, quiconque a le pouvoir d'allonger les processus de la production a aussi le pouvoir d'obtenir plus de résultats techniques. Il a ce pouvoir, ainsi que je le disais plus haut « en ce moment et, autant que le prouvent les expériences faites jusqu'ici, en tout temps ». Sans doute qu'au fur et à mesure que le capital national s'accroît (2) les anciennes occasions sont successivement utilisées et puis écartées. Mais l'esprit d'invention ne s'arrête pas non plus, et parmi les inventions qui viennent à éclore, il y en a toujours de nouveau une grande partie qui sont de nature à ce que leur exécution

(1) Pas simplement pour l'agrandir avec une installation du même genre, ce qui est tout autre chose.

(2) Il en est de même s'il se produit des inventions abrégeant les processus qui mettent en disponibilité, à l'usage d'autres allongements de production, toutes les provisions de subsistances, qu'elles ont usées en moins que les procédés de production plus longs qu'elles ont remplacés. — J'ai à peine besoin de mentionner spécialement, que l'action de l'augmentation du capital national dont j'ai parlé dans le texte s'applique seulement à une augmentation relative par tête de la population et non pas à une augmentation absolue qui ne dépasserait pas l'accroissement de la population.

réclame un allongement des méthodes de production jusqu'alors en usage, et celles-ci s'ajoutent assise par assise à la réserve en train de fondre, de telle sorte qu'elle ne s'épuise jamais. Tout comme, chaque année le soleil d'été ronge constamment par leur extrémité inférieure les masses neigeuses des glaciers que leur pesanteur fait glisser vers la vallée, pendant que dans les froides régions supérieures les couches de glace s'entassent de nouveau les unes sur les autres et conservent au glacier un aspect de permanence (1).

En sera-t-il aussi ainsi en tout temps ? Je ne vois aucune raison pour prophétiser une fin prochaine ou même prévisible pour des raisons d'ordre pratique. Il est certain que la chose ne peut pas se prolonger littéralement à l'infini (2). Il est certain qu'il

(1) C'est, à ce que je crois, le point sur lequel Taussig se rencontre de nouveau avec moi. Il considère à la vérité la provision amoncelée des allongements de production techniquement avantageux qu'on connaît comme bien moins importante que moi, mais il est, si je ne me trompe, cependant d'avis, que pratiquement elle n'arrive pas à l'épuisement, parce que, avant de s'épuiser, elle se complète constamment par de nouvelles inventions réclamant également un allongement de processus. Et comme il est tout à fait indifférent pour ma théorie, que la provision mise à la disposition de l'exploitation soit pratiquement inépuisable pour tel motif ou tel autre, pourvu qu'elle soit en général pratiquement inépuisable, cette divergence quantitative d'opinion ne nous sépare qu'en passant sur un point sans aucune importance pour l'essence de ma théorie.

(2) Fisher remarque très justement que « la terre limitée ne peut jamais avoir un produit illimité, et que par suite, si l'augmentation de produit se prolongeait indéfiniment, elle ne pourrait pas atteindre un maximum infini, mais s'approcherait indéfiniment d'un maximum fini par une sorte de progression asymptotique (*Rate of interest*, p. 67). Cette dernière forme se concilierait parfaitement avec mon opinion, que les augmentations de produit manifestent une tendance successi-

se manifeste en outre, comme je l'ai fait remarquer dès le début (1), une tendance à l'affaiblissement successif du phénomène, à la diminution successive de l'augmentation se rattachant aux allongements de la période de production qui se continuent un temps de plus en plus long. Entre autres raisons, puis-je ajouter maintenant, aussi parce que chaque fois que l'allongement des procédés de production est poussé très loin, un motif excessivement simple de caractère mathématique commence à agir de telle sorte que les occasions d'allongements avantageux de production encore plus étendus doivent peu à peu devenir, du moins relativement, plus rares. En effet plus la période de production précisément en usage dans la technique de production est longue et plus reculera la ligne de démarcation qui partage les nouvelles inventions en « allongeantes » ou « abrégées »; l'espace réservé aux dernières s'agrandit de plus en plus, l'espace réservé aux premières devient de plus en plus petit, et cela pourra à la longue n'être pas sans influence sur la durée et très généralement sur le rapport de fréquence réciproque des deux sortes : ce rapport se modifiera en faveur des inventions abrégées (2). Si, par exemple, dans

vement décroissante. Et pourtant je ne me sens nullement enclin, et n'ai aucun intérêt théorique à soutenir que ma règle continuera « indéfiniment » à être efficace, ne fût-ce même que dans un sens physiquement et mathématiquement possible.

(1) Voir *Théorie positive*, p. 196-197 s.

(2) Naturellement je ne veux pas dire par là que les inventions abrégées deviendront immédiatement les plus nombreuses — ce que je considère comme invraisemblable pour un temps très long — mais je veux dire seulement que tout en restant en minorité, le pourcentage représenté par cette minorité ira en augmentant.

une branche on s'en tient à une période de production de trois ans, une méthode de production nouvellement imaginée d'une éclatante productivité qui exige une période de quatre ans, sera du côté des inventions allongeantes. Mais si on en était déjà à une période de production de six ans, la même invention nouvelle si brillante tomberait complètement du côté des inventions abrégeantes. Dans le premier cas elle aurait aidé à exhausser encore la montagne des allongements de production avantageux disponibles ; dans le second cas, non seulement elle n'y ajoute rien, mais elle aide à lui enlever quelque chose, puisque son introduction met du capital en liberté qui peut être appliqué à l'exploitation de quelques autres allongements de production attendant leur réalisation (1).

Toutefois, à mon avis, celui qui soutiendrait que l'épuisement des allongements avantageux de la production peut en quelque sorte être prévu et que par son imminence, il doit être pratiquement pris en considération par l'économie humaine (2), serait plus hardi dans ses affirmations que celui qui, comme moi, tient compte d'une continuité d'action de notre règle ; je ne dirai pas infinie, mais indéterminée,

(1) Voir ci-dessus p. 303, note 2. — La pensée développée dans le texte est propre dans son détour à rendre sensible l'erreur que l'on commettrait à supposer que la tendance au développement est constamment dans le sens d'une abréviation de plus en plus grande des périodes de production ; voir une explication plus détaillée à ce sujet dans l'Appendice II.

(2) Comme Landry, par exemple, *L'intérêt du capital*, p. 290 s. : « ...il est vraisemblable qu'au-dessus d'une certaine durée d'attente proche de celle des productions effectivement organisées il n'y a plus d'allongement qui augmente le produit de l'unité du capital. »

qu'aucune limite déjà visible ne vient encore borner. L'expérience ne nous a pas encore montré une semblable limite, bien que les nations riches aient déjà parcouru une partie imposante du chemin des allongements croissants de production. Dans beaucoup de branches de la production, dans les mines, dans les perfectionnements agricoles, dans tout ce qui concerne la construction et les voies de communication, il y a déjà du travail fait d'avance pour des générations, et nous verrons sans discontinuité, qu'un emploi encore plus fort de travail antérieur sera reconnu encore comme techniquement rémunérateur. L'économie forestière qui offre en général à la fois l'exemple le plus simple, le plus clair et le plus accessible au calcul numérique d'un fructueux allongement de la période de production, montre des cas, où l'extension de la période de production à des siècles, jusqu'à l'extrême limite de croissance des végétaux forestiers de longue durée, est encore accompagnée d'une augmentation technique de produit (1). En outre il est dans la nature des choses, comme j'ai eu antérieurement l'occasion de le montrer (2), que toutes les méthodes de production plus artificielles, puisqu'elles visent à « capter » des forces naturelles auxiliaires, doivent par principe

(1) On sait que la rentabilité *économique* concorde avec un allongement de la période d'exploitation forestière aussi longtemps que l'augmentation annuelle du bois de l'arbre représente un pourcentage de la masse de bois déjà incorporé dans l'arbre, plus grand que ne le comporte le taux courant de l'intérêt. L'augmentation *technique* de productivité, au contraire, continue tant que — si toutefois les plantes forestières ne réclament pas encore un travail courant d'entretien — la plante vieillissante gagne encore en bois.

(2) Voir *Th. pos.*, p. 296-297.

aboutir à des détours, et rien n'indique, qu'à partir d'une limite déterminée pratiquement proche, parmi le nombre infini de combinaisons de détours imaginables, ce soient précisément les plus compliquées, les plus sectionnées des combinaisons qui doivent être exclues de participation au progrès ultérieur possible. Pourquoi tous les bons numéros futurs du génie de l'invention seraient-ils précisément relégués dans la zone des combinaisons les plus simples, et pourquoi des mauvais numéros seulement tomberaient-ils dans le champ abondant à perte de vue des possibilités situées de l'autre côté ? Mais il me semble que c'est bien témérairement que quelques écrivains avancent avec assurance qu'à partir d'un certain point les règles de l'augmentation de productivité technique des processus de production plus longs se changent en leur contraire, et qu'au-delà de ce point un nouvel allongement des détours de la production conduirait forcément à une diminution positive de produit par unité de moyen de production (1). Je n'arrive pas à voir sur quel argument extrinsèque ou intrinsèque cette proposition pourrait s'appuyer.

Mais tout ce qui est au-delà de notre expérience, je puis en toute conscience l'abandonner aux conjectures fantaisistes. Je ne construis pas ma théorie sur d'incertaines formations techniques d'un avenir qu'on ne peut pas prévoir, je me tiens pour mes conclusions dans le cercle des faits qui nous sont accessibles. Je me donne en effet pour tâche d'expliquer les phénomènes économiques qui se tra-

(1) Par exemple LANDRY, *op cit.*, p. 290 s. et p. 291 note 1.

duisent en faits autour de nous, et pour cela je n'ai pas besoin de chercher des appuis dans l'avenir. Il suffit que la production capitaliste du passé, du présent et de l'avenir immédiat qu'on peut prévoir porte le caractère que je lui attribue et soit assujettie à la règle de l'augmentation de productivité des détours allongés de la production. De ces faits accessibles avec certitude résultent certains effets sur la formation de nos phénomènes économiques actuels que j'entreprends d'expliquer, et entre autres comme il sera montré dans mon livre, sur la naissance et la mesure de l'intérêt du capital. Si ces faits techniques devaient foncièrement se modifier dans un avenir quelconque, et si, par exemple, la zone ouverte aux allongements avantageux de la production, et qui jusqu'ici n'a jamais disparu, devait disparaître complètement par une abondance croissante du capital, ces modifications exerceront certainement une profonde influence sur le phénomène de l'intérêt de l'époque considérée, et ce sera l'affaire de la théorie de cette époque, de concilier les phénomènes modifiés de son temps avec les changements qui se seront produits dans l'intervalle dans la réalité, mais il est clair que ces évolutions hypothétiques de l'avenir n'ont rien à voir avec l'explication que j'ai à donner de l'état actuel des choses (1).

(1) Dans la première édition de cet ouvrage je n'ai pas en général expliqué expressément la question des limites temporelles de la règle de l'augmentation de productivité des détours plus longs de la production. Mais alors déjà il ne m'était pas venu à l'esprit d'admettre une extension littéralement infinie de cette règle ou de tirer des conséquences d'une autre donnée que celle-ci que les « limites » de son action ne peuvent être prévues « pratiquement » et qu'en tous les cas elles ne sont pas encore atteintes dans la pratique, c'est ce qui ressort de pen-

C'est dans le sens de tous ces développements que je désire qu'on comprenne ma thèse, que lorsqu'on choisit prudemment et qu'on allonge les détours de la production, on arrive généralement à une augmentation technique de produit. Ou, pour l'exprimer en termes qui prêtent encore moins à l'équivoque et qui en même temps conduisent à une contre-preuve jetant une vive lumière sur l'état des choses : nous nous en tenons aujourd'hui à toutes méthodes de production qui, si elles sont rationnellement choisies, représentent techniquement les meilleures de celles auxquelles nous pouvons recourir avec notre fonds de subsistances national actuel ; mais elles ne sont pas en même temps techniquement les meilleures que nous connaissions en général. Nous savons régulièrement ou littéralement que pour toutes, ou du moins pour le plus grand nombre de branches de production, il y a des méthodes encore meilleures techniquement, mais qui sont en même temps des méthodes plus longues et qui par suite ne peuvent pas être appliquées tant qu'un fonds de subsistances croissant ne permet pas de s'engager dans ces voies de production plus longues. Cette avance permanente (1) de notre savoir technique sur la mise en pratique ne s'applique qu'aux méthodes de produc-

sées exprimées incidemment comme celle-ci : « La demande (de biens actuels) est illimitée en *pratique* ; elle va du moins aussi loin que le rendement de la production peut encore s'accroître par l'allongement du processus de la production ; et cette limite est encore même chez la nation la plus riche bien au-delà de l'état actuel », 1^{re} édit., p. 353.

(1) En opposition avec les périodes de transition plus courtes qu'exige pour bien s'implanter toute innovation technique, simplement parce que c'est une innovation ; v. ci-dessus, p. 288 et mes *Strittige Fragen*, p. 29 et 32.

tion plus longues que celles employées jusqu'à présent : pour la simple raison que de plus courtes qui seraient en même temps plus avantageuses techniquement auraient gagné le premier rang et auraient été appliquées déjà même sans accroissement des fonds matériels.

Et maintenant la contre-partie qui complètera notre démonstration. Chaque fois que nous sommes forcés d'abrégé les détours de production en usage jusqu'alors, si notre méthode de production suivie antérieurement était rationnellement établie, et si aucune nouvelle invention n'est venue modifier l'état de productivité, nous retomberons nécessairement sur des méthodes techniquement moins productives.

Car si nous avons eu connaissance d'une méthode plus courte permettant d'obtenir autant et même plus de produit qu'avec la méthode plus longue employée jusqu'alors, ce serait celle-là et non celle-ci qui aurait dû rationnellement être choisie, parce qu'elle aurait au moins été avantageuse à cause des intérêts qui étaient à payer pour un temps moins long. Toutes les méthodes plus courtes qui ont été laissées de côté ou qui ont été abandonnées ont dû être techniquement moins bonnes que la méthode plus longue qui leur a été préférée ; autrement elles n'auraient pu être rationnellement abandonnées ou laissées de côté ; et par conséquent tout retour à ces méthodes doit être un retour à des méthodes techniquement moins bonnes (1).

(1) Naturellement on ne retourne jamais volontairement, sans une nécessité inhérente à la situation, à des méthodes techniquement plus mauvaises ; c'est pourquoi j'ai employé ci-dessus cette tournure de phrase : chaque fois que nous « sommes forcés » d'abrégé les détours

Nous pouvons donc encore formuler notre pensée de la façon suivante : dans l'état stationnaire de nos connaissances techniques, des allongements rationnels des procédés de production antérieurs conduisent régulièrement à une augmentation technique du produit, et des abréviations conduisent nécessairement à une diminution technique du produit.

« Dans l'état stationnaire » ai-je dit, et ceci me conduit à une dernière pensée qu'à la vérité je ne puis également aborder que par anticipation, mais qui doit être exprimée pour compléter par antithèse ce que j'ai déjà dit auparavant également par anticipation. La disposition des occasions d'allongements avantageux de production et la menace de moindres résultats dans le cas de l'abréviation de la période de production sont des faits de nature *statique*. Aussi font-ils partie de l'état de permanence des économies nationales. Leur persistance ne suppose pas des changements dynamiques dans l'état qui existe actuellement, mais inversement leur disparition supposerait de tels changements. Une abré-

de production. Cette contrainte peut avoir un caractère général, si le patrimoine national accumulé pour un motif quelconque subit une baisse générale considérable ; elle peut se présenter partiellement dans quelques branches de la production, si dans d'autres branches s'offrent des occasions de placement rapportant de grosses rentes et en même temps exigeant des capitaux considérables, ce qui attirerait une plus grande partie du fonds national vers ces branches de production plus avantageuses, et ne laisserait qu'une minime partie pour les autres branches. Le changement s'opère alors et se régularise sous l'influence d'une hausse du taux de l'intérêt. Fréquemment sans doute, même si le capital diminue, de nouvelles inventions peuvent empêcher que l'exploitation n'empire ; ce qui a été dit dans le texte n'apparaîtra que plus clairement, si l'appauvrissement d'une nation est accompagné d'une décadence de la culture intellectuelle.

viation de la période de production sans diminution de produit n'est possible que si elle est occasionnée ou accompagnée par une nouvelle invention abrégant les détours. Si celle-ci s'est généralement implantée à la place du procédé en usage auparavant, dans ce nouvel état de permanence, la règle qu'une abréviation de la période de production n'est possible qu'aux dépens de la productivité redeviendra aussitôt en vigueur. Elle cesse de l'être chaque fois et aussi longtemps que de nouvelles inventions abrégantes surgissent et que les changements qu'elles conditionnent dans la technique de la production ne se sont pas décisivement accomplis. Inversement, l'occasion d'allongements avantageux de la production ne pourrait arriver à manquer complètement que par le fait dynamique d'une augmentation extraordinaire du capital existant. Même si nos connaissances ne s'enrichissaient d'aucune invention nouvelle comportant des allongements de la production, la provision actuelle d'occasions inexploitées de ce genre, et même si elle était aussi petite que Taussig le pense, serait en état de durer à tout jamais sans être épuisée, si toutefois il ne survenait pas un changement dynamique d'un autre facteur : à savoir une augmentation du capital existant qui ne serait pas simplement absolue, mais aussi relative par rapport au chiffre de la population, et dont l'excédent relatif devrait suffire à mettre à flot toute cette provision. Dans la réalité les changements dynamiques agissent sans cesse des deux côtés de la situation ; il se fait constamment de nouvelles inventions prolongeantes et abrégantes, et le capital existant varie constamment absolument et relativement. Ces changements dyna-

miques modifient constamment l'intensité de notre phénomène, l'affaiblissent et le renforcent alternativement sans l'annuler jamais dans le cercle de notre expérience (1). Mais c'est dans l'état de permanence que son existence serait le plus sûrement garantie ; c'est, ainsi que je le disais plus haut, un phénomène statique (2).

(1) Pour écarter expressément un malentendu, qui à la vérité n'est possible que si on considère la chose superficiellement, je remarque que d'après ce qui a été observé jusqu'à ce jour, il y a bien quelques exemples où il a été momentanément impossible de trouver dans des situations déterminées quelque emploi productif de capitaux déterminés ; cela tenait évidemment toujours à des difficultés transitoires de nature personnelle ou concrète, mais jamais à une pléthore générale et réelle du capital en face des occasions d'emploi qui se présentaient. Cf. aussi les explications ci-dessus p. 292 s.

(2) Il ne faudrait pas, à la vérité saisir le concept de « statique » ou « stationnaire » de façon aussi singulière et aussi contradictoire que l'a fait un jour Bortkiewitsch dans son ardeur de polémiste. Se rattachant à la proposition connue de Clark que l'intérêt du capital considéré comme un phénomène statique ne pouvait non plus être expliqué pertinemment que par des causes statiques, il s'efforce à élever contre l'explication que j'ai donnée de l'intérêt du capital qui, entre autres se rattache, aussi à l'augmentation de productivité des détours allongés de la production, cette objection que mon explication « ne semble applicable qu'à un état progressif de la société, mais non en même temps à son état stationnaire. » Car — voici son argumentation — la simultanéité supposée dans mon raisonnement (à ce qu'il prétend !) de méthodes de production de degré différent de productivité « fait allusion à un *progrès technique* s'accomplissant actuellement ou *ayant eu lieu auparavant* » *Schmoller's Jahrbuch*, vol. XXX, p. 962). Les mots soulignés par moi n'admettent dans la suite du raisonnement que ce seul sens que Bortkiewitsch ne considère l'état d'une société comme « stationnaire » que lorsqu'en réalité elle ne fait point de progrès et que *même elle n'en a jamais fait dans le passé*. Mais il est évident qu'une semblable restriction du concept « stationnaire » est non seulement tout à fait arbitraire et tout à fait inapplicable, mais elle lui enlève en outre toute raison d'être, parce que dans ce sens aucun état stationnaire ne serait plus imaginable après l'époque d'Adam et d'Ève ; tout aussi peu qu'il

Et tandis qu'auparavant j'ai eu une fois l'occasion de dire que les profits et les augmentations de rendements en rapport avec les inventions dynamiques abrégées concernent plus les profits personnels des entrepreneurs et les profits des conjonctures que les intérêts du capital proprement dits (1), j'ai maintenant à faire ressortir parallèlement que les profits et les pertes en rapport avec nos phénomènes statiques, sont en étroite relation avec le taux de l'intérêt du capital proprement dit, qui est également un phénomène statique de notre économie nationale. Tous ces points seront d'ailleurs encore plus clairement établis dans d'autres parties de cet ouvrage (2).

pourrait jamais y avoir un « lièvre assis » si on ne se contentait pas d'exprimer par ce prédicat que le lièvre est effectivement assis, mais qu'on voulait encore lui faire dire que le lièvre n'a jamais pu être en mouvement auparavant. Comme il est facile de le voir, Bortkiewitch avec cette conception enlève en outre tout fondement à son argument, car dans ce sens l'intérêt du capital lui-même ne pourrait exister que dans une société « progressive » puisque tout intérêt de capital suppose au moins l'existence d'un capital et que celui-ci a dû être créé une fois, sinon maintenant, cependant auparavant par un « progrès » dans la formation du capital.

(1) Voir ci-dessus p. 289.

(2) Le lecteur s'intéressant aux détails théoriques est prié de consulter en outre pour tout ce chapitre mes *Strittige Fragen* 1^{re} dissertation. Je voudrais en particulier attirer l'attention sur certains développements que je ne répète pas ici relatifs à l'étendue dans laquelle j'ai besoin d'affirmer ma règle et de la démontrer, pour appuyer les conséquences que j'en tire dans d'autres points de ma théorie (p. 39 s.). Je me permets en outre pour l'exposition détaillée de ma théorie d'attirer l'attention sur les développements contenus dans les Appendices II et IV de ce volume.

Quant à l'ouvrage de Cassel (*Nature and necessity of interest*, 1903) où prédominent des idées opposées aux miennes et que je considère, en dépit du manque si souvent apparent d'une réflexion prévoyante et impartiale, comme une des plus intéressantes œuvres dont se soit

B. — PREUVES

On a demandé quelles preuves je pouvais fournir de l'exactitude de ma thèse sur l'augmentation de productivité des processus allongés de production. Je présume et j'espère que maintes de mes explica-

enrichie récemment la littérature du capital, je ne crois pas superflu d'ajouter encore cette remarque capable d'orienter le lecteur : sur l'état des faits exposés dans cet appendice, Cassel a visiblement assez exactement la même opinion que moi, bien qu'il lui donne une autre forme terminologique. A l'expression « période de production » il attribue un tout autre sens que moi, et la partie la plus importante de ce que je nomme l'engagement dans des détours plus longs de production avantageux techniquement, c'est-à-dire la construction de produits intermédiaires de longue durée comme les machines, les chemins de fer, les canaux, les travaux hydrauliques, etc., est traitée par lui sous le nom de « substitution d'utilisation du capital à d'autres facteurs de production » (p. 122). Mais ce qu'il dit dans la question elle-même de la possibilité « pratiquement illimitée » (p. 108) de ces emplois du capital techniquement avantageux, de la constante insuffisance du « supply of waiting » existant, du rôle du taux de l'intérêt dans le choix des emplois de capital de ce genre effectivement réalisables parmi le nombre bien plus grand d'emplois en général possibles, et particulièrement quand il avance que beaucoup de ces derniers emplois se transforment, si le taux de l'intérêt baisse, immédiatement de « possibilités techniques » en « avantages économiques » et arrivent à une réalisation effective, et qu'en outre si l'intérêt disparaissait entièrement il n'existerait « absolument pas de limites déterminables » (absolutely no ascertainable limits) à l'étendue de la demande de « waiting » qui découle de ces possibilités (p. 121) : tout cela aboutit certainement à une entière reconnaissance et en même temps à une très large évaluation de cette vaste zone que j'affirme être ouverte aux améliorations de la production. En cela Cassel est même dans plus d'une de ses affirmations encore un peu plus apodictique et plus absolu que moi, quand en partant de ces considérations il déclare une « absolue absurdité » (p. 109) l'idée d'une disparition complète de l'intérêt, et qu'il exprime l'opinion, qu'une satisfaction complète de la demande de ce genre à laquelle on peut s'attendre dans l'absence d'intérêt ne saurait être prise en considération pas même pour une période quelconque de l'avenir.

tions antérieures, tout en étant consacrées avant tout à élucider mes affirmations, ont cependant déjà fourni au lecteur des occasions et toutes sortes d'éléments pour confronter ce que je soutiens avec les faits qui lui sont familiers, et j'ose encore présumer que tout en n'ayant pas insisté sur ces preuves d'exactitude, elles pourraient cependant ne pas être trop insuffisantes. Mais la question des preuves a été clairement et nettement posée, et c'est non moins clairement et nettement que je vais y répondre.

Qu'ai-je donc déjà apporté comme preuve proprement dite de ma thèse et que dois-je y apporter encore ?

D'abord une demi-douzaine, peut-être même toute une douzaine d'exemples typiques concrets du plus de résultat obtenu par des détours que par le chemin direct : l'exemple de l'eau qu'on se procure au moyen de seaux, et par des voies plus détournées, en construisant des conduites d'eau ; l'exemple des pierres à bâtir tirées du rocher au moyen du coin de fer et du marteau, et par des voies plus détournées, par la préparation d'explosifs ; celui de la fabrication des lunettes de verre avec leur monture en acier ; celui de l'impulsion donnée au processus de la végétation par l'ensemencement artificiel ; celui de la pêche à l'hameçon, ou avec un bateau et des filets ; celui du bois obtenu au moyen d'une cognée en pierre et d'une cognée en acier ; celui de la couture à l'aide de la machine, du transport par chemin de fer, etc. (1). Par là je me suis engagé dans une démonstration concrète, empirique. Certes, elle n'est pas aussi

(1) V. ci-dessus *passim* liv. I, chap. II, et liv. II, chap. I.

rigoureuse, aussi complète que le désire l'un de mes critiques. Lexis a en effet exigé que la preuve par voie concrète fût donnée en « *particulier pour toutes les sortes* de production de biens matériels (1). » Ce n'est à la vérité ni mon intention, ni mon pouvoir de satisfaire à cette exigence. Et cela pour des raisons extrinsèques et intrinsèques les plus variées. Tout d'abord parce qu'une démonstration dans ces proportions aurait été pratiquement une monstruosité. Il y a en effet des milliers d'espèces particulières de biens matériels, et pour la production de chaque bien, de nombreuses nuances dans le procédé technique : l'essai d'une démonstration que, pour chaque article, un procédé allongé est techniquement plus productif que les procédés plus courts, remplirait sans aucun doute plusieurs gros volumes d'un ouvrage technologique, mais ne pourrait pas, sans inconvénient être intercalé dans un ouvrage d'économie politique. Mais le technologue lui-même ne saurait sans difficultés satisfaire littéralement à ce désir. Car la quantité que nous avons appelée « période de production moyenne » n'est pas du tout d'une détermination facile et certaine pour chaque processus technique particulier de production. A sa formation ont contribué d'innombrables fragments, d'innombrables parcelles de travail provenant des stades les plus variés d'activités préliminaires ou indirectement coopératives et dont il est tout aussi difficile d'établir l'intervalle de temps qui les sépare de l'achèvement du produit dont le processus de production est en question, que de déterminer leur participation quan-

(1) *Schmoller's Jahrbuch*, vol. XIX, p. 334.

titative à la formation de la moyenne. Par conséquent lorsqu'on n'a pas à considérer des différences dans la longueur des périodes de production, assez grandes pour frapper au premier coup d'œil, on ne pourra pas, à cause de la difficulté qu'on vient de signaler (1) prouver qu'un certain procédé de production plus productif est aussi le plus long.

Mais heureusement que ce mode de démonstration détaillée réclamée par Lexis est aussi superflu qu'il est impraticable. Je ne rappellerai pas que j'ai établi ma thèse non comme une « loi » rigoureuse, sans exception, mais seulement comme une règle très large ; aussi lorsqu'on exige que je démontre empiriquement qu'elle s'applique à toutes les sortes de production de biens, on attend de moi à vrai dire que je démontre plus que je n'ai affirmé. Mais je ne veux pas me prévaloir de cela, que je considère réellement ma règle comme d'une application à peu près générale, bien que je n'aie pas besoin de cette assertion pour les conséquences que j'ai à déduire. Par contre je dois rappeler autre chose. En effet, même quand il s'agit de prouver empiriquement de véritables lois beaucoup moins simples, il n'est, et il en est ainsi dans toutes les sciences, ni nécessaire ni usuel, d'examiner en particulier et sans

(1) On a aussi déduit un argument substantiel, méthodologique contre ma thèse, de ce que la longueur des périodes de production ne peut pas se mesurer avec une suffisante exactitude. Pour ne pas être entraîné ici trop loin de mon sujet, je reporte la discussion de cet argument également à un appendice particulier (III). Je l'ai déjà attaqué auparavant dans la II^e dissertation de mes *Strittige Fragen* intitulée : *Ganzes und Teile des Arbeitsteiligen Produktionsprozesses ; das Theoretisieren mit ungekannten Größen*, surtout dans les chapitres 1 et 4 de cette dissertation.

exception tous les cas soumis à la loi. Il suffit et il doit suffire de vérifier la règle en un nombre assez grand de cas typiques, pourvu qu'on soit en même temps en état de rendre vraisemblable que tous ces cas sont réellement des cas typiques, c'est-à-dire qu'on réussisse à rendre vraisemblable par des raisons sérieuses que les cas qui n'ont pas été expressément examinés ne se comporteront pas autrement relativement à la règle que les cas servant d'exemples. Et cela réussit le plus simplement quand on découvre les raisons qui ont amené le résultat en question dans les cas typiques et que l'on aperçoit que la portée de ces raisons n'est pas restreinte aux cas spéciaux servant d'exemples, mais qu'elle est d'ordre général. Naturellement qu'une règle rendue ainsi intrinsèquement vraisemblable pourra à chaque moment être renversée par une contre-preuve positive. Mais tant qu'une semblable contre-preuve ne s'est pas produite, on a bien le droit de tenir pour vraie la règle affirmée dans de telles circonstances, même si la preuve par l'expérience n'a pas été faite en particulier pour chaque cas singulier. On est par exemple sûrement autorisé à établir la proposition que la rapidité de l'eau courante a la tendance à augmenter avec la pente, sans avoir mesuré auparavant *in concreto* les pentes de tous les cours d'eau et leur rapidité ; il suffit que le fait ait été prouvé positivement pour un certain nombre de cas, qu'on ait acquis la persuasion que les causes qui servent de fondement à ce phénomène sont générales, et que cette persuasion n'ait encore été troublée par aucune contre-preuve pratique. Ou pour donner aussi un exemple emprunté

à notre propre science : je ne crois pas que les très nombreux partisans de la « loi du coût » déjà développée par Adam Smith, soient disposés à la regarder comme empiriquement suffisamment vérifiée alors seulement que l'examen empirique aura réussi, pour chaque branche particulière de la production des biens matériels, à établir que le prix « naturel » ou « normal » du produit en question concorde avec l'ensemble des intérêts et des salaires dépensés dans toutes les phases de la production, ou comme d'autres disent, avec la somme de « travail et d'abstinence », examen qui se heurterait à des difficultés à peu près analogues à celles de notre cas (1). Enfin je crois — et c'est un second facteur de démonstration que j'ai déjà apporté à ma thèse dans mes explications précédentes — avoir rassemblé des raisons très sérieuses de la vraisemblance intrinsèque de la règle que je soutiens.

J'ai recherché les causes de cette règle dans une étude détaillée et illustrée d'exemples, et j'ai cru les trouver dans un facteur qui certainement n'est pas seulement propre aux exemples choisis, mais qui est d'une application et d'une portée très générale. Je vois en effet, d'accord en cela avec Menger (2) aussi bien qu'avec Rodbertus (3), l'importance des détours de la production capitalistique en ceci : nous mettons en notre pouvoir par prévoyance des conditions et des causes naturelles plus lointaines de la réussite de la production que nous avons en vue et

(1) V. aussi l'Appendice III.

(2) *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne 1871, p. 28 s.

(3) P. ex. *Das Kapital*, p. 236 s.

nous nous assurons leur collaboration dans l'œuvre subséquente de la production ; « Chaque détour » disais-je, « revient à l'acquisition d'une force auxiliaire plus forte ou plus habile que la main de l'homme ; chaque allongement du détour est une multiplication des forces auxiliaires qui se mettent au service de l'homme et enlèvent au travail humain, parcimonieux et coûteux, une partie du fardeau de la production pour en charger les forces de la nature si prodigalement offertes » (1).

Mais j'avais et ai encore un troisième appui pour ma thèse, qui en effet, pour le fond, n'est pas une thèse nouvelle qui ait encore besoin de vérification et de démonstration ; pour le fond elle se confond avec une autre proposition qui jouit depuis longtemps d'une pleine confirmation empirique, et que la théorie, dans les tendances les plus diverses, a reconnu : à savoir ce qu'on a appelé la « productivité du capital ».

Si nous dépouillons ce thème de toutes les prétentieuses significations accessoires que les théoriciens de la productivité y mettent volontiers, il restera simplement ceci, que le travail est d'autant plus productif, qu'il disposera de plus de ressources capitalistiques. Ces dernières paroles sont traduites par les diverses écoles quelque peu différemment. Les théoriciens de la productivité et les adeptes d'autres théories favorables à l'intérêt disent volontiers : « ...avec d'autant plus de ressources capitalistiques que le *capitaliste* formant ou entretenant le capital a fournies au travail » : tandis que les théoriciens socialistes disent à leur tour : « avec

(1) *Th. pos.*, p. 28.

d'autant plus de ressources capitalistiques que *le travail s'est procurées lui-même* (1). Mais le fait lui-même, que le travail national soutenu par un capital de 50 fl. par tête est plus productif que s'il n'était soutenu par aucun capital ; et qu'il sera encore plus productif si le capital se monte à 500 fl. et encore plus productif, si le capital monte à 5.000 fl., n'est mis en doute, à ce que je crois, ni par un praticien de la technique de la production ou du monde des affaires, ni par un théoricien de quelque école que ce soit, ni par Lexis à ce que je présume. On peut donc seulement se demander si je suis dans le vrai en déclarant identique la production à l'aide d'un plus grand capital, et l'engagement dans des détours de production plus longs dans le sens de ma théorie exposé plus haut.

Or c'est, à mon avis quelque chose qui a tout à fait l'évidence d'un axiome, et c'est en outre, une fois qu'on l'a clairement saisi, un auxiliaire si important pour l'intelligence de tout ce qui suit, que je prierais volontiers chacun de mes lecteurs de ne pas passer par-dessus sans un examen personnel et impartial.

Qu'est-ce donc à proprement dire le « capital ? » C'est, d'après une définition à la vérité pas tout à fait exacte, mais du moins grosso modo assez juste, du « travail fait d'avance » (2). Un petit capital représente donc évidemment un peu, un grand capital, beaucoup de travail fait d'avance ; un capital de

(1) P. ex. ROEBERTUS, *Das Kapital*, p. 250 s., 264 s. ; DÜRING, *Cursus der National-und Sozialökonomie*, Berlin 1873, p. 183.

(2) Il est plus exact de dire : de la force productive accumulée, avancée, qui peut-être non seulement du travail, mais aussi une force naturelle ayant de la valeur ou une utilisation du sol. Cf. *Th. pos.*, p. 235.

50 fl., si le salaire ordinaire du travail s'élève à 300 fl. par an, pourra donc représenter dans le cas extrême, un sixième d'une année de travail (1), tandis qu'un capital de 500 fl. ou de 5000 fl. représentera proportionnellement plus d'une année entière ou beaucoup d'années de travail.

Or les biens de jouissance venus à maturité, dont la nation a besoin et qu'elle consomme chaque année, sont naturellement produits par la coopération de l'ancien travail existant sous la forme du capital et du nouveau travail qui vient s'y ajouter pendant l'année considérée. Les vêtements, par exemple, que la nation désire et achète dans le courant de l'année, sont le produit de la coopération des tailleurs et peut-être aussi des tisserands travaillant pendant cette année et de l'ancien travail des agriculteurs, filateurs, tisseurs, mineurs, constructeurs de machines, etc., qui est incorporé dans le drap, la toile, la laine, les métiers à tisser, les machines à coudre, le charbon, etc. Sans entrer dans les détails sur la manière dont l'ancien travail peut s'accumuler suivant les années et suivant d'autres facteurs (2), il me semble évident que s'il y a en

(1) Probablement encore beaucoup moins, parce que d'une part il entre souvent en jeu un travail qualifié bien plus payé, et parce que d'autre part la valeur des biens capitalistiques existants ne peut nullement se résoudre exclusivement en travail, ou en salaires de travail, mais qu'elle renferme en outre des intérêts, des profits, des gains de monopole, etc. Il ne s'agit d'ailleurs ici que de rapports numériques pris comme exemples.

(2) Cf. sur ce sujet le chapitre sur la théorie de la formation du capital ci-dessus p. 238 s., ainsi que certaines explications de ma *Th. pos.* sur la relation entre le fonds de subsistances, et la période de production (p. 341-344 de la 1^{re} édition).

général peu d'« ancien » travail, il doit se mêler dans une telle proportion au nouveau travail, que celui-ci prédomine dans la coopération. Et il est tout aussi évident, que dans ce cas le temps d'attente moyen qui se passera entre la dépense du travail et la récolte de son fruit mûr pour la jouissance, ne peut pas être long. Si de tout le travail qui a produit les fruits dont nous jouissons dans l'année courante, une partie seulement, moindre en tous cas qu'un sixième (1), remonte en général à une année antérieure, et le reste du travail revient à l'année courante, le temps d'attente moyen ne pourra évidemment être qu'une fraction d'année. Si au contraire le stock du capital existant représente 500 ou 5.000 fl. par tête, par conséquent en conservant la proportion admise plus haut $1\frac{2}{3}$ ou $16\frac{2}{3}$ années d'ancien travail (2) cet ancien travail coopérera évidemment à la création des produits amenés à maturité dans le courant de l'année dans une tout autre et bien plus forte proportion que le nouveau, à quoi correspond avec la même évidence un temps d'attente moyen bien plus long que dans le premier cas.

(1) Le capital existant qui représente $1/6$ d'une année de travail n'est en aucun cas complètement consommé dans le courant de l'année, puisqu'il comprend certainement aussi une partie de capital fixe, qui reste pour les années suivantes.

(2) Dans un calcul exact, il faudrait encore diminuer ces chiffres, surtout que, plus les éléments existants du capital sont anciens, et plus grande sera la portion de leur valeur constituée par la dépense en intérêts et plus petite la portion due au travail employé. Mais pour la théorie que nous voulons démontrer, nous pouvons négliger sans inconvénient ces nuances délicates.

Où, pour représenter cela encore plus clairement à l'aide d'une analogie : si à des intervalles égaux et déterminés, chaque heure par exemple, des messagers partent d'un point déterminé pour se rendre à un but déterminé, le nombre des messagers qui seront simultanément en route donnera évidemment une « expression » exacte de la longueur du chemin entre le point de départ et le but. S'il y a par exemple six messagers simultanément en route, le chemin ne pourra évidemment être de plus de six heures, tandis que si le chemin est de 20 heures, le premier messenger n'atteindra le but qu'au moment où le 21^e messenger quitte le point de départ, de sorte qu'il n'y aura pas moins de 20 messagers simultanément en route. Or, une économie nationale envoie chaque jour une journée nationale de travail, ou si nous voulons compter avec une plus grande unité, chaque mois un mois de travail national vers le but de la production des biens de jouissance. La quantité de capital existant indique combien de tels mois de travail sont simultanément « en route », ont déjà fourni du travail sans être parvenus au but de la maturité pour la jouissance. Or si, avec un capital de 50 fl. par tête, deux mois de travail seulement sont simultanément en route, cela indique bien, sans qu'on puisse s'y méprendre, que la durée moyenne du processus dans lequel la production est engagée sera moins longue, que si avec un capital 10 ou 100 fois plus grand, 20 ou 200 mois de travail se trouvent dans l'état indécis de produits intermédiaires non arrivés à maturité. Je crois que cela est évident. Mais s'il en est ainsi, il est encore évident que le fait notoire, de la plus grande productivité du

travail doté d'un plus grand capital peut et a pu être invoqué avec toute sa grande notoriété comme un argument en faveur de ma thèse, identique quant à l'objet, à la plus grande productivité des détours plus longs de la production, et que je pouvais me croire autorisé à m'appuyer en bloc en faveur de cette thèse « sur l'expérience unanime de toute technique de production » et sur ce que les « faits d'expérience qui s'y rapportent sont universellement connus et familiers à tous », et que cette loi empirique est confirmée « à satiété » et que « l'expérience journalière la montre comme tout à fait certaine » (1).

L'observateur réfléchi des faits y trouve encore d'autres arguments probants de différentes sortes. Il faut seulement qu'on les en tire par une sorte d'opération de la pensée, ou peut-être plus exactement, par une opération de représentation dont ne pourra se dispenser aucun de ceux qui s'occupent de la question du capital avec l'espoir de la comprendre. Il faut en effet pouvoir se représenter exactement et vivement les faits qui s'adaptent à une donnée

(1) A la force concluante de cet argument que j'ai exposé pour la première fois dans mes *Strittige Fragen* deux auteurs, à ma connaissance ont opposé depuis des objections nettement formulées : ce sont Fetter et Schade, et un troisième (Landry) en a fait l'objet d'une remarque moins précise, mais qui devait probablement être aussi l'expression du scepticisme de l'auteur. Tout récemment Davenport aussi s'est approprié les objections de Fetter. Comme cette question est propre, comme peu d'autres le sont, à fournir la pierre de touche d'un raisonnement clair sur l'économie nationale et surtout à montrer que des idées vraies et correctes correspondent aux tournures du langage usuel — une chose de la plus grande importance dans toute la théorie du capital — j'invite aussi mes lecteurs à se bien pénétrer des idées contenues dans ces objections. Je leur consacrerai un Appendice particulier (V).

exprimée en mots, et il faut voir non pas seulement le côté de l'image directement exposé au regard, mais aussi l'envers.

J'ai déjà ci-dessus attiré l'attention sur une opération de ce genre en indiquant que la « nécessité d'attendre » était le trait du processus de la production capitaliste qui seule fonde et explique la notoire dépendance de l'ouvrier du capitaliste (1). Je crois pouvoir sans autre commentaire laisser aux propres réflexions du lecteur le soin de préciser cette pensée ; en la développant, il se trouvera en état d'établir aussi une relation entre les différents degrés de dépendance (qui par exemple est beaucoup plus grande pour l'ouvrier des exploitations à gros capitaux, que pour l'ouvrier travaillant dans des exploitations qui peuvent être entreprises avec un capital très petit) et la durée diverse de l'attente nécessaire, et ce faisant il ne se laissera pas induire en erreur ; il verra que la raison décisive des différences qui existent ne doit probablement pas être cherchée dans les difficultés techniques plus grandes inhérentes à une division de travail plus développée, ni à l'impuissance technique du même ouvrier à s'occuper par exemple de la construction de machines et de l'élevage des bestiaux : car ces difficultés pourraient être écartées par d'habiles groupements d'ouvriers s'associant pour une action commune : mais la plus ingénieuse même des organisations ne peut pas sans provision de subsistances aider à traverser le temps d'attente nécessaire (2).

(1) *V. Th. pos.*, p. 194 s.

(2) Je n'ai pas remarqué que qui que ce soit parmi mes critiques, se

Dans ce qui suit je vais encore mettre sur la voie d'un autre essai de démonstration. Je vais de nouveau prendre pour point de départ un fait notoire de la vie économique pratique et je ne crains pas qu'aucun de mes critiques soit disposé à en mettre en doute soit la réalité, soit la notoriété. Si dans une économie nationale le montant du capital existant jusqu'alors s'accroît par rapport à la population, l'expérience montre qu'il n'y a pas à la vérité impossibilité absolue de trouver quelque emploi raisonnable du capital nouveau, mais bien impossibilité dans certains cas, de trouver un emploi aussi lucratif que les anciens capitaux en avaient jusqu'alors : les capitaux nouvellement accrus doivent en ces cas se contenter d'occasions d'emplois moins avantageuses, qu'on a dédaigné d'exploiter auparavant, et cette nécessité est dans une relation de réciprocité avec la baisse concomitante du taux de l'intérêt, relation bien connue des praticiens et admise dans la science depuis Turgot : des emplois jusqu'alors improductifs, qui étaient restés auparavant au-dessous du niveau du taux ordinaire, montent à la surface quand ce taux baisse (1).

fût occupé de cet argument que j'ai déjà exposé dans la première édition de mon ouvrage — peut-être est-ce à cause de la répugnance et de l'aversion aujourd'hui si générale pour tout ce qui ressemble à une démonstration « déductive ». Je crois toutefois qu'il ne serait pas injuste de demander à ces critiques qui ne veulent pas reconnaître dans ces processus « qui prennent du temps » le trait caractéristique de la production capitaliste, de se bien rendre compte comment pourrait persister la dépendance bien connue de l'ouvrier, si par la pensée on écartait de l'état des choses ce caractère contesté de « prenant du temps ».

(1) TURGOT, *Réflexion* § 89.

Encore un point sur lequel il ne saurait y avoir ni doute ni malentendu, c'est que cette baisse du taux de l'intérêt, considérée comme phénomène accessoire d'un capital national croissant, se manifeste d'autant plus sûrement que la technique de la production est plus stagnante. Si des inventions lucratives surgissaient en nombre, il serait possible qu'elles absorbassent l'accroissement du capital sans que le taux de l'intérêt baissât, celui-ci pourrait même encore monter, tandis qu'avec une technique stationnaire la baisse est d'ordinaire inévitable. C'est donc sans craindre de contestation que nous pouvons prendre pour point de départ les faits établis qui suivent : quand la technique de la production reste stationnaire et que le capital par tête augmente, l'expérience montre que d'« habitude » le capital croissant ne reste pas, à la vérité, absolument inemployable, mais il est forcé de trouver son emploi dans des occasions moins lucratives, le taux de l'intérêt baissant en même temps.

En réalité que signifie cela ? Qu'y a-t-il derrière cette phrase : « Un capital croissant cherche et trouve son emploi dans des occasions moins lucratives ? »

Avant tout, il ne faut pas croire que ces occasions d'emploi nouvellement saisies soient ou puissent être des occasions *supplémentaires* ; que tous les processus antérieurs de production se maintiennent sans modification et sans diminution de nombre, et qu'encore d'autres procédés supplémentaires soient mis en train à côté des autres, comme nouvelles occasions d'emploi. Car pour de semblables processus de production purement supplémentaires, on aurait besoin entre autres choses aussi de travailleurs

supplémentaires, et notre point de départ effectif — accroissement du capital par tête de la population — n'en met pas à notre disposition. Cette manière de voir serait à sa place dans une autre supposition de faits mais qui, d'après l'expérience, ne conduirait d'habitude ni à une baisse du taux de l'intérêt, ni à des placements de capitaux dans des entreprises considérées jusqu'alors comme improductives : ce serait la supposition, que la population augmente et que le capital augmente proportionnellement à la population, mais non par tête. Dans ce cas il pourrait effectivement se faire que tous les processus de production antérieurs persistent sans aucune modification, et qu'à côté d'eux les nouveaux hommes s'engagent avec le nouveau capital dans les mêmes processus de production considérés comme processus additionnels. Il y aurait simplement une addition ou une multiplication mais aucune modification qualitative de ce qui était. Un nombre double d'hommes avec un capital double pourraient exécuter un nombre double de productions de même nature.

Notre point de départ effectif suppose au contraire un accroissement du côté du capital seulement alors, ou bien — et ceci est le cas le plus simple, auquel les autres variantes s'assimilent complètement dans leur effet — le capital augmente, tandis que la population reste la même, ou bien l'un et l'autre augmentent à la vérité, mais le capital croît dans une plus forte proportion que la population ; ou enfin le capital reste stationnaire (ou diminue même) et la population diminue (ou diminue en plus forte proportion que le capital). Comme les dernières variantes ainsi

que nous l'avons dit s'assimilent parfaitement dans leur effet à la première donnée qui est la plus simple — je ne crois pas avoir besoin de démontrer cela aussi formellement — je partirai donc de la forme la plus simple, du cas dont je vais continuer l'analyse : celui de l'accroissement du capital avec une population restant la même, et cette hypothèse ne met pas à notre disposition un personnel supplémentaire d'ouvriers pour de nouveaux processus de production supplémentaires à côté des anciens maintenus sans modifications et sans diminution de nombre (1).

(1) Par précaution, je vais en passant aller au devant de cette pensée que l'accroissement du capital pourrait en quelque sorte avoir pour effet typique en multipliant l'occasion de travail, d'y attirer une plus grande proportion de la population stationnaire, soit en diminuant le nombre des chômeurs, soit en développant le travail des femmes et des enfants etc., de sorte que par cette voie nous pourrions arriver à disposer non de plus d'hommes, mais de plus d'ouvriers pour une production supplémentaire. A cela on peut objecter ce qui suit : premièrement l'expérience ne nous montre pas cet effet typique, mais bien plutôt le contraire. Le pourcentage de ce qu'on appelle techniquement les « chômeurs » est difficilement plus petit dans la situation compliquée des nations riches en gros capitaux que dans les économies nationales pauvres en capital, et il est tout à fait certain qu'inversement le pourcentage des hommes d'une activité en général productive est positivement moindre dans les pays riches en capitaux, parce qu'on y écarte le travail des femmes et des enfants, l'élément de ce pourcentage de beaucoup le plus important. D'après les derniers recensements connus, on compte comme employés industriellement en Autriche 51,5 % de la population totale, dans l'Allemagne considérablement plus riche 42,7 % seulement, en Angleterre et dans le pays de Galles 44,5 %, dans les Pays-Bas 37,8 %, dans l'Italie plus pauvre, de nouveau 53,2 %. Et deuxièmement, l'accroissement du nombre des travailleurs dû à une telle cause ne pourrait jamais être qu'un petit nombre d'unités ou de fractions d'unités %, tandis que l'accroissement relatif du capital peut être d'un pourcentage considérable et peut certainement ne pas être compensé par l'accroissement beaucoup plus faible des travailleurs

Le procédé effectif qui se dissimule derrière la formule de la « recherche d'occasions d'emplois moins productifs par l'augmentation du capital » ne doit donc pas nous apparaître sous l'image de quelque augmentation de la production antérieure. Toutes les exploitations réunies n'emploieront après ni plus ni moins d'ouvriers qu'auparavant — mais nous devons penser à un *changement* du processus de production antérieur.

Un changement dans quel sens ? On peut se figurer que ce pourrait être un changement dans les buts de la production, ou seulement dans les méthodes de production. Pour quelque changement important ou même prépondérant dans les buts de la production, ce qui signifierait que les hommes désormais se tourneraient vers de tout autres sortes de biens de jouissance, les désireraient et les produiraient, nous n'avons aucun point d'appui dans nos suppositions. On sait que d'ordinaire, même s'il se produit de grands changements dynamiques dans une économie nationale, les sortes de biens produits ne se modifient que peu relativement, et nous avons d'ailleurs exclu de nos hypothèses effectives tous les changements dynamiques autres que l'augmentation du capital existant. Nous aurons donc à envisager de préférence les simples changements dans la méthode de production. Fortuitement et d'une manière sporadique quelques nouvelles espèces de biens matériels pourront bien être produites, mais quant

A ma connaissance d'ailleurs cette opinion que je n'ai considérée que par précaution et à laquelle j'enlève d'avance toute force, n'a jusqu'ici été émise par personne.

à l'essentiel, les hommes en général continueront à produire les mêmes biens matériels qu'ils ont produits jusqu'à présent, mais seulement par une autre méthode de production (1).

Et maintenant j'arrive au point qui fournira pour ma thèse d'intéressantes conclusions. Quelles qualités la méthode de production nouvellement adoptée doit-elle nécessairement avoir relativement à l'ancienne, pour que, grâce au changement du capital existant et aux conséquences qui découlent de ce changement, le rapport de la productivité des deux méthodes puisse être renversé ? Car la méthode de production nouvellement adoptée n'est pas, alors que nous avons admis que la technique de production est stationnaire, nouvellement inventée : elle était déjà connue auparavant et devait donc, pour n'avoir pas remplacé la méthode de production en usage jusqu'alors, avoir été dans l'ancien état de choses moins productive que l'autre. Mais pour que, dans l'état actuel des choses, elle soit préférée, il faut au contraire qu'elle soit la plus productive. Et ce renversement de rôle doit s'expliquer par un phénomène secondaire caractéristique de l'abondance croissante du capital, et ainsi nous sommes amenés naturellement à penser tout d'abord à la baisse du taux de

(1) Des aperçus très beaux et très clairs sur le fait que toute modification du rapport entre le capital et le travail conduit à un changement de tout le processus de la production, et aussi de toutes les méthodes de production, nous sont fournis par l'exposition de Clark, brillante sur ce point, *Distribution of wealth*, p. 159 s., 170, 174 s., 186 s. Sur la stabilité des buts de la production, voir aussi SCHUMPETER, *Wesen und Hauptinhalt der theoretischen Nationalökonomie*, Leipzig 1908, p. 127 s. et 596 s.

l'intérêt qui, d'après l'expérience, se rattache à cette croissance (1). Nous avons donc à nous demander en quel état de choses il peut arriver qu'une méthode de production jusqu'ici moins productive devienne plus productive uniquement par la baisse du taux de l'intérêt ?

Un économiste mathématicien pourrait facilement renfermer dans une simple formule mathématique tout ce qui se rapporte à la question. Je chercherai à le déduire en plus de paroles, mais peut-être d'une façon plus intelligible pour le lecteur, d'une explication accompagnée d'exemples numériques à l'appui. Admettons qu'avec le procédé de fabrication employé jusqu'à présent, il ait été possible de produire 1.000 pièces d'un certain genre de produit avec une dépense de mille journées de travail (2), et qu'à la vérité la dépense du travail ait en moyenne précédé de deux ans l'achèvement du produit final amené à maturité. Si jusqu'à présent le salaire était de 1 fl. par jour et le taux de l'intérêt 5 %, la dépense totale de la production d'après l'ancien procédé se serait élevée pour les mille pièces à 1.000 fl. de salaires, plus 100 fl. d'intérêts du capital (de 1.000 fl. pour 2 ans), soit à un total de 1.100 fl. Si maintenant comme phénomène accessoire de l'augmentation

(1) Et ensuite sans doute aussi à la hausse du salaire corrélative de la baisse du taux de l'intérêt. Cependant le lecteur se convaincra immédiatement que notre raisonnement d'une part n'a pas besoin de prendre en considération ce deuxième changement présumé, et que d'autre part il n'en est pas non plus contrarié ; il est exact, que la baisse de l'intérêt entraîne ou non une hausse du salaire.

(2) Pour simplifier mon exemple, je fais abstraction des utilisations du sol ayant de la valeur ; admettons que la production s'accomplisse sur des terrains ne donnant pas de rente !

relative du capital, il se produit une baisse à 4 % du taux de l'intérêt, de quelle nature doit être une méthode de production pour pouvoir satisfaire à la fois à cette double exigence d'être la moins productive avec le taux de l'intérêt 5 %, et la plus productive avec le taux de 4 % ?

Voyons : une méthode de production qui, avec 1.000 journées de travail ne produira également que 1.000 pièces d'un produit, peut-elle maintenant être la plus productive ? Certes oui, mais seulement à une condition. Comme en effet elle n'épargne rien sur le salaire relativement à l'ancienne méthode, elle devra, pour être plus productive, épargner sur les intérêts, et à cet effet sa période de production moyenne devra être plus courte que celle de l'ancien procédé. Si le temps d'attente moyen n'est, par exemple, que de 1 1/2 an au lieu de 2 ans comme auparavant, le coût des 1.000 pièces de produit avec le nouveau procédé sera de 1.000 fl. de salaire et des intérêts à 4 % de 1.000 fl. pour 1 an et demi = 60 fl., soit au total 1.060 fl., tandis que le coût avec l'ancien procédé en ayant égard à la baisse du taux de l'intérêt serait encore de 1.000 fl. de salaire, plus l'intérêt à 4 % de 1.000 fl. pour 2 ans = 80 fl., soit un total de 1080 fl. (1). Le premier procédé serait

(1) Si les salaires avaient haussé en même temps que le taux de l'intérêt baissait, les nombres absolus auraient changé, mais non leur rapport. Car la hausse du salaire influencerait sur les deux éléments du coût, tant sur la dépense des salaires, que sur le montant du capital dont il faut calculer les intérêts pour le temps d'attente moyen. Et la seule différence entre les deux calculs du coût serait, après comme auparavant, que pour la même dépense de capital, avec le nouveau procédé, les intérêts ne grèveraient le compte que pendant 1 an et demi, et avec l'ancien pendant 2 ans. Voilà la raison pour laquelle dans l'éva-

donc maintenant effectivement le plus productif. Mais à première vue il n'est pas moins clair qu'il n'est pas devenu maintenant le plus productif, mais qu'il a déjà dû l'être auparavant. Car lorsque le taux courant était 5 %, ses dépenses auraient été de 1.000 fl. de salaire et des intérêts de 1.000 fl. à 5 % pour 1 an et demi = 75 fl. et au total 1.075 fl. seulement au lieu de 1.100 fl. dépensés avec la méthode de production qui avait été effectivement en usage jusqu'alors. Il est donc impossible qu'un procédé de *même* productivité technique par unité de moyen de production (journée de travail) puisse satisfaire à la fois aux deux conditions posées.

On pourrait tout aussi peu l'attendre d'un procédé dont la productivité technique par unité de moyen de production serait encore *moindre* que celle du procédé de production en usage jusqu'alors. Car à la vérité on pourrait se figurer qu'un tel procédé surpasse en rentabilité le procédé en usage auparavant ; mais comme l'unité de produit avec lui implique même une plus grande dépense de salaire, celle-ci ne pourrait être contrebalancée que par une plus grande économie d'intérêts : et cette dernière supposerait un raccourcissement d'autant plus grand de la période de production ; et un procédé de cette nature, avec le taux de l'intérêt antérieur plus élevé, devrait déjà auparavant avoir été plus productif (1).

luation numérique de nos exemples nous pouvons faire abstraction de l'hypothèse d'une hausse de salaire concomitante.

(1) Un procédé, par exemple, qui avec mille journées de travail ne produit que 980 pièces d'un produit, demanderait pour la production de 1.000 pièces, en chiffres ronds 1020 journées de travail, et par

Le « renversement » nécessaire du rapport de rentabilité ne peut donc avoir lieu que dans le troisième cas imaginable, à savoir celui d'un procédé de production qui surpasse en productivité technique celui jusqu'à présent en usage, c'est-à-dire celui qui, avec la même quantité d'unités de moyens de production fournira une plus grande quantité d'unités de produits. Un tel procédé plus productif peut maintenant être aussi plus rentable, c'est ce qui ne demande pas d'explication. Mais pourra-t-il et comment pourra-t-il en même temps satisfaire à la deuxième condition, avoir été en dépit de sa plus grande productivité technique auparavant le procédé le moins rentable ? Très simplement ! Il supportait auparavant, à cause de sa plus grande productivité, une moindre quantité de salaire par unité de produit. Pour que cet avantage ait pu perdre son efficacité, et pour que dans l'ensemble du compte ait pu figurer un désavantage plus considérable, il était nécessaire que le total des intérêts du capital avancé fût supérieur à ce qu'il avait été économisé de salaire ; et cela est possible et se présente dans les procédés de production de période proportionnellement plus longue. Notre exemple est une application numérique. Admettons

conséquent une dépense de salaire de 1020 fl. Pour que son coût total reste cependant au-dessous de 1080 fl. (le coût du procédé en usage jusqu'alors, le taux de l'intérêt étant 4 %), les intérêts du capital avancé de 1020 fl. devraient rester au-dessous de 60 fl. Cette condition ne serait pas encore satisfaite avec un procédé comportant un temps d'attente moyen de 1 an et demi, mais bien avec un procédé comportant un temps d'attente moyen de 1 an et quart. Et celui-ci, si le taux de l'intérêt était 5 %, ne demanderait comme coût total que 1083,75 fl. (1020 de salaire + 63,75 intérêts à 5 % pour 1 1/4 an) au lieu des 1100 fl. du procédé effectivement en usage jusqu'à présent.

qu'en outre du procédé effectivement en usage, on en ait auparavant connu encore un autre qui aurait permis de produire avec 1.000 journées de travail 1020 unités du produit, ou ce qui est la même chose 1.000 unités du produit avec 980 (exactement 980,39) journées de travail, mais avec un temps d'attente moyen plus long, 2 1/2 ans. Le coût dans ce procédé, le taux courant de l'intérêt étant 5 %, aurait été établi comme suit : dépense en salaires pour 1.000 unités du produit 980 fl. ; dépenses pour les intérêts de 980 fl. à 5 % pendant 2 ans 1/2 122,5 fl., donc un total de 1102,5 fl. ou 2,5 fl. de plus qu'avec le procédé effectivement en usage. Mais si le taux courant de l'intérêt est 4 %, le coût se composera pour ce procédé-là de 980 fl. de salaire + 98 fl. intérêts de 980 fl. à 4 % pendant 2 ans 1/2, donc d'un total de 1078 fl. ou de 2 fl. de moins que ce qu'exigerait le procédé jusque-là en usage, le taux de l'intérêt étant 4 %. Nous avons donc trouvé le type cherché, même le seul possible de la méthode de production où la rentabilité change de sens : elle doit être techniquement plus productive et en même temps coûter plus de temps que la méthode de production en usage jusqu'alors. On ne peut pas naturellement renverser cette proposition sans plus, et vouloir soutenir, par exemple, que toute méthode de production à la fois plus productive et coûtant plus de temps est précisément à ce point de renversement : des méthodes qui avec une médiocre augmentation de productivité technique demandent sensiblement plus de temps, resteront dans une certaine limite encore les moins rentables, même si le taux de l'intérêt est plus bas, et des méthodes avec lesquelles

l'augmentation de productivité est importante, mais qui n'exigent qu'un allongement insignifiant de la période de production auront déjà été les plus rentables, même avec un taux de l'intérêt plus élevé (1).

Mais on peut soutenir, énoncée dans la forme que j'ai choisie, cette proposition : chaque méthode de production « au tournant » de la rentabilité doit à la fois être plus productive et demander plus de temps (2).

De ce qui vient d'être dit je voudrais tirer *deux* applications utiles. Je voudrais d'abord attirer l'attention sur ce fait non sans intérêt, que les occasions d'emploi dites moins avantageuses que, selon l'expression vulgaire, le capital croissant est obligé de rechercher quand la technique de production reste stationnaire, sont et doivent être, dans la très grande majorité des cas, en réalité des occasions de production techniquement *plus avantageuses* et dont l'avantage technique a été éclipsé auparavant par le désavantage d'un grèvement plus fort d'intérêts

(1) C'est avec une grande précision que la situation peut se formuler ainsi qu'il suit : l'allongement du temps d'attente dans la méthode « renversante » doit être dans un tel rapport avec son augmentation de productivité que cette dernière, avec un taux d'intérêt plus élevé, doit être plus que contrebalancée par le grèvement d'intérêts plus grands, tandis qu'elle ne sera plus entièrement contrebalancée, si le taux de l'intérêt est plus bas.

(2) Dans notre supposition du capital *croissant*. Si le capital diminuait et que le taux de l'intérêt haussât, il arriverait exactement le contraire, ce qu'il est inutile de démontrer. Le tour « du renversement » arriverait pour les méthodes de production techniquement moins productives, avec de plus courtes périodes de production, méthodes qui auparavant étaient moins rentables à cause de leur moindre productivité, mais qui deviennent les plus rentables, quand le taux de l'intérêt s'élève, parce qu'elles exigent moins d'intérêt.

uniquement dû à la circonstance accessoire d'une plus longue période de production.

Deuxièmement, je voudrais tirer la conclusion que j'ai annoncée dès le commencement. Celui qui niera pas ce fait d'expérience, que le capital croissant, la population et la technique de production restant stationnaires, cherche et trouve des occasions d'emploi moins lucratives, doit aussi, après ce qui a été dit, reconnaître et admettre qu'il doit y avoir dans les conditions indiquées des méthodes de production techniquement plus productives, à périodes de production plus longues qui sont à la disposition du capital croissant à fin d'exploitation, il doit en d'autres termes reconnaître avec moi l'existence d'une zone d'allongement de production avantageux indépendante de nouvelles inventions.

Cette confirmation directe des arguments en faveur de ma thèse n'est pas l'unique, ni le principal profit pour lequel j'ai osé faire à mes lecteurs un exposé aussi détaillé, aussi long et — je ne me fais aucune illusion à cet égard — aussi ennuyeux pour la plupart d'entre eux. J'avais encore bien plus à cœur d'expliquer une fois, non en termes généraux, mais par un exemple concret, combien il est nécessaire, mais en même temps difficile de se représenter avec justesse et clarté, à côté des formules qu'on a constamment à la bouche, le contenu effectif qu'elles désignent. Je considère comme une lacune très grave dans la discussion qui s'est faite jusqu'ici des problèmes du capital, que la plupart de ceux qui s'en sont mêlés aient été si peu habitués, si peu exercés à mettre de la rectitude dans leur pensée, obligation qui s'impose tout naturellement : car n'est-il pas

en effet tout naturel que celui qui dit quelque chose, ait lui-même des *idées claires* et sache les *exposer clairement* ? Mais comme il n'y a presque pas d'écrivain traitant des problèmes du capital, qui à l'occasion ne se servirait pas des formules courantes de la croissance absolue et relative du capital, d'occasions d'emploi plus lucratives, du passage forcé à de moins lucratives etc., il n'y a inversement presque pas un seul de ces écrivains qui juge nécessaire d'adjoindre à ces formules une description détaillée et exacte des procédés effectifs qu'elles couvrent : évidemment parce qu'ils ne trouvent dans ces formules rien d'obscur, rien qui exige des éclaircissements, alors que cette clarté apparente n'est que la clarté de mauvais aloi de l'eau peu profonde. Et si quelques écrivains ont été contraints dans des circonstances déterminées à faire de rares essais dans ce sens, une grande partie d'entre eux se sont fourvoyés : évidemment parce qu'ils n'ont pas apprécié comme ils auraient dû ce que cette tâche réclame, je ne dirai pas de puissance de pensée, mais de précision, de peine et de soins de la part des auteurs. Ce n'est qu'ainsi que peuvent s'expliquer certaines inconséquences surprenantes, commises dans ce domaine par des savants d'ailleurs très prudents et très sagaces (1). Si j'avais réussi par cet exemple si

(1) Des exemples particulièrement instructifs de ce que j'avance, me semblent fournis par Lexis, Landry, Fetter, et moins directement par Schade. J'aurai l'occasion de dire exactement ce que je pense de Lexis, dans l'*Appendice II*, de Fetter et de Schade dans l'*Appendice V*. Ce sont les explications de Landry qui se rapportent le plus directement à notre thèse. Je ne puis m'empêcher de reconnaître expressément que cet auteur toujours intelligent et captivant, fait partie du petit

minutieusement développé à susciter en général plus de vigilance, plus de soins qu'on n'en a mis jusqu'à ce jour, je le considérerais comme le résultat le plus précieux, non seulement de la thèse que je soutiens en ce moment, mais de tout l'ensemble de mes études.

En faveur de ma thèse actuelle il me reste à faire valoir un dernier argument affirmatif, qui à vrai dire n'est qu'un « argumentum ad hominem », n'ayant d'effet que pour ceux qui admettent une certaine manière de voir, très répandue à la vérité. Celui, en effet, qui adopte une variante quelconque de cette idée que l'essence du capital a affaire avec un délai (abstinence, waiting, delay, intervalle entre le présent et l'avenir etc.), celui-là me surprend et me semble en contradiction avec lui-même quand il se refuse à admettre ma manière de caractériser la production capitaliste, l'engagement dans des détours de production qui demandent du temps et ma théorie des avantages de l'emploi de plus longues périodes de production : et celui qui, — et beaucoup le font — dans son propre exposé de la théorie du capital combine l'idée de la théorie de la productivité avec celle de la théorie de l'abstinence, celui-là invoque

nombre de ceux qui, en ayant senti nettement le besoin, se sont relativement donné beaucoup de peine pour rechercher ce qu'il y a effectivement derrière les formules. Mais il n'a pas été heureux dans son essai — sans doute parce que, ne se rendant pas compte des difficultés, il ne s'est pas donné assez de peine. Je crois pouvoir me dispenser d'une critique détaillée. Ce qui a été dit dans le texte renferme, à ce que je crois, assez d'indications pour que les lecteurs qui s'intéressent à l'exposé de Landry, en le lisant avec l'attention d'un critique, puissent sans commentaire spécial trouver les points où il est devenu infidèle à lui-même et aux faits. J'ai ici principalement en vue les pages 285-288 de son ouvrage *l'Intérêt du capital*.

directement et du même coup une augmentation de productivité qui ne peut être achetée qu'au prix d'un « délai », et si avec cela il combat cependant ma thèse de l'augmentation de productivité des détours de production plus longs, il ne combat — à ce qu'il me semble — que l'expression plus claire de ce qu'il professe lui-même sous une forme moins claire.

APPENDICE II

Au sujet du rapport de fréquence des nouvelles inventions qui allongent ou abrègent la période actuelle de production.

(Voir Livre II, chapitre I de la *Théorie positive*).

A la page 285 de l'*Appendice I*, j'avais fait, sans en avoir tiré aucune conséquence essentielle pour le reste de ma théorie, la remarque que les inventions qui comportent un allongement de la période de production en usage jusqu'à présent, sont certainement plus nombreuses et même sensiblement plus nombreuses que celles qui amènent un raccourcissement de cette période. Quelques écrivains ont cependant soutenu exactement le contraire. Pour Horace White par exemple, l'abréviation du processus de la production est le trait le plus frappant et le plus caractéristique du monde industriel moderne, et il est d'avis que les deux sortes de méthodes, celles qui allongent et celles qui raccourcissent, règnent dans le monde, certes de concert, « mais avec une prédominance des dernières », des méthodes qui abrègent (1). Et Lexis a osé avancer une affirmation

(1) *Political Science Quarterly*, vol. VII, mars 1892, p. 143.

encore plus nettement déterminée. Il m'attribue cette opinion que les progrès techniques conduisant à l'emploi de machines de plus en plus ingénieuses et d'autres travaux préliminaires circonstanciés, entraînent en général un allongement de la période de production, et il la conteste dans les termes suivants : « Je soutiendrais volontiers que depuis le début de l'évolution de la culture le progrès technique a tendu et même avec un succès croissant à diminuer certainement le nombre des ouvriers de chaque entreprise à égalité de capital, cependant avec une abréviation simultanée de la période de production » (1).

Le sens de ces paroles ne saurait être un autre que celui-ci : Lexis, sans contester qu'il puisse se produire

(1) *Schmoller's Jahrbuch*, vol. XIX, p. 334. A en juger par les apparences, Cassel s'associe aussi aux écrivains ci-dessus nommés en s'exprimant même très carrément : « We may state at once, that there seems to be a general tendency in the direction of *shortening the periode of production* ». (*Nature and necessity of interest*, p. 125). Mais dans sa bouche, ces paroles ne sauraient avoir la signification littérale présumée, parce que Cassel se sert souvent d'une terminologie différente et particulière. D'une part, il n'entend pas, en général, par « période de production » ce que nous autres entendons par cette expression dans cette controverse ; il comprend par là — je le tiens pour bien déconcertant et bien déplorable — seulement la durée des stades particuliers participant au travail, ou des fractions du processus total de la production, ou le temps pour lequel l'entrepreneur qui répartit le travail à à faire une dépense dans son procédé de production (*op. cit.*, p. 123 s.) ; et il traite d'autre part une grande et importante partie des détours de production qui demandent du temps, à savoir la construction et l'usage de moyens productifs de longue durée, tels que machines, fabriques, non sous le terme convenu de « waiting for production », mais sous le terme terminologiquement opposé de « waiting for consumption » (cf. p. 222, note 1 *Th. pos.*). Comme Cassel exprime d'ailleurs des idées très justes sur notre sujet (Voir ci-dessus l'*Appendice I*, p. 3.8, note 2), je ne crois pas qu'il veuille, par l'expression ci-dessus, reconnaître qu'il partage l'opinion de White et de Lexis.

des inventions « allongeantes », admet une telle prépondérance des inventions abrégées que du bilan des deux résulte une abréviation continue des périodes de production ; et comme il admet en outre que cette tendance s'est manifestée dès le commencement du développement de la civilisation, et que depuis elle a été efficace « avec un succès croissant », les méthodes de production en usage jusqu'aujourd'hui devraient, d'après lui, être en tous cas plus courtes en moyenne que celles qui étaient en usage « au début du développement de la civilisation ».

Je crois que l'évidente inexactitude de ce résultat final suffit pour faire reconnaître que beaucoup d'erreurs ont dû se glisser dans le raisonnement qui y aboutit. Les méthodes de production employées au début du développement de la civilisation ne nous sont, à la vérité, pas révélées par une analyse détaillée, mais nos connaissances d'histoire de la civilisation et d'ethnographie nous ont cependant suffisamment renseignés sur leur nature, surtout que certaines tribus barbares arriérées nous ont conservé encore aujourd'hui l'état « du début du développement de la civilisation ». Je crois donc que je n'aurai qu'à reprendre sous une forme moins scientifique et plus claire la question en discussion, pour faire naître immédiatement la persuasion que Lexis a dû se tromper sur les résultats effectifs de l'évolution historique jusqu'en ces jours. Je n'ai qu'à poser cette question : nos méthodes économiques d'approvisionnement du xx^e siècle sont-elles plus voisines ou plus différentes « du procédé de vie de la main à la bouche », que les méthodes d'approvisionnement des nègres de l'Australie d'aujourd'hui ou celles des

Germains du temps de Tacite ou même du temps des Carlovingiens ? N'est-il pas clair à première vue, que les méthodes primitives de production des temps disposant de peu ou de point de capital ont dû fournir leurs maigres produits, pour la plus grande partie du moins, de la main à la bouche sans aucun moyen intermédiaire ? Et ces sommes énormes de travail « antérieur » qui sont incorporées dans les puissants établissements capitalistiques des nations riches et techniquement avancées, et qui constituent des réserves non seulement pour des mois et des années, mais souvent pour des dizaines d'années, pour des siècles; ne confirment-elles pas indubitablement que le chemin qui conduit aujourd'hui de la main laborieuse à la bouche qui consomme, s'est quelque peu allongé ? Et par conséquent, sans qu'on soumette l'état de choses à un examen théorique approfondi, n'a-t-on pas nettement et à première vue l'impression que la durée de la production primitive si limitée dès le commencement n'a pas pu « progressivement » diminuer à travers une période de milliers d'années ?

Ce que l'in vraisemblance de ce résultat a de frappant, n'aurait sans doute pas échappé à Lexis lui-même, s'il s'était représenté avec plus de clarté l'état des choses dans lequel ce résultat devait se produire. Il n'est cependant pas difficile de reconnaître par quelques traits de son raisonnement qu'il a été dans tout le cours de son argumentation sous l'influence de certaines idées vagues et obscures qui en partie l'induisirent à des confusions, en partie ne lui laissèrent pas reconnaître les contradictions qui s'y glissaient.

Avant tout, Lexis ne s'est pas dès l'abord représenté l'état de choses dans lequel se caractérise le sujet principal de la discussion, l'abréviation de la période de production, avec une clarté suffisante pour se mettre complètement à l'abri de la confusion de cette abréviation avec l'abréviation d'autres délais jouant un rôle dans l'évolution de la production.

Il fait, par exemple, bénéficier sans autre explication sa conception du « temps économisé » dans le courant de notre siècle dans toutes les branches de la production et du mouvement commercial par les nouvelles ressources de la circulation (1). Il est indubitable que cette économie du temps est en un certain sens aussi évidente qu'importante, à savoir dans ce sens qu'on transporte bien plus rapidement avec nos modernes moyens de communication que sans eux, qu'on transporte plus rapidement par chemin de fer que par voiture, par exemple. Mais quand il s'agit du temps d'attente moyen des travaux consacrés au transport des marchandises on ne doit pas oublier de compter aussi les temps d'attente excessivement longs des stades qui précèdent le transport par chemin de fer : construction du chemin de fer, des locomotives et des wagons, y compris les conditions préalables de cette construction, la fabrication des machines, leur installation, la production de la houille, etc. Conclure directement de la plus grande rapidité de locomotion par chemin de fer à l'abréviation de la « période de production » dans son ensemble, comme il en est question ici, c'est donc commettre la même erreur que si du fait qu'on cou-

(1) *Op. cit.*, p. 334.

plus rapidement à la machine on voulait conclure que le détour dans la fabrication des vêtements a été non allongé mais raccourci : et c'est — j'ai mis expressément en garde dans le texte ci-dessus contre cette aberration — confondre la durée de la partie finale d'un processus avec celle de tout le processus.

Lexis ne confond pas moins dans son raisonnement les concepts foncièrement différents du « temps d'attente » et du « temps de travail ». Pour prouver par exemple, que les progrès de la technique des machines ne sont pas forcément accompagnés d'un allongement de la période de production, il attire « notre attention sur ce fait que la fabrication d'une machine d'un plus grand effet n'a pas besoin de prendre plus de temps que celle d'une machine moins parfaite » phrase où, pour la conformer à son raisonnement, il avait évidemment en vue le temps d'attente. Mais immédiatement, pour appuyer et paraphraser ce qu'il vient de dire, il ajoute ce qui suit : « L'esprit d'invention a découvert une nouvelle forme plus utile, mais pour y plier la matière, il ne faut pas nécessairement *plus de travail* qu'on en employait auparavant avec le moyen de production moins fécond » et ici la pensée s'est portée visiblement sur le temps de travail (1).

La preuve la plus convaincante que Lexis n'a rien moins qu'une idée claire de la portée de ses prémisses et de ses conclusions, c'est qu'il admet que cette abréviation successive de la période de production

(1) Cf. à ce sujet, mon exposition plus détaillée dans *Strittige Fragen*, p. 17 s.

qu'il soutient va de pair avec la « diminution » du « nombre d'ouvriers employés avec un même capital » (1). C'est en quoi il se contredit lui-même. Car « la diminution du nombre des ouvriers employés avec un même capital » signifie que chaque ouvrier sera doté d'une plus forte quotité de capital ou que la quote-part de capital par tête sera augmentée ; et cela signifie à son tour, comme je l'ai très amplement exposé dans les appendices I et V, et comme cela saute aussi directement aux yeux, que dans le mélange du travail courant, du travail présent avec l'ancien travail antérieur, le rapport de l'un à l'autre se modifie en faveur du premier ; que pour chaque ouvrier occupé au travail courant on a fait travailler antérieurement plus d'ouvriers, ou autant d'ouvriers mais pendant un temps plus long, bref, qu'on a prolongé le chemin moyen de la production. Mais Lexis admet que le progrès technique met en évidence ce symptôme infaillible de périodes de production *allongées*, « toutefois avec un *raccourcissement simultané de la période de production* » (2).

Tout ce qui a été dit jusqu'ici fait bien suffisamment reconnaître que Lexis, par des considérations équivoques, est arrivé à un jugement erroné sur la manière dont les choses se sont comportées

(1) Voir la citation textuelle ci-dessus p. 349.

(2) SCHADE (*Annalen des deutschen Reichs* 1906, p. 270) veut tirer Lexis d'embarras en prétendant que ses mots « le nombre d'ouvriers employés avec un même capital » ont dû signifier : le nombre d'ouvriers nécessaire. Je ne crois pas que Lexis ait quelque raison d'être reconnaissant de cet essai d'interprétation si opposé au texte et au sens du passage. Par contre Spiethoff dit très catégoriquement que « les objections soulevées par Lexis ne sont, vues de plus près, que des malentendus » (*Die Lehre vom Kapital*, p. 47).

jusqu'ici : depuis le commencement du développement de la civilisation, nos voies de production n'ont certainement pas continué à se raccourcir, mais le développement a certainement débuté par un accroissement de la longueur des voies de la production.

Mais on pourrait toujours encore se demander, si White et Lexis ne peuvent pas avoir raison pour l'avenir ; si à cet accroissement ne succédera pas une décroissance qui, avec les progrès de la technique, tendra à ramener la durée du processus de la production à la mesure des époques primitives, et à rapprocher notre production de la production instantanée sans capital, non certes quant à l'abondance de ses résultats, mais quant à la durée de son processus, ce qui naturellement ne pourrait pas s'accomplir sans une nouvelle diminution simultanée du capital incorporé dans un « travail antérieur. »

Tout cela ne serait pas tout bonnement inconcevable ; cela dépend en fin de compte de développements techniques, et à leur sujet on a toutes les raisons pour n'employer le mot « impossible » qu'avec la plus grande réserve. Mais bien que nous ne puissions pas prophétiser ce que nous apportera le développement de la technique, nous pouvons cependant établir quels caractères particuliers il devrait présenter pour pouvoir nous conduire à ce résultat ; et qui voudra pourra alors établir, d'après ce que nous exposons, des présomptions sur la vraisemblance ou l'invraisemblance d'un semblable résultat.

Pour y arriver, il faudrait naturellement une accumulation d'inventions abrégées, et à la vérité de celles qui abrègent effectivement la *période*

de production, et non de celles qui abrègent simplement un stade unique du processus et qui, pour cela rendent nécessaire l'intercalation d'autres stades de longue durée, comme les chemins de fer et les machines à coudre, ni de celles qui abrègent, il est vrai, le temps du travail, mais non le temps d'attente moyen, compris dans le sens que j'ai expliqué. Et si le résultat doit être de plus une abréviation continue *de plus en plus marquée* de la période de production, il faudrait naturellement que des séries entières d'inventions se succèdent avec un effet abrégiateur de plus en plus intense.

Or cela est certainement *possible* ; mais on ne saurait méconnaître que cela est d'autant plus difficile et d'autant plus invraisemblable que l'abréviation est déjà plus avancée. Si une période de production qui, dans l'état actuel de la technique, s'étend sur trois années est réduite à deux années par une première invention abrégante, à une année par une deuxième, et à six mois par une troisième, l'espace se rétrécira bien sensiblement qui en général restera ouvert pour de nouvelles inventions abrégantes. On peut certes imaginer, qu'une quatrième, une cinquième et une sixième invention viennent encore réduire la période à quinze jours, à trois jours et même à une demi-journée, mais c'est de moins en moins vraisemblable, et c'est le contraire qui devient de plus en plus vraisemblable, à savoir qu'une nouvelle invention augmentant la productivité du travail, comparativement à la courte durée de période déjà atteinte, ne tombe plus du côté des inventions « abrégantes » mais du côté des « allongantes », et que par suite la durée de période d'une

branche de production qui a déjà subi des abréviations répétées, ne reprenne le sens contraire, celui d'un nouvel allongement. Cela est vraisemblable pour la même raison évidente qu'au jeu de dés un coup de huit points peut plus facilement et plus vraisemblablement être supérieur aux coups suivants, qu'un de quatre ou de trois points seulement ; ou bien si plusieurs numéros d'une loterie de 90 billets doivent être tirés successivement et si le premier numéro sortant est 80, il y a plus de probabilité que le second numéro sortant soit inférieur au premier que si celui-ci avait été 10 ou 5 ou 2 (1). Un raccourcissement croissant des périodes de production se limiterait donc de lui-même tôt ou tard par suite d'obstacles croissants même si, ainsi que nous l'avons tacitement supposé jusqu'ici dans notre raisonnement, chaque réussite d'une invention raccourcissante signifiait réellement aussi un raccourcissement de la période de production moyenne déjà effectivement en usage dans l'économie nationale. Mais — ici je vais toucher à une tendance contraire encore bien plus importante — l'effet des inventions abré-

(1) On objectera peut-être à cette comparaison qu'au jeu de dés et dans le tirage des loteries les chances ne sont pas et ne peuvent pas être influencées, tandis que les techniciens qui inventent tendent de parti pris à abréger la période de production, à cause du gain d'intérêts qui s'y rattache. D'accord, mais il faut considérer en même temps que le but essentiel de l'invention est une amélioration du produit du travail, et que celle-ci par son importance sur la formation du résultat économique total est d'un tout autre poids que la durée de la période de production, de sorte que d'habitude les inventeurs ne sont pas amenés à éviter un allongement de la période de production qui ne serait pas excessif. En tout cas ce facteur n'est pas assez fort pour donner au mouvement des chances procédant de la probabilité mathématique une direction contraire, ce mouvement ne pourra qu'être affaibli.

geantes ne porte pas si loin, il se heurte déjà auparavant à des effets contraires d'un autre genre.

Les inventions abrégées ne concernent tout d'abord qu'un procédé déterminé d'une branche de production déterminée. Dans ce domaine spécial de leur efficacité elles remplacent effectivement un procédé antérieur plus long par le procédé plus court nouvellement inventé. Par là sont rendues disponibles, comme je l'ai exposé en lieu opportun (1), des portions des moyens de subsistances qui jusqu'alors étaient nécessaires à la dotation d'un détour plus long, ou selon la conception vulgaire, des portions du capital placé dans la branche de production en question. Que deviennent ces portions de capital rendues disponibles ? Les laissera-t-on dormir à tout jamais ? Certainement non, mais on cherchera à les employer sur un point quelconque de la production, où leur emploi donnera encore quelque gain. Et un tel emploi s'offrira dans toute branche de production qui auparavant ou récemment a été l'objet de quelque invention allongeante avantageuse et qui n'a pas encore été complètement exploitée. La réussite d'une abréviation d'un processus de production fournit l'heureuse occasion de réaliser l'allongement d'un autre processus de production accroissant sa productivité et qui n'a pu être réalisé jusqu'ici faute de ressources, et c'est pourquoi dans le bilan de l'économie nationale en question les voies de production dans lesquelles on s'engage ne deviendront pas plus courtes en moyenne. Admettons par exemple que, grâce à une nouvelle invention, la

(1) *Appendice I*, p. 306, note 2 et p. 309.

fabrication de l'acier soit tellement simplifiée et abrégée, que sa production exige l'engagement d'un moindre capital qu'auparavant, alors le capital devenu disponible cherchera un emploi ou bien dans l'agriculture, dans des travaux d'irrigation ou de dessèchement ou dans la fumure avec des engrais artificiels, ou bien dans l'industrie pour procurer des moteurs à gaz aux artisans, ou pour monter des hôtels, etc., et il en trouvera tant que l'un quelconque de ces modes d'emploi donnés comme exemple ou l'un des innombrables modes d'emploi non mentionnés permettra de recueillir quelque avantage d'une production comportant un allongement du détour et qui n'a pas pu être réalisée jusqu'alors, seulement par « manque de capital » ; et tant qu'il y aura une semblable possibilité les raccourcissements de production qui réussissent seront automatiquement compensés par des allongements de productions rendues possibles, et il *n'y aura pas* en général une abréviation de la période moyenne de la production nationale.

Je croirais volontiers que White aussi bien que Lexis n'ont pas observé ce côté compensateur des abréviations de production couronnées de succès, et que pour cela ils ont témérairement confondu l'accroissement des inventions abrégeantes avec une abréviation croissante de la période de production nationale. Il est certain que « la technique cherche » comme Lexis l'a une fois très justement remarqué, « à toujours abréger la période de production » et il est certain que dans cet effort sa réussite est grande et même « croissante » en ce sens, que le nombre absolu des inventions abrégeantes

augmente de plus en plus (surtout qu'en même temps les chances d'une abréviation heureuse augmentent dans la mesure où les chemins de la production effectivement suivis ont déjà atteint une plus grande longueur, et que cette longueur, contrairement à l'opinion de Lexis, a augmenté constamment depuis le commencement de la civilisation) ; mais l'effet que toutes ces inventions abrégées auraient pu exercer sur la longueur de la période moyenne de la production nationale, a été et est jusqu'à présent complètement annihilé par les allongements nouvellement exécutés et que rendent possibles les ressources économisées par ces abréviations. Bien plus, les chemins de la production ont été constamment dans leur moyenne allongés encore davantage, en tant précisément que l'accroissement des capitaux nationaux (par tête de la population) en a fourni les moyens. En réalité, la marche et l'état de la longueur moyenne de la période de production nationale ont été déterminés jusqu'ici non par le rapport numérique des inventions abrégées et allongeantes mais — comme les inventions allongeantes inexploitées n'ont jamais fait défaut — toujours uniquement par la marche et l'état de la formation nationale du capital.

Mais quel devrait être l'état des choses, pour qu'une semblable compensation de l'effet des inventions abrégées, ne pût pas se produire ? Ici il faut de nouveau ne se prononcer qu'avec prudence et circonspection. Il semble certainement tout naturel de croire qu'il faudrait pour cela que les inventions abrégées réussissent non sporadiquement dans quelques branches de la production,

mais généralement dans toutes — ce qui n'est certainement pas tout à fait en dehors du domaine de la possibilité technique. On pourrait croire qu'alors, dans toutes les branches, les procédés antérieurs plus longs seraient remplacés tout d'un coup par des procédés nouveaux plus courts, et alors infailliblement, la moyenne sociale serait également abrégée, surtout que dans ce cas toutes les branches de production sans exception auraient à fournir des excédents de ressources propres à être employées et qu'aucune branche ne pourrait plus utiliser.

Cette opinion serait toutefois erronée et elle me conduit à un point théorique aussi important qu'intéressant.

Quel état de faits couvrent donc ces paroles : « une invention abrégéante réussit » ? Ce fait seulement, qu'il a été inventé un nouveau procédé plus court et en outre plus avantageux que *le procédé qui était jusqu'ici effectivement en usage*. Cela n'a pas du tout la même signification que « plus court et plus avantageux que *tout autre procédé en général imaginable* ». Et c'est précisément cette distinction qui sera le pivot de notre question. Nous allons l'illustrer ainsi que sa portée pratique par un exemple numérique.

Admettons qu'un procédé en usage jusqu'à présent pour créer un produit déterminé s'étende sur une période de production de trois années et compense chaque journée de travail employée par 10 unités du produit. Maintenant on fait une nouvelle invention heureuse qui compense une journée de travail par 12 unités du produit et qui réduit en outre la période de production à une année. Le nouveau

procédé est plus court et en même temps plus avantageux que l'ancien et lui sera par conséquent certainement préféré (1). Mais, cela signifie-t-il qu'il sera préféré à tout autre procédé et que ce sera par conséquent précisément ce procédé d'une année de durée et donnant 12 unités de produit par journée de travail qui prendra la place du procédé écarté et qui y restera ?

Cela serait garanti dans le cas, et seulement dans ce cas, où le procédé nouvellement inventé serait techniquement le meilleur absolument dont on ait en général connaissance maintenant après cette invention, si l'on ne connaissait pas une seule variante de ce procédé ou d'un autre qui pût fournir, au prix d'un allongement du procédé, la moindre augmentation de produit par journée de travail. Si au contraire, au niveau que la connaissance technique vient d'atteindre, on savait par exemple qu'une variante du procédé nouvellement inventé permet, par un allongement à deux années de la période de production, d'obtenir 12,3 unités du produit par journée de travail, ou qu'une autre variante, qui étendrait à trois années la période de production, permettrait d'élever le rendement de la journée de travail à 12,5 unités du produit, immédiatement une question de choix surgirait : l'ancien procédé (avec une période de production de trois années et 10 unités du produit par journée de travail) qui sera indubitablement mis hors d'usage,

(1) Ce qui arriverait même déjà, si le procédé nouvellement inventé était techniquement seulement aussi avantageux mais en même temps plus court ; l'épargne d'intérêts qui résulterait de l'abréviation du temps serait un avantage économique justifiant son adoption.

devra-t-il être remplacé par le procédé nouvellement inventé avec sa période de production d'une année et 12 unités du produit par journée de travail ou par la variante avec la période de production de 2 années et 12,3 ou par celle ayant une période de production de 3 années et fournissant 12,5 unités du produit par journée de travail ? Et peut-être qu'avec ces possibilités pourrait encore concourir comme quatrième possibilité un procédé d'une période de production de dix années et donnant 12,6 unités du produit par journée de travail, qu'on connaissait déjà du temps de l'ancien procédé, mais qu'on n'avait pas pu réaliser alors par « manque de capital » en dépit de son plus grand avantage technique.

Or, d'après quel point de vue le choix se fera-t-il ? Il ne saurait y avoir de doute à cet égard : c'est la rentabilité économique qui décidera et celle-ci est conditionnée par le taux courant de l'intérêt qui à son tour n'est qu'un symptôme intermédiaire de la rareté ou de l'abondance des provisions de « capital » disponible dans l'économie nationale dont il s'agit (recte : provisions de subsistances) par comparaison aux occasions présentes d'allongements de production lucratifs. S'il y a dans l'économie nationale assez d'occasions d'allongements de production lucratifs, pour employer tout le « stock de capital » qui existe dans des applications qui compensent le retard d'une année des résultats du travail dans un rapport plus grand que celui de 12 : 12,3 (= 100 : 102,5) et si conformément à cela, il s'établit un taux d'intérêt supérieur à 2 1/2 %, il faudra choisir dans notre branche spéciale de production la méthode

de production d'une année avec un rendement de 12 unités du produit. Toutes les variantes plus longues sont irréalisables et improductives à cause du « manque de capital ». Si les autres occasions offertes par l'économie nationale pour réaliser des allongements de production d'une année, avec une augmentation de rendement de 100 : 102,5 ne suffiraient pas à l'emploi de tout le stock du capital national, mais que celui-ci sera entièrement absorbé en descendant à des occasions moins productives, mais qui permettent cependant encore une augmentation de rendement d'un rapport plus grand que 12,3 : 12,5 (= 100 : 101,6), le taux de l'intérêt s'établirait entre 2 1/2 et 1,6 % et sous son influence il faudrait choisir la méthode de production de 2 années avec un rendement de 12,3 unités du produit, tandis que pour de plus longues méthodes de production, le capital serait de nouveau « trop rare » et le taux de l'intérêt « trop élevé »; et ainsi de suite (1).

Admettons maintenant que dans notre économie nationale le taux courant de l'intérêt ait été, à cause de la rareté du capital, de 4 % avant la nouvelle invention abrégée, et que cette

(1) C'est avec intention que je rends mon exemple plus traînant en n'invoquant pas seulement le taux de l'intérêt (ce qui suffirait parfaitement pour décider du rendement des diverses méthodes de production), mais en introduisant aussi dans mon raisonnement les dernières causes déterminantes de ce taux, du moins *in nuce*. Je le fais pour étouffer dans son germe une objection en grande faveur chez les critiques qui n'approfondissent pas. On se plaint en effet, et on s'y laisse aller facilement, à crier au « circulus vitiosus » si pour fonder une théorie qui finalement doit aussi conduire à l'explication de l'intérêt, on invoque en général l'intérêt sans rechercher plus scrupuleusement si cette invocation résulte d'une relation qui justifie effectivement le reproche du circulus vitiosus. C'est à quoi je veux parer tout d'abord.

invention ne s'applique qu'à une seule branche de production peu étendue relativement à l'ensemble de l'économie nationale ; dans ce cas, il y aura une très grande probabilité que le capital rendu disponible dans cette seule branche de production ne suffira pas pour faire tomber le taux de l'intérêt au-dessous de $1\frac{1}{2}\%$ dans toute l'économie nationale. En connexité avec ce fait l'invention abrégante sera introduite dans la pratique dans son type primitif sans changement (période de production d'une année avec 12 unités du produit par journée de travail) et se maintiendra jusqu'à nouvel ordre. Ses variations connues, techniquement meilleures mais plus longues, seront au contraire exclues pour le moment par suite de la « rareté du capital ».

Mais qu'arriverait-il si dans le sens de l'hypothèse que nous avons à examiner, hypothèse certes très peu vraisemblable, mais techniquement toujours possible, toutes les branches de la production étaient touchées tout d'un coup par d'analogues inventions abrégantes ? Cette hypothèse trouverait son expression la plus simple en ce que tout ce que nous avons admis pour une branche de la production s'adapterait tout d'un coup et uniformément à toutes les branches de production ; par conséquent, toute une armée d'inventions abrégantes parallèles permettrait de ramener les périodes de production qui étaient jusqu'alors de trois années (littéralement ou en moyenne) à une année (littéralement ou en moyenne), et d'élever en même temps le rendement de la journée de travail de 10 à 12 unités de produit. Mais parallèlement à cela on connaîtrait aussi dans tous les domaines de la production des variantes

du procédé qui partout, en allongeant jusqu'à deux années la période, donneraient un rendement de 12,3 par journée de travail, en allongeant jusqu'à trois ans, un rendement de 12,5 et en allongeant jusqu'à 10 ans, un rendement de 12,6 unités du produit par journée de travail.

Si maintenant, tout comme dans le cas de l'invention allongeante isolée, la période de production d'une année remplaçait cependant universellement la période de trois années en usage jusqu'à présent, ce seraient les deux tiers de tout le capital engagé jusqu'à présent dans la production nationale qui deviendraient disponibles (1), et qui chercheraient un emploi productif. D'après ce qui a été admis, ils ne trouveraient pas d'autres occasions que les nouveaux allongements mentionnés de la période de production avec les élévations de rendement également mentionnés. Le motif qui auparavant en rendait la réalisation impossible, n'existerait plus maintenant. Il n'y a pas d'autres occasions d'emploi rivales, ni d'un meilleur rapport qui puissent réclamer en leur faveur tout le capital national, en faisant valoir un meilleur droit de priorité ; et par connexité, le taux élevé de l'intérêt qui auparavant excluait ces occasions pencherait vers un niveau plus bas qui serait de nouveau à établir. Le nouvel équilibre se produira quand les deux tiers du capital national devenus disponibles auront trouvé leur emploi par l'introduction de la variante plus longue

(1) Je crois pouvoir négliger dans cette étude théorique les difficultés transitoires qui retardent cette mise en disponibilité ; elles ne changent en rien le résultat, elles modifient seulement le mouvement avec lequel il se produit.

de trois années (celle de deux années ne fixerait qu'un des deux tiers devenus disponibles et laisserait l'autre tiers à l'état flottant), et que corrélativement le taux de l'intérêt se sera établi à 1,6 %. La variante encore plus longue de dix années, et qui relativement produit une trop faible augmentation de rapport, restera exclue après comme auparavant par « manque de capital ».

Le résultat final serait donc, que même en dépit de la réussite *universelle* des inventions abrégées, la période de production sociale n'aurait pas été abrégée, mais aurait été maintenue au niveau de trois années comme jusqu'à présent. Le type primitif le plus court des inventions abrégées serait bien vite de nouveau abandonné en faveur de ces variantes plus longues ou — dans le cas idéal d'une formation « sans frottement » aucun, représentant d'un seul coup le résultat final — aurait été complètement négligé ; tout cela dans l'*unique* hypothèse que le procédé nouvellement inventé est à la vérité techniquement meilleur que celui en usage jusqu'à présent, mais n'est pas techniquement le meilleur qu'en général on puisse imaginer, et qui ne pourrait être dépassé, quant à la productivité technique, par un procédé plus long de quelque nature qu'il fût.

Or, jusqu'où s'étend en réalité la portée des inventions abrégées qui réussissent ? visent-elles simplement à une modeste supériorité technique sur le procédé plus long en usage jusqu'à présent, ou prétendent-elles arriver à l'apogée absolu, dominant tout, à la supériorité technique de tout procédé plus long imaginable ? Je crois que la réflexion et l'expérience montrent également l'invrai-

semblance de la dernière supposition. On peut bien plutôt établir la proposition, peut-être paradoxale dans sa forme, mais bien compréhensible dès qu'on en explique le contenu effectif, que la règle de l'augmentation de productivité des détours de production allongés, comme je l'ai élucidée, ne discontinuera pas un instant de produire son effet, même vis-à-vis d'une invention abrégée ; que même dans le domaine le plus propre de l'invention abrégée, dans le procédé spécial qu'elle vient d'introduire dans le monde, elle reste applicable sans discontinuité et dans toute sa force.

Comment faut-il comprendre cela ? Je vais tout d'abord le montrer par un exemple, et même intentionnellement par un exemple qu'un de mes adversaires a choisi comme type d'une invention indubitablement abrégée (1). Il concerne la production de l'huile. Jusqu'ici on avait obtenu l'huile par le détour de la pêche de la baleine : on a construit des bateaux, on les a équipés et on les a envoyés dans l'océan arctique pour prendre des cétacés, avec la graisse desquels on préparait de l'huile. Mais voici qu'on fait l'heureuse découverte que chez soi, à quelques milles peut-être du lieu de la consommation, il se trouve dans la terre en abondance de l'huile toute préparée. On n'a besoin que de creuser un puits auprès du gisement de pétrole. Certes, voilà un exemple éclatant d'une simplification du procédé, qui comporte une abréviation considérable de

(1) H. WHITE, *op. cit.*, p. 136 ; l'explication qui suit dans le texte a déjà été exposée dans mes *Strittige Fragen*, p. 34 s. dans un semblable enchaînement d'idées.

la période de production, en comparaison du procédé circonstancié et très allongé de la pêche de la baleine.

Mais il est tout aussi éclatant, que l'exploitation de ce procédé abrégé est elle-même à partir du premier moment soumise à la règle, que des détours plus longs aident à obtenir un plus grand produit. Ou bien, est-ce que le chemin le plus direct du percement par la force humaine directement employée ou en tous cas avec la bêche et la pioche, ou encore avec le perce à main, serait peut-être le plus productif ? N'est-il pas bien plus productif de prendre le détour de construire une machine à percer et de la mettre en mouvement soit par une machine à vapeur, soit par une force hydraulique amenée là, ou par une force électrique en laquelle on a transformé une force hydraulique voisine ou éloignée ? Ou encore, est-il plus productif de transporter l'huile obtenue du puits au lieu de la consommation par le chemin direct au moyen de voitures ordinaires suivant les routes ordinaires (dont la construction indique d'ailleurs aussi déjà un détour), que d'utiliser beaucoup de travail antérieur pour construire un chemin de fer, ou pour établir une canalisation qui amènera l'huile obtenue à la ville sans transbordement ? Bref, en dépit de l'invention et sur le terrain même de l'invention, il est évident que la règle, que de plus longs détours donnent un plus grand produit, reste vraie et pratiquement efficace (1).

(1) Schade, *op. cit.*, p. 270, croit devoir opposer à mon explication cette glose qui me rembarre en peu de mots : « Comme si en passant à l'exploitation de l'huile minérale on avait tout d'abord appliqué le procédé le plus primitif ! La discussion ne peut cependant porter que

Et nous n'avons aucune raison d'admettre que d'autres cas d'inventions abrégées aient un autre caractère. Les magasins de notre savoir technique sont, pour des raisons que je me suis efforcé d'exposer avec le plus grand soin dans une autre partie de cet ouvrage, remplis jusqu'aux combles de connaissances acquises depuis longtemps ou récemment, relatives à des avantages de production qui pourraient être recueillis, en donnant aux méthodes de production d'ailleurs en usage une forme beaucoup plus capitalistique et conduisant à des détours plus éloignés, et ces avantages n'ont pu être obtenus jusqu'ici effectivement qu'à cause de l'obstacle provenant de l'insuffisance du capital. Certes on peut imaginer,

sur ce point : lorsqu'on commença à extraire l'huile minérale, fut-elle, d'après l'état d'alors de la technique, produite dans une période plus courte que l'huile de baleine ? » J'avoue que je n'arrive pas à découvrir la logique qui doit relier ces deux propositions entre elles et avec le sujet en discussion. Précisément si, à l'époque où l'on a commencé à extraire l'huile minérale on a négligé les méthodes très primitives, celles par exemple du creusement avec la bêche et la pioche, ou avec le perce à main qui certainement n'étaient pas inconnues alors, et si l'on a eu recours à un procédé moins primitif et en même temps plus long, c'est la meilleure preuve, qu'au moment de la découverte, on était déjà en présence, non d'un seul procédé possible de percement du sol, mais de plusieurs procédés ou variantes différents qui indiquent une « longueur » différente et une productivité différente dans le sens de ma conception. La technique offre à notre choix toute une série de méthodes simultanément connues : par laquelle commencera-t-on effectivement ? Des « variantes moins pourvues de capital » seront-elles négligées et combien d'entre elles le seront ? Ce sont des choses qui sont péremptoirement déterminées par le degré d'abondance du capital existant ; cela ressort des explications données p. 363 de cet *Appendice*. Mais en tout cas il y a encore autre chose en « discussion » que de savoir si le premier procédé employé pour percer le sol était plus court que la production de l'huile de baleine !

mais avec un bien faible degré de vraisemblance, qu'un procédé abrégeant nouvellement inventé soit de telle nature, comparativement au procédé en usage jusqu'à présent, qu'il ne présente dans son cours pas un seul point technique qui permette de le rattacher à un quelconque des types innombrables et variés de forme des allongements de production avantageux qui peuvent se rattacher à chacun des procédés aujourd'hui en usage. Il faudrait, comme dans le cas de l'hydre de Lerne, non seulement avoir abattu une tête, mais encore avoir tellement calciné la place où elle était, que rien ne puisse plus y pousser. Il ne suffirait pas que la méthode nouvellement inventée fût plus courte que celle qui est en usage, mais elle devrait encore offrir cette particularité que là où elle a une fois abrégé, toutes les innombrables chances d'inventions allongeantes soient complètement taries. Et il me semble que jusqu'ici nous n'avons guère d'exemple d'inventions de ce genre. Même les inventions abrégeantes les plus heureuses ne représentent pas un « non plus ultra » de l'invention, mais au contraire elles font bientôt place à des variantes perfectionnées dont la réalisation n'a pas le plus souvent besoin d'attendre d'autres inventions nouvelles, mais seulement un surcroît nouveau de capital (1). Nous voyons ce-

(1) Cette proposition n'est pas en contradiction avec celle qui est exprimée p. 358, à savoir, que toute invention abrégeante met du capital en disponibilité et que par conséquent immédiatement après la réussite d'une invention abrégeante, il y a du capital disponible pour un nouvel allongement. Car le nouvel allongement du procédé venant d'être abrégé pourra être moins lucratif que d'autres allongements offerts par d'autres procédés de production. Alors le capital

pendant tous les jours, que des procédés nouvellement inventés et brevetés qui sont employés dans différents établissements autorisés à les exploiter ne sont nullement appliqués de façon complètement identique ; ils sont bien vite différenciés dans l'agencement technique des parties essentielles et des parties accessoires : là où une fabrique emploie la vapeur, une autre utilisera une force hydraulique transformée en électricité, une troisième perfectionnera la force hydraulique dont elle dispose au moyen de constructions hydrauliques, de distributions à travers des tunnels, de constructions d'écluses, de bassins collecteurs, etc., qui feront défaut ailleurs ; l'une peut établir entre ses ateliers des voiturettes mues par l'électricité, lorsqu'une autre se contentera de voitures traînées par des chevaux. Les constructions de l'exploitation peuvent être faites avec des degrés différents de solidité et de durée (construction en bois, en pierre ; conduites d'eau ordinaires, conduites bétonnées ou revêtues de moellons !) etc. ; et bien d'autres perfectionnements connus de tous dès à présent pourront être remis par tous à plus tard, lorsque le taux de l'intérêt aura baissé.

Là où les choses se passent ainsi, ou d'une manière analogue, — et je serais embarrassé de citer un seul exemple où elles se passent autrement — la tête abattue de l'hydre du processus de la production repousse aussitôt. La technique, qui connaît déjà de

devenu disponible sera naturellement réclamé par ces derniers, et le premier allongement, mis sur la même ligne que d'autres allongements également lucratifs ne pourra être remis à flot que par un accroissement positif du capital national.

nouveaux chemins meilleurs et plus longs, donne l'impulsion, et le capital devenu libre par l'abréviation réussie, et qui cherche à s'employer dans l'organisme économique fournira l'aliment. Si l'aliment existant ne devait pas conduire à la croissance organique, ce serait que la technique l'interdirait positivement : toutes les méthodes de production plus longues qui pourraient recevoir et transformer l'aliment devraient être techniquement moins bonnes (ou du moins pas meilleures) que la méthode abrégée qui a amené sa mise en liberté. Et si l'aliment repoussé en un point ne devait pas être happé avidement en un autre point de l'organisme et être employé à une nouvelle croissance, il faudrait en outre que chacune des innombrables branches de production et que chacun des innombrables procédés de production reçût un caractère définitif par une telle invention catégoriquement abrégée. La technique ne devrait plus nulle part avoir connaissance d'un procédé plus long dépassant en productivité la dernière invention.

Il est possible, je le répète, qu'il puisse en être ainsi. Cette marche des choses et celle-là seule pourrait, pour des raisons de développement technique (1), amener de nouveau une abréviation durable et continue de la période de la production nationale moyenne. La vraisemblance de son avènement dépend de la vraisemblance de l'avènement des conditions auxquelles elle est liée. Déterminer

(1) Contrairement à ce qui se passe avec l'accumulation du capital, un peuple qui s'appauvrirait serait naturellement contraint de retourner aux méthodes de production plus courtes mais en même temps inférieures techniquement.

avec toute la clarté désirable ces conditions vis-à-vis des vagues présomptions de White et de Lexis, c'était la tâche que je me suis proposée dans cet *Appendice*, et elle n'était nullement superflue, à ce que je crois du moins.

APPENDICE III

Au sujet de certaines objections de méthode adressées à ma thèse de l'augmentation de rendement des détours de la production.

Voir Livre II, premier chapitre de la *Théorie positive* et p. 321 de l'Appendice I

Dans la discussion livresque sur la thèse ci-dessus, des objections de nature méthodologique ou théorique ont joué un rôle qui, s'il n'est pas tout à fait clair, n'en a pas été moins important. Elles ont d'abord été soulevées par Lexis, reprises plus tard et avec des variantes assez intéressantes par I. Fisher ; elles ont en outre été répandues sans commentaires particuliers par beaucoup d'autres, purement et simplement sous la forme de citations approuvées. Elles proviennent toutes de la difficulté ou de l'impossibilité qu'il y a à déterminer exactement la longueur des périodes de production moyennes auxquelles se rapporte ma thèse, et de ce point de départ elles cherchent à mettre ma thèse en suspicion, avec quelques différences dans le détail. Écoutons d'abord Lexis.

Pour s'exprimer mathématiquement, il fait du contenu de ma thèse la « proposition d'une relation fonctionnelle entre la longueur de la période de

production et la productivité du travail », il se demande ensuite si cette proposition peut se démontrer et objecte à cette relation qu'il n'est pas « manifeste qu'on puisse expérimentalement calculer la fonction p (ce que rapporte en chiffres le travail pour une longueur déterminée de la période de production) dans les différentes branches de la production, surtout alors que, dans chaque production, il faut commencer par celle des moyens de production » (—pourquoi en vérité pas aussi par la production des outils qui ont servi à fabriquer les instruments utilisés ?)

Nous allons vite et facilement nous entendre sur ce qu'il y a de réel au fond de cette objection. Car je suis tout disposé à accorder — comme je l'ai déjà fait entendre dans le texte de mon livre — que dans la pratique on se heurte en effet à des difficultés grandes, et dans la plupart des cas même insurmontables, quand il s'agit de déterminer avec précision la « période de production moyenne » ou le « temps d'attente moyen » (2) qui correspond à un procédé de production déterminé. Lexis a certes tout à fait raison : on ne doit pas pour cela regarder simplement les faits — probablement faciles à examiner — du dernier stade seulement de la production, pendant lequel s'achève le bien de jouissance dont il s'agit, mais, dans le calcul de la moyenne, il faut aussi introduire les quotités de travail qui ont profité à ce bien de jouissance, fournies par les moyens de production utilisés dans sa création avec les intervalles

(1) *Schmoller's Jahrbuch*, vol. XIX, p. 334

(2) Sur le sens et le rapport de ces deux concepts, voir *Th. Pos.*, p. 207 s.

de temps relatifs à chacun d'eux, et pour pouvoir faire cela aussi avec exactitude, il faut aussi remonter aux faits et aux quote-parts analogues des moyens de production de ces moyens de production, puis encore aux moyens de production des premiers moyens de production, etc. — et après avoir parcouru quelques stations sur ce chemin de recherches, des faits encore plus reculés échapperont quand même à l'œil de l'observateur. Qui voudrait donc établir avec exactitude quelle fraction du temps de travail exigé par la fabrication d'un marteau doit être attribuée à la production d'une redingote de drap cousue avec une machine à la production de laquelle un marteau a été employé pour la production duquel ce premier marteau a coopéré ? D'une mesure pratique exacte de cette période de production moyenne, il ne saurait donc en réalité être jamais question, si ce n'est dans des cas exceptionnels extrêmement rares.

Mais s'il s'agit d'à peu près, d'une idée approximative de la longueur de la période de production moyenne, je crois que les technologues expérimentés pourront y arriver dans la plupart des cas. Car les contributions qui se perdent dans un lointain ténébreux diminuent rapidement en importance avec le degré de leur éloignement (si, par exemple, notre marteau a contribué à la fabrication de 10.000 autres marteaux et chacun de ceux-ci à la production de 10.000 machines à coudre, et une machine à coudre à la fabrication de 10.000 redingotes, il n'entrera de la journée de travail qu'a pu coûter la fabrication du premier marteau, qu'un *billionième* dans le calcul de la production d'une redingote) ; et par suite elles

n'auront qu'une très minime influence sur la moyenne, tandis que la grandeur de celle-ci dépend principalement de la grandeur et de la répartition assez facilement appréciables des contributions de travail provenant des dernières années. Mais quand il s'agit de tous les produits considérés dans leur totalité, la période de production peut en outre encore se déterminer d'un autre côté avec une certitude qui ne sera à la vérité encore que très approximative. En effet, en tant que — ainsi que je l'ai montré dans un autre ordre d'idées dans ma *Th. Pos.* (1) — la longueur du temps d'attente moyen que les producteurs d'une nation peuvent s'imposer dépend de la grandeur du « fonds de subsistances » national qui, entre parenthèses, coïncide avec la somme du capital et du patrimoine de jouissance existant dans la nation; et comme en outre l'espace que cette quantité donne à l'extension des périodes de production est d'habitude complètement utilisé dans la pratique, on peut tirer de la quantité du patrimoine national que fournit la statistique une certaine conclusion — et il faut naturellement y mettre beaucoup de prudence — relative à l'extension moyenne des périodes de production dans un pays (pour des raisons techniques elles seront naturellement très différentes pour les diverses sortes de production).

Cependant ces deux moyens possibles de connaissance — je l'accorde également très volontiers — n'ont été jusqu'à présent que très peu appliqués à cause du peu d'attention qu'on a porté sur ce point de la question.

(1) 2^e éd., p. 327-345.

Or, que peut-on conclure de cet état de choses pour l'objet qui nous occupe ?

On peut certainement en déduire qu'on pourrait sérieusement mettre en doute la possibilité d'une démonstration empirique de ma thèse, si cette dernière prétendait déterminer numériquement le rapport de la longueur de la période de production et de la quantité exprimant la productivité du travail ; si, par exemple, le schéma numérique (1), dont je me suis si souvent servi dans mon livre, avait été établi avec la prétention de signifier, que dans quelque branche déterminée de production, ou en moyenne dans toutes les branches de production à un moment déterminé, on pût effectivement obtenir 350 unités de produit ou de valeur avec une période de production d'une année, 450 unités avec une période de production de deux années et 530 unités avec une de trois années ; ou même, si sans affirmer l'exactitude de nombres absolus déterminés, j'avais soutenu l'existence de quelque rapport numérique déterminé entre la longueur de la période de production et la grandeur du produit ; si j'avais par exemple affirmé que si la période de production devient double, le produit sera également doublé, ou s'il n'est pas doublé, qu'il augmentera d'une moitié ou d'un quart ou de quelque autre quantité déterminée. Je reconnais très volontiers que pour une affirmation de ce genre ou une affirmation analogue on ne concevrait pas facilement une preuve expérimentale sans qu'on eût effectivement fixé au préalable en nombres et les longueurs concrètes des

(1) Voir p. ex. *Th. pos.*, 1^{re} éd., p. 402 s.

périodes et les chiffres de la productivité qui les concernent. Tout comme par exemple la proposition, que l'intensité de la lumière décroît proportionnellement au carré des distances ne peut se démontrer empiriquement avant qu'on soit en état de mesurer effectivement et avec précision tant les intensités concrètes des lumières que les distances concrètes (1).

Mais je n'ai rien affirmé de semblable. J'ai au contraire dénié avec la plus grande insistance possible ce sens à ma thèse et au schéma que j'y ai joint pour l'élucider. J'ai expressément déclaré que dans ce domaine on ne saurait établir des quantités déterminées ni en nombres absolus, ni en rapports. La seule détermination numérique que j'affirme dans ma thèse est qu'un allongement de la période de production conduit en général à une augmentation de productivité (2), bien que cette augmentation soit successivement décroissante (3).

Et maintenant on peut se demander si l'on ne

(1) Certes, non toutes, mais bien un nombre suffisant pour en pouvoir déduire avec quelque certitude une loi empirique.

(2) *Th. pos.*, p. 199 (1^{re} édition, p. 91 et 402).

(3) Cette dernière addition restrictive n'est pas mise en question ici, puisqu'il est certain que Lexis lui-même n'est nullement disposé à contester la restriction qui y est exprimée. C'est d'ailleurs avec étonnement qu'on a vu surgir chez une critique cette combinaison d'opinions ; sans mettre en doute ma thèse principale, qu'on augmente la productivité en allongeant les détours de la production, il a simplement contesté la clause additionnelle restrictive touchant la tendance à décroître de cette augmentation de productivité (Prof. MACVANE dans sa dissertation : *Böhm-Bawerk on value and wages*, dans *Quarterly Journal of Economics*, Octobre 1890, p. 24 s., surtout 35 s.). Je crois que cette combinaison d'opinions ne signifie en réalité rien d'autre que cette assertion que les arbres montent au ciel. Cf. aussi ma réplique dans le *Quarterly Journal*, janvier 1896, p. 143 s.

peut pas arriver à se convaincre expérimentalement de cette thèse autrement qu'en se fondant sur la connaissance positive exacte des longueurs numériques des périodes de production correspondant aux différents procédés techniques et au résultat qu'on peut obtenir du travail en les appliquant ?

Lexis semble l'admettre. Il connaissait en effet toutes mes explications formelles et il n'a cependant pas hésité à formuler son objection. Mais s'il l'a admis, il ne s'est certainement pas donné beaucoup de peine pour fonder son opinion. Il a donc lancé son objection, mais il ne l'a pas développée. Et cela s'applique, disons-le une fois franchement dans l'intérêt de notre science, aussi à bien d'autres objections méthodologiques qu'on sème aujourd'hui si volontiers et si facilement dans les domaines les plus variés de la théorie économique. Il y a un type de ces objections que je désignerais volontiers sous le nom de « diversions méthodologiques ». Au lieu de vider une question de théorie de nature concrète sur son propre terrain, au moyen des arguments matériels qui s'y rapportent, on y sème un doute quant à la méthode et l'on cherche ainsi à porter la discussion sur un autre terrain d'ordinaire très éloigné. Cela peut certes être très légitime et même inévitable dans certaines circonstances ; mais je crois qu'il est permis de demander que, dans un pareil cas, celui qui soulève un doute quant à la méthode dise du moins avec précision pourquoi et contre quoi il le soulève ; qu'il développe lui-même si bien et si clairement ses idées sur la méthode, qu'on reconnaisse exactement sur quel point et sur quel procédé de la méthode porte ce scrupule dans le raisonnement

effectif dont il provoque la réfutation ; mais avancer simplement un doute sur la méthode, sans le développer, et faire naître ainsi en général du scepticisme à l'égard d'une proposition attaquée — certainement non avec l'intention, mais assez souvent avec le résultat du *semper aliquid haeret* — c'est, à mon avis, un procédé peu recommandable et c'est en même temps renverser inconvenablement les rôles quant à la démonstration. Celui qui porte la question sur un scrupule de méthode doit pour le moins aussi faire connaître dans quelle voie s'engage sa pensée, et ne pas attendre de son adversaire qu'il se risque à l'aventure sur l'océan d'explications méthodiques, qu'il cherche à découvrir toutes les suppositions imaginables pour les réfuter.

C'est pourquoi j'aurais été bien reconnaissant à Lexis, si d'une façon quelconque il avait laissé voir pour quel motif secondaire il veut que l'affirmation de ma thèse, bien qu'elle n'ait pas un contenu numériquement déterminé, nécessite cependant une détermination numérique des périodes de production se présentant dans la pratique. A défaut de cette indication je me résignerai, dans l'intérêt de la cause, à accepter pour une fois exceptionnellement ce renversement de rôle quant à la démonstration ; j'entreprendrai donc de démontrer de mon côté qu'on peut être expérimentalement convaincu de ma thèse, même dans l'absence de mesures numériques précises, et qu'on peut même arriver à cette conviction par plus d'un mode de connaissances de caractère tout à fait empirique.

Il est tout d'abord facile de voir qu'en s'appuyant sur des appréciations comparatives tout à fait

grossières, sans aucune mesure effective des longueurs des périodes, ni du montant de la productivité, on peut arriver à ce simple jugement que le résultat d'une production d'un plus long détour surpasse en général celui d'un détour moins long. Les choses se passent encore ici tout comme dans le cas analogue de l'intensité de la lumière que nous avons cité plus haut. Si je voulais vérifier empiriquement la loi numériquement spécialisée que l'intensité de la lumière décroît en raison inverse du carré des distances, que par suite à une distance double elle n'est plus que juste le quart, à une distance triple que le neuvième, etc., il faudrait certes que je pusse mesurer exactement aussi bien les distances, que l'intensité de la lumière, en employant quelque appareil photométrique particulier. Mais s'il s'agit de la vérification de cette simple thèse qu'à mesure que la distance augmente l'intensité de la lumière diminue, n'importe dans quel rapport, la vérification expérimentale pourra en être faite par le premier venu qui, le soir dans la rue s'approchera du bec de gaz pour pouvoir lire une lettre. Il n'a pas besoin de savoir de combien de pas il est éloigné de la source de lumière à l'endroit où il peut lire la lettre et de combien de pas il en était éloigné auparavant, alors qu'il ne pouvait pas encore la lire ; il n'a pas davantage besoin de savoir à combien de « bougies normales » correspond ici l'intensité de la lumière, mais il est de la dernière évidence pour lui comme pour tout le monde qu'il est maintenant moins éloigné de la source de lumière et que ce moindre éloignement correspond à une plus grande intensité de la lumière.

Or, dans notre question, d'innombrables cas

montrent tout aussi clairement que certaines méthodes productives sont de plus longue durée mais aussi plus profitables que d'autres. Pour juger que pêcher à l'hameçon demande plus de préparatifs et rapporte plus que de ramasser les poissons jetés sur le rivage, et que de pêcher au filet est à son tour plus long et plus profitable que de pêcher à l'hameçon, on n'a vraiment pas besoin de connaître exactement combien les travaux préliminaires de la fabrication des hameçons, de la construction des bateaux de pêche, de la confection des filets, etc., réclament d'heures, de jours ou de mois, ni d'avoir d'exactes statistiques en nombres de la production de ces différents modes de procéder. Une simple estimation à vue d'œil nous renseigne dans ce cas et dans d'innombrables autres cas concernant les branches de production les plus variées, cas qui sont aussi assez nombreux pour faire reconnaître une tendance typique dans le sens que l'allongement des périodes de production favorise en général l'accroissement du résultat de la production.

Mais on peut encore arriver à cette dernière connaissance par une autre voie indépendante de la première et qui a une particularité intéressante, surtout au point de vue de la méthode. En effet, tandis que la manière d'opérer dont nous venons de parler suppose sinon des mesures exactes du moins encore quelque jugement comparatif, aussi grossier qu'il soit, sur les grandeurs qui se rapportent à l'ensemble du processus de la production, à sa longueur et à sa productivité, la seconde manière de procéder ne réclame pas même une semblable connaissance approximative de toutes ces quantités :

on n'a littéralement pas besoin d'avoir même une idée soit de toute la longueur de la période, soit de la quantité de produit qu'il s'agit d'obtenir par chaque unité de travail pour pouvoir rassembler des preuves expérimentales parfaitement certaines que, selon ma thèse, par l'allongement de toute la période, on obtient une augmentation de produits.

Cela peut paraître singulier, mais c'est de la plus évidente justesse. C'est de nouveau par une analogie que je pourrai le mieux le faire sentir. Un ruisseau coule à travers de nombreux méandres en suivant la pente très douce d'une vallée dans la plaine. Un propriétaire voudrait exploiter un moulin ; la pente du ruisseau, telle qu'elle existe, ne donne pas une chute d'eau suffisante, il abrège donc les sinuosités qui se trouvent sur son terrain en creusant un nouveau lit rectiligne qu'il donne au cours d'eau, et celui-ci aura ainsi dans cette partie une pente assez forte pour que la chute d'eau mette le moulin en mouvement. Dans ces circonstances deux choses sont claires comme le jour. Premièrement, il est évident qu'en se fondant seulement sur cet état de choses on peut savoir et affirmer en toute certitude que le cours total du ruisseau a aussi été abrégé, même si l'on n'avait pas la moindre connaissance de la longueur totale de tout le cours du ruisseau : si par exemple ce cours n'avait jamais été mesuré, n'avait été indiqué sur aucune carte géographique ; bien plus, même si on ne savait pas où est sa source. On n'a pas même besoin de savoir de combien le ruisseau a été diminué dans cette portion de son cours, si c'est de 300 ou de 600 mètres ou d'une longueur quelconque, du moment que l'on sait et

que l'on voit que le cours d'eau a été diminué en général dans cette partie, tandis que la longueur du ruisseau est restée la même en aval et en amont, on sait ainsi que le total du cours a été diminué. Et deuxièmement il n'est pas moins évident que la pente du ruisseau a été en somme augmentée. Si la pente a été élevée dans une partie, et qu'en amont et en aval la longueur du cours d'eau et les différences de niveau, c'est-à-dire les éléments de la pente n'ont pas été changés, il est clair que toute la pente qui provient de la moyenne de deux grandeurs non modifiées et d'une fraction devenue plus grande, a dû être augmentée ; et pour porter ce jugement il saute encore aux yeux qu'on n'a pas besoin de la moindre connaissance concrète de la grandeur absolue de la pente que le ruisseau avait avant ou après.

Or, il en est tout à fait de même dans notre question. Même si l'on n'envisage qu'une portion de tout le processus du travail engagé, il est en général tout à fait clair en quel sens certains changements techniques entrepris dans cette portion doivent influencer tout le processus. Si, par exemple, dans le métier du tailleur le travail à la main d'un assez grand nombre d'ouvriers est remplacé par le travail à la machine d'un nombre moindre d'ouvriers, ou pour parler plus exactement, si l'activité de quelques ouvriers tailleurs qui ont travaillé dans le dernier stade de tout le processus conduisant à la production de vêtements est remplacée par l'activité de quelques mineurs, ouvriers des forges, constructeurs de machines et ainsi de suite qui sont occupés directement ou indirectement à la fabrication de machines à

coudre, donc dans un stade bien antérieur de la production, il est clair sans plus, que par suite de ce changement, le temps d'attente moyen de tout le processus productif a dû être allongé. Même si nous n'avons aucune idée, ou si nous ne nous sommes pas donné la peine de nous figurer de quelle longueur pourra être toute la période de production remplie par l'engrenage des activités des agriculteurs qui produisent la laine brute, des filateurs et des tisseurs qui en font du drap, des constructeurs de machines qui font les métiers à filer et à tisser, des ouvriers du bâtiment qui construisent les fabriques, du grand nombre d'autres ouvriers qui fabriquent les autres instruments et les matières auxiliaires nécessaires, des tailleurs enfin qui achèvent les vêtements ; cela a l'évidence d'un axiome, que le remplacement d'ouvriers occupés immédiatement avant la création du produit final mûr pour la jouissance, par suite avec un temps d'attente court, par d'autres ouvriers dont l'activité s'exerce dans les phases techniques antérieures, par suite avec un temps d'attente plus long, doit élever en somme le temps d'attente moyen. Mais il est tout aussi clair que si ce changement a amené une augmentation de la productivité du travail dans la portion dans laquelle il a eu lieu, la productivité moyenne du travail de tout le processus de production a dû également augmenter. Si même on peut simplement s'apercevoir que dans la portion du processus où il y a un changement, du travail a été économisé, parce que l'action de chaque groupe de trois ouvriers tailleurs devenus superflus a été avantageusement remplacée par celle d'un groupe de deux ouvriers

occupés à la fabrication des machines à coudre, il devient immédiatement clair que la fraction devenue plus productive additionnée aux parties dont la productivité n'a pas changé, doit former, quel que soit d'ailleurs leur degré absolu de productivité, une productivité moyenne supérieure.

De semblables matériaux d'expérience faisant voir de la façon indirecte mais non équivoque que je viens de décrire des allongements du processus de la production suivis d'accroissements de la productivité moyenne, ne sont pas du tout rares ; ils se présentent en telle masse qu'ils permettent certainement de se convaincre empiriquement, si effectivement des allongements de la période de production, comme je les comprends dans ma thèse, conduisent ou non généralement à une augmentation de productivité, sans que nous ayons besoin — ce qui en effet n'est pas à notre portée — de la connaissance et de la mesure directes des périodes entières de production d'une part, et des moyennes numériques du rendement qui leur sont relatives. C'est donc à tort qu'on a opposé à ma thèse ce scrupule théorique — sans compter qu'elle a encore un grand nombre d'autres points d'appui, que cette preuve directement empirique et surabondante, la seule à laquelle touche ce scrupule.

I. Fisher se rattache en général aux explications de Lexis par des citations où il l'approuve (1). Mais en plus, dans un paragraphe de son ouvrage *The rate of interest* qui est désigné dans la table des matières par ce titre : « Critique du concept de Böhm-

(1) *Rate of Interest*, p. 58, note 3.

Baverk d'une période de production moyenne », il reproche en particulier à ce concept de ne pas être suffisamment déterminé pour donner un fondement aux conséquences que j'entreprends d'étayer sur lui (1).

Fisher commence par citer l'explication numérique que je donne plus haut, page 204 du texte, de mon concept du temps d'attente moyen et aussi de la période de production moyenne (2) et il établit que la moyenne que j'ai en vue est ce que les mathématiciens appellent « la moyenne arithmétique pondérée » (weighted arithmetical mean) ; mais qu'il y a encore beaucoup d'autres méthodes pour calculer une moyenne ; qu'il y a par exemple la moyenne arithmétique, la moyenne géométrique et la moyenne harmonique qui se distinguent souvent essentiellement de celle que j'ai employée ; entre autres, dans l'exemple où j'arrive à un temps d'attente moyen de 5 à 6 années, la moyenne géométrique qu'on obtiendrait serait de 0 année. Et c'est pourquoi Fisher pense devoir d'abord me demander pourquoi je considère comme exacte la méthode que j'emploie pour établir la moyenne (3).

J'aurais encore une fois été reconnaissant à Fisher s'il avait développé le raisonnement sur lequel pourrait s'appuyer dans ce qu'il explique et ce qu'il demande le reproche qu'il élève contre le manque

(1) *Op. cit.*, p. 56.

(2) Sur le rapport des deux concepts voir ci-dessus : *Théorie positive*, p. 207.

(3) « We may ask, why the particular method of averaging which Böhm-Bawerk employs is assumed by him to be the correct one » ; *Op. cit.*, p. 56.

de précision (lack of sufficient definiteness) de mon concept du temps d'attente moyen. Je dois en effet avouer franchement que je ne puis apercevoir aucun lien entre l'objet de sa démonstration et ses arguments. Qu'est-ce que la pluralité des concepts existants d'une moyenne a donc à démêler avec la précision ou l'imprécision de mon concept de moyenne si, comme c'est en effet le cas, je ne me suis pas borné à citer simplement un mot aux sens multiples, mais que j'ai désigné sans aucune équivoque comme mien un concept déterminé de la moyenne par des explications numériques précises que j'ai ajoutées au nom. Mon concept n'a-t-il pas été désigné avec une telle précision et une telle clarté que Fisher lui-même n'a pas douté un instant que ma moyenne fût « une moyenne arithmétique pondérée ». Et la question même de Fisher, pourquoi je considère comme « vraie » ma manière de calculer la moyenne, ne fait-elle pas nettement supposer l'entière précision de mon concept de la moyenne ?

Dans cet état de choses, on aurait peut-être pu mettre en doute la justesse matérielle de ma proposition nettement exprimée, mais certainement pas sa précision. On aurait pu, à la rigueur, se demander si la relation effective que ma thèse affirme exister entre la productivité et la longueur de période moyenne, s'accorde précisément avec la moyenne que je désigne. Fisher aurait pu essayer de nier qu'il y a effectivement une telle relation pour quelque quantité qu'on puisse désigner sous le nom de temps d'attente moyen, ou il aurait pu entreprendre de démontrer que cette relation effective existe à la vérité, non pas pour la moyenne arithmétique pondérée

que j'ai indiquée, mais pour quelque autre moyenne, la moyenne géométrique ou harmonique par exemple. Mais Fisher n'a pas du tout apporté des objections ou des arguments de ce genre. Au contraire, il a expressément déclaré qu'il n'avait *rien* à objecter (1) à ma proposition que « plus cette période de production moyenne est longue, plus le produit aussi sera grand ». Mais il lui était pourtant impossible de faire à la fois une concession matérielle de cette nature en faveur de plusieurs sens différents, divergents quant au contenu de ma proposition, et *in bianco* en faveur de quelque sens indéterminé ; il ne pouvait la faire qu'en faveur d'une proposition dont le sens fût bien fixé (2).

Que peut donc signifier dans cette suite d'idées la singulière question, pourquoi je considère précisément ma méthode de calculer la moyenne comme « correcte » (correct) ? Je ne saurais mieux montrer que par une analogie combien elle a peu de rapport avec la question de la « précision » de mon concept. Une loi de la physique énonce que l'intensité de la lumière décroît suivant une progression géométrique

(1) P. 58 en relation avec p. 55 : « passing over the second step (the proposition that the longer this average production period, the greater will be the product) to which no objection is offered... ».

(2) Si l'on ne balance pas entre différentes sortes de moyennes, et qu'on n'a en vue qu'une seule sorte bien déterminée, il y aura même dans des cas compliqués comme ceux que Fisher décrit dans l'appendice du chap. IV, § 2 (p. 352) à répondre constamment et sans ambiguïté possible à la question : laquelle des deux périodes de production comparées représente la plus longue moyenne ? La question du plus grand ou du moindre rendement économique, pour laquelle l'exemple si ingénieusement imaginé par Fisher offre un cas de discussion évidemment intéressant, est une tout autre question.

avec la distance de la source lumineuse, et même dans le rapport du carré de la distance. Or, ici aussi il n'y a pas simplement cette unique sorte de progression ; il y en a de beaucoup de sortes, probablement tout autant que de sortes de « moyennes ». Il y a, par exemple, ici aussi des progressions géométriques et des progressions arithmétiques, et dans chacune de ces sortes il y a un nombre infini de cas particuliers. Or, exigera-t-on aussi que le physicien vous dise d'abord pourquoi il a précisément appliqué cette « progression » et non quelque autre, avant de vouloir reconnaître que sa loi est « suffisamment déterminée » ? Ne serait-ce pas évidemment confondre la question de l'exactitude matérielle d'une proposition avec celle de sa précision ? Et n'est-ce pas en outre une manière singulière de poser la question de la correction matérielle d'une proposition, que de provoquer l'auteur à expliquer pourquoi il n'a pas soutenu autre chose que ce qu'il voulait soutenir, pour la simple raison que cette autre chose porte un nom de même consonnance ? Dois-je, pour ne pas être accusé d'être obscur, être obligé de commencer à développer effectivement pourquoi les faits qui m'ont amené à établir ma thèse, ne semblent pas convenir à une autre thèse qui enregistre un temps d'attente moyen de 0 année, là où se présente dans le sens de ma thèse un temps d'attente moyen de 5-6 années ?

Chaque chose en son lieu : c'est très volontiers que je me suis expliqué et que je m'explique encore sur les objections qu'on élève contre la correction matérielle de ma thèse, pourvu qu'elles soient nettement dirigées vers le point qu'elles visent.

Mais je dois attacher de l'importance à ce que le vague dans l'exposition des arguments ne rejette pas dans un lointain nuageux l'objet même de la discussion, et à ce que sous l'influence non contrôlée d'arguments à demi exprimés, qui à la rigueur pourraient concerner la correction de ma thèse, il ne naisse pas un scepticisme non justifié à l'égard de sa clarté et de sa précision.

Mais Fisher a encore d'autres raisons — de meilleures peut-être — pour me faire un tel reproche. En effet, continue-t-il, même si le temps d'attente moyen peut être formulé justement et d'une manière satisfaisante pour un article particulier, il faut encore se demander de quelle façon les temps moyens des articles particuliers devront être combinés entre eux (1), pour trouver leur temps moyen commun ? Mais cette question ferait surgir toutes les difficultés bien connues que provoque la construction d'un nombre-indice convenable, et elles se présenteraient encore bien plus accentuées.

C'est certainement vrai dans le cas où l'on se propose de constituer la période de production moyenne de toute l'économie nationale comme une mosaïque faite avec les périodes de production auparavant déterminées des espèces particulières de biens : mais qui donc se pose ce problème et qui a besoin de se le poser ainsi ? Et avant tout, où se dirige le fil — malheureusement encore coupé — du raisonnement de Fisher ? Ce qu'il veut démontrer est en effet, « le manque de précision » de mon

(1) « In what manner is it proposed to combine the production periode of different articles », *op. cit.*, p. 57.

« concept » de la période moyenne de la production sociale. Mais qu'a à faire la précision d'un concept avec les difficultés d'un mode de calcul déterminé — d'ailleurs inutile et non pratique — d'une quantité concrète dépendant de ce concept ? Le concept du temps d'attente moyen de toute la production sociale n'est ni plus obscur, ni plus embrouillé que le concept du temps d'attente moyen d'une branche particulière de production. Tout comme — je crois qu'ici encore c'est par une analogie que tout s'éclaircira le plus brièvement — le concept du poids spécifique moyen de la terre est tout aussi clair et aussi simple que le concept du poids spécifique moyen d'un marteau ou d'un bureau. *In concreto* on obtiendra certainement avec plus de facilité le poids spécifique d'un marteau composé d'un manche en bois et d'une tête en fer, qu'on n'obtiendra le poids spécifique moyen de toute la terre ; mais cela n'a évidemment rien à voir avec la précision de l'un et l'autre concept. Remarquons encore que pour arriver au concept du poids spécifique moyen de toute la terre, personne ne trouvera nécessaire ou opportun de s'égarer à travers toutes les moyennes particulières que fournissent les innombrables corps composés de matières de densités différentes qui se trouvent sur la terre ; personne ne réclamera qu'un procédé juste et pratique soit d'abord indiqué qui permette de combiner la grande moyenne de toute la terre à l'aide des petites moyennes à obtenir préalablement de tous les marteaux, bureaux, machines, maisons, etc., particuliers, ainsi que de tous les autres corps composés de la surface et de l'écorce de la terre, avant de pouvoir reconnaître comme suffisamment clair le

concept de la moyenne de l'ensemble. On établit plutôt le concept de la moyenne en le tirant directement de ses éléments, et, comme on le sait, on a aussi *in praxi* trouvé le poids spécifique moyen bien connu de la terre par un tout autre calcul qu'en combinant, comme dans une mosaïque, les poids spécifiques de tous les corps composés représentant eux-mêmes déjà une moyenne de beaucoup d'éléments.

Selon toutes les apparences — ici encore je me vois malheureusement obligé à me mouvoir parmi de pures présomptions — Fisher a confondu dans son objection, piquante mais sans précision, deux choses essentiellement différentes, lorsqu'il a cru pouvoir tirer des difficultés — elles se présentent effectivement au plus haut degré — qu'on rencontre pratiquement à mesurer la longueur concrète de la période de production sociale moyenne, une objection contre la précision du concept de cette période de production sociale moyenne ; il a confondu des difficultés de mesurage avec l'obscurité de conception, deux choses qui dans notre cas sont tout aussi étrangères l'une à l'autre que, par exemple, la précision du concept de la distance de deux corps célestes et les difficultés — peut-être très grandes — qu'il y a à mesurer cette distance (1).

Mais ces difficultés pratiques de mesurage, dont je suis tout disposé à reconnaître l'existence et l'importance, seraient-elles suffisantes pour enlever

(1) Bortkiewitsch se meut évidemment dans cette même confusion, quand il rappelle les arguments sceptiques de ses prédécesseurs en ces termes : « la longueur de la période de production est un *concept vague* » (*Schmoller's Jahrbücher* 1906, p. 951).

à mon concept de la période de production moyenne toute application scientifique ?

Fisher aurait-il la même pensée qu'ont eue déjà bien d'autres et en particulier, Lexis qu'il cite en l'approuvant, à savoir qu'on ne saurait appuyer aucune explication théorique solide sur des facteurs dont on ne connaît pas et dont on ne peut pas mesurer la grandeur ; et serait-ce seulement cela (ou encore cela) qu'il voulait exprimer par ces mots : que mon concept manquait d'une précision suffisante « pour former la base des conclusions que j'entreprends d'appuyer sur lui » ?

Dans ce cas encore Fisher aurait facilité à moi et à ses lecteurs l'appréciation de son objection si, au lieu de l'affirmation générale que mes conclusions n'ont pas de « fondement suffisamment déterminé » il eût désigné nommément une quelconque de ces conclusions et eût montré comment et pourquoi, à cause du manque de précision, elle n'avait pas de caractère concluant. Alors il lui aurait fallu montrer les propositions intermédiaires de son argumentation qui maintenant restent malheureusement cachées. Je devrais donc encore une fois me lancer à l'aventure sur l'océan d'explications de méthodes, pour entrer en campagne contre des objections simplement entrevues ou tout au plus indiquées par une allusion.

Toutefois j'ai déjà mené cette campagne ailleurs sous le titre « Das Theoretisieren mit ungekannten Grössen » (1), j'y ai été amené par une formule un peu, mais pas beaucoup plus claire que Lexis

(1) *Einige strittige Fragen der Kapitalstheorie*, II^e dissertation, en particulier chap. iv de cette dissertation.

avait donnée à cette même objection. Comme les développements méthodologiques en soi sont en dehors de l'objet de cet ouvrage, je puis bien me permettre de me borner ici à renvoyer simplement aux explications plus précises d'alors. Je voudrais seulement apporter ici un seul argument qui illustre l'état des choses pour les profanes, une espèce de « argumentum ad hominem ». C'est la considération que probablement tous les théoriciens, à quelque tendance qu'ils appartiennent, ne sauraient éviter dans la pratique de raisonner avec des quantités inconnues, non mesurées. Considérons par exemple la théorie du prix, qu'aucun système théorique ne peut se dispenser de traiter. La plupart des économistes nous enseignent qu'il y a une relation entre les prix des biens et le coût de leur production. Le plus souvent ils ne s'en tiennent pas au rapport tout superficiel du « coût en argent » du dernier stade de la production, mais ils y ajoutent une analyse approfondie des frais de la production d'après laquelle il faut entendre par là, ou tous les salaires et tous les intérêts accumulés dans tous les stades de la production, ou toutes les portions de travail employées dans tous les stades réunis de la production (quantité de travail ou peine du travail) et les *sacrifices d'attente ou d'abstinence*.

Mais qui donc est en état de connaître ou de mesurer effectivement les quantités invoquées ici ? Qui est en état de faire connaître ou de mesurer combien, dans l'histoire suivie de la production d'un bien, il y a été dépensé en salaires et combien en intérêts ? Celui qui aurait à dire cela, devrait en effet connaître auparavant exactement les mêmes faits

dont l'impénétrabilité vient précisément de se manifester comme l'obstacle à une mesure exacte des périodes de production moyennes. Il devrait, pour pouvoir établir le total des salaires qui se trouvent dans le montant en bloc « du coût en argent du dernier stade de la production », avant tout connaître la quantité de toutes les portions de travail qui ont été employées jusque dans les articles préliminaires les plus éloignés, aussi dans la création des moyens de production du produit achevé, en outre dans celle des moyens de production de ces derniers et ainsi de suite, il devrait encore connaître la fraction de ces portions revenant à chaque unité du produit achevé et enfin en plus — je n'en parlerai pas du tout — le taux des salaires respectifs : et pour pouvoir sommer les intérêts accumulés, il faudrait qu'il connût en outre à quel intervalle de temps toutes ces portions particulières et cette fraction de portion ont été employées, temps pour lequel courent les intérêts que le prix du produit achevé doit compenser. Mais si on connaissait tout cela, on aurait aussi sous la main les données permettant de mesurer exactement la période de production moyenne. Celui-là surtout qui interprète le concept du coût décidant du prix de telle façon qu'il fait entrer en ligne de compte les peines et les désagréments subjectifs du travail et les sacrifices subjectivement ressentis qu'impose l'attente ou l'abstinence, invoque des grandeurs dont la concrète détermination et totalisation est évidemment encore moins praticable. Mais celui qui, à l'instar des socialistes, fait dépendre la solution purement des quantités de travail dépensées, celui-là ne se heurte sans doute qu'à la moitié des difficultés qu'on vient d'énumérer,

mais c'est plus qu'assez de cette moitié pour rendre impossible une mesure exacte.

Et ceux-là mêmes qui ne veulent enseigner rien du tout de la relation entre le prix des biens et les frais de production et se bornent à l'élément le plus primitif de toute théorie du prix, à la loi « de l'offre et de la demande », ceux-là tomberaient dans le plus cruel embarras s'ils avaient à rendre compte de ce que, eux ou nous savons de la grandeur concrète de ces facteurs ; vouloir connaître dans son intensité et dans son extension la force concrète de la demande d'un bien, ce serait vouloir avoir un aperçu de l'état éminemment personnel des désirs, des besoins et de la puissance d'achat d'innombrables individus. Malgré cela aucun théoricien n'hésitera à exprimer par une des formules de lois connues les relations typiques entre le prix normal du marché et l'état de l'offre et de la demande, et à attribuer à cette loi formulée une réelle valeur explicative, même s'il n'a pas la moindre idée du nombre d'acheteurs et de vendeurs qui apparaîtront sur un marché quelconque, ni des prix extrêmes auxquels ils sont décidés dans leur for intérieur à s'en tenir dans l'offre et la demande ! Reconnaître les relations typiques qui existent en général entre certaines quantités, et connaître les données concrètes, sous lesquelles ces quantités se manifestent dans un cas particulier, ce sont précisément deux choses toutes différentes, et la connaissance — théorique — du premier genre n'implique pas absolument la connaissance des données concrètes du deuxième genre relatives à un cas. Chose qui n'a été oubliée par aucun théoricien, qui n'a induit en erreur aucun d'eux quand il

s'agissait, de leurs propres explications théoriques. Mais ce même oubli, qu'on évite toujours si heureusement dans sa propre cause est une proposition intermédiaire inexprimée dans ces raisonnements vagues qui, d'un manque de connaissances de données positives, cherchent à déduire des doutes sur la justesse ou la certitude de connaissances théoriques (1).

Fisher rattache enfin, à une remarque que j'ai eu l'occasion de faire, un commentaire sceptique : « Il est d'ailleurs très probable que dans les deux exemples donnés, quelque fraction de journée ait déjà été employée il y a des siècles ; mais à cause de sa petitesse, elle n'a que très peu d'influence sur la moyenne et peut par conséquent être négligée dans la plupart des cas » (2). Fisher demande sans conviction aucune, ce qui me donne la certitude que les contributions provenant d'un passé éloigné soient des « quantités négligeables » à cause de leur petitesse, et croit qu'une semblable affirmation de la grandeur constamment décroissante des termes plus éloignés de la série mathématique aurait dû être prouvée (3).

Je remarque d'abord qu'il ne m'est pas venu à l'esprit d'établir une proposition d'un caractère

(1) Sur le rapport entre les « faits » et la « théorie » cf. aussi mes *Strittige Fragen*, p. 75. Pour la conception presque vulgaire qui s'est répandue si souvent sur ce sujet, une discussion de principe viendrait bien à propos. Elle sera peut-être provoquée par le livre de Schumpeter (*Das Wesen und der Hauptinhalt der theoretischen Nationalökonomie*, 1908) paru récemment.

(2) Voir *Th. pos.*, p. 205.

(3) « Such an assertion as to the convergence of the mathematical series in question should receive substantiation », *Rate of interest*, p. 58.

général ayant cet objet ou un objet analogue. Comme le lecteur peut le voir par le texte et le contexte de ma remarque, je n'avais en vue que des hypothèses données comme exemple, en supposant expressément qu'en réalité elles ne convenaient pas à tous les cas, mais seulement à « la plupart des cas ». Or, que les contributions très lointaines, séparées par une longue suite de termes intermédiaires et conséquemment par un long intervalle de temps ne représentent dans le produit final achevé qu'une fraction évanouissante du total de la dépense, c'est un fait pour lequel, à ce que je crois, des considérations comme celles que j'ai exposées auparavant en *guise d'exemple* pour montrer la participation à la fabrication de la redingote de drap du marteau qui n'en était éloigné que de quatre rangs, peuvent bien être suffisamment convaincantes et passer pour une sorte de « preuve ». Si dans des cas d'un autre genre, il n'en est pas de même, si par exemple sur la dépense totale qu'a coûté la création d'une forêt de pins séculaires, c'est non une fraction négligeable, mais probablement la partie principale qui est représentée par les travaux de boisement d'il y a cent ans, ce sont des faits dont je ne doute pas le moins du monde.

Mais cela n'est point la chose essentielle : l'essentiel est de savoir ce que vise ce doute qu'on suscite, même s'il était parfaitement fondé ? Quelle partie de mon raisonnement théorique serait donc ébranlée, si même les contributions les plus éloignées n'étaient jamais une « quantité négligeable » ?

Pour ma théorie, il est en effet tout à fait indifférent que les contributions éloignées soient une quantité

négligeable ou non négligeable. Cette distinction n'exerce d'influence que sur le terrain du mesurage ou de l'estimation pratiques des longueurs de périodes concrètes. Si l'on peut négliger les contributions remontant à un éloignement obscur, on pourra bien plus facilement calculer ou du moins estimer le temps d'attente qui s'accumule pour un procédé de production technique déterminé, que si l'on est obligé d'étendre le mesurage et le calcul encore aux parties éloignées, aux plus éloignées. Mais voilà tout. Une quelconque de mes conclusions théoriques n'aurait à souffrir de ces difficultés pratiques que si, reconnaître des relations typiques générales qui existent entre certaines quantités, était la même chose que connaître les nombres positifs que comportent ces grandeurs dans un cas particulier. Mais je me suis efforcé, il n'y a qu'un instant, d'exposer que ce sont deux choses différentes. On ne voit pas clairement si c'est cela que visait l'argument sceptique de Fisher, ni où il voulait en venir en général. Malheureusement il se contente encore ici de susciter un doute relativement à quelque circonstance effective, puis s'arrête net dans son raisonnement : il ne laisse pas même soupçonner en quoi et comment ce doute pourra avoir quelque portée quant au contenu de ma théorie.

Je voudrais terminer cet appendice par deux remarques. Plus d'un lecteur pourra penser que je me suis laissé aller à des détails de polémique inutiles, en répondant à des remarques de Lexis et de Fisher exposées laconiquement en quelques lignes par presque autant de pages d'explications détaillées, approfondies et souvent subtiles. Seulement,

j'ai dû, quelque paradoxal que cela puisse sembler, être d'autant plus explicite que mes adversaires ont été plus brefs. S'ils avaient développé leur argument sceptique avec assez de clarté et de précision pour signaler avec certitude le point de mon raisonnement théorique auquel s'attaque leur objection, j'aurais pu de mon côté me borner à élucider ce point particulier, et je l'aurais probablement éclairci plus facilement et plus brièvement. Mais le vague de ces objections sceptiques les rend en même temps deux fois plus dangereuses et deux fois plus difficiles à réfuter. Deux fois plus dangereuses, parce qu'elles sèment cette sorte de vague défiance, qui, ainsi que le prouve l'expérience, est si facile à exciter et si difficile à effacer de nouveau et à laquelle s'applique surtout la sentence : « aliquid haeret » ; deux fois plus difficile à réfuter, puisque la réfutation pour être assurée doit épuiser toutes les possibilités laissées dans l'indétermination, et aller au-devant de tous les arguments simplement soupçonnés. J'ai voulu et j'ai dû une fois affronter ces difficultés à l'occasion d'une démonstration qui, je l'espère, sera utile et profitable non uniquement dans ce cas, mais dans tout un genre de polémique scientifique. Il est tout à fait certain, en effet, qu'à l'avenir on soulèvera encore des objections théoriques ou méthodologiques et qui devront aboutir à une réfutation positive. Mais je considérerais comme un grand progrès, comme un grand allègement pour tous ceux qui collaborent à la recherche de la vérité, si à l'avenir les auteurs de semblables objections se sentaient tenus d'indiquer d'une façon au moins reconnaissable le point de départ et le but de leur

objection, et autant qu'il est nécessaire, les chaînons intermédiaires essentiels de leur raisonnement.

Et enfin comme il s'est trouvé que dans le développement de cette démonstration, j'ai dû diriger les contre-objections de ma polémique le plus vivement contre I. Fisher, je ne veux pas laisser de reconnaître expressément que je le tiens pour l'adversaire le plus loyal — quelque opposition qu'il y ait en général entre nos manières de voir, ce qui heureusement n'est pas le cas dans bien des questions importantes — et aussi pour un écrivain qui entre autres qualités possède à un haut degré la solidité, l'exactitude et la vigueur du raisonnement. Mais rien ne me semble mieux prouver ce que ses impressions sceptiques que j'ai décrites ont de séducteur et de dangereux, que ce fait qu'un écrivain doué de qualités aussi éminentes n'a pas su suffisamment s'en préserver.

APPENDICE IV

Au sujet du rôle que joue le « choix réfléchi » (*selection*) dans la règle de l'augmentation de rendement des détours de la production.

(Voir Livre II, chapitre I de la *Théorie positive* et la note 1 de l'Appendice I. p. 281.

Le professeur I. Fisher a pris une position peu nette vis-à-vis de ma thèse de l'augmentation de rendement des détours de production plus longs. Dans le texte de son livre, il enregistre comme un « second pas » dans la marche des idées conduisant à mon opinion d'une « supériorité technique » des biens actuels sur les biens futurs, cette proposition que « plus la période de production moyenne est longue, plus le produit est grand » (1) et il déclare expressément qu'il n'a pas d'objection à faire contre ce « second pas » (2). Après cette déclaration on pourrait bien s'attendre à ce que Fisher fût résolu à approuver cette proposition dans le sens dans lequel je l'ai établie et minutieusement commentée. En réalité il renvoie dans une note relative à cette

(1) *Rate of interest*, p. 55.

(2) « Passing over the second step, to which no objection is offered » *op. cit.*, p. 58.

déclaration approbative à un appendice (1) dans lequel il donne à ma thèse une autre signification, à la vérité essentiellement moins étendue que celle que je lui ai donnée. C'est ainsi qu'il se fait que je dois considérer aussi Fisher en dépit de sa déclaration d'assentiment comme un auteur qui combat matériellement ma thèse de l'augmentation de rendement des détours de production qui s'échelonnent, et notre divergence d'opinion porte à la vérité principalement sur le point désigné par le titre de cet appendice.

Pour laisser aussi peu que possible de place aux causes d'erreur dans ce sujet qui prête si facilement aux malentendus, je vais reproduire ici textuellement le passage de Fisher.

« That long processes (assuming their length to be measurable) are more productive than short processes is, as Böhm-Bawerk says, a general fact, not a necessary truth. The reason lies in *selection*. It is not true that, of all *possible* productive processes, the longest are the most productive ; but it is true that, of all productive processes *actually employed*, the longest are also the most productive. No one will select a long way unless it is at the same time a better way. All the long but unproductive processes are weeded out. The following illustration will make the process clear.

« Suppose that by means of 100 days' labor invested today we can obtain a product of 100 units one year hence or of 250 two years hence, of 50 three years hence, of 300 four years hence, of 250 five

(1) *Appendice* du chap. iv, § 3, *op. cit.*, p. 353 s.

years hence, of 320 six years hence, of 100 seven years hence, of 300 eight years hence, etc., — a series which we take quite at random. Out of this series of choices there will be eliminated those of 3, 5, 7, and 8 years, for each of these is outclassed by preceding choices. Thus, the 5-year period yielding 250 will be overshadowed by the 4-year period yielding 300 ; for this prospective return, being not only larger but earlier, will have a higher present value. Eliminating, then, these ineligible cases, we have left, to choose from the 1, 2, 4 and 6 year periods. Of these, that one will be chosen of which the return will have the highest present value ; and the present value will depend on the rate of interest. »

Fisher montre ensuite par une illustration graphique qu'avec le taux d'intérêt de 5 %, c'est le choix de la période de production de 4 années avec un rendement de 300 unités, qu'avec un taux de 2 %, c'est le choix de la période de six années avec un rendement de 320 unités, qu'avec un taux de 10 % c'est le choix de la période de deux années avec un rendement de 250 unités qui assure la plus haute valeur actuelle, mais que le choix ne peut jamais tomber sur les périodes de 3, 5, 7 et 8 années.

Où est donc le point où nos opinions commencent à diverger ? Pour l'éclaircir, il nous faut avant tout examiner quel contenu peut et veut avoir une expression de Fisher qui, en dépit de tous ses efforts pour être clair, n'est pas encore à l'abri de toute équivoque. C'est l'expression négative, qu'il n'est pas vrai que de tous les procédés de production « possibles », « les plus longs » sont les plus productifs.

Si par là Fisher a voulu contester ce que j'ai moi-même contesté ci-dessus page 279 de l'Appendice, à savoir que *tous* les détours de production plus longs ne doivent pas aussi être plus productifs, uniquement parce qu'ils sont plus longs, nous sommes parfaitement d'accord. Pour exprimer la chose avec l'absolue clarté ici nécessaire : régulièrement, une longueur de période déterminée n'est pas représentée seulement par une unique méthode de production, seule « possible », mais parmi les innombrables combinaisons techniques possibles, il y aura d'habitude une pluralité ou une quantité de méthodes qui représentent la même durée moyenne tout en différant quant aux détails et quant au résultat. Aussi bien que pour atteindre un but auquel on peut arriver en ligne droite en une heure on peut faire de nombreux détours différents de même durée, de cinq heures par exemple, tout aussi bien il pourra y avoir et il y aura probablement toujours toute une série de méthodes de production bonnes ou mauvaises, surannées ou modernes, opportunes ou inopportunes, effectivement mises en pratique ou rejetées comme impratiques ou même comme absurdes, qui toutes sont considérées comme « possibles » et qui en même temps, par l'enchaînement des parties entrant dans leur combinaison, représentent une même durée moyenne de cinq années. Or, ce serait certainement faux de soutenir que toutes les méthodes de production d'une durée de cinq années, même les plus inopportunes, doivent, parce qu'elles sont les plus longues, surpasser en productivité toutes les méthodes possibles de production de moindre durée. Il est bien plutôt tout à fait possible.

par exemple, qu'il y ait trois méthodes différentes de cinq années de durée dont l'une permet d'obtenir 300 unités de produit avec 100 journées de travail, tandis que la seconde moins avantageuse en fournit 200 et que la troisième encore moins avantageuse n'en donne que 20, tandis que parmi les méthodes de production « possibles » de quatre années de durée, il peut s'en trouver une simultanément qui permette d'obtenir 280 unités de produit avec 100 journées de travail.

C'est par des explications directes et indirectes, affirmatives et négatives les plus variées que j'ai cherché à empêcher qu'on me soupçonne — et cela n'a pas laissé de se produire (1) — d'établir dans ce sens incertain, ma règle du plus grand rendement des voies de production plus longues. Ce n'est pas à « toutes » mais seulement à certaines voies de production plus longues « prudemment ou habilement choisies » que j'ai prétendu attribuer la propriété de fournir un plus grand produit qu'aux processus de production plus courts (2), et je donnais ainsi, moi aussi, un certain rôle à la « sélection » ; nous verrons bientôt si c'est exactement le même que celui que lui attribue Fisher. J'ai en outre expressément souligné que ce n'était pas chaque voie de production plus longue qui était forcément meilleure que chaque voie plus courte, et qu'il n'y avait pas qu'une voie de production plus longue qui pût être meilleure qu'une voie plus courte (3). J'ai précisé positivement

(1) Voir plus haut *Appendice I*, p. 279.

(2) *Théorie positive*, 2^e édit. p. 11, 86, 91.

(3) *Strittige Fragen*, p. 7, 39 et déjà *Théorie positive*, 2^e édit. p. 91, note 1.

le contenu et la portée de la règle que j'affirmais — tout en déclarant expressément, qu'il ne s'agissait pas dans la circonstance d'une loi strictement scientifique, mais seulement d'une règle empirique d'une « application sans doute très large, probablement même universelle » (1) — dans les phrases suivantes : « Il y a en tout temps des occasions d'obtenir un plus grand produit par un allongement du détour de production » et « les voies de production plus courtes ne sont pas d'habitude les plus productives de toutes celles qu'on puisse imaginer, mais il y a le plus souvent quelque détour de production plus long, plus productif qu'elles » (2). Ou, pour le dire sous une forme qui fera le mieux ressortir le point saillant vis-à-vis de la manière de s'exprimer de Fisher : « Parmi les méthodes de production connues dans un état donné de nos connaissances techniques, et qui par conséquent sont à notre choix sans nouvelle invention, la méthode de production plus longue la mieux connue est en général techniquement plus productive que la mieux connue des méthodes de production plus courtes ».

Or, Fisher désire-t-il m'accorder cela dans ce qu'il dit à ce propos ? Je crains que non ! Il est vrai que cela ne ressort pas encore clairement de sa proposition négative, puisque celle-ci prise en soi peut encore, comme je l'ai montré, admettre un sens conciliable avec ma conception. Mais il me semble que cela ressort des explications de Fisher qui sont destinées à fixer positivement et à élucider jusqu'à quel

(1) *Strittige Fragen*, p. 38.

(2) *Strittige Fragen*, p. 38.

point va son acquiescement. *Tout d'abord* le texte même de l'acquiescement positif de Fisher se trouve rétréci, quand il borne l'application de la proposition de la plus grande productivité des processus de production plus longs à ceux qui sont « effectivement appliqués » (*actually employed*, Fisher fait particulièrement ressortir ces mots restrictifs, en les soulignant !) Il faut au contraire que j'insiste fort sur ce point, que cette règle dépasse le cercle des processus de production effectivement appliqués, puisque en tout temps on connaît une grande quantité de méthodes de production plus longues, techniquement plus fécondes et qui, à cause de l'insuffisance du capital dont dispose l'économie nationale ou, à cause de la trop grande élévation du taux courant de l'intérêt, symptôme expressif de cette insuffisance, intérêt qu'elles ne rapporteraient pas pour la durée de production allongée en dépit de leur plus grande fécondité technique, ne peuvent précisément pas être appliquées effectivement, et par suite doivent être comptées dans le sens de Fisher non parmi les processus « *actually employed* » mais parmi les « possible processes ».

D'après la propre illustration de Fisher, un processus de production de six années par exemple avec un rendement de 320 unités de produit, le taux de l'intérêt étant 5 %, tout en surpassant techniquement le processus de production de quatre années avec une productivité de 300 unités, ne pourra pas être appliqué effectivement, mais sera simplement considéré comme « possible ».

Mais cela résulte encore en second lieu des nombres que Fisher joint à sa thèse pour l'illustrer. Il donne

en effet intentionnellement « tout à fait au hasard » (quite at random) les chiffres de rendement des processus de production de différentes longueurs, et il les donne, soit fortuitement, soit de parti pris, de telle façon qu'en tous cas ils réfutent ma conception de l'état typique des faits. Car, sur sa liste qui, remarquez-le bien, doit représenter une liste des méthodes de production « possibles » parmi lesquelles en général on peut choisir (*series of choices*), il fait suivre le chiffre de rendement de 320 unités du produit qu'il reconnaît pouvoir être atteint par un processus de production de six années, des chiffres de rendement inférieurs de 100 ou 300 unités seulement qu'il est possible d'atteindre en étendant le processus de la production à une durée de sept ou huit années. Il exclut donc positivement dans son exemple destiné à montrer la portée de sa thèse, par les chiffres qu'il choisit, la possibilité d'obtenir une augmentation de rendement en prolongeant la période de production de six à sept ou à huit années. Si Fisher admettait comme moi, que cette possibilité existe en tout temps ou du moins tout à fait régulièrement, il aurait naturellement pu choisir autrement les chiffres de son exemple, et ne pas les prendre généralement tout à fait « at random ».

Il y a à la vérité aussi d'après ma manière de voir un vaste champ ouvert ici aux véritables irrégularités de l'imprévu qui par suite peut et doit être illustré par des chiffres pris au hasard. Si l'on fait abstraction des chiffres tout à fait concrets, sur la valeur desquels on ne peut jamais établir des règles générales *à priori*, c'est toujours le hasard dépourvu de règle qui détermine combien de méthodes de

production diverses, soit de même durée, soit de durées différentes sont connues et restent connues dans le cours du temps et dans quel rapport sont les rendements des méthodes de production qui ne sont pas ou ne sont plus à la hauteur des connaissances techniques, en particulier de celles que la pratique a abandonnées depuis longtemps comme insuffisamment productives, ou qui n'ont jamais été appliquées parce qu'elles sont impraticables, mais qui cependant sont connues et par suite « possibles ». Il se peut très bien que des méthodes de production non pratiquées dès l'origine, ou mises hors de pratique par des inventions ultérieures meilleures présentant pêle-mêle des rendements les plus variés font partie tantôt de périodes de production plus longues, tantôt de périodes plus courtes. Il n'y a qu'une chose qui doit être exceptée de cette irrégularité fortuite : à savoir que sans qu'il y ait à la vérité nécessité abstraite, il arrive avec une régularité rendue plausible même par des considérations sur la technique de la production que les *meilleures* voies de production de différentes longueurs devenues accessibles par le niveau des connaissances techniques à un moment donné tendent à donner un rendement croissant avec leur longueur. Si la meilleure voie de production de six années dont nous ayons connaissance d'après l'ensemble du savoir technique d'aujourd'hui, nous permet d'obtenir 320 unités de produit par 100 journées de travail, ce n'est pas une règle typique, mais une exception de la dernière invraisemblance, qu'à ce même niveau du savoir technique, il ne se présente pas une seule voie, où, par une modification

encore plus capitalistique de certains éléments du processus de la production, en employant encore plus de machines épargnant du travail, en assurant au capital fixe employé une résistance plus grande en même temps que plus coûteuse, etc. — lesquelles modifications comporteraient un allongement de la période de production de six à sept ou huit années — le rendement ne puisse encore s'élever un peu, au lieu que, ainsi que les chiffres dans l'exemple de Fisher veulent le montrer, la voie de production de sept ou de huit années, même la mieux choisie techniquement, aurait un rendement inférieur à la meilleure voie de six années. La ligne figurant les chiffres du rendement des meilleurs processus de production que l'état du savoir technique met à notre disposition à un moment donné, ne sera pas, comme dans le schéma de Fisher, une ligne brisée montant et descendant irrégulièrement, mais elle exprimera une ascension continue ; la masse des autres processus possibles mais non les meilleurs, pourra au contraire indiquer des chiffres de rendement s'entrecroisant au hasard et sans régularité aucune. Le schéma (1) que j'ai si souvent employé dans mon livre, n'a pas la prétention d'être le schéma de tous les processus possibles relatifs à chaque durée de production, mais celui seulement des meilleurs possibles de ces processus, aussi ne montre-t-il que la ligne supérieure ascendante. Le schéma de Fisher ne montre aussi qu'un seul chiffre de rendement pour chaque durée de production ; si pour lui également ce chiffre représentait le meilleur rendement possible

(1) Voir p. ex. p. 402 de la 1^{re} éd. et p. 400 de la seconde.

du moment, son schéma ne serait pas exact ni vis-à-vis de ma conception, ni vis-à-vis des faits. Mais comme schéma de tous les processus de production en général possibles, il serait en outre incomplet à un degré excessivement invraisemblable, puisque chaque durée de production peut toujours être représentée par plusieurs ou par beaucoup de méthodes de production différentes. Un schéma typique à la fois exact et complet de tous les processus de production possibles pourrait être établi de la manière suivante : sous chaque chiffre de mon schéma des méthodes de production les meilleures possibles, on pourrait mettre « at random » beaucoup de chiffres quelconques et choisis d'une façon quelconque, mais qui naturellement seraient plus petits que les chiffres de rendement de la meilleure méthode possible de même durée.

Le « choix » (selection) comme chacun de nous l'entend a-t-il donc quelque rapport avec la règle de l'augmentation de rendement des détours de production plus longs et jusqu'où va ce rapport ?

Si j'interprète (1) bien ce que Fisher dit sur ce

(1) Comme le professeur Fisher apprend lui-même à ses lecteurs dans son Avant-propos (p. viii) que le chapitre de son livre consacré à ma théorie de l'intérêt, a été avant sa publication l'objet entre nous d'un échange de vues par correspondance, je crois pouvoir de mon côté, sans commettre d'indiscrétion me référer à cette correspondance, autant qu'il est désirable ou même indispensable pour exposer clairement l'état de choses scientifique. Cela me semble à propos précisément ici où il est difficile d'arriver à bien comprendre le texte actuel de Fisher sans un commentaire puisé dans sa genèse. Fisher avait en effet originairement combattu expressément dans un paragraphe particulier ma proposition de l'augmentation du rendement des détours de production plus longs comme « contenant des erreurs ». Comme il a eu la bonté peu avant l'impression de me donner connaissance du

point, voici sa manière de voir : il n'y a en somme ici aucune règle objective reposant sur des raisons naturelles de technique de production, il n'y a que l'apparence d'une semblable règle, et nous en avons l'illusion grâce à une sélection qui en réalité n'est faite que par nous-mêmes. En vérité, pense Fisher, les processus de production plus longs donnent tout aussi souvent un produit égal seulement à celui des processus plus courts, ou même plus petit ; mais alors nous ne les choisissons pas pour les réaliser pratiquement, « parce que personne ne choisira un chemin plus long, s'il n'est pas en même temps meilleur ». Et ainsi il arrive, que tous les cas qui ne

chapitre qui me concerne, j'ai été en état d'indiquer dans une lettre quelques passages de ma *Théorie positive* et notamment de mes *Strittige Fragen* qui élucident mes propres conceptions ; et je pouvais croire, s'ils n'avaient pas été pris en considération, que la réfutation de Fisher de ma proposition reposait sur une fausse intelligence de mes idées, et qu'il n'y avait peut-être pas en général entre nous une divergence matérielle d'opinions. Fisher qui, par un hasard singulier, n'avait pas jusqu'alors pris connaissance du contenu de mes *Strittige Fragen*, a eu également après ces éclaircissements l'impression que nos conceptions concordaient quant à l'essentiel, et a tenu compte de cette modification dans sa manière de voir en dégageant l'exposé de ses idées du caractère de polémique dont il l'avait primitivement revêtu ; il a rayé le paragraphe de son texte consacré à la réfutation de ma proposition, et a déclaré au contraire expressément « n'avoir rien à y objecter » et il a laissé aussi de côté telle et telle tournure de phrase aiguisée d'allure de polémique. Une étude attentive de son appendice « qui est resté » me montre bien maintenant que nos opinions ne concordent pas encore sur ce point le plus essentiel pour moi. Pour l'interprétation du texte actuellement beaucoup trop concis et en outre un peu obscur quant à sa portée, plusieurs points du texte primitif qui ont disparu me semblent avoir conservé leur valeur, en tant que la raison de leur disparition n'est pas précisément une modification de la propre opinion de Fisher, mais simplement leur prétendue inutilité dans une polémique qui n'existe plus.

« conviennent pas à la prétendue « règle » sont écartés par une « sélection » faite par nous et cessent d'être considérés, tandis qu'il ne reste que les cas convenant à la règle pour être mis effectivement en pratique. S'il en était tout à fait ainsi, la prétendue règle observée ne reposerait pas en réalité sur quelque fait objectif et naturel, mais elle serait créée simplement par nous, par une sélection faite par nous, ou plus exactement, par laquelle nous nous illusionnerions. « The reason (of the general fact that long processes are more productive than hort processes, lies in selection » (1).

Cette conception de l'état des choses se distingue de la mienne par un point de principe tout à fait essentiel. Fisher nie l'existence d'une règle objective déjà fondée dans les faits techniques de la production, et j'affirme l'existence d'une semblable loi objective. D'après Fisher cette apparence de loi ne se produit qu'à la suite du choix déjà fait et en est une conséquence ; d'après moi, cette régularité se marque déjà dans des faits existant avant notre choix et qui en sont indépendants. Fisher ne reconnaît de régularité que dans les processus de production effectivement *choisis*, j'admets une régularité dans les processus de production parmi lesquels *nous pouvons choisir*.

Après tant d'erreurs même d'esprits aussi clairs

(1) Le texte que Fisher avait primitivement en vue dit encore plus énergiquement : « It is true only in the sense that these long processes which fail to be more productive than shorter processes are intentionally discarded... It is this weeding out which gives rise to the illusion that there is some natural connection between the length of the process and its productivity. »

que Lexis et Fisher, il faut à tout prix, fût-ce au prix d'un long ennui, que je cherche à élucider définitivement la question. Qu'on me pardonne si je prépare le terrain par une comparaison empruntée à un domaine étranger.

Le réseau serré des chemins de fer allemands présente de nombreuses voies différentes pour se rendre de Hambourg à Francfort sur le Mein. Il y en a certainement une qui est la plus courte. Déterminer cette voie et constater qu'elle est la plus courte, ce sont évidemment, étant donné l'état du réseau des chemins de fer, des faits purement objectifs. Il y a certainement tout autant de voies différentes pour communiquer par chemin de fer entre Hambourg et Munich. Parmi celles-ci, il y en a aussi une qui est la plus courte, et c'est encore un fait purement objectif. Or, si l'on compare la longueur des voies ferrées qui relient Hambourg à Francfort, avec la longueur de celles qui relient Hambourg à Munich, on ne pourra certainement pas, en se basant sur les faits, soutenir comme « règle » que *toutes* les voies de communication par chemin de fer existant entre Hambourg et Munich sont plus longues que *toutes* celles qui relient Hambourg à Francfort — si quelqu'un va, par exemple, de Hambourg à Francfort en passant par Stettin, Königsberg, Saint-Petersbourg, Varsovie, Berlin et Dresde, ce parcours est certainement beaucoup plus long que celui qui le conduira de Hambourg à Munich par Göttingue et Würzburg — ; mais on pourra bien établir objectivement et énoncer, que la voie de communication la plus courte pour Munich est plus longue que la voie de communication la plus courte pour Francfort.

Et le caractère absolument objectif de cette constatation ne sera pas modifié si on l'exprime sous cette forme, que du point de vue de la brièveté — on peut choisir à d'autres points de vue, celui de la beauté du paysage, celui de l'intérêt des stations intermédiaires, du confortable des wagons, etc. — la voie de communication le mieux choisie entre Hambourg et Munich est plus longue que la voie de communication le mieux choisie, du même point de vue, entre Hambourg et Francfort. Il est clair que nous ne pouvons pas constater les relations de longueur des voies de communication « le mieux choisies » uniquement pour la raison qu'on les choisit effectivement, mais parce que les faits fournissent des nombres différents avant et indépendamment de tout choix. Le choix se trouve en présence de ces rapports de grandeur, il ne les produit pas.

On peut examiner d'une manière analogue la circulation entre Hambourg et une série d'autres points, Milan, Florence et Rome. Ce faisant, nous arriverions certainement encore à l'observation effective d'une série de nombres croissants, et certes cela ne voudra pas dire que toutes les voies de communication entre Hambourg et Rome doivent être plus longues que toutes celles entre Hambourg et Florence, et que celles-ci à leur tour doivent être plus longues que toutes celles qui existent avec Milan, etc.; mais cela signifie que la route Hambourg-Rome la plus courte, ou « la mieux choisie du point de vue de la brièveté » est plus longue que la plus courte route Hambourg-Florence, que celle-ci est plus longue que la plus courte route Hambourg-Milan, et cette dernière plus longue que la plus courte route

Hambourg-Munich, etc. Et il est encore clair comme le jour, que cette série croissante ou décroissante est fondée sur l'état objectif existant, et n'attend pas pour se manifester que des voyageurs, par exemple, après comparaison choisissent certaines routes effectivement ; cette série ascendante des voies de communication les plus courtes subsiste objectivement, quelle que soit la voie qui ait été choisie pour être suivie effectivement.

Les faits de notre question se groupent d'une façon tout analogue. Il y a d'innombrables variantes des méthodes de production qui peuvent conduire à la création d'une sorte déterminée de produits. Elles se nuancent d'une part d'après leur durée, d'autre part d'après leur productivité, et chaque degré de durée est régulièrement représenté par plusieurs ou par un grand nombre de degrés de productivité. Mais il faut naturellement toujours, que parmi toutes les méthodes de production ou leurs variantes appartenant au même type de durée, il s'en trouve une qui soit la plus productive. Il se peut, par exemple, que dans un état déterminé de la science et des connaissances techniques, entre dix méthodes de production différentes et en général connues, toutes d'une même durée d'une année, la plus productive soit celle qui permette d'obtenir 300 unités d'une espèce déterminée de produit avec cent journées de travail. C'est là un fait de la technique de production parfaitement objectif, qui ne suppose sous aucun rapport un choix, et encore moins la réalisation effective d'un choix fait. A la vérité, si l'on a en général une raison pour choisir, en vue de la réalisation, l'une des méthodes de production

d'une année, on ne choisira certainement pas d'autre que la meilleure. Mais cette particularité, que dans un état donné de la science et des connaissances techniques il y a dans l'ensemble des processus de production d'une année qui sont connus, un de ces processus qui est le plus fécond techniquement et que celui-ci conduit à un produit de 300 unités, se présente avant tout choix et n'en dépend nullement ; c'est un fait objectif tenant à la technique de la production.

Tout à fait de même, il y a dans le même état de la science et des connaissances techniques, parmi toutes les méthodes de production de deux années pouvant être appliquées dans la fabrication de la même espèce de biens, une quelconque qui sera la plus productive objectivement, de même parmi celles de trois années, de quatre années, de cinq années et ainsi de suite.

Or, si les faits sont tels — et je crois qu'ils le sont — que la méthode de production la plus féconde objectivement parmi les méthodes d'une année est surpassée en productivité par la plus productive des méthodes de production de deux années, et que celle-ci est surpassée à son tour par la meilleure méthode connue de trois années, et celle-ci encore par la meilleure méthode connue de quatre années et ainsi de suite, il en résulte une règle de la productivité croissante des meilleures méthodes de production possibles qui repose tout aussi bien sur un fondement exclusivement objectif, qui est tout aussi bien antérieur et indépendant de tout choix que la règle objective des voies de communication les plus courtes entre Hambourg d'une part, et Francfort,

Munich, Milan, Florence et Rome d'autre part progressant dans l'ordre indiqué. Ce n'est pas en fixant d'abord un choix qu'on apporte un classement dans un amas tout irrégulier de choix possibles, mais au contraire cet amas montre déjà un classement naturel et régulier, du moins dans certaines zones et précisément dans celles qui sont le plus importantes pour la fixation du choix. Et c'est là ce qu'obscurcit l'interprétation de Fisher.

En quoi et comment est-elle erronée ? C'est ce que je vais maintenant chercher à montrer sur le terrain de notre propre science avec toute la clarté qu'exige la complication aussi grande qu'intéressante qui existe encore sur ce point. Pour faire au mieux, je partirai de phénomènes économiques parallèles similaires. Il y a en effet dans la vie économique de nombreuses régularités exactement du même caractère et en particulier exactement dans ce même rapport — mal compris par Fisher —, avec un « choix » qui certainement joue aussi un rôle dans tous les phénomènes économiques se conformant à une loi : le mieux est de commencer par l'exemple le plus ordinaire.

De toutes les sortes de biens qui n'ont pas le caractère de biens « libres », nous estimons généralement une plus grande quantité plus haut qu'une quantité moindre ; deux dollars par exemple auront pour nous une plus grande valeur qu'un ; trois dollars une plus grande que deux ; ou encore nous attribuerons toujours une plus grande valeur à trois hectares de terre de labour fertiles qu'à deux hectares, et à deux hectares qu'à un seul. Pourquoi ? Si nous prenons la peine de nous rendre compte des

raisons de cette vérité des plus triviale, nous trouverons que deux circonstances servant à former une règle s'y enchaînent, l'une subjective et l'autre objective. La circonstance subjective consiste en une sélection que nous opérons. Toute action exécutée d'après le principe économique repose sur ce fait que parmi tous les emplois objectivement possibles de nos biens, nous choisissons ceux qui nous sont le plus utiles et nous y consacrons notre provision de biens disponibles dans l'ordre de leur utilité. Et notre raisonnement dans l'estimation des biens renferme en soi précisément ce même choix. Il ne saurait y avoir une loi des valeurs, et en particulier il ne saurait y avoir la loi de l'utilité limite, si, parmi tous les emplois possibles des biens, nous ne choisissons pas ceux qui sont les meilleurs possibles, ou du moins si nous ne nous efforcions à faire un bon choix. Nous estimons toute quantité de biens dont nous avons à apprécier la valeur, d'après le meilleur emploi — non encore couvert — que nous puissions lui donner (1). C'est d'après cette mesure que nous estimons le dollar *unique* ou l'hectare *unique* de terrain qui est à notre disposition, et c'est d'après la même mesure qu'en estimant la valeur de *deux* dollars ou de *deux* hectares nous pensons à la plus grande utilité que nous pouvons tirer de ces quantités plus grandes et ainsi de suite. Voilà jusqu'où va l'effet du choix. Il fait qu'entre toutes les possibilités d'utiliser *une* pièce (un dollar ou un hectare) toutes celles qui sont moins importantes (2) cessent d'être considérées, et qu'il ne reste

(1) Il coïncide, comme le sait quiconque connaît la théorie de l'utilité limite, avec le dernier, le moindre des emplois *couverts*.

(2) C'est-à-dire en dessous de l'utilité-limite.

que la plus importante ; que de même entre toutes les possibilités d'utiliser *deux pièces* (dollars ou hectares) toutes celles qui sont moins importantes cessent d'être considérées, et qu'il ne reste de nouveau que la plus importante, et ainsi de suite. Bref, l'effet du choix est que, dans la comparaison de la valeur de diverses quantités de bien, les *sommets* seuls des possibilités d'utilisation existant pour chaque quantité, sont pris en considération. Tout ce qui est au-dessous des sommets est rejeté en vertu du principe de la sélection.

Voilà ce qui était nécessaire pour amener ce résultat qu'il y a en général une formation de valeur conforme à une loi pour tout objet particulier, considéré en soi. Mais pour que les valeurs ainsi formées d'une série d'objets, ordonnés d'après un principe déterminé, puissent manifester entre elles un rapport régulier, il faut qu'une seconde régularité de nature tout à fait objective entre en jeu. En effet pour que, comme c'est le cas en réalité, la valeur d'une somme d'unités par moments plus grande soit constamment plus grande que la valeur d'une plus petite somme d'unités, pour que dans une suite constamment progressive la valeur de deux dollars, de deux hectares, de deux journées de travail se montre constamment plus grande que la valeur d'un dollar, d'un hectare, d'une journée de travail, et que la valeur de trois de ces pièces soit plus grande que celle de deux, et ainsi de suite, il faut qu'avec le meilleur emploi qu'on puisse donner à deux pièces, et qu'on a précisément dans l'esprit en estimant la valeur, on obtienne plus de résultat qu'avec le meilleur emploi d'une pièce seulement, et qu'avec

le meilleur emploi de trois pièces on obtienne plus qu'avec le meilleur emploi de deux, et ainsi de suite. Mais c'est là un fait purement objectif, et même un fait de technique de la production, s'il s'agit d'apprécier la valeur de biens productifs : des terres de labour, des journées de travail et autres. On ne sera pas non plus embarrassé de trouver des raisons tirées de l'histoire naturelle et de la technique de la production pour expliquer ou rendre plausible que, *caeteris paribus*, on peut tirer une plus grande récolte de deux hectares de terre que d'un seul, et qu'on peut obtenir plus de produits avec deux journées de travail qu'avec une seule.

Notons bien, qu'on *peut* obtenir, mais absolument pas qu'il *faut* obtenir. Car ici aussi il y a d'innombrables occasions d'emploi différentes, et relativement aux biens productifs, des méthodes de production, appropriées et de non appropriées, de démodées et d'autres à la hauteur de la technique, et ici aussi il arrivera souvent qu'en appliquant une méthode de production moins appropriée au but, peut-être hors d'usage, on obtient moins de produit de deux hectares de terre qu'on en obtiendrait d'un hectare en utilisant la méthode la plus efficace. Mais les chiffres du rendement tout à fait irréguliers des méthodes non ou moins appropriées au but sont, — et ici le « weed out » de Fisher joue véritablement son rôle — exclues des considérations comparatives de valeur pour la raison que dans l'estimation de la valeur de chaque objet, on s'appuie constamment sur la possibilité d'emploi ou la méthode de production choisie le mieux possible dans le sens élucidé plus haut, sur

les « sommets », pour conserver l'image employée auparavant. Mais si les « sommets » appartenant à des quantités de grandeur différente augmentent de hauteur dans le même ordre que croissent les quantités évaluées, c'est une régularité purement technique, qui n'a rien à voir avec une sélection et qui à plus forte raison ne saurait être considérée, sans un fondement naturel ou technique, comme l'effet d'une « sélection ». Je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un qui soit tenté d'interpréter cette « règle » aussi, d'après la conclusion de Fisher, comme l'effet exclusif de la « sélection ». La règle de la valeur en progression croissante de quantités plus grandes des biens de la même espèce (1) repose au contraire évidemment sur *deux* prémisses. D'abord sur cette prémisse, que nous évaluons chaque bien et chaque quantité de biens d'après l'emploi que nous devrions choisir, en vertu du principe économique, pour le réaliser entre tous les modes possibles d'emploi, ou d'après l'emploi le mieux choisi : c'est dans cette première prémisse que le choix agit effectivement. Et deuxièmement sur cette prémisse ; que le meilleur mode d'emploi qui existe et par suite se présente à notre choix d'une quantité de bien plus grande est toujours meilleur que le meilleur mode d'emploi existant d'une quantité plus petite. Cette prémisse n'a absolument rien à voir avec le choix. Ou bien elle existe comme une règle naturelle ou technique, ou bien elle n'existe pas. Et si même l'emploi le plus

(1) Je crois qu'avec quelque attention le lecteur reconnaîtra même sans commentaire que cette règle peut subsister sans contradiction à côté de cette autre règle établie expérimentalement que, la quantité augmentant, *cæteris paribus* la valeur de l'unité tend à diminuer.

convenable d'une plus grande quantité de biens ne permettait pas d'obtenir un résultat plus grand, mais donnait simplement un résultat égal ou même moindre — ce qu'il est difficile de se figurer, puisque en contradiction avec l'expérience — qu'on en pourrait obtenir avec une moindre quantité, alors ne pourrait plus non plus être observée la règle, que des quantités plus grandes sont toujours estimées plus que des quantités plus petites. Et même la sélection des meilleures possibilités d'emploi du moment ne saurait dans ce cas donner l'illusion d'une règle semblable.

Nous l'avons déjà dit : notre vie économique nous offre une quantité de régularités ou de lois qui reposent sur l'intervention d'un « choix » — ce choix est caractéristique pour toute action économique — parmi toutes les possibilités déjà régulièrement classées dans quelque sens : je citerai comme exemple la loi de la décroissance de l'utilité limite et de la valeur de l'unité d'un bien quand la provision de ce bien augmente — une loi qui pré-suppose en outre le choix du meilleur emploi économique, l'existence de la loi objective de Gossen sur la décroissance de la jouissance ; si cela qui existe aujourd'hui exceptionnellement pour un petit nombre d'espèces de besoins — pour la passion de collectionner par exemple — ou dans les toutes premières phases d'une satisfaction encore insuffisante — pour la jouissance de l'homme altéré qui boit les premières gouttes — devenait général et si le désir de la jouissance augmentait régulièrement au lieu de diminuer à mesure qu'on jouit, l'estimation de la valeur de l'unité d'une provision plus grande se

ferait certainement d'une tout autre manière que d'après la loi de décroissance de l'utilité limite. Je crois en outre que la signification de la loi du coût repose sur un fondement combiné d'une manière analogue ; il en est de même de la loi de Gresham sur l'élimination des bonnes monnaies par les mauvaises, et aussi de la règle empirique de la réduction du coût par la division du travail, et encore de la théorie de la rente foncière des terrains plus fertiles (1) ou plus avantageusement situés, et aussi de la loi importante du « produit décroissant du sol ». Cette dernière spécialement est un pendant si exact et par suite si instructif de ma règle de l'augmentation de productivité des détours de production plus longs que, au risque de devenir fastidieux, je vais encore exposer nettement l'analogie de sa texture.

La loi dite du « rendement décroissant du sol » revient à ceci : en augmentant sur un terrain donné la dépense en travail et en capital on peut en général obtenir de ce terrain un rendement régulièrement croissant, mais — abstraction faite des nouvelles inventions et découvertes qui peuvent survenir dans la technique agricole — le rendement

(1) Celle-ci suppose en effet : 1° que les propriétaires des terrains choisissent l'exploitation reconnue en ce moment comme la plus avantageuse (qu'ils exploitent leurs terrains selon le mode en usage) et 2° qu'en exploitant de la manière la plus avantageuse, on obtient un plus grand produit des terrains plus fertiles que de ceux qui le sont moins. Le phénomène de la rente foncière et les lois typiques de son taux disparaîtraient évidemment si une seule de ces deux suppositions manquait, si le propriétaire du terrain le plus fertile usait de sa terre improprement ou absurdement, ou si ce n'était pas un fait établi objectivement qu'un terrain plus fertile fournit plus qu'un terrain moins fertile, lorsque l'exploitation est à la hauteur de la technique.

s'accroît dans une moindre proportion que la dépense ; si, par exemple, 10 ouvriers peuvent produire 1.000 quintaux de froment dans un terrain donné, par le travail plus intensif d'un nombre double d'ouvriers le rendement peut ne pas être doublé et ne s'élèvera qu'à 1.800 quintaux, par exemple, et en triplant le nombre des ouvriers on pourra n'arriver qu'à un accroissement encore plus faible, à 2.500 quintaux, par exemple, et ainsi de suite.

Ce « peut » est employé dans le même sens particulier dans lequel, d'après ma règle, un plus grand rendement « peut » être obtenu généralement par un allongement du détour de la production. Dans l'un et l'autre cas ce « peut » signifie d'une part plus qu'une simple possibilité fortuite n'offrant pas plus de certitude que le résultat d'un coup de dés ; il signifie une possibilité assurée, sur laquelle on peut compter (1) si l'on agit rationnellement. Mais d'un autre côté cette « possibilité assurée » est tout aussi éloignée d'une « nécessité » que d'une simple possibilité fortuite ; car elle peut à tout moment être mise à néant par une manière d'agir irrationnelle ou moins rationnelle. C'est ainsi que dans l'un et l'autre cas cette règle particulière repose sur le choix rationnel qui se fait parmi les choix objectifs possibles déjà régulièrement sériés. La loi du rendement décroissant du sol ne pourrait certainement pas se manifester, si les gens appliquaient leurs méthodes de production aveuglément, ou choi-

(1) Il va de soi qu'il y a toujours un risque, comme il y en a un dans les dispositions « les mieux garanties » pratiquement ; sa prise en considération est une tout autre question ; c'est ce que je n'ai sans doute pas besoin d'expliquer.

sissaient intentionnellement des méthodes inférieures à la meilleure qui soit accessible à leur connaissance et à leurs ressources. Cette loi ne peut se passer de la coopération d'un choix rationnel, mais le choix en soi pourrait tout aussi peu suffire pour produire cette régularité particulière. Le choix peut discerner la meilleure méthode du moment qui puisse d'après l'état du savoir relatif à la production être employée avec une certaine combinaison de forces productives, mais il ne peut pas déterminer le chiffre de productivité de cette méthode : il peut discerner les « sommets » mais il ne peut pas leur donner la hauteur. Ils l'ont avant le choix et indépendamment de ce choix. Et si la meilleure méthode que comporte l'état actuel de la science d'occuper sur un terrain donné 10, 20, 30, 40, 50 ouvriers donne la progression de 1.000, 1.800, 2.500, 3.100, 3.600 quintaux de froment, la régularité de cette suite a des raisons objectives, naturelles, tenant à la technique de la production, qui doivent être invoquées pour expliquer cette régularité, et qu'invoque en effet la chimie agricole, comme chacun le sait. Des inventions ont déplacé le point de départ de la série et le déplaceront encore. Il y a cent ans le premier terme de la série a pu être moins élevé, au lieu de 1.000 il n'a peut-être été que 500, dans cent ans il sera peut-être 2.000. Mais à toutes les époques qui nous ont transmis des expériences et des observations on pourrait remarquer qu'avec une technique stationnaire, par le simple emploi de la méthode la plus rationnelle qui soit connue, on arrive, en augmentant la dépense de la culture, à une augmentation de rendement qui décroît suivant une loi propre ; c'est un phénomène

qui n'est pas suffisamment expliqué par le seul facteur du choix.

Et d'après les expériences de tous les temps que nous connaissons, il n'est pas moins certain qu'une augmentation du capital mis à la disposition des ouvriers, c'est-à-dire, ainsi que j'ai cherché à l'élucider ailleurs, une addition plus considérable de travail « antérieur » au travail courant, ou l'emploi de méthodes de production compensant généralement plus tard la dépense de travail, permet d'obtenir de la production un rendement avantageux. Si ces avantages sont à notre portée, c'est le fait de la technique de production ; si on ne laisse pas échapper ces avantages qui se présentent, c'est le fait d'un choix rationnel.

L'analogie de structure des faits comparés s'étend encore à un autre trait plus intéressant, par cette circonstance que dans les deux domaines de phénomènes comparés, il doit se faire un double choix : un « choix préalable » préparatoire et un « choix principal ». Le choix que j'appelle « choix préalable » démêle parmi toutes les méthodes qui appartiennent à un seul et même type de production celle qui est la meilleure du moment, et désigne donc la meilleure des méthodes d'une année, la meilleure de deux années, de trois années, etc. ; ou, dans le domaine du « rendement décroissant du sol », la meilleure des méthodes de travail peu intensives par lesquelles on fait cultiver une superficie donnée de terre par 10 ouvriers seulement, ensuite la meilleure des méthodes plus intensives employant sur la même superficie 20 ouvriers et ainsi de suite. Ce choix préalable exclurait, par

exemple, toutes les méthodes d'exploitation agricole qui, en employant 10 ouvriers sur la même superficie de terrain, donneraient moins de 1.000 quintaux de froment, et désignerait au choix principal, pour représenter ce degré d'intensité seulement la meilleure méthode qui permettrait de tirer 1.000 quintaux de la combinaison des forces productives qu'on vient de décrire ; d'une façon analogue on éliminerait du degré suivant d'intensité toutes les méthodes qui avec 20 ouvriers produiraient une récolte inférieure à 1.800 quintaux de froment. Dans le domaine des méthodes de production ayant plus ou moins fortement le caractère capitalistique, le choix préliminaire éliminerait par exemple tous les processus de production d'une année d'une productivité inférieure à 300 unités de produit par cent journées de travail, tous les processus de deux années d'une productivité inférieure à 320 unités, etc.

C'est ensuite l'objet d'une tout autre sélection que de choisir entre toutes ces « meilleures » méthodes de production celle qui devra être effectivement appliquée. Tandis que le choix préalable désigne pour chaque temps les meilleurs représentants de chaque type de production, le choix principal trie parmi les types de production ainsi représentés celui qui est le meilleur dans les circonstances données. C'est ce choix qui décide du degré d'intensité de l'exploitation et du degré de « capitalisme » qu'on appliquera. Dans ce « choix principal » interviennent encore d'autres considérations que celles de la technique de production. Tandis que ces dernières assurent au meilleur repré-

sentant de chaque type une prééminence absolue sur les représentants moins bons du même type, et qu'il est certain par exemple (à moins d'une méprise ou d'obstacles tout à fait particuliers) qu'une méthode qui avec 20 ouvriers produira 1.800 quintaux de froment sur une superficie donnée sera absolument préférée, quel que soit le cours du blé, à une autre méthode qui, avec les mêmes forces productives (soit 20 ouvriers) ne produira que 1.600 quintaux, la question reste pendante s'il est plus avantageux de produire 1.800 quintaux de froment en employant 20 ouvriers (meilleur représentant du deuxième degré d'intensité) que de produire 1.000 quintaux en employant 10 ouvriers (meilleur représentant du premier degré d'intensité). On sait en effet, qu'il n'y a pas de prééminence absolue d'ordre technique d'une méthode d'exploitation plus intensive sur une moins intensive ou vice-versa, mais que sous ce rapport c'est, entre autres choses, l'état des prix des produits qui a une influence décisive. De même un degré plus élevé de productivité donne une absolue primauté parmi les méthodes au même degré de capitalisme, mais nullement parmi celles à des degrés différents de capitalisme. 500 unités après 5 ans seront toujours, quelque compte qu'on tienne de l'avenir, certainement préférées à 400 unités après 5 ans ; mais préférera-t-on 500 unités après 5 ans à 400 unités après 4 ans, cela est une question à part ; et pour y répondre, il faut, en outre des considérations sur la technique de production, faire intervenir celles qui se rattachent à l'estimation diverse de la valeur des biens actuels et des biens futurs et que Fisher exprime d'après le résultat pratique non pas inexac-

tement, mais en termes qui ne peuvent guère caractériser heureusement les relations causales existantes: « On choisira toujours, dit-il, la période de production dont le rendement aura la plus grande valeur actuelle, et celle-ci dépend du taux de l'intérêt » (1).

De ces deux « sélections », la première seule, la « sélection préalable », joue un rôle dans la déduction et dans l'élucidation de ma règle de la plus grande productivité des détours de production plus longs, et c'est à la vérité exactement le même rôle qu'elle joue aussi dans l'explication de la loi du rendement décroissant du sol. La seconde, la « sélection principale », joue également un rôle dans l'ensemble de ma théorie de l'intérêt, mais non pas pour déduire mes prémisses empruntées à la technique relative de la plus grande productivité des détours de production plus longs, mais pour déduire d'abord d'autres conséquences de ces prémisses.

Peut-être pouvons-nous être reconnaissants à Fisher de ce qu'il nous a obligés tous, par le scepticisme de son objection, à approfondir une fois *ex professo* le rapport, théoriquement intéressant au plus haut point et certainement difficile à découvrir, de la « sélection » avec l'origine de certaines règles ou lois empiriques de notre vie économique. L'exposition et l'illustration que Fisher lui-même a données de ce thème doit certes induire en erreur, comme on peut le voir clairement par ce que je viens d'exposer. On n'y trouve surtout pas la fonction prin-

(1) Je crois que le taux de l'intérêt, la cote du marché dans l'échange entre des biens actuels et des biens futurs se déduit au contraire du rapport des estimations des unes et des autres, et ne domine pas principalement ce rapport.

cipale et caractéristique de la « sélection préalable », qui consiste à choisir la meilleure méthode de production du moment parmi le plus ou moins grand nombre de méthodes appartenant au même type de production. Dans son schéma des processus de production possibles, Fisher nous montre chaque type représenté seulement par une seule méthode, il passe ainsi sous silence ou dissimule précisément les cas les plus nombreux et en même temps typiques d'une « sélection préalable », qui élimine absolument certaines méthodes pour de pures raisons de technique de production ; au lieu de cela, il transpose le théâtre d'une semblable sélection préalable sur un terrain où elle peut logiquement avoir lieu, mais où elle se fait en réalité bien plus rarement, et prend alors non le caractère typique, mais le caractère exceptionnel, à savoir sur le terrain de la distinction entre plusieurs types de production différents.

En outre, quand Fisher reconnaît formellement mon « second step » et qu'il fait ainsi accroire que son explication est conforme au contenu de ma règle, lorsqu'en réalité il me contredit dans l'exposé des faits et dans sa manière de les expliquer, cela ne peut que fourvoyer l'esprit et rendre encore plus difficile la connaissance d'un état de choses déjà peu facile à débrouiller.

Je crois enfin que Fisher induit aussi matériellement en erreur, parce que les faits ne sont pas en réalité comme il les admet. C'est un point que je crois avoir déjà suffisamment démontré ailleurs. Mais ce que je viens d'exposer ici permettra, j'espère, aux lecteurs d'accepter plus facilement les raisons

données auparavant pour les convaincre. En approfondissant d'autres cas analogues, dans lesquels le principe de sélection invoqué par Fisher joue également un rôle, et particulièrement celui de la loi exactement parallèle du rendement décroissant du sol ils arriveront, j'espère, à la certitude, que la sélection seule ne peut pas créer toutes ces régularités, que la reconnaissance d'une action de la sélection ne nous dispense pas de la nécessité de reconnaître dans les choix possibles l'existence d'autres régularités objectives, reposant sur quelque raison naturelle ou technique, et sur lesquelles notre choix n'a qu'une action secondaire.

APPENDICE V

Sur la question si « le fait de produire avec plus de capital par tête » est identique au fait de « produire par des détours de la production ».

(Voir liv. II, chap. I, et la note 1, p. 330 de l'Appendice I, de la *Théorie positive*)

La force concluante des preuves que j'ai apportées à l'appui de la thèse ci-dessus d'abord dans mes *Strittige Fragen* et que j'ai reproduites maintenant ci-dessus dans l'appendice I, p. 325, a été mise en doute dans ces dernières années par plusieurs auteurs qui ont fondé leur point de vue plus ou moins explicitement. Parmi les publications qui s'y rapportent, l'article du professeur Fetter « The roundabout process in the interest theory » (1), prédomine en tous cas et par son étendue relative et par l'effort visible de l'auteur pour approfondir la question débattue. C'est à ces qualités remarquables qu'il doit évidemment d'avoir acquis promptement une certaine autorité. Les citations approbatrices se multiplient, et même des auteurs sagaces et scrupuleux comme I. Fisher et Davenport n'ont pas hésité à exprimer leur adhésion aux critiques de Fetter,

(1) *Quarterly Journal of Economics*, vol. XVII, nov. 1902, p. 163 s.

trop laconiquement il est vrai, mais avec chaleur et sans réserve (1). Malgré cela — ou plutôt à cause de cela — j'invite les lecteurs à ne pas reculer devant la peine d'une revision critique propre et même très précise d'un cas de controverse qui me semble plus que tout autre être un modèle des exigences comme des dangers du raisonnement théorique dans ce domaine de la recherche.

L'argumentation de Fetter aboutit à quatre objections formulées par points, dont deux me semblent positivement être en somme étrangères au problème en discussion ; je vais tout d'abord m'en expliquer par quelques remarques brèves.

Voici la première objection : « Dans la conception de Böhm-Bawerk le facteur nature n'est pas un élément constitutif du capital, mais si les facteurs naturels, le sol fertile et les forces naturelles, ne sont pas *tout aussi grands* par tête (as great per capita), la productivité technique du capital devenu plus grand peut aussi être moindre qu'auparavant. Sa conclusion [celle de Böhm-Bawerk] ne serait donc valable qu'en ajoutant la clause que le montant et l'action des facteurs naturels doivent également *augmenter proportionnellement*. Dans un cas extrême imaginable la plus grande provision de capital pourrait être plus que compensée dans son efficacité

(1) FISHER, *Rate of Interest*, p. 58 ; DAVENPORT, *Value and distribution*, Chicago, 1908, p. 207 s., particulièrement p. 207, note 15. J'avoue qu'il ne m'eût pas été facile de me faire une idée bien nette par le texte seul de Davenport de la position qu'il prend dans notre question. C'est pourquoi, dans l'analyse qui va suivre, je ne m'attaquerai pas aux propres paroles de Davenport, mais je m'en tiendrai uniquement à Fetter dont le point de vue, conformément au texte cité plus haut, doit aussi être celui de Davenport, du moins quant à l'essentiel.

technique par une dotation diminuée de forces naturelles par tête (1). »

Je n'arrive pas à voir quel rapport il peut y avoir entre le contenu de cette assertion et le sujet à discuter que désigne le titre du paragraphe qui s'y rapporte (« Failure of the argument to identify *increase of capital and roundaboutness.* ») Mais abstraction faite de cela, on n'avance ici qu'un fait incontestable, même naturel, dans une phrase capable d'induire en erreur et qui en même temps prend à tort le ton d'une objection. Il est en effet tout naturel que, si l'on fait coopérer plus de capital avec moins de sol ou avec un sol plus mauvais, le résultat total de la coopération des deux facteurs puisse être non plus grand, mais plus petit qu'auparavant. Mais il est tout aussi clair, que la variation totale du rendement total de deux facteurs qui varient tous les deux, ne peut pas en général faire connaître le rendement de l'un d'eux. Un capital plus grand est-il techniquement plus productif qu'un capital moindre ? — et c'est bien la seule question, à laquelle l'argument de Fetter pouvait en général se rapporter — c'est ce qui se prouve bien plutôt naturellement par ce fait qu'avec un plus grand capital, *dans des circonstances d'ailleurs les mêmes*, on obtient plus de produit qu'avec un capital plus petit ; ainsi sur un bon terrain on arrivera à plus de résultats avec un grand capital qu'avec un capital moindre, et sur un mauvais terrain aussi on obtiendra plus de résultat avec un grand capital qu'avec un capital moindre. Fetter lui-même pourra difficilement

(1) *Op. cit.*, p. 169.

mettre en doute que ce genre de preuve d'une correction logique ne tourne plutôt à l'avantage de mon point de vue que contre lui. Du reste quand il a établi son postulat, que la dotation naturelle devait rester « tout aussi grande », il n'avait peut-être à l'origine rien d'autre dans l'esprit que notre maxime si juste et si naturelle. Mais il a été entraîné hors de cette voie vraie et logique par une phrase inexacte ou plutôt incorrecte où il confond inconsidérément et à faux la baisse du produit commun de *deux* facteurs avec la baisse de productivité de *l'un* d'eux et l'interprète comme « la productivité technique amoindrie du capital devenu plus grand ». Cette inexactitude de langage donne lieu à une fausse comptabilité. Des différences de productivité du facteur nature sont erronément portées au compte du facteur capital, ou, dirais-je de préférence, des différences de qualité des forces productives originelles sont erronément attribuées à une méthode de production déterminée, à la production avec de plus longs détours.

Mais tout à fait énigmatique est le procédé par lequel Fetter a pu arriver quelques lignes plus loin à transformer le postulat d'une dotation naturelle « *également grande* » établi au début dans le postulat d'une dotation naturelle « *accrue* proportionnellement » ; un postulat, ou une clause de ce contenu ne saurait se rattacher d'aucune façon ni aux faits, ni aux propres explications de Fetter qui ont précédé ; c'est faux de quelque manière qu'on l'envisage.

Une deuxième objection me reproche d'être devenu infidèle à mon propre concept du capital, puisque d'une part j'exclus la terre de mon concept

du capital et que d'autre part j'explique le capital comme accumulation de « forces naturelles ou d'utilisations du sol ayant de la valeur » (1). Cette objection peut avoir tout son intérêt dans la question de la plus exacte formulation du concept du capital, mais il est encore une fois difficile de lui trouver quelque rapport avec le sujet en discussion : si produire avec de plus grands capitaux est la même chose que produire avec de plus longs détours. Je me dispense donc de l'exposer et de l'expliquer ici plus minutieusement, et pour lui ôter sa force, je ne ferai que cette seule et courte remarque, que Fetter aurait pu tout aussi ou tout aussi peu légitimement soulever l'objection parallèle que j'exclus le travail du concept du capital, et que j'explique cependant le capital comme une « accumulation de travail antérieur ».

C'est seulement la troisième objection qui aborde réellement le problème contesté ; elle se rattache à un point que je ne me suis pas borné à insérer, mais que j'ai fait ressortir aussi énergiquement que possible, à savoir, que la valeur des biens capitalistiques ne se réduit pas entièrement au salaire du travail, mais renferme aussi pour une partie considérable, des intérêts accumulés, des profits, des gains de monopole, etc. (2). Fetter trouverait plausible que d'un plus grand capital par tête on conclue à une plus grande longueur de la période de produc-

(1) *Op. cit.*, p. 170 s.

(2) Voir plus haut *Appendice I*, p. 327, note 1. Pour la commodité du lecteur, je cite mon propre exposé, que Fetter en son temps avait sous les yeux dans mes *Strittige Fragen*, non d'après ce dernier travail, mais d'après le texte de cette 3^e édit. de la *Théorie positive* et de l'*Appendice 1* qui est dans les mains du lecteur. C'est avec intention que je n'ai absolument rien changé au texte des passages correspondants.

tion, si la valeur du capital pouvait toujours être entièrement ramenée uniquement au travail. « Si l'on peut toujours ramener la valeur du capital au travail, et si deux sommes de capital sont proportionnelles au travail qui y est impliqué, la longueur de la période de production sera alors en moyenne le quotient de la division de la valeur du capital par la valeur d'une année de travail. Mais chaque unité du capital qui représente les autres sources du capital altère et fausse ce rapport. Si sur 300 fl. de capital, 150 proviennent des intérêts accumulés, le capital représentera une période de production de six mois seulement ; si 250 fl. provenaient des intérêts, la période de production ne serait plus que de 2 mois, tout juste autant que si le capital ne montait qu'à 50 florins revenant entièrement au travail. » Ma conclusion qu'un accroissement de capital est identique à un allongement des détours de la production n'est donc admise par Fetter qu'avec cette autre clause « que l'accroissement représente exclusivement du travail et non des intérêts accumulés ou des profits de monopoles (1).

En esquissant ces objections, le professeur Fetter n'a certainement rien contrôlé par le calcul. Il ne peut prouver par des chiffres ni l'exactitude de l'image qu'il s'est faite du contenu de ma thèse, ni la portée de ses propres assertions. Car tout calcul nettement établi confirme ma conception et réfute la sienne. Mais au seuil de tout cela il y a en outre que ma théorie a été mal comprise. Fetter veut en effet m'attribuer une opinion que je n'ai pas du tout

(1) *Op. cit.*, p. 170.

soutenue, que je considère au contraire comme inexacte. Et c'est sur une prétendue adhésion à cette opinion qu'il appuie des conséquences destinées à réduire mon raisonnement *ad absurdum*, mais qui en réalité sont en contradiction tant avec mon raisonnement qu'avec les faits. L'idée en effet que Fetter formule sous forme de concession, que l'on peut calculer par un simple quotient la longueur absolue de la période de production en se servant du rapport numérique de la valeur du capital au chiffre du salaire d'une année de travail, cette idée m'est complètement étrangère. Je prie le lecteur de parcourir attentivement à ce sujet mes explications p. 327 de l'Appendice I. Il remarquera que je me suis gardé avec le plus grand soin — et avec une intention bien arrêtée — de déduire des données numériques de mon exemple, relatives à la grandeur des capitaux et au montant du salaire, des chiffres précis de la longueur des périodes de production correspondantes. Mes conclusions portent bien plutôt uniquement sur le rapport de ces longueurs, sans même déterminer numériquement ce rapport. Toujours je me borne à dire, qu'à l'une des hypothèses qu'on compare répond à un moment donné un temps d'attente ou durée « plus longue », à l'autre une durée « plus courte » de la voie de production qu'on a prise ; mais je ne dis pas quelle est la longueur absolue de ces temps d'attente, ni de combien l'un sera plus long que l'autre dans les hypothèses données ; tout au plus dis-je, qu'il sera « beaucoup » plus long (1).

(1) « ...à quoi correspond avec la même évidence un temps d'attente

Tout cela pour de bonnes raisons, et je m'étonne que Fetter ne les ait pas aperçues, bien qu'il eût pu facilement être mis sur la bonne voie par ma remarque que je ne voulais pas entrer dans de plus longs « détails sur le *classement possible par année, etc. de l'ancien travail accumulé.* » En effet, pour former la moyenne du temps d'attente, tout travail « antérieur » n'a pas la même valeur, celui d'années reculées l'élève davantage que celui d'années plus récentes. Si le travail courant et le travail « antérieur » se mélangent en parties égales, de sorte que, si le travail courant de l'année coopère avec le travail antérieur d'une année incorporé dans des biens capitalistiques quelconques, le temps d'attente moyen sera beaucoup plus court, si le travail antérieur appartient totalement à l'année précédente, que s'il se répartit sur 26 années par exemple, et qu'il a une moyenne d'antériorité d'à peu près 13 ans. Pour déterminer exactement de combien le temps d'attente moyen est plus court dans le premier cas que dans le second, il faudrait encore des hypothèses complémentaires précisant à quel moment de l'année courante les produits mûrs pour la jouissance sont en moyenne terminés et aussi à quel intervalle de l'achèvement le travail courant, celui de l'année est employé ; mais même sans calcul précis, à simple vue de nez on verra que le temps d'attente moyen sera dans le second cas, non simplement doublé, mais multiplié dans une bien plus

moyen *bien plus long* que dans le premier cas (p. 328) ; ... ainsi cela indique bien sans qu'on puisse s'y méprendre, que la durée moyenne du processus dans lequel la production est engagée sera *moins longue* que si... (p. 329). »

forte proportion (1) — on verra tout de suite pourquoi je parle précisément du double. Et quelle est la quantité de capital qui répondrait aux deux hypothèses ? Dans le premier cas, si le capital est représenté par le travail de l'année précédente, et si le salaire du travail était de 300 fl., la valeur du capital serait aussi de 300 fl. environ ; plus exactement de 300 fl. plus les intérêts de cette somme pour une année, donc au taux de 5 % environ, 315 fl. Dans le second cas, si le capital représente une année de travail dépensée en moyenne il y a 13 ans, la valeur du capital — les autres hypothèses restant les mêmes — devrait au contraire devenir à peu près double, c'est-à-dire s'élever à 600 fl. ; car c'est à cette somme que monterait

(1) Le temps d'attente moyen deviendra de *sept à treize* fois plus long. Si l'on admet que les biens de jouissance produits dans le courant de l'année sont achevés chaque fois immédiatement après la dépense du travail courant qui leur est consacré et que cela se fait régulièrement pendant toute l'année, et qu'ils sont par conséquent achevés en moyenne au milieu de l'année, il y aura pour temps d'attente moyen de tout le processus de la production $\frac{1+0}{2}$ ou 1/2 année dans le premier cas (temps d'attente moyen du travail antérieur de l'année précédente, 1 année, du travail de l'année courante, 0, moyenne de l'ensemble des deux années de travail 1/2) et dans le second cas $\frac{13+0}{2} = 6\ 1/2$ années, c'est-à-dire 13 fois plus long que dans le 1^{er} cas. Si au contraire on admet la supposition extrême que tous les biens de jouissance produits dans l'année courante ne sont achevés qu'au dernier jour de l'année et que par suite le travail courant aussi est en moyenne à 1/2 année de l'achèvement du produit, on aura conséquemment pour le 1^{er} cas la formule $\frac{1\ 1/2 + 1/2}{2} = 1$ année et pour le deuxième cas $\frac{13\ 1/2 + 1/2}{2} = 7$ années. (Sur la relation entre le « temps d'attente moyen » et la « période de production » voir ma remarque p. 207 de la *Théorie positive*.)

la dépense primitive en salaire de 300 francs avec les intérêts composés à 5 % pendant 13 ans.

On voit par ce rapprochement que j'étais absolument éloigné — et pourquoi je l'étais — d'établir une quelconque de ces simples proportions numériques auxquelles Fetter fait penser, sans qu'on voie bien, si c'est en mon nom ou en son propre nom. Le temps d'attente moyen n'est pas un quotient de la *somme totale* du capital par la quantité de salaire du travail annuel (dans le second cas de mon exemple le résultat serait $600 : 300 = \text{deux}$ années, tandis qu'en réalité le temps d'attente moyen doit dans ce cas être au moins de sept années) ; il n'est pas non plus un quotient du capital pouvant se ramener au salaire (par opposition avec les intérêts) par le salaire d'une année de travail, ce quotient serait dans le même cas de notre exemple $300 : 300 = \text{une}$ année, tandis que le temps d'attente effectif est au moins sept années. C'est encore intentionnellement que je me suis gardé d'affirmer qu'une augmentation du capital devait prolonger la période de production *dans la même mesure*, que par exemple à un capital double correspondait une durée double de la période de production : car dans notre exemple au capital doublé en passant de 300 à 600 fl. en chiffres ronds correspond dans les circonstances particulières du cas un allongement du temps d'attente moyen, non pas double, mais au moins septuple.

Les mêmes considérations et les mêmes rapprochements jetteront aussi de la lumière sur ce qui me concerne le plus directement : le caractère concluant de mon raisonnement et le manque de solidité de

l'objection de Fetter, surtout en tant qu'elle se rapporte au rôle des intérêts accumulés. Fetter est disposé à m'accorder, qu'une augmentation de capital qui peut se ramener à une augmentation du travail antérieur incorporé dans le capital, annonce aussi un allongement de la période de production ; mais il soutient qu'une augmentation de capital qui se ramène à des intérêts accumulés ne permet pas de conclure de même, et il développe cette idée et l'illustre par l'exemple suivant : Si la valeur du capital ne s'élève qu'au sixième du salaire d'une année de travail (soit par exemple à 50 fl., le salaire de l'année étant 300 fl., la période de production sera six fois plus courte que si la valeur du capital égale tout le salaire de l'année (soit 300 fl.) et que cette valeur du capital ne représente que du travail ; si cependant la valeur du capital atteint cette même somme, dont 50 fl. seulement reviennent au travail et 250 fl. aux intérêts accumulés, la période de production sera également six fois plus courte que dans le dernier cas considéré, et ne sera pas plus longue que si le capital ne montait en somme qu'à 50 fl., mais provenant du travail seulement (1).

Ce calcul est absolument faux. Pour bien calculer, procédons de la manière suivante : si, comme Fetter l'admet, avec une dépense de salaire de 50 fl. il y a une accumulation d'intérêts de 250 fl., et que par conséquent la dépense primitive du salaire de

(1) Nous nous rapprocherons le mieux de cette hypothèse — littéralement. presque impossible, — si nous admettons, que le travail antérieur incorporé dans le travail appartient à un moment si proche de la fin de l'année précédente, que le montant des intérêts jusqu'au moment actuel donne un chiffre insignifiant !

50 est montée avec les intérêts à 300 fl., autrement dit a été sextuplée, elle doit certainement avoir eu lieu bien longtemps auparavant, et si le taux de l'intérêt est, par exemple, 5 %, il y a trente ans au moins (1). Le capital de 300 fl. dont 250 reviennent aux intérêts accumulés, représente donc $\frac{1}{6}$ d'année de travail qui en moyenne a trente années « d'âge ». De la coopération de $\frac{1}{6}$ d'année de travail remontant à 30 ans, avec l'année de travail actuelle de l'ouvrier qui est outillé avec ce capital, ne résulte nullement, comme Fisher le calcule, le même temps d'attente moyen d'environ $\frac{1}{6}$ d'année que d'un capital de 50 fl., mais un temps d'attente plusieurs fois plus long, même considérablement plus long (et absolument pas six fois plus court, comme le pense Fetter) qu'avec un capital de 300 fl. qui ne renfermerait que des salaires et pas du tout d'intérêts accumulés (2).

(1) Suivant les tables des intérêts composés, le capital est doublé au bout de 13 ans.

(2) Le calcul pour la coopération de $\frac{1}{6}$ d'année de travail remontant à 30 ans avec une année de travail actuelle donne en effet $\frac{1}{6} \times 30 + 1 \times 0 : \frac{7}{6} = 5 : \frac{7}{6} = \frac{30}{7} = 4 \frac{2}{7}$ années. Le calcul analogue pour une coopération de 1 d'année de travail remontant à un an avec une année courante aurait donné $\left(\frac{1}{6} \times 1 + 1 \times 0\right) : \frac{7}{6} = \frac{1}{6} : \frac{7}{6} = \frac{1}{7}$, par suite exactement 30 fois moins. Enfin pour la coopération de toute une année de travail remontant à l'année précédente avec une année de travail courante le calcul serait $(1 \times 1 + 1 \times 0) : 2 = 1 : 2 = \frac{1}{2}$. De l'ensemble de ces trois chiffres résulte que si le capital croît de 50 à 300 fl. et que cet accroissement ne repose que sur l'augmentation du travail incorporé, le temps d'attente correspondant s'allongera de $\frac{1}{7}$ à $\frac{1}{2}$ an-

L'exemple bien calculé confirme donc non seulement qu'un agrandissement du capital reposant sur l'accumulation d'intérêts indique aussi qu'il y a eu allongement du temps d'attente, mais il manifeste aussi que cette sorte d'influence a une puissance particulière. Les raisons très claires de cette particularité peuvent être exposées dans la formule générale qui suit : Quand dans un capital augmenté l'élément qui est formé par les intérêts croît dans une plus forte proportion que la quantité de travail incorporée dans ce capital, c'est un symptôme que non seulement le travail antérieur en général se mêle en plus forte proportion au travail courant (le symptôme d'un allongement de production admis par Fetter), mais aussi que le travail antérieur qui entre dans la combinaison remonte plus haut et par conséquent contribue plus fortement à élever la moyenne de l'attente. Donc, si un capital agrandi renferme des intérêts dans ses éléments constitutifs, cela n'affaiblit nullement mon argument, qu'un capital augmenté annonce une période de production allongée, cela lui donne au contraire une nouvelle force.

Dans l'exposé que j'ai fait de cet argument, j'avais jadis renoncé à faire valoir cette action corroborante de l'élément des intérêts. En le faisant j'aurais été obligé — ainsi que le montre l'analyse

née. A un égal accroissement de capital de 50 à 300 fl. reposant sur les intérêts accumulés, dans les mêmes hypothèses, correspondra un allongement encore bien plus grand du temps d'attente moyen qui passera de $\frac{1}{7}$ à $4\frac{2}{7}$ d'années. — Les données du calcul établies plus exactement pourront donner d'autres chiffres, mais elles ne changeront pas le résultat principal que j'ai exprimé plus haut dans le texte.

d'aujourd'hui — d'entrer dans d'autres hypothèses et calculer sur le classement par ancienneté du travail antérieur, et cela eût été aux dépens de la concision et de la clarté d'un raisonnement qui, ainsi que j'en étais convaincu, était suffisamment clair sans ce renfort de preuves. J'y ai donc simplement fait allusion dans une note où je faisais remarquer que nous pouvons négliger ces nuances subtiles sans dommage pour le thème que nous avons à illustrer (1) ; dans le texte même je me suis contenté de présupposer, en des termes justes et très soigneusement choisis, qui laissent partout place à cette corroboration compliquée (2), que les quantités de travail contenues dans le capital augmenté avaient crû bien proportionnellement (3), et que par suite le rapport des salaires et des intérêts était resté le même. Mais je voudrais maintenant établir expressément, que j'aurais été autorisé à supposer que dans le montant d'un capital national *devenu plus grand*, l'élément intérêt représentât une quote-part croissante. Car il est évident, qu'il y a une très forte probabilité, et à un certain degré même une nécessité mathématique, à ce que des accumulations de travail antérieur doivent comprendre du travail remontant d'autant plus haut que l'accumulation devient plus grande. En voici une preuve irré-

(1) P. 328, note 2 de l'*Appendice I*.

(2) Qu'on observe le « dans le cas extrême » de la page 327, en relation avec les notes qui exposent que ce maximum ne peut être atteint, et pourquoi il ne le peut pas.

(3) Qu'on observe les mots « proportionnellement » et « en conservant la proportion admise plus haut », p. 328, puis les « rapports numériques pris comme exemple » qu'on invoque p. 327 note 1.

fragable : si l'accumulation ne comprend qu'une année de travail national antérieur, on pourrait imaginer, comme cas extrême, que cette année de travail appartient tout entière à l'année précédente, mais si l'accumulation comprend trois années de travail national, dans le même cas extrême, elle contiendrait outre le travail de l'année précédente au moins du travail remontant à deux et à trois années, et par suite en moyenne un travail plus ancien que dans le premier cas (1).

Naturellement qu'à cela correspondrait une addition particulière de valeur en capital grâce aux intérêts accumulés, mais tout aussi naturellement un plus fort allongement du temps d'attente moyen, que si cet accroissement de travail antérieur avait uniquement compris du travail remontant à la

(1) Un élément capitalistique particulier concret peut sans doute très bien représenter plus que le travail annuel d'une année précédente ; il peut représenter en effet tous les travaux annuels d'année précédente de plus d'un ouvrier. Mais dans notre raisonnement il ne s'agit que de l'ensemble du capital national, ou des années de travail national. J'ai à peine besoin de remarquer que le cas extrême de l'exemple admis dans le texte, celui où l'année de travail national accumulé dans le capital national se compose entièrement du travail de l'année précédente, peut se concevoir à la vérité mathématiquement, mais difficilement du point de vue économique, parce que pour continuer à mettre en œuvre le capital existant et pour le maintenir en bon état, il est nécessaire de combiner plus harmoniquement les diverses années de travail. En réfléchissant sérieusement à cette circonstance le lecteur n'aura pas de peine à se convaincre de ce qu'a de concluant l'argument que de plus grandes accumulations de travail doivent aussi être des accumulations de travail plus ancien, même dans le cas normal de la composition du capital pratiquement en usage. Du reste, les lecteurs qui se sentent disposés à approfondir ce sujet feront bien de ne pas perdre de vue l'analyse du classement typique du capital que j'ai exposée dans le chapitre sur « la théorie et la formation du capital ».

même époque. Ce rôle de l'élément intérêt est complètement méconnu par Fetter et par principe.

Fetter a aussi méconnu sinon aussi systématiquement, du moins sur des points décisifs, le rôle que jouent dans notre question les profits de monopole qui peuvent être contenus dans le capital. Un accroissement de la valeur du capital qui pourrait être ramené uniquement à des profits de monopole obtenus, n'indiquerait en effet pas en réalité un allongement de la voie de production suivie, et à cet égard l'objection de Fetter n'est pas aussi systématiquement erronée qu'à l'égard de l'élément des intérêts. Mais il se trompe sur d'autres points essentiels.

Tout d'abord il formule incorrectement son objection qui dépasse ainsi de beaucoup sa portée légitime. Voici sa formule : « Une augmentation du capital indique un allongement du processus de la production (is identical with a more roundabout process) *seulement* alors que cette augmentation représente du travail exclusivement et *non* (des intérêts accumulés ou) des profits de monopole. » Cette formule est fautive ; pour qu'elle devienne exacte, il faut renverser la conclusion et faire porter : « exclusivement » sur profits de monopole, et « non » sur travail. La formule exacte sera : « Une augmentation du capital ne sera pas le signe d'un allongement du processus de la production, dans le cas seulement où l'augmentation représente *uniquement* des profits de monopole et *aucun* travail. » Admettons que le capital à un moment antérieur représente *quatre* années de travail et par là une somme de 1.200 fl. et qu'il se soit élevé plus tard à 2.100 fl. dont 1.800 peuvent être ramenés à *six*

années de travail antérieur et 300 à des profits de monopole (les intérêts, dont nous avons auparavant déjà expliqué le rôle, sont complètement laissés de côté à présent), il est clair alors, et le raisonnement même de Fetter ne saurait le contester, que cet état de choses indique un allongement du temps d'attente moyen, bien que l'accroissement du capital ne représente pas seulement du « travail ». Si au contraire le capital s'était élevé de 1.200 à 1.500 fl., de telle sorte que le capital augmenté ne représente après comme auparavant que quatre années de travail et que l'élévation à 1.500 florins fût purement due aux profits de monopole qui s'y sont ajoutés, dans ce cas on ne pourrait noter aucun allongement du temps d'attente moyen relativement à la force productive élémentaire qu'est le travail, mais c'est précisément pour cette raison seulement, que tout l'accroissement revient aux profits de monopole, et pas la moindre partie au travail antérieur. Je crois que c'est clair.

Maintenant remarquons encore ceci : par le renversement de la formule que je demande et qui me permet d'y acquiescer entièrement, il devient évident que l'état de choses auquel Fetter croit pouvoir rattacher sa réfutation se rétrécit essentiellement. Si le capital d'une économie nationale — et c'est seulement ce « capital social » qui est discuté dans la question, je voudrais le souligner fortement et Fetter lui-même l'a très bien remarqué (1) — ne peut s'accroître que par des profits de monopole, c'est déjà une hypothèse bien plus étroite et d'un carac-

(1) Par exemple *op. cit.*, p. 166.

tère plus exceptionnel que si l'on admet que le capital de l'économie nationale peut, à côté d'un autre accroissement, en recevoir un par les profits de monopole. Et probablement la plupart des spécialistes s'appuyant sur cette seule considération seront disposés sans aucune autre recherche à m'accorder que mon argumentation convient pour le moins à tous les cas normaux d'accroissement de capital, à tous ceux qui jusqu'ici ont été observés dans la réalité. Car si aujourd'hui le niveau du capital par tête est plus élevé en Autriche qu'en Russie, en Allemagne qu'en Autriche et en Angleterre qu'en Allemagne, il n'y aura je crois personne qui se risquera à affirmer le fait que dans un quelconque de ces cas la différence de ces niveaux provient seulement de plus grands profits de monopole incorporés dans la valeur du capital, tout aussi peu qu'on soutiendra que l'accroissement successif qui s'est insensiblement produit dans le stock du capital de chacune de ces économies nationales ait jamais été une augmentation exclusivement due aux profits de monopole. Je pourrai donc arriver facilement, comme je l'ai dit, à ce qu'on reconnaisse que mon argumentation est juste en général, tandis que celle que m'oppose Fetter ne la contrecarre que dans des cas exceptionnels et anormaux.

Mais cette reconnaissance même n'a pas de quoi me satisfaire. Si nous achevons d'examiner la chose, il en résulte plutôt que la réfutation de Fetter ne peut pas contrecarrer ma démonstration, pas même dans des cas exceptionnels, anormaux. Et cela, pour deux raisons : il y a d'abord des motifs sérieux pour qu'une hausse de la valeur d'échange de tout le

stock du capital d'une économie nationale, uniquement à la suite d'une hausse de valeur résultant de monopole ne soit pas seulement un fait exceptionnel, rare, mais un fait qui systématiquement ne peut pas du tout se produire, parce que dans un tel ensemble la hausse des valeurs d'échange d'une partie amène constamment une baisse proportionnelle de la valeur d'échange d'une autre partie de l'ensemble, ou bien que des impulsions uniformes vers la hausse de la valeur d'échange doivent rester inefficaces par une compensation contraire. J'aurai dans la suite, au sujet d'un autre argument théoriquement intéressant que Fetter m'oppose, à préciser davantage cet ordre d'idées, aussi vais-je l'interrompre ici, pour ne pas me répéter.

Deuxièmement, s'il était même possible que des circonstances de monopole amenassent des hausses de valeur dans l'ensemble d'un capital social de structure et de masse invariables, des cas de ce genre ne pourraient pas encore troubler la marche de mon raisonnement, parce qu'ils n'auraient en somme aucun rapport avec la thèse que je veux démontrer. Sur ce point, je puis encore me dispenser d'une démonstration particulière ; elle découlera tout naturellement de mon appréciation sur la dernière objection de Fetter, dont je vais m'occuper maintenant.

Celle-ci est à mon avis, comme je l'ai déjà indiqué, la plus intéressante de toutes au point de vue de la théorie. Est-elle heureuse ou non ? Peu importe, mais il est certain qu'elle a suscité d'importantes questions de principe dont l'examen approfondi sera sans doute plus profitable à l'intelligence de nos

difficiles problèmes que la rectification de méprises superficielles ou d'erreurs de calcul.

Fetter pose son argument sur deux assises. Sur la première il prépare son argument principal par la remarque suivante qui lui sert comme introduction : il croit s'apercevoir que dans le cours de mon raisonnement je confonds deux acceptions du mot « capital » et deux concepts de ce mot. Je dis d'abord que le travail est d'autant plus productif « qu'il est muni de plus grandes ressources capitalistiques ». Cette tournure de phrase éveille, d'après lui, l'idée d'un nombre ou d'une quantité physiquement plus grande de biens capitalistiques. Immédiatement après j'emploie cependant, le « concept de valeur » du capital (1), quand pour prouver cette même proposition je dis que le travail national est plus productif quand il s'appuie sur un capital de 50 florins par tête, que lorsqu'il ne s'appuie sur aucun capital, et qu'il devient encore plus productif, quand le capital s'élève à 500, 5.000 ou 10.000 fl. par tête. Mais il n'est pas besoin que les deux choses marchent de pair. Plus d'instruments, ou ce qui revient au même dans notre question, des instruments meilleurs sont évidemment le signe infailible d'une plus grande productivité technique. Une somme plus grande de valeur du capital n'en est pas aussi absolument l'indice. Car on peut aussi imaginer, notamment quand il s'agit de toute l'économie nationale, la seule que j'aie constamment en vue dans mon argumentation, que le capital de

(1) « The value expression » (*op. cit.*, p. 166) : « value concept of capital » (p. 168 et 169).

cette économie ait augmenté de valeur seulement parce qu'il contient un « élément plus important de valeurs de rareté ». A la rigueur il pourrait arriver qu'un capital d'une valeur plus élevée renfermât même une quantité moindre de ressources productives, ou des ressources d'une moindre efficacité technique qu'auparavant. Fetter conclut donc — et ceci est la première étape de son objection — que c'est à tort que j'ai admis que le travail national muni d'un capital d'une valeur supérieure devait aussi être techniquement plus productif (1). Fetter s'élève ici contre toutes sortes de suppositions et de conclusions qui ne sont pas les miennes. Il s'est fait une idée si peu juste de la marche de mon raisonnement qu'il m'oppose sous forme d'objection des faits sur lesquels je me trouve non seulement tout à fait d'accord avec lui, mais qui dans l'esprit de mon argumentation ne sauraient être autrement qu'ils ne sont en réalité. C'est ce que je vais essayer d'élucider en procédant avec ordre.

Avant toutes choses Fetter se méprend sur le rôle des chiffres de valeur en argent que je cite à l'appui de mon exemple. Ils n'indiquent pas le moins du monde que je passe à un autre sens (sense) ou concept du capital et surtout pas au « concept de valeur du capital » que j'ai toujours le plus vivement combattu (2). Dans tout le cours de mon argumentation, quand je parle d'un « plus grand capital »,

(1) *Op. cit.*, p. 165-167. C'est le trait saillant de l'objection de Fetter. Cela ressort de ce qu'il le dirige contre la première proposition de mon raisonnement, contre la proposition générale, que le capital est productif.

(2) Voir ci-dessus liv. I, chp. III, p. 128.

c'est continuellement et uniformément une quantité plus grande ou meilleure de biens capitalistiques et rien d'autre que j'ai en vue. Mais quand, suivant les exigences de mon but, je veux exprimer et rendre sensibles les diverses gradations d'un état ayant le caractère de grandeurs, je me suis aussi servi de quelque moyen d'expression ayant ce même caractère, et à la vérité, d'un moyen qui permet d'exprimer d'une même façon et en chiffres l'idée de « plus » et celle de « mieux », et à cet effet, les sommes de valeurs représentées par des sommes réelles de biens de différentes grandeurs s'offraient à moi non simplement comme le moyen d'expression le plus propre en soi, le plus généralement employé dans ce même but, et par suite le plus compréhensible pour tous, sans autre commentaire, mais surtout comme le seul moyen possible de tout embrasser.

Il est singulier que je sois amené à donner ces explications contre le professeur Fetter qui, en partisan du « concept de valeur du capital » doit être encore plus convaincu sur ce point que moi. Le capital national est en effet une somme de biens capitalistiques concrets des plus hétérogènes. Mais pour additionner il faut un dénominateur commun. Fetter sait au moins aussi bien que moi, qu'il ne peut pas être trouvé dans le nombre des pièces — une machine à vapeur compterait autant qu'une lime ou une perceuse — ni dans la longueur ou la largeur ou le volume des biens capitalistiques, ni dans leur poids, ni dans quelque autre unité de mesure physique ; le seul dénominateur commun qui puisse être employé sans absurdité, qui admette également bien l'idée de « plus » et l'idée de « mieux »

c'est la valeur. C'est pourquoi même des écrivains qui ont réellement en vue un autre concept du capital, un véritable « concept de valeur » du capital, comme Clark par exemple, n'ont pas pu montrer un outillage plus riche, de plus nombreux ou de meilleurs biens capitalistiques, qu'en admettant un capital de « plus de dollars par tête » (1). Et si j'invitais le professeur Fetter lui-même à proposer une autre expression, par laquelle différentes quantités matérielles de capital par tête pourraient être représentées chacune par un chiffre qui les synthétise, il ne trouverait probablement non plus une autre solution (2).

(1) CLARK, *Distribution of wealth*, p. 174 s., mène à bonne fin sa grande étude théorique sur la « productivité du capital » par un exemple dans lequel, pour répéter les propres paroles de Fetter la « greater value expression » de « 100.000 dollars per man » directement et sans hésitation « stands for a greater number or better quality of physical agents »; il explique et commente très expressément la baisse de la quote-part en argent de 100.000 dollars par tête à « half a hundred thousand dollars per man » comme un état effectivement empiré de l'outillage en instruments matériels de production et qui devait conduire à un amoindrissement de produit. De même, *Distribution*, p. 159 et *passim*.

(2) Je n'ai pas parcouru ses excellents « Principles » particulièrement pour voir s'il expose lui-même expressément, quelque part, l'équivalence de « plus de florins ou de dollars par tête » et « de plus nombreux ou de meilleurs instruments par tête » qu'il me reproche ; *implicite*, cela résulte certainement de l'ensemble des pages 115 et 169 par exemple, où, d'une part, le capital est défini : « economic wealth expressed in terms of the general unit of value », et d'autre part est représenté comme l'effet général d'une épargne accroissant l'investissement du capital « to raise the efficiency of production ». — Peut-être pourrait-on croire que j'aurais pu exprimer l'accroissement graduel du réel outillage en capital de la manière suivante, bien qu'elle soit plus circonstanciée et plus difficile : chaque ouvrier qui ne disposait d'abord que d'un seul exemplaire de chaque élément de capital, en aura plus tard dix ou cent à sa disposition. Toutefois cela eût été une manière tout

Mais mesurer et additionner les biens capitalistiques d'après le montant de leur valeur est tout autre chose que d'abandonner l'idée des biens capitalistiques et de passer à un « concept de valeur » du capital : je crois l'avoir assez clairement montré dans mes explications sur le concept du capital et en particulier page 142 s. de mon texte.

Sous ma plume les nombres croissants de valeur en argent : 50 fl., 500 fl., 5.000 fl., etc., par tête ne signifient donc pas un abandon, mais bien une démonstration intuitive, et même une démonstration parfaitement convenable de cette hypothèse effective « que le travail est outillé de plus de ressources capitalistiques », hypothèse que j'ai introduite dès le commencement de mon argumentation et que j'ai fermement maintenue dans tout le cours de ma démonstration. Si quelque doute avait encore pu subsister à cet égard, il devait être dissipé par le commentaire explicatif dont j'ai accompagné les chiffres de valeur de ma démonstration intuitive, car j'ai interprété immédiatement les sommes d'argent plus grandes par de plus grandes quantités de forces productives incorporées, donc par la même hypothèse d'un capital réel plus grand que j'ai cherché à rendre sensible par l'introduction de ces chiffres de valeur.

à fait défectueuse de rendre l'idée sensible. Car, comme FETTER lui-même le sait très bien (*Roundabout process*, p. 166) et comme CLARK en particulier l'a magistralement expliqué (*Distribution*, p. 159 s., 170) un accroissement de capital s'exprimera bien mieux par le perfectionnement qualitatif de l'outillage en capital, que par une accumulation quantitative de pièces de même nature, qui serait souvent pour l'ouvrier bien plutôt un embarras qu'un avantage.

Fetter ne prétend pas seulement que j'ai passé au « concept de valeur » du capital que j'ai expressément combattu, mais il fait entendre en outre que je me suis servi de ce concept avec une outrance qui ne serait pas même venue à l'esprit de ses véritables partisans. Il m'attribue en effet l'établissement d'un théorème d'une grande généralité et n'admettant aucune exception sur les rapports de la valeur du capital à la longueur des périodes de production d'une part, et au rendement de la production d'autre part. Il raisonne comme si j'avais exprimé quelque part cette proposition générale, qu'une plus grande somme de valeurs devait représenter dans toutes les circonstances, même dans les circonstances les plus exceptionnelles, un capital matériel plus grand, des temps d'attente plus longs et une plus grande productivité : car autrement il n'aurait pas pu me reprocher sur le ton d'une objection le cas des profits de monopole ou des valeurs de rareté comme un cas dans lequel une plus grande valeur n'a pour conséquence ni une plus longue période de production (1), ni une plus grande productivité, et il n'en aurait pas déduit l'inanité d'une conséquence que j'en aurais tirée, à ce qu'il prétend (2).

En réalité rien n'a été plus loin de ma pensée que de vouloir établir un théorème aussi général. Je voyais bien plutôt et je vois encore très nettement qu'il peut y avoir des causes spécifiques du mouvement de la valeur des biens capitalistiques, qui n'ont rien à voir avec la grandeur réelle du capital

(1) Voir ci-dessus, p. 441 s.

(2) « The conclusion he draws therefore is not theoretically sound », *op. cit.*, p. 167.

ni avec sa productivité technique ni avec la période de production représentée par ce capital. Il va donc de soi que je n'ai nulle part exprimé ni implicitement, ni explicitement ce théorème que je considère comme faux. Explicitement, d'aucune façon naturellement. Quant à ce que j'avais et que je devais avoir implicitement dans l'esprit en me servant des sommes d'argent pour ma démonstration, cela n'implique pas non plus ce théorème, cela l'exclut au contraire : c'est la clause en somme naturelle de toute démonstration, la clause « caeteris paribus » de l'absence de complications contrecarrant l'objet de la démonstration.

La chose est en effet bien simple et naturelle. Pourquoi donc Fetter ne m'a-t-il pas aussi attribué le théorème général que tout capital représentant un nombre plus grand de florins devait représenter un capital réel plus grand dans toutes les circonstances, par suite même si la *valeur de la monnaie a changé* ? Parce qu'il était par trop évident que je ne pouvais et ne voulais démontrer qu'un capital d'un nombre plus grand de florins n'était réellement plus grand que dans l'hypothèse tacite que la valeur du numéraire est restée la même, que sous la clause tacite de « circonstances d'ailleurs les mêmes ». Le but de la démonstration exige évidemment cette clause restrictive, et c'est pourquoi tout lecteur qui pénètre la pensée manifeste de l'auteur, la sous-entendra alors même qu'elle ne sera pas explicitement exprimée. Clark n'a pas non plus jugé nécessaire d'ajouter expressément la clause de l'invariabilité de la valeur de la monnaie aux chiffres de « 100.000 dollars par personne » et de « 50.000 dollars par per-

sonne » qu'il emploie dans sa démonstration : il a compté avec raison qu'elle ressortirait clairement du contexte.

Et il en est tout à fait de même dans notre thèse des valeurs particulières de rareté qui se présentent, en admettant que l'on puisse se figurer cette apparition comme un phénomène universel concernant tout le stock du capital de l'économie nationale. Si la valeur du numéraire baisse de moitié, un capital de 100 fl. par tête prouve évidemment un capital réel non plus grand, mais égal à celui qui était représenté auparavant par « 50 fl. par tête ». Et si une formation de prix de monopole ou des valeurs de rareté double en moyenne la valeur des biens capitalistiques existants — dans la supposition bien entendu qu'un tel processus soit possible — l'expression de valeur « de 100 fl. par tête » indiquera tout aussi évidemment après ce changement un capital réel non plus grand, mais simplement égal à celui qui avant ce changement était représenté par l'expression de « 50 fl. par tête ». Quiconque donc, comme moi ou Clark ou tout autre, voudra vérifier l'augmentation des capitaux matériels au moyen de l'augmentation des sommes de valeurs, exclura naturellement de son hypothèse les deux cas secondaires qui la contrecarrent, et tous les autres qu'on pourrait imaginer et il aura dans l'esprit la clause « les circonstances restant d'ailleurs les mêmes », qu'il l'exprime ou non. Je me contentais de le faire tacitement, parce que je n'avais aucun motif spécial de souligner expressément ce qui va de soi (1). Je

(1) Pour les véritables partisans du pur « concept de valeur » qui

n'en avais absolument pas à l'égard des valeurs de rareté : si en effet, comme j'espère le montrer encore plus loin, tout le cas supposé par Fetter ne peut pas en général se produire, je n'avais certainement pas besoin de l'exclure d'avance par une clause expresse, alors que sa réalisation est d'ailleurs inconcevable.

Il reste cependant encore une question : ce théorème général d'une corrélation universelle entre le montant de la valeur et la productivité et la longueur des périodes, qu'en réalité je *n'ai pas* établi, aurais-je peut-être été *forcé* de l'établir, afin d'en pouvoir déduire le reste de ma démonstration de l'identité du « produire avec plus de capital par tête » avec le produire par de plus longs détours de la production ? L'étude de cette question nous dévoilera encore une autre méprise de Fetter sur toute la structure logique de mon argumentation.

Quelles sont en général les idées entre lesquelles elle cherche à établir une relation ? Entre la « productivité du capital », fait notoire, généralement reconnu, d'une part et l'allongement des détours de production d'autre part. Mon argumentation doit être une sorte d'*argument ad hominem*, à l'adresse de tous les théoriciens aux tendances les plus diverses qui d'une façon quelconque croient à la « productivité du capital » et conséquemment ne pourront nier la fécondité des détours de production plus longs (1).

voient l'essence du capital dans la valeur même, il pouvait plutôt y avoir la nécessité d'analyser expressément les cas où la « grandeur de la valeur » et la « grandeur du capital » sont disparates.

(1) Jusque-là Fetter a aussi très bien reconnu le caractère de mon argumentation, en parlant p. 164 s. de l'« agreement » de ma thèse.

A cette fin j'avais naturellement à montrer que les cas typiques dans lesquels, suivant l'opinion dominante, apparaît « le fait notoire de la plus grande productivité du travail muni d'un plus grand capital », c'est-à-dire les cas qui présentent un accroissement de rendement de la production, qu'on peut expliquer par une coopération du capital qui vient s'ajouter ou qui s'est accru, sont en même temps les cas où les détours de production sont allongés. Mais par contre, des cas où cet état de choses ne se présente pas, ne concernent pas mon argumentation. La preuve que j'ai à donner d'une concordance entre les cas à détours de production allongés et ceux d'une productivité augmentée, que l'opinion dominante invoque comme des cas d'une augmentation de productivité prouvée quand de plus grands capitaux sont employés, cette preuve, dis-je, n'a pas à s'occuper des cas qui, en général, ne présentent pas cette productivité augmentée qui doit être ainsi expliquée. Où mettrons-nous donc la production avec « plus de capital par tête » dans le sens que je l'ai comprise et élucidée, c'est-à-dire la production avec une dotation de capital qui donne comme résultat une somme de valeurs plus grande, parce qu'elle se compose de plus nombreux ou de meilleurs biens capitalistiques ? Indubitablement du côté d'abord envisagé, c'est le cas classique de la productivité. Il conduit, d'après l'opinion universelle, à une augmentation

« with the old proposition that capital is productive » et en notant l'intérêt que j'ai à réussir dans ma preuve de cet « agreement » par ces mots : « He (Böhm-Bawerk) will gain for the one (proposition) all the authority and belief that attaches to the other among economic students. »

réelle de la productivité et cette augmentation doit, également d'après l'opinion universelle, être attribuée à l'emploi d'un plus grand capital. Et c'est pourquoi je devais présenter mon *argument ad hominem* pour ce cas « universel », en montrant que ce cas d'incontestable augmentation de productivité est identique avec le cas de l'allongement des périodes de production. Mais où mettre la production avec « plus de capital par tête » dans le sens de Fetter, c'est-à-dire la production avec une dotation de capital qui a pour résultat une plus grande somme de valeurs, non parce qu'elle se compose de plus nombreux ou de meilleurs biens capitalistiques, mais uniquement parce qu'il s'est présenté des valeurs de raretés particulières ? Tout aussi indubitablement du côté envisagé en second lieu : ce n'est pas un cas de productivité. Le rendement technique de la production nationale n'est nullement augmenté par cette circonstance que les mêmes machines, instruments, matières premières, etc., possédés par la nation, subissent une augmentation générale de valeur — toujours en supposant la possibilité — par suite de formations de prix de monopole ou de l'apparition de valeurs de rareté, tout aussi que la production nationale aura un plus grand rendement si, à la suite d'une baisse de 50. % de la valeur de la monnaie, le capital matériel sans subir de changement s'exprimera maintenant par une somme d'argent deux fois plus grande. Je sais que sur ces deux points je suis parfaitement d'accord avec Fetter. C'est précisément pourquoi ces cas d'augmentation de valeur du capital national, purement nominale, n'ont en somme rien à voir

avec la thèse que j'ai à démontrer. Personne ne les considère comme des cas d'une productivité démonstrative du capital et c'est pourquoi mon *argument ad hominem* n'a pas à s'en occuper. Ma démonstration ne présente ni lacune, ni vice de logique parce qu'elle ne peut pas interpréter comme des cas de détours de production allongés ces pseudo-cas d'emploi de capital augmenté. Elle serait tout au contraire compromise, si elle réussissait dans cette interprétation : et c'est en cela qu'apparaît nettement que Fetter est bien loin de comprendre exactement la vraie nature de mon sujet.

Il renverse pour ainsi dire son front d'attaque naturel : il m'oppose comme des objections des circonstances qui renforcent et corroborent mon argumentation. Pour me réfuter, il avance qu'aucun allongement de la période de production ne correspond à l'apparition de profits de monopole dans la valeur du capital, bien qu'en même temps il sache très bien qu'aucune augmentation de productivité technique n'accompagne l'apparition de semblables profits de monopole ou de valeurs de rareté. En réalité ce serait au contraire une réfutation ou pour le moins un grave embarras dans ma démonstration, si l'on pouvait, même dans ce cas, montrer qu'il y a allongement des détours de production ; car il y aurait alors un cas de détour de production allongé pour lequel je serais bien en peine d'affirmer l'identité avec les cas d'accroissement de productivité des capitaux plus grands ! Et une seconde fois, Fetter déduit la fausseté de ma conclusion, précisément à rebours de cette circonstance que les valeurs de rareté accrues ne fondent pas une plus forte pro-

ductivité technique, bien qu'en même temps il sache très bien et qu'il ait lui-même objecté qu'elles ne fondent pas non plus un temps d'attente allongé. Naturellement, rien n'aurait été plus fâcheux pour moi que si l'on avait pu, même dans ce cas, montrer que la productivité technique a été augmentée : il y aurait alors en effet un cas de « productivité plus grande d'un capital plus grand » que j'eusse été incapable d'expliquer comme un cas de détour de production allongé. Dans le fait, les deux objections que me fait successivement Fetter, tournent plutôt à mon avantage. Pour une argumentation qui tend à montrer un parallélisme entre l'allongement des détours de production et l'apparition de phénomènes de productivité du capital, il ne peut qu'être utile qu'il y ait des cas où, s'il ne s'y manifeste notoirement aucun accroissement de productivité, il n'y a non plus point d'allongement du temps d'attente et *vice versa* !

*
* * *

Mais tout cela n'était qu'une première assise sur laquelle Fetter a échafaudé son objection principale, plus grave. Celle-ci aboutit au reproche d'un cercle vicieux. « L'argument, dit Fetter textuellement, contient un *cercle vicieux*, capable d'induire en erreur, il implique en effet en soi le taux de l'intérêt (by implying the rate of interest). Dans l'application d'un concept de valeur, le montant du capital qui correspond à un produit annuel donné varie avec le taux de l'escompte auquel se fait la capitalisation. Si le taux courant de l'intérêt est 20 %, un produit

annuel évalué à 10 exige une capitalisation à 50, mais si le taux de l'intérêt tombe à 1 %, à ce même produit correspond une capitalisation de 500 (1). Des deux parties constitutives de la proposition qu'un capital plus grand signifie une plus grande productivité et un plus long détour, la première est donc insoutenable si elle n'est pas complétée par cette clause : *dans l'hypothèse que le taux de l'intérêt est resté le même*. Mais c'est précisément le changement du taux de l'intérêt qu'il (Böhm-Bawerk) cherche à expliquer par le changement de la productivité technique (2) ».

Je considère cet enchaînement de syllogismes comme un exemple éminemment instructif des erreurs logiques qui proviennent de ce que le raisonneur rattache ensemble des mots, sans se représenter avec toute la clarté, toute la fidélité et toute l'intégrité nécessaires, l'état de choses que ces mots servent à désigner. Il arrive ainsi que des mots sont tout uniment associés qui répondent à des états de chose en parfaite opposition.

L'exemple est doublement instructif, parce qu'il est donné par des théoriciens aussi sagaces et aussi scrupuleux que Fetter et I. Fisher. Si je cite aussi Fisher, c'est parce qu'il ne s'est pas contenté dans une citation d'approuver en bloc les explications de Fetter, mais qu'il a fourni dans ses propres œuvres un appui à cette fausse dialectique qui sert de base à l'objection de Fetter.

(1) Exactement de 1.000 ; mais l'évidente erreur de chiffre ne fait rien à l'affaire.

(2) *Op. cit.*, p. 169.

Le paralogisme réside dans l'opinion qu'une variation du taux de l'intérêt influence en même temps dans le même sens la valeur d'échange de tous les genres de biens, et que d'après cela l'état des biens d'une économie nationale, sans subir de changement réel dans sa composition, aura une valeur d'échange totale plus grande ou moindre suivant les fluctuations du taux de l'intérêt.

Il y a environ 60 ans, que J. St. Mill a couronné ses explications aussi naturelles que brillantes sur le contenu du concept de la valeur d'échange des biens par une des comparaisons les plus lumineuses dont on ait jamais fait usage dans notre science. Des choses qui sont échangées contre d'autres peuvent tout aussi peu baisser toutes ou hausser toutes de prix, qu'entre douze chevaux de course chacun peut dépasser les autres, ou qu'entre cent arbres chacun peut s'élever au-dessus des autres. Mill était alors amené à rappeler cette lumineuse comparaison à ceux qui voulaient déduire de la hausse du salaire une hausse de la valeur d'échange de tous les biens, puisqu'en effet le travail et son salaire constituent un élément de la production de tous les biens. Il leur représentait justement quant à l'essentiel non seulement l'impossibilité de ce résultat, mais aussi en quel point de leur conclusion s'était glissée l'erreur, en indiquant la réciprocité qu'il doit y avoir entre les salaires élevés et les profits et les intérêts faibles, du moins quand le rendement de la production ne change pas. Si l'on n'oublie pas de réfléchir à cette autre face des salaires plus élevés, on n'arrive pas à ce résultat, qu'une hausse des salaires provoque une hausse de valeur de tous les

biens, mais à cet autre résultat bien différent, que les biens, aux frais de production desquels les salaires et les intérêts concourent en des proportions qui répondent à la moyenne de l'économie nationale, conserveront une valeur d'échange à peu près invariable, que les biens pour la production desquels les salaires absorbent un pourcentage au-dessus de la moyenne, éprouveront une hausse dans leur valeur d'échange, et que les biens dont la production n'exige qu'une quantité de travail au-dessous de la moyenne, verront leur valeur d'échange baisser.

Ce sont des vérités incontestées que nous savons, à ce qu'il paraît, depuis si longtemps que nous avons eu le temps de les oublier. Car c'est matériellement la même erreur que Mill a si victorieusement combattue, qui réapparaît maintenant dans Fisher et Fetter, seulement avec cette différence que ce n'est pas à une hausse du salaire, mais à une baisse du taux de l'intérêt qu'ils rattachent l'universelle hausse de valeur de tous les biens, et avec cette autre différence qu'ils mettent en relief non la propriété qu'a le taux de l'intérêt d'influencer le montant du coût, mais celle de servir de régulateur à la capitalisation.

Le point de départ de Fisher est, que le prix de chaque bien est égal à la valeur escomptée des services futurs qu'on attend de lui, et il en conclut que la valeur de ces utilités restant la même, une hausse ou une baisse du taux de l'intérêt devait entraîner une baisse ou une hausse de tous les biens (1). Une explication donnée un peu plus loin

(1) *Rate of interest*, p. 225.

fait entendre que Fisher, à la vérité, n'a pas en vue une hausse ou une baisse *uniforme* de tous les biens ; mais il pense que dans la série des biens, ceux qui sont plus rapprochés de la maturité de jouissance finale sont plus faiblement influencés que ceux qui en sont plus éloignés ; et pourtant il est évident d'après lui que *tous* les biens subissent une influence simultanée *dans le même sens* — ce qui, si l'on songe à la valeur d'échange réelle, est précisément une impossibilité logique. Car l'essence même du supposé changement du taux de l'intérêt est en effet un changement dans l'échange entre les services éloignés et les services rapprochés quant au temps. Une hausse du taux de l'intérêt est synonyme d'une plus forte valeur des services immédiats et d'une plus faible valeur des services éloignés, et inversement. Il va donc de soi que lors d'une hausse du taux de l'intérêt, des biens qui incorporent surtout des utilités rapprochées verront hausser leur valeur relativement à des biens qui incorporent surtout des utilités éloignées, et vice-versa. On pourra donc et l'on devra, en modifiant convenablement ce qui a été dit par rapport au salaire, s'exprimer ainsi : s'il y a une hausse du taux de l'intérêt, les biens qui incorporent dans une combinaison approximativement moyenne des utilités rapprochées et des utilités éloignées, conserveront leur valeur d'échange ; des biens dont les utilités très éloignées sont dans une proportion bien au-dessus de la moyenne, baisseront de valeur d'échange et des biens dont les utilités éloignées sont dans une proportion au-dessous de la moyenne verront au contraire leur valeur d'échange monter.

Fisher, dans sa manière de s'exprimer avait forcément, ou du moins devait avoir également en vue la valeur d'échange *réelle* ; cela résulte de ce qu'il établit sa définition fondamentale du concept « value » sur l'échange contre des biens de quelque nature qu'ils soient, et non contre la monnaie seulement (1) et qu'en tout cas, il a omis de commenter expressément cette hausse ou cette baisse simultanée de la valeur d'échange de tous les biens qu'il a supposée dans son raisonnement, comme une hausse ou une baisse de valeur nominale, uniquement apparente, qui ne se manifeste qu'à l'égard d'une sorte de biens, déterminés et choisis comme mesure de valeur, alors que naturellement c'est du côté de cette sorte de biens que la cause de la variation aurait dû être cherchée et qu'elle aurait dû être spécialement élucidée par Fisher. Et si son attention s'était portée sur ce conflit logique, il aurait difficilement déclaré qu'il approuvait sans réserve l'argumentation de Fetter qui implique encore bien plus ce même conflit logique.

En effet, l'objection de Fetter, reproduite littéralement plus haut, suppose également que le capital national, tout en restant matériellement le même, sans être augmenté dans sa productivité technique, peut par une baisse du taux de l'intérêt

(1) *Nature of capital and income*, p. 13-15. « The value of a certain amount of one kind of wealth is the quantity of some other kind for which it would be exchanged. » (p. 13). Dans la page suivante, dans un tableau la valeur est exprimée non en monnaie, mais en boisseaux de froment, et page 15 il y a la remarque, que l'expression « the value of wealth » est une « incomplete phrase », tant qu'on n'a pas ajouté en quelle sorte d'autres biens on a mesuré la valeur, si c'est en monnaie ou en quelque autre article.

de 20 à 1 %, prendre une valeur de capitalisation décuple (*recte* vingtuple) (1). Dans son argumentation, il ne s'agit pas d'articles particuliers du capital — pour lesquels la chose serait certes possible et juste, — mais bien de tout l'ensemble du capital national ; nous le savons, parce qu'il reconnaît à plusieurs reprises que dans notre discussion il n'est jamais question que de la totalité de l'économie nationale (2). Mais rien n'indique que cette hausse universelle de valeur ne puisse être qu'une hausse nominale, provoquée par une baisse correspondante de la mesure de la valeur ; une semblable interprétation enlèverait d'ailleurs toute sa force à l'objection. Il reste donc l'assertion qu'il est logiquement impossible que la valeur d'échange de tous les biens qui ont une valeur en capital, passe simultanément au vingtuple, tandis que ce qui est logiquement possible et juste, c'est seulement cette tout autre proposition, que la baisse du taux de l'intérêt fait varier les rapports d'échange des biens « capitalisés » pris dans la masse totale ; des biens dont l'utilité est l'effet d'une certaine composition moyenne, conservent leur valeur d'échange à l'instar d'un axe autour duquel il y a rotation ; des biens d'une compo-

(1) Quand en effet Fetter m'objecte que de l'augmentation du montant du capital on ne peut déduire une augmentation de productivité que si le taux de l'intérêt *ne change pas*, il doit considérer comme possible que si ce taux change, le montant du capital augmente en valeur, sans que sa productivité réelle augmente, en d'autres termes, que des variations dans le taux de l'intérêt peuvent amener une variation dans la valeur du capital, même si sa masse réelle et sa productivité ne subissent aucune variation.

(2) *Op. cit.*, p. 166 et note p. 168. Sous un certain rapport Fetter exagère même ce point de vue.

sition déterminée extrême haussent en valeur et des biens d'une composition déterminée extrême opposée baissent en valeur (1).

Mais Fetter accentue encore le conflit logique par un élément qui manque dans Fisher. Fisher avait en effet inséré dans son raisonnement la clause hypothétique, que la valeur des *utilisations* futures attendues reste invariable. N'approfondissons pas si cette hypothèse de Fisher est possible et dans quel sens il faut l'entendre, ou si ces modifications de valeur, qui ont comme conséquence nécessaire une variation du taux de l'intérêt, ne doivent pas dans leurs conséquences ultérieures, atteindre aussi la valeur des utilités futures elles-mêmes. Mais Fetter insère dans son raisonnement une hypothèse encore bien plus critiquable. Il remplace en effet la clause de Fisher de la valeur constante des *utilisations* de ces biens capi-

(1) Je vais par précaution encore aller en passant au devant d'une objection qui pourrait se produire, qu'il ne s'agit pas en effet de l'ensemble de tous les biens sans distinction, mais seulement de tous les *biens capitalistiques*, lequel concept, pour moi du moins, est beaucoup plus étroit. A quoi on pourrait répondre deux choses : 1° les biens capitalistiques eux-mêmes renferment des biens des compositions les plus variées, de sorte que même dans leur cercle plus étroit la variation uniforme de valeur que suppose Fetter serait impossible ; 2° la raison du mouvement de la valeur que donne Fetter est tout à fait universelle, de sorte que si elle se trouvait justifiée, elle le serait pour tous les biens sans distinction — ce qui est précisément l'impossibilité logique. Car évidemment la même sorte de capitalisation et sa dépendance du taux de l'intérêt s'applique quant à l'essentiel non seulement aux « moyens de production produits » mais aussi aux sortes de biens qui sont exclus de mon concept du capital, c'est-à-dire au sol et aux biens de jouissance, dont les utilités sont de durée plus ou moins longue. Vis-à-vis de Fisher, ce point ne joue aucun rôle en général, parce que, comme on le sait, il comprend dans son concept du capital tous les biens indistinctement.

talistiques par la clause de la valeur constante de leur produit annuel (1). Et la clef de capitalisation choisie — d'un produit annuel de 10 on déduit au taux de 20 % une valeur de capital 50 — nous apprend que par le « produit annuel » on ne saurait entendre le produit brut qui pourrait coïncider avec la valeur des utilisations annuelles du capital en question, mais qu'il doit déjà représenter le *produit net* du capital. Fetter n'hésite donc pas à supposer qu'un capital qui reste *réellement le même* et dont la productivité technique *n'a pas changé* rapportera le *même* produit net qu'auparavant, quand le taux de l'intérêt *baissera* de 20 à 1 %, et cela doit s'appliquer, remarquons-le bien, non seulement à un unique élément capitalistique concret (ce qui pourrait bien être dans l'hypothèse de circonstances particulières établissant *a priori* le produit net), mais à tout l'ensemble du capital de l'économie nationale, puisqu'il n'est question que de celui-ci dans toute la discussion. Mais quelle singulière « baisse du taux de l'intérêt » que celle qui, dans l'arrangement entre le capital et le travail, laisse simplement tout dans l'état ancien, qui attribue au capital matériellement non changé exactement la même part de produit net qu'auparavant ? Le taux de l'intérêt n'est pourtant pas uniquement un point de repère pour la capitalisation, il a aussi et même surtout une importance réelle dans la répartition du produit national :

(1) « ...an annual product valued at ten supports a capitalisation of fifty ; but if the interest falls to 1 per cent, the same product supports five hundred », *op. cit.*, p. 169.

les mouvements du taux de l'intérêt signifient, tout comme les mouvements du salaire, une modification de la répartition entre le capital et le travail. Une « baisse du taux de l'intérêt » qui laisse sans changement la part du capital toujours le même (1) est donc en réalité « une modification de la clef de la répartition » qui n'est pas une modification de cette clef — un terme mal employé, une *contradictio in adjecto*, une impossibilité logique ; tout comme la hausse simultanée et parallèle de la valeur d'échange de tous les biens capitalistiques qui devraient en même temps dans l'échange se surpasser les uns les autres en valeur !

Et c'est sur de telles hypothèses que Fetter fonde son point de vue duquel ma manière de procéder lui fait l'effet d'un cercle vicieux. Est-il besoin d'une plus forte preuve pour justifier et aussi pour montrer la nécessité d'avertir, de prier, comme je n'ai pas cessé de le faire à maintes reprises depuis des dizaines d'années, de faire l'impossible pour donner dans les raisonnements si compliqués de la théorie du capital, une évidence plastique à toutes les idées introduites dans le raisonnement, et pour éviter de tirer des déductions dialectiques de mots dont l'esprit ne perçoit que vaguement ou obscurément le contenu ? Des savants de bonne foi comme Fisher et Fetter, — j'en suis convaincu, — ne penseront certainement pas autrement que moi à cet égard, aussi me par-

(1) J'ai à peine besoin de remarquer qu'avec un accroissement réel de l'état constitutif du capital un total toujours le même de la part du capital serait certainement conciliable avec une modification réelle de la répartition ou avec une baisse réelle du taux de l'intérêt, mais naturellement non avec un même état constitutif du capital.

donneront-ils la franchise avec laquelle je n'ai pas craint de faire prévaloir, même vis-à-vis d'eux, ce juste principe.

*
* * *

Je puis m'exprimer bien plus brièvement sur l'essai de réfutation de Schade (1).

Schade oppose à mon « prétendu axiome » (2) la question suivante : « Comment devra-t-on procéder quand le but, (le plus grand nombre des produits de jouissance de la même espèce, d'après la connaissance du moment de l'état des choses), n'est qu'à une distance déterminée et qu'on veut cependant employer le plus possible de mois de travail et de capitaux qui s'offrent ? On les fait simultanément marcher au but par des voies parallèles (3). On multiplie le capital pour qu'il aide sur des voies parallèles à nous approvisionner plus abondamment de biens de jouissance, c'est-à-dire qu'on *multiplie les exploitations en maintenant le meilleur procédé*

(1) *Böhm-Bawerks Zinstheorie und seine Stellung zur Produktivitätstheorie* ; dans *Annalen des deutschen Reiches*, 39^e année, 1906, p. 225-238 et 263-289. Tout l'article offrirait ample matière pour des justifications de toute nature. J'en tire le seul point traité dans le texte, parce qu'il concerne une thèse importante peu traitée dans le reste de notre littérature et qui pourra toujours gagner en clarté par ces explications.

(2) V. ci-dessus, *Appendice I*, p. 326.

(3) « Le but n'est pas imaginé comme un point unique, mais renferme beaucoup de points d'une ligne droite qui est parallèle à la ligne droite où sont les points de départ » (note de Schade).

du moment et la *longueur de période qui lui correspond*. Si par suite des progrès de la technique, la période peut encore être abrégée, un nombre *d'autant plus grand d'entreprises parallèles* pourront être fondées. Le nombre des offres, la quantité du capital existant ne renseigne donc nullement sur la longueur des périodes (1) ».

Schade ne s'est probablement pas donné beaucoup de peine pour approfondir les idées que contiennent les expressions dont il s'est servi. Il examine les effets d'une augmentation de capital, et remarquons-le bien, d'une augmentation « par tête », car c'est bien ce que dit l'hypothèse de mon raisonnement qu'il conteste, et lui-même introduit expressément quelques lignes plus loin le cas d'une population stationnaire dans le champ d'action de son argumentation (2). Or, il va trouver l'effet typique d'une semblable augmentation de capital, non en ce que les voies de la production en sont allongées, mais en ce que le nombre de voies de production parallèles de même longueur est augmenté. Mais que peut bien signifier cela ? Schade l'explique tout d'abord par une augmentation des « exploitations » ou « entreprises » où l'on produira en conservant le procédé employé jusqu'alors et la même longueur de durée. Il y a dans cette explication encore une trace de cette ambiguïté grammaticale, qui, à la vérité, disparaît dès qu'on examine le sens, mais qui toutefois a rendu possible à Schade de ne pas se servir d'expressions justes et non équivoques qui lui auraient

(1) *Op. cit.*, p. 271.

(2) P. 271, dernier paragraphe : « Qu'on considère une augmentation ou un état stationnaire de la population. »

nécessairement montré sur-le-champ sa contradiction avec lui-même. En effet, l'expression purement formelle d'*augmentation des exploitations* pouvait aussi indiquer un procédé par lequel, sans aucun changement dans l'étendue de toute la production nationale, on aurait simplement augmenté le nombre des *exploitations particulières* en réduisant simultanément leur importance moyenne. Si, par exemple, il y a dans une économie nationale 10.000.000 d'ouvriers productifs répartis auparavant entre 500.000 exploitations indépendantes, il pourrait se produire, dans le sens purement littéral, une augmentation des exploitations, si les mêmes 10.000.000 d'ouvriers productifs étaient répartis entre un nombre double d'exploitations indépendantes et que l'importance moyenne de chaque exploitation fût diminuée corrélativement et n'occupât plus en moyenne que 10 ouvriers, au lieu d'en occuper en moyenne 20. Avec les hypothèses de la discussion, un semblable procédé peut s'imaginer sans contradiction, du moins sans contradiction essentielle. Mais ce n'est naturellement pas cela que Schade avait en vue. Car cela serait parfaitement indifférent pour la question en discussion. On ne concevrait absolument pas comment un capital par tête augmenté, doublé, par exemple, serait complètement « employé » par le fait que le même nombre d'ouvriers seraient occupés de la même façon que jusqu'à présent, mais qu'ils seraient répartis en un plus grand nombre de groupes moins considérables — tout comme on ne trouverait certainement pas l'emploi d'un nombre double de fusils en formant avec le même nombre de soldats qu'on veut armer

de fusils, un nombre double de compagnies d'un effectif deux fois plus petit. En outre il serait certainement contraire à toute expérience que l'effet typique d'une augmentation de capital par tête consistât en une diminution des unités d'exploitation et fût par conséquent un recul dans la voie qui conduit de la petite exploitation à la grande.

Schade avait donc certainement et devait avoir en vue l'autre signification plus forte des termes qu'il employait : il comprenait par « augmentation des exploitations » non une simple augmentation du nombre des exploitations, mais une augmentation de l'extension générale de la production nationale, qu'elle comportât ou non une augmentation du nombre des exploitations. Pour m'exprimer avec plus de précision : dans l'ensemble de toutes les exploitations, les manipulations du procédé de production antérieur sont entreprises conjointement comme jusqu'à présent, mais en plus grand nombre, et cela à son tour signifie, en introduisant enfin le terme juste que Shade a évité, que dans tout l'ensemble des exploitations il y aura *plus de gens, plus d'ouvriers* que jusqu'à présent occupés comme auparavant. Mais cela est en évidente contradiction avec les hypothèses dont Shade est parti : avec la population stationnaire, avec l'augmentation du capital « par tête ». Où prendra-t-on donc, pour mettre en œuvre un double capital, un nombre double d'ouvriers dans une population stationnaire, et si on avait ce nombre double, que deviendrait l'augmentation de capital *par tête*. Le raisonnement de Shade aboutit donc dans sa dernière conséquence à la double impossibilité logique, qu'une augmen-

tation du capital par tête conduirait à occuper *plus de têtes qu'il n'y en a*, et que cette même augmentation de capital par tête, moyennant une augmentation de têtes venant on ne sait d'où, ne signifierait plus une augmentation par tête (1).

Je trouve enfin dans Landry (2) la glose suivante sur ma comparaison relative au nombre des messagers qui se trouvent en même temps en route vers le but : « La comparaison n'est pas immédiatement probante, parce que le cas des bateaux (3) est trop simple : les bateaux partent pour accomplir un trajet qui est toujours le même ; les mois ou les années de travail que la société dépense, n'arriveront pas tous à destination — comme dirait Böhm-Bawerk — dans le même temps. »

Je ne vois pas bien quelle portée Landry voulait donner au doute qu'il exprime sur le caractère « immédiatement probant » de ma comparaison. Veut-il mettre en doute le caractère probant de mon raisonnement lui-même, ou aurait-il seulement désiré que l'exemple choisi « trop simplement » eût été de

(1) Je n'ai sans doute pas besoin d'expliquer d'abord, que même dans le cas d'une population qui s'accroît, ce n'est qu'une augmentation de capital proportionnelle à la population et non une « augmentation par tête » dans le sens des idées de Schade qui pourrait trouver son emploi ; tout comme il serait insuffisant pour le but de son argumentation d'avancer que le déficit en ouvriers pourrait être comblé soit en attirant des ouvriers chômant jusqu'alors, soit en allongeant la journée de travail en usage jusqu'alors. Cf. aussi les explications de l'*Appendice I*, note 1, p. 335. Du reste, rien ne permet de conjecturer que Schade lui-même ait fait place dans ses considérations à ces détails ou à d'autres.

(2) *L'intérêt du capital*, p. 281, note.

(3) Landry traduit mes *Boten* par « bateaux » (*Boote* !) : un contre-sens qui d'ailleurs n'est nullement préjudiciable dans la question.

telle nature qu'une complication se présentant dans la pratique de la vie économique se réfléchît fidèlement dans un exemple compliqué ? J'ai considéré cette dernière chose comme superflue. En effet, de la grandeur de tout le capital national, ou encore du nombre des « mois de travail national » accumulés dans l'ensemble du capital national, je ne conclus rien quant à la longueur des voies de production individuelles de branches particulières de la production, mais j'en conclus seulement la longueur de la moyenne de toutes les voies de production particulières qui ont été suivies (1). Mais cette moyenne est unique, et c'est pourquoi je pouvais aussi dans mon exemple ne tenir compte que d'une distance du but de la production (précisément la moyenne). Mais rien ne serait naturellement plus facile que de reproduire fidèlement, même dans l'exemple, la complication des phénomènes de la vie économique effective que Landry souligne. Nous n'aurions besoin que de faire partir par heure dans notre exemple, non chaque fois un messenger se portant vers un seul but toujours le même, mais chaque fois dix messagers se portant vers dix buts différemment éloignés ; et alors le nombre des messagers qui sont simultanément en route vers chacun des dix buts, l'éloignement (sans intérêt pour nous) de ce but particulier et la somme divisée par dix de tous les messagers se trouvant simultanément en route nous refléteraient la distance moyenne (nous intéressant)

(1) V. ci-dessus, *Appendice I*, p. 329. « Si... deux mois de travail seulement sont simultanément en route, cela indique bien, sans qu'on puisse s'y méprendre, que la durée moyenne du processus dans lequel la production est engagée sera moins longue... ».

de ces dix buts de production ou la durée moyenne des voies de production suivies. Ce que, dans l'exemple simplifié nous font comprendre les nombres comparatifs de six et de vingt messagers se trouvant simultanément en route nous serait alors rendu sensible par les nombres décuples de 60 et 200 messagers se trouvant simultanément en route, mais qui finalement seront ramenés au même chiffre moyen.

Si Landry n'a pas uniquement en vue cette forme technique de ma comparaison, qui m'a semblé superflue, s'il a réellement mis en doute le caractère concluant de ma démonstration, il ne m'a en tout cas pas fourni l'occasion d'apprendre à connaître la nature de son doute (1).

(1) Je ne crois pas devoir réfuter une polémique assurément directe de Landry dans son ancien ouvrage *L'utilité sociale*, Paris, 1901, p. 218-224. Cette polémique est en effet laissée en arrière par la nouvelle position qu'a prise Landry dans son ouvrage ultérieur, et je puis admettre, que lui-même n'est plus disposé à maintenir ses opinions — très attaquables — d'alors. Jusqu'à présent je n'ai pas rencontré dans la littérature d'autres traces que celles que je viens d'analyser d'un examen critique et original de la thèse que j'ai défendue dans cet appendice. En particulier, je ne crois pas que Cassel dans *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag*, p. 104, ait voulu attaquer cette thèse. Il est vrai qu'on reconnaît bien le ton de la polémique dans la proposition qui y est exprimée, qu'il ne saurait être question de considérer l'augmentation du capital comme quelque forme de l'allongement du temps de la production. Mais Cassel appuie cette proposition d'un exemple dans lequel il suppose, que la population et le capital augmentent « tout à fait uniformément » de 1 % : cet exemple ne saurait donc avoir de rapport avec ma thèse qui suppose très expressément une augmentation du capital « par tête ». Comme il n'est pas possible que cela ait échappé à Cassel, il faut plutôt admettre que son opinion — en dépit de son texte catégorique — a d'autres visées, qu'il voulait peut-être faire entendre, que ce n'était pas toute augmentation de capital, et en particulier pas une augmentation purement absolue du capital qui indiquait nécessairement un allongement de la période de production, — proposition sur laquelle je suis parfaitement d'accord avec lui.

APPENDICE VI

Réplique aux objections du docteur Robert Meyer à ma critique de la théorie de l'exploitation.

(P. 166, note 1 de la *Théorie positive*).

Dans un appendice étendu de son ouvrage *Das Wesen des Einkommens* (p. 270 à 298) le docteur Robert Meyer a soulevé une série d'objections critiques contre certains développements que j'ai donnés au cours de ma critique de la théorie de l'exploitation de Rodbertus (*Geschichte und Kritik der Kapitalzinstheorien*, p. 391 ss., 2^e édit., 466 ss.). Le sujet de la controverse n'a pas en soi grande importance — il s'agit de l'exactitude ou de l'inexactitude d'une représentation numérique que je donnais simplement comme exemple ; — mais la chose acquiert une portée scientifique par ce fait que, pour le docteur Meyer, cette critique n'était pas un but, mais lui a servi de point de départ pour développer quelques idées positives d'une portée théorique générale. Dans ces circonstances je puis bien me permettre d'entrer dans quelques détails, d'autant plus que le docteur Meyer m'a invité de la façon la plus aimable à lui fournir des éclaircissements.

Je dois tout d'abord reconnaître, et je le fais avec gratitude, que le docteur Meyer s'est consciencieusement efforcé de pénétrer dans l'esprit de mes recherches et d'éviter toute méprise dans l'interprétation de mes paroles, pour ne pas élargir inutilement et stérilement le *status controversiæ*. Sur un point seulement, il y a eu, en dépit de tous ses soins, un malentendu dans son interprétation, et ce point était malheureusement tout à fait décisif, et cette interprétation erronée a jeté une fausse lumière sur tout le reste. Je m'empresse de remarquer que ce qui a donné lieu à ce malentendu, c'est un mot à sens multiple que j'ai employé sans explication assez précise ; mais je dois cependant rejeter toute responsabilité, parce que j'ai renvoyé expressément et à plusieurs reprises (p. 393, 394, 2^e éd., 468 ss.) pour plus ample éclaircissement de la question à ma *Théorie positive* qui vient seulement de paraître.

Et maintenant au fait. J'avais reproché aux socialistes en général et à Rodbertus en particulier de donner une interprétation choquante à une proposition qui n'a rien de choquant, à savoir qu'à chaque ouvrier revient toute la valeur de son produit. En effet, dans l'esprit de cette proposition on peut sans doute demander, ou bien que l'ouvrier reçoive *maintenant* toute la *valeur actuelle* de son produit, ou qu'il reçoive dans l'*avenir* toute la *valeur future* de ce produit, mais les socialistes réclament que l'ouvrier reçoive *dès à présent* toute la *valeur future* de son produit. Et c'est la méprise qu'il y a dans cette manière d'interpréter « le droit au produit intégral du travail » que je voulais faire ressortir par un exemple numérique. Je me suis servi à cet

effet de la fabrication d'une machine qui a coûté cinq années successives de travail et qui achevée a une valeur commerciale de 5.500 fl. Et alors je me suis demandé quelle était la valeur de la portion du produit exécutée dans la première année de travail et par suite quelle était la fraction naturelle de salaire de cette *première* année de travail. A cette question j'ai répondu immédiatement que cette valeur du produit *ne pouvait pas* s'élever à **1100 fl.** comme on le croirait volontiers. Car 1.100 fl. est le cinquième de la valeur de la machine achevée, mais dans la première année il a été fabriqué seulement le cinquième d'une machine *qui ne sera achevée que dans 4 ans*, et c'est *moins*; à cause de la différence entre la valeur de biens actuels et de biens futurs. Comme chiffre positif de la valeur du produit de la première année, j'ai donné la somme de 1.000 fl. en supposant une différence d'estimation (vulgo « taux d'intérêt », que Meyer appelle très justement, mais d'une manière moins populaire *Zeitdifferenzial*) de 5 % par année, en me réservant de justifier plus tard cette évaluation.

Plus tard j'ai donc examiné de quelle façon cinq ouvriers occupés en commun à la fabrication de la machine en se divisant le travail devaient se partager entre eux le montant de 5.500 fl. et je suis arrivé à ce résultat : si le partage ne devait se faire qu'à la fin de toute la période de production, les ouvriers ne pouvaient pas recevoir chacun la même somme ; les ouvriers des premiers stades, qui doivent attendre plus longtemps leur salaire, devaient recevoir plus, et les ouvriers des derniers stades devaient recevoir moins ; et avec une différence de valeur de 5 % entre

les biens actuels et les biens futurs (vulgo au taux de 5 %), la répartition devrait se faire de la façon suivante.

« L'ouvrier employé tout d'abord et qui doit attendre son salaire pendant 4 ans, après la fin de son année de travail, recevrait à la fin de la 5 ^e année.....	1.200 fl.
Le deuxième, qui doit attendre 3 ans, recevra à la fin de la 5 ^e année.....	1.150 fl.
Le troisième, qui attend 2 ans, recevrait à la fin de la 5 ^e année.....	1.100 fl.
Le quatrième, qui attend 1 an, recevrait à la fin de la 5 ^e année.....	1.050 fl.
Et le cinquième, qui touche son salaire immédiatement après qu'il a fini son travail.....	1.000 fl.
Total :	<u>5.500 fl.»</u>

Or comme — au taux de 5 % et en négligeant les intérêts composés — 1.200 fl. à toucher après quatre ans sont équivalents à 1.000 fl. du moment, il y a là la justification de l'estimation provisoire que j'ai faite auparavant, d'après laquelle j'évaluais à 1.000 fl. touchés immédiatement le produit de la première année de travail, mais aussi de mon assertion ultérieure, — je n'ai pas à m'en occuper davantage ici — qu'en général dans le cas de mon exemple, c'est 1.000 et non 1.100 fl. qui est le juste et naturel salaire de chaque ouvrier, s'il le reçoit *directement après son travail*. Voilà jusqu'où vont mes explications. Or Meyer, — pour en venir tout de suite au point capital — m'objecte qu'en évaluant

à 1.000 fl. actuels la part de produit de la première année, je me mets en contradiction avec mes propres hypothèses. L'ouvrier, d'après ma propre supposition, ne fait que le cinquième d'une machine qui ne sera achevée que dans quatre ans et vaudra alors 5.500 fl. Mais la valeur actuelle de toute une machine semblable avec le taux d'intérêt de 5 % est seulement 4.583,3 fl. et non 5.000 fl. et le cinquième est par conséquent **916,6** et non 1.000 fl. Et cette contradiction proviendrait de ce que dans mon exemple je calcule simultanément avec deux taux différents. En effet, en comptant la part des ouvriers, je la calcule en réalité avec le taux de 5 %, et j'applique au contraire le taux de 2 1/2 % en calculant la valeur progressive de la machine. Car pour que la valeur initiale de la machine de 5.000 fl. devienne au bout de quatre ans 5.500 fl. le taux devra être d'après la formule du taux de l'intérêt (p)

$$(p) = \frac{100 \times 500}{5000 \times 4 \text{ (nombre des années)}} = \frac{50000}{20000} = 2 \frac{1}{2}.$$

La première impression que nous donne ce raisonnement aussi clair qu'affirmatif est certainement qu'il s'impose logiquement et mathématiquement. Et pourtant tout cet appareil démonstratif va manquer son but à cause d'un seul mot mal interprété, du mot inoffensif, « un cinquième » dans lequel Meyer met autre chose que ce qu'il signifiait dans ma théorie.

Il faut en effet dans l'évaluation des parts de plusieurs collaborateurs à un ouvrage commun distinguer le point de vue *technique* ou *physique* du point de vue *économique*. Quand un Thorwaldsen, en collaboration avec un vulgaire tailleur de pierres

qui pourra l'aider à dégrossir le bloc de marbre, fait une magnifique statue d'une valeur de 10.000 thalers, la participation *matérielle* du tailleur de pierre à la création de la statue peut-être aussi grande ou même plus grande que celle de l'artiste, mais *économiquement* la plus grande part revient certainement à celui-ci (1). Or, considéré d'un certain point de vue grossièrement *technique*, l'ouvrier de la première année dans notre exemple a fait précisément *un cinquième* de l'ouvrage, puisqu'il a apporté une contribution d'une année à un travail échelonné sur cinq années ; et c'est dans ce sens que j'ai employé le mot « cinquième », et c'est ce que j'ai cherché à indiquer (p. 392, 2^e édit. 468) en parlant d'un « cinquième de travail *technique* ». Mais économiquement l'ouvrier de la première année fournit *plus qu'un cinquième*, parce que le travail de cette première année est le plus précieux et le plus profitable. Il en est du travail comme des biens en général, le travail actuel vaut plus que le travail futur, et si la machine est fabriquée dans la période quinquennale de 1909 à 1913 inclusivement, le travail de 1909 a plus de valeur que celui de 1910, et celui-ci plus que celui de 1911, et ainsi de suite. En corrélation avec cela, des parts du produit de différentes grandeurs sont attribuées aux années successives de travail dans la répartition économique ; aux premières années et surtout à la première re-

(1) Cf. la théorie de la « valeur de biens complémentaires » dans ma *Th. pos.* (en particulier p. 187 des deux premières éditions) et encore les brillantes explications sur ce sujet dans l'ouvrage de WIESER, *Natürlicher Wert*, Vienne, 1889, p. 70 s., 85 s. |

viendra *plus* d'un cinquième, aux dernières *moins* d'un cinquième.

Cette attribution différente se trouve exprimée d'une part par une évaluation différente des portions du produit créées dans les différentes années successives, d'autre part par le paiement d'un salaire diversement élevé aux collaborateurs. Les chiffres de ces salaires se modifient naturellement suivant que le règlement de compte se fait *anticipando* ou *postnumerando*, c'est-à-dire, suivant qu'on paye en 1909 ou en 1913. Si l'on calcule *postnumerando*, l'ouvrier de la première année recevra, d'après le schéma que j'ai exposé plus haut, en 1913, 1200 fl. pour l'ouvrage qu'il a fourni en 1909, l'ouvrier de la seconde année touchera 1.150 fl., celui de la troisième 1.100, celui de la quatrième 1.050 et celui de la cinquième 1.000. Si l'on calcule *anticipando* — en pratique, ce serait comme si l'on engageait en 1909 les ouvriers pour le travail à fournir dans les années 1909-1913 et si on leur payait d'avance le salaire de leur travail pour les années suivantes — on aurait, si la paye se fait à la fin de 1909, certainement à payer la somme de 4.583, 3 fl. calculée par Meyer, et qui représente toute la valeur relative au moment actuel du produit à répartir ; mais chacun n'en aurait pas un cinquième soit 916, 6 fl. comme le croit Meyer, le premier ouvrier aurait 1.000 fl., le 2^e 958,33 seulement, le 3^e 916,66, le 4^e 875 et le 5^e 833,33 fl. (1).

(1) Ces nombres sont calculés exactement d'après la même formule que Meyer a appliquée pour évaluer (*loc. cit.*, p. 277) la valeur totale de la machine à 4.583, 3 fl. Cette formule n'est pas tout à fait exacte, parce qu'elle n'a pas égard aux intérêts composés, mais elle a été choisie avec intention par Meyer, parce que j'avais moi-même négligé les

Mais d'habitude on ne calcule ni *anticipando* ni *postnumerando*, mais *au fur et à mesure* : on paye les ouvriers par portions, immédiatement après chaque portion de travail fournie. Comment dans ce cas s'exprimera l'inégalité de salaire des ouvriers ? La réponse est aussi paradoxale que simple : *en payant un salaire égal* ; chacun reçoit un salaire annuel de 1.000 fl., mais celui qui a fourni le travail le plus précieux, celui de 1909, reçoit aussi précisément 1.000 fl. de 1909, celui qui ne contribue au travail qu'en 1910, ne reçoit que des florins de 1910, etc.

Cette explication répond, à ce que je crois, à toutes les objections. Quand j'ai attribué une valeur de 1.000 fl., à la partie du produit créée dans la première année, je ne voulais pas dire que la valeur de toute la machine ramenée à ce moment antérieur était de 5.000 fl., d'où résulterait évidemment une augmentation annuelle de 2 1/2 % au lieu de 5 %, mais je voulais dire que la valeur anticipée de toute la machine n'était que de 4.583,3

intérêts composés dans l'exposé dans mon premier volume de l'objet de sa critique. En admettant le taux de 5 %, les calculs précédents donneraient très exactement les chiffres suivants :

Valeur actuelle d'une machine qui vaudra 5.500 fl. dans 4 ans : 4.524,85 fl., dont recevront, si cette valeur est répartie entre les ouvriers à la fin de la première année de travail :

L'ouvrier de la première année.....	995,36 fl.
— deuxième année.....	947,96 fl.
— troisième.....	902,82 fl.
— quatrième année.....	859,82 fl.
— cinquième année.....	818,88 fl.
	<hr/>
Total :	4.524,84 fl.

(Calculé d'après les tables des intérêts composés de Spitzer, p. 120).

fl. et que la part *économique* du travail de la première année se monte à *plus d'un cinquième*. Certes, je ne l'ai pas expliqué expressément, et je me plais à reconnaître que mon expression « cinquième », en dépit du petit mot *technique* que j'y ai joint une fois, a pu fortement entraîner le docteur Meyer à l'interpréter comme il l'a fait. Mais le docteur Meyer reconnaîtra à son tour, tout aussi volontiers j'espère, que je ne pouvais introduire dans mon exemple cette distinction aussi subtile qu'importante sans lui donner un développement excessivement long et difficile, étant donné l'état d'alors de mon analyse, et qu'à plusieurs reprises j'ai appuyé sur ce point qu'une explication complète ne pourra être donnée que dans ma théorie positive, et que j'ai fait tout mon possible pour mettre en garde contre des conceptions erronées.

Avec les prémisses disparaissent naturellement aussi les conséquences que le docteur Meyer a tirées de ma prétendue erreur ; en particulier que le principe « du salaire égal pour travail égal » était en contradiction chez moi avec cet autre principe : « A chaque ouvrier son produit intégral » et encore les conséquences de principes de Meyer relatives au taux du juste salaire naturel. A propos de ce dernier point, je remarquerai brièvement que de son faux point de départ Meyer a été amené à reconnaître une productivité croissante aux travaux fournis plus tard (*op. cit.*, p. 280 s.), tandis que rien n'est plus certain que tout au contraire c'est le travail présent qui a plus de valeur et est plus productif que le travail futur.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA PREMIÈRE PARTIE

	Pages
PRÉFACE DE LA 3 ^e ÉDITION	1-XX
EXTRAIT DE LA PRÉFACE DE LA 1 ^{re} ÉDITION.....	XX-XXVII
INTRODUCTION.....	1
Livre I. CONCEPT ET ESSENCE DU CAPITAL.....	5
Chapitre I. L'homme et la nature. Fondements de la production des biens matériels	5
Chapitre II. Essence du capital.....	20
Chapitre III. Polémiques au sujet du concept du capital....	31
Chapitre IV. Capital social et capital privé.....	158
Livre II. LE CAPITAL CONSIDÉRÉ COMME INSTRUMENT DE PRODUCTION.....	181
Introduction.....	
Chapitre I. Processus de la production capitalistique	186
Chapitre II. Phénomène de parallélisme important des détours de la production capitalistique	211
Chapitre III. Fonction du capital dans la production.....	225
Chapitre IV. Théorie de la formation du capital	238

APPENDICES

Appendice I, Eclaircissements plus détaillés et preuves au sujet de la règle de l'augmentation de rendement des détours de la production capitalistique.....	277
Appendice II, au sujet du rapport de fréquence des nouvelles inventions qui allongent ou abrègent la période actuelle de production	348

Appendice III, au sujet de certaines objections de méthode adressées à ma thèse de l'augmentation de rendement des détours de la production.....	375
Appendice IV, au sujet du rôle que joue le choix réfléchi (<i>selection</i>) dans la règle de l'augmentation de rendement des détours de la production.....	405
Appendice V, sur la question si « le fait de produire avec plus de capital par tête » est identique au fait de « produire par des détours de la production ».	437
Appendice VI, Réplique aux objections du D ^r Robert Meyer à ma critique de la théorie de l'exploitation....	485